



**Ils étaient juifs,  
résistants,  
communistes**

**Annette Wieviorka**

VISIT...

LANZAROTE  
*Caliente*.COM



Annette Wieviorka

**ILS ÉTAIENT JUIFS,  
RÉSISTANTS,  
COMMUNISTES**

**MOI**

PERRIN



# Table des matières

1. Titre
2. Du même auteur
3. Copyright
4. Sommaire
5. Principales abréviations
6. Avant-propos
7. 1. Le pacte
8. 2. Les acteurs
9. 3. Dans la guerre de 1939-1940
10. 4. Les débuts de l'occupation allemande
11. 5. Mai 1941 : un tournant
12. 6. Avec l'URSS (juin-août 1941)
13. 7. Juif contre Juif
14. 8. La génération de la rafle
15. 9. Paris (juillet 1942-mars 1943)
16. 10. Filer les jeunes résistants
17. 11. Lyon (1942-octobre 1943)
18. 12. Paris (avril 1943-novembre 1943)
19. 13. Lyon, capitale de la résistance communiste juive
20. 14. Carmagnole et Liberté. Lyon et Grenoble, 1943-1944
21. 15. La Libération
22. Épilogue
23. Éléments de bibliographie et filmographie
24. Notes
25. Index
26. Carte
27. Illustrations

Annette Wieviorka

Ils étaient  
juifs, résistants, communistes

PERRIN

# Du même auteur

- Le Moment Eichmann* (dir., en coll. avec Sylvie Lindeperg), Albin Michel, 2016.
1945. *La découverte*, Seuil, 2015.
- À l'intérieur du camp de Drancy* (en coll. avec Michel Laffitte), Perrin, 2012.
- L'Heure d'exactitude. Histoire, mémoire, témoignage* (entretiens avec Séverine Nikel), Albin Michel, 2011.
- Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, Fayard, 2010 ; rééd. Perrin, coll. « Tempus », 2016.
- Juifs et Polonais, 1939-2008* (dir., en coll. avec Jean-Charles Szurek), Albin Michel, 2009.
- Univers concentrationnaire et génocide. Voir, savoir, comprendre* (en coll. avec Sylvie Lindeperg), Mille et Une Nuits, 2008.
- Auschwitz, soixante ans après*, Laffont, 2004 ; rééd. *Auschwitz. La mémoire d'un lieu*, Hachette, « Pluriel », 2006.
- Auschwitz expliqué à ma fille*, Seuil, 1999.
- L'Ère du témoin*, Plon, 1998 ; rééd. Hachette, « Pluriel », 2002.
- Le Procès de Nuremberg*, Ouest-France, 1995 ; rééd. Liana Levi, 2006.
- Passant, souviens-toi ! Les lieux du souvenir de la Seconde Guerre mondiale en France* (en coll. avec Serge Barcellini), Plon, 1995 ; rééd. Graphein, 1999.
- Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Plon, 1992 ; rééd. Hachette, « Pluriel », 2003.
- Le Procès Eichmann*, Complexe, 1989 ; rééd. *Eichmann. De la traque au procès* (éd. augmentée), André Versaille, 2011.
- Les Livres du souvenir. Mémoires juifs de Pologne* (en coll. avec Itzhok Niborski), Gallimard, « Archives », 1983.

© Perrin, un département d'Édi8, 2018

12, avenue d'Italie  
75013 Paris  
Tél. : 01 44 16 09 00  
Fax : 01 44 16 09 01

ISBN : 978-2-262-07702-0

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

# Sommaire

Titre

Du même auteur

Copyright

Principales abréviations

Avant-propos

1. Le pacte

2. Les acteurs

3. Dans la guerre de 1939-1940

4. Les débuts de l'occupation allemande

5. Mai 1941 : un tournant

6. Avec l'URSS (juin-août 1941)

7. Juif contre Juif

8. La génération de la rafle

9. Paris (juillet 1942-mars 1943)

10. Filer les jeunes résistants

11. Lyon (1942-octobre 1943)

12. Paris (avril 1943-novembre 1943)

13. Lyon, capitale de la résistance communiste juive

14. Carmagnole et Liberté. Lyon et Grenoble, 1943-1944

15. La Libération

Épilogue

Éléments de bibliographie et filmographie

Notes

Index

Carte





*À la mémoire des héros de cette histoire.  
Pour Adam-Étienne Cadilhac, mon petit-fils,  
arrière-petit-fils d'Étienne Raczymow.*

« Quand le fer fut créé, me racontait l'oncle Avroum, le troisième jour de la Création, les arbres se mirent à trembler. “Qu’avez-vous à trembler ainsi ? demanda le fer. Qu’aucun de vous ne me serve de manche et vous n’aurez rien de moi à redouter.” Selon Avroum, dans cette fable, les arbres représentaient Israël prostitué aux nations, et le fer la force séductrice des nations. Et, disait-il, quand Israël sert de manche au fer des nations, les nations devenues haches frappent sans merci les arbres d’Israël. »

Henri Raczymow, *Un cri sans voix*

# Principales abréviations

AS Armée secrète.

CLN Comité français de la Libération nationale.

CNR Conseil national de la Résistance.

CRIF Conseil représentatif des israélites de France.

FILAF Français-tireurs et partisans (Français).

FILAMOI Français-tireurs et partisans main-d'œuvre immigrée.

LIQA Ligue internationale contre l'antisémitisme

MNCR Mouvement national contre le racisme

MOI Main-d'œuvre immigrée.

ORF Organisation pour la reconstruction et le travail.

OS Organisation spéciale.

OSE Œuvre de secours à l'enfance.

UGIF Union générale des israélites de France.

UJIF Union de la jeunesse juive.

UJRP Union des Juifs pour la résistance et l'entraide.

## Avant-propos

Au mois de janvier 1982, d'anciens résistants des groupes de combat de Lyon de la MOI, la main-d'œuvre immigrée, prirent contact avec moi. Ils souhaitaient que je recueillisse leurs témoignages et ceux de leurs camarades. Ils étaient alors retraités, les survivants s'éteignaient les uns après les autres et, à chaque décès, selon eux, un peu de la possibilité de reconstituer l'histoire de leur groupe disparaissait. Les livres consacrés à la Seconde Guerre mondiale ne parlaient guère de cette résistance-là, pas plus d'ailleurs que des FTP-MOI, de l'UJJ, du MNCR, de Solidarité, de l'UJRE... Sigles inconnus désignant chacun un mouvement juif impulsé par la MOI, la main-d'œuvre immigrée, dépendant directement du comité central du Parti communiste français.

J'ai alors écouté ces hommes et ces femmes me raconter ce que fut leur action. De fil en aiguille, l'un me conseillant d'aller interviewer un autre, je me suis entretenue avec un nombre important d'anciens résistants de la MOI<sup>1</sup>. Des « adultes » pendant l'Occupation, émigrés en France dans l'entre-deux-guerres. Des adolescents d'alors. Certains avaient mené une action de lutte armée, d'autres une action politique. L'un d'eux, Victor Zigelman, a proposé de m'aider en procédant lui-même à une partie des entretiens. Son soutien chaleureux ne s'est jamais démenti. C'est grâce à son aide que ce travail a pu être mené à bien. Victor Zigelman est décédé en 2007.

Si je comprenais bien ce que ces hommes et ces femmes disaient, pourquoi et comment ils étaient entrés dans la Résistance, ce qu'avait été leur action, je ne parvenais pas à insérer les récits dans une vision d'ensemble qui fût sens. Très vite, les entretiens se révélèrent insuffisants. J'ai donc recherché les objectifs de cette résistance communiste juive dans la presse, notamment en yiddish et en français, qui a été en grande partie conservée<sup>2</sup>.

J'ai pu encore consulter d'autres documents éparpillés dans

différentes bibliothèques et centres de documentation : CDJC<sup>3</sup>, BDIC<sup>4</sup>, Bibliothèque nationale. Henri Krischer, un des acteurs de cette histoire, a mis à ma disposition la totalité des archives de Carmagnole et Liberté qu'il avait rassemblées. J'ai consulté tout ce que j'ai pu trouver, tout en étant consciente qu'il ne s'agissait que d'une quantité infime par rapport à ce qui existait. En 2017, alors que je termine la réécriture de cet ouvrage, toutes les archives concernant la Seconde Guerre mondiale sont accessibles à chacun, sans dérogation, notamment celles des filatures de ces résistants ou de leurs interrogatoires. Or si l'image de cette résistance qui ressort des archives est plus nette et plus précise, mieux articulée, plus détaillée, aucune des conclusions auxquelles j'étais arrivée n'a été infirmée.

La méthode qui fut la mienne à l'orée des années 1980 avait été essentiellement empirique. J'avais dû l'adapter à mon objet : l'étude de l'activité clandestine de la MOI, branche dissoute peu après la Seconde Guerre mondiale d'un parti communiste dont le mode de fonctionnement relève, on le sait, du secret. J'avais donc utilisé à la fois les techniques de l'histoire orale et celles d'exploitation des sources écrites. Aujourd'hui, les chercheurs sont privés de ces sources orales par le passage du temps et la disparition des acteurs. Ce livre est aussi un cimetière. Ce n'est ni la matérialité des événements narrés ni la capacité à les analyser qui en est affectée, mais la compréhension de ce qui est si difficile à saisir en histoire, l'air du temps où elle se déroule, l'état d'esprit de ses acteurs.

Très vite, il m'était apparu que les témoignages avaient leur valeur intrinsèque, qu'ils n'étaient pas seulement « utiles » pour pallier les lacunes des sources écrites : ils donnaient une compréhension essentielle des hommes et de l'époque. Une époque tragique, encore alors contemporaine puisque certains de ses acteurs étaient parmi nous, sur laquelle il ne paraissait pas souhaitable d'écrire avec une froide distance. Ici, l'empathie était nécessaire. Trente ans après, elle le demeure.

Ainsi, notre ouvrage alterne récits de résistants et analyses de la politique qu'ils furent conduits à suivre. Il est considérablement enrichi par les archives, les livres de témoignage, les ouvrages des historiens parus depuis sa première édition. Nous en avons strictement fixé les limites : la résistance communiste juive organisée à Paris et dans la région Lyon-Grenoble<sup>5</sup>. Nous n'avons pas modifié ces limites. Je ne m'étais pas intéressée, par exemple, à des hommes comme Kriegel-Valrimont ou Georges Politzer. Juifs et communistes, ils ont milité, résisté dans leur parti. Je ne m'étais pas intéressée non plus aux mouvements de résistance juive d'obédience bundiste<sup>6</sup> ou sioniste, ni à ceux qui se consacraient au sauvetage des enfants, comme l'Œuvre de secours à l'enfance (OSE).

Loin de moi l'idée que ces mouvements fussent moins importants que celui des communistes. Mais à chaque historien suffit sa tâche. Certains de ces hommes ont bénéficié de l'attention de biographes, comme René Cassin, un des tout premiers compagnons du général de Gaulle<sup>7</sup>.

Qui étaient les Juifs organisés dans la MOI ? D'où venaient-ils ? Pourquoi et comment s'engagèrent-ils dans la résistance communiste ? Le groupe juif eut-il une politique distincte de celle du PCF ? Quel rôle joua-t-il ? Quelle fut son action ? Où réside sa spécificité juive ? Comment analysa-t-il la persécution et quelle réponse lui apporta-t-il ? Autant de questions que je m'étais posées tout au long de ce travail, et qui restent de bonnes questions.

En 1985 éclata « l'affaire » du film de Mosco Levi Boucault, *Des « terroristes » à la retraite*, que le PCF voulait interdire d'antenne : le parti s'estimait diffamé par certains qui l'accusaient d'avoir donné ou délibérément sacrifié les combattants qui figurèrent sur la fameuse affiche rouge collée sur les murs de toutes les villes de France au début de l'année 1944. Pendant des semaines, la polémique fit rage. À cette époque, je m'étais demandé si le problème de la chute de ces combattants prestigieux n'était pas un problème écran, au sens où Freud parle de souvenirs écrans, condensant l'essentiel des questions posées par le combat de ces immigrés juifs tout en empêchant la véritable histoire d'advenir. En focalisant sur cet épisode, on en oubliait la totalité de l'action de la MOI. On se passionnait comme on peut se passionner à la lecture d'un roman policier dans la quête du coupable. On oubliait de poser les problèmes de la stratégie et de la tactique de la résistance communiste dans son ensemble et du rôle que durent y jouer les immigrés.

Pourtant, grâce à Mosco Levi Boucault, avaient surgi sur les écrans des résistants insolites : les Farber, Kojitsky, Lemberger, Mitzflicker, Weissberg, témoins résiduels d'une lutte dont les survivants furent si peu nombreux. Des gens simples à qui la Résistance n'avait apporté ni honneurs ni position sociale. Même pas dans leur parti auquel Jacques Farber et Gilbert Weissberg n'ont jamais cessé d'appartenir.

Je n'avais pas rencontré de résistants juifs triomphants. Leur modestie était à la mesure du drame subi par leur famille. Comment se voir en vainqueur quand de jeunes frères et sœurs, son père ou sa mère sont morts en déportation ? Chez beaucoup gisait un noyau de culpabilité. Ils ont résisté, mais n'ont pu empêcher le drame. Pour tous, la victoire fut amère. Beaucoup ont été bouleversés par l'entretien qu'ils m'accordèrent, quelques-uns ont « refusé de soulever le couvercle », selon l'expression de l'un d'eux. Certains, ceux des groupes de combat de Lyon, portaient peut-être en eux le sentiment

diffus, non formulé, que l'exaltation de l'héroïsme peut aussi avoir ses effets pervers, car ils semblaient alors collectivement porter le deuil de l'enfant de leurs camarades qu'ils avaient vu naître, Pierre Goldman, qui, dans son autobiographie, ancre son destin dans l'héroïsme selon lui exemplaire de ses parents.

Quelques anciens résistants, presque tous devenus permanents du parti communiste, avaient refusé alors de raconter leur histoire.

Je conserve avec émotion le souvenir de tous les autres, et de l'amitié et la confiance avec lesquelles ils m'avaient reçue. Puisse cet ouvrage contribuer à ce qu'ils ne disparaissent pas de l'histoire. Il va de soi, suivant la formule, que je suis seule responsable de ce qui est écrit ici.



# 1

## Le pacte

Le 24 août 1939, la nouvelle éclate comme un « coup de tonnerre » ou « un orage », écrivent la plupart des communistes en France. Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères de Hitler, et Molotov, son homologue soviétique, ont, « pour renforcer la cause de la paix », signé, daté de la veille, un pacte par lequel ils s'engagent à ne pas soutenir une ou plusieurs tierces puissances qui entreraient en guerre contre l'un d'entre eux, à ne pas se joindre aux coalitions hostiles à l'autre, à rester en consultation. Le pacte de non-agression germano-soviétique était conclu pour dix ans.

Gronowski raconte. Il est assis dans les locaux de la *Naïe Presse*, la *Presse nouvelle*, le quotidien en yiddish des communistes juifs. Le silence est lourd. Les quelques rédacteurs du journal et les quelques militants présents le regardent, attendant de leur rédacteur en chef quelque chose. Un démenti ? Le pacte pourrait être une invention de la « presse bourgeoise » ; une explication subtile qui dissiperait leur angoisse et leur permettrait de comprendre pourquoi le pays socialiste de leurs certitudes et de leurs espérances s'est allié à son ennemi juré, à *leur* ennemi juré, lui offrant en présent les clés de la Pologne ?

Gronowski, *alias* Lerman – l'homme instruit –, Lulke, Michel, Brunot, Louis est un politique. Depuis son arrivée à Paris, en 1929, il a gravi tous les échelons qui l'ont conduit aux plus hauts postes de responsabilité. Depuis 1933, il est à la tête de la sous-section de langue yiddish, la sous-section juive, du parti communiste. Il connaît aussi l'Union soviétique : malade, il y a été soigné. C'est un « cadre », comme on dit dans la langue du parti communiste. Il a suivi les cours des écoles communistes et appris à éloigner les réactions viscérales.

Car en toute situation, il convient de ne pas se fier à l'apparence, de ne pas céder aux émotions, mais de raisonner selon les principes du marxisme-léninisme. Depuis la révolution d'Octobre, le postulat qui est à la base de tout raisonnement militant est que l'URSS a toujours raison, même si on ne comprend pas exactement comment. Chacune de ses actions, chacune de ses positions, est juste et sert les intérêts de ses peuples, ceux des peuples du monde, celui des Juifs par conséquent. De cette infaillibilité découlent les explications qui sont toujours en même temps des éléments du langage qu'un dirigeant communiste se doit de diffuser aux militants, même s'il n'est pas convaincu lui-même. Les explications viennent à Gronowski presque naturellement : il est entraîné à expliquer, et à leur donner une logique à toute épreuve.

L'explication qui est transmise très vite par la direction du parti communiste et qui est reprise par celle des communistes juifs, c'est que le pacte germano-soviétique s'éclaire à la lumière des années qui l'ont précédé, et surtout de la conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1938. L'URSS n'y avait pas été conviée, rappelle Gronowski. Dans la « Maison du Führer », un bâtiment massif et froid d'architecture hitlérienne, quatre chefs d'État et de gouvernement s'étaient réunis. Le président du Conseil français Daladier et le Premier ministre britannique Chamberlain avaient accepté, pour sauver la paix, ce que Hitler et Mussolini leur demandaient : le rattachement au « Reich de mille ans » des Sudètes, cette région de Tchécoslovaquie peuplée d'Allemands. Hitler avait marqué un point de plus dans sa marche vers ce qui était, selon les communistes, son objectif : l'isolement total de l'Union soviétique. Il était aussi nécessaire de parler de la Pologne : bien des camarades juifs avaient quitté ce pays où ils avaient fait leurs premiers pas de militants, connu leurs premières prisons, et leurs familles continuaient d'y vivre. Bien que victimes de l'antisémitisme, particulièrement sous le régime dit des colonels installé au pouvoir à partir de 1935, et de la répression, comme tous leurs camarades communistes, qu'ils soient juifs ou non, les communistes juifs avaient été prêts, comme leurs camarades français, à mourir pour Dantzig ou pour Varsovie. Or Hitler s'apprêtait à envahir la Pologne, maintenant que l'URSS lui laissait les mains libres. Personne ne pouvait être dupe. Mais la Pologne en portait la responsabilité. Elle avait creusé son tombeau en refusant à l'Armée rouge le passage qui lui aurait permis de secourir la Tchécoslovaquie. Ainsi, c'était clair : Daladier, Chamberlain et Beck, le chef de la diplomatie polonaise, étaient les véritables responsables du pacte<sup>1</sup>.

Il est difficile de mesurer les réactions au pacte germano-soviétique chez les membres de la sous-section juive du parti communiste. À y regarder de près, elles ne diffèrent guère de celles du

parti lui-même. Quand, le 25 août, le secrétaire général Maurice Thorez réunit le groupe parlementaire, l'atmosphère est lourde, la plupart des élus présents sont silencieux. Le groupe unanime vote une résolution résolument antihitlérienne : « Si Hitler malgré tout déclenche la guerre, alors qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays, la liberté et l'indépendance des peuples. » Pourtant, leur presse est immédiatement interdite ; le parti communiste est bâillonné.

Certains indicateurs donnent une idée des réactions dans le parti, celle des parlementaires par exemple. Ils sont vingt et un députés et un sénateur, soit un tiers du groupe parlementaire, à démissionner. Il est évident que les membres de la sous-section juive, étrangers dont la langue maternelle est le yiddish, ne sont ni députés, ni sénateurs, ni conseillers municipaux. Pas même électeurs ! Seul baromètre : le journal quotidien, la *Presse nouvelle*. Mais la presse chez les communistes n'a pas pour fonction de refléter les réactions des individus. Elle est là pour exprimer et diffuser le point de vue officiel. Restent les témoignages de ceux qui se souviennent de cet événement.

La nouvelle du pacte, écrit Adam Rayski, éclate « comme un coup de tonnerre dans le ciel lourd et orageux d'une Europe qui attendait dans la plus extrême tension la conclusion d'une alliance militaire tripartite entre l'Angleterre, la France et l'URSS<sup>2</sup> ». Mais – et ce sont ses propres termes – Adam Rayski est « un professionnel de la cause communiste », un de ceux qui ont conféré au Parti – toujours avec une majuscule, comme s'il était le seul digne de ce nom, et un objet sacré – « une valeur absolue [...] au-delà du “bien” et du “mal” ». Tenu dans l'ignorance par la direction de son parti, privé de toute explication, il accepte spontanément le pacte et le justifie. Mais plus que le pacte lui-même, c'est l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht le 1<sup>er</sup> septembre 1939 qui le bouleverse, comme s'il n'avait pas voulu voir qu'elle était inexorablement contenue dans l'accord que Staline et Ribbentrop avaient célébré en trinquant.

À la base, des communistes déjà chevronnés, comme Gilbert Weissberg, sont troublés par le pacte, le temps d'un soupir, mais rassurés par les explications qu'ils entendent ou qu'ils lisent dans la presse. D'ailleurs, au fond d'eux-mêmes, ils savaient qu'ils seraient rassurés. Gilbert Weissberg admet à l'orée des années 1980 qu'il n'avait aucun sens critique et qu'il était discipliné. Modeste aussi : simple petite vis dans les rouages d'un parti membre de l'Internationale communiste, il se fiait plus au jugement de ses chefs qu'au sien.

Maurice Benadon est lui aussi communiste. Mais, né à Salonique, éduqué dans la langue française, il se sent à l'époque très peu juif, n'a

aucune raison de militer dans la sous-section juive et de s'enfermer dans ce qu'il considère comme un particularisme ethnique destiné à disparaître.

Le pacte le frappe d'une sorte de paralysie de la pensée. Il n'en discute pas avec ses camarades. Peut-être se méfie-t-il un peu d'eux comme de ses propres réactions. Comme assommé, il se sent vide et a le sentiment de laisser aller les choses à la dérive. Et les événements vont si vite qu'ils laissent en fin de compte peu de temps à la réflexion.

Albert Goldman n'est pas membre du Parti, mais s'en sent très proche. Tétanisé par le pacte, il essaie de raisonner froidement, de façon réaliste, et appelle à la rescousse ses connaissances de l'histoire pour fournir une clé. Le pacte, c'est pour lui la répétition d'un autre traité de compromis, la paix de Brest-Litovsk, que la jeune nation bolchevique avait signé en mars 1918 avec l'Allemagne d'alors. Le prix était élevé, mais la Révolution avait été sauvée.

Henri Krischer et Jacob Tancerman ne se connaissent pas. Le premier habite Nancy, le second Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin. Ce sont des assoiffés de compréhension, des dévoreurs d'imprimés. Pour être informés, ils lisent la presse bourgeoise, *L'Œuvre* et *Le Temps*. Mais pour savoir que penser, bien que n'étant pas adhérents du parti communiste, ils ouvrent *L'Humanité*. Munich les avait révoltés et avait consolidé chez eux l'idée qu'on ne peut pas faire confiance aux démocraties occidentales. « On », c'est à la fois les forces de progrès en France dont ils se sentent partie prenante et l'Union soviétique.

En cette fin d'août 1939, Victor Zigelman a 13 ans et il est en vacances à 15 kilomètres de Paris, où la famille loue chaque année une chambre chez l'habitant. Son père, qui fréquente les milieux communistes juifs sans être lui-même un militant actif et qui lit régulièrement la *Naïe Presse*, est troublé par le pacte. Dans la rue, des militants, porte-parole de la ligne politique du Parti, tiennent de petites réunions improvisées pour expliquer le bien-fondé de la politique soviétique. Et le jeune Victor, fasciné par la révolution bolchevique, mais pas tout à fait versé dans les arcanes de la politique, quoique politisé malgré son jeune âge, se laisse aisément convaincre. Car tout ce que fait Staline est bien. Quand, des années plus tard, en 1947, avant son admission à l'École fédérale, le parti communiste lui demande, dans un très officiel questionnaire destiné à la rédaction de sa « bio » – sa biographie qui sera classée dans des archives auxquelles nul n'a alors accès, sinon les responsables aux cadres du parti communiste –, son appréciation sur cet événement, il répond que Staline a eu du génie : il a réussi à détacher de Hitler le capitalisme français, anglais et américain, à fragmenter les forces ennemies qui, inéluctablement, se seraient unies contre la patrie des Soviets. Sophie

Szwarc, à l'époque jeune communiste de 35 ans, se souvient :

Le pacte germano-soviétique ? Il était incompréhensible. Mais nous avions confiance en l'URSS, nous savions qu'elle ne ferait pas de choses sales. Elle était propre, comme nous étions propres individuellement. Staline avait déclaré que l'homme était le capital le plus précieux. Pour moi, c'était sacré. Dans ma vie, je n'aurais pas dit une chose et fait une autre. Nous avions une confiance aveugle. L'ennemi numéro un, c'était l'Allemagne. Au moment du pacte, nous avons été insultés à droite, à gauche. On ne savait pas quoi répondre. On s'est dit : « L'URSS sait ce qui se prépare contre elle. Elle déjoue les plans des Alliés qui s'apprêtent à marcher contre elle. » Ça avait une certaine logique. Nous étions membres du Parti. Nous étions honnêtes avec nous-mêmes. On ne se sent pas très fiers de ce passé-là. On n'aime pas en parler.

Ainsi, face au pacte, les communistes ou les sympathisants communistes mettent en œuvre des mécanismes psychologiques simples : la délégation à d'autres de la capacité de penser ; le clivage du monde entre le bien – l'URSS et Staline – et le mal. Si le pacte contient du mal, les responsables en sont les démocraties occidentales. Et être du côté du bien, isolé, cerné par les forces du mal, procure certainement de l'ivresse, un sentiment d'élection. Mais, surtout et pour la première fois de façon aussi nette, les communistes juifs mettent entre parenthèses leurs propres intérêts au profit d'un intérêt transcendant, celui de la patrie de la Révolution, et se trouvent peut-être déchirés : ce qui est bon pour les Soviétiques peut ne pas l'être pour les Juifs. Pourtant il ne semble pas que des communistes juifs aient fait défection. Ils semblent avoir été, en tant que groupe, probablement les plus fidèles.

Le pacte germano-soviétique constitue une crise majeure dans l'histoire du communisme. Il révèle le point aveugle de l'engagement : la croyance absolue en l'infailibilité de l'Union soviétique, au risque de bafouer les valeurs de l'engagement pour certains de toute une vie. C'est probablement Jean-Richard Bloch qui l'exprime le mieux dans une lettre à son ami linguiste Marcel Cohen, membre du parti communiste depuis les années 1920 : « Jouer toute l'intégrité de sa vie morale, intellectuelle, sociale, civique et privée sur une carte, la carte Confiance. » Et cette phrase dont Nicole Racine relève justement les accents pascalien : « C'est quand tu croiras comprendre le moins que tu seras le plus près de la compréhension<sup>3</sup>. »

Tous, par des chemins différents, à des dates différentes, se retrouveront, avec beaucoup d'autres, dans les rangs de la Résistance. Par hasard, pensent certains. Mais aussi parce qu'ils sont le fruit de l'histoire de ce lambeau de peuple venu de l'Europe centrale et orientale s'installer en France et qui vécut jusqu'à l'intenable la passion communiste.

## 2

### Les acteurs

Une fraction – minoritaire, mais fort visible et bruyante – du monde juif embrassa le bolchevisme, donnant naissance à ce que l'historien américain Yuri Slezkine appelle « la phase soviétique de l'histoire juive<sup>1</sup> ». Ce qui est vrai pour les Juifs de l'Empire tsariste bientôt devenu Union soviétique l'est aussi pour ceux de la diaspora, notamment ceux qui émigrèrent en France.

Ceux qui ont adhéré au Parti sont membres de sa sous-section de langue juive appartenant à la MOI, la main-d'œuvre immigrée. C'est le noyau dur. Ils sont peu nombreux. David Weinberg évalue leur nombre à moins de trois cents<sup>2</sup>. Un chiffre dérisoire au regard des plusieurs dizaines de milliers d'immigrés de l'Europe centrale et orientale, mais au regard aussi de leur influence dans un milieu d'une exceptionnelle homogénéité. On connaît aujourd'hui, grâce aux autobiographies de Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, de Jean Jérôme, *La Part des hommes*, de Moshe Zalcman, *La Véritable Histoire de Moshe*, d'Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, de Boris Holban, *Testament*, leur itinéraire archétypique ou rendu tel par le récit qu'ils en font. Ils sont nés quelque part en Pologne ou en Bessarabie dans un milieu juif qui respecte la tradition et qu'ils évoquent au crépuscule de leur vie avec une émotion où l'on peut discerner un peu de complaisance. « Avant d'ouvrir sa boucherie, chaque matin, grand-père mettait son châle rituel sur ses épaules, ses phylactères sur la main gauche et sur son front, et priait avec recueillement<sup>3</sup> », raconte Gronowski. Et il parle d'une enfance marquée par les événements grands ou petits qui l'ont fait juif : la circoncision d'un frère qui inscrit dans sa chair l'alliance avec Dieu, l'appartenance indélébile à son

peuple. Avant la Première Guerre mondiale, à Radziejow, un bourg de trois mille habitants, où il est né le 17 janvier 1904 et où pour moitié la population est juive, les enfants vont au *heder*. Là, Gronowski apprend à lire en yiddish et en hébreu. Il est fasciné par la Bible : « Chaque épisode m'était une histoire merveilleuse, comme une aventure vécue<sup>4</sup>. » L'évocation du *shtetl*, de la bourgade dont on ne tait pas la misère, est pourtant nostalgique : la boue dans laquelle on patauge lorsque la terre dégèle au printemps ou que l'automne apporte la pluie, la place du marché, lieu de confluence du monde juif et de celui des gentils. Et le shabbat. Et les fêtes qui rythment l'année. Une stéréotypie du *shtetl*, cet univers englouti, que l'on retrouve après le génocide chez la plupart des immigrés. « De mes premières années, je garde une succession d'images claires, sereines. [...] Je pense toujours à mes parents avec reconnaissance pour cette enfance heureuse qu'ils m'ont donnée<sup>5</sup>. » Des parents travailleurs, pauvres, mais cultivés.

Et c'est la guerre de 14-18 qui ravage la Pologne et bouleverse le destin de ces juifs. Le bourg de Gronowski se trouve à proximité de la frontière allemande que franchissent un jour les Cosaques, le lendemain les Allemands. Enfin, l'occupation allemande se stabilise. Mais la guerre perdure. S'installent la famine et l'épidémie de fièvre typhoïde qui emporte le père en 1917. Gronowski a alors une douzaine d'années. La famille déménage à Włocławek. La mort de son père, écrit-il, est celle de son enfance, prémice à sa conversion au marxisme. C'est Spinoza qu'il rencontre, avant Marx. Un Spinoza raconté par un sien cousin apprenti coiffeur dans un « salon » où l'on discute plus qu'on ne coupe les cheveux. Le cousin a entendu dire que le monde n'a pas été créé en sept jours, que les récits de la Bible ne sont que des légendes. Gronowski embrasse l'athéisme l'année où la Russie devient bolchevique. La jeune Russie bolchevique hante alors les pensées de l'adolescent. En 1920, il adhère au parti communiste nouveau-né pour construire une société juste, fraternelle, sans antisémitisme.

Sophie Szwarc n'a pas écrit ses mémoires. Mais elle raconte. Elle est née Zysla Chajmowicz à Łódź en décembre 1905, l'année de la Révolution, précise-t-elle, comme si elle y voyait un signe. Elle appartient à une « génération de révoltés », en rupture avec le milieu familial. Une rupture qui s'amorce dès l'école, où elle apprend le polonais qu'elle parle à la maison avec ses frères aînés. Le père en est furieux et tonne : « Je ne veux pas entendre à la maison la langue des concierges ! » Elle fréquente aussi le *rebbe* pour apprendre les prières qui lui seront indispensables quand elle se mariera, puisque tel est le destin des filles. Quand la guerre éclate, dans cette partie de la Pologne où la présence russe est vieille de plus de un siècle et où

l'antisémitisme est chronique, on prie dans les synagogues pour que les Allemands gagnent la guerre. Car l'Allemagne, croit-on, ne connaît pas l'antisémitisme. Les Juifs y sont des citoyens à part entière, présents dans toutes les couches de la société. En 1918, la guerre qui se termine accouche d'une Pologne indépendante. Un accouchement entaché de violences à l'égard des Juifs. Sophie est témoin de scènes qui la marquent à jamais. Des voyous arrachent, avec ou sans baïonnette, la barbe des Juifs pieux qui tentent vainement de la dissimuler derrière un mouchoir. Il n'est pas question pour eux de la raser : la religion l'interdit. « Ça saigne, ils rient ! » Elle ressent pour ces hommes une immense pitié qui se mélange à l'humiliation de les voir subir passivement ces violences. Elle ne se résigne pas. Elle n'accepte pas et ne veut plus voir d'autres juifs accepter passivement. Elle est mûre pour l'action politique.

À 15 ans, elle rejoint une association de jeunes Polonais qui vient de se créer dans une école. Ils lisent Goethe, certes, mais aussi les classiques du marxisme. Deux ans plus tard, elle adhère au Parti communiste polonais où les Juifs sont proportionnellement très nombreux. « C'est normal, commente-t-elle, nous étions les plus malheureux et les plus révoltés. » Elle souhaite alors entreprendre des études de psychologie. Les camarades s'en indignent : « La Révolution est là, devant la porte, et tu veux étudier ! » La révoltée se fait docile devant les intérêts supérieurs de la Révolution. Les dés sont jetés. Sa vie sera consacrée à l'émancipation du prolétariat et, par elle, de toute l'humanité. Des Juifs, donc. Elle connaît les 1<sup>er</sup> Mai interdits où la police charge. Elle connaît les copains en prison. Elle-même est arrêtée, puis relâchée. Mais, dans sa famille, c'est la tristesse et la honte. « Je ne voulais pas être révolutionnaire au détriment de mes parents. » Elle décide de quitter la Pologne.

La famille de Yanina Sochaczewska est pieuse. Très pieuse. Le père, orthodoxe, respecte la Loi juive dans son moindre détail. Pas question de consommer un aliment si un doute existe quant à son caractère casher. Un jour, il donne de l'argent à un Juif qui quête en allant de porte en porte. « Tu sais à qui tu as donné ? lui dit la mère. Tu as donné pour les sionistes ! » Furieux, il retrouve le *schnorrer*<sup>6</sup>. La dispute est violente, mais il l'oblige à rendre l'argent. C'est dire à quel point il était sectaire. « Car pour lui, précise sa fille, un Juif ne doit pas aller en Eretz-Israël. Il doit attendre le Messie. Attendre. Attendre. » Le Messie viendra, c'est inéluctable, car c'est la Loi de Dieu. Il libérera tous les Juifs de la diaspora et les rassemblera en terre de Palestine. « Je ressemblais à mon père, dit Yanina. J'avais le même fanatisme. J'ai quitté la synagogue et je suis allée dans une autre Maison de Dieu. J'étais la seule fille à la maison et je suis la seule à m'être convertie au communisme, malgré les imprécations de mon



père : “Vous fâchez Dieu. Un grand drame arrivera aux juifs !” » Mais entre le père et elle, précise-t-elle, il y avait une grande différence :

Lui, c'était un attentiste passif. Chez nous, on disait : « Si Dieu veut, on achètera une paire de chaussures. Si Dieu veut, on partira en vacances. » Si Dieu veut... Tout avec l'aide de Dieu. Selon mon père, la seule chose qu'un Juif avait à faire, c'était de prier. Pour nous, communistes, il fallait tout changer, car rien de ce qui était sur terre n'était bon. Comme nous enseignait Marx, il fallait comprendre le monde pour le transformer.

Mon père m'aimait, j'en suis sûre. Il était fier de retrouver en moi la fermeté qui était la sienne. Mais, parce qu'on se ressemblait, notre opposition était violente.

Yanina, comme d'autres, est arrêtée. Elle fait de la prison. L'opprobre est sur la famille. Il ne lui reste qu'à partir pour un pays où l'on peut manifester le 1<sup>er</sup> Mai sans risquer l'incarcération. Au moment où elle part, son père dit, sans la regarder, s'adressant directement au Tout-Puissant : « Adonaï, Adonaï ! Je ne sais pas si j'ai le droit de laisser partir une jeune fille comme ça. Mais, je t'en prie, c'est une âme perdue. Prends-la par la main et conduis-la vers le vrai chemin ! » Et à elle, bien qu'il ne la regarde toujours pas : « *Simele, mein kind*, tu peux être communiste. Tu peux être sioniste. Mais tu resteras juive ! »

Malédiction ou prophétie ?

Yanina partie, la rupture avec sa famille est consommée. En 1938, elle reçoit une lettre de Łódź qui lui dit la tristesse de son père. Sa place reste vide à la table du shabbat et les larmes coulent quand il dit le *kiddoush*. Il faut qu'elle lui écrive. Mais Yanina ne le peut pas. Il ne comprend pas le polonais. Elle ne sait pas écrire le yiddish ! Toute la famille de Yanina sera anéantie.

Jankiel (devenu Jacques) Farber est né le 31 mai 1908 à Krashnik, près de Lublin. Quand il a 6 ans, lors de la Première Guerre mondiale, le père est pris comme otage par les Russes : il aurait fait du trafic avec les Autrichiens. Et le père est envoyé loin, très loin en Russie. Nul n'a jamais eu de ses nouvelles, nul ne l'a jamais revu. Jacques juge très vite la vie qu'il mène étroite, arriérée. Il supporte mal les contraintes de la religion et son travail d'apprenti. « Je n'ai pas vu la possibilité de pouvoir vivre en Pologne. » Un frère aîné est déjà parti. Jacques suit son exemple. Il a 15 ans.

La décision d'émigrer prise, les chemins de l'émigration se croisent. On y retrouve les mêmes lieux : l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la France, à des dates qui s'échelonnent entre la fin de la Grande Guerre et 1939.

Sophie Szwarc a choisi la Hollande. On y recrute des bonnes. Dans ce pays, pour la première et seule fois de sa vie, elle cesse d'être dans un milieu juif. Il n'y a que les bundistes, ces « sociaux-traîtres », et pas de groupes organisés de juifs communistes. Après avoir servi

dans une famille, elle travaille un peu en usine. Mais, pour mobiliser les ouvrières, elle est handicapée : elle ne parle pas le hollandais et ne peut converser vraiment, en allemand, qu'avec la patronne ! Situation embarrassante pour une révolutionnaire. Pourtant, elle arrive à lire dans cette langue. C'est dans cette période qu'elle dévore tout Maupassant. Elle décide alors de poursuivre sa route et passe en Belgique. Là, elle retrouve des Juifs polonais ou roumains, communistes comme elle. Elle fait la connaissance de celui qui deviendra son mari, Leizer Micnik. C'est un homme silencieux, posé, qui milite dans le syndicat des ouvriers du cuir d'Anvers et à l'Union culturelle juive dont il est, en 1928, le secrétaire<sup>7</sup>. En 1930, Leizer Micnik, qui n'a pas respecté l'obligation de réserve imposée aux étrangers et a indisposé les autorités par son activité militante, est expulsé. Il passe alors dans l'illégalité. Trois mois plus tard, la police l'arrête dans la rue lors d'un banal contrôle d'identité. Il passe deux semaines en prison, puis est conduit à la frontière belge. Il va au Luxembourg et, de là, en France où Sophie le rejoint en passant légalement la frontière comme touriste.

La première génération communiste, celle qui parle français avec un fort accent, fut celle de la rupture. Le communisme, pour elle, fut une conversion. Celle de leurs enfants arrivés en France tout petits, nés sur les routes de la migration ou en France, est celle de la continuité dans l'engagement. Cette génération « ne se rebellait pas contre ses parents, parce que les parents avaient organisé la rebellion finales<sup>8</sup> ». Les histoires des Juifs d'origine polonaise dont l'adolescence se confondit avec la Résistance présentent de si troublantes similitudes que l'on est tenté d'y voir un déterminisme univoque.

Quand le père de Victor Zigelman quitte Łódź pour la France *via* l'Allemagne, il a 20 ans et pas de métier. La guerre de 14-18 vient de se terminer. Elle fut terrible pour les Juifs, comme d'ailleurs la guerre polono-bolchevique qui lui succéda. Car le Juif, pendant tous ces conflits, est identifié au traître, à l'agent de l'étranger ; tour à tour, selon les circonstances, espion des Allemands ou propagateur du bolchevisme.

La nouvelle Pologne sort exsangue de dix années de violence. C'est la misère, un chômage dramatique qui pousse les Polonais à émigrer en masse pour aller travailler dans les mines de charbon ou dans les fermes françaises. Des Juifs quittent aussi la Pologne, peu nombreux par rapport aux « Polonais polonais », mais qui modifieront profondément la physionomie de la communauté juive de France, y introduisant notamment le communisme.

L'année où le père de Victor Zigelman quitte Łódź, celle qui deviendra sa femme quitte Vilna<sup>9</sup>, « la Jérusalem de Lituanie », comme on dit chez les Juifs. Le père d'Étienne Raczymow et celui de Jacques

Adler émigrent de Varsovie, le père de Jacquot Szmulewicz et celui de Hanna Kamieniecki arrivent seuls. Quelques années plus tard, alors qu'ils gagnent tant bien que mal leur vie, ils font venir en France femme et enfants. Car ces émigrations de la misère et de l'antisémitisme sont sans retour. Il ne s'agit pas d'amasser un petit pécule et de s'en retourner au pays natal.

Henri Krischer naît sur le chemin de l'exil. Son père vient de terminer sa guerre de 14-18 qu'il a faite dans l'armée autrichienne. Rien d'anormal à cela, puisqu'il est de Gorlice, ville de Galicie, cette province de Pologne annexée par l'Autriche pendant un siècle et demi. À peine marié, il décide de partir. Le couple arrive à Dortmund, cette ville de Westphalie où les mineurs polonais sont nombreux. C'est là que naît Henri. Pour nourrir sa femme et son bébé, le père travaille comme *Kohlenschlepper*, tireur de charbon. Il contracte la tuberculose et en meurt. La situation devient difficile pour la toute jeune veuve. Autour d'elle, une bande de jeunes gens, dont beaucoup ont quitté la Pologne pour échapper à l'enrôlement dans l'armée qui combat alors contre l'Armée rouge, décide de poursuivre sa route vers l'ouest. Parmi eux, Moïshe Ways qu'elle épousera. En 1922, elle atteint Nancy.

Ont-ils vraiment choisi la France, ces émigrés ? On peut en douter en comparant les chiffres de ceux qui arrivent dans ce pays avec les chiffres de ceux qui ont choisi d'autres destinations, la Palestine ou l'Amérique du Sud, par exemple. Dans les années 1920, les États-Unis, la vraie terre promise, ont fermé leurs portes, alors que la France, dont la population a été saignée par la guerre et dont le dynamisme démographique est depuis longtemps atteint, tient les siennes grandes ouvertes. Pourtant ces émigrés, comme leurs aînés d'ailleurs, sont prêts à aimer la France, quand ils n'en sont pas déjà amoureux. « Un pays qui permet à un Zola ou à un Victor Hugo d'écrire est un pays qui me plaît », disait le père, qui avait fait son service militaire en Russie sous Nicolas II, à son fils Georges Goutchtat. Et ce militant anarcho-syndicaliste, qui avait tenu à apprendre à lire et à écrire la langue française, ajoutait : « Tu vois, la France, on devrait en baiser chaque pavé, parce que c'est le seul pays où je ne risque pas d'être battu. Je vais dans la plus belle avenue du monde, les Champs-Élysées, et là, personne ne me chasse. On me laisse circuler. À Varsovie, ce n'est pas possible ! »

« Dans le milieu des Juifs hongrois, dit Annette Centner, le rêve, c'était la France. » Et sa mère, venue en France en 1924 avec la fillette qui a alors 3 ans, pleure d'émotion quand, rentrant de l'école, elle lui chante *La Marseillaise*. En 1924, les parents Zigelman prénomment leur fils Victor. Le *v* rappelle le nom du grand-père, Wolf, qu'il est d'usage dans la tradition juive de donner au premier fils. Mais cet enfant est destiné à vivre en France. Il ne doit pas avoir un prénom

juif qui le marque et l'isole. Victor, c'est Hugo, dont une partie de l'œuvre a été traduite en yiddish et dont beaucoup de ceux qui nous ont raconté leur itinéraire ont lu – ils nous l'ont signalé – *Quatre-Vingt-Treize*. Car la France, c'est le pays de la Révolution, des Droits de l'homme, de la devise « Liberté, Égalité, Fraternité ». Le premier pays qui a fait de ses Juifs des citoyens à part entière.

L'itinéraire de ces Juifs passe par des lieux obligés. Le *pletzl* d'abord, la petite place, cette partie du Marais dont l'axe est la rue des Rosiers, qui ressemble tellement à la rue Muranow à Varsovie : mêmes juifs pieux portant barbe et caftan, arpentant fébrilement les trottoirs emplis des sonorités yiddish. Loin de Varsovie ou de Łódź, on est toujours à Varsovie ou à Łódź.

La famille de Jacquot Szmulewicz s'installe rue du Bourg-Tibourg, à proximité de la famille de la mère qui les a précédés dans l'émigration et qui travaille dans la confection, un oncle rue Elzevir, un autre rue de Turenne. Non loin de là vit la famille Adler. Le père fait des casquettes à façon. Mais, très vite, beaucoup de ceux qui sont artisans ou ouvriers déménagent à Belleville qui est, depuis la fin de la Grande Guerre, le quartier populaire juif par excellence. La vie des enfants se déroule entre quatre pôles : la maison, la rue, l'école, les organisations juives communistes. La maison, c'est le lieu de la pauvreté et de la misère. Le père de Jacquot Szmulewicz a quitté le Marais et la confection pour ouvrir une boucherie, cashère bien évidemment, car on est pieux chez les Szmulewicz, au 55, rue Bisson, face à l'épicerie de Szlama Raczymow. Un conflit oppose les deux hommes le jour où Szlama Raczymow débordera de sa fonction d'épicier et exposera des poulets à la devanture de sa modeste boutique : Szmulewicz perd le monopole de la vente de la viande rue Bisson. La mère de Jacquot porte le *shaitl*, le foulard qui cache la perruque – car les femmes pieuses doivent avoir les cheveux cachés –, et jamais un morceau de porc ne pénètre dans la maison. La famille mange dans l'arrière-boutique. Une assiette est toujours disponible pour nourrir un copain. Dans l'unique chambre que la famille loue rue Vilin, on installe la nuit des paillasses. « L'aisance » aidant, la famille loue deux pièces rue des Couronnes.

Victor Zigelman, lui, fréquente souvent la rue Bisson, car sa grand-mère, venue les rejoindre, vit rue Julien-Lacroix, alors qu'il habite avec ses parents une petite chambre rue Pétiou. De là, la famille déménage dans un deux-pièces d'une vingtaine de mètres carrés rue Saint-Maur. La vie est dure à gagner. Pas de métier, pas de spécialité. Alors, le père travaille à façon pour un confectionneur. Beaucoup de chômage, et la morte-saison est longue. La mère se lamente et fait des prouesses pour nourrir sa famille avec 5 francs par jour. Chaque jour que Dieu fait, le même menu : hareng et pommes de

terre. L'eau est sur le palier de l'escalier, les toilettes à la turque sur le carré. La nuit tombée, le père monte sur la table pour allumer le *chatke*, le manchon du bec de gaz.

Les parents de Raymond Kojitsky étaient nés en Pologne. Lui naît en 1926, rue Houdart, à deux pas du Père-Lachaise. « Quand on naît en France de parents étrangers, explique-t-il, ça commence par les complications. Mes parents ont été obligés de faire des déclarations à n'en plus finir sur des papiers de différentes couleurs et je suis devenu Français, naturalisé. Je n'ai aucun souvenir de la rue Houdart. Ma rue, c'est la rue de la Mare<sup>10</sup>. » Son père, « moitié brocanteur, moitié chiffonnier », pousse sa petite carriole en criant : « Habiiiiits, chiffooooooooons ! »

Certains vivent ailleurs, à l'autre bout du 11<sup>e</sup> arrondissement, dans la rue des Immeubles-Industriels. Une rue étonnante d'une centaine de mètres de long ouverte seulement à la fin du xix<sup>e</sup> siècle entre la rue du Faubourg-Saint-Antoine et le boulevard Voltaire. Dix-neuf immeubles la bordent, tous identiques, d'une conception unique à Paris : au sous-sol une machine à vapeur transmettait par un système de poulies et de courroies le mouvement à des machines installées au rez-de-chaussée, à l'entresol et au premier étage, et *L'Illustration* soulignait que, pour la première fois, la « classe laborieuse » pouvait trouver « un foyer pour sa famille et un atelier pour son ouvrage ». Dans les années 1930, on n'a guère besoin de machines à vapeur et la nouvelle classe laborieuse qui habite cette rue vient très largement de l'Europe centrale. Au n° 1, les Rajman, tricoteurs, ne militent pas, mais lisent quotidiennement la *Presse nouvelle*. Au n° 2, une famille de communistes, les Lemberger, confectionneurs. Au n° 3, les Goldfarb. Le père, Fiszel, né en 1899 à Radom, est colleur de ces imperméables en caoutchouc vulcanisé qu'on appelait Mackintosh. Sa femme, Sura, qui ne sait ni lire ni écrire le français, comme la plupart des immigrés à l'âge adulte, est née l'année précédente. Ils ont deux enfants, tous deux nés à Radom : un fils, Chaïm, dit Richard, né en 1929, une fille, Kajla, née en 1924. Tous quatre sont de nationalité polonaise. Kajla – elle gardera ce prénom à l'état-civil, transformé parfois en Katia –, devenue Lucienne Goldfarb et surnommée après la guerre, à une date de nous inconnue, la Rouquine, dira dans les années 1970 avoir éprouvé pour cette vie de labeur un dégoût profond, « un refus de bosser comme une pomme, jusqu'à 65 ans, dans un atelier, un magasin ou un salon de coiffure<sup>11</sup> ». Elle dira aussi que son père était un passionné de musique, et se souviendra qu'il l'avait emmenée en 1936 à l'Opéra écouter *Samson et Dalila*, de Camille Saint-Saëns, chanté par Georges Thill dont le timbre de voix la toucha profondément<sup>12</sup>.

Les enfants vont à l'école primaire de leur quartier : celle de la

rue des Hospitalières-Saint-Gervais quand on habite le Pletzl ; celle de l'avenue de la République, face au lycée Voltaire ; ou encore, pour les filles, celle de la rue de Tourtille, ou, pour les garçons, celle de la rue Ramponneau, une des plus dures de Paris, aux dires d'Étienne Raczymow et de Jacquot Szmulewicz. Contrairement à l'idée reçue, les enfants juifs ne sont pas tous de bons élèves studieux, avides de connaître et qui reportent sur la culture française la passion d'étudier que leurs aïeux manifestaient penchés sur la Torah et le Talmud. On arrive à l'école, le patronyme marqué sur la tête. Des patronymes avec des *z*, des *k*, des *y* et des *w*, lettres rares sur lesquelles butent inmanquablement les instituteurs. Quand le maître appelle son nom en l'écorchant, Étienne Raczymow rougit : « Quand on tombait sur un instituteur qui était bien, qui voulait nous comprendre, au bout de quinze jours, il savait prononcer nos noms... Mais d'autres... » Et Victor : « “Zigelman” (prononcé « mant », à la française), ce n'était pas du tout courant. J'aurais préféré m'appeler Dupont André, comme un de mes camarades de classe. » Et vers 10, 11 ans, l'enfant laisse entendre à qui le questionne qu'il vient d'Alsace, une des deux provinces perdues rentrées depuis la fin de la guerre dans le giron de la mère patrie. Car il a honte d'être juif, comme d'assister à la confrontation de ses parents à l'univers des Français de souche. « Pour rien au monde je n'aurais voulu que ma mère vienne me chercher à l'école », dit Étienne. Une mère qui n'a jamais réussi à parler autre chose que des bribes de phrases françaises colorées d'un accent yiddish à couper au couteau. Un jour, Victor rentre de l'école en pleurnichant. Le maître l'a battu. Sa joue en est griffée. Et le père d'aller se plaindre au directeur, avec son mètre cinquante-neuf, son accent et le français qu'il massacre. Le contraste avec la langue et le maintien du représentant de l'État et de la culture française est pour l'enfant une humiliation terrible.

Étienne Raczymow et Victor Zigelman sont ce que l'on appelle des cancre, toujours parmi les derniers de la classe. Non qu'ils soient plus stupides que les autres – l'avenir le montrera. Mais le système scolaire ne leur convient pas. C'est évident. Quand on leur apprend que les Gaulois grands-blonds-courageux sont leurs ancêtres, ils sentent que ce n'est pas clair. Ils savent bien aussi qu'aucun de leurs grands-parents n'était à Verdun. Pas de racines en France, donc. Mais guère plus en Pologne. La cassure avec ce pays est sans retour, quoiqu'une partie de la famille soit restée là-bas. Le père de Victor écrit une fois l'an une lettre qui commence inmanquablement par la formule : *Libe eltern, shwestern un brider* (« Chers parents, sœurs et frères »). Puis il marque la pause et interroge sa femme : « *Vos shreib ich ?* » (« Qu'est-ce que j'écris ? ») Car il n'a presque plus rien à dire à sa famille.

Le déracinement peut produire une volonté forcenée de s'intégrer. Il peut aussi induire le rejet de la société d'accueil ou tout simplement une certaine indifférence : la survie dans le cercle où l'on est naturellement inscrit use toutes les énergies de bien des parents. Les familles de Victor et d'Étienne ne sont guère préoccupées par ce qu'on appellerait aujourd'hui l'échec scolaire des enfants, enfoncées qu'elles sont dans les *tsourès*, les soucis. Le père de Victor rapporte du travail à façon à faire le soir à la maison et ne se couche guère avant minuit. Il coupe, repasse dans la pièce où Victor a son lit. Et quand à la fin du mois l'enfant lui tend son livret, il jette un coup d'œil : « 41<sup>e</sup> sur 42. Bon. » Et signe, navré et résigné.

Jacquot Szmulewicz, tout seul, sans que sa famille se soit jamais préoccupée de ses résultats scolaires, est un bon élève. À 13 ans, alors que son inséparable copain goy Gaston Largeault échoue, il obtient son certificat d'études. Pourtant, il appréhendait l'épreuve de chant : il chante irrémédiablement faux. Mais il entonne une *Marseillaise* convaincante destinée à séduire le patriotisme supposé de l'examineur qui le gratifie – c'était inespéré – d'un 3 sur 5.

Tous ont le sentiment, plus ou moins accusé, d'être dans la marge et vivent le contact de leurs parents avec le monde des Français, des *Franek* comme on dit chez eux, sur le mode de l'humiliation. Ils aiment leur famille, c'est indubitable, mais ne peuvent s'identifier à leur père. « Tu as une carte d'identité accordéon. Un flic te demande tes papiers. Il les prend. Il commence à ouvrir ton accordéon, avec tous les petits papiers que tu as dedans, tes quittances de loyer, tes quittances de gaz, qui tombent par terre. Et, devant lui, tu te baisses pour ramasser. Et lui, de son haut, il te regarde. T'as peur. T'es pas chez toi, t'as pas le langage, t'as pas la culture ! », dit Étienne Raczymow.

Mais ne tombons pas dans le misérabilisme. Ne dramatisons pas. Car leur enfance et le début de leur adolescence furent heureux. Car il y eut l'appel de la rue, la soif de vivre et la chaleur des copains.

Les parents de Jacquot sont accaparés par la boucherie et il est livré à lui-même. C'est un gosse chétif, rachitique presque, et il vit entouré de femmes puisqu'il est le benjamin, le seul garçon après quatre filles. Mais il aime la bagarre et très vite est un des meneurs de la bande des gosses de la rue Bisson. On le surnomme, car on aime les surnoms chez les Juifs, *Yankl der lobus*, Jacquot le voyou. Toujours dans la rue, et la mère qui le cherche à chaque repas le poursuit pour qu'il mange quelque chose. Le copain Largeault se moque de lui et l'appelle de la cour, parodiant la mère : « *Yankl, es epes !* » « Yankl, mange quelque chose ! » Car dans le Belleville de l'avant-guerre, les goyim apprennent parfois le yiddish.

Jacquot et ses copains vont partout où on les accueille. Le jeudi

au patronage de l'école laïque, parce qu'on les emmène au bois de Vincennes. Le dimanche matin, à l'église, parce qu'on y projette des films avec leurs héros préférés – ceux qui savent se battre comme d'Artagnan, ceux qui sont maîtres de la jungle comme Tarzan – et que, pour aller au cinéma, le vrai, il faut l'argent qu'ils n'ont pas. Mais aussi aux Pionniers, parce que le frère aîné de l'inséparable Largeault est un des dirigeants des Jeunesses communistes. Jacquot est un vrai titi du Paris populaire dont il a gardé, comme d'autres issus du même tronc que lui – Jean Lemberger, Simon Rajman, Henri Krasucki, Raymond Kojitsky –, l'accent gouailleux.

Très tôt, la politique fait son apparition dans leur vie, parce qu'elle est présente dans la rue. Les parents de Jacquot sont pourtant restés fidèles à la religion. En 1938, quand la mère meurt, c'est à lui, le seul garçon de la famille qui a alors 14 ans, qu'échoit de dire le *kaddish*, la prière aux morts. Il le récite matin et soir, pendant toute une année, comme l'exige la tradition. Cette tradition avec laquelle beaucoup de juifs de Belleville avaient déjà rompu en Pologne.

Quand le père de Victor Zigelman quitte Łódź, il est déjà en pleine révolte contre l'éducation religieuse qu'on lui a imposée. Quoique ne militant pas, il est devenu dans son cœur un *roïter*, un rouge. À Paris, il fréquente l'*Arbeiter Ordn*, une organisation d'entraide dépendant de la sous-section yiddish du parti communiste et qui est installée au 59, rue du Faubourg-du-Temple. Plus tard, il est aussi assidu à la *Kultur Ligue* rue de Lancry, la principale organisation de masse, courroie de transmission de la politique du Parti dans les milieux populaires juifs. Tous les mercredis soir, malgré son travail épuisant, le père va à sa réunion et, comme le garçon n'a pas école le jeudi et qu'il peut veiller, il l'accompagne. Victor a oublié aujourd'hui ce qui s'y disait, mais il se rappelle les orateurs prestigieux, Tcharny notamment, un bel homme au teint mat, très séduisant.

Victor fréquente les colonies de vacances qui s'installent l'été en banlieue, à Montgeron ou Brunoy dont la forêt de pins rappelle celles de Pologne. Mais il fréquente surtout le YASK, le *Yiddisher Arbeter Sport Klub*, le club sportif ouvrier juif affilié à la FGST, la Fédération gymnique et sportive du travail, qui a ses locaux rue d'Angoulême (aujourd'hui rue Jean-Pierre Timbaud) et rue Basfroï. De vastes locaux aux yeux de l'enfant habitué à son logement exigü, avec un trapèze et des anneaux. On fait de la gymnastique et toutes sortes de sport entre prolétaires ou fils de prolétaires juifs. Et beaucoup de ces enfants adorent le sport et le pratiquent assidûment, comme s'il fallait changer de corps, grandir, se muscler, éloigner de soi l'image véhiculée par les antisémites du Juif chétif, pâle, maladif, gesticulant dans sa boutique ou se balançant penché sur ses livres. Le sport fut pour la jeunesse juive au début du xx<sup>e</sup> siècle beaucoup plus qu'une distraction, qu'une



source de plaisir. Il fut la voie royale de la régénération, la rupture avec la vie d'avant, et les clubs sportifs furent, en Pologne et ailleurs, en France donc, le lieu d'une intense politisation. Le changement du corps comme prolégomène au changement du monde.

Au YASK se rencontrent les copains, souvent les mêmes que ceux de l'école : les aînés comme Marguerite Holcman, Charles Wolmarck, Albert Goldman, Georges Goutchtat ; les plus jeunes comme Marcel Rajman ou Victor Zigelman. Les dirigeants sont de vrais militants, des anciens de Pologne, qui ont parfois, même s'ils ont à peine 20 ans, connu la prison pour avoir lutté dans les rangs du parti communiste polonais clandestin. Entre deux entraînements, ils apprennent aux enfants à chanter la révolution, en français et en yiddish. Victor n'a jamais oublié un chant se terminant par *a naie, a freie ratnfarband*, « une Union soviétique nouvelle, libre » (*ratnfarband* : « Union soviétique »). Le gamin ne sait pas ce que cela veut dire, mais ça sonne glorieusement. Au cinéma, il va voir tous les films soviétiques : *Les Joyeux Garçons*, *Le Chemin de la vie*, *Les Marins de Kronstadt*, *Tchapaev*, avec ces chansons russes qui prennent aux tripes. Car la révolution, ils vivent avec, en symbiose. « Dans mon enfance, je confondais “russe” et “juif”. C'était un peu la même chose. La révolution, c'était forcément bon pour nous. » Et Victor Zigelman ne craint pas d'affirmer qu'il fut communiste dès l'âge de 10 ans, comme les copains du quartier, Marcel Cytryn, Henri Tuchklaper, Ernest Buchwald. Tous les mercredis, Victor achète *Mon Camarade – Mon cam*, comme il dit affectueusement –, un illustré pour enfants édité par le parti communiste. Non qu'il ne soit pas tenté par *Mickey* ou *Robinson*, à bien des égards plus attrayants, mais il a le sens du devoir politique. Il lui faut lire *Mon Cam* et donner ses 10 sous. Pourtant, *Les Pieds nickelés*, bien que très éloignés de l'idéologie du mouvement ouvrier, gardent une place à part dans son cœur. Car la débrouillardise et le côté un peu truand font partie de leur culture de gosses de Belleville. Marginaux, ils doivent s'inventer des moyens marginaux pour se défendre, pour entrer au cinéma Floréal sans payer, « à la resquille », comme ils disent, par exemple en se glissant par la porte réservée à la sortie. L'identification avec les sympathiques Ribouldingue, Filochard et Croquignol est facile. Victor, comme Henri Krasucki, fréquente aussi la Bellevilloise, le « fraternel patronage<sup>13</sup> » du quartier de Ménilmontant, dont la devise inscrite sur le bâtiment – TOUS POUR UN, UN POUR TOUS – le fait vibrer. Car Victor comme Étienne et Jacquot sont, selon l'expression du premier, « des animaux de groupe ». Isolés à l'école, ne pouvant s'identifier totalement ni à leurs parents ni aux adultes chargés de leur éducation scolaire, ils sont rassurés quand ils sont entre eux.

Étienne Raczymow n'est guère sportif. Le YASK, ce n'est pas pour lui. Mais il y a le *tsugubshul*<sup>14</sup>, le patronage juif de la cité d'Angoulême que le père de Paulette Shlivka, militant en Pologne où il a connu la prison, a contribué à créer. Étienne écoute, fasciné, Louba raconter, avec son accent où les *r* chantent qu'elle a rapporté du pays de Lénine, l'épopée des bolcheviques et les histoires de Cholem Aleikhem. Les enfants chantent là aussi la révolution d'Octobre en français et en yiddish et celle qu'ils accompliront, c'est inéluctable, ce sont les lois de l'histoire. On joue *La Mère* de Gorki, version yiddish, et on se prend à rêver d'une mère acceptée par tous les copains, qui abandonne la préparation du *gefilte fish*<sup>15</sup> ou les finitions pour rejoindre le grand courant de la Révolution. Étienne, qui ne tient jamais les premiers rôles, est soldat à la porte d'une prison. Rôle prémonitoire, pense-t-il. Dans Villeurbanne qu'il a contribué à libérer l'été 1944, ses « chefs » lui confieront la tâche de garder des prisonniers allemands.

Au *tsugubshul*, Étienne existe. Il est respecté. Il tutoie les éducateurs à qui il parle de plain-pied et qui lui donnent pour horizon le monde. Dans ce milieu, tous les enfants reçoivent une culture ouvrière qui rejoint celle des Français. Ils chantent *Ma blonde entends-tu dans la ville* et connaissent le mur des Fédérés. Quand passent l'enterrement de Barbusse ou celui de Vaillant-Couturier, Étienne sait qui ils sont et il ressent un gonflement du cœur, un immense amour pour l'humanité. Il appartient à une grande, une très grande famille !

La France, après les États-Unis et l'Allemagne, est atteinte par la crise économique. La vie de tous les jours, à Belleville ou au Pletzl, n'en est pas fondamentalement modifiée. Des expulsions pour ceux qui sont en situation illégale. Un peu plus de difficultés dans une vie matérielle déjà précaire. Un peu plus de chômage. La morte-saison qui s'allonge. Les enfants n'en ont pas conscience, mais ce dont ils se souviennent près d'un demi-siècle après, tant ils en ont été impressionnés, ce sont les manifestations. Les souvenirs se télescopent : février 1934 se mêle au Front populaire.

L'extrême droite monte en France. Les ligues s'agitent. Mais les lieux de prédilection de cette agitation sont loin, dans un Paris qui leur est étranger. Les jeunes de Belleville ne mettent jamais les pieds au Quartier latin. *L'Action française* et *Gringoire* ne sont pas vendus à la criée rue Ramponneau. Pourtant, après les émeutes du 6 février 1934 où, aux cris de « À bas les voleurs ! », les anciens combattants organisés dans l'association des Croix-de-Feu manifestent contre les parlementaires mouillés dans l'affaire Stavisky, l'« escroc mèteque », les Juifs de Belleville construisent leurs premières barricades, renouant ainsi avec la tradition de la Commune de Paris qu'ils n'ont évidemment pas vécue, mais qu'ils font leur. C'est « contre une

invasion fasciste » qu'ils se défendent. Pour la première fois aussi sur le sol de France, des juifs en tant que tels participent à des manifestations<sup>16</sup>. Sur leurs banderoles est inscrit en yiddish : À BAS LE FASCISME ! Quand, le 12 février 1934, les partis politiques de gauche appellent à la grève générale, un certain nombre d'ateliers de maroquinerie et de maisons d'habillement de Belleville ferment.

Est-ce pendant ces jours d'agitation que Jacquot fut témoin de cette scène qui le marqua à jamais ? Rue Étienne-Dolet, un ouvrier est sur le toit. Les gardes républicains tirent. L'ouvrier tombe. On se serait cru dans un film soviétique.

Tout un faisceau d'images se rattachent à ces jours. Des ouvriers avec de grands bâtons au bout desquels sont fixés des couteaux à raser qui servent à couper les jarrets des chevaux des gardes républicains. D'autres jettent des billes d'acier sous les sabots. Les pères prennent les enfants par la main pour les emmener aux manifestations, faisant de l'histoire une fête. Car cela fait partie de l'éducation, même s'ils ne militent pas.

En 1936, Hanna Kamieniecki habite à Levallois-Perret. Une banlieue rouge, presque sans juifs. Après la victoire électorale du Front populaire, les ouvriers occupent leurs usines. Le père va s'y promener. Du lèche-usines en grève comme d'autres font du lèche-vitrines. Et il emmène sa fille avec lui. Il est de toutes les manifestations. Étranger, il risque l'expulsion. Il le sait. Il ne croit pas que la révolution prolétarienne résoudra le problème juif, car il est sioniste et pense que le salut de son peuple réside en son installation en Palestine. Mais il se sent à l'aise avec les communistes.

Cette année 1936, si grosse d'espairs, est aussi, on peut même dire surtout, celle de la guerre d'Espagne. Ils sont trop jeunes pour s'engager dans les Brigades internationales, mais ils suivent la guerre avec exaltation, puis désespoir. « Je connaissais Bilbao et Guernica, dit Étienne Raczymow. Je savais qu'à Teruel il y avait un métro et que des mères et des enfants s'y cachaient et mouraient, car c'était la guerre de Franco. » Avec les Pionniers rouges, Jacquot collecte de l'argent et des vêtements pour l'Espagne. Avec les communistes, Jacquot et ses camarades réclament « des avions, des canons pour l'Espagne ». Ils chantent maintenant la Révolution en espagnol aussi.

Quand la mère de Henri Krischer arrive à Nancy, la ville sort de la terrible guerre de 14-18. Mais, presque la seule de sa région, la ville a peu souffert et l'activité industrielle se trouve relancée du fait que la France a récupéré les provinces perdues lors de la guerre de 1870. À Nancy habite une communauté de Juifs lorrains de vieille souche. La quintessence de ces Français de confession mosaïque dont le patriotisme, dans la province qui vit naître Jeanne d'Arc, est la pierre angulaire de l'assimilation à la France. Ils voient d'un mauvais œil

arriver ces *Ostjude*, ces *Pollacks* qui sont, dans les années 1930, quelques centaines de familles à habiter la ville. Dans leur grande majorité, ces Juifs ne viennent pas des *shtetlekh*. Leurs pères avaient déjà migré vers les grandes villes comme Łódź ou Varsovie et avaient été confrontés au travail en usine et à la vie politique. Certains ont déjà milité. Tous, suivant l'expression de Henri Krischer, sont « curieux des événements ». Ces émigrés économiques ou politiques, souvent les deux à la fois, sont rejoints au début des années 1930 par un groupe d'étudiants frappés par le *numerus clausus* qui leur ferme la porte des universités polonaises ou roumaines. Parmi les étudiants, la politisation est intense.

Moïshe Ways, qui tient maintenant lieu de père à Henri Krischer, est manoeuvre. Il transporte des sacs de ciment. Puis il devient chiffonnier. Rapidement, il monte dans la hiérarchie de la récupération, abandonne le chiffon et la ferraille pour la brocante. Il chine avec valise et baluchon puis, servi par un indiscutable talent, gagne suffisamment sa vie pour s'acheter, chose rare à l'époque mais fréquente chez les brocanteurs, une automobile qu'il sait conduire. La mère est couturière. Une couturière typiquement juive, précise son fils. Elle transforme cols de chemises et poignets, fabrique des soutiens-gorge à la taille des opulentes poitrines de mères juives et des *kapes*, des enveloppes d'édredons gonflés de plumes d'oie, cet *iberbet*, comme on l'appelle en yiddish, sans lequel le Juif polonais n'émigre pas.

À Nancy comme à Paris, on vit entre Juifs. Au 14 de la rue Mont-Mouja d'abord, dans une cour qui ressemble à s'y méprendre aux *hoifn* de Varsovie. Le seul enfant goy qui y habite parle très vite le yiddish ! La tradition religieuse peu à peu s'effrite. Rue Mont-Mouja, les Krischer-Ways vivent sur le même palier que les Goldberg, une famille très pieuse qui les encourage dans leur pratique religieuse. Mme Goldberg tient lieu de grand-mère à l'enfant et c'est chez elle que le jeune Henri honore chaque vendredi soir le shabbat. En famille, on célèbre chacune des grandes fêtes. À Pessa'h, on fait la recherche du *humetz*, le levain, et on utilise pour le *seder*, le repas traditionnel de la Pâque juive, la vaisselle casher de Pessa'h. On célèbre Rosh Hashana et on jeûne à Kippour. À 13 ans, l'enfant fait sa bar-mitsva. Mais, quand la famille déménage pour la rue Tiercelin, loin de la famille Goldberg, c'est l'influence communiste qui se fait sentir. Entre une femme instruite et communiste et la mère de Henri naît une amitié. Cette femme éveille la mère aux grands problèmes de l'heure. Elle lui parle du fascisme, de la peste brune qui empoisonne l'Allemagne. De la condition des femmes aussi. Tant et si bien que la mère devient présidente de l'Union des femmes juives de Nancy. Les réunions ont lieu au siège du *geserd*, l'association qui recrute pour l'Etat juif

d'Union soviétique, le Birobidjan. On y donne aussi des cours d'alphabétisation en yiddish, et ces femmes, qui n'avaient d'autres horizons que les enfants, le mari et la cuisine, apprennent à lire et à écrire dans leur langue maternelle. Alors les responsables demandent à Henri Krischer de donner des cours de français.

À partir de ce rôle de très jeune professeur de français pour adultes analphabètes dans la langue du pays qu'ils ont choisi, Henri Krischer, qui lui-même apprend ailleurs à lire et écrire la langue de ses parents, entre en contact avec d'autres jeunes comme lui. Peu à peu, ils forment un groupe. Tous sont juifs, mais cela n'apparaît pas dans le nom de l'association qu'ils forment : « La jeunesse sportive de Nancy ».

Il existe pourtant un autre club sportif à Nancy, le club Maccabi, dont le nom, celui de ceux qui se sont révoltés victorieusement contre les Syriens au <sup>III</sup><sup>e</sup> siècle avant l'ère vulgaire, est le parfait symbole du nationalisme sioniste non religieux. Or, à Nancy, les choses semblent simples à l'époque : le sionisme, c'est l'apanage des possédants.

À l'école communale, Henri Krischer est un excellent élève, si bien que sa mère, qui a de l'ambition pour ce fils né de son premier amour, l'envoie au lycée, le seul de la ville, le lycée Henri-Poincaré, où le jeune garçon se trouve confronté à une jeunesse dorée dont il ignorait jusque-là l'existence. Beaucoup de Camelots du roi, des Jeunesses patriotes de Taittinger, des « Francistes » de Marcel Bucard. Toute la palette de l'extrême droite catholique, fascisante et antisémite. Les israélites lorrains boudent aussi cet adolescent qui n'est pas de la même classe sociale. Henri Krischer est isolé et souffre de cette ambiance qu'il sent hostile et qui lui coupe le goût de l'étude. Alors qu'il se sent dans une impasse, c'est l'embellie. Un de ses anciens instituteurs avec qui il est resté en contact l'entraîne dans les Auberges de jeunesse. C'est un univers qu'il ne connaît pas, mais dont la fraternité, la chaleur le séduisent sur-le-champ. Un coup de foudre. Alors qu'il ne connaissait que la ville de Nancy, il part pour de longues randonnées, sac au dos et chansons à la bouche. C'est la découverte des Vosges.

En même temps qu'il découvre les Auberges de jeunesse, la guerre d'Espagne éclate. Parmi les étudiants qu'il fréquente maintenant, quoique étant toujours au lycée, se crée un front antifasciste où il milite. Nancy est une ville où des volontaires des Brigades internationales passent avant de partir pour le front ou à leur retour. Le comité antifasciste prend en charge les blessés. À Nancy commencent aussi à arriver les juifs allemands chassés par l'hitlérisme. Certains d'entre eux vont au lycée où ils apprennent le français. Ces années sont décidément une période de bouillonnement. Le groupe de femmes dont sa mère s'occupe décide de créer, avec un groupe similaire de Strasbourg, une colonie de vacances.

C'est dans cette colonie de vacances que les Juifs strasbourgeois ont ouverte à Sélestat que Krischer comprend vraiment ce que sont les communistes juifs. C'était une grande maison, avec, d'un côté les enfants, de l'autre quelques adolescents comme lui pris en pension pour diminuer les frais. Ça discute politique des soirées entières, on fait l'apologie de l'Union soviétique qui ne connaît pas la crise et qui est le meilleur rempart contre le nazisme. On exalte le rôle de Staline.

Henri Krischer a été renvoyé du lycée où il se sentait si mal à l'aise. Il n'ose rien dire chez lui, repousse sans cesse le moment de l'aveu. Ne pas gâcher les vacances des parents, ne pas gâcher les fêtes... Encore un mois. Il ne l'avouera jamais. Il se terre à la bibliothèque municipale où il engloutit des rayons entiers de livres ; passe son premier bac qu'il réussit à la session de septembre, puis son second bac.

De sa jeunesse, Henri Krischer garde un souvenir ébloui. Il a été un enfant gâté. Toujours le meilleur équipement. Un magnifique sac de couchage, une tente, sa première paire de skis en 1937 et, en 1939, un bateau ! Ce bateau et sa grande gueule, son désir d'avoir toujours raison et de diriger les autres... Un beau jour, un copain, mi-agacé, mi-amusé lui lance : « L'amiral, prends la tête et montre-nous où tu vas ! »

### 3

## Dans la guerre de 1939-1940

« Des milliers de Juifs s'engagent comme volontaires pour la défense de la France » titre, le 2 septembre 1939, le quotidien communiste juif, la *Naie Presse*.

La veille, sans déclaration de guerre, les Allemands sont entrés en Pologne et la Grande-Bretagne et la France ont mobilisé. Une mobilisation sans précédent : 5 millions de Français sont appelés à rejoindre leur régiment. Parmi eux, les juifs naturalisés depuis quelques années, comme Albert Goldman et Léon Habif.

Le 3 septembre, après avoir vainement exigé le retrait des troupes allemandes de Pologne, la Grande-Bretagne puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne.

À la fin du mois d'août, les enfants des écoles ont été évacués, sans distinction de religion ou de nationalité, est-ce utile de le préciser ? Jacques Adler est dans un petit village de Savoie, en compagnie d'une cinquantaine d'autres enfants, dont une demi-douzaine sont juifs. Il évoque l'extrême gentillesse des villageois et la beauté à lui révélée de la région. Il y reste jusqu'en octobre 1940.

Esther Rozencwajg reste un temps à Paris. Mais le bombardement du 3 juin 1940 l'a terrorisée et ses parents l'envoient dans la maison pour les enfants évacués que les éclaireurs israélites de France, sous la houlette de Denise Gamzon, ont ouverte à Saint-Affrique, dans l'Aveyron. Elle y reste quelques mois. La maison d'enfants est installée dans un ancien palais de justice aux plafonds très hauts. La nuit, elle pleure de froid. Mais, « enfant de la misère », comme elle dit, elle ne se plaint pas. Pourtant, ses parents s'ennuient d'elle, ne voient plus de raison à son éloignement maintenant que la guerre ne produit aucun

combat. Une monitrice qui rentre à Paris ramène l'enfant chez elle.

Mme Shlivka et ses deux enfants, Paulette et Robert, sont aussi évacués. Ils refusent de l'être par l'arrondissement, préfèrent se joindre à une amie bretonne qui ramène sa famille au pays. Mme Shlivka ne s'attarde pas. Son mari a besoin d'elle à l'atelier. Elle laisse ses enfants, revient à Paris. Un beau jour, Paulette en a assez d'être loin. Elle prend son petit frère, sans rien dire, monte dans un train. Les voici à Paris.

À la déclaration de guerre, les Szmulewicz prennent peur. Une rumeur annonce l'arrivée imminente de milliers d'avions qui raseront Paris. Ils ferment la boutique, s'entassent dans la vieille voiture du mari de Rose, une des sœurs de Jacquot. Direction Bordeaux où habite Nadia, la sœur aînée mariée à un gars de la ville, Adolphe. En attendant qu'Adolphe, engagé volontaire, reçoive sa feuille de route, toute la famille fait les vendanges.

Ilex Beller, à peine remis de blessures reçues lors de la guerre d'Espagne, et Olivier Holban, un des responsables de l'émigration communiste roumaine, sont parmi les premiers à souscrire un engagement à la caserne de Vincennes. Jacques Farber, qui regrette de ne pas avoir combattu dans les Brigades internationales, s'inscrit à la caserne Reuilly. Mais c'est au ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique, que la foule des étrangers se presse. Le spectacle auquel assiste le journaliste de la *Naie Presse*, le 1<sup>er</sup> septembre, durera plusieurs jours :

Le métro Invalides déverse par douzaines des gens qu'on n'a pas l'habitude de voir dans le quartier. Ils regardent à droite, à gauche, interrogent :

— Vous allez là-bas ?

— Où voulez-vous que j'aille ? Rue Saint-Dominique, bureau des engagés.

Plus on approche du bureau, plus les gens sont nombreux des deux côtés de la grille. La queue s'allonge de minute en minute. Ne peuvent s'engager que les volontaires qui ont de 18 à 40 ans et dont les papiers d'identité sont en règle. C'est écrit sur un grand panneau au-dessus de la porte qui conduit au bureau de recrutement. Les visages sont sérieux. La gravité de la situation n'échappe à personne. Tous souhaitent la paix. Mais puisque Hitler, le barbare, veut incendier le monde et qu'il menace l'indépendance de la France hospitalière, l'étranger est prêt à partir avec l'ensemble du peuple pour accomplir son devoir. On parle différentes langues : l'italien, le polonais, le tchèque, le yiddish. Et le yiddish occupe une place très honorable. Le nombre des immigrants juifs est très important. Ils comprennent très bien leur devoir. On peut dire nettement que les Juifs représentent de 35 à 40 % de ceux qui viennent s'engager<sup>1</sup>.

Fin août, le quotidien communiste a publié des appels à s'engager émanant de différentes organisations juives sous direction communiste, comme la Centrale des travailleurs juifs et des organisations populaires ou l'Union des sociétés juives de France, d'organisations juives non communistes, comme la LICA,



d'associations d'étrangers, Italiens, Polonais, Tchèques, Espagnols. Ces appels ont presque tous le même contenu, identique à celui lancé par l'Union des sociétés juives de France et qui figure en encadré à la une de la *Naie Presse* du 26 août 1939.

Nous, immigrés juifs en France, connaissant la triste situation de nos frères dans les pays fascistes où ils endurent des pogromes perpétuels et des persécutions, nous sommes reconnaissants au peuple français pour son hospitalité fraternelle.

Aujourd'hui, alors qu'il s'agit de la paix mondiale, nous restons fidèles à nos principes et, du fond du cœur, souhaitons que la paix soit préservée, car nous savons bien qu'une guerre apportera, outre la ruine morale et matérielle, la destruction de la civilisation humaine.

Très attachés à l'idée de paix, nous espérons que le gouvernement français fera tout pour éviter la terrible catastrophe.

Pourtant, si malgré tous ses efforts la France était entraînée dans une guerre, nous nous placerions, nous les immigrés juifs, aux côtés du peuple français pour combattre au coude à coude comme l'ont fait nos frères en 1914<sup>2</sup>.

La référence, on le voit bien dans cet appel, est la guerre de 14-18. Et pour rafraîchir les mémoires ou informer ceux qui, venus entre les deux guerres, ignorerait cet épisode, la *Naie Presse* rappelle dans son numéro du 30 août « qu'il y a vingt-cinq ans, la 1<sup>re</sup> division de volontaires étrangers quittait Paris » et que, deux mois plus tard, le 1<sup>er</sup> régiment partait pour le front où il se couvrait de gloire.

Pour les communistes juifs, rappeler que par milliers les Juifs étrangers ont combattu lors de la Grande Guerre n'est pas une nouveauté. Ils l'ont fait en offrant leur engagement au moment de la conférence de Munich, en septembre 1938, alors que la guerre semblait imminente et que la France et l'Angleterre mobilisaient, comme ils l'avaient fait au moment de l'Anschluss, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne nazie, en mars 1938. Car les immigrés juifs, même communistes, à l'exception d'une poignée de révolutionnaires professionnels, ne sont pas de passage en France. Leur projet, pour eux et surtout pour leurs enfants, est de s'intégrer au peuple de France, celui qui a pris la Bastille, accepté le premier d'émanciper les Juifs. La voie royale de cette intégration passe par le sang versé, paiement de la dette due à une patrie disposée à les adopter et à faire d'eux ses enfants.

Nous sommes frappés par le contraste entre deux attitudes. D'une part, les Juifs en Pologne ont souvent refusé de faire la guerre. Que ce soit dans les rangs de l'armée tsariste ou de l'armée polonaise lors de la guerre polono-bolchevique, ils ont refusé de servir un pouvoir ou un pays que souvent ils exécraient. Ils se sont dérobés au service militaire par des actes rédhibitoires – la fuite hors du pays ou l'automutilation. D'autre part, une fois en France, un mouvement unanime pousse les

immigrés à s'engager pour aller à la guerre. Le père de Maurice Zylber, par exemple, s'était mutilé un œil pour ne pas servir dans l'armée polonaise ; il s'engage en 1939. Homme d'âge mûr, père de trois enfants, il ne sera pas appelé.

Ainsi l'attitude des Juifs face à la guerre ne peut se lire à la lumière de catégories essentialistes. Les Juifs ne sont ni lâches, ni courageux par nature, ni ennemis du métier de soldat par essence. Leur attitude dépend du système de valeurs auquel ils adhèrent, de la société dans laquelle ils ont décidé d'inscrire leur vie et celle de leurs enfants. Ceux de 1939 n'ont déjà plus à élaborer une nouvelle attitude. Ils ont le modèle de leurs aînés qui avaient répondu en masse à l'appel lancé en yiddish et en français dans le style un peu emphatique du début du <sup>xx</sup>e siècle : « Frères juifs ! Allons combattre pour la France, notre bien-aimée patrie, généreuse et hospitalière ! »

Des trois oncles de Maurice Zylber en âge de s'engager, l'un sera fait prisonnier, le deuxième sera démobilisé après la débâcle sans avoir combattu, comme tant de soldats français, le troisième enfin se battra à Narvik, puis dans les Forces françaises libres en Syrie.

Les circonstances comme la ligne politique du PCF, en cette fin août 1939, font que les communistes juifs sont à l'unisson des autres immigrés, comme d'ailleurs de leurs camarades communistes. Comme eux, ils sont prêts à défendre la France et à lutter contre Hitler. Certains voient ou souhaitent voir une contradiction entre leur attitude et celle du Parti dont ils sont membres. Il n'y en a guère.

Dans l'après-midi du 25 août, nous l'avons déjà noté, une résolution de combat est votée à l'unanimité par le groupe communiste. Le parti communiste « approuve les mesures qui ont été prises par le gouvernement pour garantir nos frontières et apporter, le cas échéant, l'aide nécessaire à la nation<sup>3</sup> qui pourrait être agressée et à laquelle nous sommes liés par un traité d'alliance<sup>4</sup> ».

Le 25 août, dans l'éditorial du journal *Ce Soir*, Aragon est très clair : « Tous les Français feront leur devoir et défendront le pays et ses alliés<sup>5</sup>. » Pourtant, le journal est saisi car, à dater du 25 août, la presse communiste est interdite. Les autorités oublieront le quotidien communiste yiddish qui, lui, paraîtra avec quelques pages blanches dues à la censure jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1939.

Le 2 septembre, les députés communistes votent sans réserve les crédits militaires et, le 6 septembre, la direction du Parti salue « les députés mobilisables qui, Maurice Thorez en tête, ont rejoint leur formation ». Le secrétaire général du Parti communiste français a de fait rejoint son régiment du 3<sup>e</sup> génie à Arras, dans son département natal. Comme les autres élus communistes, il n'a pas souhaité faire usage du sursis de quinze jours dont peuvent bénéficier les parlementaires<sup>6</sup>.

Ainsi les communistes juifs sont-ils d'abord à l'unisson de leur parti, un parti auquel il faudra un certain laps de temps pour digérer le sens du pacte et modifier sa ligne politique en conséquence.

Quarante ans après, Jacques Farber revient sur son engagement. « De toute façon, on y était obligé. On était jeune. La mobilisation avait vidé Paris de tous les hommes en âge de se battre, et on ne pouvait pas mettre un pied dehors sans qu'un flic vous demande vos papiers. » Demande souvent accompagnée de sarcasmes hostiles : seuls restent les étrangers. Ils séduiront les femmes dont les maris sont au front. « Il fallait montrer le certificat comme quoi on était engagé et expliquer qu'on attendait d'être appelé. » Mais Jacques Farber ajoute qu'il était convaincu de la nécessité de se battre contre Hitler, qu'il trouvait normal de défendre la France. Et d'énumérer, dans l'ordre d'importance, ce qu'il « a » en France : « Mes enfants Rosa et Maxime, ma femme, mon beau-frère, ma sœur, leurs deux enfants. Je gagnais ma vie, tant bien que mal, et pouvais consacrer mon énergie à ce qui me tenait vraiment à cœur : la cause, la lutte pour un régime où les ouvriers auraient les mêmes droits que les autres. Ma vie était ici, c'était ma nouvelle patrie. »

Et Ilex Beller, qui présida de 1986 à 2004 (l'année qui précéda son décès) l'Association des anciens combattants et volontaires juifs, qui combattit dans les Brigades internationales en Espagne, de préciser : « Même si certains se sont engagés dans l'espoir de régulariser leur situation en France, d'éviter une expulsion, d'obtenir plus facilement une naturalisation, la plupart voulaient réellement se battre. On n'avait pas d'autres solutions. »

Voilà exprimé en termes concrets, terre à terre, prosaïques, le même désir que d'autres expriment en termes élevés, voire lyriques : celui de continuer à vivre en France, de devenir Français.

Nous n'avons rencontré que deux cas de non-engagement. Abraham Lissner ne s'engage pas. Il ne s'en explique pas. Ce militant dévoué dont la vie se fonde dans celle de son parti est-il tenu en réserve ? Père d'un tout jeune enfant, combattant en Espagne, comme Ilex Beller, est-il contraint d'assurer la vie de sa famille ? Bernard Bornstein, quant à lui, affirme que son père, lui aussi de retour d'Espagne, lui aurait dit : « Mon fils, ce n'est pas notre guerre. » *Notre* guerre, c'est-à-dire la guerre des révolutionnaires.

Il faut faire une place à part à des communistes comme Pakin ou Bocsov. Certes, leur combat s'inscrit dans la même ligne politique que celui des membres de n'importe quel parti communiste de par le monde. Mais, partis de leurs pays respectifs, Pologne ou Hongrie, pour combattre en Espagne, ils n'ont aucune attache en France, ni famille, ni amis, ni travail. Ils ont été internés dans des camps comme Gurs et Argelès après la déroute de l'armée républicaine espagnole : leur

présence sur le sol français est donc le fruit d'un hasard tragique. Ce ne sont pas des immigrés. Leur sort se décide directement à Moscou, à la direction du Komintern. En septembre, alors que les communistes français, Maurice Thorez en tête, ont rejoint leurs régiments, que les immigrés communistes vivant et luttant en France, permanents ou militants de base, ont signé leur engagement, une réunion du Komintern se tient à Moscou. Le 15 septembre 1939, Dimitrov note dans son journal : « Rapport du cam Marty sur les volontaires des Brigades internationales. Question des Légions en France. » Enrique Castro Delgado, qui se réfugia à Moscou après la débâcle républicaine où il représenta le Parti communiste espagnol au Komintern et y perdit la foi, y assiste. « Florin, l'un des responsables de l'Internationale et représentant du parti communiste allemand, suggéra timidement que, puisqu'il s'agissait d'une guerre contre le fascisme, les hommes devraient s'engager dans l'armée française. Manouïlski lui rétorqua violemment que la guerre était impérialiste, que c'était la deuxième guerre impérialiste, que cela devait être clair pour tout le monde<sup>7</sup>. »

Enrique Castro Delgado emploie cette expression de « deuxième guerre impérialiste ». La première est celle de 14-18 que Lénine qualifia ainsi. Dans ce type de guerre, le mouvement ouvrier n'a pas à prendre parti pour un camp ou un autre. Il ne doit avoir qu'une préoccupation : souhaiter la défaite de son propre pays pour faire triompher la Révolution. Ce que les léninistes appellent « le défaitisme révolutionnaire ».

Mi-septembre 1939, la position de l'Internationale sur la guerre est télégraphiée notamment à Eugen Fried, qui la représente auprès du parti français. Elle peut se résumer ainsi : « Cette guerre est une guerre impérialiste avec laquelle nous n'avons rien à voir<sup>8</sup>. » Alors que l'Internationale modifie son appréciation sur la guerre, les volontaires communistes juifs sont devenus des soldats. Refuser de rejoindre le camp d'entraînement ou la caserne, mettre bas les armes, équivaldrait à une désertion ou une mutinerie. Et personne n'envisage cette éventualité. Aucun ordre en ce sens n'a été donné, sauf à Maurice Thorez au soir du 3 octobre 1939. Le Parti sait bien que lui obéir relève d'une discipline librement consentie, même si cette discipline est la qualité essentielle du bon militant, mais que désobéir à l'armée, c'est se mettre hors la loi. Une loi particulièrement rigoureuse en temps de guerre où la désertion peut être punie de la peine de mort.

Le 12 septembre 1939, sous le titre « Une armée polonaise en France », la *Naie Presse* reproduit le discours prononcé à la radio le 10 septembre 1939 par l'ambassadeur de Pologne en France. Ce dernier annonce la constitution d'une armée polonaise en France. Elle sera placée sous le commandement français, mais les soldats

combattront sous le drapeau polonais et les ordres seront donnés en langue polonaise.

Ce discours ne s'adresse pas d'abord aux Juifs polonais, c'est une évidence, mais à la « Polonia » de France, aux quelque cinq cent mille immigrés venus après la Première Guerre mondiale travailler dans les mines du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine, du Massif central. Pour accueillir ces volontaires, un camp est ouvert à Coëtquidan. Cette armée sera appelée plus tard armée Sikorski, du nom du général représentant le gouvernement de la Pologne après que ce pays sera dépecé, une fois de plus dans l'histoire, par l'Allemagne et l'URSS.

Dans leur grande majorité, les Juifs boudent cette armée-là. Un petit nombre d'entre eux pourtant la rejoignent, contre lesquels peste le père de Jacques Adler : « Pourquoi faut-il que certains s'enrôlent dans la division polonaise ? Ils ont oublié comment ils nous traitaient en Pologne. Ils ne nous aiment pas. » Par on ne sait quel intermédiaire, M. Adler père est justement chargé de fabriquer des casquettes pour les officiers polonais repliés en France. Chez ces militaires hautains, il sent du mépris pour les Juifs. Peut-être en aurait-il senti chez n'importe quel militaire !

Adam Rayski, lui, reçoit sa feuille de mobilisation pour l'armée polonaise à la mi-mai 1940 seulement<sup>9</sup>. Gronowski aurait souhaité s'y engager, mais il n'est pas accepté, sa santé est par trop déficiente. Rayski et Gronowski ont en commun de parler la langue polonaise, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des immigrés. Mais ils ont aussi en commun leur statut de permanents du Parti, militant là où le Parti leur offre de le faire. Est-ce le Parti qui le leur a conseillé ? Ont-ils été mobilisés parce que, inscrits au consulat polonais, il était normal qu'ils le fussent ? La guerre finie, tous deux rentreront en Pologne, continuant là-bas leur carrière de militants professionnels, carrière qui les a menés au gré des circonstances parmi les Juifs ou parmi les Polonais non juifs.

La France s'enlise dans la drôle de guerre. À l'est, sur le front, rien de nouveau. Mais le 26 septembre 1939, le gouvernement promulgue le décret de dissolution du parti communiste et de toutes ses organisations affiliées.

Sont dissous de plein droit le parti communiste [la Section française de l'Internationale communiste] (SFIC), toute organisation ou tout groupement de fait qui s'y rattachent et tous ceux qui, affiliés ou non à ce parti, se conforment dans l'exercice de leur activité à des mots d'ordre relevant de la III<sup>e</sup> Internationale communiste ou d'organismes contrôlés en fait par cette III<sup>e</sup> Internationale. [...] Sont interdites la publication, la circulation, la distribution, l'offre au public, la mise en vente des écrits périodiques ou non, des dessins et d'une façon générale, de tout matériel de diffusion tendant à propager les mots d'ordre de la III<sup>e</sup> Internationale<sup>10</sup>...

Celui qui enfreint cette loi risque de un à cinq ans de prison.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1939, les organisations juives directement ou indirectement affiliées au Parti sont dissoutes. La *Naïe Presse* cesse de paraître.

Commence alors la chasse aux communistes et Henri Amouroux, peu suspect de sympathie à leur égard, peut écrire : « La lutte anticomuniste remplace la guerre que nous ne faisons pas aux Allemands<sup>11</sup>. »

Dans un premier temps, les communistes juifs passent à travers les mailles de la répression. Aucun permanent de la sous-section juive n'est inquiété. Il est vrai que du fait de leur statut d'étrangers, ils n'occupent aucun poste de responsabilité dans les entreprises, dans les unions locales syndicales, dans les municipalités. Leur activité syndicale se déploie dans ce que l'on appelle les « métiers juifs », la maroquinerie, la confection pour hommes et pour dames. Rien de décisif pour la défense de la France.

« Fonctionnaire de la section polonaise de la MOI, dit Yanina Sochaczewska, je travaillais parmi les mineurs du Nord, du Pas-de-Calais, de la Loire. À la déclaration de guerre, en septembre 1939, je me trouvais à Saint-Étienne. C'est là que je fus arrêtée, fin octobre. » Le soir même, elle est internée au camp de Rieucros, en Lozère. « C'était un camp pour réfugiés politiques : anciens d'Espagne, Polonais, Allemands, Italiens. Au début, les femmes y étaient en minorité, puis les hommes furent transférés au Vernet et nous restâmes entre nous. » Rieucros est devenu, selon la formule administrative, le « seul centre français de rassemblement de femmes ». Et Félix Chevrier, qui l'inspecte le 1<sup>er</sup> avril 1940, précise les raisons de ce « rassemblement » : « Condamnées de droit commun, défaut de papiers, galanterie, suspectes du point de vue de la défense nationale [c'est le cas de Yanina]. » Les femmes – elles sont trois cent cinquante en avril 1940 – sont internées sur simple décision préfectorale. « Aucune d'elles n'est là du fait d'une condamnation, mais par simple décision administrative toujours révocable. »

Dans cette région si accidentée et si pittoresque qu'est la Lozère, aux portes mêmes de Mende, Rieucros étale à flanc de coteau ses deux bâtiments et ses seize baraquements dans un parc de 42 hectares, avec ses bois, ses chemins rustiques, ses terrasses d'où l'on découvre un panorama reposant et splendide.

Au fond d'une verte prairie, un ruisseau rapide murmure à ses pieds et le soleil fait scintiller ses cascadelles. De petits sentiers s'égarent dans les taillis de châtaigniers ou de sapins et, de place en place, des taches claires, au bruit de notre voiture qui grimpe les pentes, s'animent et se déplacent. Ces taches... Ce sont des femmes qui déjà se rôtissent au soleil<sup>12</sup>.

Rapport bucolique d'un inspecteur de la Commission des centres aux champs, auquel fait écho le témoignage de Yanina.

L'endroit était très beau. Il y avait parmi nous des personnalités, comme la femme de Luigi Longo ou la compagne de Gabriel Péri. Les communistes se sont regroupées dans la même baraque avec un emploi du temps chargé : réveil, 7 heures du matin ; gymnastique par tous les temps. Travail à la cuisine. Lecture. Cours d'anglais, d'allemand. Loisirs : certaines d'entre nous peignaient ou faisaient du théâtre. La discipline était extraordinaire : jamais un scandale, jamais une dispute. Nous étions très solidaires.

Au camp, Yanina est la responsable des communistes polonaises de la MOI. Privées de la liberté de partir du camp, elles n'y sont pas pour autant privées de toutes les libertés.

Il y avait un curé, un pasteur, un rabbin. On avait le droit de sortir du camp, de recevoir des lettres et des visites.

Pourtant, Yanina ne songe pas à s'évader, ce qui eût été facile. Le Parti n'en avait pas donné l'ordre.

Au début de 1942, le camp de Rieucros est transféré dans le Sud-Ouest, à Brens, à proximité de Gaillac. C'est là que Yanina recevra une autorisation de gagner le Mexique *via* Marseille. À Marseille, elle renoncera à ce départ qui lui semble une désertion, rejoindra les rangs de la MOI avec les Juifs, cette fois. Nous y reviendrons.

Peu à peu, les volontaires étrangers qui ne sont pas trop âgés, dont la charge familiale n'est pas trop écrasante, sont appelés à rejoindre les camps d'entraînement : Valbonne, Barcarès, puis Septfonds.

Ilex Beller, Gilbert Weissberg, Olivier Holban prennent le chemin de Barcarès. Ce dernier figure sur les listes des engagés sous le nom de Borah Bruhman ; il écrit :

Je suis affecté au 21<sup>e</sup> RMVE [régiment de marche de volontaires étrangers], dont la base est à Barcarès, près de Perpignan. Nous débarquons le 10 octobre 1939 à la gare de Rivesaltes et rejoignons le cantonnement en pleine nuit. Quand le jour nous permet de dresser un état des lieux, le résultat est désastreux<sup>13</sup>.

C'est la surprise. Ils rêvaient métier des armes, uniformes martiaux, casernes. Ils trouvent des baraquements innommables posés sur la langue de sable qui sépare la lagune de la mer. Les républicains espagnols pour qui le camp avait été installé viennent d'être transférés à Argelès. L'absence d'organisation est totale. Les conditions de vie dans ce lieu sablonneux, battu par la tramontane, dans des baraques infestées de puces et de moustiques semblent à la limite du supportable à ceux qui viennent de quitter la vie civile.

La nourriture est précaire et de mauvaise qualité. Encore faut-il avoir de quoi

« Les premiers mois, dit Ilex Beller, ça a été pénible. Puis, avec notre aide, le camp a commencé à s'organiser. » Mais Beller, qui s'autorise de son séjour en Espagne pour porter des jugements d'expert et qui porte très haut le métier de soldat, est atterré : « Si l'armée française est à l'image de ce camp du bout de la France, la guerre est perdue. »

Jankiel-Jacques Farber, appelé quelques mois plus tard au camp de Septfonds, y trouve la même improvisation : comme ceux de Barcarès, ils sont habillés comme des clowns : des pantalons rouges, des vestes vertes, « un vrai déguisement », dit Jacques Farber.

À Septfonds comme à Barcarès, l'entraînement militaire est dérisoire et épuisant tout à la fois. Ce sont surtout de longues marches de 40 kilomètres, sac lourdement chargé au dos, qui leur semblent vérifier le slogan de la Légion étrangère : « Marche ou crève. » « On nous a donné des fusils de 1908, avec des ficelles au lieu de bandoulières », précise Jacques Farber. Ils apprennent à charger, baïonnette en avant, comme en 14 !

À Septfonds comme à Barcarès, les contacts avec le Parti ou ce qui en reste après la désorganisation due tout à la fois à la mobilisation et à l'interdiction sont rares. Ceux qui partent en permission rapportent quelques nouvelles. Melchior, qui tente d'introduire clandestinement *L'Humanité* à Barcarès, est pris, emprisonné. De temps à autre, ils reçoivent un peu d'argent que leur fait parvenir la nouvelle organisation qui s'est créée à Paris, Solidarité.

Pourtant, par un réflexe de communistes, ils se regroupent, reconstituent une sorte d'organisation sans finalité. Beller est responsable politique de la compagnie dont il est le moniteur de culture physique. Il se souvient de sa surprise au moment de l'attaque soviétique de la Finlande. « On n'a rien compris. L'invincible Armée rouge ne devait faire qu'une bouchée de la petite Finlande. Or ça a duré des mois ! » Inquiétude aussi : que faire si, comme le bruit en court, les Français volent au secours de la Finlande ? Se battre contre les Soviétiques ? C'est impensable. C'est dans cette période qu'un camarade du Parti qui travaille dans les bureaux du camp leur explique : « Il faut que la guerre finisse le plus vite possible. Ce n'est pas notre guerre. Il ne faut pas oublier que vous avez devant vous des ouvriers allemands, communistes peut-être, avec qui vous pouvez fraterniser. »

« En somme, on devait être de mauvais soldats », commente Beller. Mais, en même temps, il leur tient un autre discours : « Il faut être avec la masse, connaître la misère du soldat. »



Le pacte germano-soviétique, les difficultés de l'Armée rouge en Finlande, la guerre antifasciste qui se transforme, pour le Komintern et sa section française, le parti communiste, en guerre impérialiste : c'est beaucoup pour le militant de base privé de ses réunions de cellule et de la presse quotidienne de son parti. Mais, ajoute Beller, « le parti comme l'état-major voyaient en cette guerre l'exacte réplique de celle de 14. Une nouvelle guerre de tranchées, avec un long face-à-face des deux armées ». Et de conclure : « Avec la guerre éclair, on ne pouvait pas être de bons ou de mauvais soldats. On n'avait d'autre choix que d'être des soldats. »

En avril 1940, le 22<sup>e</sup> régiment, celui de Beller, qui fait partie de la 35<sup>e</sup> division d'infanterie, est envoyé en manœuvre au camp du Larzac. Ils sont soulagés de quitter les puces de Barcarès, heureux d'être enfin, comme de « vrais soldats », dans une véritable caserne, dormant sur de vraies paillasses. Pendant trois semaines, ils sont entraînés, mais n'apprennent rien de plus qu'à Barcarès, où ils reçoivent l'ordre de retourner. À Rivesaltes, la ville dont la gare dessert Barcarès, ils croisent leurs copains du 21<sup>e</sup>, celui de Holban, qui partent pour le front. Embrassades, plaisanteries. Inquiétude.

Et c'est au tour du 22<sup>e</sup> de quitter Barcarès.

Beller et son régiment sont d'abord envoyés en Alsace, sur la ligne Maginot. C'est là que l'annonce de la percée éclair de la Wehrmacht aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, les surprend. On ne se battra pas à l'est, mais au nord. Le 22<sup>e</sup> est envoyé au front, *via* Paris. À Paris, on les met dans des autobus pour Pontoise. Ils sont témoins de bombardements implacables des stukas. « Où se trouve notre aviation ? », se demande Beller.

Et c'est la Somme.

L'officier qui les conduit au combat est un avocat qui a fait la guerre de 14-18, un homme dont Beller admire le courage. Ils sont près de Péronne : « Vous voyez Villers-Carbonnel, le village, là-bas ? Il faut le reprendre. » Le régiment se met en rang, baïonnette à la main. L'officier déclare, solennel : « Si je recule, vous me tuez, mais si vous reculez, je vous tue. » Paroles qui se gravent à jamais dans la mémoire de Beller.

En position d'attaque, ils pénètrent dans le village. Pas un Allemand, mais de l'autre côté de Villers-Carbonnel, un tir d'artillerie terrible les accueille. Des morts, des blessés. Ils reculent. C'est lors de ce premier contact meurtrier qu'ils prennent toute la mesure de leur armement désuet, de leurs fusils obsolètes, de leur barda ridicule, roulé dans une couverture, où tout est attaché avec des ficelles. Ils se surnomment le « régiment ficelle ». C'est ainsi qu'ils entrent dans l'histoire. Ils font des trous individuels, s'enterrent pour la nuit. Au matin, de leurs trous, ils voient de superbes Allemands en bras de

chemise marcher sur la route en chantant. Mais ni les Juifs, ni les antifascistes italiens, ni les républicains espagnols n'acceptent la défaite. Le bruit court qu'un Juif prisonnier est un Juif mort.

Alors, ils se battent.

Les Allemands passent leurs lignes. Beller est blessé, comme il l'a déjà été en Espagne. Deux camarades qui le voient gisant l'installent sur un brancard, le portent à travers champs jusqu'à un poste de chasseurs alpins. Évacué sur Compiègne, puis par train sanitaire à Rennes, il est transféré à Biarritz quand les Allemands pénètrent en Bretagne. De Biarritz, on le transporte à Sète. C'est à l'hôpital de Sète qu'il apprendra la signature de l'armistice.

La confusion des souvenirs de guerre de Gilbert Weissberg est peut-être à l'image de la pagaille qui s'empara des armées françaises. L'adjudant-chef du bataillon, le casque percé d'une balle, meurt à ses côtés. Les balles sifflent au-dessus de sa tête. En plein soleil, Gilbert rampe à travers un champ de blé pour échapper à la canonnade allemande. Se met debout. Marche, marche. Trouve une source, rencontre des gars sonnés par le soleil à qui il donne de l'eau, car il a de l'eau et il peut les aider. Un soir, on reforme ce qui reste du bataillon. Il ne sait plus bien comment, mais se souvient qu'il marche encore, du nord vers le sud, et qu'une nuit, il apprend que Paris est tombé. À quoi bon continuer la bagarre si la capitale est aux mains des Allemands ? Il n'y a plus de guerre.

Un tiers des effectifs du 22<sup>e</sup> est tombé au champ d'honneur. Le régiment est cité à l'ordre de l'armée. En 1945, la guerre finie, Isy Blum, rentré de captivité, et Ilex Beller fonderont une association d'anciens combattants et volontaires juifs de la Seconde Guerre mondiale, dont la première tâche sera de ramener les corps pour qu'ils soient enterrés dans la terre juive du cimetière parisien de Bagneux. La tâche est difficile : la famille de ces morts a souvent disparu à Auschwitz. Mais, aujourd'hui, près de soixante-dix d'entre eux reposent à Bagneux, veillés par la statue martiale que sculpta pour eux Nathan Rapoport et qui est le support de l'hommage annuel qui leur est rendu.

Olivier Holban, en route vers le front avec le 21<sup>e</sup> régiment de marche des Volontaires étrangers, assiste à la panique dont la France est saisie. Il traverse des villages abandonnés par les paysans. Les vaches meuglent de douleur : elles n'ont pas été traites depuis plusieurs jours. On cherche parmi les soldats qui peut procéder à la traite.

Pourtant, malgré ce spectacle d'un pays en proie au désespoir, les Espagnols, les Hongrois, les Grecs, les Italiens qui ont tous la haine des nazis au ventre ne songent pas à se dissoudre dans la nature. On les installe sur une position quelque part au nord de la France. Et ils

tiennent. Ils n'attaquent pas, mais repoussent à plusieurs reprises les attaques allemandes.

Un jour, ordre leur est donné de reculer en emportant avec eux tout leur matériel. Plus tard, Olivier Holban apprendra que ce jour-là était celui de la signature de l'armistice. Direction : le centre, où ils doivent être démobilisés. Ils marchent. Soudain, la longue colonne de militaires se trouve encadrée par des tanks et des mitrailleuses allemands. Ils entendent une voix qui sort d'un haut-parleur : « Soldats français, officiers français, vous êtes dorénavant prisonniers de l'armée allemande. Jetez vos armes à gauche et à droite de la route. Celui qui sera trouvé en possession d'une arme sera immédiatement fusillé. »

Rapide conciliabule entre Olivier et ses camarades qui marchent de conserve. Ils décident de saboter les armes pour les rendre inutilisables. Ils jettent discrètement les culasses dans le fossé qui borde la route, démontent les percuteurs. Quelque part dans la colonne, un officier français se tire une balle dans la tête.

Ils sont maintenant prisonniers des Allemands comme des divisions entières, avec leur artillerie et les chevaux destinés à la tracter, leur cuisine militaire. Commence alors la longue marche qui les mènera dans un fort de la ville de Metz. Les visages sont blancs des cristaux de sel que la transpiration dépose en s'évaporant. Ils traversent des villages. La maigre population qui n'a pas pris le chemin de l'exode leur tend de la nourriture, leur offre de l'eau.

Pendant ces marches ou le soir, dans les campements gardés par les soldats allemands, les communistes discutent. Coupés de toute information, de toute directive, ils sont contraints d'improviser, de puiser dans l'arsenal des principes que leur a inculqués le Parti. S'évader ? Cela serait facile. Mais ils décident de rester avec « les masses » – les sacro-saintes masses dont il ne faut jamais être coupé quand on est communiste – pour les guider dans une action future. C'est ainsi que Holban, comme tant d'autres, se retrouvera captif au fort de Queuleu, baptisé pour l'occasion Frontstalag 212, près de Metz, jusqu'à son évasion en décembre 1940.

Tout de suite après avoir obtenu sa naturalisation, Albert Goldman a fait son service militaire dans les chasseurs d'Afrique. À la déclaration de guerre, il est affecté au 2<sup>e</sup> dragons portés, 3<sup>e</sup> DLM (Division légère mécanique). Comme pour l'ensemble de l'armée française, les neuf mois de la drôle de guerre se passent sans combattre. En avril 1940, son régiment stationne près de Saint-Quentin. Comme Goldman est célibataire, il est un des derniers à partir en permission. Quand l'armée allemande attaque, il n'est pas là ! Les pertes dans son régiment sont sévères : les blindés sont toujours en contact avec l'ennemi. Quand il parvient à rejoindre ceux

qui restent, c'est déjà le repli. « Le jour, on tentait de contenir l'avance allemande, la nuit, on se repliait. Je me suis battu et j'ai été décoré de la croix de guerre sur le champ de bataille. » Au moment de l'armistice, les débris du régiment sont en Dordogne. C'est là qu'il est démobilisé.

Léon Habif, naturalisé en 1936, qui a « fait son régiment » en 1937-1938, est mobilisé dans un régiment d'infanterie alpine qui stationne aux avant-postes de la ligne Maginot. En 1939, il fait partie de ceux qui pénètrent en Allemagne, dans la forêt de la Warndt. « Il y avait des barbelés, mais pas de mines. » Ensuite, pendant toute la durée de la drôle de guerre, il stationne sur la ligne Maginot. « On lançait de temps en temps une grenade, c'est tout. » Et d'ajouter : « Notre régiment était bien équipé. On avait tout ce qu'il fallait, les skis, mais pas de montagne ! »

« Quand ça a commencé à aller mal, on nous a transportés sur les bords de l'Aisne. On s'est un peu battus et on a commencé à se replier sur Troyes. » Et il ajoute comme Albert Goldman : « On combattait dans la journée, on se repliait la nuit. » En route, ils mettent le feu aux réservoirs d'essence de Dijon.

Troyes est sous les bombardements. Le régiment se décompose. Habif se retrouve avec quelques dizaines d'hommes et des camionnettes de l'armée. Ils décident d'installer des fusils-mitrailleurs sur les camionnettes, de foncer dans Troyes en balayant d'une fusillade les Allemands qui s'y trouvent. Ils foncent. Mais ce sont les canons allemands qui les accueillent. La camionnette de Habif a réussi à passer de l'autre côté de Troyes, ils ne sont plus qu'une soixantaine d'hommes qui errent à la recherche d'un régiment introuvable et qui atteignent Montpellier. C'est là que Habif entend le maréchal Pétain annoncer qu'il a demandé l'armistice. Il ressent une immense tristesse. Démobilisé, il remonte à Paris.

Dans l'armée française, dans les régiments de marche des volontaires étrangers, dans l'armée polonaise de Sikorski, les Juifs se sont battus. Ils ont été pris dans le même désastre que l'ensemble de l'armée française, ont constaté la même incurie, la même absence de volonté de vaincre. Comme les autres Français, ils sont sonnés, frappés de stupeur, satisfaits aussi que la pagaille cesse, que tout rentre dans l'ordre. Ils n'ont pas encore pris conscience que cet ordre est l'ordre allemand.

Ceux qui ont combattu dans l'armée française sont démobilisés et remontent à Paris. Les volontaires étrangers qui ne sont pas allés au front, comme Jacques Farber, ou qui ont été blessés, comme Ilex Beller, doivent attendre leur démobilisation au camp de Septfonds. Pour l'obtenir, il leur faut montrer un certificat de résidence. Ceux qui n'y parviennent pas devront travailler dans les compagnies de

travailleurs étrangers, à la construction de routes notamment.

## Les débuts de l'occupation allemande

Le 10 mai 1940, l'armée allemande s'ébranle, franchit la frontière des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg.

Devant l'invasion, les autorités luxembourgeoises mettent à la disposition des familles des autocars afin qu'elles puissent quitter le pays. Évelyne (Myriam Müller), ses deux sœurs et sa mère les prennent pour rejoindre à Paris le père qui a fui l'avance allemande en Belgique. La famille s'installe dans un petit hôtel du 20<sup>e</sup>, rue Levert, dans le haut de Belleville, où les juifs réfugiés du Luxembourg sont nombreux.

L'attaque allemande a surpris tout le monde. Les juifs comme les autres s'étaient installés dans cette guerre immobile, cette guerre où rien ne se passait. La drôle de guerre, la *Sitzkrieg* – la guerre assise –, comme disaient les Allemands. Gronowski, réformé pour raisons de santé, reste à Paris, s'engage dans une usine-école de Puteaux pour y apprendre le métier d'ajusteur et « être en mesure de travailler pour l'industrie de guerre si le conflit se prolongeait<sup>1</sup> ». Pour gagner sa vie aussi, puisque ce permanent est maintenant privé du salaire versé par le Parti.

Victor Zigelman est en apprentissage chez un tailleur, un Bedziner – un originaire de Bedzin, une ville réputée, précisément, pour ses tailleurs, les meilleurs, dit-on, les plus rapides. Chaque matin, le garçon se rend dans un vieil hôtel de la rue des Archives où est installé l'atelier. Chaque matin, l'homme interroge son apprenti : « *Vos zoug't men in der gas ?* » « Que dit-on dans la rue ? » *Meyoupet*, mot-valise yiddish qui condense : « On parle des youpins, on s'en prend aux youpins. » Certains n'affirment-ils pas que cette guerre, qui n'en

est pas une, mais immobilise les hommes loin de leurs foyers, est une guerre pour les Juifs ?

Quand la mère de Paulette Shlivka apprend que son fils Robert, qui n'a pas 6 ans, souffre d'une primo-infection, elle n'hésite pas une seconde à l'envoyer, comme on le lui a prescrit, dans un sanatorium de Merlimont, tout à côté du Touquet. Le 8 mai arrive la première lettre. Tout va bien. L'enfant se soigne, se plaît.

Début juin, la rumeur de l'entrée imminente des Allemands enfle, accompagnée des propos les plus fantaisistes, précise Jeanne List. « Ils vont tout massacrer, mangent même les enfants. » Il faut partir. « Les Allemands arrivent, ça va se passer comme en Allemagne. Il faut partir », dit le père de Maurice Zylber.

Le mince filet de population qui avait commencé à quitter la capitale dès le début de l'offensive allemande en mai grossit brutalement. Paris a été bombardé le 3 juin et la grande peur s'empare des Parisiens. Mais comment quitter la capitale ? Le docteur Pierre Grinberg, président de l'Association des étudiants juifs, communiste notoire, est un privilégié. Il a un ordre de mission pour cinq médecins et leurs femmes. Il emmène avec lui Annette Centner, dont il a fait la connaissance peu de temps auparavant. Tranquillement, ils prennent gare d'Austerlitz le train pour Toulouse.

Le 9 juin, Victor Zigelman et sa famille prennent aussi le train ; pour Sens, où se trouvent déjà la grand-mère et une tante.

Jeanne List a des craintes pour sa sœur aînée – qui prendra après la guerre, quand elle commencera à publier, le pseudonyme de Lily Berger – et son mari Gronowski. Cet homme, un cadre du Parti suffisamment important pour que la direction ait jugé bon de l'envoyer, en 1935, soigner son pneumothorax dans un sanatorium de Crimée, suit sa seule impulsion, organise de sa propre décision son départ de Paris comme n'importe qui. Le parti communiste et son organisation juive sont décidément en état de total désarroi, entraînés dans la même panique et la même pagaille que l'ensemble des Français.

Jeanne, « l'intendante », comme Gronowski appelle sa belle-sœur, une femme dynamique à l'esprit entreprenant, indépendante (elle l'a prouvé en épousant, fait rare pour ce milieu, un communiste non juif, Brémaud, qui lui a appris le français dans *L'Humanité*), se procure le taxi du mari d'une de ses amies qui se trouve quelque part au front. Manquent l'essence et le chauffeur. Pour l'essence, Jeanne fait la queue, une queue qui s'étire sur plusieurs centaines de mètres le long du boulevard de Magenta. Le chauffeur ? Savoir conduire est exceptionnel à l'époque. Jeanne s'adresse à un autre non-juif de ses amis, Valle, un vieux syndicaliste du Nord qui habite boulevard Diderot. Il ne sait pas conduire, mais le boulanger...

Dans la voiture, un grand « taxi-transport », s'entassaient les Valle et leurs deux fillettes, la famille du boulanger – enfant, chat, cage aux oiseaux –, Lily Berger et Gronowski, la propriétaire du taxi, l'une de ses amies. Jeanne a préparé sa musette. Mais elle n'aime pas fuir, dit-elle, « même devant un chien ». Devant le taxi plein comme un œuf, elle leur dit : « Bonne chance. Je reste. » La voiture les mène jusqu'à Tours, où elle rend l'âme. Gronowski et Lily Berger prennent le train jusqu'à Niort et, « un peu honteux de leur fuite qu'ils considèrent déjà comme stupide<sup>2</sup> », ils attendent des nouvelles de Paris.

Chez les Zylber, la veille de l'arrivée des Allemands, le 11 ou le 12 juin, l'inquiétude est à son comble. On regarde ce que l'on peut charger dans la poussette du dernier-né. À 9 heures du soir, les enfants sont lavés, couchés. « Le lendemain matin, dit Maurice Zylber, on ne partait plus. Ma mère avait dit : “À quoi bon aller courir le monde ? On n'a pas d'argent, on ne peut rien emporter. S'il doit nous arriver quelque chose, que ça nous arrive ici.” Et comme elle était croyante, elle avait ajouté : “Si le Bon Dieu doit nous punir, c'est ici qu'il nous punira.” »

Paris s'est vidé. Les journaux ne paraissent plus depuis le 10 juin. Les spectacles et les cafés sont fermés. Le gouvernement a quitté la ville « sans préavis, presque à la cloche de bois<sup>3</sup> ». Paris a été déclarée « ville ouverte ». On ne s'y battra pas. Le 14 juin, 2 millions de Parisiens, les deux tiers de la population de la ville, sont sur les routes.

Pourtant, nombreux sont les Juifs immigrés comme les Rajman, les Lemberger, les Zylber, les Birenbaum, à n'être pas partis. Parce qu'ils sont las de courir le monde ? Parce que, contrairement à beaucoup de Parisiens, ils n'ont ni famille ni amis hors de la capitale ? Parce que, hors de la ville, c'est l'inconnu total ? Rarement en effet sont-ils allés plus loin que la pinède de Brunoy.

Le 13 juin, alors que le flot humain, où se mêlent automobiles, poussettes, bicyclettes, charrettes, s'écoule vers le sud, Jeanne List entend les marchands de quatre-saisons, revenant des Halles par le boulevard de Sébastopol, leurs charrettes chargées de bananes, s'époumoner : « Mangez des bananes pour que les boches ne les mangent pas ! »

Le 14 juin est une journée splendide. Maurice Zylber joue au bord du canal Saint-Martin avec d'autres enfants. Soudain, un cri : « Les Allemands ! » Tous les gosses lâchent leurs jeux, se précipitent place de la Villette (aujourd'hui place de Stalingrad) et regardent ébahis les casques, les fusils, les motos. « Je n'avais pas réalisé, dira-t-il, qu'ils venaient de gagner la guerre. »

Le même jour, Robert Birenbaum est sur sa bicyclette. La veille, le bruit a couru que des Allemands à moto sont arrivés à la mairie du 19<sup>e</sup> par la porte de la Villette. Des copains le préviennent : « Les



Allemands arrivent, ils descendent la rue de Flandre. » La petite bande remonte à bicyclette jusqu'à la place de la Villette, s'arrête sous le métro aérien. C'est là que Robert voit ses premiers Allemands. « Des soldats propres, bien habillés, bien rasés, montés sur de magnifiques chevaux et qui chantent formidablement. » Ils s'arrêtent sur la place. « Il y avait des tambours », précise-t-il. Une petite vieille avec son pot à lait marche sur le trottoir. On ne l'a probablement pas prévenue. Elle « les » voit. Un hurlement : « Ils sont là. » Elle se jette contre le mur, se tape la tête de désespoir. « À côté de nous, des jeunes filles de 16, 17 ans admirent ces beaux gars. Avec la mobilisation, il n'y avait plus d'hommes, commente Robert. On a regardé ça, pris nos vélos, on est partis. Mais le coup de la bonne femme au pot au lait, ça m'a fait un peu peur. » Tout de suite, se souvient encore Robert Birenbaum, les Allemands ont annoncé une distribution de soupe pour les Parisiens, rue de Kabylie, au coin de la rue de Tanger, près du dancing Le Tourbillon. Des gens disaient : « Les Allemands sont formidables. » Mais le père, revenu malade après un an d'armée – il a dû subir l'ablation d'un rein –, tremble comme une feuille.

Au 6, rue de Belleville, la famille d'Esther Rozencwajg est sur le pas de la porte et regarde les Allemands descendre de la porte des Lilas « sur leurs chevaux bien astiqués ». Les Rozencwajg sentent la tristesse les envahir. Avenue de Choisy, Bernard Bornstein contemple le même spectacle.

Jeanne List habite rue de Chabrol. Elle descend place La Fayette (aujourd'hui Franz-Liszt). « Les Allemands sont rasés de frais. Leurs chevaux reposés. Ils font le tour de la place pour impressionner les gens. C'était une parade. Les immeubles sont presque vides. Mais tous ceux qui sont restés sont au balcon, ils pleurent. » Ce jour-là, le lendemain peut-être, les Allemands achètent des bananes aux marchands de quatre-saisons qui se félicitent : ils sont corrects. Car les Allemands achètent beaucoup, payent scrupuleusement.

Maurice Zylber a regagné le salon de coiffure de ses parents. Un motard allemand pousse la porte de la boutique. Malgré la chaleur, il porte l'imperméable vert-de-gris qui lui descend jusqu'aux chevilles et qui deviendra rapidement familier aux Parisiens. Le père est blanc d'émotion. Le motard veut simplement qu'on le rase et lui coupe les cheveux. Il aimerait bavarder, mais le père, dont la langue habituelle est le yiddish, une langue très proche de l'allemand, fait semblant de ne pas comprendre. Presque toute la rue a le nez collé à la vitrine, ne perdant rien de la scène. La mère tremble. Ce jour-là, ils mettent les volets plus tôt, ferment la boutique avant l'heure habituelle.

Les parents n'ont pas dîné. Ils ont couché les enfants et se sont réunis avec les voisins de cette cour de la rue Vicq-d'Azir où habitent sept ou huit familles juives. La réunion s'est prolongée tard dans la

nuit. Maurice ne sait pas ce qui s'y est dit.

Et la vie a repris.

« La vie a repris », « la vie a continué », « rien dans la vie quotidienne n'a vraiment changé, en apparence du moins », disent tous ceux avec qui nous nous sommes entretenus.

Parfois, une angoisse familiale emplit tout le souvenir des premiers temps de l'Occupation. Robert Shlivka est toujours dans son sanatorium. Après le 10 mai, alors que les Allemands avancent inexorablement, c'est l'angoisse. Les nouvelles que les parents obtiennent du ministère de la Santé se contredisent : les enfants des sanatoriums de Berk et de Merlimont sont restés sur place. On les a embarqués vers l'Angleterre. On les a évacués dans la Sarthe. À l'annonce de l'entrée des Allemands dans Paris, Paulette Shlivka et sa mère décident de ne pas quitter la capitale. Le père part pour la Sarthe chercher l'enfant, n'imaginant guère dans quelle pagaille il sera pris. La moitié de la France, à cheval, à pied, à bicyclette, en voiture, poussant landaus d'enfants, divague sur les routes et les chemins que bombardent de temps en temps les stukas de la Luftwaffe. Quinze jours après, M. Shlivka est de retour. Il n'a pas trouvé l'enfant. À son tour, la mère a pris son bâton de pèlerin. L'armistice a divisé la France. Les trains s'arrêtent à Amiens, ville-frontière avec la zone interdite, ce *no man's land* entre la zone occupée par les Allemands et les départements du Nord et du Pas-de-Calais rattachés au commandement allemand de Bruxelles. À Amiens, cette femme au français trébuchant, à l'accent yiddish repérable par tous, se rend à la Kommandantur. Explique. On la refoule. Mais elle a vu les ruines de la ville bombardée et l'espoir s'éteint. Pourtant, quand le ministère de la Santé indique que des enfants sont rapatriés, la famille prend l'habitude de se rendre tous les jours à la tombée de la nuit à la gare du Nord. Un soir, alors que les trains sont déjà sur la voie de garage, ils aperçoivent au loin des petites silhouettes. Des enfants ! Et, parmi eux, Robert, avec une étiquette sur le dos portant son nom et son adresse et un panaris au doigt. Beau, bronzé, amaigri. L'enfant raconte les bombardements et comment on les cachait dans les dunes. Et aussi qu'il a découvert qu'il était différent des autres parce que circoncis : quand les Allemands venaient visiter le sanatorium, lui, on le cachait.

La vie a repris, dans l'illusion que rien n'est vraiment changé, malgré l'occupation allemande et le gouvernement de l'État français.

Les clients font leurs courses comme d'habitude à l'épicerie des Birenbaum. Le commerce marche bien, et même très bien. Il y a la queue tous les jours. Robert Birenbaum, en vacances puisque c'est l'été, aide ses parents. L'école de la rue de Tanger a été transformée en caserne et les soldats de la Wehrmacht qui y cantonnent fréquentent avec plaisir l'épicerie des parents de Robert, heureux de pouvoir parler

avec eux dans leur langue. Et ils paient scrupuleusement leurs achats. Le soir, Robert et ses copains se retrouvent près de la rue d'Aubervilliers, devant la gare, et discutent avec de jeunes Allemands. « L'ambiance était assez sympathique. »

Jacquot Szmulewicz ne voit aucune raison de s'attarder à Bordeaux puisque les Allemands occupent la ville. Son dernier petit travail, groom dans un hôtel de luxe, l'a mis en contact avec ceux qui partent et ceux qui arrivent. L'été 1940, il est de retour à Paris. Le père a rouvert la boucherie casher de la rue Bisson, à Belleville, et Jacquot travaille avec lui. Tous les copains sont là. Aucun problème particulier. Les Allemands sont gentils, aimables, peu présents d'ailleurs à Belleville. Les jeunes – Juifs de l'Est, Arméniens, Grecs, Français confondus –, ceux que l'on nomme ou qui se nomment eux-mêmes « les durs de Belleville », cavalent dans le métro, arpentent les Grands Boulevards, vont danser à La Java, rue du Faubourg-du-Temple. « On n'avait pas conscience, dit Jacquot, que l'Allemand était mauvais. »

Cet été-là, Jeanne List ne change rien à ses projets. Aoûst venu, elle rejoint sa meilleure amie, Thérèse Pierre, professeur de sciences communiste de la Marne déplacée à Carhaix, en Bretagne. Cette amitié est en apparence hors des milieux fréquentés habituellement par les juifs de l'immigration. Dans son récit, *Elles vivaient d'espoir*<sup>4</sup>, Claudie Hunzinger raconte le lumineux amour d'Emma, sa mère, et de Thérèse. Les deux jeunes femmes, Emma et Thérèse, se sont connues à Nancy, alors qu'elles préparaient le concours d'entrée à l'École normale supérieure de Fontenay, auquel elles ont échoué. L'année suivante, en 1930, elles habitent à Paris pour le préparer de nouveau. Elles veulent parfaire leur allemand et font la connaissance de Karl, « juif allemand, bolchevique, étudiant en sciences politiques ». Il devient « leur petit réfugié<sup>5</sup> ». Cette présence de Karl auprès des deux étudiantes, lui qui est juif, étranger et communiste comme Jeanne, permet de comprendre comment Jeanne a pu faire la connaissance de Thérèse et se lier avec elle de grande amitié.

Jeanne et Thérèse sillonnent la Bretagne en auto-stop. Une voiture de la Wehrmacht les prend, les conduit jusqu'au Mont-Saint-Michel. Le Mont-Saint-Michel fourmille d'Allemands. Elles ont du mal à trouver une chambre. Mais Jeanne n'éprouve aucune inquiétude, n'est pas effleurée par l'idée qu'on puisse s'enquérir de son origine. Et quand un soldat allemand décrète devant elles que les juifs sont tous malhonnêtes, que l'ouvrier juif lui-même est un voleur, Thérèse et Jeanne laissent dire, riant entre elles de ces absurdités.

Jeanne remonte à Paris à la fin de ses premières vacances de l'Occupation. Elle constate que la présence des Allemands a délié les langues. Au marché Saint-Quentin, les propos antisémites vont bon

train. « Ils auront chaud au derrière, les Juifs », ricane la crémillère. Elle ne reverra probablement plus Thérèse Pierre. Celle-ci entrera dans un groupe de Résistance du Front national de Fougères, la ville où elle enseigne, participera à l'organisation des FTP et se livrera à bien d'autres activités de résistance. Arrêtée par la Gestapo à Fougères, le 21 octobre 1943, elle fut « torturée et massacrée le 26 octobre 1943<sup>6</sup> ».

Ce déliement des langues est probablement dû à la présence des occupants. La presse ne se soucie plus des limites qui avaient été édictées par le décret-loi Marchandeau. Une des premières lois antisémites de Vichy, celle du 27 août 1940, abolit ce décret-loi du 21 avril 1939, qui l'était dans les faits depuis l'effondrement de l'armée française. En effet, Marchandeau, ministre de la Justice, avait fait adopter une loi punissant toute attaque par voie de presse « envers un groupe de personnes qui appartiennent par leur origine à une race ou à une religion déterminée lorsqu'elle aura pour but d'exciter la haine entre les citoyens et les habitants ». L'abolition de cette loi ouvre les vannes à un flux d'antisémitisme qui s'étale dans les colonnes des journaux français, se répercute dans les propos d'une partie de la population.

« On n'avait pas le sentiment que les choses allaient devenir très difficiles », dit Jacques Adler. Le père reçoit des lettres de Varsovie. Elles sont de plus en plus tragiques. « Ça nous faisait mal. On en parlait beaucoup à la maison. Mais on n'avait pas peur. » Le dimanche, la famille fait du lèche-vitrines sur les Grands Boulevards. La seule différence avec « avant », c'est la présence des soldats allemands, les drapeaux et les oriflammes à croix gammée sur les bâtiments. « Le seul grand problème, c'était le ravitaillement, dit Jacques Adler. Mais tout le monde faisait la queue. Les juifs n'avaient pas un destin séparé. Ils avaient froid, ils avaient faim, comme les autres Parisiens. » Le tissu manque, le père travaille peu. La famille vit au jour le jour, mangeant ses économies. Le père rencontre toujours ses copains bundistes et communistes. « Avec les communistes, précise Jacques Adler, c'était toujours le drame. Ils étaient toujours porteurs de nouvelles alarmistes, catastrophiques. On ne les prenait plus au sérieux. Quand ils parlaient de Vichy, et plus tard des Allemands, ça ne correspondait pas à la réalité de ce que nous vivions. Nous n'étions témoins d'aucune réaction, d'aucun comportement allemand regrettable. »

Une des constantes de la propagande communiste est le manichéisme. D'un côté le blanc, le bien, de l'autre le noir, le mal. Et ce noir n'est jamais trop noir. Quand le sort des juifs atteindra le malheur absolu, les communistes juifs n'auront pour le dire que des

mots hyperboliques, déjà utilisés, usés par les années de propagande auxquels beaucoup n'ajouteront plus foi, n'y voyant que les habituels slogans, comme dans la fable où, pour s'amuser, l'enfant crie au loup et que l'on ne croit plus le jour où les vrais loups l'assaillent.

Une ordonnance allemande, la première qui concerne directement les Juifs, datée du 27 septembre 1940, est rendue publique quelques jours plus tard. Comme toutes les ordonnances du commandement militaire allemand, elle n'est valable que pour la seule zone occupée. Elle donne une définition de qui est juif, interdit à ceux qui répondent à cette définition et qui sont en zone libre de revenir en zone occupée, ordonne l'apposition sur tous les commerces d'affichettes jaunes bilingues ENTREPRISE JUIVE – *Judisches Geschäft* et l'organisation d'un recensement par les autorités de police françaises. Quelques jours plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre 1940, le gouvernement de Vichy adopte en Conseil des ministres le premier statut des juifs, promulgué le 18 du même mois. Aucun de nos entretiens n'y fait allusion. Car le statut des juifs comporte essentiellement la longue liste des professions qui leur sont interdites : la haute fonction publique, l'enseignement, celles d'officiers de l'armée... Des professions pour lesquelles la nationalité française est requise, même si figurent aussi celles de la presse ou du cinéma. Or les immigrés juifs sont, pour l'essentiel, artisans, petits commerçants et leurs enfants ne sont pas encore en âge d'exercer un métier. C'est seulement après la guerre que certains deviendront à leur tour médecins, professeurs, avocats... Ainsi, contrairement à l'idée reçue, Vichy s'en prend, malgré les rares possibilités de dérogations et exceptions prévues dans le statut, d'abord aux Juifs français, intégrés depuis des générations dans le tissu social français et dont beaucoup se trouvent, dès octobre 1940, privés d'emploi et mis au ban d'une nation qui est la leur.

La loi antisémite et xénophobe adoptée par le même Conseil des ministres que celui qui a décidé le statut des Juifs le 4 octobre 1940, concerne les « ressortissants étrangers de race juive ». À dater de la promulgation de ladite loi, ces derniers *pourront* (c'est nous qui soulignons) être internés dans les camps par décision du préfet de leur résidence et, « en tout temps, se voir assigner une résidence forcée par le préfet de leur résidence<sup>7</sup> ». Loi grosse de menaces, mais qui ne fait qu'ouvrir pour les Juifs parisiens une possibilité future. Et le propre de l'homme est de réagir quand la menace est là, immédiate, à moins d'être encadré, guidé, éclairé par une organisation.

Or, en ce mois d'octobre 1940, les organisations d'immigrés sont peu présentes. Pourtant, Adam Rayski indique dans ses Mémoires : « Dès septembre 1940, la lutte reprints<sup>8</sup>. » Une lutte dont il ne précise ni la nature ni les objectifs, encore moins les conditions dans lesquelles

elle se déroule. Dans son ouvrage de trois cent quinze pages, Adam Rayski n'en consacre que huit à la période qui va d'octobre 1940 à juin 1941. Encore sont-elles centrées, pour l'essentiel, sur l'analyse de la ligne politique du PCF pendant ces quelques mois. Louis Gronowski, lui, y consacre trois pages. Cette période est vécue par beaucoup comme une parenthèse entre les débuts de l'occupation allemande et l'entrée de la Wehrmacht en Union soviétique.

Dès août 1940, Gronowski, de retour d'exode, obtient par l'intermédiaire d'un Yougoslave naturalisé un contact avec la direction du Parti dont il est coupé depuis la fin 1939, comme d'ailleurs bon nombre de communistes. C'est Maurice Tréand<sup>9</sup>, alors responsable de la commission des cadres et de la commission centrale de contrôle politique, qui lui donne la tâche de réorganiser la MOI. Si Gronowski donne des détails sur les gens qu'il contacte alors, il reste flou sur le contenu du travail qui leur est confié. Cette période est comme estompée des mémoires des dirigeants communistes. Peut-être parce qu'ils n'en retirent aucune fierté.

Irma Mico, communiste émigrée de Roumanie qui poursuit en France des études de pianiste tout en militant dans l'immigration roumaine, composée essentiellement de Juifs, a la mémoire moins courte. Dès son retour de l'exode, elle a repris contact avec ses camarades roumains. Elle fait partie d'un groupe de trois personnes. Ils ne se sentent ni légaux ni pourchassés ; simplement à part. Ils se réunissent, renouent les contacts perdus du fait de l'incroyable confusion qui a suivi l'invasion allemande, font de la propagande dans les milieux roumains. Propagande et réunions : deux activités de nature à restaurer la cohésion interne de l'organisation plus qu'à agir sur le cours du monde. Dans cette période, plus que jamais, « militer » s'utilise de façon intransitive, sans préposition. Le « pour quoi » et le « contre quoi » on milite s'estompent devant cette évidence : je milite, donc je lutte – les deux termes sont souvent synonymes –, donc j'existe comme communiste. Donc le Parti existe.

C'est dans cette même période que se reconstitue l'organisation juive. À la fin de l'été, en effet, les organisations d'aide des communistes, le dispensaire de la rue de Turenne que dirige Alfred Grant (de son vrai nom Simon Cukier), la cantine populaire de la rue de Saintonge ou le foyer ouvrier de la rue du Faubourg-du-Temple ont rouvert leurs portes. Alors que les communistes français entreprennent d'organiser des comités d'entreprise destinés à regrouper à la base des ouvriers, les communistes juifs qui ont été rarement, pour des raisons complexes, sociologiques et culturelles, des ouvriers d'usine créent une organisation fondée sur le même principe : Solidarité. Cette organisation vise à regrouper les communistes ou leurs sympathisants sur la base du lieu d'habitation qui est bien souvent, pour les Juifs,

leur lieu de travail. La première réunion, organisée par deux cadres de la MOI, Gronowski et J. Kaminski, a lieu en septembre 1940, en présence de responsables comme A. Rayski, Sophie Szwarc, Teszka Tenenbaum. En novembre 1940, il existe cinquante groupes de Solidarité à Paris, des groupes de trois ou quatre personnes. Si on se livre à une simple multiplication, on se rend compte que cela donne au plus deux cents adhérents à la seule structure communiste juive. Un chiffre dérisoire au regard des soixante-sept mille juifs étrangers recensés, mais un chiffre important, pourtant, si l'on considère que le milieu des juifs immigrés est relativement homogène, et qui correspond plus ou moins au nombre d'adhérents de la sous-section juive des années d'avant-guerre. Dès le début de la guerre, et ce sera vrai tout au long de ce conflit, les communistes juifs ne regrouperont qu'une frange infime de la population juive immigrée. « Solidarité, dit Adam Rayski, avait des fonctions très limitées. Dans ces temps, il n'était pas question de résistance. L'idée même de résistance n'existait pas. Solidarité était donc considérée comme une organisation d'entraide avec, bien sûr, des idées politiques sous-jacentes, comme dans les organisations de masse d'avant-guerre<sup>10</sup>. » A. Rayski ne précise pas ce qu'étaient ces « idées sous-jacentes ».

Irma Mico est une des rares à se souvenir du contenu des tracts que le groupe communiste roumain confectionnait en s'inspirant de *L'Humanité clandestine*. « Il n'y avait pas le mot "boche", dit-elle. Nous disions "les ouvriers et les paysans allemands" et parlions plutôt de fraternisation. Je vous défie de retrouver un document de l'époque comportant le mot "boche". »

Le défi qu'elle lance est difficile à relever en ce qui concerne l'organisation des communistes juifs. Nous n'avons pas retrouvé de documents pour cette période. Ont-ils été détruits ? Nous l'ignorons. « En raison des premières grandes arrestations opérées dans nos rangs par la Gestapo, les documents publiés d'octobre 1939 à juin 1940 et de juillet 1940 à mars 1941 n'ont pas été retrouvés », est-il écrit dans la présentation du recueil de tracts et de journaux clandestins publié par l'organisation des communistes juifs après la guerre<sup>11</sup>. Au blanc de la mémoire répond le blanc des archives communistes. Après l'entrée des troupes allemandes en Union soviétique, en juin 1941, quand la répression sera féroce, des juifs communistes seront guillotins, fusillés, déportés ; la presse clandestine témoignant de leur résistance sera, elle, pieusement conservée.

Ce double blanc est de fait éloquent, comme le sont généralement les silences. Tout autorise à penser que le contenu de cette presse gêne ceux qui l'ont rédigée ou diffusée et qu'ils l'ont fait disparaître une fois la guerre finie. Mais dans un même mouvement, ils ont besoin d'affirmer qu'elle a existé illégalement dès la fin 1939, comme de

prouver que, dans cette même période, les communistes juifs ont milité, lutté, résisté donc, malgré le pacte liant l'Union soviétique et l'Allemagne. Le tour de passe-passe est facile, tant, dans cette guerre, les termes « clandestins » et « résistants » sont proches, interchangeables parfois.

Des bribes de cette presse ont pourtant été conservées, qui pallient largement les trous de mémoire des anciens militants. Des extraits qu'Aron Beckerman, maroquinier, écrivain et communiste cite dans son Journal tenu pendant l'année 1940 ont été publiés dans le recueil dont nous avons parlé plus haut ; d'autres extraits très amples figurent dans une série de rapports de police que nous avons trouvés par hasard en feuilletant les recueils de tracts conservés par la Bibliothèque nationale et qui y sont parvenus nous ignorons par quelles voies.

« Paris, 22 octobre 1940, 8 heures du soir. *Unzer Wort* [Notre Parole], la publication clandestine juive a reparu, se félicite Aron Beckerman dans son journal rédigé en yiddish<sup>12</sup>. Un numéro 23 daté du 20 octobre. Quatre pages de textes avec beaucoup d'informations sur la situation actuelle. » Et les rapports de police successifs constatent : « L'ex-sous-section juive du parti communiste continue de faire distribuer dans la colonie juive de la capitale et de la région parisienne une feuille ronéotypée en langue yiddish intitulée *Unzer Wort* », et de citer des paragraphes entiers des numéros 21, 23, 28, 29, 31, 33, dont la parution s'échelonne du 29 septembre 1940 au 14 mars 1941. Une douzaine de numéros en six mois, deux numéros par mois en moyenne.

Le premier numéro dont nous avons connaissance par un rapport de police<sup>13</sup> célèbre le premier anniversaire de la victoire soviétique en Pologne. « Il y a un an que la guerre avec la Pologne a commencé. Après dix-sept jours de campagne, l'Armée rouge a occupé la moitié de la Pologne. Elle a ainsi délivré 12 millions d'hommes, des Russes blancs<sup>14</sup>, des Ukrainiens, des Juifs qui étaient sous le joug du fascisme polonais [...] » De quoi faire frémir n'importe quel Polonais !

« Partout, l'Armée rouge a été reçue en libératrice et les paysans et ouvriers polonais se sont portés au-devant d'elle avec des fleurs. » Tableau idyllique qui laisse rêveur quand on connaît le nationalisme ombrageux d'un peuple polonais qui a recouvré son indépendance vingt ans auparavant après avoir subi le joug russe pendant plus d'un siècle.

Aussitôt, explique l'article, « les Russes ont commencé à installer des usines, à distribuer des terres qui appartenaient aux riches pour les donner aux paysans et aux ouvriers ». Socialisation extrêmement rapide, peut-être brutale, dont certains Polonais rendront responsables les Juifs.



Depuis le mitan des années 1980, des historiens se sont penchés sur cet épisode particulier de l'histoire de la Pologne – de l'occupation soviétique de sa partie orientale fin septembre 1939 à l'invasion soviétique au début de juillet 1941 – et sur la place qu'il tient dans sa mémoire<sup>15</sup>. Oui, des Juifs de Pologne – et non les paysans polonais – accueillirent avec joie l'envahisseur soviétique. Ils venaient de subir une vague de révoltes paysannes qui déferla dans les confins orientaux durant ce mois de guerre que fut septembre 1939 et qui s'en prit aux Juifs. Pour ces derniers, « n'importe quelle autorité valait mieux qu'une anarchie en train de s'installer<sup>16</sup> ». Aussi, la protection soviétique sembla-t-elle à beaucoup de Juifs – ceux des quelque trois cent mille de la Pologne centrale qui fuirent vers l'Est comme ceux qui y résidaient – une protection contre le nazisme dont ils n'attendaient rien de bon. Et les autorités soviétiques interdirent les manifestations d'antisémitisme.

Le socialisme est donc apporté de l'extérieur par l'Armée rouge. En Pologne, Staline expérimente un nouveau schéma « révolutionnaire » : la « Révolution » n'est plus le fruit d'une dynamique interne, c'est un don de Moscou, sa contribution au bonheur des peuples. Et les communistes juifs comme les communistes français entérinent sans murmurer, avec enthousiasme même, ce modèle issu de la Révolution française : les armées de la République n'apportaient-elles pas la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, légitimant au nom du bonheur ce qui n'aurait autrement été que vulgaire guerre de conquête ? Ce schéma, Staline le généralisera après la guerre en construisant, grâce à l'Armée rouge, le camp socialiste.

Cet éloge est repris dans le même numéro du journal, mais cette fois dans sa version juive. Il s'agit de dénoncer l'antisémitisme des Polonais considéré comme atavique. Après la débâcle, des volontaires juifs ont été internés au camp de Septfonds, dans des conditions de vie et d'hygiène lamentables que dénonce *Unzer Wort*.

Nous sommes un million et demi de Juifs qui avons été maltraités par les Polonais et qui continuons à souffrir en France.

En Pologne, des milliers de Juifs ont préféré se réfugier en URSS et aujourd'hui, ils sont très heureux. Huit cent mille hommes, soit la moitié du peuple juif, ont déjà été libérés par la Russie et vivent maintenant dans la liberté, l'égalité et la fraternité.

La fête des peuples libérés par l'URSS est notre fête, et nous espérons que bientôt nous serons libérés à notre tour.

Vive la Russie soviétique ! La libération des peuples esclaves ! Par elle disparaîtront le fascisme et le racisme.

Si un certain malaise pouvait être décelé dans la presse juive au moment du pacte germano-soviétique, il s'est vite dissipé. En octobre 1940, la dévotion à l'égard de la politique de l'Union

soviétique est totale, la lune de miel entre l'URSS et l'Allemagne nazie n'entache en rien, si on s'en tient à la presse, l'image de la patrie du socialisme. Pour les Juifs, un seul pays sans « racisme », mot qu'ils emploient le plus souvent, indiquant par là qu'ils n'accordent pas généralement de spécificité à l'antisémitisme : l'Union soviétique. Pour eux, une seule solution : la révolution, fût-elle apportée de l'extérieur.

La situation internationale n'est pas le seul thème abordé par cette presse clandestine. Elle s'attache aussi aux difficultés de la vie matérielle.

« Avant l'hiver qui arrive, les cartes d'alimentation vont encore être diminuées. Il y aura beaucoup de malades, surtout parmi les enfants<sup>17</sup>. » Ces difficultés, explique *Unzer Wort*, sont dues aux spoliations opérées par l'armée d'occupation qui est mentionnée seulement dans ce cas, mais sans aucun qualificatif péjoratif. Car ce qu'affirme Irma Mico se vérifie : les extraits de journaux dont nous disposons ne comportent aucun terme se substituant au mot « allemand ». Ni « nazis », qui supposerait que l'on distingue entre les capitalismes un système différent – terme jamais utilisé par les Soviétiques –, ni « hitlériens », qui est celui qu'ils affectionnent avec celui de « fascistes » – lequel n'est pas non plus utilisé dans cette période –, ni « boche », ni « schleu », ni « frisé », qui impliqueraient la nécessité d'une lutte de libération nationale. Ces difficultés matérielles, précise-t-on encore, concernent l'ouvrier.

« Seul l'ouvrier souffre de privations, mais non le riche, car avec son argent ce dernier trouvera toujours ce qu'il veut [...]. Tout le monde spéculé actuellement, même les Juifs, et cela est très malheureux. »

Car, de même que la ligne générale du PCF pendant la première année d'occupation retourne à celle des années de la bolchevisation, « classe contre classe », avec pour objectif la prise du pouvoir de l'avant-garde organisée du prolétariat, de même la ligne politique de la sous-section juive isole les ouvriers juifs des autres Juifs. Il n'est plus question, comme dans la période du Front populaire, de « peuple juif ». Ainsi *Unzer Wort* s'en prend à *toutes* les organisations juives. Le rabbinat est accusé de soutenir l'internement des juifs dans les camps ouverts par Vichy dans la zone sud.

Il ne faut pas oublier l'attitude scandaleuse de certains chefs juifs, comme le rabbin de Toulouse, qui sont d'accord pour les camps de concentration et ont même adressé un appel aux juifs pour qu'ils s'y rendent volontairement.

[...] Ils ont prétendu que dans ces camps les juifs pourraient manger casher, ce qui est faux [...]. Ils ont même tendu la main aux fascistes et aux antisémites en France pour dresser les races l'une contre l'autre<sup>18</sup>.

Le Consistoire et « sa bande de réactionnaires » sont accusés de

« vouloir grouper tous les Juifs dans une seule organisation qui aurait pour but de donner des secours aux Juifs [...]. Lorsque les Juifs seront ainsi groupés, la Kommandantur pourra alors imposer une contribution sur chaque Juif, comme cela a été fait en Allemagne et en Pologne ». C'est ici la seule référence à l'Allemagne et à la Pologne, et elle n'est guère explicite. Le Joint et les sionistes, eux, « observent cela [la situation des Juifs dans la zone occupée] avec la plus complète indifférence<sup>19</sup> ».

Le Bund et la LICA ne sont pas épargnés. Il est question de la propagande qu'ils ont menée (sans que nous puissions savoir de quelle propagande il s'agit). « On peut voir à quelles bêtises cela nous a menés et nous ne leur pardonnerons jamais<sup>20</sup>. »

Car l'allié naturel des juifs, ce sont les ouvriers et les communistes français. Chaque fois que la presse communiste juive parle de l'oppression des juifs, elle met en balance la persécution à l'encontre des communistes ; comme s'il ne fallait jamais isoler un malheur juif.

Parmi les communistes condamnés par les autorités militaires se trouvent Félix Brun et Jean Duclos, tous deux invalides de guerre à 100 % avec de nombreuses citations. Jean Duclos perd maintenant en prison son deuxième œil et Félix Brun ne peut plus marcher...

Des centaines de volontaires étrangers qui se trouvaient en Algérie ont été envoyés aux travaux forcés en Afrique. On a dit qu'au bout de trois mois, ils seraient renvoyés en France, mais sept mois après, ils sont encore là-bas, sous un soleil torride [...].

À bas les camps de concentration et luttons pour la libération de tous les hommes politiques injustement internés<sup>21</sup>.

Ou encore, en janvier :

Il y a vingt-cinq mille juifs dans les camps de concentration et chaque jour la police vient en arrêter de nouveaux à leur domicile [...]. Il y a également dix mille Français dans les prisons et dans les camps. Ils se trouvent dans la même situation que les juifs<sup>22</sup>.

Et *Unzer Wort*, pour bien montrer que le capitalisme dont le nazisme n'est, somme toute, qu'un avatar, et qui ne fait pas, répétons-le, de différence entre ouvrier juif et non juif, raconte l'anecdote suivante :

Ces jours derniers, un ouvrier a été convoqué à la Kommandantur et on lui a proposé de travailler en Allemagne en lui faisant remarquer que s'il refusait il perdrait son chômage.

L'ouvrier ayant fait valoir qu'il était juif, un officier présent lui a répondu : « Pour le travail qui vous est destiné, les ouvriers juifs sont aussi bons que les autres. » Ainsi, on force les ouvriers à aller travailler dans des usines de munitions en Allemagne qui sont bombardées à chaque instant.

Le capitalisme, dès que cela lui profite, ne fait plus de distinction entre l'ouvrier français et l'ouvrier juif<sup>23</sup>.

Enfin, et c'est le dernier thème que ces extraits de presse abordent, la guerre.

L'analyse des communistes juifs épouse les méandres de la ligne du PCF. On retrouve l'accusation portée contre les capitalismes français et anglais d'être responsables de la guerre, alors que dans les années précédant 1939, l'Allemagne nazie était désignée comme l'ennemie de la paix.

Le capitalisme anglais et le capitalisme français voulaient faire la guerre contre l'URSS, mais ils n'y ont pas réussi.

La lutte de l'Angleterre avec l'Axe dure toujours.

L'aide de l'Amérique à l'Angleterre s'intensifie car l'Amérique ne veut pas que l'Axe gouverne l'Europe, de même qu'elle ne veut pas que l'Axe gouverne l'Asie.

Pourtant, il est suggéré que cette guerre n'est pas près de se terminer et que la France, malgré l'armistice, pourrait bien y être impliquée : « La guerre va s'étendre à beaucoup d'autres pays, même au peuple français qui sera encore amené à prendre les armes contre les Allemands. »

Cette guerre est analysée comme une guerre entre impérialismes. Le peuple français y sera entraîné (une simple éventualité inscrite dans le texte, sans qu'aucun appel à une quelconque lutte concrétise un combat futur) et fera en même temps sa révolution. Le modèle de la révolution bolchevique inspiré par Lénine (transformer la guerre en révolution) doit s'appliquer au monde de 1940.

La lutte du peuple chinois libérera la Chine de l'esclavage.

Cette guerre verra la fin du capitalisme<sup>24</sup>.

Une touche juive encore pour condamner l'Angleterre. Un petit article intitulé *Criminels* :

À Constanza, des sionistes ont organisé un voyage en Palestine composé de quelques bateaux devant transporter des Juifs chassés de différents pays par le régime hitlérien. La radio anglaise a annoncé que les autorités ne les laisseraient pas débarquer et qu'il en serait de même que pour le *Patria* [bateau transportant des émigrés juifs et coulé par les Anglais]<sup>25</sup>.

Ainsi, alors que cette presse est devenue pratiquement muette sur la situation des Juifs en Allemagne, alors qu'elle tait la mise en ghetto des Juifs de Varsovie, elle accuse, non sans raison d'ailleurs, les Anglais de tuer des juifs. À l'exception de la condamnation des camps de la zone sud – dont Vichy, rappelons-le, est responsable, et non les Allemands –, aucune mention n'est faite de la menace particulière que

l'occupation allemande fait peser sur les Juifs. La presse clandestine juive est *d'abord* communiste. Les problèmes juifs ne servent que d'illustration à la politique générale et ne sont pas pensés en soi. Dans ces circonstances, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'aucune consigne ne soit donnée quand une ordonnance du commandement militaire allemand impose le recensement des Juifs le 27 septembre 1940. C'est le contraire qui eût mérité la surprise.

Car les Juifs de la zone occupée doivent se faire recenser. Ce recensement atteste bien une rupture avec la culture républicaine. Depuis 1872, il est en effet interdit de porter sur les pièces administratives – état civil, recensement – une mention ethnique ou religieuse. La République ne différencie pas ses enfants. Ce que fait l'État français. La devise LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ a été remplacée par TRAVAIL-FAMILLE-PATRIE. Son emblème : la francisque, la hache franque, l'arme des conquérants qui furent la souche originelle de la noblesse française.

Le général de La Laurencie, délégué général du gouvernement de Vichy en zone occupée, a pour tâche de mettre en application l'ordonnance allemande et charge la préfecture de la Seine d'organiser le recensement dans les commissariats de quartier entre le 3 et le 19 octobre. Sur la carte d'identité est alors apposé un simple R (« recensé »), rassurant par sa neutralité, et non le tampon JUIF dont l'opposition fait l'objet d'une démarche ultérieure.

Dès le 3 octobre, les queues s'étirent devant les commissariats de police. Aucune organisation juive, qu'elle soit bundiste, communiste, sioniste, consistoriale, n'a donné consigne de s'abstenir. Aucune voix dans la Résistance française naissante ne s'est élevée contre une discrimination contraire à tous les principes égalitaires de la République. « Ils ont accepté le tampon sur leur carte d'identité – certains, pas tous, mais beaucoup – et puis ils ont accepté d'en faire un petit peu plus, et puis de céder encore, et de céder encore<sup>26</sup> », dira Simone Veil lors du débat télévisé du 6 mars 1979 qui suivra la diffusion à la télévision du feuilleton *Holocauste*. Peut-être n'a-t-elle pas tenu assez compte des diverses pénalités – amendes et peines de prison – qu'encourraient ceux qui se soustrayaient à ces décrets-lois.

Aujourd'hui, quand nous écrivons ces lignes, nous connaissons le processus qui conduisit à la mort quelque soixante-seize mille juifs de France, et nous voyons dans les diverses étapes : recensement, spoliations des biens, marquage par l'étoile jaune, internement, déportation... une logique inexorable. Car nous connaissons la fin de l'histoire. Or cette fin de l'histoire – c'est-à-dire la destruction des Juifs d'Europe – n'avait pas encore été décidée par les nazis et nul ne pouvait alors l'anticiper. Celui qui faisait la queue devant le commissariat de son quartier ne pouvait penser la chaîne implacable

qui, de là, conduirait vers Auschwitz.

Si les juifs avaient boycotté le recensement, chose impensable pour une population soucieuse de rester dans la légalité et de respecter la loi du pays dans lequel elle vit, on peut se demander quels moyens il aurait fallu mettre en œuvre pour les différencier de la population non juive. Cela n'aurait pu se faire qu'au prix d'un travail colossal et aléatoire, en consultant les archives consistoriales, en se livrant à des examens onomastiques, en s'appuyant sur la délation... C'est d'ailleurs ce qui s'est produit pour une partie des juifs, surtout après 1943.

Pourquoi les juifs se sont-ils fait recenser ? Comment ont-ils vécu cet événement ?

« C'était un choc terrible, dit Adam Rayski. On ne s'y attendait pas ; ça sentait le Moyen Âge. Ça nous rappelait l'Inquisition et toutes les humiliations et persécutions qu'on connaît<sup>27</sup>. » Cet homme, un politique, un cadre du Parti, qui parle après plus de trois décennies de « choc terrible », fait pourtant la queue au commissariat de police de son quartier, comme tout le monde, comme Gronowski.

Si Adam Rayski reçoit comme un « choc » l'ordre de se faire recenser, d'autres, comme les parents de Jacques Adler, de son nom Adlerstein, ressentent un simple malaise. Ils ne comprennent pas la finalité de ce recensement et en discutent. « Pourquoi veulent-ils savoir combien il y a de Juifs ? » Mais ils vont au commissariat. Le père n'a-t-il pas l'habitude de se rendre périodiquement au cinquième étage de la préfecture de police pour faire renouveler sa carte de séjour et son permis de travail ? Et au commissariat, c'est à la police française qu'ils ont affaire. Au petit flic familial qui fait traverser les enfants au passage clouté avec sa pèlerine et son bâton blanc. S'ils avaient été en contact avec les Allemands, peut-être...

Une amie de Léon Habif qui travaille à la mairie du 16<sup>e</sup> le met en garde : « N'y va pas. Il ne faut pas y aller. » Mais le père travaillait pour le chemin de fer en Turquie. Presque fonctionnaire. C'est un homme de devoir, qui a toujours vécu dans la loi. Il prend la carte d'identité de son fils et le fait recenser en même temps que lui.

Obéir à la loi ! C'est un des fondements de la religion juive. Richard L. Rubenstein écrit :

Il y eut, lors de l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis, une hideuse ironie dans le fait que la disposition qu'ont les Juifs à se soumettre à la loi contribua grandement à la destruction de leur communauté. Pendant des milliers d'années, les Juifs avaient été entraînés à obéir à la loi sans se poser de questions, dans tous les domaines concevables du comportement humain. Depuis la plus tendre enfance, des générations de Juifs avaient été habituées à se conformer aux règles religieuses et séculaires de leur société. La tendance à l'obéissance était chez eux quasi automatique<sup>28</sup>.

Une tendance que l'abandon de la pratique religieuse, qui remonte tout au plus à deux ou trois générations, n'a pu effacer, car « les masses comme l'individu gardent sous forme de traces mnésiques inconscientes les impressions du passé<sup>29</sup> ». Une tendance qui a aussi été transférée à la loi de l'État. *Dina de Malkhouta dina*. La loi du royaume est la loi. Cette maxime talmudique, les notables juifs l'avaient réaffirmée bien haut, en acceptant le cadeau que leur faisait Napoléon, celui de la citoyenneté française. Et ce sens de la loi, les immigrés, à l'exception d'une poignée de révolutionnaires qui sont de passage en France, l'intègrent vite, comme les Juifs français de longue date. À moins que ce ne soit la crainte : ils avaient tant de mal à obtenir leurs papiers qu'ils observaient scrupuleusement les lois.

Pour d'autres, il y va de l'honneur. « Pourquoi je n'irais pas me faire recenser ? dit Henri Krischer. De quoi j'aurais honte ? » Et il ajoute : « Je vivais dans une ville où on me connaissait comme juif. » Car beaucoup ont le sentiment que la dignité, la solidarité consistent à ne pas se dérober.

Lucy Prenant, la femme de Marcel Prenant, agrégée de philosophie, communiste, se déclare juive « alors que ni son nom de femme ni même son nom de jeune fille, Soto, n'étaient de consonance juive, et elle n'aurait certainement pas attiré l'attention si elle s'était abstenue de toute déclaration ». Quand son mari, atterré, lui demande pourquoi elle a pris cette décision, elle lui répond qu'elle « s'est solidarisée par dignité avec des collègues frappés par les lois raciales ». Et Marcel Prenant, dont l'autobiographie ne compte pas une ligne sur le sort des Juifs pendant la guerre, qui fut chef d'état-major des FTP, de commenter : « Il y avait à la fois de l'inconscience et la tentation absurde d'un défi lancé par le peuple élu à ses persécuteurs<sup>30</sup>. »

Peur des sanctions prévues pour qui ne respectera pas la loi ? Obéissance à la loi ? Sens de la dignité d'être juif, solidaire de son peuple ? Peut-être aussi mémoire inconsciente de l'attitude séculaire des juifs lors des persécutions pour qui « honneur et résistance » ne rimaient pas avec « lutte par la violence », mais avec « acceptation de son destin », fût-il la mort, sans jamais choisir la conversion, l'apostasie. L'autorité chrétienne, celle qui donnait le choix entre conversion et massacre, est remplacée par l'État. Et quand ce dernier demande à chaque juif de s'autodésigner, ne s'y refusent que quelques marginaux comme Gilbert Weissberg, qui n'a en France aucune famille et qui est, au demeurant, incapable d'expliquer son abstention.

Dans ce cas précis, être ou avoir été membre d'une organisation juive communiste ne donne aucune lucidité particulière. Être étranger ne confère pas davantage une aptitude particulière à se dérober spontanément à la loi. Au contraire, les immigrés ont une relation

quasi sacrée à des papiers qu'ils ont souvent eu beaucoup de mal à se procurer et qui leur assurent, dans leur pays d'adoption, sécurité et travail.

Dans le département de la Seine, 149 734 personnes sont enregistrées : 85 664 Juifs français, 64 070 Juifs étrangers. Un fonctionnaire, André Tulard, sous-directeur au service des étrangers et des affaires juives de la préfecture de police, est en charge du fichier, qu'on appelle parfois « le fichier Tulard ». C'est « un modèle d'efficacité et d'organisation<sup>31</sup> ». Chaque fiche bénéficie de quatre classements : par ordre alphabétique, par rue, par profession et par nationalité. « Il était tenu à jour en permanence. Des fiches de différentes couleurs distinguaient les Juifs français des autres... Les Allemands y avaient librement accès<sup>32</sup>. » C'est ce fichier qui servit aux diverses arrestations.

Le 18 octobre 1940, une deuxième ordonnance allemande concernant les Juifs indique que « pour les entreprises juives, il pourra être nommé un commissaire administrateur ». Le 12 décembre, les modalités de l'ordonnance sont précisées : « Les préfets et, pour Paris, le préfet de police seront autorisés à nommer les commissaires gérants pour les entreprises économiques juives. »

Par cette ordonnance, deux objectifs sont visés : le premier est tout simplement la spoliation des biens des Juifs. Le second vise à marginaliser les Juifs en les privant de leurs ressources. Les biens qui intéressent au premier chef les Allemands et Vichy sont ceux des « gros » : les Galeries Lafayette, la banque Rothschild, les avions Bloch. Mais les épiceries de Szlama Raczymow et de Birenbaum, le commerce de brocante de Krischer passent aussi sous tutelle d'un gérant « aryen ». Les Zylber reçoivent un jour la visite d'un monsieur, coiffeur de son métier, qui prévient le père : dorénavant, c'est lui qui gèrera l'affaire. « Mon père parlait mal français, mais il le lisait et le comprenait très bien. Il a tout de suite vu ce que cela voulait dire. L'homme lui a demandé de le raser. J'ai vu la main de mon père trembler. Mais ça s'est bien passé. Les deux hommes s'entendaient bien. » Parfois, du gérant, on ne connaît que le nom. Il ne met pas le nez dans ces petites affaires qui assurent tout juste la survie de ceux qui les possèdent<sup>33</sup>.

C'est cette ordonnance qui suscitera le premier texte antiraciste figurant dans le recueil *La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944*<sup>34</sup>. Ce texte s'intitule : « À bas les mesures racistes prises contre les petits et moyens commerçants juifs ». Il comporte six pages sous sa forme ronéotypée et existe aussi sous une forme imprimée, ce qui indique une plus large diffusion. Il n'émane pas de l'organisation juive, mais est signé par les « sections parisiennes du parti communiste SFIC ». Car à partir du pacte germano-soviétique, le PCF reprend le



sigle SFIC, Section française de l'Internationale communiste, abandonné lors du Front populaire. Datant des premiers mois de 1941, il éclaire la position générale du Parti à cette époque.

Annie Kriegel écrit que, pour comprendre ce texte :

[Il faut partir] d'une constante : la réprobation communiste de l'antisémitisme [...]. Dans la ligne du système d'idées issu des Lumières, le mouvement communiste avait entièrement refusé d'accorder – au contraire du populisme – des circonstances atténuantes à quelque forme que ce soit d'antisémitisme public et avoué. La formule massue qu'on se plaisait alors à répéter était celle que Staline avait lancée le 12 janvier 1931 : « L'antisémitisme, forme extrême du chauvinisme racial, est le reliquat le plus dangereux du cannibalisme<sup>35</sup>. »

Il faut le rappeler pour que l'analyse de ce qui suit ne soit pas interprétée à tort comme une forme sournoise d'antisémitisme.

Ce premier texte dont le thème est la dénonciation des mesures racistes de Vichy ne pointe aucune spécificité de la persécution antijuive, qu'il inscrit dans la lutte de classes. La bourgeoisie, en aryanisant le petit commerce juif, veut en réalité détruire le petit commerce au profit des oligarchies. Elle commence par les petits commerçants juifs, pour diviser afin de mieux régner. Les gros commerçants juifs, eux, s'en sortent. Ils ont les moyens et les solidarités nécessaires pour tourner la loi. « Pour les Rothschild, précise ce texte, les prête-noms ne feront pas défaut<sup>36</sup>. » Alors que, dès son début, la persécution ne se préoccupe pas de catégories sociales (les distinctions établies par Vichy le sont sur la nationalité et sa date d'acquisition, sur les services rendus à la France, jamais sur la richesse), le Parti communiste français et sa sous-section juive conçoivent les Juifs comme un ensemble traversé par des conflits sociaux. Et cette conception perdurera jusqu'à la Libération, ne sera pas entamée par l'évidence de son contraire. Elle sera juste déplacée. Quand la stratégie communiste sera celle du Front national patriotique, qui trace la ligne de démarcation entre le peuple de France et les collaborateurs, la stratégie des Juifs communistes plaquera cette même distinction sur la communauté juive : peuple juif opposé aux collaborateurs juifs, les *broïne yiddelekh*, les « Juifs bruns » de l'UGIF. Nous y reviendrons.

Pour le parti communiste, ce qui se passe en France est somme toute classique, connu jusqu'aux remèdes. « En Russie, sous le régime tsariste, la noblesse de l'époque fomentait les pogromes contre les juifs. En Algérie, les procolons en faisaient autant entre Arabes et juifs. Aujourd'hui, sous le régime de la "Révolution nationale", ce sont les pogromes organisés à coups de décrets<sup>37</sup>. » Une seule solution : l'expropriation sans indemnités des gros capitalistes, juifs et non juifs, au profit de la collectivité populaire, dans le cadre de la prise du

pouvoir du parti communiste qu'il juge prochaine. Les mesures antijuives ne sont pas dénoncées comme iniques, simplement comme antipopulaires et antirévolutionnaires, et le Parti appelle « les petits commerçants et artisans juifs à organiser la protestation contre les mesures d'exception, et les petits commerçants à ne pas laisser dépouiller le voisin sous prétexte qu'il est juif, car demain ce peut être [son] tour, les administrateurs aryens à refuser la gérance des entreprises juives, à "organiser la résistance" ». Or le mot « résistance » qui figure doit être pris au sens littéral d'« action par laquelle on essaie de rendre sans effet une action dirigée contre soi, action de s'opposer activement par une action contraire ». Et non au sens d'« opposition des Français à l'action de l'occupant allemand et du gouvernement de Vichy » (*Petit Robert*). Car d'opposition aux Allemands il n'est pas question. Irma Mico a, là encore, raison. Le mot « nazi » ne figure pas.

Ainsi ce texte présente-t-il deux aspects : une dénonciation des mesures racistes de Vichy, originale, il faut insister, dans l'ensemble d'une presse clandestine muette sur le sort des Juifs. Une analyse de ces mesures en utilisant la grille préfabriquée de la lutte de classes. Pour les communistes, les Juifs n'existent pas en tant que tels. En corollaire, l'antisémitisme n'existe pas en tant que tel, mais est, comme le souligne Annie Kriegel, une simple machine de division et de diversion<sup>38</sup>, masque, écran utilisé par les classes dominantes. La lutte contre l'antisémitisme s'inscrit donc dans la stratégie générale globale d'un parti qui, d'octobre 1940 à mars 1941, lutte contre Vichy en évoquant une éventuelle prise du pouvoir. Les larges extraits d'*Unzer Wort* dont nous disposons montrent que cette analyse est partagée par les Juifs communistes.

Intérieurement sur simple demande du préfet dans des camps, recensement des Juifs, aryanisation de leurs biens. Ces premiers textes sont rétrospectivement implacables. Mais, si ces premiers textes sont cruels, si à les lire ils donnent l'impression que rien pour les Juifs n'est déjà plus vivable, ils ne modifient que très peu une vie quotidienne rendue simplement difficile pour tous ceux qui vivent en France par le rationnement de la guerre dû en partie à la ponction sur toutes les ressources que pratique l'occupant allemand. Les enfants continuent d'aller à l'école, les hommes d'exercer tant bien que mal leur métier. *La vie continue*, même si, pour les pères et mères de famille, elle est lourde d'angoisse.

Cette relative quiétude durera jusqu'en mai 1941.

## 5

### Mai 1941 : un tournant

Ils ont 15, 16 ou 18 ans. Ils sont jeunes, pleins de vie. Certes, ils sont juifs, et le chef de leur famille a procédé à leur enregistrement comme tels ; mais ils ne vont pas passer leurs journées, leurs loisirs à laisser l'angoisse les envahir, à se lamenter sur la situation faite aux leurs, à imaginer des scénarios tragiques pour l'avenir. Ce n'est pas de leur âge. Ils aiment discuter de ce qu'ils pensent être le marxisme, évoquer la révolution et les lendemains qui chantent. Certains appartiennent aux Jeunesses communistes. Mais ils sont aussi les enfants du Front populaire et de la vie au grand air. André Chamson écrivait :

S'il nous fallait donner un visage au Front populaire, [...] ce serait celui d'un jeune homme bruni de soleil, aux muscles longs, habitué à la marche et aux morsures du ciel, à l'âme candide et pourtant sans naïveté, qui chante à côté d'autres jeunes hommes, semblables à lui-même et différents de lui comme des frères : « Allons au-devant de la vie / Allons au-devant du matin<sup>1</sup>. »

Ces jeunes chantent ce qui résonne à la fois comme le nouvel hymne du parti communiste et comme celui du Front populaire. Ceux qui le chantent ignorent probablement qu'il provient d'Union soviétique, écrit pour le film *Contre-plan* sur une musique de Chostakovitch, et que le pays du refrain (« Il va vers le soleil levant / Notre pays ») n'est pas d'abord la France, mais l'Union soviétique où s'était levée la grande lueur. L'eussent-ils su, ils n'en auraient probablement pas été gênés.

Dès les premiers beaux jours, ils quittent la ville, sac au dos, comme ils le faisaient au temps du YASK. Direction la vallée de

Chevreuse, le bois de Meudon ou celui de Saint-Cloud. Chacun part avec sa petite bande. Marcel Rajman, toujours flanqué du petit frère Simon, Sevek et Henri Kurchand, Jean Lemberger choisissent souvent la vallée de Chevreuse où un oncle Rajman loue tout l'été une grande villa qu'il sous-loue, chambre par chambre, à des amis juifs. Dans l'Yvette, Simon apprend à nager. Un incident survient pourtant en juillet 1940. Les copains ont planté leur tente dans une clairière, près de Villebon-sur-Yvette. Un régiment de cavalerie allemande passe, voit ces tentes, ramasse tous ces jeunes, les emmène au château de Dampierre. Vérification de toutes les identités. Après une attente qui leur semble durer des heures, ils sont relâchés ; et avertis : « N'y revenez pas. »

Il leur en faudrait plus pour abandonner leur activité favorite. L'extrême jeunesse est volontiers frondeuse, supporte mal les entraves à un plaisir jugé innocent, anodin et légitime. Ils prennent seulement quelques précautions. Et la bande à Rajman et les autres petites bandes, avec Victor Zigelman, Maurice Zylber, Paulette Shlivka ou Marguerite et Charles Wolmarck, Maurice Bursztyn et Anna, sa compagne, et bien d'autres continuent, chaque fin de semaine et à toutes les vacances, leurs virées à la campagne. « On est parti camper, précise Simon Rajman, jusqu'en 1941. Et même en août 1941 ! Du côté de Caen ! En pleine zone interdite ! On s'était trouvé un coin au bord de l'Orne, la tente planquée dans les arbres ! »

Et leurs activités politiques ?

Quand on les interroge, ils sont incapables de préciser quelle fut la nature de leur militantisme dans les mois qui précédèrent l'entrée de la Wehrmacht en Union soviétique. Ils fouillent dans leurs souvenirs avec une bonne foi, un désir d'honnêteté évidents, pour la plupart. Ils sont toujours avec les mêmes copains, ceux du *tsugubshul* ou du YASK, habitent les mêmes quartiers – Belleville, Nation –, se rencontrent pendant la semaine au coin de la rue, chez l'un ou chez l'autre. Ont-ils des réunions plus formelles ? Certains le pensent, sans certitude, comme ils supposent avoir distribué des tracts et peut-être collecté de l'argent pour Solidarité. Est-ce avant ou après juin 1941 ?

En avril-mai 1941, quelque chose bouge chez les communistes. En effet, comme l'explique Gabriel Gorodetsky, Staline s'inquiète des victoires de la Wehrmacht, notamment en Yougoslavie. Elle est désormais, presque intacte, le long de la frontière et préoccupe Staline, qui ne souhaite pas la guerre car il sait que son armée n'y est pas prête, tout en envisageant sa possibilité et en faisant tout pour qu'elle n'advienne pas<sup>2</sup>. L'Internationale communiste infléchit sa ligne politique. Dans son appel du 1<sup>er</sup> mai 1941, elle appelle pour la première fois « les peuples occupés à se libérer ». Pour la première fois, elle admet que « des îlots de guerre juste (en Yougoslavie

notamment) ont surgi au milieu de la guerre impérialiste qui tend à recouvrir le monde<sup>3</sup> ». « Le PCF va réagir promptement à l'infléchissement marqué par l'Internationale à la fin avril et au début mai<sup>4</sup>. » *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> mai amorce le virage. « C'est la fierté et l'honneur du parti communiste d'être traqué par les autorités d'occupation alors que les chefs de tous les autres partis vont chercher prébendes et directives à l'ambassade d'Allemagne. » Et : « Dès le 8 mai, *L'Humanité* titre en épigraphe : "Français, luttiez pour la Libération nationale." »

Les communistes juifs sont impatients de prendre leur place dans cette lutte nationale. Puisque le parti communiste s'oriente vers la constitution d'un vaste front national regroupant toute la nation, puisque le parti communiste s'emploie à regrouper tous les hommes capables de lutter contre l'envahisseur dans un front national, les Juifs doivent participer à cet effort, en créant eux aussi un front avec d'autres organisations juives, bundistes et sionistes notamment.

Et c'est effectivement dans les mois d'avril-mai qu'apparaissent les premières tentatives pour élargir l'organisation juive, la restructurer, y faire entrer de nouveaux membres. C'est aussi dans ces mois-là que des membres de la sous-section juive sont arrêtés pour la première fois. Et aussi, suivant une autre logique, du moins en apparence, que des juifs sont massivement raflés, pour la première fois, dans la zone occupée.

En avril 1941, Adam Rayski passe dans la clandestinité. Pour cet étranger, venu d'un pays où le Parti est semi-clandestin, le passage n'en est pas moins difficile. « Étrange sentiment que celui que vous éprouvez en regardant votre carte d'identité où il n'y a de vous que la photo. Tout le reste, nom, prénom, état civil, date de naissance (pourtant j'ai demandé qu'on mette la mienne), etc., n'a rien de commun avec vous, avec votre identité, c'est bien le cas de le dire... Apprendre tous ces renseignements et aussi ceux que comporte la feuille de démobilisation n'est pas impossible. La difficulté est plutôt d'ordre psychologique<sup>5</sup>. » Muni d'une nouvelle identité, détaché de la direction parisienne juive, il a pour mission de « regrouper les militants et sympathisants qui s'étaient dispersés depuis l'exode de Paris, en juin 1940, à travers la zone libre<sup>6</sup> ». Travail de commis voyageur qui le mène aux quatre coins de la France non occupée. À Montpellier, il retrouve son vieil ami Pierre Grinberg, qui est en contact avec des étudiants, surtout protestants. À Marseille, sans aucune difficulté, il retrouve des camarades étrangers installés aux terrasses des cafés du Vieux-Port et son ami l'imprimeur Jacques London, qui offre à l'organisation la ronéo de son unité, emportée avec lui lors de la débâcle. À Vichy, Adam Rayski récupère Haïm Slovès, avocat et écrivain, un des piliers de la sous-section juive avant

la guerre.

Adam Rayski est porteur aussi d'autres consignes : mettre en place un réseau d'évasion et d'hébergement pour les volontaires des Brigades internationales détenus depuis 1939 à Gurs, au Vernet et à Argelès. « Pour certains, dit A. Rayski, furent préconisés le départ vers leur pays d'origine et l'engagement volontaire pour le travail en Allemagne<sup>7</sup>. » Mais, comme Artur London dans *L'Aveu*, si A. Rayski précise que le passage des anciens des Brigades par l'Allemagne nazie leur fut reproché en 1952, lors des grands procès de Prague, Budapest ou Sofia, il ne s'étend ni sur les filières d'évasion, ni sur la signification de ces évasions, ni enfin sur la nature du combat que doivent reprendre ces révolutionnaires.

Pour la Tchécoslovaquie, rappelle Annie Kriegel, il existait trois filières :

La première passait par l'ambassade soviétique auprès du gouvernement de Vichy, laquelle délivrait des visas d'émigration en URSS aux invalides et cadres politiques des Brigades internationales ; la liste de ceux-ci était établie par les groupes de langue concernés sous le double contrôle du PCF et des représentants en France des partis correspondants.

Cette filière, dans l'état de nos connaissances actuelles, n'a apparemment été utilisée par aucun brigadiste du groupe juif.

La seconde filière était plus aléatoire : c'était, à Paris et dans les camps d'internement, le bureau de placement allemand qui recrutait de la main-d'œuvre pour le Grand Reich d'où l'on pouvait rejoindre le protectorat qu'était devenue la Tchécoslovaquie<sup>8</sup>.

Ou un autre pays. Ou encore s'évader lors de son passage à Paris, comme le fit Léon Pakin. La troisième filière, la Commission de rapatriement slovaque, ne nous intéresse pas ici.

Pendant qu'Adam Rayski sillonne ainsi la France, des militants juifs communistes sont arrêtés pour la première fois. De ces premières arrestations de militants, des noms de ceux qui les premiers sont tombés chez les communistes juifs, nul n'a gardé le souvenir. Les livres édités en yiddish par les communistes juifs recensant les héros de leur combat les ignorent, à l'exception d'un nom, Abraham Trzebrucki. Et ce sont encore les rapports de police qui comblent les blancs de la mémoire.

Nous avons consulté quatre rapports s'échelonnant du début du mois de mai au début du mois de juin 1941, établis par les Renseignements généraux.

Ces rapports<sup>9</sup> nous renseignent sur l'ampleur de la surveillance dont sont l'objet *tous* les milieux juifs (les sionistes, ceux de la LICA, etc.). En effet :

Depuis l'entrée en vigueur des prescriptions sur les Juifs et les biens israélites, la direction des Renseignements généraux s'est efforcée d'exercer un contrôle de plus en plus poussé des activités politiques et des activités des Juifs qui sont restés dans la capitale ou y sont revenus. De nombreuses recherches ont été effectuées, non seulement d'individus, mais également d'associations, de réunions déclarées ou secrètes.

Pendant le mois d'août, quelque cinq cents enquêtes furent effectuées. Environ cinquante anciennes organisations de soutien ou de solidarité, d'associations culturelles ou politiques furent soumises à un nouvel examen pour constater leur activité présente.

En outre, quelque deux cents patrouilles furent entreprises dans des locaux publics, cafés, restaurants, etc., pour découvrir des réunions secrètes.

Ce qui nous intéresse ici, c'est la surveillance des seuls communistes juifs :

Un certain nombre d'ex-membres de l'ancienne section juive du parti communiste ont diffusé parmi la colonie juive française et étrangère les résolutions de la III<sup>e</sup> Internationale. En particulier, ils ont tenté de salir l'autorité morale du maréchal Pétain. Dans ce but, des feuilles ronéotées en langue juive, portant le titre de *Unzer Wort (Notre Parole)*, ont été diffusées ou glissées sous les portes des appartements occupés par les juifs des arrondissements suivants : 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup><sup>10</sup>.

Ainsi, dans le contenu de ces tracts, les Renseignements généraux ne pointent qu'un élément : les attaques contre Vichy.

Pour prendre sur le fait des distributeurs de tracts et connaître leurs auteurs, est-il encore précisé, les surveillances ont été effectuées à proximité des locaux publics dans les 4<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> arrondissements. En outre, de nombreuses perquisitions furent effectuées chez les Juifs étrangers qui sont soupçonnés de faire de la propagande secrète communiste. Les perquisitions ont permis de confisquer des lettres en langue juive et des brochures révolutionnaires et même parfois des tracts favorables aux communistes et ainsi de découvrir une preuve de l'activité de ces milieux.

Et le rapport de police de préciser que les tracts saisis ont été imprimés avant le 1<sup>er</sup> avril 1941.

Ainsi, la mémoire de ceux qui affirment avoir milité avant l'entrée des Allemands en URSS est une mémoire fidèle. Ils ont probablement distribué ces tracts retrouvés par la police et recueilli de l'argent pour Solidarité : des talons de 5 et 10 francs retrouvés lors de perquisitions témoignent de la réalité de ces collectes. Mais ce qui n'est pas mémorisé, c'est le contenu des tracts ou des mots d'ordre. Et ceci, à de très rares exceptions près, est une constante pour toute la période de la guerre. Ceux avec qui nous nous sommes entretenus se rappellent, avec parfois un grand luxe de détails, la façon dont ils ont confectionné les tracts, les ont pliés, lancés, les lieux de cette activité

comme ceux du collage d'affiches. Leurs récits fourmillent d'anecdotes qui témoignent de leur peur ou de leur témérité, de leur chance surtout. Mais quand on leur demande ce qui était écrit sur ces tracts, ces affiches, c'est souvent le blanc. Un blanc si constant qu'il mérite qu'on s'y arrête, car il ne nous semble relever ni d'une occultation ni d'un refoulement, mais d'un autre phénomène. En ce qui concerne l'aspect pratique de fabrication matérielle et la diffusion de la propagande, une large marge d'initiative est laissée à chaque petit groupe. C'est dans ce domaine que le militant, le résistant, déploie son inventivité. Il est actif. Et ce qui est actif est mieux conservé dans la mémoire. Le texte du tract, le contenu des mots d'ordre, n'est pas élaboré par la base, mais vient de l'échelon supérieur. Cela n'est pas discuté, ne ressortit pas aux tâches imparties au simple résistant. C'est accepté, comme allant de soi. Passivité devant des textes à la rédaction desquels ils n'ont collaboré d'aucune manière ; c'est ce qui explique probablement qu'ils les ont oubliés.

Les premières arrestations ont lieu en avril 1941. Huit étrangers, indique le rapport de police<sup>11</sup>, sont arrêtés. Deux communistes, Abraham Erlichmann et Mordho Blat, sont mis à la disposition des autorités d'occupation qui les recherchaient. Quant au « Juif Isidore Fuhrer », il est mis en détention préventive « pour action commise contre le décret du 26 septembre 1939 » (décret interdisant le parti communiste) et infraction « contre l'ordonnance allemande du 27 septembre 1940 » (ordonnance portant sur l'obligation du recensement pour les juifs). Car c'est chez le « Juif Fuhrer » qu'a été trouvée la « machine à écrire de fabrication Hermès dont le clavier et les lettres sont en alphabet yiddish et le stencil qui a servi à la reproduction de la feuille *Unzer Wort* du 1<sup>er</sup> avril 1941 ». Et les Renseignements généraux signalent que la propagande communiste en yiddish s'est momentanément interrompue après la confiscation de cette machine.

On pourrait croire qu'Erlichmann, Blat et Fuhrer ont trouvé place dans le panthéon des héros yiddish de la Résistance. Il n'en est rien. Leurs noms ne figurent dans aucun livre, yiddish ou français. Ils auraient pourtant pu servir à illustrer la thèse qui tient tant à cœur au parti communiste, celle de « la résistance avant la Résistance », suivant l'expression employée devant nous par Simon Rajman, celle qui aurait débuté avant le 22 juin 1941. Comme si, inconsciemment, ceux qui ont pris en charge le souvenir de leurs camarades morts dans la lutte ne reconnaissaient le combat qu'après le 22 juin 1941.

Car ces premiers communistes juifs arrêtés ont aussi été parmi les premiers à payer de leur vie un engagement dont ils ignoraient qu'il les conduirait à la mort. Mordho Judka Blat, né le 17 avril 1909 à Opole, en Pologne, avait été arrêté le 29 avril 1941 à son domicile, au



8-10, impasse Dhéron, dans le 20<sup>e</sup> arrondissement parisien. Lors de la perquisition qui suivit son arrestation, la police trouva un exemplaire ronéoté de la feuille yiddish *Unzer Wort*, ainsi que de la correspondance qui fut qualifiée « de tendance communiste ». Pour l'inspecteur des RG, il était membre du parti communiste ; pour le brigadier-chef des RG Louis Sadosky<sup>12</sup>, c'était un « propagandiste communiste juif en relation avec d'autres propagandistes notoires ». Interné à la caserne des Tourelles, transféré le 24 juillet 1941 à Drancy, il fut désigné comme otage et fusillé au mont Valérien le 15 décembre 1941<sup>13</sup>. Dans le même groupe de condamnés, celui de Gabriel Péri, se trouvent aussi Albert Borenheim, né le 25 janvier 1916 à Varsovie, ancien des Brigades internationales en Espagne, domicilié rue Corbeau (aujourd'hui rue Jacques-Louvel-Tessier) à Paris, « propagandeur actif, distributeur de tracts », et Josef Fridman, né le 2 juin 1899 à Piatski, Pologne, domicilié 58, rue Crozatier à Paris. Léon Jolles, né le 15 octobre 1899, Juif de nationalité polonaise, et Yankel Minsky attendront le 21 février 1942 pour être à leur tour fusillés comme otages.

Or tous ces hommes furent arrêtés en mai ou au début de juin 1941.

« Différentes recherches ont permis de constater qu'une réunion secrète de propagande communiste a eu lieu le 15 mai dans l'immeuble 5-7, rue Corbeau<sup>14</sup>. » Un immeuble de cent soixante-huit logements d'une pièce, « le plus grand taudis de Paris<sup>15</sup> », dont les juifs qui l'habitent « sont connus pour leurs idées prosoviétiques ». Des tracts sont saisis : *Les conseillers de Pétain*, *Le 1<sup>er</sup> Mai de lutte*, *À bas l'antisémitisme*.

Mais Minsky, tailleur de profession, et Fridman, ébéniste, ont été arrêtés dans un autre immeuble, celui du 58, rue Crozatier, là même, rappelons-nous, où Simon Rajman enfant allait au *tsugubshul*. Cet immeuble fut donc un local communiste juif avant la guerre et connu comme tel, on peut raisonnablement le penser, par les Renseignements généraux. Lors de ces perquisitions et surveillances sont identifiés cinquante Juifs étrangers. « Actuellement, des recherches sont en cours pour examiner l'activité de ces étrangers. »

Ainsi, les communistes juifs sont facilement « logés », comme on le dira plus tard, par la police. Ils fréquentent les lieux habituels de leur activité militante, rencontrent les mêmes amis, arpentent les mêmes rues que pendant l'avant-guerre. Aucune trace d'effort, de consignes pour les éloigner de ces endroits connus de la police. La famille Lemberger et celle de Rajman continueront d'habiter la rue des Immeubles-Industriels, à deux pas de la rue Crozatier, jusqu'en juillet 1942.

C'est au cours de la descente de police rue Crozatier qu'est aussi

arrêté la seule de ces premières victimes dont le nom n'a pas été recouvert par l'oubli. Il s'agit d'Abraham Trzebrucki. Car il fut le héros involontaire de ce que l'on appelle aujourd'hui « l'affaire de la Section spéciale<sup>16</sup> ». L'itinéraire de cet homme se confond avec celui de bien d'autres. Celui de Jacques Farber ou d'Ilex Beller, par exemple. Même émigration de Pologne – il était né le 9 mars 1884 à Siedlce –, séjour en Allemagne où il travaille dans les mines. Passage clandestin en France, d'où il est expulsé une première fois. Retour à Paris sous une fausse identité, celle d'Adolphe Pivolski. Il fabrique des casquettes, des ceintures et des sacs à son domicile, au 14, rue Moreau dans le 12<sup>e</sup>, et les vend sur les marchés. Il adhère au syndicat CGT des casquettiers. De la femme avec laquelle il vit, il a deux garçons. Une vie somme toute banale de Juif immigré. Sa femme est arrêtée lorsqu'elle rend visite à Fridman et Minsky, des *Landsleit*, des « pays » de Mińsk Mazowiecki. On trouve sur elle des talons montrant qu'elle a donné de l'argent à Solidarité. Perquisition à son domicile. On y trouve d'autres talons. Abraham est arrêté, interné à la prison de la Santé. Le 9 juillet, de conserve avec ses « pays » Yankel Minsky et Josef Fridman – qui ont été, eux, internés à la caserne des Tourelles –, il comparaît devant la 12<sup>e</sup> chambre du tribunal de la Seine. Il est accusé d'« avoir souscrit et collecté diverses sommes en faveur d'organismes contrôlés par la III<sup>e</sup> Internationale ; étranger et ayant été expulsé de France en 1927, d'y avoir pénétré de nouveau sans visa ; d'avoir fait une fausse déclaration d'état civil et usage de fausses pièces d'identité ». Il est condamné à cinq ans de prison et réintègre sa cellule de la Santé d'où il est extrait six semaines plus tard. L'aspirant de marine Moser vient d'être exécuté par Pierre Georges, le futur Fabien. Et le gouvernement de Vichy, pressé par les Allemands, doit se montrer exemplaire dans la répression des menées communistes. Abraham Trzebrucki est choisi pour comparaître devant la Section spéciale que vient de créer le gouvernement de Vichy par la loi du 14 août 1941 et devant laquelle doivent être déférés « les auteurs de toutes infractions pénales, quelles qu'elles soient, commises dans une intention d'activité communiste ou anarchiste ». Loi – et c'est là que réside le scandale – dont l'application, au mépris du droit français, est rétroactive.

Ainsi Abraham Trzebrucki est condamné à mort le 27 août. Condamnation sans appel. Le lendemain, en compagnie des communistes André Brechet et Émile Bastard, il est guillotiné.

L'hommage qui lui est rendu dans l'ouvrage en yiddish *Combattants de la liberté*, édité en 1948 par la Commission intersyndicale juive auprès de la CGT<sup>17</sup>, est bref : vingt-deux lignes sur une demi-colonne et une photo. Pourtant, il comporte trois erreurs : Trzebrucki est qualifié d'ouvrier casquettier, alors qu'il est artisan à son compte. Il aurait été condamné à trois ans de prison pour

propagande antinazie, alors qu'il l'a été à cinq ans pour avoir collecté de l'argent au profit de Solidarité ; enfin, il nous est dit qu'il a comparu devant le tribunal de la Section spéciale avec le député Catelas :

« Le dirigeant ouvrier français et le casquettier juif furent guillotiné ensemble en août 1941. » Or, Catelas ne fut guillotiné que le 24 septembre 1941. Mais il fallait pour le symbole que l'obscur petit Juif partageât le même couperet que son camarade français pour que son nom entrât dans un livre.

Ceux de la rue Crozatier ou de la rue Corbeau, arrêtés à la même période et qui ne furent pas fusillés comme otages ou guillotiné, furent déportés dans les premiers convois qui quittèrent la France. Aucun d'eux n'est revenu.

Le sort de cette quinzaine d'hommes résume à lui seul celui des communistes juifs : la mort sous les balles allemandes, sous le couperet de la guillotine actionnée par le bourreau français et, pour la majorité d'entre eux, la déportation vers les « centres de mise à mort » (Raul Hilberg) où toute différence politique ou sociale s'abolit. Et dans un premier temps, avant l'essor de la lutte armée, le hasard seul préside au choix de ces morts : chacun de ces hommes aurait pu connaître le sort d'un autre.

Ce même mois de mai 1941, la police procède à l'arrestation d'un autre groupe<sup>18</sup>. Ce ne sont plus des adultes, mais de tout jeunes gens, des enfants presque. Cette fois, c'est la rue Basfroi, là même où se trouvait avant-guerre un des locaux du YASK, qui est visée. Au n° 20, la police arrête Nathan Prechner, né le 11 décembre 1926 à Paris. Il n'a pas 15 ans ! À son domicile, elle saisit « trente-huit tracts ou brochures en langue française, des feuilles ou brochures en langue yiddish éditées par le parti communiste et intitulé[s] *L'Humanité*, *La Jeune Garde*, le *Unzer Wort* du 1<sup>er</sup> mai 1941 et *À tous les ouvriers juifs* ». Nathan a sur lui huit talons de paiement communistes qui « permettent de constater le paiement des membres de la Jeune Garde ».

Toujours selon le même rapport de police, Nathan avoue que le groupe se réunit régulièrement chez lui ou chez un autre membre, Sali Dauman (elle a eu 15 ans le 3 février), qui habite au 18 de la rue Basfroi. Germaine Trugman, 16 ans tout juste, prend part à ces réunions. Le chef de ce groupe, précise le rapport, est « Cypa, Rachel Gluzman, née le 30 septembre 1921 à Równo, Pologne, de nationalité indéterminée » (c'est ainsi que la police qualifie les juifs que la Pologne a privés de leur nationalité avant la guerre). Et de retracer son itinéraire. Car à l'évidence, ces adolescents, probablement terrorisés, peut-être malmenés ou menacés, ont parlé.

Début 1939, Cypa Gluzman s'est inscrite à l'association sportive

du quartier du Père-Lachaise, la plus proche de son domicile puisqu'elle habite chez ses parents, 20, rue de Charonne. Association affiliée, comme le YASK, rappelons-le, à la FSGT, la Fédération sportive et gymnique du travail (80, rue du Faubourg-Saint-Denis.)

Cette dernière association était principalement composée de communistes. Là, Cyra Gluzman a noué des amitiés et lorsque la section pour les juifs du parti communiste décida de renforcer son activité au sein des jeunes, les chefs juifs ont pensé qu'ils pourraient utiliser cette Gluzman pour cela. Ainsi, un « responsable » lui rendit visite et lui demanda si elle accepterait de diriger une cellule pour, comme on le lui dit alors, participer au combat contre l'antisémitisme.

Gluzman Cyra Rachel fut présentée aux jeunes Prechner, Trugman et Dauman qui, pour leur part, avaient reçu la même visite. On décida que les réunions auraient lieu soit chez Prechner, soit chez Dauman, à l'insu de leurs parents et pendant leur absence, habituellement quand ils seraient au cinéma.

Le responsable communiste qui a organisé les réunions secrètes a attiré l'attention des membres de cette nouvelle cellule sur le fait qu'il s'agissait de réunions illégales et qu'il était absolument nécessaire de prendre autant de précautions que possible. Ainsi les personnes, apparemment deux femmes et un homme, qui étaient chargées des contacts avec les organes supérieurs s'annonçaient en prononçant un mot de passe fixé auparavant. C'était parfois le mot « pluie », ou bien le nom d'une fleur, d'un journal, etc.

À l'occasion de la première réunion de la cellule, une femme tint un discours sur les moyens de combat contre l'antisémitisme.

Il semble en effet que les idées communistes n'aient pas été discutées par les responsables au début. Plus tard seulement, des tracts et des brochures qui provenaient du parti communiste furent distribués aux membres de cette nouvelle cellule. Ensuite seulement, on leur a dit que le parti communiste ne « mangeait » pas du Juif et que c'était le seul mouvement à les défendre.

Les jeunes ont bien assimilé l'image de Staline selon laquelle « l'antisémitisme est la manifestation moderne du cannibalisme ».

Cette Gluzman a avoué en outre qu'elle avait eu d'autres rencontres avec des responsables du parti communiste avec qui elle avait étudié les directives de ce parti, qu'elle enseigna ensuite aux autres membres de sa cellule.

Nous avons cité presque intégralement ce rapport de police malgré sa longueur. C'est qu'il est précieux pour connaître les mécanismes qui ont fait adhérer les très jeunes aux organisations du Parti, mécanismes qui perdureront jusqu'en 1943.

Un des viviers du recrutement ? Les organisations sportives de la mouvance communiste. C'est probablement ce qui explique que les FTP de la MOI furent ultérieurement surnommés les « sportifs ». La méthode ? Un jeune est choisi qui n'a souvent ni exercé de fonction dirigeante ni même été militant avant la guerre. Aurait-il pu l'être étant donné son tout jeune âge ? Très vite des responsabilités, limitées certes, mais des responsabilités tout de même, lui sont données. C'est

ce qui explique un phénomène que nous ne comprenions pas au début de notre enquête : presque tous ceux avec qui nous nous sommes entretenus avaient été responsables ! Mais surtout, l'usage qui est fait de la lutte contre l'antisémitisme comme incitation première à adhérer à la politique globale du parti communiste.

Le nom d'une de ces jeunes a retenu notre attention : celui de Germaine Trugman. N'était-ce pas chez son père, David, que Gronowski, immigré en France de fraîche date, pas encore permanent de la MOI, avait trouvé vivre et couvert alors qu'il avait perdu son emploi à la suite d'une grève<sup>19</sup> ? Le frère de Germaine Trugman, Roger, fut un des dirigeants parisiens de la Jeunesse communiste juive jusqu'à son arrestation en mars 1943. Car, chez les juifs de l'immigration, on est souvent communiste en famille et convaincre Germaine Trugman n'a pas dû être, pour Cypa Gluzman, chose bien difficile. Germaine, internée à Fresnes, sera libérée après son procès. Elle passera en zone sud où elle sera arrêtée au début de l'année 1944 et déportée en mars 1944 avec ses parents.

Cypa Gluzman fut déportée à Auschwitz dans le troisième convoi qui quitta Drancy, le 22 juin 1942. Ce convoi fut le premier à emmener des femmes (soixante-dix) que l'on venait d'extraire du camp des Tourelles.

Le 13 mai 1941, dans l'après-midi, on frappe à la porte des Adler, des Farber, des Szmulewicz, à celle de l'oncle de Victor Zigelman. Un agent de police remet un billet vert, plié comme un pneumatique, sur lequel on peut lire :

Préfecture de Police

Paris, le 9 mai 1941

Monsieur ...

Adresse ...

Est invité à se présenter en personne accompagné d'un membre de sa famille ou d'un ami, le 14 mai à 7 heures du matin.

[Suit le lieu de la convocation : le gymnase de la rue Japy, le garage du 52, rue Édouard-Pailleron, la caserne des Tourelles, la caserne Napoléon ou celle de la rue des Minimes ou celle d'un commissariat de quartier.]

Prière de se munir de pièces d'identité.

La personne qui ne se présenterait pas au jour et heure fixés s'exposerait aux sanctions les plus sévères.

Pour le commissaire

Prière de rapporter la présente convocation<sup>20</sup>

Du fait de sa couleur, cette convocation est restée dans l'histoire sous le nom de « billet vert ».

« Les ressortissants étrangers de race juive pourront à dater de la promulgation de la présente loi être internés dans des camps spéciaux, par décision du préfet du département de leur résidence », énonçait le

décret du 4 octobre 1940, appliqué pour la première fois en zone occupée sept mois après sa promulgation.

Le 14 mai, tôt le matin, Jacques Adler et sa mère accompagnent le père, Szimon Aldersztein. La veille, il avait réfléchi à haute voix : « Je suis en France depuis 1923, en règle. Jamais d'ennui avec la police. J'ai payé mes impôts, me suis engagé. Si je n'ai pas été appelé, c'est parce que j'ai deux gosses. On va contrôler mon identité et après, je reviendrai. »

Une fois dans la cour, il apprend qu'il ne peut plus en sortir. Sa femme et son fils rentrent rue Saint-Claude, lui rapportent une petite valise avec quelques effets. Le père se veut rassurant : « On va nous emmener quelque part pour deux ou trois jours, et puis je rentrerai. »

La mère et les enfants sont tristes de l'absence du père. Inquiets, mais, Jacques le souligne, ils n'ont pas le sentiment de vivre le début d'une tragédie.

Le 14 mai 1941, dans la rue des Zylber, c'est l'émotion. Le père de Maurice, trop âgé, n'a pas reçu le « billet vert » qui convoque les ressortissants polonais juifs âgés de 18 à 40 ans et les ressortissants tchécoslovaques et autrichiens âgés de 18 à 60 ans. Mais les voisins sont nombreux à devoir se rendre dans l'ancienne maison des syndicats, rue de la Grange-aux-Belles. Ils y vont et c'est la rue qui leur fait un cortège. Quand les autobus quittent le lieu de rassemblement pour la gare d'Austerlitz où quatre trains spéciaux les attendent, ce sont des embrassades, des signes de main. Ce n'est qu'un au revoir.

De retour dans leur cour, Maurice entend un dialogue qui le glace entre les époux Carré et un de leurs voisins :

— C'est bien qu'ils soient partis. Ce sont des juifs et des étrangers !

— Mais ce sont des hommes !

— Ce n'est pas leur pays ! Ils ne fichent rien ! Ils vont enfin être obligés de travailler !

Pourtant, à peine vingt-quatre heures se sont écoulées et les épargnés de ces premières arrestations ont trouvé une explication dont la fonction est de les rassurer : par centaines de milliers, les soldats français sont prisonniers dans les camps allemands. L'été arrive, on manque d'hommes pour les travaux des champs. Et les Juifs vont les remplacer.

Ce mécanisme de défense, il faut le comprendre. Il s'agit de donner un sens à un événement incompréhensible – le départ des siens, des hommes qui gagnent la vie de leur famille –, de lui trouver une rationalité, ne pas envisager l'absurde qui engendrerait une angoisse intolérable. Travailler aux champs pour remplacer les hommes absents, c'est logique. Et cette logique trouve d'ailleurs en

apparence sa vérification : quelques hommes sont renvoyés chez eux, comme le père de Jacquot Szmulewicz, né en 1887 et que ses 55 ans mettent provisoirement à l'abri.

Jacques Farber, lui, ne s'est pas rendu à la convocation. Il pensera plus tard, sans en être sûr, que le Parti a donné l'ordre de s'abstenir. Peut-être trouve-t-il cette convocation étrange. Cela fait un an maintenant que les Allemands occupent Paris et la vie matérielle est difficile. Craint-il d'être interné et de ne plus pouvoir nourrir sa famille ? C'est possible, car ils sont nombreux, comme Jacques Farber, à enfreindre la loi. Sur les 6 494 convoqués, précise un rapport de police, 3 747 ont été arrêtés. Ils ont été « dirigés par quatre trains spéciaux sur les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande. Ceux qui, bien que touchés par une convocation, ne se sont pas présentés dans les centres de rassemblement feront l'objet de recherches ultérieures<sup>21</sup> ». Se sont ainsi dérobés 40 % des juifs, ils ont résisté, car « toute "résistance" est par essence une rétroaction dont l'objet qui la provoque commande la nature, la motivation et les fins<sup>22</sup> », explique Annie Kriegel.

Chez les Juifs, ces arrestations massives, les premières de la zone occupée, sont par métonymie appelées « rafle de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande », alors que ce n'est pas à proprement parler une rafle et que Pithiviers et Beaune-la-Rolande sont les noms des camps ouverts dans le Loiret, à une quarantaine de kilomètres d'Orléans, destination de ceux qui s'étaient spontanément présentés le 14 mai 1941 à l'heure dite et au lieu indiqué sur leur convocation.

Mai 1941. Premières arrestations de Juifs communistes ; premiers internements massifs de Juifs étrangers dans la zone occupée ; inflexion de la ligne politique du Komintern et de sa section française, le PCF. La simultanéité de ces événements est-elle un pur effet de hasard ? Des logiques indépendantes se croiseraient-elles ?

Le penser, c'est refuser de voir une évidence qui bouscule trop de certitudes pour les Juifs communistes qui se persuadent que leur salut a résidé dans l'entrée en guerre de l'URSS. En réalité, les choses sont, comme toujours, plus complexes. L'entrée en guerre de l'Union soviétique est bien le signe d'une victoire possible sur une Allemagne nazie dont rien, ou presque rien – car elle échoua à envahir l'Angleterre – ne semblait capable de stopper la conquête. Mais la destruction des Juifs d'Europe, la « solution finale », est liée précisément à l'entrée de Hitler en Union soviétique. Si Hitler creuse son tombeau en attaquant ce pays, il creuse en même temps celui des Juifs.

Les années 1980 ont été celles du débat passionné sur la datation possible d'une éventuelle décision de déclencher la « solution finale ».

Ce débat était en lien avec celui qui a opposé les « intentionnalistes », ceux pour qui « l'intention » d'éliminer la « race juive » en Europe tenait lieu d'explication du génocide, aux « fonctionnalistes » ou « structuralistes », qui voyaient dans ce même génocide le résultat de situations conjoncturelles, de politiques rivales des divers appareils d'un État, l'État nazi, qui est une polycratie. Nous n'entrerons pas ici dans ce débat. Tous les historiens s'accordent pour rappeler que si, dans son fameux discours du 30 janvier 1939, Hitler avait annoncé que dans le monde nouveau la race juive serait éliminée en Europe, il n'y avait pas alors de plan bien défini en ce qui concernait les moyens de cette disparition, ni même de définition de ce que signifiait « éliminer ». Les rouages se mettent en place et Raul Hilberg, dans son maître livre, *La Destruction des Juifs d'Europe*, en a analysé les étapes qui se succédèrent, en Allemagne d'abord, puis dans chaque pays conquis avec des variantes nationales : définition de qui est juif ; recensement ; mise à l'écart de la vie sociale et économique ; marquage ; concentration ; déportation vers les « centres de mise à mort ». Ces étapes furent celles de la persécution en France. Mais jusqu'en juin 1941, il n'y a pas de massacres ou d'assassinats en masse de Juifs. Dans les ghettos de Łódź, de Varsovie ou de Lublin, des Juifs meurent de faim ou de maladie. Mais on ne les tue pas systématiquement. Pas encore.

En décembre 1940, Hitler a signé la directive n° 21, c'est-à-dire le plan Barbarossa, le plan d'invasion de l'URSS, au mépris du pacte de non-agression signé au mois d'août de l'année précédente. L'assaut contre l'URSS est initialement prévu pour le 15 mai, le lendemain des premières arrestations massives de Juifs étrangers. S'il est retardé d'un mois, c'est que la Wehrmacht a dû se porter à la rescousse de son allié italien pour conquérir la Grèce et éviter qu'une tête de pont britannique ne s'installe en Méditerranée.

« L'invasion de l'Union soviétique et les opérations mobiles de tuerie qui suivirent les armées allemandes marquent une rupture dans l'histoire, écrit Raul Hilberg. Cette guerre-là ne fut une guerre classique ni par sa nature ni par ses objectifs<sup>23</sup>. » Les quatre *Einsatzgruppen*, ces « groupes mobiles de tuerie » selon l'expression de l'historien américain, constitués de SS et de policiers, opèrent sur les arrières de l'armée allemande, et avec la collaboration de populations locales, assassinent immédiatement les hommes juifs, ainsi que les commissaires politiques soviétiques, puis très vite les femmes et enfants juifs. C'est un génocide régional perpétré là où se trouvent les populations à éradiquer.

La première phase de l'anéantissement des juifs d'Europe accompagne donc l'attaque de l'URSS. Mais ses répercussions sont plus larges puisque les nazis peaufinent leur équation : juifs =



communistes = ennemis mortels de l'Allemagne à faire disparaître sous peine de voir l'Allemagne disparaître. L'élargissement de l'espace vital allemand à l'Est et l'anéantissement des Juifs sont indissolublement liés.

Dans le même temps, le parti communiste modifie sa ligne, son organisation juive élargit son recrutement. Car la ligne politique du Komintern s'est modifiée devant l'extension qui semble sans limites de l'empire hitlérien.

Peu avant l'arrestation de son oncle en mai 1941, Victor Zigelman est questionné par la militante communiste Anja Davidson, qui rend régulièrement visite à son père, lui apportant tracts et journaux, sollicitant sans doute de l'argent pour Solidarité.

— Et toi, tu es en contact avec l'Organisation ?

— Non, mais j'aimerais bien. Je ne vois plus que mes copains.

Et Anja Davidson de lui ménager un rendez-vous avec Roger Trugman, rue Basfroi, dans un petit atelier où travaille peut-être le père, David Trugman. Le rendez-vous n'a rien de clandestin. Chacun connaît le nom de l'autre. Se pose immédiatement le problème du local. Un autre oncle de Victor est prisonnier de guerre, dans un Stalag, quelque part en Allemagne ; la tante est restée en Auvergne, la chambre au 5 de la rue Sainte-Marthe est libre. Ce sera leur lieu de réunion. Victor Zigelman et son inséparable copain Marcel Cytryn se livrent avec enthousiasme à la tâche qui leur a été fixée : prendre contact avec tous ceux qu'ils connaissent et leur demander de l'argent. Ils commencent à quadriller les immeubles de Belleville. Rares sont ceux qui ne donnent pas un franc ou deux. Avec le recul, Victor juge aujourd'hui cette obole symbolique, mais la petitesse des sommes est compensée par le grand nombre des Juifs auxquels ils rendent visite.

À la suite des internements à Pithiviers et Beaune-la-Rolande, le Parti communiste français imprime un tract : *Brisons l'arme de l'antisémitisme. Unissons-nous*<sup>24</sup>. Il faut noter que ces arrestations n'ont guère ému la Résistance et que le parti communiste semble être le seul à manifester sa réprobation. A-t-il compris que les juifs feront des militants de choix ?

Ce tract dénonce « le Commissariat général aux questions juives, organisme d'importation nazie que dirige le cagoulard six-févrieriste Xavier Vallat qui a fait arrêter bestialement cinq mille travailleurs autrichiens, polonais, tchécoslovaques coupables d'être juifs. Cela s'est déroulé au milieu de scènes indescriptibles de séparation dont certaines ont été suivies de suicides ».

Cette dénonciation du Commissariat général aux questions juives est précoce, puisqu'il a été créé le 19 mars 1941, qu'il n'a encore qu'une existence de papier et ne joue aucun rôle dans les arrestations de mai. Ces arrestations par convocation se font dans un grand calme :

Les témoins des arrestations ne nous ont guère parlé des scènes évoquées dans le tract. L'adverbe « bestialement » et l'expression « scènes indescriptibles » sont inventions de propagande. Le livre de David Diamant, *Le Billet vert*, ne mentionne aucun suicide et le rapport de police qui rend compte de l'opération précise : « Les opérations n'ont donné lieu à aucun incident<sup>25</sup>. » Car de fait, les internés des camps du Loiret ont répondu à une convocation sans autre contrainte que celle de l'honorer.

Ce texte, comme les précédents, intègre le malheur des Juifs au malheur des hommes, traités comme du « vulgaire bétail, qu'ils soient juifs ou aryens ». Et de donner l'exemple des Alsaciens et des Lorrains « arrachés à leur sol natal et expulsés par dizaines de milliers », des chômeurs « contraints de quitter leur foyer pour aller travailler aux œuvres de mort dans les ports et aérodromes menacés des bombardements anglais », des jeunes chômeurs contraints de se rendre en Allemagne, « des deux millions de Français, pourtant aryens dans leur grande majorité », parqués dans des camps, des familles dissociées, des députés communistes déportés « dans les sables brûlants du Sud algérien, coupables d'avoir réclamé, dès le début d'octobre 1939, la convocation du Parlement pour y discuter la conclusion immédiate d'une paix juste et populaire ».

Il reste, on le voit, quelques séquelles de la ligne politique précédente : dénonciation indirecte des Anglais coupables de tuer par leurs bombes de jeunes chômeurs français ; rappel de l'idée que cette guerre n'est pas la guerre des communistes qui souhaitent la paix. Puis, le tract dénonce l'antisémitisme, « manifestation moderne du cannibalisme », avec toute une série d'images tournant autour de la faim. Antisémitisme qui ne touche pas tout le monde. Et de ressortir « l'inusable symbole » (Annie Kriegel) des Rothschild, car chacun sait que « les juifs riches continuent à toucher leurs coupons de rentes et leurs profits par l'entremise d'hommes de paille sur lesquels les capitalistes aryens ferment complaisamment les yeux ».

L'antisémitisme est toujours dénoncé comme divisant les travailleurs et faisant diversion. Suit l'inévitable exemple du paradis soviétique, « la Constitution stalinienne, la plus démocratique du monde, consacre la liberté des peuples dans l'égalité des droits et l'égalité en droit de tous les citoyens sans distinction de nationalité et de race ».

Le dernier paragraphe du tract montre de façon très nette l'évolution du PCF vers une ligne politique nationale. L'intertitre dans sa redondance se suffit à lui-même : « Français qui pensez français et voulez agir français, luttiez contre l'antisémitisme. » Il est repris dans le dernier mot d'ordre lancé par le tract : « Vive l'union de tous les Français qui pensent français et veulent agir en Français pour la

libération et l'indépendance de la France. »

Pour les communistes, pour les Juifs, pour les communistes juifs de la MOI, mai 1941 constitue bien un tournant.

## 6

### Avec l'URSS (juin-août 1941)

La nuit du 21 au 22 juin 1941, Maurice Zylber et ses copains dorment, lovés dans leurs sacs de couchage sous les tentes qu'ils ont plantées dans un camp des amis de la nature de la vallée de Chevreuse. Maurice Bursztyn et Charles Wolmarck sont probablement aussi en week-end. Ceux de juin sont les plus agréables. Les jours sont longs, les nuits tièdes. Ils ont chanté autour du feu de bois, goûté cette camaraderie autour de la flamme qui est le sel de leur vie.

Tôt le matin, Marcel Cytryn, Victor Zigelman, Henri Frydman, le « responsable », prendront le chemin du bois de Saint-Cloud. Ils n'ont pas l'équipement qui leur permettrait de passer la nuit dehors et ils appellent « camping » ce qui n'est qu'une journée à la campagne.

Gronowski et son épouse, Lily Berger, passent quelques jours à Brunoy, la « datcha juive », comme dit Jeanne List, la sœur de Lily, qui vient les rejoindre pour ce premier week-end de l'été, quoiqu'elle n'ait, dit-elle, aucun goût pour les concentrations de juifs<sup>1</sup>. Les Gronowski ont loué une chambre avec un coin cuisine : les tâches militantes ne sont pas absorbantes au point de ne pouvoir distraire quelques jours au Parti. La clandestinité n'impose pas que l'on s'abstienne de choisir comme lieu de villégiature celui que les Juifs immigrés préféraient et qu'ils étaient nombreux à fréquenter avant la guerre.

Le 22 juin à l'aube, un coup de téléphone réveille Staline. Joukov

lui annonce que l'URSS est envahie. Hitler vient de jeter sur le pays des forces considérables : trois millions d'hommes, appuyés par dix mille chars et trois mille avions, qui attaquent simultanément sur toutes les frontières : au nord avec l'appui des Finlandais, au sud avec celui des Hongrois et des Roumains.

En France, dans la journée du dimanche, la nouvelle de la mise en œuvre du plan Barbarossa commence à se répandre. Quand Henri Frydman, Marcel Cytryn et Victor Zigelman l'apprennent, c'est l'euphorie : Hitler va recevoir une raclée ! Bonheur pour Paulette Shlivka et ses copains. Maurice Zylber, qui est avec eux et qui, précise-t-il, ne milite pas encore à l'époque, se souvient : « On a chanté *L'Internationale*, sur la route, en pleine campagne. On n'avait plus peur de rien. »

Même joie chez Adam Rayski qui apprend la nouvelle le matin du 23 juin, à Marseille, en passant devant un kiosque à journaux du Vieux-Port. Les nouvelles circulent en apparence plus vite à Paris que dans la cité phocéenne :

Mon émotion fut de celle[s] que l'on ressent lorsqu'on est témoin d'un événement historique exceptionnel. Une surprise ? Pas tout à fait car, depuis des semaines, les journaux suisses en vente en zone libre faisaient fréquemment état des préparatifs d'agression contre la Russie [...] Une fois l'émotion passée, c'est avec soulagement que je remontai la Canebière [...] Le verrou venait de sauter. La vraie guerre commençait<sup>2</sup>.

Soulagement, sentiment de paix intérieure à l'idée de reprendre le combat antifasciste après la pause de deux ans due au pacte germano-soviétique ; certitude euphorique de la victoire immédiate. Un homme, un seul, semble-t-il, ne partage pas ces sentiments. C'est Gronowski. Jeanne List raconte :

Nous rentrions de notre promenade matinale dans la pinède de Brunoy pour déjeuner. Il devait être près de midi. Quelqu'un s'est alors porté à notre rencontre, gesticulant. Dès qu'il a été à portée de voix, il a crié : « Les Allemands sont entrés en Union soviétique ! » Lulke [c'est ainsi qu'on appelait Gronowski] est devenu blême. Il s'est tordu les mains, un geste qui lui était familier, en répétant : « Ils ne sont pas prêts à la guerre. » Et il nous a parlé, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant, de ce qu'il avait réellement vu en 1935, quand il avait séjourné six mois là-bas, soignant d'abord ses poumons dans un sanatorium de Crimée, et visitant ensuite le pays.

En proie à l'inquiétude, les Gronowski plient bagage. Retour immédiat à Paris, sans prendre le temps de déjeuner. Gronowski a suffisamment intériorisé les mécanismes de fonctionnement de son parti, section de l'Internationale communiste, pour savoir que l'agression contre la « patrie socialiste de tous les travailleurs, la plus grande conquête de l'humanité éprise de liberté<sup>3</sup> », cette agression

redoutée, présentée comme une menace terrifiante depuis la naissance de l'État bolchevique, impose aux communistes, là où ils se trouvent, des tâches et des devoirs nouveaux.

Je retrouvai Jacques [Kaminski] et Gérard [Artur London], membres de la direction de la MOI. Ils étaient au courant de l'événement. Nous décidâmes de prendre contact avec tous les secteurs et de déclarer une sorte de mobilisation générale<sup>4</sup>.

Et en effet, très vite, le 25 juin, les communistes juifs publient une édition spéciale d'*Unzer Wort* (*Notre Parole*). Édition en yiddish, comme à l'accoutumée, mais aussi une version en français, traduction de la première. En français. Ce fait mérite qu'on s'y arrête. L'existence d'une presse communiste en langue yiddish avait, répétons-le, un but fonctionnel. Elle ne devait pas servir à construire une quelconque identité juive ni à affirmer l'existence d'un peuple ou d'une nation juive. Elle permettait d'abord à ceux qui ne lisaient pas d'autres langues d'être touchés par la propagande communiste. Le Juif communiste francophone ne devait pas en théorie se soucier plus que n'importe quel militant de problèmes juifs. Pour lui, nulle littérature spécifique, mais, comme tout Français, l'accès à la presse communiste. En juin 1941, par le biais de cette publication, se confirme la politique amorcée en mai de la même année : attirer dans les rangs communistes des Juifs surtout issus de l'immigration en montrant que la situation politique du moment est pour eux une menace. Mais cette politique n'a rien de systématique. Il faudra attendre le 1<sup>er</sup> septembre 1941 pour que paraisse un autre numéro de *Notre Parole* en français.

Ce journal-tract (un recto-verso) titre sur la déclaration de Molotov : « L'ennemi sera brisé et anéanti. » Et annonce en sous-titre la bonne nouvelle : « L'Armée rouge repousse héroïquement l'attaque-surprise de Hitler et de sa clique sanguinaire et dégénérée. » Bonne nouvelle à laquelle fait écho un petit article de la page 2, « Un bon début » : « Dans les deux premiers jours de l'offensive allemande, les nazis ont perdu trois cents tanks et cent vingt-huit avions. Cinq mille soldats ont été fait[s] prisonniers [...] Il est plus facile de remporter des victoires sur le papier que sur le champ de bataille », conclut, sans ironie aucune, l'auteur de cet écho !

L'article consacré à l'agression de l'Union soviétique occupe les trois quarts de ce numéro spécial dont il est la raison d'être. Il insiste d'abord sur l'absolue fidélité de l'URSS au pacte germano-soviétique. « L'URSS n'a jamais dénoncé le pacte, fidèle à sa politique de paix. » Et plus loin, parlant des « valets dégénérés du fascisme pourri » : « Ils se sont jetés sur le bastion de la paix pour qu'il ne gêne pas par son existence les fauteurs de guerre. » Et d'expliquer longuement l'inéluctabilité de la victoire soviétique. « L'Armée rouge la plus

puissante, l'aviation rouge, les parachutistes, la flotte rouge la plus moderne par sa technique, et la plus clairvoyante par sa tactique... » Mais aussi, prophétise l'auteur de ces lignes, l'URSS vaincra parce que « les peuples que Hitler a soumis aspirent de toutes leurs forces à jeter bas le joug, parce que la classe ouvrière internationale défendra par tous les moyens sa patrie socialiste et luttera contre les agresseurs, parce que la colère gronde dans les couches populaires démocratiques de tous les pays, contre les crimes des bourreaux fascistes uniques dans l'histoire des peuples civilisés. »

Et les Juifs ? Où sont-ils dans ce journal juif ? S'inquiète-t-on de leur sort ? Ils sont très nombreux dans la partie orientale de la Pologne annexée par l'URSS en 1939 et dans les républiques-frontières directement exposées à l'avance allemande.

Il faut lire toute la première page, la moitié de la seconde, pour qu'on parle d'eux. Et là, rien de nouveau depuis 1939 sous le soleil communiste juif.

Le fascisme joue actuellement sa dernière carte, elle est perdue d'avance. Les derniers pas désespérés ne peuvent sauver le régime pourri. Sur ses ruines s'élèvera une ère de bonheur, de liberté pour tous les opprimés, l'ère du socialisme victorieux ! C'est *l'intérêt du peuple juif* [souligné dans le texte]. Les masses savent que dans la guerre se décide leur sort en tant qu'hommes et en tant que peuple : d'un côté leurs bourreaux qui sèment l'antisémitisme partout où ils viennent, de l'autre le pays où le peuple est libre et heureux. Ainsi elles lutteront ensemble avec les masses françaises contre la bête hitlérienne. Pour nous, c'est une lutte à mort.

Ce paragraphe qui ne fixe aucun objectif autonome à la lutte des Juifs présente toutefois une nouveauté par rapport aux documents précédents : l'introduction de l'expression « peuple juif ». Expression bien vague dans ce texte puisque, dans la version française du tract, l'opposition est établie entre les bourreaux nazis semant l'antisémitisme et l'URSS, dont *les* peuple est libre et heureux. De quel peuple s'agit-il ? Du peuple juif d'URSS ? Du peuple soviétique dans son ensemble ? La version yiddish, elle, n'est aucunement ambiguë : le pays où *leur* (celui des Juifs) peuple est libre et heureux (*Dos land vu zein folk iz glickler un frei*) est l'Union soviétique. Ainsi, il ne s'agit pas de sauver les juifs, mais de défendre l'URSS. À plusieurs reprises, d'ailleurs, le tract insiste sur ce point, puisant des références historiques dans « l'inoubliable histoire des premières années de la Révolution, quand les bolcheviques affamés et nu-pieds ont défoncé les armées de quatorze pays interventionnistes », et dans « les traditions glorieuses des héros de la mer Noire, avec André Marty ». Mais ce pour quoi les Juifs doivent se battre ressortit encore à la ligne politique de l'époque précédente. Il est de nouveau question, d'une part, de révolution socialiste, d'autre part, de la lutte pour des

revendications immédiates. Un petit article de la page 2 intitulé « À bas les camps de concentration » (il s'agit des camps de la zone libre, comme Gurs, et de la zone occupée comme Pithiviers et Beaune-la-Rolande) fait le bilan des exigences des familles des internés : allocations pour les femmes et les enfants, colis, visites, libération des anciens combattants des guerres de 1914 et 1940, meilleures alimentation et hygiène. Pendant que la presse communiste célèbre l'invincibilité de l'URSS et ses victoires, la Wehrmacht poursuit sa progression éclair, capturant les prisonniers soviétiques par centaines de milliers, s'emparant de milliers de chars et de canons.

Pendant le mois de juillet 1941 et la première quinzaine d'août, l'activité des jeunes juifs s'amplifie. Les distributions de tracts, les collages d'affiches semblent plus nombreux et plus agressifs. Simon Rajman raconte :

Après juin 41, Henri Kurchand m'a rendu visite. Il m'a dit : « Il faut que tu viennes avec nous. » Nous sommes allés au bois de Saint-Cloud avec Raymonde Royal, une copine du 10<sup>e</sup>. On a passé la journée à jouer comme des mômes et à discuter. La semaine d'après, j'avais rendez-vous avec sept-huit copains. J'ai fait mon premier lancer de tracts au château de Vincennes. Au métro. Dans la foule. Et puis, on a commencé à coller des affichettes que nous fabriquions nous-mêmes, avec une sorte de pâte à polycopier faite à partir de suppositoires à la glycérine achetés dans les pharmacies. L'encre à polycopier, la vente en était contrôlée à l'époque ; on m'a envoyé en voler deux bouteilles au Bazar de l'Hôtel de Ville.

Dans le même temps, des jeunes Juifs participent aux premiers groupes qui se donnent pour tâche le sabotage. Dans son ouvrage *Les Bataillons de la jeunesse*<sup>6</sup>, Albert Ouzoulias raconte que Charles Wolmarck, Samuel Tyszelmann, Élie Wallach ont dérobé le 2 août 1941 les premiers kilos de dynamite entrés en possession de l'organisation militaire naissante de la région parisienne. Aucun de ces jeunes n'a survécu à la guerre, n'a pu témoigner. Leur mort atteste le coût exorbitant en jeunes vies juives de ce combat.

Si les jeunes Juifs participent aux actions dirigées par l'organisation du Parti, il semble aussi que cet été-là ils prennent seuls des initiatives. Maurice Bursztyn, son inséparable ami Charles Wolmarck et leurs femmes Marguerite et Anna ont constitué, selon les termes de Maurice Bursztyn, leur « propre cellule ». « On faisait tout nous-mêmes. » Tout, c'est-à-dire la confection de l'imprimerie, les tracts, leur diffusion. Et Maurice est un véritable génie du bricolage. Le 14 juillet 1941, les quatre amis campent à Mennecy, en Normandie, là où ils allaient avec le YASK avant la guerre. Maurice et Charles distribuent leurs tracts, accrochent un drapeau « à la polonaise » à un croisement. « À la polonaise » : cette expression reviendra souvent, qui établit un lien, assure une continuité entre le militantisme de leurs



pères en Pologne et le leur. Le drapeau muni de crochets est lancé d'un geste adroit sur les fils électriques. Il faut une intervention des pompiers pour le décrocher.

L'été 1941, Jacquot Szmulewicz fréquente toujours sa bande, celle des « durs de Belleville ». Certains de ceux qu'ils appellent les « Juifs bourgeois » parce qu'ils ne sont ni de Belleville ni communistes, bien qu'ils soient issus de la même immigration et vivent dans des conditions matérielles difficiles, ont conservé les habitudes d'avant-guerre. L'après-midi, ils se retrouvent au square de la République ou dans les cafés de la place. Parfois, ils sont victimes d'attaques des Gardes françaises, un groupe antisémite créé par le journal « raciste ordurier » *Le Pilon*. Alors les gars de Belleville, Juifs et non-Juifs confondus, descendent des hauteurs et défendent « les petits bourgeois de la République ».

« Il y a eu plusieurs bagarres », précise Jacquot. Henri Michel, quant à lui, évoque celle du 27 juillet 1941 qui suivit la manifestation, la veille, de trois cents jeunes Juifs devant le siège des Gardes françaises, place des Vosges<sup>8</sup>. Là, Jacquot tombe nez à nez avec deux gars qui avaient été à « la primaire » avec lui et qui sont devenus Gardes françaises. Être de Belleville ne prémunit pas nécessairement contre l'extrême droite !

Jacquot insiste : il ne participe pas à ces bagarres en tant que militant communiste. Il n'appartient, à cette époque, à aucun groupe organisé. Mais dans son quartier, entre gosses de la rue, les rixes étaient continuelles. Si, lors d'une partie de balle, l'un d'eux était traité de « sale youpin », la bande fonçait sur l'auteur de l'insulte. Le même mouvement l'anime, l'animera toute la guerre : ne pas accepter l'agression, fût-elle verbale. Se battre physiquement.

Cet été 1941, le Parti communiste français a décidé de multiplier les manifestations, d'apparaître au grand jour. Les souvenirs de témoins sont souvent confus. Certes, ils se rappellent leur participation à ces manifestations de rue, mais ils sont incapables de se souvenir de leur date précise. Simon Rajman évoque l'une d'elles, au monument à la mémoire des Juifs orientaux engagés volontaires lors de la guerre de 14-18, rue de la Roquette. Ce monument avait été érigé au 84 de la rue, sur un terrain appartenant à l'Union culturelle sépharade. Inauguré par le président de la République Albert Lebrun en juin 1935, il a disparu, remplacé par une simple plaque, quand sur ce terrain fut érigée au début des années 1960 la synagogue Don-Isaac-Abravanel. Probablement le 14 juillet 1941, en quelques instants, une centaine de militants se rassemblent. Une protection a été organisée. Elle n'aura pas à intervenir. La manifestation se déroule sans aucun incident.

Celle du 13 août, écrit Ouzoulias, marque « une étape essentielle ». D'après son récit, la manifestation décidée par la direction des Jeunesses communistes était initialement prévue à la gare Saint-Lazare. Mais, la police étant au rendez-vous, le mot d'ordre « tous à Strasbourg-Saint-Denis » circula entre les militants. « À 19 heures, Olivier Souef, un des dirigeants des étudiants communistes, sort de la bouche du métro avec un groupe de jeunes et un grand drapeau tricolore. C'est le signal. D'autres jeunes viennent s'agglomérer autour du drapeau. » Parmi eux, Charles Wolmarck et Maurice Bursztyn, Jean-Claude Schwarz, Victor Zigelman et bien d'autres. Ceux qui militent dans l'organisation juive agissent alors au sein de la Jeunesse communiste. La manifestation se dirige vers la République. Elle ne va pas bien loin : à la hauteur de la porte Saint-Martin surgit un *side-car* allemand. Et c'est l'incident. Henri Gautherot, blessé, et Samuel Tyszelmann sont arrêtés.

Le lendemain de la manifestation, la « petite cellule » autonome composée de Charles Wolmarck et de Marguerite, de Maurice Bursztyn et d'Anna part en virée résistante en Normandie. Ils ont été autorisés à prendre quelques vacances par leur responsable, Lily Berger, qui leur a communiqué les mots d'ordre du moment. Ils ont chargé leur matériel sur leurs vélos : L'« imprimerie » fabriquée par Maurice, quatre mille cinq cents tracts, de la peinture et des pinceaux pour inscrire sur les murs des slogans conformes à la nouvelle ligne patriotique du Parti : MORT À L'ENVAHISSEUR, VIVE LA LIBERTÉ, LA VICTOIRE VIENDRA. Le 16 août, alors qu'ils sont sur le point d'arriver à Laigle, ils sont arrêtés par la brigade de gendarmerie de Verneuil-sur-Avre (Eure), « avisée par dénonciation anonyme que quatre cyclistes lançaient dans la rue de cette localité des papillons portant l'emblème de la faucille et du marteau ». Maurice a donc raison de penser qu'ils ont été donnés, facilement repérés grâce aux plaques minéralogiques que les vélos portent à l'époque. Les gendarmes qui les arrêtent sur la route stoppent un camion, chargent jeunes gens, matériel et vélos sur la plate-forme arrière. « À un tournant, raconte Maurice, j'ai balancé l'imprimerie, à un autre virage nous nous sommes débarrassés de la peinture. À chaque virage, on jetait. Quand nous sommes arrivés à Bernay, on n'avait pratiquement plus rien. » Sur leur rapport, les gendarmes ont écrit : « Quatre campeurs avec quelques tracts, un matériel ultra-moderne. » « Vous pensez, ajoute Maurice en riant, on avait une tente avec double toit. » Il ne dit pourtant pas que les gendarmes ont saisi sur la bicyclette de Marguerite Wolmark des papillons gommés portant des inscriptions parmi lesquelles FRONT NATIONAL CONTRE L'ENVAHISSEUR. VIVE LA FRANCE LIBRE, MORT AUX ASSASSINS HITLÉRIENS, L'ARMÉE ROUGE VAINCRA – LES SOVIETS PARTOUT !<sup>10</sup>

On nous a mis d'abord tous les quatre ensemble dans une cellule destinée aux clochards. On a eu tout le temps avant d'être séparés de mettre au point l'histoire qu'on allait raconter. On a passé huit jours à la maison d'arrêt de Bernay, puis on a été transférés à Évreux, aux autorités allemandes. Mais le juge d'instruction français a été chouette. Il n'a pas remis les tracts avec MORT À L'ENVAHISSEUR aux Allemands, seulement ceux avec VIVE LA LIBERTÉ et LA VICTOIRE VIENDRA.

De fait, ce ne furent pas huit jours puisque, dès le 18, les quatre jeunes gens étaient déférés au parquet d'Évreux et placés sous mandat de dépôt dans la prison de la ville. Puis leur dossier fut transmis à la Kommandantur de la ville.

À Évreux, Marguerite et Anna ont eu la chance de rester ensemble. Charles et moi, nous avons été séparés. Elles n'ont cessé de dire aux sept ou huit femmes qui partageaient leur cellule : « On ne sait pas pourquoi on est là. » Nous, on nous a menacés de mort. Mon père, Israël Bursztyn, fou d'inquiétude, s'est démené pour nous trouver un avocat. Notre défense n'a pas varié d'un pouce : à la sortie de Paris, on a été abordés par des types qui nous ont donné de l'argent pour transporter des tracts. À la mi-octobre, nous sommes passés devant le tribunal de guerre allemand qui nous a condamnés à cinq ans de travaux forcés.

Ils avaient réussi à blanchir Marguerite et Anna, qui avaient été relaxées en septembre. Puis : « Charles et moi avons été transférés, avec une dizaine d'autres détenus, au fort de Villeneuve-Saint-Georges transformé à l'époque en centre de tri pour otages. » C'était le 2 décembre 1941. Quatre jours plus tard, ils s'en évadaient.

En ce mois d'août 1941, pendant que Charles Wolmarck et Maurice Bursztyn font connaissance avec la prison, la répression allemande devient féroce, en représailles contre l'agitation communiste qui a suivi l'entrée de la Wehrmacht en URSS et qui cherche à compenser avec frénésie l'inaction des deux années du pacte. Charles Tillon écrit :

Déjà en juillet, les transports ennemis subissent vingt et une attaques (officiellement enregistrées), dont quatre à l'explosif et trois par déboulonnage. Des circuits téléphoniques sont coupés, des officines de collaboration détruites (boulevard des Filles-du-Calvaire, boulevard Saint-Michel, rue Voltaire)<sup>11</sup>.

Le 19 août 1941, le jeune tourneur sur métaux Henri Gautherot et Samuel Tyszelmann, un ami de Charles Wolmarck et d'Élie Wallach, arrêtés lors de la manifestation du 13 août, sont fusillés par les Allemands. C'est le prétexte que saisit Pierre Georges, le futur Fabien, pour commettre le premier acte de terrorisme individuel, l'exécution au métro Barbès-Rochecouart d'un officier de la *Kriegsmarine*, l'aspirant Moser. Acte commis pour l'exemple, pour entraîner les jeunes communistes à ce type de lutte qui leur est complètement

étranger. Acte dont la motivation exprimée par Pierre Georges est la vengeance.

« Titi est vengé », dira-t-il à Gilbert Brustlein qui l'accompagnait dans cette action. Car c'est en cultivant la haine, le désir de ne pas laisser le sang de leurs frères couler impunément, que le parti communiste amena ces jeunes à une action directe dont le coût humain fut lourd, mais dont le parti communiste tira, la guerre finie, un bénéfice indiscutable, intangible, auréolé qu'il fut du martyre de ces jeunes.

Entre le jour où Samuel Tyszelmann, premier jeune Juif résistant à trouver la mort, est fusillé et celui où Pierre Georges abat l'aspirant de marine Moser, les Juifs de Paris connaissent leur deuxième grande épreuve, la « rafle du 11<sup>e</sup> arrondissement », restée aussi dans les mémoires, toujours par métonymie, sous le nom de « rafle de Drancy ». Les raisons données par les autorités allemandes, dans une logique qui unit avec une constance infaillible juifs et communistes, ce sont encore les représailles contre l'agitation communiste. Car toujours il faut faire payer les Juifs. Mesure qui s'inscrit par ailleurs dans le projet de rendre l'Europe de Hitler *Judenrein*, « propre » de juifs.

Dans une lettre qu'il adresse au préfet Ingrand, le directeur adjoint du cabinet du préfet de police rend compte des mesures prises pour procéder aux arrestations qui visent, cette fois, la population juive masculine adulte du 11<sup>e</sup> arrondissement.

1. Bloquer le territoire du 11<sup>e</sup> arrondissement dès 5 h 30 du matin en cernant notamment toutes les voies y aboutissant et en maintenant fermées toutes les stations de métro de la circonscription.

2. Procéder entre 6 heures et 14 heures à l'arrestation de tous les israélites de sexe masculin, âgés de 18 à 50 ans, à l'exclusion des personnes de nationalité américaine.

Indépendamment des arrestations sur la voie publique, il était prévu une perquisition domiciliaire dans chaque immeuble. Selon les listes données par les autorités d'occupation, conformément aux indications du fichier central israélite, les arrestations devaient s'élever au nombre de 5 784.

Les effectifs mis en œuvre devaient être composés d'officiers, de sous-officiers de l'armée d'occupation encadrant 2 400 inspecteurs, gradés et gardiens de la préfecture de police.

Enfin, les israélites arrêtés devaient être centralisés au siège des commandants des quatre quartiers de l'arrondissement et immédiatement dirigés par autobus au camp d'internement de Drancy, mis à disposition par les autorités occupantes<sup>12</sup>.

Mais le rapport précise qu'il n'y a eu « que » 2 894 arrestations (la moitié du chiffre prévu !), que la surveillance de l'arrondissement

continue, que les opérations doivent se poursuivre dans les 10<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements. Car malgré l'idée reçue, les Juifs ne se laissent pas prendre si facilement dans la nasse. Le 25 août, le rapport conclut : « 4 230 juifs sont internés à Drancy », qui inaugure ainsi sa fonction de rôle de camp d'internement pour juifs après avoir servi de *Frontstalag* pour des prisonniers de guerre anglais et français. Les arrestations, pour atteindre ce chiffre, ont débordé le XI<sup>e</sup> arrondissement. Une noria d'autobus déversent leurs cargaisons de Juifs dans la cour de la cité-jardin inachevée. Rien n'a été organisé pour les accueillir, les loger, assurer un minimum d'hygiène et les nourrir. Les premières semaines seront les plus terribles<sup>13</sup>.

Ce jour-là, parmi les juifs internés à Drancy (une moitié du chiffre prévu, rappelons-le) figurent nombre de communistes ou de sympathisants, arrêtés chez eux ou dans la rue ; banalement, comme les autres, ceux que précisément les communistes jugent avec un peu de mépris dénués de « conscience politique ». Parmi les premiers, le compagnon de Teszka Tenenbaum et celui de Sophie Szwarc, communistes déjà en Pologne, actifs dans l'immigration en Belgique ou en France ; Israël Bursztyn, le père de Maurice, administrateur de la *Presse nouvelle* avant la guerre, qui connut la prison en Pologne ; le père de Victor Zigelman ; ceux de Marcel Cytryn et de Simon Rajman. Victor se souvient que, sitôt son père arrêté, il courut prévenir le père de son ami Marcel Cytryn : « Ils arrêtent les juifs. Il faut filer. » Mais le père de Marcel, un militant communiste pourtant, a préparé sa valise ; il attend, refuse de fuir. Si le père de Jean Lemberger est épargné, c'est qu'il n'est pas chez lui quand la police frappe à la porte. Jean est arrêté à sa place.

Aucune « conscience politique » n'a protégé les communistes du malheur commun aux Juifs. Pourtant, chez ceux que nous avons interviewés, dont beaucoup ont quitté le Parti depuis de très longues années, subsiste le sentiment d'une supériorité qu'ils énoncent en reprenant précisément cette formule de la plus pure langue de bois qu'ils ont par ailleurs abandonnée : « Nous étions politiquement conscients. » Ils ont oublié ceux des leurs, non moins « politiquement conscients », arrêtés, déportés. Ils confondent deux choses : avoir eu à leur disposition, à chaque étape de leur vie militante ou résistante, une grille politique d'explication du monde et des événements s'y déroulant, fournie tout élaborée, toute mâchée par la direction de leur organisation, et la véritable intelligence des événements, en particulier celle de la persécution des Juifs, des prémices de leur extermination, intelligence qu'ils ne possèdent pas plus que les autres. C'est net en août 1941, comme cela l'était en mai 1941. De très nombreux Juifs ont échappé à l'arrestation en se cachant ou en quittant Paris pour la zone libre, d'autres se sont fait arrêter sans que la ligne de partage

entre les deux groupes passe par la sensibilité politique.

Août 1941 est décidément un mois fertile en événements pour les Juifs en général, pour les Juifs communistes en particulier. Car le 24 août 1941, à 18 heures, Radio Moscou diffuse une « émission destinée aux juifs du monde entier<sup>14</sup> » dont la presse communiste juive se fait l'écho, en français et en yiddish. L'importance de cette émission est considérable. Ni les historiens ni ceux qui ont rédigé leur autobiographie n'ont mis en relief la portée de l'appel lancé ce jour-là par l'écrivain yiddish David Bergelson. Pourtant, s'il y eut une organisation séparée de FTP-MOI juive, si de jeunes juifs furent recrutés séparément, organisés dans l'Union de la jeunesse juive alors qu'ils étaient français, ne lisaient pas pour la plupart le yiddish même si parfois ils le parlaient, les raisons n'en sont pas à rechercher dans une dynamique interne au mouvement juif, mais dans une impulsion donnée de l'extérieur.

*Unité de tous les juifs contre l'hitlérisme.  
Pour que vive le peuple juif.*

C'est le titre du tract (le deuxième en langue française) qui rend compte de cette « émission historique à Radio Moscou ». Titre radicalement nouveau. On s'adresse aux Juifs seuls. On parle de leur destin tragique, sans le noyer, comme précédemment, dans la longue liste des malheurs qui frappent tous les damnés de la terre.

Le sanglant Hitler veut exterminer tous les peuples qui refusent de subir son esclavage. *En premier lieu<sup>15</sup>*, il cherche à *anéantir* notre peuple et nous constatons avec douleur que l'ange de la mort exécute son plan avec une précision implacable dans les pays où le fascisme a réussi à instaurer son affreuse domination, en Allemagne, en Pologne, en Autriche, en France, en Belgique, en Hollande, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, etc., là où vit une grande partie de notre peuple.

Si pour tous les peuples opprimés l'hitlérisme est synonyme d'esclavage, de persécution et de guerre, il signifie pour nous, Juifs, une *extermination complète<sup>16</sup>*. Récemment, la kommandantur de Łódź a convoqué le chef de la communauté juive pour lui laisser entendre qu'il valait mieux pour les Juifs se suicider qu'attendre le massacre !

La question même de l'existence du peuple juif est aujourd'hui posée dans toute son ampleur ; *il s'agit de la vie ou de la mort de notre peuple !*

Au moment où vous entendez ces paroles, des femmes, des enfants, des hommes sont enterrés vivants par les bandits bruns. En Pologne et en Roumanie, des agglomérations juives sont entièrement détruites et les hommes sont tués, les femmes violées par les barbares. Dans le chemin millénaire de la diaspora qui passe par les temps romains, le Moyen Âge et le tsarisme, le peuple juif n'a jamais connu une catastrophe semblable. Il n'a jamais été aussi menacé de disparition qu'aujourd'hui. Toutes les tueries, tous les massacres qu'il a vécus depuis Aman ne sont rien en comparaison de l'actuelle tragédie.

Tableau d'une lucidité, d'une vérité unique pour l'époque, qui indique une bonne information. Les *Einsatzgruppen*, aidés souvent par des volontaires locaux en Ukraine ou dans les pays Baltes, ont commencé leurs massacres consécutifs à l'invasion du 22 juin 1941 : deux mille Juifs tués à Białystok le 27 juin, sept mille à Lvov le 30 du même mois. Le discours de l'écrivain yiddish David Bergelson tait l'extrême surprise des Juifs de la zone polonaise occupée par l'URSS en 1939 et des régions occidentales de l'URSS. Walter Laqueur écrit :

Les relations entre la Russie et l'Allemagne nazie étaient relativement étroites depuis l'accord d'août 1939. Il est évident que la presse soviétique ne permettait pas de deviner qu'il était arrivé quoi que ce soit de fâcheux aux juifs avec Hitler. Comme les chefs des *Einsatzgruppen* s'en apercevaient avec une évidente surprise lorsqu'ils rassemblaient les victimes avant de les massacrer, les Juifs semblaient ne pas avoir la moindre idée du sort qui les attendait. De plus, précise l'historien, les juifs d'Union soviétique n'étaient pas organisés, il n'y avait pas de lien entre les communautés et lorsqu'on avait enfin compris la nature du danger, il était déjà trop tard<sup>17</sup>.

Ce qui frappe aussi dans le discours de l'écrivain David Bergelson qui exprime ici le point de vue officiel soviétique, c'est la réintroduction du concept de peuple juif, de *yiddishe folk*. Ce n'est pas encore toute la communauté juive de par le monde (*Klal Israel*), mais c'est déjà un peuple dans sa dimension historique et diasporique. Le texte évoque les persécutions du temps d'Aman, définit le peuple juif comme étant celui de Maimonide, Spinoza, Heine, Mendelssohn. Il fait un clin d'œil à la Bible : « Nous sommes un peuple têtû », et cite en toutes lettres, en hébreu, le demi-verset des psaumes *Lo amouth ki erie*<sup>18</sup>, « Je ne mourrai pas, je vivrai », affirmation répétée par les juifs chaque fois qu'ils ont été frappés de persécution. Citation insolite pour qui connaît l'effort constant déployé par les autorités soviétiques pour purger le monde juif de toute référence religieuse, effort qui s'est manifesté notamment par une réforme de l'orthographe de la seule langue juive en usage dans le monde soviétique, le yiddish. En effet, un quart du lexique de cette langue, la partie que l'on appelle *Loishn Koydesh*, la langue sacrée, est constitué de termes hébraïques. Le yiddish soviétique les a transcrits phonétiquement pour les aligner sur le lexique d'origine germanique ou slave et ainsi faire disparaître ce qui, dans le yiddish, rappelle l'hébreu. En France, les publications communistes, la *Naie Presse* en particulier, ont aligné leur orthographe sur l'orthographe soviétique.

On aurait pu s'attendre à ce que les personnalités juives soviétiques s'étant exprimées au micro de Radio Moscou, celles du monde yiddish comme l'écrivain David Bergelson ou l'acteur et metteur en scène Solomon Mikhoels, celles d'origine juive, figures éminentes du monde artistique russe comme le violoniste Oïstrakh, le



cinéaste Eisenstein ou l'écrivain Ehrenbourg appellent à une solidarité mondiale pour sauver les Juifs. Il n'en est rien. Leur appel n'a qu'un objet : l'union de tous les Juifs, en URSS et dans le monde, pour la défense de l'Union soviétique. Les Juifs américains, citoyens à part entière dès leur arrivée dans le Nouveau Monde, et les Juifs de France, émancipés depuis 1791, auraient été surpris, s'ils avaient lu dans le texte de Bergelson les raisons de la nécessité de défendre l'URSS :

[C'est là que] les Juifs ont vécu pour la première fois dans leur histoire égaux en droit[s] dans une liberté nationale et sociale complète. Pour la première fois, le paysan juif est monté sur un tracteur, le mineur juif est descendu dans une mine, l'ingénieur juif s'est approché d'une machine, dans un pays qui est devenu sa véritable patrie.

Ainsi est justifié l'appel lancé par Bergelson, qui affirme :

Frères du monde entier, aucun de nous ne doit oublier que nous n'avons jamais eu dans notre histoire d'allié aussi puissant que l'URSS et que le devoir de tous les Juifs est de rallier au plus tôt le front mondial antifasciste. La place de tous les Juifs est dans les armées de la coalition démocratique, comme aux côtés des partisans pour les actions de sabotage. Organisez le boycott de la production et du commerce ennemis ! Faites connaître au monde entier les tueries sadiques des hitlériens ! Aidez l'URSS dans la lutte sacrée contre la bête fasciste !

Les pages du journal de Dimitrov de juillet 1941 sont émaillées de notations similaires à celles contenues dans l'appel. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, le 6 juillet 1941 :

Il est absolument indispensable, dans les pays occupés, de relier le combat politique des masses avec tous les moyens d'action directs susceptibles de désorganiser les bases arrières de l'ennemi et d'empêcher l'approvisionnement et le transport de troupes et de matériels. Tout doit être mis en œuvre pour secouer les masses populaires et les conduire à la lutte active contre l'occupant<sup>19</sup>.

Ainsi cet appel de Juifs soviétiques lancé à leurs frères du monde s'inscrit bien dans la politique d'une Union soviétique au bord de la catastrophe. Fin août 1941, Leningrad est encerclée et le siège de la ville commence. Il durera neuf cents jours et quelque cent quatre-vingt mille Soviétiques, en majorité des civils, en mourront de faim et de froid. L'Ukraine, ses immenses ressources en blé et en charbon et son industrie vont bientôt tomber aux mains des Allemands. Il faut mobiliser tout ce qui peut l'être à l'intérieur et à l'extérieur. Et les Juifs, premières victimes du nazisme, sont un élément possible de cette mobilisation. Ceux des États-Unis peuvent peut-être aussi peser sur le gouvernement de leur pays pour qu'il s'engage encore



davantage dans le conflit. Ils peuvent, par leur argent, aider directement l'URSS.

Ainsi le manifeste de ces personnalités est-il publié en trois langues : russe, yiddish et anglais. Mais la création d'un Comité antifasciste juif chargé d'une propagande directe et régulière à l'égard des Juifs n'est pas encore à l'ordre du jour. Les deux leaders du Bund, Henryk Erlich et Victor Alter, emprisonnés à Moscou pendant l'époque de la paix avec Hitler, libérés de prison en septembre 1941, en ont pourtant fait la proposition. En décembre 1941, de nouveau arrêtés, ils sont exécutés. Sanglante fin de non-recevoir s'il en est !

En août donc, les tâches fixées aux militants juifs sont bien différentes de ce qu'elles étaient en juin de la même année. Elles découlent directement de la situation nouvelle de l'Union soviétique. *Notre Parole*, dans son numéro spécial du 1<sup>er</sup> septembre 1941, l'indique d'ailleurs très clairement.

L'appel [de Bergelson] sera entendu.

Au lieu de rester, en ces heures difficiles, sur la voie de la résignation, nous répondrons à leur appel [celui des Juifs soviétiques]. Nous rejoindrons les positions du front antifasciste, les armées de la coalition démocratique, les groupes de partisans. À leur appel, nous intensifierons la propagande anti-hitlérienne, aiderons à l'organisation des sabotages, à la démoralisation de l'armée allemande.

Oui, nous suivrons l'exemple de nos frères soviétiques. Parce que nous ne sommes pas des lâches, nous irons au-devant de l'ennemi.

Et *Notre Parole* d'énumérer les tâches qui incombent maintenant aux juifs et que l'émission de Radio Moscou a fixées, comme cela est écrit tout à fait clairement : des tâches déjà anciennes comme le secours aux internés et la collecte de fonds pour aider le Front national, mais aussi des tâches radicalement nouvelles, comme celle de procéder « à l'union de toutes les forces juives conscientes de la situation et prêtes à agir en créant des comités et des groupes de combat aux côtés des masses françaises ». Les tâches de ces comités et de ces groupes : éducation de la jeunesse, propagande contre l'antisémitisme par différentes publications en français, boycott du commerce. Adam Rayski écrit :

La spécificité de la résistance juive reste encore de nos jours méconnue et parfois questionnée. On entend, au cours des colloques d'historiens, formuler de bonne foi à notre adresse cette interpellation : « Pourquoi aviez-vous eu besoin de vous grouper à part ? Nos réseaux étaient ouverts pour nos frères juifs et ils y furent d'ailleurs nombreux. »

Et Adam Rayski de répondre que ceux qui posent la question ne tiennent pas compte de l'enjeu de la guerre contre les Juifs. Il oublie ainsi ce qui fut un des moteurs de la création de cette organisation

séparée : le soutien à l'Union soviétique auquel on attendait que les organisations juives apportent une contribution spécifique et importante.

Quand, dans les années 1980, est venu pour les dirigeants le temps d'écrire leurs Mémoires, ils n'étaient généralement plus communistes et avaient retrouvé leur identité juive. Dès lors, même s'ils mettaient en cause leur engagement communiste et tentaient d'en faire une réflexion critique, ils tenaient à persuader – peut-être aussi à se persuader – qu'ils avaient toujours été de bons juifs, sans éclipse aucune, et qu'ils l'avaient été d'abord en se souciant avant tout des intérêts de leur peuple. Et pour cela, comme d'autres, Rayski tait ce qui contredit cette vision rétrospective de sa vie et qui pourrait laisser penser qu'il fut avant tout un communiste.

Ce numéro de *Notre Parole* du 1<sup>er</sup> septembre 1941 trace donc les grandes lignes de ce qui sera pendant trois années la résistance communiste juive. Tout le recto est consacré à l'Union soviétique. La « rafle de Drancy » n'est évoquée que dans les dernières huit lignes d'une demi-colonne, au verso du numéro, et le rédacteur de l'articulet reprend l'antienne : les rafles de juifs visent à détourner la colère de la population française. C'est dire ce qui prime massivement pour les Juifs communistes. Leur résistance – groupes armés, lutte contre l'antisémitisme, sauvetage des juifs... – se situera toujours dans le cadre du soutien à l'Union soviétique, qui est la pierre angulaire de l'édifice bâti par les communistes juifs.

## Juif contre Juif

Jean-Claude Schwarz raconte :

Un beau jour, on m'a dit : « Tu es d'origine juive, il faut que tu passes à la Jeunesse communiste juive. » Robert Endevelt m'a donné rendez-vous chez lui, rue du Faubourg-Saint-Martin. Je n'ai pas compris. Je lui ai dit : « Pourquoi ? Je ne sais même pas parler juif [sic]. Je ne connais rien à l'histoire juive. »

Pour Jean-Claude, être juif, c'est avoir une religion, celle de son grand-père qu'il accompagnait à la synagogue : aveugle, il ne pouvait s'y rendre seul. S'il se bat, précise-t-il, c'est parce qu'il veut que la France, le pays où il est né, soit un pays libre. Ce sont les grands-parents de Jean-Claude qui étaient des immigrés. Lui est né en France, de parents français. Il est entré en communisme lors du Front populaire, sous les auspices de *La Marseillaise* et du drapeau tricolore. Et il ajoute : « Quand on me racontait ce qui se passait en Allemagne avec les Juifs, ça ne me rentrait pas dans l'oreille. Je disais : "L'Allemagne, c'est loin." Les gens en parlaient, mais je ne me sentais pas concerné. »

Discipline oblige. Malgré ses réticences, il militera dorénavant chez les jeunes juifs.

Pour Maurice Fajwisiewicz, être juif n'a aucun sens. Il n'est d'ailleurs pas allé se faire recenser. Il milite chez les communistes, manifeste avec eux après l'entrée de la Wehrmacht en URSS. Il raconte :

Un jour, on m'a changé de groupe. On m'a mis chez les étrangers. Je n'étais pas content. Avant, on était mélangé. J'ai demandé : « Pourquoi cette séparation ? » J'ai aujourd'hui oublié ce que l'on m'a répondu. J'ai obéi, mais je

ne l'ai jamais admis. On m'a ensuite versé dans le travail antiallemand<sup>1</sup> où il n'y avait que des Juifs. On nous avait séparés des Français.

La même aventure arrive plus tard à Maurice Benadon, quand il prend contact, à son arrivée à Lyon, avec les camarades du Parti. Originaire de Salonique, élevé dans la langue française, il ne se sent pas du tout juif. Il le dit. « Les camarades ont répondu : “Tu feras du meilleur travail dans les groupes juifs.” Par discipline, j'ai accepté. »

D'autres militants comme Jean Capkievitz ou Sam Radzinski ont suivi le même chemin. « En décembre 1941, écrit ce dernier, j'ai été affecté par mon organisation de la Jeunesse communiste dans les groupes d'action de la MOI<sup>2</sup>. » Ils n'ont probablement éprouvé aucune joie à être versés dans un groupe juif spécifique. Leur vrai milieu, leur vrai pays, leur enracinement, c'est le communisme. Mais pour eux, le 24 août 1941, quand Radio Moscou a diffusé l'appel de David Bergelson, l'heure a sonné d'être juif, le temps d'une guerre. Raymond Kojitsky résume cette nouvelle situation d'une façon saisissante : « Le parti communiste nous avait mis à part. Bien que né en France, je devenais immigré. Immigré, sans bouger<sup>3</sup>. »

Dès que les Juifs sont organisés à part, leurs noms, leurs combats sortent de l'histoire écrite par le PCF, du moins jusqu'aux années 1980. C'est frappant quand on lit le livre d'Albert Ouzoulias, *Les Bataillons de la jeunesse*. Ouzoulias rend un hommage vibrant aux jeunes juifs qui ont milité sous ses ordres. Il cite les vivants, comme Jean Capkievitz, et ceux, infiniment plus nombreux, qui sont morts dans les tout premiers temps de la Résistance : Samuel Tyszelmann, Fernand Zalnikov, Isidore Grynberg et bien d'autres. Dans la description de leur courte vie, il ne cèle pas leur judéité. Puis, fin 1941 et au cours de l'année 1942, les jeunes juifs sortent progressivement de ce livre qui est d'abord un témoignage. Y a-t-il volonté chez Ouzoulias de cacher les actions des frères Kojitsky, d'un Farber, d'un Rajman ou d'un Lemberger ? Ignorance de ce que fut leur lutte ? Ils ne dépendent plus de lui, il ne les côtoie plus.

En ce début septembre 1941, les organisations juives, celle de la Jeunesse en particulier qui commence à se renforcer d'éléments venus de la Jeunesse communiste, reçoivent, comme l'ensemble du Parti, la tâche d'appeler au sabotage de la production. Dès le 17 juillet 1941, *L'Humanité* clandestine écrivait : « Il faut empêcher Hitler d'approvisionner la machine de guerre en France, d'où la nécessité d'actions revendicatives contre lesquelles, si elles sont amples et nombreuses, la Gestapo sera impuissante<sup>4</sup>. »

Et le 9 août, *La Vie ouvrière*, l'organe de la CGT clandestine, fait un pas de plus : « Il ne faut pas que l'Armée rouge trouve en face d'elle des armes forgées par des mains françaises. Les soldats rouges font leur devoir. Français, faites le vôtre<sup>5</sup>. »

En août, *L'Humanité* lance un appel au sabotage généralisé.

Puisque ainsi « le sabotage systématique de la production industrielle et agricole dont Hitler a tant besoin est pour tout Français la forme actuelle du devoir national », elle l'est aussi pour tout juif. Mais que saboter ? Les Juifs immigrés ne travaillent guère dans la grande industrie, celle qui alimente précisément l'armée allemande. En revanche, parmi les « métiers juifs » figurent la confection, la fourrure, la ganterie. Or les gilets en peaux de lapin, les gants fourrés habillent des soldats allemands. Saboter cette production-là, c'est rêver d'une Wehrmacht grelottante, mains gelées sur les mitrailleuses quand le terrible général Hiver devient l'allié le plus sûr de l'Armée rouge.

En juin 1941, les ateliers de fourrure tournent à plein rendement. Plus tard, l'ouvrier ou l'ouvrière juifs qui y travaillent recevront un *Ausweis* qui les mettra à l'abri d'un internement. Ils gagnent aussi tout simplement leur vie et celle de leur famille. Car les temps sont difficiles. Bien des hommes, volontaires pour se battre, ont été faits prisonniers en juin 1940. Ils passeront la guerre, comme les prisonniers non juifs, dans les Stalags en Allemagne. D'autres, arrêtés en mai et août 1941, sont internés à Pithiviers, Beaune-la-Rolande, Drancy. « Une population importante, souligne Jacques Adler, qui ne survivait que grâce aux soupes populaires<sup>6</sup>. »

Malgré la détresse matérielle dans laquelle sont plongés une grande partie des juifs immigrés, le parti communiste les somme d'arrêter de travailler pour la machine de guerre allemande. Ils doivent cesser tout rapport économique avec les occupants. Quand on récapitule les mesures prises par Vichy et par l'occupant – exclusion des Juifs de bon nombre de professions, aryanisation de leurs biens –, on se rend compte que les possibilités pour les juifs de gagner leur vie étaient alors bien minces. Et il était souhaité qu'ils n'en usent point. Des Juifs menacés, marginalisés, plongés dans la misère, le Parti ne cessera d'exiger beaucoup. Et ces militants exigeront aussi beaucoup d'eux-mêmes avec un désintéressement total, un dévouement sans égal aux intérêts supérieurs du communisme.

Dans cette nouvelle phase de la lutte, les organisations juives communistes recherchent l'union avec d'autres organisations. Car l'agression contre l'Union soviétique semble ouvrir une nouvelle période de front, d'unité. Le 30 août 1941, une réunion rassemble, pour la première fois depuis le début de l'Occupation, des représentants de la Fédération des sociétés juives de France (une fédération sionisante de multiples petites associations de juifs immigrés), des Poale Zion de gauche (un parti sioniste ouvrier socialiste) et de Solidarité (cette organisation d'entraide communiste que nous avons vu être mise sur pied dans le début de l'Occupation).

« Ils décident à l'unanimité de former un comité d'union des partis ouvriers qui coordonnerait tous les efforts d'assistance et de protection et de publier un journal clandestin pour faire connaître le nouvel organisme et ses buts<sup>7</sup>. » Le premier numéro de ce journal, la *Yiddishe Shtime*, la voix juive, réussit à paraître et a été conservé. Il n'y a aucune trace d'un autre numéro et Jacques Adler pense, à juste titre, que probablement il fut sans suite. Car cette première union exclusivement ouvrière fut éphémère. Les communistes n'acceptaient, ne proposaient cette union qu'autour de leur plate-forme. Si l'assistance aux Juifs souffrant de difficultés économiques ou internés dans les camps devait continuer à être effective, elle ne devait exister qu'à côté d'une activité de résistance qui, en ce début de septembre 1941, comportait deux aspects : le sabotage et la lutte armée. Pas question pour les non-communistes de tergiverser. Ils devaient simplement fournir leurs militants. On comprend leurs réticences. De toute façon, très vite, en septembre ou en octobre, l'unité disparaît de l'horizon communiste, de l'horizon des Juifs communistes aussi. Car dans cette période, celle qui précède la rafle du 16 juillet 1942, on ne décèle pas de dynamique propre aux organisations communistes juives qui serait liée à la situation spécifique créée par le nazisme, malgré l'appel de Moscou. Juste le décalque appliqué parfois jusqu'à la caricature des positions et des mots d'ordre du PCF.

Or, en septembre-octobre 1941, il n'y a pas vraiment de pardon pour les communistes français et surtout pour leur leader, Maurice Thorez, passé clandestinement en Union soviétique depuis novembre 1939. Sa désertion du 3 octobre 1939 n'a pas été pardonnée. Quand l'ambassadeur britannique à Moscou, Cripps, télégraphie à Londres le désir de Maurice Thorez, André Marty et Raymond Guyot, tous trois à Moscou, de rejoindre Londres pour y « conférer avec l'état-major du général de Gaulle et se rendre ensuite en France ou dans les colonies françaises », c'est une fin de non-recevoir. Sur le télégramme, Churchill écrit : « Je n'aime pas cette affaire. Le comportement des communistes français a été au-dessous de tout (*subhuman*). » Consulté, de Gaulle indique qu'il souhaite « n'avoir aucun rapport avec les personnes en question<sup>8</sup> ». Elles sont renvoyées par de Gaulle à la solitude qui était la leur pendant l'époque du pacte. Le comité de la France libre, dont la création est annoncée le 23 septembre par de Gaulle et qui doit rassembler « toutes les résistances françaises, *au-dedans* et *au-dehors* », ne comporte pas les communistes. Le 23 octobre, au micro de la BBC, de Gaulle condamne, avec une extrême fermeté, les exécutions de militaires allemands qui ont débuté, comme nous l'avons déjà mentionné, par celle de l'aspirant de marine Moser.

Il est absolument normal et il est absolument justifié que les Allemands soient tués par les Français. Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux et ne pas nous faire la guerre. Tôt ou tard, d'ailleurs, ils sont tous destinés à être abattus, soit par nous, soit par nos alliés [...] mais il y a une tactique à la guerre. La guerre des Français doit être conduite par ceux qui en ont la charge, c'est-à-dire par moi-même et par le Comité national. Il faut que tous les combattants, ceux du dehors comme ceux du dedans, observent exactement la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est-à-dire ne pas y tuer ouvertement des Allemands. Cela pour une seule, mais très bonne raison : c'est qu'il est, en ce moment, trop facile à l'ennemi de riposter par le massacre de nos combattants momentanément désarmés. Au contraire, dès que nous serons en mesure de passer à l'attaque, vous recevrez les ordres voulus.

Le parti communiste est donc – pour un temps encore – isolé. Les Juifs communistes le sont encore davantage : isolés des autres Juifs, isolés par la politique de l'occupant, rencontrant dans la rue les sinistres avis les informant de l'exécution des leurs, subissant le matraquage de la propagande contre le judéo-bolchevisme.

Très tôt, des camarades proches tombent. Henri Beckerman, un jeune de Belleville, arrêté lors d'une distribution de tracts en juillet 1941, est aux mains de la police. Le 16 septembre 1941, le chef du haut commandement de la Wehrmacht, le maréchal Keitel, signe au quartier général du Führer une note en quarante exemplaires adressée aux divers responsables des régions occupées par le Reich. Cette note reçoit le tampon AFFAIRE SECRÈTE DE COMMANDEMENT ; son objet : « Mouvements séditieux dans les territoires occupés ». Cette note constate que « des mouvements séditieux sont fomentés par les communistes dans les territoires occupés par la Wehrmacht depuis juin 1941 ». Elle propose, pour faire avorter ces menées :

[D']avoir immédiatement recours aux moyens les plus énergiques dès la première occasion pour imposer l'autorité de la puissance occupante et prévenir une extension ultérieure. Il faut considérer à ce sujet qu'une vie humaine n'a souvent aucune valeur dans les pays en question et qu'un effet de terreur ne peut être obtenu que par une rigueur exceptionnelle. Dans de tels cas, on peut généralement considérer la peine de mort pour de cinquante à cent communistes comme le châtiment convenable pour la mort d'un soldat allemand. L'effet de terreur doit encore être accru par la méthode d'exécution.

Et plus loin :

[...] un moyen efficace d'obtenir l'effet de terreur ne peut être que la peine de mort. En particulier les activités d'espionnage, les actes de sabotage et les tentatives de s'engager dans une armée étrangère doivent être par principe punis de mort. La peine de mort doit également être prononcée de façon générale dans les cas de détention d'armes prohibées<sup>9</sup>.

Après Gautherot et Tyszelmann, huit otages avaient été fusillés. Le 16 septembre, le jour de la réception de l'ordre de Keitel, ce sont dix autres otages, dont cinq juifs, qui paient « par mesure de représailles contre de lâches attentats commis à Paris contre l'Armée allemande les 6, 10, 11 septembre<sup>10</sup> ». En effet, le 6 septembre, l'adjudant Hoffmann avait essuyé des coups de feu tirés par un cycliste près de l'École militaire. Aucune blessure. Le 10, le matelot Denecke est légèrement blessé au métro Porte-Dauphine. Le 11, sur les Champs-Élysées, le trésorier général Knop est légèrement blessé par un coup de matraque sur la tête. Parmi les otages fusillés en représailles de ces attentats, qui n'ont tué personne, figure Henri Beckerman. Il a 21 ans.

Quand ils apprennent par un avis placardé sur les murs l'exécution de leur ami, les jeunes de Belleville décident de lui rendre hommage. Tôt le matin, Paulette Shlivka et Victor Zigelman déposent des fleurs devant la porte d'une maison rue Rébeval, collent une affiche. Pourquoi rue Rébeval ? Petit mystère. La maison de Henri Beckerman se trouve rue de Tourtille.

Et pourtant, pour eux, Paulette, Victor, comme pour l'ensemble du parti communiste, un formidable espoir se lève à l'Est, qui atténue probablement leur angoisse et leur détresse. En novembre, les communistes juifs sortent un tract en yiddish pour faire connaître le discours prononcé par Staline devant le Soviet de Moscou pour le 24<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre. Un tract, dans cette période, il ne faut jamais l'oublier, est toujours consacré à quelque chose jugé important. Car c'est du papier et de l'encre qu'il faut se procurer, car c'est le risque pris pour le confectionner et le distribuer. Risque qui va, en novembre 1941, jusqu'à celui de mourir. Des dizaines de communistes juifs ont déjà été fusillés pour ce type d'action.

Que dit Staline, « le guide de l'Union soviétique, la plus grande personnalité de notre époque », comme le précise le tract ? Que la guerre éclair allemande a échoué – effectivement, si la Wehrmacht est parvenue à une cinquantaine de kilomètres de Moscou, elle n'a pu investir la ville. Que la victoire de l'Armée rouge est inéluctable. Mais surtout, Staline compte sur la fragilité de l'arrière européen de l'Allemagne nazie.

Ainsi les Juifs se sentent-ils investis d'une énorme mission : celle d'aider la patrie modèle, l'Union soviétique, à gagner la guerre qui les libérera dans le même mouvement. Et pour cela, il faut et saboter la production allemande et renforcer la lutte armée encore embryonnaire.

De la première phase de cette action de sabotage, celle qui s'étend de septembre à décembre 1941, l'historiographie communiste juive, en yiddish et en français, qui existe aux côtés de



l'historiographie du parti communiste<sup>11</sup>, célèbre deux grands mouvements de grève : le premier dans la ganterie, où l'objectif poursuivi est la réduction de la production de 25 %, et le passage de la semaine de travail de six à quatre jours. L'objectif aurait été atteint. Le 7 décembre, le jour de la reprise du travail, le déficit en fourniture de gants aurait été également atteint : 160 000 paires. Si nous utilisons le conditionnel, c'est que nous n'avons pas pu vérifier ces chiffres. D'octobre 1941 à décembre 1941, la grève perlée organisée par les syndicats juifs aurait aussi été un succès : le manque à produire aurait atteint 375 000 vêtements.

Mais ces résultats, même s'ils sont exagération de propagande, semblent aux responsables communistes, alors que se joue selon eux la phase finale de la guerre, insuffisants et précaires. Aussi lancent-ils appels et menaces :

« Commerçants juifs, ne faites pas d'affaires avec les Allemands. Personne ne doit travailler volontairement pour eux ; si vous y êtes forcés, sabotez la production, travaillez lentement, tous les moyens sont bons pour faire barrage au fascisme<sup>12</sup>. » Le ton peut se faire plus incisif : « C'est une honte de travailler pour la machine de guerre de Hitler », titre un article d'*Unzer Wort* du 6 décembre 1941.

Les ouvriers et entrepreneurs juifs mènent avec succès l'action de boycott de la production pour la machine de guerre hitlérienne. Une large campagne de solidarité doit être menée pour soutenir les ouvriers qui choisissent la famine plutôt que de travailler pour les bandes nazies.

Il se trouve pourtant certains entrepreneurs qui, égarés par l'esprit du lucre ou aveuglés par l'illusion de ne pas être pris dans les camps, refusent de lâcher le travail. C'est aujourd'hui la plus grande honte pour les Juifs de travailler pour la machine qui les détruit. Les masses juives n'oublieront pas ces individus, ne laisseront pas passer l'occasion de régler leurs comptes avec eux comme avec des canailles et des traîtres.

Et pour que ce soit bien clair aux yeux de tous, pour montrer comment les communistes pirent à cœur la lutte contre ceux des Juifs qui travaillèrent pendant la guerre, Alfred Grant, un des dirigeants de la sous-section juive, rappelle :

Dans notre journal clandestin, nous publiâmes une liste de fabricants et de négociants *collaborateurs*<sup>13</sup> avec l'ennemi<sup>14</sup>.

Car fabriquer, seul ou avec quelques ouvriers, dans un des nombreux ateliers, souvent en appartement, du 10<sup>e</sup> arrondissement transforme *ipso facto* le petit Juif en collaborateur ! Qu'il y ait eu des Juifs pour tremper dans des trafics louches et juteux, pour faire du marché noir, nul ne songerait à le nier. Un Joseph Joanovici, un Mendel Szkolnikov ou un Maurice Sachs en témoignent. Mais de là à

ranger dans le camp des collaborateurs toute une corporation d'artisans, alors que toute la machine économique française tourne pour l'Allemagne de Hitler, il y a un pas que seuls les communistes juifs osent franchir. Quelle alternative offrent-ils ? Les secours de Solidarité ? Il est douteux que cela puisse suffire à nourrir une famille. L'*Ausweis* supprimé, que deviendra l'ouvrier ou l'artisan ? Lui offre-t-on une planque ? Des faux papiers ? Un passage pour la zone libre ? Amener à cesser le travail cette corporation dont la contribution à l'effort de guerre est somme toute modeste, c'est réclamer purement et simplement son suicide social.

Ce numéro d'*Unzer Wort* dont nous n'avons pas retrouvé trace, qui ne figure pas dans le recueil de journaux et de tracts publié après la guerre, citait nommément les « collaborateurs ». Il « parvint aux intéressés et ne manqua pas d'exercer ses effets. Quant à ceux qui n'avaient pas encore trempé dans ce trafic, mais pouvaient être tentés de le faire, la liste leur servait de salutaire avertissement<sup>15</sup> ».

Et si ce « salutaire avertissement » ne suffisait pas, l'organisation leur envoyait ses militants pour les molester, saboter leurs machines, incendier leurs ateliers. Parmi ces militants figurent les jeunes des 11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements, dont le dirigeant au début de la guerre était Henri Krasucki. Peu avant juin 1941, déjà, Victor Zigelman se souvient de réunions à trois. Lui, Henri et Paulette Shlivka.

Krasucki (tous ceux qui l'ont connu à cette époque prononcent Krasoutski) est dans le souvenir de Victor souvent vêtu de pantalons de golf. D'ailleurs, dans son journal intime, Hanna Kamieniecki l'appelle « Henri-Golf ». Il marche à grands pas, balançant alternativement les deux bras dans une démarche décidée. « Il nous impressionnait beaucoup, dit Victor Zigelman. C'était déjà un professionnel de la révolution. » Réservé, il ne parle jamais de lui et ses camarades ignorent son passé et celui de sa famille. Sa mère, Léa Barszczewski, est la sœur de Julian Barszczewski, dit Idl Korman, un des dirigeants dès l'avant-guerre de la sous-section juive, fondateur de Solidarité. C'est souvent par familles entières, rappelons-le, qu'on est communiste. L'homme dont il porte le nom, Isaac Krasucki, est un des dirigeants des syndicats juifs, en Pologne puis en France<sup>16</sup>. Très classiquement, le père émigre d'abord seul, en 1925. Deux ans plus tard, sa femme et le jeune Hénoch-Henri, né le 2 septembre 1924 à Wolomin, le rejoignent. Il a alors 4 ans. D'après les témoignages que Henri Krasucki a donnés à *La Vie ouvrière* ou à Harris et Sédouy (*Voyage à l'intérieur du Parti*), ses parents étaient déjà militants communistes en Pologne. Ce n'est probablement pas la répression politique qui a fait fuir le père : en 1925, le Parti communiste polonais, officiellement interdit, existe sous une autre dénomination, l'Union du prolétariat de la ville et de la campagne, qui présente des

candidats aux différentes élections, en mars 1928, par exemple. Alors que Henri vient d'arriver en France, il obtient 7,9 % des voix aux élections législatives<sup>17</sup>. Pour les Juifs de Pologne, du moins avant les années 1930, ce sont d'abord l'absence d'avenir et la misère qui déterminent l'émigration et, le pays choisi, entraînent d'autres émigrations de la famille : celle du frère de Léa Krasucki, Idl Korman, qui s'installe à son tour en France. Henri reçoit la même éducation que tous les jeunes de Belleville. Lily Berger-Gronowski se rappelle qu'elle fut sa monitrice au *tsugubshul*. Il fréquente aussi la Bellevilloise. En 1936, il entre en 6<sup>e</sup> au lycée Voltaire, dans la classe « arts et métiers ». Les palmarès qui y étaient conservés montrent qu'il fut un très bon élève : prix d'excellence en 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup>. Ses résultats accusent pourtant une baisse l'année de sa 4<sup>e</sup>. Il n'est plus le meilleur de sa classe, mais obtient quand même le premier prix (*ex aequo*) en composition française et en espagnol, le deuxième en mathématiques et (*ex aequo*) en histoire et géographie. Aucune mention, en revanche, pas le moindre accessit en dessin industriel, en travail manuel ou en gymnastique ! Serait-il d'abord un intellectuel ? Il arrête ses études cette année-là. Est-ce parce que, à 15 ans, il ne se sent pas à sa place en 4<sup>e</sup> de lycée ? Ou que le militantisme occupe toutes ses pensées ? Plus probablement pour des raisons matérielles. Son biographe, Christian Langeois, note que Henri aide beaucoup ses parents. Sa petite sœur, Liliane, dite Lili, née en 1933, est lourdement handicapée, et dans ces années sans Sécurité sociale, la maladie coûte cher. Henri s'occupe beaucoup d'elle, « l'emmène se promener, accompagne sa mère aux consultations chez les médecins, sert aussi, comme souvent les enfants d'immigrés, d'interprète, aidant aux formalités administratives<sup>18</sup> ».

En mai 1941, dans la petite cellule communiste, il a le prestige de l'aîné – à cet âge, un an ou deux, c'est une différence importante – et une culture politique qui lui vient de sa famille, des organisations de jeunes juifs comme le *tsugubshul*, de la Jeunesse communiste. À chaque réunion hebdomadaire, avant d'envisager les tâches matérielles, il fait le point sur la politique. Pour Victor, c'est la Vérité qui sort de sa bouche. Ce dernier pose des questions théoriques, Henri sait toujours répondre. Comment la matière peut-elle évoluer en pensée ? Si on coupe la queue des chiens, est-ce qu'un jour les chiens naîtront sans queue ? Façon enfantine de poser le problème de l'hérédité des caractères acquis qui déchirera les milieux scientifiques. Krasucki scande des exposés avec de constants retours en arrière, dans les profondeurs de l'histoire, des « par conséquent... par conséquent... poursuivons ». Souvent aussi des références à l'histoire juive révolutionnaire qu'il connaît, à la différence de beaucoup de ses camarades. Préparer le 1<sup>er</sup> Mai, ce n'est pas seulement prévoir de

lancer des tracts et coller des affiches, c'est parler d'autres 1<sup>er</sup> Mai ailleurs, avant, que déjà des juifs célèbrèrent.

C'est le 1<sup>er</sup> mai 1941, celui qui précéda l'entrée de la Wehrmacht en Union soviétique, pense Victor, que Henri Krasucki conta l'histoire de Hirsh Lekert. À la fin de 1901, le gouvernement tsariste prend toute une série de mesures contre-révolutionnaires. Interdiction des meetings publics ; trois mois de prison pour qui était suspecté d'appartenir à une organisation illégale. À Vilna, un nouveau gouverneur vient d'être nommé. C'est le général von Wahl, qui applique ces mesures avec énergie et détermination.

Le 1<sup>er</sup> Mai, dans bien des villes de l'Empire tsariste, à Varsovie comme à Minsk, les ouvriers manifestent. À Vilna, le gouverneur fait appel à la troupe. Des ouvriers sont arrêtés. Le soir, von Wahl assiste à une représentation dans un des théâtres de la ville. De la galerie, un paquet de tracts est lancé. L'un d'eux se détache, plane, hésite un instant, se pose dans la loge du gouverneur.

Le Comité social-démocrate de Vilna vous félicite à l'occasion de la fête internationale du 1<sup>er</sup> Mai.

À bas l'autocratie ! Vive la liberté politique !

Immédiatement, la police procède à des arrestations. Le lendemain, en présence du gouverneur, du préfet de police et d'un médecin, deux Juifs et six Polonais sont fouettés à coups de verges et les autres prisonniers forcés d'assister au châtimement. Chaque ouvrier flagellé reçut un petit papier portant l'inscription : « Félicitations à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai. »

Von Wahl croyait intimider les révolutionnaires. Il se trompait. L'indignation fut générale.

Le 18 mai 1901, un ouvrier cordonnier juif de 22 ans, Hirsh Lekert, tira deux coups de revolver sur le gouverneur et le blessa légèrement. Krasucki précise-t-il que Lekert était bundiste ? Il est permis d'en douter. En 1901, le clivage entre le Bund et les socio-démocrates russes de Lénine n'était pas encore rédhibitoire. Hirsh Lekert, condamné à mort, fut pendu le 10 juin 1901. *L'Iskra* (*L'Étincelle*), le journal de Lénine, peu porté pourtant à magnifier les actes individuels, fit l'éloge de cet ouvrier. Parce qu'il avait exprimé le désir des masses juives de Vilna de se venger, probablement. Pendant de longues années, le jour anniversaire de sa mort fut célébré. En 1922 à Minsk, capitale de la Biélorussie devenue soviétique, fut élevé un monument à sa mémoire<sup>19</sup>. Il n'était pas alors fait mention de son appartenance au Bund.

Comment ne pas vibrer à ce récit, ne pas s'identifier pour les jeunes à ce héros de leur âge ? Les tracts qui volent dans le théâtre, ce

sont eux qui les lancent aujourd'hui dans les salles de cinéma ou du haut du métro aérien. Par ce récit, leur lutte est reliée au passé, un passé où il y eut des Juifs pour refuser la honte. Par ce récit, leur combat s'inscrit dans le cercle dilaté à l'infini du combat international. Si parmi eux certains tombent pour la cause, leur mort ne sera pas vraiment la fin. Ils vivront éternellement dans les mémoires, on racontera leurs actes. Ils auront peut-être un monument dans Belleville devenue socialiste !

Que Henri Krasucki ait choisi en mai 1941 de raconter l'histoire de Hirsh Lekert peut aussi montrer une prescience de ce que sera la lutte plusieurs mois plus tard : la lutte armée.

Mais Henri Krasucki ne communique pas seulement ce qu'il sait de l'histoire et de la théorie révolutionnaires. Il transmet aussi ce qu'il aime : la musique. Sur un phonographe, que l'on remonte à la manivelle, avec parfois des aiguilles en buis qui n'abîment pas les disques, il passe aux jeunes camarades la *Cinquième Symphonie* de Beethoven, l'Ouverture d'*Egmont* et de *Coriolan*. Une autre révélation pour ces jeunes Juifs avides de culture ! Et tant que cela fut possible, jusqu'au début 1943, au mépris de toutes les règles de sécurité, tous les copains, les anciens, ceux qui rejoindront la Résistance après juillet 1942, se retrouveront le dimanche à 17 heures place du Châtelet, dans la queue pour les concerts Colonne, officiellement rebaptisés – car Colonne est juif – concerts Pierné.

Au printemps de l'année 1942, Henri Krasucki prend à part Victor Zigelman et lui dit : « Tu vas entrer dans un groupe d'action. »

En effet, l'heure est à l'intensification de la lutte armée, au recrutement de nouveaux membres. En octobre 1941, la lutte armée reste ponctuelle. Elle est le fait d'un petit nombre de militants qui multiplient les « actions » avec un succès incertain. La plupart viennent de la Jeunesse communiste ou des Étudiants communistes. Beaucoup d'entre eux sont de jeunes Juifs issus de l'immigration. La répression est d'emblée impitoyable, le Parti saigné par les exécutions d'otages. Les Juifs communistes paient un tribut important : nous avons calculé, en consultant les listes établies par Serge Klarsfeld dans son *Livre des otages*, que, sur cinq cent vingt-deux otages fusillés d'août 1941 à juin 1942, cent vingt-quatre étaient juifs, la plupart communistes : plus de 20 % ! Mais malgré les deuils (le milieu juif communiste est suffisamment clos et homogène pour que le militant fusillé soit une connaissance, un ami, voire un membre de la famille), le pessimisme n'est pas de mise dans la propagande. Le numéro de janvier 1942 d'*Unzer Wort* montre la mondialisation du conflit, célèbre le succès de l'Armée rouge, des États-Unis en Asie, de l'Angleterre au Moyen-Orient. La victoire est proche. Staline l'a dit : « L'Union

soviétique sera le tombeau du fascisme. » Et à partir de février 1942, toute la presse communiste met au centre de ses mots d'ordre : « 1942 : l'année de la victoire. »

Ainsi Victor accepte-t-il la proposition-ordre d'Henri Krasucki d'entrer dans ce que l'on appellera très vite les FTP.

Henri lui ménage un rendez-vous avec son responsable, Jacques Lipa, qui l'informe : « Tu seras payé. Tu recevras une canadienne avec une peau de mouton à l'intérieur. Des tickets, une carte d'alimentation. » Victor est tout excité par cette promotion dans ce qui est l'embryon du 2<sup>e</sup> détachement FTP-MOI, le détachement juif. Cela flatte son romantisme. Il a 15 ans et demi et se voit bien dans la peau d'un héros.

Première tâche qui lui est confiée, à lui et son camarade Roger (Victor ignore son nom de famille ; il pense que ce pourrait être Roger Engro, exécuté par les Allemands en octobre 1943) : incendier l'atelier Weber rue de l'Échiquier. « Comment faire ? », demande Victor. « À vous de vous débrouiller », lui répond-on.

Roger ou Lipa se procure une bouteille d'essence... Ce qui ne résout rien. Incendier l'atelier, au vu de tous ! Ce n'est guère faisable. Après la sortie du personnel ? Mais comment y pénétrer ? Victor, qui puise l'essentiel de son inspiration dans *Les Pieds nickelés*, tente de prendre les empreintes de la serrure avec de la mie de pain. Ça ne marche pas ! Alors, un soir, ils montent les étages avec la précieuse bouteille d'essence. Mais ils mesurent le danger : s'ils versent l'essence et l'enflamment, l'immeuble entier risque de flamber ! Finalement, ils renoncent. Et pourtant, on les avait prévenus. Le chef, un ancien de la guerre d'Espagne, sera dans le quartier pour voir comment l'action a été menée. Et Victor de conclure : « Le pauvre ! il a dû être déçu ! Il n'y a rien eu à voir. »

Le chef, c'est probablement alors Abraham Lissner. Dans ses souvenirs, ce dernier raconte, dans un chapitre qu'il intitule « C'est ainsi que cela a commencé pour moi<sup>20</sup> », qu'il a été contacté, le 15 mars 1942, par Minna (Puterflam), une camarade du 18<sup>e</sup>, qui le met en contact avec Sevek Kirchenbaum, un camarade qu'il avait connu en Espagne en 1937. Sevek l'informe que le temps de la lutte par tracts et appels est révolu, qu'il faut « organiser des groupes de combat juifs aptes à attaquer l'ennemi partout où il se trouve », que pour les former l'organisation juive s'adresse en priorité aux anciens d'Espagne. Quelques jours après, Sevek le met en contact avec Léon Pakin, que Lissner a aussi connu en Espagne. Abraham Lissner précise :

En mars 1942 fut créée à Paris la première unité juive composée en majeure partie d'anciens combattants juifs d'Espagne déjà aguerris, adaptés aux conditions de la clandestinité et qui avaient déjà accompli plusieurs actes de

résistance à l'ennemi, tels que la destruction de machines à coudre dans les ateliers où l'on confectionnait des canadiennes et des gants fourrés destinés aux soldats de la Wehrmacht qui gelaient sur le front de l'URSS<sup>21</sup>.

Quarante ans après, lors des entretiens préliminaires à la réalisation de son film, *Des « terroristes » à la retraite*, Mosco demandera à cet homme resté permanent du Parti jusqu'à sa mort s'il ne regrettait pas ces actions contre ses coreligionnaires. La réponse de Lissner sera nette : « C'étaient des collaborateurs. »

Deuxième action pour Victor et Lipa : saboter les machines d'un petit tricoteur de l'impasse des Fours-à-Chaux, près de la place Mathurin-Moreau (aujourd'hui place du Colonel-Fabien), qui travaille pour les Allemands. Rendez-vous est pris au métro Bolivar. Ils s'y retrouvent à trois ou quatre. « C'était un rez-de-chaussée, raconte Victor, un petit logement avec deux ou trois machines sur lesquelles travaillait l'artisan. » Victor frappe :

— Qu'est-ce que c'est ? dit une voix à l'accent yiddish.

— Gestapo !

L'homme apeuré ouvre. Lipa, qui s'y connaît en machines, enlève des pièces pour rendre les machines inutilisables (à l'époque, il était pratiquement impossible de se procurer de nouvelles pièces), les enveloppe dans un bout de journal. Ils sortent. Victor a pris la précaution de fermer la porte de l'extérieur. Mais les apprentis saboteurs n'ont pas pensé qu'au rez-de-chaussée, il suffit d'ouvrir une fenêtre pour sortir de chez soi ! Et c'est ce que l'homme fait, qui les course en hurlant avec son impossible accent : « Rendez les pièces, rendez les pièces ! »

Et Lipa renonce à la course. Rend les pièces.

Est-ce chez le même homme ou chez un autre habitant du passage des Fours-à-Chaux que va à son tour agir Lissner ?

Le 15 mai 1942, écrit-il, j'eus une rencontre avec le camarade Sioma, ancien combattant d'Espagne, originaire de Lituanie, qui était le premier « technicien » de l'unité de partisans juifs de Paris. Il m'informa que dans le passage des Fours-à-Chaux habitait un juif qui faisait du commerce avec les Allemands. Il était décidé séance tenante de contraindre ce commerçant de cesser au plus tôt cette pratique ignominieuse<sup>22</sup>.

Dès le lendemain, Jonas Geduldig (qui sera un des vingt-trois du procès Manouchian sous le nom de Martiniuk), Simon Peretzl et Lissner se présentent chez cet homme avec un pistolet d'enfant acheté dans un magasin de jouets, profèrent des menaces, prennent l'argent. « Nous nous sommes retirés sans incidents », précise Lissner, en utilisant le vocabulaire des communiqués militaires pour cette action qui nous semble bien peu martiale : « Bien entendu, l'argent devait servir à alimenter les caisses de l'organisation de combat<sup>23</sup>. »

Autre directive reçue par Victor : aller casser la figure à un dénommé Balsam, fourreur rue des Petites-Écuries dans le 10<sup>e</sup> arrondissement. Car, comme le précise Abraham Lissner, « nos groupes, qui étaient déjà en ce moment soumis à un commandement militaire et adaptés aux conditions de clandestinité, s'étaient alors chargés de liquider les ateliers juifs où l'on confectionnait des canadiennes et des gants fourrés pour l'armée allemande<sup>24</sup> ».

Victor et Roger arrivent devant la porte de l'atelier, frappent :

— Qu'est-ce que c'est ?

— C'est le gaz.

— Le gaz ? J'ai pas le gaz.

Mais il ouvre quand même. Les deux camarades sont armés d'un coup-de-poing américain. Ils frappent. L'homme hurle. Victor et Roger dévalent l'escalier à toutes jambes tout en retirant leurs imperméables pour qu'on ne puisse pas les reconnaître.

C'est au 6, rue Martel, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, que se trouve la plus importante maison de fourrure, la maison Alfred Grundel, du nom de l'Allemand qui en a la charge avec sa femme. Car, à la différence des petits ateliers d'artisan, ce n'est pas une maison juive. Elle occupe quelque cinq cent cinquante ouvriers, ouvrières et employées, dans leur grande majorité juifs, et fabrique des canadiennes et des sous-vêtements de fourrure. L'agitation, au printemps 1942, semble importante. Jacques Adler a retrouvé un rapport sur les activités illégales<sup>25</sup> :

À la paie du 21 avril, un contremaître juif est passé [...] réclamant à chacun de laisser 2 % de son salaire en faveur des Juifs [...] internés [...] À la paie du 7 mai, une collecte semblable a été faite de nouveau [...] Des manœuvres anormales [...] de véritables manœuvres de sabotage [...] se produisent [...], de nombreuses machines sont hors d'état de fonctionnement [...]. Il y a aussi des mises hors d'utilisation de peaux.

Un des camarades communistes qui travaillent dans l'atelier affirme qu'un contremaître du nom de Rosenberg<sup>26</sup> les a dénoncés et qu'il est responsable de certaines arrestations. Il faut lui donner une leçon. Victor et Lipa en sont chargés. À la sortie, un gars de l'atelier leur désigne Rosenberg. Pendant des jours, Lipa et Victor le suivent. Les horaires de cet homme sont d'une irrégularité à décourager tout résistant ! Il ne rentre jamais à la même heure à son domicile du 27, rue du Château-d'Eau. Un jour, enfin, il arrive au coin du boulevard de Strasbourg au moment où les deux compères sont là. C'est le 12 juin. Victor s'en souvient avec précision. Il vient d'avoir 16 ans. Ils s'empressent de le précéder. Passent le porche de l'immeuble, grimpent l'escalier de droite. L'entendent monter. Tout doucement, redescendent jusqu'au deuxième étage. Un moment, la tête de



l'homme est au niveau de la main de Victor. Il frappe avec la matraque qu'il s'est confectionnée d'un bout de plomb et d'un morceau de cuir. Il y aura encore un engin d'amateur, une sorte de bombe constituée par une baudruche en caoutchouc léger remplie de chlorate de potassium et d'acide sulfurique déposée parmi des chiffons en septembre 1942. Le feu est immédiatement éteint<sup>27</sup>.

Ce plomb dont est faite la matraque de Victor, c'est un copain de l'école de l'avenue de la République qui le lui a donné, Henri Tuchklaper, dit Henri le Plombier. Une recrue de Victor, un jeune homme vivant misérablement dans un taudis du 152 de la rue du Chemin-Vert. Toujours en savates, car il n'a pas les moyens de s'acheter des chaussures. Quand Victor passe le chercher, il le siffle, il ne monte jamais chez lui car Henri (de son vrai prénom Nonnique, il deviendra Dominique dans les listes des fusillés) a honte. Un père bizarre, un peu fou ou débile. Au début de la guerre, il est en apprentissage chez un plombier de la rue Sedaine. De là son surnom : Henri le Plombier, sous lequel le connaîtront les camarades du 2<sup>e</sup> détachement FTP-MOI, Raymond Kojitsky, Rajman, Lemberger. De là aussi la profession d'« ouvrier métallurgiste » que lui attribueront abusivement les communistes juifs après la guerre. Glissement loin d'être innocent. Car, pour la légende, ce sont les ouvriers, de préférence les métallos, qui ont fourni les gros contingents des FTP.

Victor frappe. Deux fois. Trois fois. Rosenberg hurle. Un cri de bête qu'on égorge. Le sang de Victor se glace ; la ficelle qui a servi d'attache casse et Victor et Lipa dévalent l'escalier. Sur le palier, la femme de Rosenberg hurle.

Dans la cour du 27, rue du Château-d'Eau, des ouvriers sont là. Se lancent à la poursuite des deux garçons. « À l'assassin ! Arrêtez-les ! » Victor court, prend un petit passage. Il est sur le boulevard de Strasbourg. Lipa marche tranquillement à 1 mètre de lui. Tout doucement, il reprend son souffle. Alors qu'il se croit hors de tout danger, un gars lui saute dessus, lui retourne le bras en arrière. À un flic qui passe, dit : « C'est un assassin. » Et voilà Victor au commissariat du passage du Désir. Un éclair de joie : son chef, Lipa, n'a pas été pris ! Lipa, le responsable, alors que lui, Victor, se considère comme un simple pion. Une nuit au commissariat. Le lendemain, confrontation avec Rosenberg. Rapidement, en yiddish, Victor lui dit : « Si vous me dénoncez, mes copains vous feront la peau. » Hurlements du policier : « Qu'est-ce que vous baragouinez en juif ! Ici, on parle français ! » Mais quand le flic demande à Rosenberg s'il reconnaît son agresseur, il affirme que non : il faisait trop sombre dans l'escalier. Victor est libre.

Il rentre chez lui, rue Saint-Maur. Commence à faire le ménage, détruit les tracts qu'il a cachés sur le palier derrière les sacs de sable

de la défense passive. À peine a-t-il terminé qu'on cogne à la porte. Le commissaire de police souhaite interroger Victor de nouveau. L'affaire a peut-être semblé louche ? Victor répète qu'il ignore tout. Passe de nouveau la nuit au poste. Miracle, il est relâché le lendemain.

Mais cette fois, il ne retourne pas chez sa mère. Se réfugie chez son ami Henri Kurchand, enfant d'une famille où tous militent et sur laquelle veille la grand-mère, une vraie grand-mère juive, qui les reconforte en leur servant un thé qu'elle a inventé : une décoction d'écorces de citrons, d'oranges ou de pelures de pommes qui sèchent sur le petit poêle. Sevek Kurchand, le frère aîné de Henri, est alors interné à Pithiviers. La mère et Rita, la meilleure amie de Paulette, habitent au cinquième étage. Henri Kurchand a une chambre indépendante au troisième. Dans cette chambre, dans cet immeuble du 141, rue Saint-Maur, au coin de la rue des Trois-Bornes, défilent tous les copains. Simon et Marcel Rajman, Henri Krasucki... La clandestinité ? Ils sont si jeunes et leur amitié est si forte !

Mais Victor a eu peur. Une grande peur. Toutes les actions auxquelles il a participé ces derniers trois mois ont tourné court. Se jeter dans la gueule du loup pour si peu de chose ? Il demande à quitter le groupe d'action et à réintégrer l'organisation de la Jeunesse communiste juive. Ce qui est accepté sans aucun problème. Quarante ans après, il commente : « Ces gens qui sacrifient leur vie ne sont naturellement pas économes de la vie des autres. » Et il ajoute : « Je me demande si ce n'était pas fait avec autant de légèreté pour que les victimes fécondent de nouvelles vocations. Pourtant, je n'arrive pas à croire à ce cynisme. »

Car si Victor a eu la chance de s'en sortir, d'autres sont tombés dans le même type d'action.

Pakin. Quel nom curieux ! Le même que le pseudonyme du grand écrivain chinois qui le composa en prenant deux syllabes prononcées à la chinoise : « Pa » pour Bakounine, « Kin » pour Kropotkine. Mais Léon Pakin est son vrai patronyme. Son pseudonyme : Charles Nowicki. C'est, rappelons-le, un ancien d'Espagne où il s'est engagé de Pologne. Interné dans divers camps du midi de la France – Argelès, Saint-Cyprien, Gurs, Le Vernet – ainsi qu'à la prison de Pau, il s'est porté volontaire, comme la direction du Parti le lui a demandé, pour partir travailler comme ouvrier en Allemagne. C'est un des moyens qu'elle a trouvés, comme nous l'avons expliqué, pour permettre à ses militants de quitter les camps. En transit à Paris, interné à la caserne des Tourelles, il se fait hospitaliser pour une hernie et c'est de l'hôpital qu'il s'évade. D'après Jeanne List, il travaille dès octobre 1941 dans les rangs de la MOI. À l'automne 1941, lors d'une attaque contre un garage allemand, il est blessé. Le Parti demande alors à Jeanne de l'héberger, le temps qu'il se rétablisse grâce aux soins du docteur Léon

Chertok. En 1938, ce dernier avait quitté Prague, où il avait obtenu son diplôme de médecine, pour venir à Paris où il avait rejoint les rangs de la sous-section juive. Jeanne tombe immédiatement amoureuse de Pakin, cet homme grand, beau, le front légèrement dégarni. Leur amour est si fort que Jeanne, séparée depuis les années d'avant-guerre de son mari communiste, qui est maintenant prisonnier de guerre – un Français dont le nom, Bremaud, est on ne peut plus français –, envisage le divorce. Terrible inconscience ? Malgré la blessure de Pakin, Jeanne insiste : « Nous ne sentions pas la terrible menace, sinon je n'aurais jamais songé à abandonner mon nom de Bremaud. » L'hiver 1941-1942 est froid, très froid. Mais le 31 décembre, Pakin, Jeanne, Julien Zerman et les Gronowski réveillent ensemble dans le studio de la rue de Chabrol. Boivent à la victoire pour l'année 1942 de l'Armée rouge.

En avril 1942, Jeanne List vit toujours avec Pakin dans son studio de la rue de Chabrol. Elle est enceinte. Elle ne connaît pas dans le détail l'activité de l'homme avec qui elle vit. Il disparaît parfois. Elle sait que l'organisation fabrique des bombes artisanales et Léon parle de trouver de la glycérine.

Le 25 avril, Paula Dzierzowska, la compagne de Hersh Zimmerman, arrive au studio de la rue de Chabrol, défaite, folle de douleur. Elle vient du 49 de la rue Geoffroy-Saint-Hilaire où Hersh Zimmerman, un ancien d'Espagne, ami très proche de Pakin, et Saül Bot, un étudiant en droit, violoniste, dont le frère est tombé en Espagne, ont loué une chambre au septième étage. Des badauds regardent les traces d'explosion. La police est là. Les deux hommes préparaient une bombe pour célébrer le 1<sup>er</sup> Mai. Erreur de manipulation. L'explosion a eu lieu à 20 h 25. Ils ont trouvé la mort. C'est la première d'une série de catastrophes de ce type. Ces jeunes gens n'ont en vérité aucune expérience des explosifs et paient cher leur maladresse. Et la font aussi payer à d'autres.

Car l'explosion a des conséquences tragiques pour certains de leurs camarades. Les jours qui suivent, l'enquête des RG permet l'arrestation d'au moins neuf militants<sup>28</sup>. La compagne de Saül Bot, d'abord, Macha Lew. Elle est née à Varsovie le 18 août 1916, et habite 1 bis, rue Lacépède. À son domicile sont trouvés des tracts communistes. C'est une militante du travail antiallemand. La surveillance de son immeuble permet l'arrestation de Zygmunt Brajlowski, né lui aussi à Varsovie le 16 juin 1921, agent de liaison, trouvé en possession de mille trois cents tracts qu'il s'apprêtait à remettre à Macha. Sont aussi arrêtés Tibor Kallaï, Juif hongrois, chimiste, qui aidait financièrement Macha Lew ; Nathan Dyskin, chimiste ; Bronislaw Lecki ; Stanislaw Toporowski ; Samuel Nadler (dit Mounié), rédacteur en chef de la *Naïe Presse* d'avant-guerre, qui

travaillait pour la presse clandestine ; Szmuel (*alias* Josef) Bursztyn, docteur en médecine ; Sonia Gutmann. La lutte armée aux résultats si minces est un véritable tonneau des Danaïdes qui engloutit les militants par fournées entières. Tous les hommes seront fusillés au mont Valérien. Macha Lew et Sonia Gutmann sont livrées aux Allemands par la BS2, la Brigade spéciale de la préfecture de police dédiée à la traque des communistes.

Sonia Gutmann fit partie des soixante-dix femmes du convoi du 22 juin 1942 parti de Drancy. Macha la suivit à Auschwitz le 16 septembre 1942. Aucune ne survécut.

La police a peut-être suivi Paula Dzierzowska quand, effondrée par la mort de l'homme qu'elle aimait, elle s'est rendue rue de Chabrol. Le 30 avril, Pakin, en vieux communiste de Łódź qui a passé huit années de sa vie en prison, dit à Jeanne : « Chez nous, une veille de 1<sup>er</sup> Mai, on ne dort pas chez soi. » Et ils passent la nuit chez une amie, rue Notre-Dame-de-Nazareth. Le lendemain, Lola, une amie de Varsovie qui habite aussi rue de Chabrol, les prévient : la police est venue perquisitionner. Ils ne remettront plus les pieds dans le studio.

Le passage dans une clandestinité absolue – faux papiers, planque – n'est aucunement organisé de façon systématique pour le militant de base, fût-il versé dans les groupes armés. Il procède de l'improvisation, de l'instinct de chacun, et survient, dans cette première période, celle antérieure à la rafle de juillet 1942, à la suite d'un incident qui le fait se sentir en insécurité chez lui.

Pourtant, Pakin continue ses activités contre les fourreurs. En juin, il dirige le « commando » qui met le feu à un atelier de la rue Taylor. Le 29 juin, il doit, avec Élie Wallach, intimider un artisan de la rue Saint-Antoine. La version communiste, donnée par Jacques Ravine, est la suivante :

Les deux jeunes combattants furent arrêtés dans une autre action de sabotage contre une deuxième usine de pelleterie travaillant pour l'ennemi. L'attitude provocatrice du patron juif fut à l'origine de l'arrestation de Léon Pakin et d'Élie Wallach<sup>29</sup>.

La version de Jeanne est légèrement différente. Ce n'est plus « une usine de pelleterie », mais l'atelier de pauvres gens récemment immigrés. Élie et Léon ont sorti un revolver, ont proféré des menaces. « Ils voulaient que l'homme promette d'arrêter de travailler. Il a ouvert la fenêtre, hurlé qu'on l'attaquait. Élie et Léon ont dégringolé les escaliers, couru le long de la rue Saint-Antoine, tourné à gauche. Place des Vosges, ils ont été rattrapés par ceux qu'on appelle "les vaches à roulettes", les policiers à vélo. »

Cette nuit, Jeanne ne dort pas : Pakin n'est pas rentré. Le lendemain, elle retrouve Peretzl, un des deux guetteurs qui devaient

protéger Élie Wallach et Pakin. C'est de sa bouche qu'elle apprend ce qu'elle nous racontera.

Les deux hommes sont amenés d'abord au dépôt, quai de l'Horloge, dans l'ancienne Conciergerie. Ils y passent quinze jours pendant lesquels ils sont interrogés, ne disent probablement rien : aucune arrestation n'a suivi la leur. Mais, tandis que Guta Puterflam, la compagne d'Élie Wallach, militante disciplinée, fait ce que le Parti lui dit de faire – ne pas se montrer –, Jeanne cherche, de prison en prison, la trace de Pakin. Cherche-Midi, Santé. « Il y a des moments où, commente-t-elle, on ne sait pourquoi, on n'a pas peur. » Elle apprend que les deux hommes sont à la Conciergerie. Pour leur faire parvenir un colis, il faut un nom et une adresse. Et encore une fois, et ce n'est pas la dernière, ce sont les contacts de Jeanne avec les non-juifs qui lui permettent de résoudre son problème. Elle s'adresse à une couturière qu'elle connaît à peine, Mme Bourgeois. Son patronyme, aux antipodes de leur cause, lui est peut-être apparu inconsciemment comme une caution incontestable. Quand Jeanne lui expose la situation, Mme Bourgeois lui propose spontanément son aide. Elle pourra user de son nom.

Mais quand elle se présente à la Conciergerie, on ne lui demande rien ! Elle remet donc le colis. En échange, on lui donne une chemise sale, tachée de sang, qu'elle conservera comme une sainte relique. Jeanne se démène pour trouver un avocat. C'est maître Mouquin, agréé par les Allemands, dont le cabinet se trouve au 32, rue de Penthièvre. Le 24 juillet, à 8 h 30, au 11 bis, rue Boissy-d'Anglas, juste en face de l'hôtel Scribe où se trouve l'état-major de la Gestapo, les deux hommes doivent être jugés.

À 8 h 30, Jeanne et Dora, la sœur d'Élie Wallach, sont rue Boissy-d'Anglas. Mais les deux hommes ont été jugés et leurs avocats n'ont pas eu le droit d'assister au procès. Condamnés à mort. Cinq minutes pour s'entretenir avec leur famille. Les premiers mots d'Élie : « Tu peux être fière de Léon. Il a tout pris sur lui ! » Et Léon s'adresse à elle en polonais : « Tu n'as pas de chance avec les hommes ! »

Le 27 juillet 1942, Élie Wallach et Léon Pakin sont fusillés dans la clairière du mont Valérien. Il s'est écoulé vingt-huit jours entre leur arrestation et leur mort.

Pakin a écrit à Jeanne une dernière lettre :

Ma chère et douce amie,

Dans quelques heures, je serai mort. Je n'ai pas le temps pour t'écrire beaucoup, mais que valent les paroles. Je t'aimais si fort, d'un amour si tendre que c'est difficile d'exprimer. Je te souhaite de tout mon cœur que tu sois très, très heureuse, que la fille (car ce sera une fille comme tu l'as voulue) soit une brave femme comme toi. Je n'ai pas le temps pour me rappeler ma vie, mais je sais qu'elle a été dure et belle, surtout depuis que je t'ai connue j'étais si heureux. Je t'embrasse de toutes mes forces pour la dernière fois. Je suis si fier

de toi, mon cœur fier, ma chère Suzanne, mon seul grand amour qui se termine si brusquement. On a pu être tellement heureux nous deux, mais... J'ai bon moral et je ferai tous mes efforts pour en avoir jusqu'au dernier moment, parce que c'est difficile de mourir quand on a 32 ans et qu'on aime. J'ai confiance en toi. Je sais que tu te débrouilleras dans la vie, que tu élèveras la fille bien.

Je ne veux pas beaucoup de toi en ce moment, seulement un bon souvenir que tu gardes de moi.

Quand je pense à la prochaine mort, je suis tranquille autant qu'on peut l'être dans un pareil moment. Mais quand je pense à toi, ça me fait si mal au cœur et quelque chose me serre la gorge si fort que je ne peux pas respirer. Je pense aussi à tous les amis qui ont été si bons pour moi. Je souhaite à tous que les souffrances de ces temps si durs cessent au plus vite possible.

Je te remets le peu de choses que j'avais avec moi pour que tu les gardes comme souvenir. Soyez forte, ma chère et douce femme et ne pleure pas beaucoup. Tâche d'être calme, forte et saine pour la fille. Je pense beaucoup à cet être que j'avais tant désiré et que je ne pourrai pas voir. Tu lui raconteras de temps en temps de moi, n'est-ce pas ? Tu embrasseras fort très fort le petit Dany, sa mère qui était si gentille et surtout son tonton et sa femme que j'ai tant aimés. Soyez tous très heureux et aidez ma chère femme dans les dures conditions de la vie actuelle, comme ça vous me rendrez un dernier service.

A Bibi, Dun, Thérèse, un dernier amical baiser. Encore une fois à tous mes amis, un dernier salut pour toute la famille, un dernier salut. Qu'ils ne m'oublient pas, qu'ils gardent un bon souvenir malgré tout.

Suzanne, ma chérie, mon grand amour, ma femme, mon amie, je t'embrasse pour la dernière fois. Soyez heureux.

Adieu. Ton Charles.

Cette lettre a paru dans *Héros juifs de la Résistance française*<sup>30</sup> avec des coupures qui ne sont pas indiquées. En particulier, le paragraphe qui montre la souffrance de Léon Pakin, son angoisse quand il pense à Jeanne a été supprimé. Le « cœur fier », qui explique le nom de Suzanne que donne Léon à sa bien-aimée et qui est le titre du roman de Pearl Buck que Thérèse Pierre leur a envoyé fin 1941 et qu'il a lu, devient, on ne sait pourquoi, un « cœur pur » ! Elle n'est pas la seule à avoir ainsi été « améliorée ». Bien des lettres de fusillés dont le fonds est géré par le parti communiste ont été corrigées, retouchées pour donner de leur héros l'image que le Parti voulait.

Pakin n'a aucune famille en France et celle à laquelle il envoie son dernier salut, c'est le Parti, les copains des FTP, sa vraie famille.

Ceux qui affirment avec une tranquille sérénité que les révolutionnaires comme Pakin, venus d'ailleurs – Pologne, Espagne – en France par les hasards de la lutte révolutionnaire, combattant là où le Parti leur dit de combattre, n'ont rien à perdre en luttant, se trompent. Leur idéal, leur fidélité au Parti sont au-dessus de tout, certes. Mais ce sont des hommes et ils aiment, et dans cette période où rôde la mort, ils attendent leur enfant à naître.

Le corps de Pakin ne repose plus au carré des fusillés du cimetière parisien d'Ivry. Quand les autorités ont entrepris, à la fin des années 1970, la réfection de ce coin de cimetière, Jeanne y a vu une

profanation : il prendrait l'allure d'un cimetière militaire, sans que personne s'en émeuve. Il faudra encore quelque temps pour que les anciens communistes juifs se réveillent, se scandalisent de voir les corps de leurs camarades reposer sous des croix. Jeanne a préféré faire transférer la dépouille de son compagnon dans les Cévennes, à côté de la maison où vit son fils, le fils de Pakin. Car l'enfant fut un garçon. Là, les cimetières sont réservés aux catholiques, les protestants sont enterrés près des maisons. On peut y voir un paradoxe. Cet homme pour qui la famille était le Parti est retourné dans sa famille de chair.

Il semble bien que la mort de Pakin et d'Élie Wallach marque la fin de la participation des FTP-MOI juifs à des actions spécifiquement juives, même si les objectifs semblent contestables. Dès lors, le détachement juif, un des quatre détachements de la MOI aux côtés du détachement roumain et hongrois composé en majorité de juifs, du détachement italien et du détachement espagnol et arménien, sera utilisé à des tâches qui n'ont plus rien à voir avec les Juifs.

Il semble aussi que le sabotage à relativement grande échelle et les actions violentes à l'égard des Juifs travaillant pour les Allemands aient cessé. Avant juillet 1942, Jacques Farber, qui travaillait chez Desmet (« Il fallait bien gagner sa vie », nous dit-il ; il a, rappelons-le, une femme et deux enfants) se souvient avoir mis le feu à l'atelier. Dans la même période, Jean-Claude Schwarz nous a dit avoir sectionné des fils électriques à l'aide d'une tenaille dans les ateliers de la zone à laquelle il a été affecté : les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> arrondissements : rue Martel, rue du Temple, rue des Quatre-Fils.

Pourtant, la lutte dans la fourrure continuera jusqu'au printemps 1943, lorsque les ateliers seront pour la plupart vidés de leurs Juifs, sous des formes différentes. L'organisation de la Jeunesse juive envoie ses militants travailler dans la fourrure. Avantage : ils peuvent obtenir l'*Ausweis* qui les protège de l'arrestation ; ils gagnent leur vie ; leurs tâches : saboter à l'intérieur la production, recruter des militants en étant parmi les « masses juives ».

Après la rafle du 16 juillet 1942, les copains disent à Évelyne Müller : « Il faut que tu t'embauches chez les fourreurs qui travaillent pour les Allemands. » Dans un atelier de la place La Fayette, on cherche une mécanicienne. Elle se présente, alors qu'elle ne connaît pas le métier. Mais le patron la garde comme finisseuse. Jacques Adler raconte :

Après juillet 1942, on m'a envoyé faire du travail dans les syndicats. On m'a dit : « Il faut absolument que tu entres chez Toumain. » C'était un grand atelier de fourrure pour dames, réquisitionné par les Allemands et qui travaillait pour l'armée. En tout, de vingt à trente coupeurs et autant de mécaniciens. Il existait déjà un comité illégal. On faisait toutes sortes de choses pour ralentir la

production et la rendre inutilisable : casser les aiguilles des machines, couper la fourrure des vestes. On collectait de l'argent, on essayait de recruter pour l'organisation.

Parmi ceux que recrute Jacques, Émile Sommer, dit Milo, a le même âge que lui. Il est entré en 1940 à l'école de la fourrure de la rue des Tournelles pour y apprendre le travail des peaux. En 1942, une tante dont le mari est contremaître chez Toumain l'y fait entrer. Petit à petit, Milo participe au sabotage. Il faut aussi faire des prises de parole. Mais pour cela, il faut arrêter les machines. Jacques désigne deux gars. Mais ils ont peur, se récusent. Alors Jacques Adler doit s'en charger lui-même. Il dit aux deux flics qui gardent en permanence les machines pour prévenir sabotages et incidents qu'on les appelle au bureau. Ils s'y rendent. Jacques coupe le courant, la peur au ventre. « La peur, elle était toujours là. Mais tu faisais ce que tu avais à faire. Ce n'était pas une question de courage, mais de sens des responsabilités vis-à-vis des camarades, vis-à-vis de l'organisation. »

Un surmoi particulièrement rigide et exigeant, diraient les psychanalystes, qui impose aux militants d'agir, s'opposant parfois à leur instinct de vie.

L'*Ausweis* de Jacques Adler lui fut précieux. Au début de l'année 1943, sa mère est arrêtée, internée à Drancy. Les copains lui conseillent de se rendre dans les bureaux de l'UGIF, l'Union générale des israélites de France. Curieux conseil : depuis sa création, en novembre 1941, les communistes ne cessent de dénoncer l'UGIF en des termes particulièrement violents : cette « officine de la Gestapo » est le nid de « Juifs bruns », de « collaborateurs juifs », de « nazis juifs ». L'UGIF l'envoie à la préfecture qui lui donne un papier pour faire relâcher sa mère. Jacques va à Drancy, en sort avec sa mère. Mais il n'est pas question pour elle de retourner dans l'appartement de la rue Saint-Claude. Elle terminera la guerre cachée chez une concierge de la rue. Car la concierge est un personnage clé de qui a souvent dépendu la survie des Juifs pendant la guerre.

Jacques a quitté l'atelier. Il est devenu permanent. « Un jour, raconte Milo, la Gestapo est venue dans l'atelier pour arrêter tous les Juifs. » Quand ils arrivent, Milo travaille sur la grande table de coupe qui occupe tout le centre de la pièce. Les Allemands commencent les vérifications de papiers à un bout de la table. Mais au fur et à mesure qu'ils avancent, Milo tourne lentement. Les ouvriers qui ont repéré son manège ne bronchent pas. Il se glisse par une porte. Se cache dans un chariot plein de peaux. Il est midi. « Comme on pointait à une horloge et que les Allemands avaient une fiche de pointage, ils ont vu qu'il en manquait un. Ils ont voulu refaire une vérification, mais ont accepté que les ouvriers aillent d'abord déjeuner. Ils ont emmené tous les Juifs. » Les Allemands partis, les ouvriers font discrètement sortir



Milo. Dès lors, il change d'identité. Trouve une planque. Devient permanent.

Parfois, dans ces ateliers, les jeunes Juifs rencontrent des non-juifs comme Raymonde Babule, jeune communiste d'Antony dont le père, mort au début de la guerre de « phtisie galopante », comme on disait alors<sup>31</sup>, était un proche du docteur Tenine, une personnalité du Parti d'Antony, fusillé comme otage. À la mort de son père, en juillet 1941, elle cherche du travail et, par l'intermédiaire d'une copine d'école, s'embauche chez Pilain, rue d'Enghien, où Jacques Lipa, le responsable de Victor Zigelman, rappelons-le, la recrute. Elle participe aux mêmes actions que ses camarades, en particulier le sabotage. Elle les renseigne sur les moments les plus opportuns pour distribuer des tracts. Car beaucoup de tracts, nous dit Robert Birenbaum, étaient distribués à la porte des ateliers. Elle militera dans la MOI jusqu'au gigantesque coup de filet de mars 1943 où elle sera arrêtée en même temps que la grande majorité des jeunes juifs.

Mais revenons en juin 1942 et tentons de faire un premier bilan. Il est lourd pour les juifs communistes, très lourd. Aux arrestations de mai 1941 et d'août 1941, qui ont vidé le Paris yiddish de près de huit mille juifs, se sont ajoutées les arrestations ponctuelles lors des différentes manifestations (celles du 14 juillet 1941 et du 13 août 1941) ou des distributions de tracts. Un des plus proches camarades de Victor, Marcel Cytryn, celui avec qui il a milité dans les tout débuts, est tombé alors qu'il distribuait des tracts au métro Bagnolet (aujourd'hui Alexandre-Dumas). La protection qu'ils avaient mise au point n'a pu agir. Les chutes en pleine action comme celle d'Élie Wallach et de Léon Pakin alourdissent ce bilan. Les juifs emprisonnés ou internés dans les camps de la zone nord forment un réservoir où les Allemands puisent sans ménagement quand ils décident d'exécuter des otages. Et les déportations ont commencé vers l'Est. « La première génération de militants est déjà au cimetière. », dit Jeanne List.

Dans cette première période, aucune mesure n'est prise par le Parti pour protéger les militants de base. Si leurs actions sont clandestines, ils n'entrent eux-mêmes dans la clandestinité qu'individuellement, au coup par coup.

C'est donc une organisation déjà affaiblie, dont la détermination des militants a bien du mal à compenser les pertes, qui doit faire face à l'intensification de la persécution antijuive des mois de mai à juillet 1942.

## La génération de la rafle

Aucune des mesures de persécution prises par l'occupant allemand à l'égard des Juifs de la zone occupée ne les marqua comme le port de l'étoile. Aucune autre mesure n'est restée dans les mémoires avec une telle acuité. Pourtant, leur espace social n'avait cessé de se rétrécir. Ils n'avaient plus le droit de déménager sans prévenir le commissariat de police de leur quartier. Il leur avait fallu déposer, dans ce même commissariat, le poste de TSF qui les reliait au monde, leur permettait parfois d'écouter l'émission de la BBC « Les Français parlent aux Français », puis les bicyclettes avec lesquelles ils circulaient dans la ville ou se rendaient, pour les plus jeunes, à la campagne. Leur téléphone avait été coupé. En février 1941, il leur fut interdit de sortir entre 20 heures et 6 heures. Ils devenaient des parias.

Mais, dans la rue, à l'école, au cinéma ou au concert, ils restaient comme les autres. Ils pouvaient se fondre dans l'anonymat, oublier par moments qu'ils étaient juifs !

Avec l'ordonnance du 29 mai 1942, c'est terminé. Ils sont juifs à « plein temps », à la face de tous : le commerçant et l'employeur, l'instituteur et les camarades de classe, le simple passant et le militant du Parti populaire français (PPF), l'Allemand. Car, malgré les réticences de Vichy qui n'imposa jamais le port de l'étoile dans la zone non occupée, malgré les risques de soulever certains secteurs de l'opinion publique qui amena les Allemands à accepter que les ressortissants des pays en guerre – Grande-Bretagne et États-Unis – et des États neutres ou alliés – Roumanie, Italie, Bulgarie – fussent dispensés de ce signe, tous les Juifs de plus de 6 ans, français ou étrangers, durent coudre sur leur poitrine, à l'emplacement du cœur,

une étoile jaune d'or, grande comme la paume de la main, sur laquelle JUIF était écrit en lettres noires. Au commissariat de police, toujours, là même où avait commencé l'organisation de la mise à l'écart avec le recensement, trois étoiles s'échangeaient contre un point textile. Rationnement oblige !

Nous n'avons pas trouvé trace dans la littérature clandestine en yiddish et en français d'une quelconque consigne donnée par les communistes quant au port de l'étoile. Une édition spéciale d'*Unzer Wort* du 22 juin 1942, publiée en zone non occupée, qui consacre plus de la moitié du numéro à célébrer l'URSS en lutte et qui porte en épigraphe une citation de Staline – « L'année 1942, l'agresseur fasciste doit être chassé de la terre soviétique » –, publie un article plus court qui célèbre l'attitude du peuple de France.

Le peuple de France qui aime la liberté donne de nouveau une fière réponse aux inquisiteurs fascistes et à leur vendu de Darquier de Pellepoix quant à leur tentative de créer un mouvement antisémite en France.

Dès la mise à exécution de l'ordre imposant à tous les Juifs le port de l'étoile jaune, la population de Paris a exprimé de diverses façons sa sympathie envers les Juifs et sa haine à l'égard des détenteurs du pouvoir antisémite. La jeunesse étudiante française est sortie dans la rue avec des insignes jaunes ressemblant à l'étoile, montrant ainsi sa solidarité à l'égard des Juifs persécutés. Dans un certain nombre d'écoles, les instituteurs ont expliqué aux enfants la bassesse de cet ordre du pouvoir et leur ont demandé d'entourer de sympathie leurs camarades juifs. Durant les récréations, ils ont fait ôter aux enfants juifs leur tablier sur lequel était cousue l'étoile pour qu'ils jouent sans ce signe. Dans les cafés, on assiste à des scènes touchantes. Des consommateurs se lèvent ostensiblement pour saluer un Juif qui entre, portant l'étoile. Dans les jardins et sur les marchés, les femmes françaises ont salué les femmes juives et lancé un appel contre l'occupant haï.

Et la conclusion de ce texte montre encore qu'avec constance l'antisémitisme est analysé comme manœuvre pour diviser les Français :

Les fascistes peuvent se persuader que s'ils ont voulu créer une séparation entre la population française et la population juive, s'ils ont cru avec l'étoile jaune diviser l'unité combattante des masses, ils ont fait une grande erreur. Le peuple de la déclaration des Droits de l'homme ne supportera pas ces provocations antisémites.

L'appel qui ferme l'article n'indique aucune tâche spécifique de lutte pour la sauvegarde des Juifs :

Juifs du peuple ! Expliquez à vos voisins français le véritable sens de l'antisémitisme. Nouez plus étroitement les fils fraternels avec vos frères français. Participez à la lutte contre l'ennemi commun et soutenez-la.

Cette étoile, aucun des militants passés dans la clandestinité ne la porte. Gilbert Weissberg nous a dit avoir refusé cette distinction humiliante. Il oublie qu'il en était dispensé en tant que Roumain et qu'il nous avait dit ne pas s'être fait recenser. Jacques Farber, qui ne dort plus chez lui depuis mai 1941, se rend pourtant au commissariat, prend ses étoiles, celles de sa femme et de sa fille (son fils Maxime n'a pas encore 6 ans). Il coud l'étoile, la porte une fois ou deux, puis y renonce. Sa femme et sa fillette l'arboreront jusqu'à leur arrestation. Rue Vaucouleurs, la famille Shlivka est juive : tout le monde le sait. Paulette, pourtant, ne porte pas l'étoile, mais, sur le chemin de la maison, elle cache avec un livre l'emplacement où elle aurait dû la coudre.

Annette Kalinsky (elle ne milite pas encore) coud l'étoile sur ses vêtements la veille du jour où son port est obligatoire. Elle dit à ses parents : « Je vais manifester » et sort. La tête haute, elle fait à pied le tour d'Aubervilliers. C'est son premier acte de résistance. Elle est applaudie. Des passants lui crient bravo ! Mais les derniers jours de classe, c'est sur le bras qu'elle porte la veste où est cousue l'étoile.

Esther Rozencwajg se rappelle son arrivée au cours complémentaire de la rue des Pyrénées où les élèves juives se comptent sur les doigts de la main. Ses camarades lui témoignent compréhension et gentillesse. Certaines se confectionnent même des étoiles en papier jaune qu'elles arborent, provocantes, lors du cours de leur professeur de français qui affiche des opinions pétainistes et antisémites. Le professeur d'anglais qui la tutoie – n'est-elle pas sa meilleure élève ? – la prend à part dans le couloir, l'embrasse. « Ton étoile, c'est une infamie. Ceux qui l'ont imposée devraient avoir honte. Pas toi. Tu es la même que si tu ne la portais pas. » Du baume sur le cœur. Car Vichy avait raison d'estimer peu judicieux le port de l'étoile. Alors que les internements, les exécutions d'otages, l'aryanisation des biens juifs s'étaient opérés dans une relative indifférence de l'opinion publique, l'étoile jaune suscita pour la première fois des manifestations ouvertes de sympathie, moins massives que ne l'indique l'article d'*Unzer Wort* que nous venons de citer, mais visibles tout de même.

Les Perelman se soumettent aussi à cette ordonnance. Comment auraient-ils pu faire autrement ? Chacun sait qu'ils sont juifs au 67, rue de Rochechouart où ils habitent et où Chaskiel, le père, travaille comme tailleur dans l'atelier installé dans l'appartement. Mais ils ne rencontrent aucune réaction hostile. Quand la plus jeune fille de la famille, Rachel, se rend à son cours commercial de la rue d'Abbeville, elle est accueillie par ses camarades et ses professeurs comme les autres jours. Chawa, la mère, décide de se faire photographier avec l'étoile : « Il faut qu'ils aient honte plus tard », déclare-t-elle. Que

désigne ce « ils » ? Les Allemands, probablement. Chawa et Chaskiel s'habillent avec élégance, se rendent dans le studio d'un photographe professionnel près du cirque d'Hiver. Ils posent fièrement, debout, côte à côte. Ils n'ont pas le temps de récupérer le cliché : Chaskiel viendra le chercher à son retour de Grenoble, à l'automne 1944, sans Chawa, noyée dans la Saône à Saint-Jean-des-Vignes le 29 juillet 1942, lors du passage de la ligne. L'appartement a été radicalement pillé, jusqu'aux prises de courant, et cette photo est la seule du couple.

Un nombre non négligeable de juifs ne se soumit pas à l'ordonnance. « La police française estimait que plus de cent mille juifs tombaient sous le coup du décret, écrivent M. Marrus et R. Paxton. Au bout de quelques mois, quatre-vingt-trois mille personnes avaient reçu des étoiles<sup>1</sup>. » Encore ne la portèrent-elles pas toutes.

Le port de l'étoile a-t-il pour objectif de susciter chez les Français un mouvement d'antisémitisme, « de créer les conditions favorables pour une provocation au pogrome du type des Cent-Noirs<sup>2</sup> », comme l'écrit *Unzer Wort* ? Le port de ce symbole de la persécution n'est-il pas la dernière étape préparatoire à la « solution finale » qui, pour les juifs de France, s'apprête à passer à la phase exécutoire en juillet 1942 ? Le juif qui la porte est immédiatement repérable, déportable. Il ne peut plus échapper aux heures du couvre-feu et quand, le 8 juillet 1942, l'occupant lui impose de faire ses courses entre 15 heures et 16 heures, alors que le maigre approvisionnement des magasins a déjà disparu, sa vie quotidienne est devenue pratiquement intenable.

Il est important, maintenant, pour bien comprendre l'action des organisations communistes juives, de procéder à un bref retour en arrière et d'analyser systématiquement le contenu de leur presse dans les six premiers mois de l'année 1942. Douze publications en yiddish ont été conservées. Nous en écartons une, un tract qui nous semble soit apocryphe, soit émaner d'une autre organisation, bien qu'il ait été intégré dans le recueil de tracts dont nous disposons. La frappe en est parfaite (ce qui est exceptionnel pour les publications illégales) ; il n'est pas signé ; l'indication de date est floue, « publié en France en avril 1942 » ; il contient une référence élogieuse, peu dans la ligne de l'époque, « aux groupes d'autodéfense du Bund en Pologne », et l'indication que la guerre durera encore longtemps, alors que l'ensemble de la propagande communiste (juive et non juive) fixe le terme de la victoire à l'année 1942. Restent onze textes : deux sont des bulletins de Solidarité, quatre des tracts, dont un émane du mouvement des femmes, cinq des numéros d'*Unzer Wort*, dont deux sont publiés en zone non occupée. La série n'est probablement pas complète, mais elle est suffisante pour permettre l'analyse.

La référence à l'Union soviétique est omniprésente. Le numéro

spécial de mars 1942 porte en épigraphe : « Les masses juives envoient des salutations enflammées à la glorieuse Armée rouge pour son 24<sup>e</sup> anniversaire. L'Armée rouge est la seule qui porte des coups mortels au fascisme. Elle est, pour cette raison, l'espoir de libération du peuple juif. » Nous avons déjà signalé que le numéro spécial, daté aussi du 22 juin, portait en épigraphe une phrase de Staline. Tout le recto d'*Unzer Wort* du 15 mai 1942 est, aussi, consacré à l'Union soviétique « à la veille des combats de printemps ». On peut d'ailleurs se demander comment réagit le lecteur de ces publications à qui on annonce depuis juin 1941 de constantes victoires ! Il est possible que cette propagande qui fait de Staline un homme tout-puissant, un dieu, un prophète chargé d'annoncer les bonnes nouvelles, fasse douter de l'ensemble du contenu. Quand les dirigeants communistes juifs s'enorgueillissent d'avoir été les seuls à « informer » les juifs de leur situation, ils oublient que cette presse ne fut le reflet du réel qu'en de très rares occasions, qu'elle servit d'abord, dans la période précédant juillet 1942, à faire l'apologie de l'URSS d'où viendrait le salut pour les Juifs et à imposer la ligne politique d'un parti communiste dont elle dépendait. Le lecteur devrait alors avoir la capacité de distinguer ce qui est propagande et ce qui ne l'est pas.

La célébration de la patrie du socialisme est une constante.

Dans le combat grandiose pour la vie et la mort qui se déroule sur l'ensemble de la terre, notre sort est étroitement lié au sort des peuples puissants du monde et, au premier rang, au sort du merveilleux et héroïque peuple soviétique. Cela nous donne de l'espoir. Cela nous donne du courage. Cela remplit d'enthousiasme les cœurs de tous ceux, gens du peuple juif, qui combattent comme soldats sur les fronts<sup>3</sup>.

Femme juive ! Dans la journée internationale pour les droits, tu feras tout pour hâter la fin de la guerre. Tu hâteras la victoire de l'Union soviétique. Tu te comporteras avec haine contre la femme qui salit notre peuple en donnant de l'aide à notre ennemi sanglant et la possibilité de prolonger la guerre contre le pays du socialisme. Car pour nous, l'Union soviétique, c'est la liberté, sans persécutions de Juifs, c'est la femme libérée qui n'a ni souci du lendemain ni souci pour son enfant<sup>4</sup>.

L'Armée rouge avance. De nouvelles victoires pour la dernière bataille se préparent<sup>5</sup>.

L'Armée rouge [le fascisme s'écroulant] donnera de plus en plus de coups efficaces<sup>6</sup>.

Cessons cette énumération. Pour être fastidieuse, elle n'en est pas moins d'une importance capitale, car, redisons-le au risque de nous répéter, la lutte des Juifs s'inscrit dans le soutien à celle de l'Armée rouge. Ceux qui opposent deux centres de décision, celui du PCF et celui du Komintern, et qui pensent que la lutte des Juifs de la MOI

relève du Komintern soulèvent, en dernière analyse, un faux problème. S'il y eut des services travaillant directement pour les Soviétiques, ceux d'espionnage par exemple, comme le Service B7 ou l'Orchestre rouge dont la tâche n'était pas d'inciter la population à la lutte, on peut, en lisant tout simplement ce qui est écrit dans la presse, constater que ce qui est réclamé d'abord aux militants, c'est de travailler au soutien de l'URSS.

Les Juifs doivent lutter aux côtés du peuple de France dont la solidarité est toujours mise en avant. La presse insiste aussi sur le fait que les Juifs ne sont pas les seuls persécutés. Les communistes, les « masses françaises » paient aussi très cher. Avant juillet 1942, la seule lettre de fusillé publiée par la presse communiste yiddish est celle de Gabriel Péri. Les martyrs juifs ne méritent pas, dans leurs journaux, tant d'honneur. Ainsi l'occultation partielle de leur rôle commence-t-elle dès cette période-là, et elle est aussi le fait des Juifs eux-mêmes. Comme s'il fallait minorer leur combat, banaliser leur persécution. Ceux des acteurs qui ont eu conscience de l'effacement volontaire de leur rôle et de leur action l'expliquent : la propagande nazie affirme que les Juifs sont responsables de cette guerre, une guerre pour les Juifs. Il ne faut pas lui donner raison. Cette explication ne peut être satisfaisante quand il s'agit d'une presse en langue yiddish, destinée à un micromilieu bien circonscrit, celui des Juifs de l'immigration ; minorer la persécution et l'héroïsme des Juifs, c'est montrer qu'ils ne sont qu'un élément d'une hiérarchie où le PCF tient le rôle dominant au service de la cause du soutien à l'URSS.

Un exemple :

Dans la folie de son agonie, Hitler déclare la guerre aux Juifs, et en même temps il édicte des mesures de terreur contre les Français. Peine de mort pour les paysans qui cacheraient leur récolte et qui ne répondraient pas aux réquisitions du pouvoir, la même peine pour celui qui aiderait le paysan dans sa résistance<sup>8</sup>.

Mais dans le temps où la persécution des juifs est banalisée, mise sur le même plan que celle des communistes ou des paysans français, elle est aussi lucidement analysée.

Le dernier discours de Hitler a été prononcé sur le ton habituel qu'il prend lors de ses meetings. Des plaisanteries grossières, des injures de foire, des cris étranges et d'incalculables menaces de vengeance. Il est à remarquer que Hitler a du moins attaqué son ennemi le plus dangereux, l'Union soviétique, ce qui prouve qu'un chien battu a réellement peur du bâton. C'est pourquoi ses menaces les plus insolentes et les plus impitoyables ont été contre les Juifs. « Le but de notre guerre, a déclaré Hitler, est d'exterminer les Juifs de l'Europe. Les Juifs paieront pour tout, selon leur propre loi : dent pour dent, œil pour œil. » Les menaces de Hitler ne nous troublent pas particulièrement. Le peuple juif a déjà entendu de telles menaces. Et ils sont pourtant restés à la surface de

Le camp de Compiègne est appelé « camp de l'enfer » et Drancy « camp de la mort ». Ce qui est certes exagéré, puisque ces deux camps sont d'internement et de transit, même si parfois on y meurt.

Un autre thème apparaît pratiquement dans chaque publication : celui de la coupure entre les Juifs du « peuple » auxquels sont adressés tracts, appels, journaux, et les Juifs « collaborateurs ». Nous avons déjà vu comment cette division avait marqué le sabotage et les violences contre les fourreurs juifs. Les communistes juifs prennent pour cible l'UGIF, l'Union générale des israélites de France, un organisme créé par une loi de Vichy le 29 novembre 1941 sur demande allemande pour représenter les juifs auprès des pouvoirs publics, « notamment pour les questions d'assistance, de prévoyance et de reclassement social » (article 1 des statuts)<sup>10</sup>. Car l'article 2 a prévu la dissolution de toutes les associations juives, sauf les associations cultuelles. Leurs biens sont remis à l'UGIF. Dès sa création, l'UGIF est présentée dans la presse communiste juive comme une « *kehilla nazie* ». Une *kehilla*. Ce mot hébreu désigne la communauté juive. « Sous la demande de l'occupant, Vichy a créé une *kehilla* pour faire entrer le milliard de francs [il s'agit de l'amende collective dont sont frappés les juifs à la suite des attentats contre des militaires allemands] et pour réaliser d'autres actions de brigandage des nazis, écrit *Unzer Wort*<sup>11</sup>. Il s'est trouvé un petit groupe de traîtres qui a pris sur soi de réaliser ce travail honteux. Les masses juives se détourneront avec dégoût de cette *kehilla nazie*. »

L'utilisation de l'adjectif « nazi » ne laisse pas d'étonner. À partir de janvier 1942, il désigne invariablement les membres de l'UGIF alors que, pour les Allemands, c'est l'adjectif fasciste qui est couramment employé, celui de nazi étant très exceptionnel. Ainsi, alors que la spécificité de l'hitlérisme, l'antisémitisme qui forme le cœur de sa doctrine, n'est pas mise en valeur, qu'il est mis sur le même plan que le fascisme italien, que ceux qui le combattent sont des antifascistes, les seuls nazis sont... les Juifs ! Les *broïne Yiddelekh*, les « petits Juifs bruns », revêtus symboliquement par les communistes juifs de l'uniforme des SA, accusés d'aider aux déportations (*Solidarité*, début mai 1942). Toutes les organisations juives dissoutes par le gouvernement de Vichy et maintenant affiliées à l'UGIF sont condamnées par la presse communiste.

Poursuivons la lecture d'*Unzer Wort* de 1942. « Le *Journal officiel*, est-il écrit, a publié une longue liste d'organisations juives dissoutes par le gouvernement de Vichy. Dans cette liste, on trouve les noms de prétendues grandes organisations juives comme l'ORT, l'OSE, l'HICEM et d'autres. » Et de préciser que l'interdiction semble formelle et



qu'elles « poursuivront leurs activités, mais comme “sections” de l'Union générale des israélites de France », c'est-à-dire de la *kehilla* nazie. Et le texte ajoute que ces organisations dans le passé « étaient grandes surtout par leur budget », que leurs dirigeants ont beau affirmer que l'entrée dans la *kehilla* nazie n'est qu'un moyen pour continuer leur travail et sauver leurs biens, elles seront aux yeux de la France juive des « collaborateurs de Laval et de Darquier de Pellepoix ».

C'est dans ce même numéro, après un long article sur les combats de printemps en URSS, que le départ du premier convoi de déportés est annoncé, en deux lignes seulement : « Dernièrement, on a extrait mille internés juifs de Drancy. Leurs familles n'ont aucune nouvelle de l'endroit où on les a envoyés. »

Apprécier exactement le rôle de l'UGIF n'est pas le sujet de cet ouvrage. On sait ce qu'elle ne fut pas : Jacques Adler comme Annie Kriegel puis Michel Laffitte qui en est l'historien le soulignent : un *Judenrat*, un conseil juif comme les Allemands en instituèrent dans chaque ghetto de l'Europe de l'Est.

Le *Judenrat* était en effet une structure de représentation et de gestion par laquelle transitait obligatoirement toute décision allemande concernant la population du ghetto. Or le carnet de Raymond-Raoul Lambert<sup>12</sup> – le seul dont on pouvait soupçonner qu'il ait voulu faire de l'UGIF un instrument de cette sorte – ne laisse aucun doute : toutes les personnalités juives consultées par Xavier Vallat, premier commissaire aux questions juives, ou directement concernées, y compris Lambert, ont été unanimes à refuser leur aval à quelque instance que ce soit de représentation unique et unifiée de la population juive de France, que ce soit auprès des pouvoirs publics vichyssois, en zone nord auprès des autorités d'occupation – sauf dans le domaine qui l'exigeait impérativement, celui de l'assistance<sup>13</sup>.

Et Serge Klarsfeld de constater l'importance des secours distribués par l'UGIF à un nombre d'assistés toujours croissant de 9 282 en janvier 1944 à 11 594 en juin 1944 pour la zone sud. Et de se poser la question :

Sans les subsides distribués par l'UGIF, combien de familles nécessiteuses n'auraient pu payer leur loyer, s'assurer un minimum de subsistance, acheter des billets de train ? Combien seraient tombées entre les mains des policiers, des gendarmes, des miliciens, de la Feldgendarmerie ou des gestapistes<sup>14</sup> ?

Par ailleurs, l'OSE, l'Œuvre de secours à l'enfance, incorporée à l'UGIF zone sud, profita de cette façade légale pour développer un important travail de sauvetage d'enfants.

Mais l'UGIF était aussi une idée allemande, fonctionnant sous contrôle allemand. Ses bureaux constituèrent parfois des souricières où celui qui venait demander assistance était arrêté, comme ce fut le

cas à Lyon, au 12 de la rue Sainte-Catherine, où quatre-vingt-quatre Juifs furent arrêtés sur ordre de Klaus Barbie le 9 février 1943. Et, à la fin de la guerre, nous y reviendrons, des erreurs, des lâchetés surtout, permirent l'arrestation et la déportation d'enfants placés dans ses foyers de la région parisienne. Mais jamais, à la différence des *Judenraten* des ghettos de Pologne, l'occupant ne l'utilisa pour préparer les déportations. Pour une raison bien simple : en France, Vichy collaborait. La police française qui avait recensé les Juifs était chargée de les arrêter. On n'avait donc pas besoin de conseils juifs comme en Pologne par exemple. Qu'eût fait l'UGIF si on lui avait demandé d'effectuer le même type de travail que les *Judenraten* ? Nul ne le sait.

Mais l'analyse des communistes juifs se veut « marxiste », ce qui implique que la lutte des classes, l'opposition entre le peuple et ses ennemis, traverse la société juive, y compris pendant cette période où tous, rabbins et Juifs athées, Juifs français, comme l'avocat Rolnikas, ou immigrés, comme Abraham Trzebrucki, riches ou pauvres, sont voués à un commun destin.

L'année 1942 sera l'année de la victoire, affirme avec constance la presse communiste. Elle sera donc aussi celle des règlements de comptes. Et les comptes ne se régleront pas principalement entre les Juifs et leurs bourreaux, mais entre Juifs.

Les masses juives se détourneront avec dégoût et haine des agents et vendus de Vichy et de Hitler et les chasseront de la rue juive. Le temps des comptes viendra, et ce temps est proche. Les Juifs de France n'oublieront pas les valets sordides, les traîtres qui ont aidé à l'oppression de leurs propres frères<sup>15</sup>.

Et en épigraphe du numéro de *Solidarité* du début de mai 1942, une citation d'un discours au meeting juif qui vient de se tenir à Moscou : « Le jour approche où chaque Juif devra rendre des comptes pour les vivants et pour les morts de ce qu'il a fait pour se défendre, pour se venger du sang innocent versé. »

Avant l'été 1942, les forces de l'organisation communiste juive sont donc fort loin de se préoccuper d'abord du salut de l'ensemble des Juifs. Or, en ce début de l'été 1942, alors que les communistes célèbrent le premier anniversaire de l'entrée en guerre de l'URSS, les Allemands préparent la grande rafle qui doit permettre l'arrestation de près de trente mille Juifs. Les préparatifs de la rafle ne sont pas passés inaperçus. *L'Université libre*, l'organe des universitaires communistes qui a commencé à paraître en novembre 1940, annonce dès le 5 juillet 1942, dix jours avant la rafle, « ce qui va se passer » et préconise la résistance. Dès le 5 juillet, cette publication parle de gazage, décrit le processus « arrestation, déportation, assassinat » et évoque les camps de la mort lente<sup>16</sup>.

Et chez les communistes juifs ? Un seul tract en yiddish, daté du mois de juin et dont il est utile de citer intégralement la traduction, parce qu'il pose plusieurs problèmes.

#### AUX MASSES POPULAIRES JUIVES

L'ennemi prépare un crime inouï contre la population juive.  
Courageux et fiers dans la lutte, ensemble avec tout le peuple français pour nos droits de vivre et la liberté.

Frères et sœurs,

Il y a quelques semaines, les assassins de la Gestapo nous ont imposé le port de l'étoile jaune. Ils pensent ainsi exciter contre nous le peuple français et ainsi renforcer leur système oppressif. Mais leur calcul était faux. Le peuple français a vu dans l'étoile jaune un signe de leur barbarie<sup>17</sup> et a exprimé aux Juifs sa sympathie et sa solidarité.

Compte tenu de cette défaite, les hitlériens se préparent à passer [à] une nouvelle offensive contre les Juifs. D'après les informations que nous recevons de source sûre, les Allemands vont organiser une rafle et une déportation de Juifs immenses. Par une terreur renforcée contre les Juifs, les hitlériens veulent préparer la base pour une oppression plus forte de toute la France. L'extermination des Juifs doit être un avertissement pour les Français qui s'opposent à la mise en esclavage de leur pays et veulent vivre comme des gens libres et comme des citoyens.

Frères juifs ! Le danger est grand ! Nous considérons de notre plus grand devoir de vous alerter ! Les bandits hitlériens sont prêts à tous les crimes.

*Fermer les yeux en face de la réalité tragique est égal à un suicide !*

*Ouvrir les yeux, reconnaître le danger, conduit au salut, à la résistance, à la vie<sup>18</sup>.*

La question qui se pose pour chaque Juif est : que faire pour ne pas tomber dans les mains des bandits SS ? Que faire pour hâter leur fin et ma libération ? Que doit faire chaque homme juif ? Chaque femme juive ? Chaque jeune Juif ?

1. Ne pas attendre à la maison les bandits. Prendre toutes les mesures pour se cacher et pour cacher en premier lieu les enfants avec l'aide de la population française sympathisante.

2. Après avoir garanti sa propre liberté, adhérer à une organisation de combat patriotique pour battre l'ennemi sanguinaire et venger ses crimes.

3. Si l'on tombe entre les mains des bandits, résister par tous les moyens. Barricader les portes, appeler à l'aide, se battre contre la police. On n'a rien à perdre. On peut juste y gagner la vie. Chercher sans cesse à fuir.

Pas un Juif ne doit tomber victime de la bête hitlérienne assoiffée de sang. Chaque Juif libre et vivant est une victoire sur notre ennemi. Il ne doit pas, il n'a pas le droit, il ne permettra pas notre extermination.

Sur les champs de bataille de l'Union soviétique, le fascisme blessé à mort fait actuellement des efforts convulsifs dans la lutte contre l'invincible Armée rouge dont les soldats, officiers, généraux et partisans juifs émerveillent le monde par leur héroïsme. Mais le sort du fascisme est déjà scellé. Il roule inévitablement dans l'abîme. Le front des peuples amoureux de la liberté alliés de l'Union soviétique grandit et se renforce. Le combat des peuples opprimés est un poignard dans le dos du fascisme.

Notre devoir sacré est de se mettre [sic] aux premiers rangs des combattants de la liberté.

Les meilleurs fils et filles de la communauté juive de France remplissent avec un esprit de sacrifice illimité sous le drapeau du parti communiste leur devoir

envers l'humanité libre et envers notre peuple. Ce sont les meilleurs défenseurs de notre existence. Honneur et fierté.

À la lumière des actes héroïques des combattants juifs et des souffrances des masses juives, comme apparaissent bas les valets juifs qui sont heureux de serrer la main de nos bourreaux. Les petits Juifs bruns veulent convaincre les Juifs que leur sécurité sera assurée s'ils se mettent au service du pouvoir, ce qui est en réalité le plus sûr chemin vers un camp de concentration et la déportation.

Ouvriers juifs et gens du peuple, notre réponse à l'étoile jaune et au nouveau danger de déportation doit être :

*Sabotage de la production hitlérienne dans toutes les branches où vous êtes occupés*<sup>19</sup>.

Brisez les machines. Produisez un travail inutilisable. C'est un crime envers notre peuple, c'est une trahison du sang de nos martyrs de produire pour les buts de guerre des criminels hitlériens.

*Jeunes Juifs ! Avenir du peuple juif !* Votre flamme juvénile, votre énergie et votre esprit d'initiative, mettez-les au service de la bataille anti-hitlérienne. Il n'y a pas de but plus noble dans la vie que de lutter pour la liberté !

*Femmes juives !* Comprenez que ce n'est pas le moment de pleurer les victimes. C'est l'heure de l'action. L'aide et la lutte, le travail de solidarité sont la plus haute exigence pour chaque femme juive !

Vivre libre ou mourir ! Nous voulons vivre libres et nous vivrons libres ! Notre peuple inscrira encore de nouvelles pages dans l'histoire de l'humanité libérée.

Pour la première fois, un tract met en avant la question du salut *individuel* des Juifs en donnant, pour la première fois aussi, des consignes précises et réalistes pour échapper à la rafle qui, est-il précisé, doit aussi pour la première fois toucher les femmes et les enfants. Mais ces consignes sont données au milieu d'un long texte adressé « aux masses populaires juives » qui fait référence à la lutte des Juifs sous l'égide du parti communiste. Elles perdent ainsi de leur impact et de leur crédibilité. D'autant que le texte analyse la rafle à venir comme une manœuvre de division et comme le prélude à une oppression plus grande de la France. À peine les consignes sont-elles données que suit l'éloge du parti communiste, de l'Armée rouge, l'évocation du combat renforcé des peuples opprimés sur les arrières du fascisme. Un combat qui, à l'été 1942, est encore tout à fait embryonnaire, si ce n'est en Yougoslavie. Enfin, toujours et encore, la dénonciation des « Juifs bruns ». Le dernier slogan souligné, le plus important dans un tract, appelle au sabotage de la production et ne reprend pas les consignes pour échapper à la rafle.

Un tract des communistes juifs fut donc rédigé, avertissant que la rafle ne toucherait pas les seuls hommes, comme les arrestations de masse précédentes, mais aussi les femmes et les enfants. Or les responsables juifs, dont on peut penser qu'ils ont rédigé ce texte ou qu'ils en ont au moins eu connaissance, n'ont pris aucune mesure pour cacher leur propre femme ou leurs propres enfants. Ainsi Adam Rayski raconte : « Le soir du 15 juillet, veille du Vélodrome d'hiver, je

rentrais à Paris par le train de Versailles-Rive gauche pour descendre à la station du Champ-de-Mars. » Il a hâte de rentrer chez lui. Il est fatigué d'avoir arpenté, de rendez-vous en rendez-vous, la banlieue ouest de Paris. Il pense à Jeanne, sa femme, qui porte l'étoile jaune, respecte le couvre-feu, mais qui se prépare à cacher leur enfant à la campagne avant d'entrer dans la clandestinité. « Pouvais-je imaginer, précise-t-il, qu'au même instant Jeanne fuyait la maison, l'enfant dans ses bras, à la recherche d'un abri pour échapper à la rafle que la rumeur publique colportait dans les "quartiers juifs" de Paris<sup>20</sup> ? » La « rumeur publique » et non le tract de son organisation ; la rafle dont il ne semble pas avoir eu connaissance, pas plus d'ailleurs que Paulette Shlivka ou Jacques Farber. Or le tract est prétendument daté de juin.

Nous ne pouvons émettre que deux hypothèses. La première, que ce tract a été rédigé aux environs du 14 ou 15 juillet et qu'il n'a pas été prêt à temps pour être distribué. A. Rayski a pu alors « oublier » dans la rédaction de ses mémoires son existence, l'angoisse aiguë qu'il éprouva pour les siens recouvrant cet épisode. La date de juin serait alors portée après la guerre pour montrer que, grâce à leur boussole, les communistes ont toujours tout su, tout compris avant les autres.

La seconde hypothèse : que les communistes juifs, s'ils ont bien rédigé leur tract en juin 1942, ne croient pas vraiment ce qu'ils écrivent, que leur description de la persécution des Juifs est faite non pour inciter les Juifs à se dissoudre dans la nature afin d'assurer leur salut individuel, mais pour les attirer dans les rangs de la résistance communiste.

Si aucun de ceux que nous avons interrogés n'a souvenir de ce tract, tous se rappellent la « rumeur » qui circula *la veille* de la rafle et qu'ils propagèrent. Jeanne List, enceinte, quitte son domicile du 28 de la rue de la Fontaine-au-Roi, se précipite chez une autre belle-sœur de Gronowski dont le mari est prisonnier de guerre et qui est seule avec un enfant de 5 ans. La famille se met à l'abri.

La rafle du Vél'd'Hiv' les 16 et 17 juillet 1942 résume le sort tragique des Juifs de France pendant la guerre. Par le nombre de ceux qui furent arrêtés : près de treize mille ; par le fait que pour la première fois, ce ne sont plus seulement des hommes en âge de travailler, mais principalement des femmes et des enfants (plus de quatre mille) ; parce que cette rafle, ordonnée par les Allemands, a été effectuée par la police française. Mais surtout parce que, à la différence des précédentes, elle s'inscrit clairement dans le projet nazi de « solution finale de la question juive ». Les dirigeants nazis ont souhaité accélérer le rythme des déportations de France. Le 11 juin 1942, Theodor Dannecker, le responsable SS de la persécution des juifs en France, est à Berlin pour une conférence convoquée par Adolf

Eichmann. Après celle de Wannsee (20 janvier 1942), une réunion interministérielle qui regroupe les délégués de toutes les administrations concernées par la « solution finale » et qui trace les grandes lignes de son organisation, cette dernière conférence s'occupe de sa déclinaison pour les pays occupés de l'Europe occidentale : Pays-Bas, Belgique, France. Si plus de 1 million de juifs avaient été assassinés en 1941, après l'entrée de la Wehrmacht en Union soviétique, le 22 juin, par les *Einsatzgruppen*, les groupes mobiles de tuerie, l'année 1942 est l'année terrible, avec 2 700 000 assassinés, principalement dans les « centres de mise à mort » en fonctionnement : Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka. Car l'antisémitisme nazi est un « antisémitisme rédempteur » (Saul Friedländer) : les juifs qui dominent le monde, version bolchevique en URSS, capitaliste aux États-Unis, doivent être éradiqués pour que puisse advenir le règne « aryen » du Reich de mille ans.

Paulette Shlivka a été informée de la rafle. Le matin, elle se précipite à la maison. Le père est déjà parti pour l'atelier, à l'autre bout de la rue. La mère prépare un sac à dos pour elle et pour Robert, son jeune frère. Ne pas partir sans rien ! Et il faut que Paulette se fasse comminatoire pour que la mère accepte de se sauver. Paulette prend l'enfant par la main. Des flics dans toutes les maisons. Des cris, des hurlements. Paulette marche, tenant Robert par la main. Toute la journée, elle erre dans Paris. Un contact avec un responsable adulte, qui lui donne un autre contact avec Sophie Szwarc. Paulette la connaît bien : avant la guerre, elle militait avec son père à *Arbeter Ordn*, l'organisation de secours des juifs communistes. Sophie, qui se dépense sans compter pour mettre les enfants à l'abri, lui donne l'adresse d'une pension à Clamart. L'enfant y sera en sécurité. Solidarité paiera la pension. Toute la famille est sauvée, par la volonté de Paulette. Car ces militants à peine sortis de l'adolescence sont devenus les parents de leurs parents, les responsables de leurs frères et sœurs plus jeunes.

Évelyne Müller, sa mère et ses deux sœurs habitent toujours le même hôtel de la rue Levert. Par les copains, les sœurs ont appris l'imminence de la rafle. Elles préviennent autour d'elles. Le propriétaire de l'hôtel, un homme extraordinaire, précise Évelyne, les rassure : « Ne vous en faites pas, je vous donne d'autres chambres, sous d'autres noms. Si la police vient, je leur dis que vous n'êtes pas là et je leur montre vos chambres vides. » Évelyne se voit attribuer une chambre avec sa sœur aînée, Paula. Sa mère et Sarah ont une autre chambre. Il est 6 heures du matin et rien ne s'est passé. Évelyne, grippée, ne trouve pas le sommeil dans cette chambre étrangère. Et brutalement, une idée absurde : si elle était dans *son* lit, dans *sa*

chambre, elle pourrait dormir. Elle réveille sa sœur et toutes deux regagnent leur chambre. « Dix minutes après, les flics étaient là. » Évelyne n'est pas sur la liste. Paula est arrêtée, malgré Évelyne qui supplie qu'on la laisse partir à sa place. Déportée à Auschwitz, elle n'est pas revenue.

Jacques Farber sait qu'il se prépare une rafle. Mais il ignore, alors qu'il n'a jamais cessé de militer, que la police prendra aussi les femmes et les enfants. Il s'est caché dans un grenier de la rue des Bernardins. Brutalement, l'inquiétude le saisit. Il quitte sa cachette, descend dans la rue. De loin, il voit sa femme, ses gosses, encadrés par des policiers. Court comme un fou. La concierge et un voisin courent derrière lui. Le rattrapent, le ramènent. Tentent de le calmer. Désespéré, il ne sait que faire. Le soir, choqué, prostré, il trouve refuge chez des amis, rue du Cloître-Notre-Dame, puis chez son beau-frère qui n'a pas été arrêté, Dieu seul sait pourquoi. Des amis français sont allés rôder autour du Vélodrome d'hiver. Ce qu'ils lui disent n'est guère encourageant. Mais Jacques Farber apprend aussi que Maxime n'est pas au Vélodrome d'hiver. Le 16 juillet, il grelotte de fièvre. C'est la rougeole. Sa mère a eu beau hurler qu'elle ne sortirait pas de chez elle vivante avec un enfant malade, les flics l'ont emmenée après l'avoir bâillonnée avec une serviette. Mais Maxime a été conduit à l'hôpital.

Des jours et des jours, Jacques Farber va d'hôpital en hôpital. Par un mot que sa femme réussit à lui faire passer, il apprend que son fils est à l'hôpital d'Aubervilliers, hospitalisé sous le nom de sa mère : Haïa Rifka Gutwilig. Un nom que l'enfant ignore. Dès lors, Jacques Farber va le voir quotidiennement, jusqu'au jour où deux policiers l'encadrent à la sortie de l'hôpital, veulent l'emmener au commissariat de police. En chemin, il demande à aller aux toilettes. Tous trois pénètrent dans un café. Alors qu'un des deux flics surveille la porte, Jacques Farber, sportif, sort par la lucarne. Se retrouve dans la cour. S'enfuit. Prévient Solidarité qui fait sortir l'enfant de l'hôpital et l'installe dans une famille de Nevers sous le nom plus français de Faber. Il y restera jusqu'à la fin de la guerre.

Le jour de la rafle, la mère de Marcel et Simon Rajman habite toujours la rue des Immeubles-Industriels. Prévenus, ils se cachent. Marcel a déjà une planque, au 296, rue de Belleville, à la porte des Lilas. Le temps qu'il trouve une autre chambre, 68, boulevard Soult, Simon et sa mère dorment dans l'atelier de confection d'une Lorraine, au troisième étage du 16, rue des Immeubles-Industriels où habite une tante. Jusqu'à midi, les jours qui suivent la rafle, ils restent cachés dans une petite pièce. Pendant que les ouvrières travaillent, ils sont silencieux. À midi, quand elles partent déjeuner, ils montent chez la tante, à l'étage au-dessus.

Victor Zigelman et sa cousine Ida qui milite avec lui se sont cachés dans le logement d'une voisine de la mère d'Ida, au 79 de la rue Julien-Lacroix – une Arménienne. Ils ne croient pas que les femmes seront arrêtées. Pourtant, la police frappe à la porte. Sa tante Pauline, qui est restée seule chez elle, devient folle, se précipite sur le réchaud, ouvre le gaz, aspire à grandes bouffées. Elle est pourtant arrêtée et emmenée.

Un brigadier de police, qui connaît Maurice Zylber depuis sa naissance, prévient sa tante qui habite 343, rue des Pyrénées. « “Rafle”, dit Maurice, signifiait pour nous “arrestation des hommes de plus de 15 ans”. » Le père se cache dans son salon de coiffure. Maurice est chez sa tante. La concierge qui l'a vue naître elle aussi cache toute la famille dans une petite pièce qui sert d'atelier. Au petit jour, ils entendent des pas. Une armée. De la fenêtre de sa cachette, Maurice voit défiler trois cents, quatre cents agents qui prennent la rue en enfilade. « Il n'y avait qu'au 14 Juillet que j'avais vu ça. Ils se sont disséminés dans la rue et aux alentours. » Entre 7 heures et 8 heures, la concierge monte. Les prévient : la police fouille les appartements. Elle prend les enfants. La concierge emmène la petite cousine qui a 5 ans, la cache dans une sorte de rigole le long de son lit. Et quand la police les demande, cette femme indique un appartement vide. Le soir, Maurice retrouve ses parents. La famille décide de quitter Paris.

Jacques Adler habite toujours rue Saint-Claude, un petit immeuble avec un locataire par étage et que la guerre a vidé : la famille juive du deuxième est restée en zone sud après l'exode, le célibataire du troisième est prisonnier de guerre, le cinquième et le sixième étage sont inoccupés. La concierge habite curieusement au quatrième. Jacques, dont la sœur est déjà à la campagne chez des fermiers, vit avec sa mère au premier. Il n'est pas encore militant. Ils ont été prévenus par des amis du père. Mais où se planquer ? Que faire ? Au petit matin, à travers les rideaux, ils voient des flics, avec des familles entières. Et les flics ne frappent pas chez eux ! Dans la journée, Jacques Adler sort dans la rue. Il n'y a plus personne. Les amis du quartier ont tous disparu. Il rentre chez lui. Ferme la lourde porte cochère. Quelque temps après, des coups violents ébranlent la porte. Personne n'ouvre. Pas de sonnette, pas de concierge. Les policiers frappent, ils appellent. Se lassent. Partent. Plus tard, des voisins non juifs proposent leur aide. Une femme leur donne la clé du petit atelier de son mari, une chambre de bonne, toujours rue Saint-Claude.

La rafle des 16 et 17 juillet 1942 est entrée dans l'histoire sous le nom de « rafle du Vél'd'Hiv' » car les familles arrêtées furent conduites dans l'enceinte de Vélodrome d'hiver, lieu des grands meetings



politiques et du cyclisme sur piste (détruit en 1959), tandis que célibataires et couples sans enfants l'étaient directement à Drancy. Elle est aussi devenue le lieu de mémoire de la déportation des juifs de France. Le 16 juillet 1995, après de vives polémiques qui avaient mis en cause le président Mitterrand dans un climat mondial où la mémoire de l'Holocauste, comme disent les Américains, est omniprésente, Jacques Chirac reconnaissait, dans un des discours les plus fameux de la V<sup>e</sup> République, les responsabilités de la France. « Le 16 juillet 1942, rappelait-il, quatre mille cinq cents policiers et gendarmes français, sous l'autorité de leurs chefs, répondaient aux exigences des nazis » et arrêtaient à leur domicile au petit matin, à Paris et en région parisienne, quelque treize mille hommes, femmes et enfants juifs qui furent rassemblés dans les commissariats de police, « jetés sans ménagement dans les bus parisiens et les fourgons de la préfecture de police ». Les victimes furent conduites au Vélodrome d'hiver, attendirent « dans des conditions terribles » d'être dirigées « sur l'un des camps de transit – Pithiviers ou Beaune-la-Rolande – ouverts par les autorités de Vichy ». Jacques Chirac évoquait les autres rafles sur tout le territoire français, les soixante-quatorze trains partis vers Auschwitz, les soixante-seize mille déportés juifs de France qui n'en reviendront pas. Et de commenter : « La France, patrie des Lumières et des Droits de l'homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux. » La « folie criminelle de l'occupant » avait été « secondée par des Français, par l'État français ».

Ce qu'ignorent les raflés et leurs proches, c'est ce qu'il advient des hommes et des femmes conduits à Drancy. Ils ne le sauront avec certitude que dans les semaines qui suivront la libération des camps de concentration de l'Ouest, en avril 1945. Le 21 juillet 1942, le train à bestiaux qui a quitté la gare du Bourget-Drancy le 19 juillet 1942 à 9 h 05, le premier qui emporte les raflés du Vél'd'Hiv', stoppe sur le quai en terre battue d'une bretelle de voie ferrée située à 1 kilomètre au sud de la gare d'Auschwitz, à 500 mètres du camp de Birkenau. L'endroit sera nommé *Judenrampe*, « quai aux juifs ». Le millier d'hommes et de femmes exténués par trois journées de voyage dans la promiscuité, la puanteur, la faim et la soif sautent des wagons dans le bruit et la fureur. Tout est allé si vite pour la plupart d'entre eux : arrêtés le 16 ou le 17 juillet à leur domicile parisien, conduits en autobus au camp d'internement de Drancy, chargés le jour suivant dans ces mêmes autobus, puis entassés dans des wagons vers une destination que tous ignorent, ils arrivent, frappés de sidération, dans cet autre monde dont ils ne savent pas le nom. Toutes les femmes – elles sont cent vingt et une – et une partie des hommes – cinq cent quatre – entrent au camp et y sont immatriculés, leur numéro tatoué

sur l'avant-bras gauche ; trois cent soixante-quinze hommes marchent vers une des deux maisons paysannes transformées en lieux de gazage, désormais appelées Bunker 1 et Bunker 2.

Si ce convoi est le septième à être parti de France, ce sont les premiers déportés assassinés dès leur arrivée à Auschwitz.

Treize mille juifs sur les vingt-huit mille prévus furent arrêtés. Les survivants doivent individuellement leur salut à leurs voisins non juifs, à leur concierge, à la chance, à leur débrouillardise. Les familles de militants communistes sont logées à la même enseigne que les autres. Riwka Lissner (née Feldman), l'épouse d'Abraham Lissner, ancien d'Espagne, un des premiers FTP juifs, et leur fils Bernard, qui vient d'avoir 6 ans, sont arrêtés lors de la rafle, transférés à Pithiviers et déportés, Riwka la première, le 7 août, Bernard le 19 du même mois.

Échapper à la rafle, c'est souvent retarder le problème de la survie de quelques jours ou de quelques mois.

Maurice Rozencwajg a prévenu sa famille de la rafle. Ses parents et Esther passent la nuit fatidique dans un atelier que leur offre une famille non juive. Mais, le lendemain, ils réintègrent leur appartement. Volets clos, ils vivent dans l'angoisse permanente, avec un code pour frapper à la porte. Le père souhaite passer en zone sud, cherche des tuyaux à gauche, à droite, c'est toujours trop cher. Est-ce un voisin juif, rencontré dans la rue, qui s'enquérirait de leur situation et auquel le père a répondu « on est à la maison, on n'ouvre à personne » qui les a dénoncés ? Esther le croit, car c'est au lendemain de cette rencontre que la police a sonné à la porte et l'a défoncée. Ils ont laissé aux parents le temps de faire leur valise, et comme Esther s'agrippait, voulait partir avec eux, le père lui a enjoint, en yiddish, de rester. Il fallait prévenir Maurice, le frère, militant dans la clandestinité.

Le cœur brisé, Esther, debout devant l'immeuble, voit partir ses parents. Elle pleure. Soudain, on lui touche le bras : une camarade d'école arménienne, qui a compris la situation. Elle guettera le frère. Et le soir, Maurice et Esther se retrouveront chez elle. Maurice emmène Esther dans sa planque. « Tu feras comme moi, tu vas militer, entrer dans la Résistance. » Esther n'a pas vraiment choisi. Les événements ont choisi pour elle. Elle fait partie de ce que l'on peut appeler la génération de la rafle, celle de ces militants tout jeunes dont un parent et parfois les deux ont été emmenés et qui ont gardé dans leur mémoire les cris et hurlements des juifs arrêtés. Ils vont gonfler – relativement peu nombreux, car il ne semble pas que leur nombre dépasse quelques dizaines – les rangs des organisations de communistes juifs.

C'est le cas de Robert Birenbaum, dont les parents, naturalisés français, ont été épargnés, mais dont le grand-père, la grand-mère, toute la branche de la famille qui habite rue des Deux-Ponts ont été

arrêtés avec tous les habitants de l'immeuble. Une plaque, aujourd'hui, rappelle la tragédie. Tous les oncles et tantes de Belleville ont aussi été raflés. Robert, qui adore ses grands-parents, est désespéré. Il est assis sur un banc. Il pleure. Passe alors sa jeune tante, Dvoïre. Elle est belle, toujours gentille avec lui. Il sait qu'elle est communiste. Elle l'entoure de ses bras. « Robert, tu es un jeune homme maintenant. J'ai des amis, des jeunes comme toi, qui font quelque chose, qui se battent. Parce que ce qui se passe est scandaleux. » Suit un véritable cours politique. C'est la première fois qu'on lui parle de « ça ».

Quelques jours plus tard, Dvoïre lui annonce qu'il peut rencontrer un « contact » devant le cinéma Le Pacifique, boulevard de Strasbourg. Le contact aura *Je suis partout* sous le bras, Robert *Le Pilon*. Il lui demandera l'heure. Robert donnera une heure bidon. Celui qui arrive, *Je suis partout* sous le bras, l'interpelle : « Bonjour Robert. Tu t'appelles Birenbaum. » Car le contact est un copain d'école, un non-juif, Jean Leroi. Il conduit Robert quai de la Râpée, où une fille attend. C'est Évelyne. Et Robert, qui n'en mène pas large (dans sa naïveté, il croit qu'elle va lancer une bombe), assiste à son premier lancer de tracts.

Hanna Kamieniecki et sa mère ont échappé à la rafle. Elles sont cachées à Fontenay-sous-Bois. Hanna est désemparée. Elle vient de passer l'écrit du bac, mais n'a pu passer l'oral. Elle n'a ni argent ni papiers. Elle se promène dans le bois de Vincennes. Des camions sont gardés, le plus souvent par un seul Allemand. Elle voudrait bien faire quelque chose. Crever leurs pneus, par exemple. Mais toute seule ? C'est alors qu'elle tombe par hasard sur une copine d'école, Jeanine Frydman, qui, immédiatement, la met au courant. Elle participe à une organisation, Solidarité, dont la tâche est de collecter de l'argent chez les Juifs qui travaillent. « C'est arrivé comme une bénédiction, comme une bouée de sauvetage. » Quelques jours après, elle a rendez-vous avec le responsable, Raymond, en fait Henri Krasucki, qui lui donne des listes d'adresses où aller collecter de l'argent. Elle appartient à l'organisation. Très vite, elle comprendra qu'elle est chez les communistes.

La famille d'Annette Kalinsky a été prévenue de la rafle, comme beaucoup de familles juives d'Aubervilliers. Le père demande à la concierge de les cacher. À 10 heures du soir, les parents, les deux enfants s'installent dans le deux-pièces cuisine de la loge. Ils y vivront trois semaines, jusqu'au jour où une camarade d'Annette vient les prévenir : une habitante de l'immeuble les a dénoncés. Ils partent, rejoignent un oncle et une tante à Montgeron. Nouvelle dénonciation. Le château dans lequel ils sont cachés est investi par la police. Mais à la faveur de la nuit, les femmes et les enfants réussissent à s'enfuir. Le père est interné à Fresnes. Par l'intermédiaire de la concierge

d'Aubervilliers, Annette et sa mère peuvent correspondre avec lui.

Avant l'arrestation, le père lui avait donné l'adresse d'une femme avec laquelle il militait, Léa Gotthelf, pour qu'Annette la prévienne de son arrestation. Annette ira la trouver. Léa la mettra en contact avec les jeunes Juifs. « Le seul chemin que je pouvais trouver à l'époque, dit Annette, c'étaient des gens de l'entourage de mon père. Je ne suis pas entrée comme communiste, mais comme juive. S'il n'y avait pas eu la persécution, je ne serais probablement pas entrée dans la Résistance. »

Après la rafle, le père de Maurice Zylber décide qu'il est temps de quitter Paris. Un des nombreux frères de sa mère est marié à une non-juive. Ils vivent depuis la débâcle dans la Nièvre, à Auroux. En deux groupes, la famille rejoint Auroux. Puis elle s'installe dans un petit village, à une quinzaine de kilomètres d'Auxerre, chez un paysan auprès de qui ils se font passer pour des réfugiés espagnols. La mère n'a-t-elle pas le type tsigane ? Maurice travaille pour le fermier, est payé en nature. La vie semble possible. Mais un jour de la mi-septembre, le paysan ouvre une lettre destinée aux Zylber. C'est le concierge qui écrit : la police les recherche. Les scellés ont été posés sur la porte. Le paysan réalise alors qu'il abrite une famille juive. Dès lors, son comportement change. Croit-il que tous les Juifs sont des Rothschild ? Toujours est-il que le prix du kilo de pommes de terre triple, que l'ambiance devient irrespirable, que l'argent manque, et que le père décide de remonter à Paris en éclaireur avec Maurice, la mère et les deux jeunes frères devant suivre.

Par de la famille, ils apprennent que ceux qui travaillent dans des ateliers de fourrure ou chez des tricoteurs reçoivent un *Ausweis* qui garantit leur vie et celle de leur famille. Maurice cherche du travail, en trouve chez Mme Vasseur, rue du Ranelagh, qui livre ses gilets en peaux de lapin aux Galeries Lafayette où est installé un dépôt pour l'armée allemande. Le 10 octobre, quand il rentre du travail, la police est à leur domicile, au 12, rue Vicq-d'Azir. Elle est venue arrêter les parents et les deux jeunes frères. Maurice, qui est français et qui a plus de 16 ans, ne figure pas sur la liste. Car seuls les enfants de moins de 16 ans, fussent-ils de nationalité française, sont arrêtés avec les parents. Maurice propose aux policiers de partir, lui, avec son père, et de laisser sa mère et les jeunes frères en liberté. Ils refusent. Ses parents et ses frères sont amenés au commissariat du 10<sup>e</sup> arrondissement.

Après une nuit blanche, Maurice se rend à son travail. Explique la situation à Mme Vasseur. Il lui faut l'*Ausweis* tout de suite. Sans tarder, Mme Vasseur effectue les démarches auprès des autorités allemandes qui le lui promettent. Maurice se précipite au commissariat. Derrière la grille, ses parents, ses frères âgés de 10 et 5 ans qui pleurent, veulent sortir, le supplient de faire quelque chose. Le 19 octobre 1942,

Mme Vasseur lui remet l'*Ausweis*. Ses parents sont alors à Drancy. Il y file. Quand il arrive, il croise des autobus qui quittent le camp. Un gendarme prend l'*Ausweis* : « On va faire une enquête. Revenez demain. » Et le lendemain, on l'informe : « Votre famille est partie hier. »

Maurice retourne chez sa tante, rue des Pyrénées. Il prend la décision de ne plus travailler pour les Allemands. D'arracher son étoile. Et il retourne à l'école de l'ORT, le seul endroit chaleureux où il puisse retrouver les copains qui n'ont pas été arrêtés et faire quelque chose. Il est meurtri au plus profond de lui-même, car il se sent responsable de l'arrestation de ses parents et de ses frères. Il avait cru les sauver, pense-t-il, il a peut-être occasionné leur perte. Il est prêt à tout.

La première génération de Juifs communistes est entrée dans la Résistance parce qu'elle était communiste : les aînés, comme Gronowski ou Rayski, Pakin, Hersch Zimmerman ou Sophie Szwarc. Les jeunes, comme Henri Krasucki, Paulette Shlivka, Jean Lemberger, Marcel Rajman, Victor Zigelman, constituent la deuxième génération, celle qui est en continuité avec les parents. On est, répétons-le, communiste en famille. « La génération de la rafle » est d'une autre espèce. Elle est constituée de jeunes désespérés, choqués au plus profond d'eux-mêmes par ce qu'ils ont vu, subi. Ils veulent « faire quelque chose », se battre, lutter. Ne pas subir passivement. Ne pas être l'objet d'une histoire dont ils ne comprennent pas (et qui pourrait le comprendre ?) pourquoi elle s'acharne sur eux. Par leur milieu d'origine, par leurs copains d'école, par une branche de leur famille (oncle, tante, cousin), c'est avec l'organisation communiste qu'ils trouvent le contact. En théorie, ces adolescents auraient pu se retrouver dans un autre type d'organisation. En théorie seulement. Car, immédiatement, ils sont de plain-pied avec leurs nouveaux camarades qui ont la même histoire, sont victimes de la même persécution, courent les mêmes dangers. Ils ont une nouvelle famille qui leur apporte ce dont ils ont un besoin vital : une grille d'explication du cours du monde, la promesse d'une vengeance et la certitude de vaincre, la chaleur de l'amitié. Certains deviendront communistes dans et par la Résistance.

## 9

### Paris

(juillet 1942-mars 1943)

Paris a été vidé, Paris s'est vidé de sa population juive. Des quelque deux cent mille Juifs, français et étrangers confondus, qui y résidaient avant la guerre, il n'en reste que quatre-vingt mille<sup>1</sup>. Certains ont été déportés pour être, selon la langue du III<sup>e</sup> Reich, la *Lingua tertii imperii* (LTI)<sup>2</sup>, « réinstallés » à l'Est. Nous savons aujourd'hui que leur destination était généralement Auschwitz-Birkenau. D'autres croupissent à Drancy, à Pithiviers ou Beaune-la-Rolande. Beaucoup sont passés en zone libre, jusqu'à ce qu'elle soit occupée après le débarquement allié en Afrique du Nord, en novembre 1942. Devenue zone sud, elle n'en reste pas moins un refuge. Car le mouvement de départ, amorcé dès l'exode, accentué après chaque nouvelle mesure persécutrice, s'est amplifié après la rafle du Vélodrome d'hiver. Dans les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements, les « masses populaires juives » sont désormais clairsemées.

Pendant la rafle et les jours qui suivirent, l'organisation juive s'est trouvée confrontée à un problème nouveau : celui des enfants. Les enfants des camarades et de leur famille d'abord. Certains – nous avons vu que c'était le cas de Bernard Lissner ou Rosa Farber – ont été arrêtés. D'autres avaient déjà été placés à la campagne ; non pour les soustraire à la persécution – personne ne pensait qu'elle atteindrait aussi les enfants –, mais pour permettre aux militantes de se consacrer l'esprit libre à leur tâche de résistance. En juillet, l'urgence est là.

Nous avons vu Sophie Szwarc donner à Paulette Shlivka l'adresse d'une pension à Clamart, des militants de Solidarité sauver le tout jeune Maxime Farber. Dorénavant, cette tâche ne sera plus ponctuelle, individuelle ; elle relèvera d'un mouvement nouvellement créé, dont le nom fluctue (Mouvement de solidarité et de résistance aux persécutions racistes et aux déportations, Mouvement de défense et de solidarité contre les mesures antijuives et les déportations, Mouvement national contre la barbarie raciste) pour devenir définitivement et de façon stable, à partir de juin 1943, si l'on en croit sa presse, le Mouvement national contre le racisme, le MNCR.

Ce mouvement est-il né en juin 1942, ce qui pourrait être en lien avec l'ordonnance allemande imposant le port de l'étoile jaune, comme l'affirme la littérature officielle communiste ? C'est possible. Des premiers contacts ont pu être pris. Mais nous n'avons retrouvé aucun document écrit, ni tracts ni journaux, portant cette signature avant la fin de l'année 1942.

Ce mouvement se fixe comme tâche d'organiser Juifs et non-juifs dans un travail unique, la lutte contre le « racisme ». Il tente de recruter parmi les intellectuels juifs et non juifs, notamment protestants et catholiques. Ensemble, ils mèneront la lutte idéologique, par la fabrication et la diffusion de publications clandestines, et s'occuperont des enfants, de leur passage en zone sud, de leur placement à la campagne. D'après Louis Gronowski-Brunot<sup>3</sup>, la direction en est d'abord confiée à Édouard Kowalski (dit Tcharny et dont le vrai nom serait Szloma Goldziuk), puis, fin 1943, à Adam Rayski. Les principaux animateurs parisiens sont des femmes, des militantes de toujours, comme Sophie Szwarc ou Lily Berger, qui ajoutent ces tâches à bien d'autres. Car les « cadres » ne sont pas si nombreux.

C'est au MNCR qu'Adam Rayski attribue le premier témoignage, non signé, sur l'horreur que connurent les Juifs en juillet 1942, notamment au Vélodrome d'hiver. Ce « récit des traitements infligés aux familles juives dans la région parisienne à partir du 16 juillet » évoque en sept pages les arrestations, les scènes déchirantes :

Des femmes s'évanouissaient, des enfants hurlaient et beaucoup de ces persécutés eurent recours au suicide. Une mère a jeté ses quatre enfants par la fenêtre d'un quatrième étage, puis s'est jetée elle-même dans le vide [...]. La police ayant reçu l'ordre de ne pas prendre en considération l'état de santé des personnes inscrites sur les listes emmenait non seulement des malades graves, mais aussi des morts [...]. On emmena même des enfants malades avec 40 et 41° de fièvre, atteints de rougeole, de coqueluche, de varicelle et même de typhoïde. Les voisins, les passants, ne pouvaient s'empêcher de pleurer.

Suit la description du Vélodrome d'hiver, l'absence de paillasses, de nourriture, les W.-C. insuffisants.

Cette situation n'a pas tardé à déclencher une série d'évanouissements, de crises de nerfs, de poussées de maladies, de tentatives de suicides [...]. On a assisté à quelques fausses couches, à quelques accouchements. Une jeune femme est devenue folle et hurlait sans arrêt [...]. Un gendarme, après une nuit de service, a confié, les larmes aux yeux : « Si je devais assister encore une nuit à ces spectacles, je deviendrais fou ou je me tuerais. »

Le texte évoque ensuite le transfert, après cinq jours au Vélodrome d'hiver, dans les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande. L'entassement. « À quelque distance du camp, on est surpris par une odeur suspecte ; mais plus on approche, plus l'air devient infect. » Pas suffisamment de robinets, de toilettes, deux cents personnes entassées par baraque. À cet entassement, à cette crasse s'ajoutent la famine, la diphtérie :

En quelques jours, trois enfants sont morts de cette maladie. En quinze jours, six femmes ont dû être internées dans un asile d'aliénés [...]. La surveillance se fait draconienne, le nombre de gendarmes est doublé, les fils barbelés sont renforcés de telle façon qu'un enfant de deux ans ne puisse passer. Tout contact avec l'extérieur est coupé, les arrêtés n'ont ni le droit d'écrire ni celui de recevoir des lettres.

Et c'est la déportation.

À l'heure actuelle, la déportation des femmes est presque terminée. Les départs se sont faits par groupes de mille dans des conditions épouvantables [...]. Des scènes tragiques et révoltantes se sont déroulées quand on a séparé les mères de leurs enfants. Ceux-ci se cramponnaient à leur mère en criant : « Maman ! Ne pars pas ! » Les gendarmes effectuaient les séparations à coups de matraque, n'épargnant même pas les enfants [...]. Les enfants de 2 à 13 ans, au nombre de cinq mille environ, sont restés seuls, sans aucune surveillance, affamés, dans la crasse, mourant comme des mouches. On leur a donné des numéros et c'est ainsi qu'on les appelait désormais.

Après avoir dépeint l'enfer de Drancy, donné le texte d'une lettre qu'une déportée a pu lancer de son convoi et qu'elle adresse à sa concierge qui garde ses enfants, la brochure décrit la déportation des enfants, transférés de Pithiviers et Beaune-la-Rolande à Drancy, emmenés par groupes de mille vers l'Est.

On commence par détruire leurs pièces d'état civil. On leur rase la tête, on rase aussi la partie génitale des fillettes de 10, 11, 12 ans. On les entasse dans des wagons plombés. Pour toute provision, l'Union des israélites de France leur a donné des fruits à emporter !

Enfin, cette brochure comporte la lettre à son père écrite par une jeune assistante sociale, affectée le 18 juillet au service social du



## Vélodrome d'hiver.

Le texte de cette brochure est remarquable de sobriété, d'une précision qui a dû nécessiter une enquête difficile à réaliser. Texte poignant, exceptionnel pour l'époque. Il raconte, tout simplement, sans effets de style, sans langue de bois, sans slogans. C'est le tout premier témoignage sur la rafle du Vél'd'Hiv' et ses lendemains.

Dans ses mémoires<sup>4</sup>, Adam Rayski se félicite que dix jours après la rafle, cette brochure ait circulé à Paris. Or, il se trompe d'un mois au minimum. Ce texte non signé, non daté, est à l'évidence écrit à distance de l'événement. D'une part, il contient des indications qui permettent de préciser le moment de sa rédaction : « Au troisième jour, est-il écrit, on a commencé à libérer les femmes de prisonniers de guerre. Certaines ont cependant été gardées *six semaines*<sup>5</sup>. » Texte rédigé donc au moins six semaines après la rafle, soit fin août ou début septembre 1942. D'autre part, il évoque la déportation des enfants. « C'est le 15 ou le 16 août, écrit Serge Klarsfeld, que l'on a emmené de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers les petits enfants de moins de 12 ans séparés de leurs parents et que les Allemands ont déportés en mêlant leurs wagons à ceux d'adultes, pour faire croire que les petits partaient avec leurs parents<sup>6</sup>. »

La date de la mise en circulation de ce texte n'ôte rien au caractère exceptionnel de son contenu. Il fallait du temps pour recueillir autant d'éléments. Si nous relevons cette erreur de datation d'Adam Rayski, c'est parce qu'elle fait partie de la série des petites inexactitudes, des demi-vérités qui parsèment l'ensemble de ses écrits et qui vont toutes dans le même sens : majorer la part qui revient à la sauvegarde des juifs dans une résistance communiste juive qui ne s'en soucie réellement qu'après les grandes rafles de l'été 1942.

La rafle du Vélodrome d'hiver n'infléchit pas vraiment l'alignement de la politique des communistes juifs sur celle de leur parti. La brochure de sept pages, écrite en yiddish, de toute évidence à usage interne, en porte témoignage.

*Paris, août 1942. Pour la victoire en 1942. Notre politique* – c'est le titre de cette brochure – s'ouvre sur une citation : « "L'année 1942 sera l'année de la victoire", a déclaré le camarade Staline le 1<sup>er</sup> mai dans son ordre du jour à l'Armée rouge. » Suit l'analyse de la situation mondiale et française en ce mois d'août 1942. Car pour les communistes, ligne politique et définition des tâches découlent toujours d'une analyse de la situation. Les succès de la Wehrmacht sur le front soviétique sont temporaires : l'Armée rouge lui porte les coups décisifs ; l'ouverture imminente du second front européen sera le « prélude de la bataille de Libération ». Car :

Chaque jour, le peuple français nous prouve qu'il est prêt au combat pour chasser l'occupant [...]. Les meilleurs fils du peuple français rejoignent les

groupes de partisans. Le peuple entier voit en eux l'avant-garde armée et une aide dans sa lutte [...]. L'idée de la lutte armée a pénétré profondément les couches populaires qui exigent fébrilement la vengeance, le règlement de comptes avec les bandits bruns.

C'est tout simplement le contenu de la *Vie du parti* d'août 1942<sup>7</sup> qui annonce la victoire pour 1942, le second front, l'imminence de l'insurrection :

Des millions de Français sont décidés à prendre les armes parce qu'ils considèrent que la France est en guerre et qu'elle ne pourra être sauvée que par la lutte armée.

Ainsi sont affirmés et le désir populaire et la justesse de cette forme de lutte ; ainsi sont justifiés tous les sacrifices dans la perspective de cette victoire toute proche.

Chasser l'occupant et les traîtres, affirme le texte yiddish, c'est à cette tâche historique que tout le pays se prépare, et aucune force au monde ne pourra retenir le peuple français de se lever bientôt pour le combat décisif de la Libération.

Combat qui se joindra à celui de « l'Armée rouge, à l'offensive de l'armée anglo-américaine dont l'arrivée en Europe sonnera le signal de la fin du sanglant cauchemar nazi ».

Le contenu de ce texte se veut mobilisateur et s'apparente à la méthode Coué : se convaincre que le peuple français lutte. Que la victoire est pour demain. Or ce peuple de France ne donne alors que des signes ténus de sa volonté de lutte, et le recrutement pour les organisations de FTP, déjà terriblement éprouvées, reste très difficile.

Que dit ce texte de la situation des Juifs et quels objectifs spécifiques fixe-t-il à leur lutte ?

Ce texte yiddish n'évoque leur situation qu'à la page 2. Car il s'agit d'intégrer les événements des 16 et 17 juillet 1942 à l'analyse du moment, dans une logique implacable qui éloigne la réalité des situations. « C'est dans ces conditions, et en liaison avec la perspective d'un deuxième front et d'un soulèvement national, que l'occupant a réalisé, avec l'accord de Pétain et de Laval et l'aide de la police française, la déportation bestiale de plus de six mille familles parisiennes. » Car la déportation des Juifs est analysée comme étant le prélude à celle des Français. Le même mot, « déportation », en yiddish comme en français, est et sera utilisé pour désigner ceux que la relève obligatoire puis le STO envoient travailler dans les usines et les campagnes allemandes et ceux qui partent pour les centres de mise à mort. Et ce n'est pas l'apanage des seuls communistes. Cette vision est très largement partagée par la Résistance. À partir de 1943, le terme

de « déportation » apparaît fréquemment sur les ondes de la BBC ou dans la presse clandestine de la Résistance. Il désigne alors le départ pour le Service du travail obligatoire en Allemagne, et cette « déportation » fait passer au second plan toutes les autres, tant son importance politique, stratégique et numérique est considérable. C'est tout le secteur actif de la société française qui risque de contribuer à l'effort de guerre ennemi, privant en même temps la Résistance de son vivier. Un comité d'action contre la déportation sera créé en juillet 1943 pour lutter contre le départ des jeunes gens dans le cadre du Service du travail obligatoire qualifié de « déportation »<sup>8</sup>.

Les communistes juifs sont pris dans la même vision d'ensemble et peinent à ajuster ce que les leurs vivent avec l'analyse globale. Ce texte donne aux rafles de Juifs un motif rationnel : ils ont été raflés parce que les Allemands avaient « besoin d'ouvriers esclaves » et que « dans la situation dans laquelle ils se trouvent, vingt mille Juifs sont une force dont ils ont besoin et qu'ils ne peuvent obtenir sans violences ». Or, les rédacteurs le savent et le long texte sur le Vél'd'Hiv' et les camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande le mentionnait largement, des femmes, des enfants, des vieillards sont aussi arrêtés et entassés dans les trains qui roulent vers l'Est. Le doute sur leur destination se fait d'ailleurs jour dans ces temps de rafles, celles du Vél'd'Hiv', puis celles d'août 1942 en zone libre, sans que nul parvienne à imaginer vraiment le destin de ceux qui sont déportés.

Ce texte s'autodécerne la palme de la lucidité. Les communistes avaient tout prévu, prévenu tout le monde dès le mois de mai. Nous avons vu que la rumeur de la rafle a été colportée par beaucoup, Juifs communistes compris ; on a vu que les militants les plus confirmés, cadre dirigeant comme A. Rayski, FTP comme Abraham Lissner, militant syndicaliste comme Jacques Farber ou de la Jeunesse comme Paulette Shlivka, s'étaient retrouvés devant la même urgence que n'importe quel Juif. Nous avons exprimé nos doutes quant à la diffusion du tract daté de juin 1942. Mais les communistes juifs construisent leur image d'infailibilité, culpabilisant le militant, seul susceptible d'erreur.

Dans leur situation de persécutés où, précise ce texte, le meilleur allié des Juifs est la classe ouvrière et son parti, le parti communiste, quelles sont les tâches des Juifs ? C'est simple : la vengeance, que les militants exprimeront en faisant ce que leur parti leur dit de faire :

1. Faire connaître partout leurs crimes, arracher le masque du fascisme sanglant ;
2. refuser de travailler, saboter partout, en déportation ou en liberté ;
3. opposer une résistance à toutes les tentatives de déportation et ne pas permettre que l'ennemi puisse utiliser pour ses buts de guerre les mains des travailleurs juifs, détruire tout ce qui leur est utile ;

4. se révolter et s'enfuir des camps de la zone occupée et de la zone non occupée ;

5. adhérer aux groupes de partisans. Créer des groupes de partisans. Les aider matériellement avec de l'argent, des vêtements, de la nourriture dans la lutte pour chasser l'occupant ;

6. s'armer et se préparer pour le combat décisif qui amènera la libération.

Ainsi, sauver les femmes, les enfants, les vieillards n'est dans cette presse l'objet d'aucun mot d'ordre, d'aucune priorité. La persécution doit être utilisée comme levier pour, comme le dit le texte, « conduire les masses juives sous le drapeau de notre parti vers la victoire ». Avec la ligne politique et les mots d'ordre du Parti. Et les Juifs à qui, nous l'avons déjà dit, l'on demande beaucoup exigent beaucoup d'eux-mêmes, peut-être pour « pulvériser l'image de lui-même que la propagande nazie tentait d'imposer du Juif : un "être inférieur", un "rat", un "poltron"<sup>9</sup> ». Aussi, « chaque Juif doit être fier d'être un combattant de la grande armée des peuples aux côtés de l'Armée rouge, d'être à la tête des masses juives. Par son esprit de sacrifice et son héroïsme, il doit servir d'exemple. Il doit éveiller la foi en la victoire. Il est le continuateur des plus belles traditions du peuple juif. Il doit se venger les armes à la main. Il doit être le premier dans l'attaque et le dernier dans la retraite ».

La seule tâche juive impartie aux militants reste la lutte « contre les traîtres dans nos propres rangs », c'est-à-dire contre l'UGIF et contre ceux, patrons juifs ou ouvriers, qui travaillent pour la machine de guerre allemande.

La rafle du 16 juillet n'a donc pas changé les priorités. Aux jeunes Juifs nouvellement recrutés, dont certains plus tard seront versés dans les FTP, les tâches attribuées restent du même type que dans la période précédente : essentiellement de propagande, de recrutement, d'éducation politique.

Henri Krasucki est à la tête de l'organisation parisienne de la Jeunesse, probablement assisté de Sam Radzinski, Roger Trugman, Robert Endevelt.

Parfois, il leur faut confectionner les tracts. Esther Rozencwajg nous a dit avoir possédé une petite imprimerie aux lettres mobiles de caoutchouc qui lui permettait de composer les mots d'ordre du moment. Parfois, les tracts leur sont fournis, en provenance d'une imprimerie clandestine dont ils ignorent en principe l'emplacement. C'est un « contact » qui leur passe les paquets que les filles cachent dans leurs cabas recouverts de légumes. Ensuite, il faut les distribuer. Les tracts sont soigneusement pliés en quatre, regroupés en paquets d'une centaine, cachés de nouveau dans le cabas d'une jeune fille. Car la part prise par les adolescentes et par les femmes adultes est

considérable. Peut-être aussi parce que bien des hommes ont été faits prisonniers de guerre, internés, déportés, fusillés comme otages. Les lancers ont lieu là où il y a du monde, des « masses populaires », du haut des escaliers très profonds qui descendent vers les métros Pyrénées, Couronnes ou Belleville ; du métro aérien qui suit l'ancienne enceinte des fermiers généraux – il suffit d'ouvrir la porte du wagon quand il roule et de jeter les paquets de tracts ; devant les cinémas ou les églises à la sortie de la messe ; dans les marchés où parfois une prise de parole est organisée pour appeler à la résistance.

D'autres « actions » sont organisées parfois, comme celle qui doit se dérouler au stade de Colombes où un grand match de football est programmé. La date ? Probablement vers la fin 1942. La foule va se masser, c'est sûr. Les Jeunesses communistes ont prévu un lancer de pigeons, drapeau tricolore attaché à la patte. Les jeunes juifs ne doivent pas demeurer en reste, ils doivent faire quelque chose. Et, tout à fait sérieusement, ils décident un lâcher de chats ! Des nuées de chats vêtus de mantelets tricolores, drapeau tricolore aussi attaché à la queue, se précipiteront sur la pelouse, transformeront le match en manifestation patriotique.

Victor Zigelman a été désigné, avec d'autres, pour attraper les chats. Il erre dans Paris sans trouver sa proie. Rue Saint-Fargeau, un chat de concierge dort au soleil. Un gros chat tigré, castré, repu. Victor s'en empare. C'est le seul. Qu'importe ! Les filles lui confectionnent un mantelet. On le fourre dans un cabas et la petite troupe, composée de Paulette Shlivka, de Victor, de Jacques Kojitsky – le frère aîné de Raymond – et d'autres, prend le train. Le match commence. C'est le moment de lâcher la bête. Or, sorti du cabas, le chat, affolé, s'agite. Son mantelet glisse. En miaulant et dans l'indifférence générale, il se perd dans les jambes des spectateurs. Les pigeons, eux, ont fait leur effet.

Pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Armée rouge, ils lancent, « à la polonaise », un drapeau rouge. « Il est resté accroché toute la journée sur les fils électriques de la rue des Panoyaux, précise Paulette Shlivka. Ce sont les pompiers qui sont venus le décrocher. »

Un jour, il leur vient l'idée, pour créer de l'agitation, de confectionner une affichette : « Distribution de 5 kilos de pommes de terre à la mairie du 20<sup>e</sup>. » Ils la collent partout, sur la mairie, les bureaux de poste, les écoles... Le cachet officiel a été simulé avec une simple pièce de monnaie encrée sur un tampon. Ils souhaitent ainsi réveiller l'opinion, créer un mouvement de foule, amener les gens à protester contre l'occupant.

Des habitants du 20<sup>e</sup> ont dû se précipiter à la mairie, puisque de grandes affiches y ont été apposées : « Il n'y a pas de distribution de pommes de terre. »

Le talent de dessinateur de Victor émerveille Paulette. Dans la société socialiste à venir, il sera leur Walt Disney. Sur de grandes feuilles de papier Canson, Henri Krasucki a l'idée de lui faire dessiner Hitler chevauchant un manche à balai. À côté, le squelette de Napoléon lui montre de ses phalanges la carte de l'URSS : « C'est là que me suis cassé la gueule. » Cette affiche sera collée notamment au coin de la rue Julien-Lacroix et de la rue de Belleville.

Car ils font ce que l'on appelle dans le jargon communiste du « travail de masse », là où sont censées se trouver les masses juives à la tête desquelles ils doivent se placer, mais pour lesquelles ils ne se souviennent d'aucun mot d'ordre prenant en considération leur situation spécifique.

Ils sont associés aux campagnes générales du parti communiste, comme celle, d'envergure nationale, qui doit se dérouler le 20 septembre 1942 pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de Valmy. Henri Krasucki a dû recevoir la « circulaire intérieure d'août 1942 adressée par le parti communiste (SFIC) aux dirigeants des régions, sections et cellules du Parti<sup>10</sup> ». Car le « Comité central du Parti a décidé de faire du dimanche 20 septembre 1942 une grande journée de manifestations patriotiques pour célébrer dignement le 150<sup>e</sup> anniversaire de la victoire remportée à Valmy par les soldats de la Révolution française sur les hordes du duc de Brunswick ». Cette action contre l'envahisseur doit contribuer à la création du second front. Il est prévu un vaste rassemblement place de la République pour les militants de Paris et de la banlieue, l'édition par le Parti d'un appel à un million d'exemplaires que « chaque section, chaque cellule, chaque groupe de trois » doit reproduire. Sous l'égide du Front national doivent être constitués des « Comités du 150<sup>e</sup> anniversaire de Valmy ». La circulaire propose aussi une quinzaine de modèles de papillons : MANIFESTEZ LE 20 SEPTEMBRE POUR LA FRANCE AUX FRANÇAIS ; POUR LE 150<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE VALMY ; POUR LA LIBERTÉ ; POUR DU PAIN ET DES ARMES ; CONTRE LES BOCHES ; CONTRE LES TRAITRES ; POUR LIBÉRER LA FRANCE. Ou encore : 20-9-1792, 20-9-1942 ; LE 20 SEPTEMBRE 1792, NOS PÈRES BATTIRENT LES PRUSSIENS À VALMY, LE 20 SEPTEMBRE 1942, TOUS LES PATRIOTES MANIFESTERONT DEVANT LA MAIRIE ; LE 20 SEPTEMBRE 1792, LES SOLDATS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE BATTIRENT LES HORDES DE BRUNSWICK À VALMY, LE 20 SEPTEMBRE 1942, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, TOUS LES FRANÇAIS MANIFESTERONT CONTRE LES HORDES D'HITLER, VIVE LA FRANCE !

Alfred Grant, dans ses mémoires<sup>11</sup>, écrit qu'il était chargé de la surveillance et de l'impression des tracts dans l'imprimerie clandestine du 14 de la rue Rébeval, à Belleville. Pour Valmy, dit-il, « nous devons imprimer 50 000 exemplaires d'une édition spéciale ». Avec des nerfs bien résistants, précise-t-il, « il était possible de préparer un millier d'exemplaires par heure. On aura une idée du temps qu'il nous

fallait, à nous dont les nerfs étaient mis à mal, pour fabriquer les 50 000 journaux. Or nous étions pressés ». C'est Paula Dzierzowska qui est chargée d'activer le tirage. Dans sa précipitation, elle casse une machine. Une solution : réduire le tirage. Solution que le responsable Tcharny n'accepte pas. « Un plan était un plan, il fallait s'y tenir. » Il est donc décidé de procéder au remplacement de la ronéo cassée sans que la concierge se doute que son immeuble abrite une imprimerie clandestine. Alfred Grant se déguise en réparateur de machines à coudre, prétend que la Singer est irréparable, qu'il doit l'emporter. Ce qu'il fait. Ensuite, il faut sortir la ronéo en état de marche d'un autre local. Alfred Grant loue les services d'un fort des Halles qui livre le colis dont il ignore le contenu au 50, boulevard de la Villette, à deux pas du 14, rue Rébeval, où Alfred Grant le prend en charge. « Nous pûmes fournir à temps la commande Valmy », écrit-il avec satisfaction.

La commémoration de Valmy est restée dans les mémoires de tous les jeunes. Parce que, pour la « génération de la rafle », c'est la première action d'envergure. Parce qu'elle leur fut présentée comme un très grand succès : le commandant du Grand Paris ne décréta-t-il pas, pour la première fois, un couvre-feu en plein jour, à 13 heures, signe qu'il avait peur d'eux ? Pourtant, le succès fut des plus relatifs au regard de l'ampleur des moyens mis en œuvre. Car si des tracts furent distribués, il n'y eut pas de manifestations. Pourtant, Henri Krasucki félicita les jeunes Juifs « de la part de Maurice Thorez » ! Le secrétaire général du Parti communiste français, pour l'heure, se morfond clandestinement à Oufa, en Bachkirie, où le Komintern a été évacué devant l'avance allemande.

Mais comme chaque action, Valmy est marqué par des drames. Le contraste est violent entre ce qui semble à distance un peu dérisoire et le coût que paient ces très jeunes gens. Robert Birenbaum, Maurice et Bernard Kurck, qui habitent juste en face de l'épicerie, au 13, rue Bellot, et vivent seuls depuis l'arrestation de leurs parents en juillet 1942, ont formé un « groupe de trois » à quatre avec Maurice Loï, un copain de l'ORT. Ils sont chargés de distribuer les tracts sur le marché de la rue Lepic. Maurice Loï porte un carton avec les tracts. Robert est chargé de les transmettre à Maurice et à Bernard Kurck qui les distribuent aux chalands. Une dizaine de fois, Robert fait ce manège. Soudain, il voit des inspecteurs qui s'approchent des deux frères, les embarquent. Maurice Loï et Robert Birenbaum prennent leurs jambes à leur cou. Se séparent. Robert prend le métro, se précipite chez les Kurck où ils ont installé leur petite imprimerie, emporte le matériel chez lui, le détruit. Peu de temps après, derrière la porte vitrée du magasin, il voit arriver une traction avant avec ses deux copains, menottes aux poignets. Il n'en saura pas plus. D'après Robert Birenbaum, Maurice Kurck, le plus jeune, sera déporté ;

Bernard, mis en prison, sera relâché. Nous n'avons retrouvé de trace ni de l'un ni de l'autre.

C'est quelque temps après que sa tante Dvoïre, celle qui l'a fait entrer dans la Résistance et qui a été emprisonnée, lui fait parvenir une lettre où elle indique à Robert que « l'air de la campagne lui ferait du bien ». En clair, son nom a dû être ébruité, il faut qu'il quitte le domicile de ses parents. Pour Robert, c'est un coup dur. Les camarades lui font faire une fausse carte d'identité. Il prend une planque. Pour lui aussi, l'entrée dans la clandestinité s'est faite après une alerte.

À l'exception de Valmy, aucune « action » d'envergure ne marque le militantisme de ces jeunes. De temps en temps, l'un d'eux disparaît de leur organisation, comme cela a été le cas pour Jean Lemberger, Marcel Rajman, Raymond et Jacques Kojitsky, Maurice Fingercweig, Léon Goldberg ou encore Henri Tuchklaper, dit « le Plombier ». Il fait partie des 10 % que les organisations du Parti doivent depuis le 24 juillet 1942 verser aux FTP. C'est Henri Krasucki qui est chargé du passage de la Jeunesse aux groupes armés :

Nous constituions une base de recrutement pour la Résistance militaire. La plupart d'entre nous étions *[sic]* volontaires pour les FTP. Périodiquement, à la demande du parti communiste français, nous faisons passer à l'organisation militaire 10 % de nos effectifs. C'était suffisant pour les besoins de l'action armée et, d'autre part, il fallait conserver la base nécessaire à notre action politique et à notre enracinement populaire [...] Du fait de mes responsabilités, j'étais un point de passage de la Jeunesse aux FTP<sup>12</sup>.

Une fois entrés dans la lutte armée, les camarades de la Jeunesse perdent en principe tout contact avec lui.

Les rendez-vous, avec leurs repêchages, occupent la plus grande partie des journées de ces jeunes. Car leur vie est faite de plus de routine que de moments exaltants.

Comme la plupart des Français, ils ont faim. L'organisation leur donne des tickets de rationnement dont ils semblent ne pas avoir manqué et, s'ils sont permanents, de 1 600 à 2 200 francs par mois. À peine de quoi se nourrir d'un bout de pain et d'une pomme, d'un seul repas quotidien dans un des restaurants communautaires du Secours national relativement bon marché. Tous évoquent leur maigreur, les kilos perdus, mais, précisent-ils, « nos chefs aussi souffraient de la faim ». Robert Endevelt (Gaby) se serait évanoui dans la rue ; aucun témoin de cet événement, mais une histoire qui les a marqués : plusieurs me l'ont racontée. Ne montre-t-elle pas l'abnégation supérieure du chef ? Les engelures : il est impossible de se réchauffer dans sa petite chambre de bonne, le plus souvent sans eau, sans gaz, parfois sans électricité. La gale, parfois, qui gratte partout, entre les doigts, sur les parties génitales, et qu'on va faire



soigner à l'hôpital Saint-Louis. Nus par fournées, devant le médecin qui, le diagnostic posé, envoie au sous-sol où un employé trempe un pinceau dans un seau plein de produit chimique dont il badigeonne le corps. On se rhabille encore humide pour que les vêtements s'imprègent du produit et soient ainsi désinfectés. Le métro Goncourt qui amène à Saint-Louis est saturé de l'odeur du traitement antigale.

Et la peur. Tant de copains sont déjà tombés lors de simples distributions de tracts. Les rafles dans le métro. La ligne de policiers qui barrent un couloir, la sortie, contrôlant les papiers avec, un peu en retrait, des flics pour voir si quelqu'un cherche à se soustraire au contrôle. Chacun a son récit de la fois où, par miracle, il en a réchappé. En ralentissant le pas pour que tous les flics soient occupés à fouiller un voyageur et qu'il puisse passer, l'air dégagé. Ou le flic qui recule parce qu'on vient de manger un oignon et que l'haleine empeste. Se rajeunir aussi : jupes courtes, nœuds dans les cheveux pour les jeunes filles, culottes courtes pour les adolescents. Les très jeunes, ceux qui avaient 16, 17 ou 18 ans, m'ont tous affirmé : « Je ne faisais pas mon âge, j'avais l'air d'un gamin, d'une gamine. »

Certains, comme Jacques Adler ou Esther Rozencwajg, travaillent chez un fourreur. Sam Radzinski, dont les responsabilités devraient faire un permanent, est probablement obligé de gagner de l'argent, car il a la charge de sa mère et de ses quatre frères plus jeunes. Hanna Kamieniecki a commencé, sous un faux nom, des études de chimie. Un jour, elle se dispute avec un de ses condisciples favorables à la collaboration. Elle rend compte de l'incident à son chef, cesse ses études, forte de ce que lui avait dit Henri Krasucki quelques mois auparavant : « Quand on aura fait la révolution, on formera nos propres cadres. Tu feras tes études à ce moment-là. » Car c'est de révolution qu'il s'agit. Henri Krasucki l'avait déjà dit clairement lors d'une de ses premières rencontres avec Hanna qui lui faisait part de ses convictions sionistes : « Après la révolution, il n'y aura plus de problème juif. »

Les moments d'embellie sont ceux où ils se retrouvent, rompant la solitude de leur petite chambre. Les liens d'amitié qui les unissent leur semblent indestructibles. Et les responsables leur expliquent, les éduquent, leur donnent Lénine, *L'État et la Révolution*, le manuel d'histoire du parti communiste (b) – b pour « bolchevique » –, cachés dans des manuels de boy-scout. « J'avais l'impression, dit Annette Kalinsky, d'avoir affaire à des intellectuels. Je me disais : "Qu'est-ce qu'ils savent, comme ils sont intelligents ! Je ne sais rien. Je suis idiote." »

S'ils discutent marxisme et politique, ils ne parlent jamais de ceux partis vers l'Est ni de la situation faite aux Juifs. Ils me l'ont tous affirmé, tout en s'étonnant rétrospectivement de cette attitude. Mais

ils savent que le camarade avec qui ils militent vit le même drame. S'ils avaient imaginé, confronté, discuté, peut-être auraient-ils perdu le goût de vivre et la force d'agir. Que savaient-ils du génocide ? Tout dès la fin 1942, disent certains. Rien, disent d'autres. Leurs parents sont quelque part à l'Est, travaillent dans un camp.

Pourtant, le 20 novembre 1942, neuf mois après le départ des premiers convois vers l'Est, *Unzer Wort* publie, en yiddish, le premier article qui fait état des gazages massifs de Juifs.

Cette information capitale fut transmise de vive voix au cours d'une rencontre secrète par un ancien des Brigades internationales qui, après avoir été interné en 1939 dans le camp de Gurs, était reparti en 1941 pour la Pologne et s'était, sur ordre de ses supérieurs, engagé dans l'organisation allemande Todt où il était chef de convoi<sup>13</sup>.

Mais cette information, si elle fait le titre du numéro d'*Unzer Wort*, est ensuite noyée dans un long article de propagande habituelle. En revanche, les éditions de *Notre Parole* en français ne semblent pas avoir transmis l'information. On peut voir une certaine gêne sur ce point dans le fait que, dans le recueil de fac-similés de la presse clandestine publié par les communistes après la guerre, le numéro du 15 février 1943 a été maladroitement « amélioré ». Des pages 5 et 6 ont été rajoutées. Précisément celles qui parlent des massacres, où sont cités les camps d'Oschevitz (*sic*, pour « Auschwitz ») et de Belzek (*sic*, pour « Belżec »). Or, dans le récit dont la date a été corrigée, l'auteur raconte que, « au *printemps de 1943*<sup>14</sup>, quand les formations allemandes pénétrèrent dans le ghetto, les Juifs de Varsovie ayant appris le destin de ceux qui partent “vers l'Est” se révoltèrent et les Allemands perdirent plus de mille hommes avant de pouvoir maîtriser la révolte et massacrer les survivants ». Ce récit date donc d'après l'insurrection du ghetto de Varsovie, qui se déroula du 19 avril au 10 mai 1943, et non en février de la même année.

Que savaient et que comprenaient ces jeunes ? Il est difficile, voire impossible, de répondre à une telle question. Ceux qui ont été déportés expriment tous l'ignorance de la réalité à laquelle ils allaient être confrontés. Henri Krasucki l'exprime mieux que d'autres, avec une naïveté dont il ne semble pas être conscient. Lisons-le :

Nous savions que des camps terribles existaient. Nous le savions déjà bien avant la guerre, car tous trois [il s'agit de Roger Trugman, Sam Radzinski et lui-même], enfants élevés dans un milieu de travailleurs militants communistes et syndicalistes, nous connaissions l'existence des camps de concentration depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Et il raconte comment il chantait le *Chant des marais* créé par...

... des antifascistes allemands, les premiers à peupler ces camps qui furent dès le début des camps de la mort [...]. Ce que nous ne connaissions pas, c'était le degré de cette sauvagerie et surtout l'existence des chambres à gaz<sup>15</sup>.

C'est-à-dire... l'essentiel. Ce qui fait d'Auschwitz-Birkenau un camp radicalement différent de tous les autres camps et des Juifs des victimes différentes des « antifascistes allemands ». Il continue pourtant à affirmer qu'ils savaient tout :

Certains pensaient à un travail obligatoire, mais aucun, à part nous-mêmes, n'imaginait qu'il était en route pour l'enfer et, selon toute probabilité, vers la mort.

La lettre que Paulette envoie de Drancy, au moment de prendre le chemin d'Auschwitz, à son amie Anna Neustadt qui vient d'accoucher est d'ailleurs pleine d'optimisme : « On en passera encore des bons moments ensemble avec le même. Tu sais, nous faisons des projets tellement amusants<sup>16</sup>. »

Sam Radzinski évoque son horreur quand, lors du tatouage, un détenu lui expliqua ce qu'étaient les chambres à gaz et les crématoires :

Je me suis alors souvenu que, à la fin 1942 ou au tout début 1943, j'avais eu entre les mains un tract de notre organisation disant l'horreur des camps de concentration, disant presque toute la vérité. En lisant ce tract, j'avais été horrifié, mais j'avais pensé que c'était exagéré, qu'il y avait une part de « propagande ». Je me suis dit : « Après tout, mieux vaut en dire un peu plus, il en restera quelque chose<sup>17</sup>. »

Comment croire ce qui dépasse l'imagination ? Comment le croire quand l'information est donnée par un journal qui a pendant des mois annoncé les victoires d'une Armée rouge qui ne cessait de reculer, qui a proclamé la fin de la guerre pour 1942, qui a affirmé que le peuple français, encore largement pétainiste, était prêt à l'insurrection généralisée, qui traite de « nazis » les seuls juifs de l'UGIF ? En novembre 1942, un nouveau slogan apparaît : LA DÉPORTATION, C'EST LE CHEMIN DE LA MORT. LA RÉSISTANCE ET LA LUTTE CONTRE LA DÉPORTATION, C'EST LE CHEMIN DE LA VIE. Si la première proposition est globalement exacte, la seconde mériterait d'être démontrée, tant les chutes ont été importantes. Elle eût été conforme à la réalité si la symétrie des deux propositions avait été rigoureusement respectée : LA LUTTE CONTRE LA DÉPORTATION, C'EST LE CHEMIN DE LA VIE. Mais le mot « résistance » a été intercalé. Or il suffit de lire les avis placardés sur les murs, de voir ce qui se passe autour de soi pour constater que la Résistance aboutit souvent au sacrifice de sa vie. C'est ce qui en fait la grandeur. Les Juifs résistants, en particulier ceux qui ont pratiqué la lutte armée, sont

pour la plupart morts au combat (à peu près 50 % pour les Juifs du détachement FTP-MOI, Carmagnole et Liberté de Lyon et Grenoble où les chutes furent pourtant peu nombreuses), alors que 75 % des juifs de France ont survécu.

Peut-être qu'en affirmant devoir sa survie au fait d'avoir résisté, le militant confond deux registres : celui de la survie physique du groupe et celui de la survie psychique individuelle. Car la Résistance, c'est incontestable, en donnant un sens à une persécution qui en était dénuée, en permettant de trouver la chaleur d'un groupe à une époque où le monde était hostile, en reliant son propre combat à d'autres combats de par le monde, celui de l'Armée rouge, celui des partisans yougoslaves, en permettant d'agir au lieu d'être paralysé par l'angoisse, de fantasmer les combats à venir, les lendemains qui chantent, au lieu de s'anéantir dans la vision de l'horreur, a certainement permis à ses acteurs de conserver leur intégrité psychique.

Mais pour les jeunes Juifs communistes, la Résistance ne fut pas le chemin de la vie. Ils allaient très vite l'apprendre. Car, le 18 février 1943, selon un rapport de police, commence la filature du groupe. Elle durera plus d'un mois.

## Filer les jeunes résistants

Paulette Shlivka écrit :

Je suis presque sûre qu'il n'y a pas d'autres indicateurs que Lucienne, car la mère au Rouquin m'a dit, quand on les emmenait à la PP en auto : « Il y a un inspecteur qui a dit au Rouquin : "C'est une bien belle jeune femme qui vous a donnés." »

Elle avait d'abord cru à une blague, mais en réfléchissant, en se rémémorant l'interrogatoire, elle s'était rendu compte que « tout commence le jour où H. [il s'agit de Henri Krasucki] avait rencart avec elle ; cela commence avec ta filature, A. [il s'agit d'Adam Rayski], après le rencart que tu avais avec elle ». Et dans ce « rapport » qu'elle a fait sortir clandestinement de l'hôpital Rothschild où elle a réussi à se faire hospitaliser pour une appendicite imaginaire, elle ajoute : « Soignez bien vite Lucienne, *elle le mérite*. » Paulette énumère encore tout ce qui a été trouvé chez certains qui ont été arrêtés, notamment dans la petite chambre qu'elle partage avec Krasucki. Elle livre encore une information capitale : « D'après mon interrogatoire, j'en ai conclu que les Jeunesses communistes sont mêlées aux FTP<sup>1</sup>. » Ainsi, dès avril 1943, les responsables des FTP-MOI, notamment Adam Rayski à qui est adressé ce rapport et qui, selon Paulette, serait le premier à être filé, ont des indications de bonne source sur la façon dont les policiers des Brigades spéciales ont opéré.

Cela, j'avais pu l'établir dès le début des années 1980, sans disposer de la masse d'archives policières mises au jour depuis le mitan des années 1980 et surtout depuis décembre 2015, quand le président François Hollande a décidé que toutes les archives de la

Seconde Guerre mondiale devaient être librement consultables. Il suffisait d'écouter attentivement le récit des acteurs qui avaient survécu à la rafle, de les croiser, de lire ce qu'ils avaient écrit, de lire aussi les documents que les historiens amateurs de la sous-section juive, David Diamant en tête, avaient rassemblés. Ce qu'apportent les archives, c'est un dessin plus clair, plus assuré. Plus complexe aussi. Les archives pourtant ne disent pas tout. Et après avoir repris toute cette recherche, je dois avouer pourtant que l'histoire de Lucienne Goldfarb, à partir de son arrestation dans un hôtel de Puteaux en janvier 1943, devient invérifiable, et qu'aucune archive, au jour où nous écrivons, ne permet de l'éclairer. Ce qui montre les limites de l'histoire orale, comme d'ailleurs des archives. Il a été est possible d'écrire l'histoire à partir d'une enquête orale menée avec rigueur et sans révérence excessive à l'égard des enquêtés. Les archives quant à elle permettent de préciser cette histoire et d'apporter des preuves. Mais il peut aussi subsister des zones d'ombre que ni le témoin ni l'archive ne permettent d'éclairer.

Ce que j'avais compris et écrit peut ainsi se résumer : les arrestations ont été le fruit d'une longue et méticuleuse filature de résistants qui étaient désinvoltés par rapport aux règles de sécurité édictées par le parti communiste ; Les FTP-MOI étaient mêlés aux JC-MOI (ce qui permet de comprendre les deux filatures suivantes et les arrestations rendues mémorables par la grâce de l'Affiche rouge) ; un abondant matériel fut trouvé chez les uns et les autres, notamment les fameuses « bios » en nombre dans la planque de Krasucki ; des jeunes gens arrêtés, torturés ou non, ne sont pas restés muets comme des carpes. La première filature, qui aboutit à l'arrestation de quelque quatre-vingts Juifs, des jeunes dans leur immense majorité, est l'amorce des deux filatures suivantes dont résultent deux autres grandes chutes : celle dite des adultes, en juin 1943, et celle du groupe armé, en novembre 1943. Les communistes juifs dans la capitale sont pratiquement anéantis.

Le 14 janvier 1943, une jeune fille, Lucienne Goldfarb, est arrêtée par des hommes de l'équipe spéciale du commissariat de Puteaux dans un hôtel au 107 de l'avenue du président Wilson de cette même ville.

Kajla Goldfarb, dite Lucienne, est la fille de Sura Malka, née Ligman le 15 décembre 1898 à Gliwice. Sura a épousé Fiszel Goldfarb, né le 9 mars 1899 à Radom. C'est à Radom que sont nés leurs deux enfants : Kajla, le 30 octobre 1924, et un garçon, Chaïm-Richard, le 1<sup>er</sup> février 1929. Tous quatre sont de nationalité polonaise. La famille est arrivée en France en 1931 et habite au 3, rue des Immeubles-Industriels. Le père, Fiszel Goldfarb, est colleur en imperméables, un travail à façon très peu qualifié. Il a été arrêté comme d'autres

hommes polonais de la rue, le 20 août 1941, dans ce qui est communément appelé la « rafle du 11<sup>e</sup> arrondissement » ou « la rafle de Drancy ». Interné dans ce camp, il fait partie du premier convoi en direction d'Auschwitz, celui du 27 mars 1942. Nous savons – ce que sa fille ignore – qu'il y meurt le 19 mai 1942.

Nous n'avons pas retrouvé de traces dans les archives de la façon dont vécurent les Goldfarb après l'arrestation du père, ni d'ailleurs comment ils échappèrent à la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942, dite « rafle du Vél' d'Hiv' ». Nous retrouvons Sura et ses enfants à Châteaumeillant dans le Cher. Cette petite ville qui compte alors un peu plus de trois mille habitants est située à une centaine de kilomètres au sud de Vierzon, point de passage de la ligne de démarcation la plus proche de Paris. En novembre 2004, une plaque a été apposée sur le mur de la mairie de la ville. Elle s'intitule « MERCI » et évoque une quarantaine de familles juives qui y trouvèrent refuge :

PARQUÉES ET POURCHASSÉES PAR LE GOUVERNEMENT DE VICHY  
AINSI QUE PAR L'ARMÉE ALLEMANDE QUI OCCUPAIT NOTRE PAYS,  
ELLES FURENT POUR LA MAJORITÉ D'ENTRE ELLES SAUVÉES PAR LE SILENCE ET L'ACTION DE LA  
POPULATION, À L'EXCEPTION DE TROIS PERSONNES ARRÊTÉES ET DÉPORTÉES.

Nous ignorons qui sont ces trois personnes. Mais il n'est fait nulle mention de ceux qui, contrôlés à Châteaumeillant, furent reconduits en zone occupée, parfois emprisonnés à Bourges ou ailleurs, arrêtés à des dates variables et déportés. Ces personnes n'ont laissé aucune trace dans la mémoire de ceux et celles qui survécurent. Tel est le cas de Sura et Chaïm-Richard Goldfarb.

Le 5 août 1942, deux gendarmes, Fernand Demont et François Crenner, de la brigade de Châteaumeillant, section Saint-Amand, compagnie du Cher, dressent le procès-verbal de l'audition de Sura Goldfarb. Le 10 août, deux autres gendarmes interrogent Kajla-Lucienne.

Sura, qui ne sait ni lire ni écrire en français – elle le sait probablement en yiddish –, explique que son fils et elle ont quitté Paris le 1<sup>er</sup> août et qu'ils ont passé clandestinement la ligne de démarcation. Non, elle n'a signalé ni son départ ni son arrivée, n'a pas demandé de sauf-conduit pour passer la ligne.

Quant à Lucienne-Kajla, elle indique qu'elle a quitté Paris au début du mois d'août pour rejoindre sa mère. « J'ai quitté Paris, explique la jeune fille qui sait lire et écrire le français, car je craignais des représailles des autorités occupantes. Mon père a déjà été arrêté et je craignais pour moi-même. » Elle a fait viser sa carte à Châteaumeillant, car elle a l'intention de se fixer dans cette localité.

On retrouve la jeune femme sous la fausse identité de Lucienne Lafarge, écrouée à la maison d'arrêt de Bourges le 2 novembre 1942,

en même temps qu'un dénommé Pierre Carteron, lui aussi de Châteaumeillant. Ce dernier est libéré une semaine après, le 9 novembre. Kajla-Lucienne reste un mois à Bourges, et c'est le 9 décembre qu'elle passe les portes de la prison<sup>2</sup>.

Nous ignorons par quelles voies la mère et ses deux enfants se retrouvent à Paris. Ce qui s'est passé pour Richard et sa mère demeure confus. Richard a été interné à Drancy le 20 décembre 1942 ; le 31 du même mois, il est libéré du camp pour être placé dans le foyer de l'UGIF de la rue Lamarck. Le 10 février 1943, sur décision de Röthke, responsable du service des affaires juives de la Gestapo, les inspecteurs de la préfecture de police ont ordre d'arrêter les enfants placés dans les maisons de l'UGIF. Richard est l'un des vingt-deux enfants âgés de 4 à 15 ans du centre Lamarck immédiatement transférés à Drancy, et déportés dès le lendemain. Il avait 14 ans. Sa mère a-t-elle été arrêtée avec lui ? Ce que nous savons avec certitude, c'est qu'elle fut déportée dans un convoi ultérieur, le 31 juillet 1943. Ainsi, quand Lucienne est arrêtée dans l'hôtel de Puteaux ce 14 janvier 1943, sa mère et son petit frère sont l'une à Drancy, l'autre à Lamarck. Nous aimerions savoir ce qu'elle sait de leur sort.

Une main courante du commissariat de Puteaux en date du 8 janvier 1943 fait état d'un « vol de fûts de vins et de cognac » entreposés chez un certain M. Strobel à Puteaux. C'est toute une petite bande qui est arrêtée. Parmi eux se trouve Pierre Carteron, qui donne comme adresse celle de l'hôtel où se trouvait aussi Lucienne, au 107, avenue du Président-Wilson<sup>3</sup>. Les deux jeunes gens se sont donc retrouvés, et c'est l'arrestation de Pierre Carteron qui entraîne probablement celle de Lucienne, même si je n'en ai pas trouvé trace dans le registre des mains courantes du commissariat. Quand Lucienne est arrêtée, elle l'est sous une fausse identité. Nous ignorons laquelle. Peut-être celle de Lucienne Lafarge, la même que lors de son incarcération à Bourges. Elle disposerait de fausse monnaie – on ne sait pas comment : six semaines seulement séparent sa libération de son séjour à Puteaux. Interrogée par l'inspecteur Pierre Piget, la jeune fille de 18 ans donne très vite le nom du faussaire (fausse carte ou fausse monnaie ?). Lors d'un interrogatoire à la Libération, elle déclare que Piget n'a cessé de la questionner jusqu'à ce qu'il ait obtenu d'elle « la désignation d'un israélite titulaire de faux papiers d'identité » en échange de la promesse de la relaxer.

Le 16, j'ai désigné un israélite ayant une fausse carte d'identité et dont je ne me rappelle plus le nom. Je crois qu'il s'agissait d'un dénommé Jean, demeurant 16, rue des Immeubles-Industriels [...]. J'ignorais à l'époque qu'il s'agissait de résistants faisant partie de la MOI<sup>4</sup>.

Ce Jean est probablement Jean Lemberger qui habite non au 16



de la rue, mais au 2. Elle livre encore des renseignements sur les frères Simon et Marcel Rajman. On peut douter qu'elle ignore leur militantisme communiste, d'autant qu'un rapport de synthèse du commissaire Bizoire, en charge de l'équipe spéciale de Puteaux et daté du 10 avril 1943, précise :

Le 16 janvier, j'ai été avisé que des Juifs étrangers vivaient dans l'illégalité et se livraient à la propagande terroriste-communiste. J'ai chargé ma brigade spéciale de se livrer à une enquête et à des filatures<sup>5</sup>.

Donc acte. C'est bien Lucienne Goldfarb qui a attiré la brigade spéciale rue des Immeubles-Industriels.

Pendant un mois, les inspecteurs de la brigade spéciale du commissariat de Puteaux, Piget, Buzeau, Flicourt, Solignac, Botte, ainsi que le brigadier Fauconnet filent les habitants de la rue des Immeubles-Industriels. Le premier qui apparaît dans la filature est André Terreau, qui demeure chez ses parents, au 13, au premier étage au-dessus de l'entresol. Ouvrier opticien, il est réfractaire au Service du travail obligatoire et « a quitté son travail, rue Sainte-Anne à Paris, pour se réfugier chez sa grand-mère », qui est la concierge du 9 de la rue. Par André, les inspecteurs font la connaissance de tous les communistes de la rue des Immeubles-Industriels.

On suit donc pas à pas ces inspecteurs dans leurs pérégrinations. Outre les hommes déjà cités, nous rencontrons avec eux deux jeunes filles, Ginette (Golda Zinfogel) et Anna Neustadt, Marcel Skurnik, le mari de la sœur aînée de Jean Lemberger, Stepha, le Rouquin (c'est-à-dire Sam Radzinski), Serge Zilbenberg. Ils circulent surtout dans l'est et le nord parisien, poussant jusqu'au 103, rue de Paris, à Pantin, où se trouve un magasin d'optique. Ils vont au cinéma, au café, au restaurant, chez le coiffeur, à la piscine (celle située Église de Pantin, la piscine Ledru-Rollin ou encore une autre piscine dans un immeuble du 28 de la rue Bonne-Nouvelle). Si ce n'était leur activité politique, dont rien ne transpire dans les rapports, on pourrait dire que ces jeunes vivent la vie de ceux de leur âge.

Enfin, les policiers des Brigades spéciales repèrent le responsable de ces jeunes. le rapport de police à la date du 18 février 1943 note :

Au cours de notre service journalier, nous avons remarqué l'activité suspecte de plusieurs jeunes israélites. L'un de ceux-ci, surnommé par nous Bertrand, est rencontré ce jour à l'angle de l'avenue de la République et de la rue Guillaume-Bertrand à Paris.

D'où son surnom de Bertrand, car pour mieux se repérer, la police donne un surnom à celui qu'elle prend en filature, soit celui du nom de l'endroit où il a été repéré, soit celui d'une de ses

caractéristiques physiques ou vestimentaires.

Nous décidons, selon les ordres reçus, de nous consacrer à sa surveillance. Signalement de Bertrand : 22 ans, 1,70 m, mince, nez long, visage type « sémite », cheveux châtain clair rejetés en arrière, retombant sur le côté, pardessus bleu marine à martingale, pantalon noir, souliers jaunes, chaussettes grises. Il est rejoint à 15 h 30 par un individu déjà remarqué que nous appellerons Lucien.

Quant à Paulette, surnommée « Martine », elle est ainsi décrite :

20 ans, 1,60 m, corpulence moyenne, cheveux châtain moyens relevés sur le devant et retombant sur la nuque, sans fard, nez légèrement retroussé, teint mat, vêtue d'un manteau beige, avec fronces dans le dos, bas blancs. Elle porte un sac à provisions gris et un sac à main noir.

Les policiers de Puteaux ne sont plus les seuls. Parmi ceux qui filent ces jeunes figurent les inspecteurs Ely, Constant, André, Lacroix.

Henri Krasucki a donc été repéré à la suite d'une filature longue déjà d'un mois. Son activité intense parmi la jeunesse rend cette hypothèse plausible, et il est proche de ceux déjà filés de la rue des Immeubles-Industriels. A-t-il été donné par Lucienne Goldfarb ? Aurait-elle, comme les survivants l'affirment, tenté d'infiltrer leur groupe en obtenant un rendez-vous avec le chef, Adam Rayski ? C'est possible. Paulette Shlivka le pense très vite après son arrestation, comme nous l'avons vu, et il n'y a aucune raison de mettre en doute ce témoignage précoce et qui n'a pas été influencé par ce que Lucienne est devenue dans les années qui ont suivi la Libération. On trouve dans les filatures un rendez-vous qui pourrait, sans que nous en ayons la certitude, faire penser à un contact Krasucki-Rayski-Lucienne. C'est le 25 février. Les inspecteurs Botte et Flicourt, ainsi que Solignac et Buzeau, filent Krasucki. Il rejoint au rond-point d'Inkermann à Neuilly une femme qui est dite inconnue et sera surnommée « Césarine », avec qui il parle quelques instants avant d'être rejoint par « Martin » – « 35 ans, 1,65 m, pardessus gris foncé, chapeau noir, chaussures marron, gants de peau ». La femme et « Martin » quittent ensuite Krasucki et ils marchent, boulevard d'Inkermann, puis Victor-Hugo, puis du Château ; enfin la rue, puis l'avenue de Villiers, la porte Champerret, le boulevard Gouvion-Saint-Cyr et la porte de Courcelles. Ils se séparent. « Martin » chemine avec lenteur en direction de la porte de Clichy, et « Bertrand » le rejoint en courant. Arrive un troisième individu, que Krasucki présente à Rayski et que les policiers surnomment « Étienne ».

Ce serait ce 25 février, le jour des présentations des nouveaux venus, que Rayski aurait rencontré Lucienne. Dans ses Mémoires, il date cette rencontre de début mars. L'une ou l'autre des hypothèses –

fin février ou début mars – circonscrit la responsabilité de Lucienne : elle a certainement conduit les policiers rue des Immeubles-Industriels. Ce qui n'est pas rien. Pourtant, nul ne s'est aperçu d'une filature qui durait déjà depuis près de deux mois. Car Paulette se trompe : la filature a commencé bien avant le rendez-vous qu'elle évoque.

Le 18 février, donc, selon le rapport de police, commence la filature de « Bertrand » (Henri Krasucki), qui rencontre « Martine » (Paulette Shlivka). Leur espace, celui de leur « enracinement populaire », comme l'écrit Henri Krasucki, est déjà balisé. Tout au long des rapports de police, nous retrouvons les mêmes lieux : avenue de la République, carrefour Arts-et-Métiers, rue de Turbigo, rue Saint-Martin, rue du Temple, place Gambetta, place des Fêtes, métro Belleville, rue de Bagnolet...

Le 20 février, la police file jusqu'à Antony deux jeunes facilement repérés : Raymonde Babule, communiste non juive que nous avons vue militer dans la fourrure avec Lipa, et Robert Del Pra.

Dès le 21 février, « Bertrand » et « Martine » sont « logés ». Chaque matin ou presque, la police les prend en filature quand ils sortent de leur domicile du 8, rue Stanislas-Meunier, une petite rue qui donne sur les boulevards des Maréchaux. La relative ponctualité de « Bertrand » leur rend la tâche facile. Il quitte avec une belle régularité son domicile vers 8 heures. Il n'y a dans cette ponctualité aucune entorse aux règles de discipline édictées par le Parti, bien au contraire. Alfred Grant écrit que « dans son habitat clandestin, il [le résistant] devait mener une vie d'une régularité minutieuse, toujours partir et rentrer aux mêmes heures, à l'instar d'un employé modèle<sup>6</sup> ». Et A. Rayski : « Il était [...] indiqué de quitter son domicile et d'y revenir à des heures régulières<sup>7</sup>. » Ce jour, « Bertrand » rencontre « Canadienne », puis « Rosette » qui lui remet des papiers. Rentre déjeuner chez lui, ressort avec « Martine ». Emmène un enfant de 6 ou 7 ans (est-ce Robert, sorti de sa pension de Clamart, ou Lili, la petite sœur de Henri Krasucki ?) au cinéma Actualités, 6, rue du Faubourg-Saint-Denis. Car ces jeunes résistants ne sont pas tout à fait ce que le Parti voudrait qu'ils fussent : des apôtres quittant tout pour suivre Jésus, abandonnant leur travail et leur famille, ayant une fidélité unique : la cause. Le communiste juif, même s'il tend vers cet idéal de fidélité, de pureté et de dureté, maintient, et c'est tout à son honneur, la solidarité familiale. Les parents parlent souvent mal le français, ou la mère est restée seule avec ses enfants. Et ce sont bien souvent les jeunes qui s'occupent de leurs tickets d'approvisionnement, du paiement des notes de gaz et d'électricité. Tout simplement, ils ont besoin de se voir, de s'apporter mutuellement chaleur et réconfort. Ne pas comprendre cela, c'est ne rien comprendre à leur résistance, à

leurs « imprudences ».

Le 22 février, « Bertrand » rencontre « Lunettes » (identifié rapidement par la police comme étant Albert Toporek). Puis « Lunettes » rencontre « Galoche ». Ces jeunes se méfient et à plusieurs reprises le rapport de police rend compte de leur vigilance. « Galoche », par exemple, prend le métro place Voltaire, direction porte de Montreuil, descend à Nation, prend la direction Château de Vincennes. Il remonte précipitamment dans le métro au moment où la rame démarre. Il descend au Château de Vincennes, où il semble « égaré ». Finalement, il prend un billet pour Champigny. La filature est alors abandonnée, mais, le lendemain, « Galoche » est identifié. Il s'agit de Gabriel Wachman, dont les parents ont été déportés en juillet 1942, qui, jusqu'en novembre 1942, a suivi des cours à l'école de la rue des Rosiers et qui se rendait probablement chez sa tante, 15, rue Loucheur, à Champigny.

Une fois identifié, pas d'arrestation intempestive. Il s'agit de « loger » tout le groupe. Les Brigades spéciales, qui jouissent d'un personnel suffisamment nombreux, ont aussi tout leur temps. La patience, la méticulosité, l'absence de passion semblent leurs qualités essentielles. Un travail de professionnels.

Plus de quarante jeunes sont ainsi identifiés, logés, pris à tour de rôle en filature. Le cas du Rouquin (Sam Radzinski) est particulièrement intéressant. À l'évidence, il seconde « Bertrand ». Mais aussi, il travaille et la police le retrouve à sa guise, soit à son domicile, 92, rue du Chemin-Vert, où il habite avec sa compagne « Pauline » (Rita Kurchand), soit à la sortie de son travail, vers midi ou 18 heures, soit à son restaurant habituel, chez Théo, au 48, rue de La-Folie-Méricourt, où il prend volontiers son repas avec l'un ou l'autre de ses camarades. À deux reprises, les 27 février et 18 mars, la police le suit jusqu'au 39, rue du Général-Bonnelot, à Neuilly-sur-Marne, où il se rend en autobus. Neuilly-sur-Marne ? Sam Radzinski donne lui-même la raison de ces déplacements :

Dans les jours qui suivirent ma libération [de Drancy en novembre 1941, d'où furent libérés quelques centaines de jeunes gens, des malades et des vieillards], j'ai pu trouver ce qu'on appelait une « planque » pour ma mère et mes quatre jeunes frères à Neuilly-sur-Marne où ils occupaient deux pièces au rez-de-chaussée d'un bâtiment vétuste<sup>8</sup>.

Ce sentiment d'être filé, tous ceux qui ont survécu à cette rafle m'en ont parlé, alors que je n'avais pas eu connaissance de ce rapport et qu'eux aussi en ignoraient tout. « Martine » – Paulette Shlivka : « J'ai été suivie jusqu'à l'atelier de mon père, au 34, rue de Vaucouleurs. » Effectivement, la police fait état de cette filature : le 15 mars, « Martine » sort de chez elle à 10 h 20, prend le métro,

descend à la station Belleville, pénètre à 10 h 45 rue de Vaucouleurs, repart à 11 h 45.

Raymonde Babule raconte :

J'avais rendez-vous avec Lipa et on s'est quittés normalement. J'ai pris ma direction habituelle, vers Antony, et je suis descendue à Fontaine-Michalon. Une très longue rue mène chez moi, et une voisine qui se trouvait dans son jardin a vu que j'étais suivie. Elle en a parlé à ma mère : « Votre fille, elle commence à attirer les hommes ! » Ma mère, qui ignorait tout de mes activités de résistance, m'a fait un scandale : « Dans le quartier, on jase sur ton compte ! Un homme te suit. Chaque fois que tu te retournes, il se cache. Il a bien regardé où tu entraais. » J'ai compris que j'étais filée. J'ai fait disparaître ce qui était compromettant. Les tracts. Le lendemain, à 5 heures, j'étais arrêtée.

Elle ne s'est donc rendu compte que fort tard de la filature. Et dans un rapport qu'elle fera passer de l'hôpital Rothschild, Paulette Shlivka précisera : « Nous sommes, paraît-il, suivis depuis deux mois, tout cela provient de filatures. »

La police voit sa tâche facilitée par le fait qu'ils habitent dans les mêmes quartiers, qu'ils ont leur planque les uns à côté des autres. Il faut regarder sur un plan de Paris la localisation de leurs chambres pour s'en rendre compte. Ils sillonnent le plus souvent à pied (en métro, ils sont à la merci d'une rafle) les quartiers juifs, ceux qu'ils fréquentaient avant la guerre, ceux où ont déjà eu lieu les arrestations de 1941-1942. Écoutons Adam Rayski :

Toute notre attention fut évidemment portée sur la technique de contact et de rendez-vous. Il importait avant tout de ne pas revenir trop souvent au même endroit. Très nombreux étaient les militants qui connaissaient mal Paris. Habités à quelques quartiers seulement, ils y fixaient leurs rendez-vous et, par-dessus le marché, toujours à la sortie du métro. Après un travail persévérant d'explications, nous sommes parvenus à extraire la plupart de nos militants de leur ghetto géographique<sup>9</sup>.

Personne n'a évoqué cette mise en garde. Tous pensaient qu'il était « normal » de militer là où se trouvaient les « masses juives », même si aucun n'a eu le sentiment d'être « dans les masses comme un poisson dans l'eau », que les souvenirs insistent surtout sur leur très grand isolement. A. Rayski dit qu'ils ont réussi à extraire la « plupart des militants », affirmation pour le moins exagérée à moins de préciser : « La poignée de militants survivants. » Le « travail persévérant d'explications » (on reconnaît ici une résurgence de la langue de bois) était peut-être nécessaire, mais certainement pas suffisant. Car chacun trouve sa planque tout seul, en arpentant les rues, en se renseignant auprès des copains et des concierges. Pour payer ces planques, le militant de base ne dispose que de ses maigres ressources ou de son salaire de permanent, ce qui limite

singulièrement ses possibilités de logement. Seuls les « cadres » jouissent de ressources suffisantes pour choisir leur lieu d'habitation dans les beaux quartiers, dans lesquels sont aussi installés dépôts et imprimeries pour la presse sans laquelle il n'y a pas d'organisation communiste.

Une adresse à laquelle se rendent certains militants filés par la police nous a paru géographiquement excentrée, située aux antipodes des quartiers juifs : le 22, avenue de Versailles. C'est Alfred Grant qui donne la clé de ce mystère :

Le sol des quartiers juifs « chauffait ». La rue Rebéval [là où se trouvait l'imprimerie] n'offrait plus de sécurité suffisante à nos allées et venues. Le camarade Léon [Zelmanovitch] se mit à chercher un calme quartier résidentiel pour y domicilier notre clandestine imprimerie. Il finit par trouver quelque chose au n° 22 de l'avenue de Versailles, à proximité de notre dépôt de papier.

C'était un immeuble moderne et opulent, avec tout le confort : ascenseur, chauffage central, escalier de service. La maison appartenait à une grande société immobilière. Le camarade Koper de Montreuil, chargé des démarches en vue de la location, se présenta chez le gérant sous le nom de M. Debray, représentant une grande maison de Roubaix. Il désirait louer quelque chose pour son agrément personnel, bref, une sorte de garçonnière où logerait pour le moment sa « bonne amie ». Lorsque toutes les formalités furent remplies, les difficultés commencèrent. Dans un tel appartement, il fallait mettre des meubles conformes à l'usage. La « maîtresse » devait être vêtue avec élégance, à la dernière mode, avoir du chic et du « chien ». Or, la « femme entretenue » désignée d'office était l'épouse de Léon, la camarade Rachel Zelmanovitch, une couturière. Couverte d'un manteau de fourrure, fraîchement permanentée, accompagnée d'une soubrette qui prit l'escalier de service (c'était Paula la Noire [Dzierzowska<sup>10</sup>]), elle commença ses fonctions. L'imprimerie fut installée dans l'étroit corridor séparant deux pièces. La machine fut introduite avec les meubles. Le papier blanc pour la ronéo entra dans l'immeuble sous un amas de fruits et de fleurs<sup>11</sup>.

Or c'est autour de cette affaire, précise Alfred Grant, que tombèrent Léon et Rachel Zelmanovitch, et des militantes toutes novices :

Nous avions aussi engagé dans la « technique » une couturière, Annette, mais le premier jour où elle commença son travail, elle s'en fut porter un paquet de journaux pour la jeunesse de la porte d'Auteuil à la place de Clichy. Elle ne revint plus, ayant été arrêtée en cours de route. Il en fut de même d'une autre, la camarade Fanny [Celgoh] du 18<sup>e</sup> arrondissement, « tombée » le premier jour de son activité clandestine au service de l'imprimerie de l'avenue de Versailles<sup>12</sup>.

Cette imprimerie est le seul lien entre les jeunes et les adultes. Lien ignoré, comme ses habitants, de la plupart des militants. Tout cela est d'ailleurs confirmé par la lettre de Paulette Shlivka du début avril 1943 :

Voilà comment je suppose qu'on a arrêté Rachel [Zelmanovitch], femme à Léon. Ma belle-mère [Léa Krasucki] a été suivie certainement à cause de nous (c'est la jeunesse qui a entraîné quelques adultes). Elle a eu plusieurs fois rancart avec Anna [Neustadt] pour le mat [matériel de propagande.]. Anna a été filée jusqu'au local à Versailles [22, avenue de Versailles à Paris] ; là Rachel a été prise en filature car on l'a vue sortir avec Anna, on a trouvé chez elle la ronéo avec un sten tout neuf et du mat antifasciste<sup>13</sup>.

Rachel Zelmanovitch fut déportée à Auschwitz dans le même convoi que les jeunes arrêtés le 23 mars. Elle est revenue. Or, elle n'est jamais mentionnée dans les divers écrits parmi les déportés survivants de cette « affaire », pas plus que Fanny Celgoh (devenue Segal par son mariage), tombée le premier jour de son militantisme, elle aussi déportée à Auschwitz. Ils n'auraient été que six, six « vrais » communistes et qui, pour les cinq premiers, le sont restés leur vie durant : Paulette Shlivka, Henri Krasucki et sa mère, Roger Trugman, Sam Radzinski, Jeanine Frydman. Comme si la mémoire collective voulait conserver l'étanchéité, toute théorique, on le voit, des organisations.

Moins spectaculaire que l'action des FTP, l'existence de cette organisation de la jeunesse est pourtant fondamentale pour la section juive de la MOI. Car, dans la conception communiste, il n'y a pas de lutte armée sans un travail politique de masse. Cette action de masse, nous l'avons dit, consiste en collages d'affiches, distributions de tracts, recrutement. Pour recruter, il faut aller là où se trouvent les juifs : dans les ateliers de fourrure (Jacques Adler et Esther Rozencwajg y ont été envoyés, rappelons-le), dans les écoles de l'ORT de la rue des Saules et de la rue Georges-Lardenois. Les deux jeunes domiciliés respectivement au 22 et au 44 de la rue Basfroi, portant l'étoile que signale le rapport de police, nous laissent supposer qu'ils étaient en cours de recrutement. Il faut aussi maintenir la cohésion, l'enthousiasme de ces jeunes en les éduquant. Lors de rendez-vous sont souvent discutés des points politiques et théoriques.

La police décide d'un vaste coup de filet pour anéantir l'organisation de la jeunesse juive. Pourquoi à ce moment ? Plusieurs hypothèses semblent plausibles : la police pense peut-être qu'elle a logé tout le groupe, avec en particulier l'imprimerie. La méfiance de la plupart de ceux qu'elle file lui fait peut-être craindre leur dispersion. Elle sait aussi peut-être qu'un nouveau contingent s'apprête à être versé dans la lutte armée. Mais surtout, le dossier de cette première filature s'intitule « Affaire Sosnowsky », cette affaire étant celle de l'attaque d'un garage allemand, rue Chevert, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement. Blessé, pris en chasse, Kaddish Sosnowsky est

arrêté dans les toilettes communes au septième étage de l'immeuble du 96 de l'avenue de Tourtille. Or, un rapport de police en date du 22 mars note :

Depuis l'arrestation du nommé Sosnowsky, ces individus se montrent méfiants et rendent ainsi les surveillances très délicates. Nous décidons de procéder à une opération générale afin d'appréhender tous les individus identifiés<sup>14</sup>.

Le 23 mars, à l'heure du laitier, la police frappe aux chambres de chacun de ces jeunes.

Je fus arrêtée le mardi 23 mars à 7 h 30 du matin et voici dans quelles conditions. Mon copain « I » [Henri Krasucki] était descendu à 7 heures pour se rendre à un rancart ; quelque temps après, on ouvre ma porte avec mes clés et deux inspecteurs entrent, revolver au poing. « I » fut arrêté en bas de chez nous<sup>15</sup>.

Ils sont tous conduits à la préfecture de police, au cinquième étage, celui des étrangers. Dans la même grande pièce. Tous, sauf trois : Henri Krasucki, Sam Radzinski et Rita Kurchand. Là commencent les interrogatoires. Les flics frappent, raconte Paulette. Pendant huit jours, ils la tabassent. Une seule question : « Qu'est-ce que tu faisais rue de Vaucouleurs ? » Ils pensent peut-être à une cache d'armes, à un dépôt de tracts. Au bout de huit jours, comme elle n'a pas parlé, les flics, munis de sa photo « font » la rue de Vaucouleurs. L'atelier où sont cachés ses parents, au 34, la première maison de la rue, se trouve au premier étage, à côté de la loge de la concierge. Le père entend le bruit des lourdes chaussures des policiers et la conversation avec la brave femme, affolée, car la photo qu'on lui montre est assortie du commentaire :

— C'est une terroriste.

— Je la connais, bredouille-t-elle. Elle habite au 14.

Les deux policiers s'y rendent.

Mais ses parents sont déjà partis. En effet, depuis que Paulette n'habite plus la maison, elle venait voir ses parents avec ponctualité tous les dix jours, car c'était elle qui s'occupait des tickets de rationnement et du ravitaillement. Arrêtée, elle n'est pas venue le jour où ils l'attendaient. Son père, qui était à la maison, s'est douté qu'il s'était passé quelque chose et a enclenché le dispositif prévu. Il s'est rendu dans un garage de la rue Pyat où se cachaient des juifs. Une voisine a guetté, au coin de la rue de L'Orillon, le retour de la mère, qui travaillait dans un atelier cité Paradis. Ses parents quitteront ensuite Paris et survivront à l'Occupation.

« T'es une bonne fille ! lui dit le flic après l'avoir de nouveau tabassée. Si tu nous avais dit que c'étaient tes parents ! Le problème juif, ça nous intéresse pas ! » Mais Paulette croit ses parents arrêtés.



« Ils connaissaient toute la hiérarchie », précise-t-elle. Dans la grande salle du dépôt, des bancs. Un seul lit, réservé à celui qui vient d'être passé à tabac. Alors que Paulette y est allongée, une petite dame maigre, avec de grosses lunettes, se penche sur elle. C'est le docteur Stéphanie Arager, née Oguse, la quarantaine, veuve d'un membre des Brigades internationales tué en Espagne. Elle avait travaillé au dispensaire juif de la rue Amelot, qui fut, dès le début de la guerre, un lieu de résistance, de confection et de distribution de faux papiers notamment. Arrêtée, elle est donc, comme Paulette et ses compagnons, au dépôt depuis le 29 mars, c'est-à-dire quelques jours après les jeunes communistes. Elle sera bien vite transférée à Drancy, puis déportée le 30 juin 1944 à Auschwitz. Elle survivra.

— Mon petit, vous n'êtes pas bien. Il faut demander un médecin.

Soit. Paulette réclame un médecin. Le lendemain matin deux policiers la conduisent, menottes aux mains, à l'Hôtel-Dieu. Le médecin exige qu'on lui retire les menottes et que les flics sortent.

— On m'accuse d'être une terroriste. Sauvez-moi !

— Dites que vous avez une salpingite aiguë ; il faut vous hospitaliser.

Retour dans la salle d'attente. L'hospitalisation à l'Hôtel-Dieu est impossible : il faudrait détacher deux inspecteurs pour la surveiller. Retour à la préfecture. Nouveau départ, pour l'hôpital Rothschild cette fois, celui-là même où, comme la plupart de ses camarades, elle a vu le jour et qui est maintenant transformé en hôpital-prison pour les internés malades de Drancy et des prisons parisiennes. Au docteur Waisman chargé de l'ausculter, elle dit de nouveau : « On m'accuse d'être une terroriste. Gardez-moi ! » Quelque temps après, le docteur lui donne le bonjour de Sophie et lui propose de faire sortir ce qu'elle veut. Paulette fera alors passer à Sophie Szwarc le compte rendu de ce qui s'est passé à la Préfecture, le nom des arrêtés et, dit-elle, celui de la « donneuse », Lucienne [Goldfarb], qu'elle aurait appris de la bouche du commissaire David<sup>16</sup>. En retour, on lui conseille de rester à l'hôpital le plus longtemps possible, on tentera de la faire évader.

Cette hospitalisation qui traîne en longueur devient douteuse. Le chirurgien Lobelson lui dit de simuler une crise d'appendicite. Ce qu'elle fait. Après l'opération, elle aura droit à six semaines de convalescence. L'appendice est donc sacrifié. Mais le grand patron, le docteur Hertz, trouve l'opération suspecte. Décide qu'elle doit quitter l'hôpital. Avant son départ, elle aura le temps de voir le bébé de Thomas Fogel et d'Anna Neustadt, Gaby, né le 23 avril, qu'une infirmière est venue lui montrer. Anna et son bébé seront transférés dans une maison pour mères célibataires de l'UGIF à Neuilly, d'où la famille de Thomas les fera évader très facilement.

Le 1<sup>er</sup> mai, les Allemands viennent la chercher à l'hôpital

Rothschild. Elle est assise dans une traction, la peur au ventre. Boulevards extérieurs. On la ramène à sa planque, c'est sûr. Ils ont dû trouver le pistolet planqué dans une cache que le copain Jean le tapissier a aménagée dans un placard. Passent les extérieurs. C'est sûr, on l'emmène à la caserne des Tourelles, transformée en prison. Passe la porte des Lilas. On l'emmène au fort de Romainville. Passe Romainville. Et c'est Drancy. Le soulagement, la joie de ne plus être seule, de retrouver les siens, ses copains. Elle apprend à Thomas Fogel la naissance du fils qu'il ne connaîtra pas.

Raymonde Babule, elle, est relâchée du dépôt. Elle n'est pas juive. Le coup de filet, dit-elle, ne visait que la jeunesse communiste juive. Elle continuera la résistance dans un autre réseau.

Paula Dzierzgowska est internée aux Tourelles. Un jour, elle se plaint des dents, demande à consulter le dentiste. Une fois au cabinet dentaire, elle demande à aller aux toilettes. Repère une porte qui ne semble pas gardée. Tout tranquillement, elle sort. Manque de vigilance du policier chargé de la garde ? Complicité ? Elle reprendra contact avec ses camarades de la MOI, continuera la résistance comme agent de liaison jusqu'à la Libération.

Sam Radzinski et Henri Krasucki sont emmenés au commissariat de Puteaux, torturés dans ses caves. Pourquoi Puteaux ? Parce que le commissaire Piget, qui conduit l'interrogatoire, membre de la Brigade spéciale, est en cheville avec Lucienne Goldfarb qu'il a prise sous sa protection, lui procurant de vrais faux papiers au nom de sa belle-sœur<sup>17</sup> ? Curieusement, dans leurs souvenirs, ni Sam Radzinski ni Henri Krasucki ne mentionnent ce lieu de Puteaux. Autre fait troublant, à la Libération, la femme de Piget écrira une lettre à Simon Rajman demandant l'adresse d'Henri Krasucki pour qu'il témoigne au procès de son mari. Ce qu'il fera. Piget joua-t-il un double jeu ? C'est aussi possible. Nous sommes après Stalingrad, et certains policiers ne mettent peut-être pas tous leurs œufs dans le même panier.

Henri Krasucki signale avoir été torturé devant sa mère « dans une autre affaire, mais le même jour », et sa mère devant lui. Pourquoi cette insistance ? Car il s'agit bien de la même filature. Une autre affaire ? La mère de Rita Kurchand, celle de Sam Radzinski furent aussi arrêtées.

Les documents de police dont nous disposons permettent aussi d'apercevoir l'attitude de ceux qui sont arrêtés. Les Krasucki, mère et fils, ne disent rien, pas plus que Sam Radzinski. En revanche Rita Kurchand, *alias* Fernande Montignon, née le 8 juin 1924 à Varsovie, de nationalité polonaise, qui « a été vue à plusieurs reprises en compagnie d'individus convaincus d'activités en faveur du parti communiste », raconte et explique en détail comment ces jeunes sont organisés. Elle a adhéré aux Jeunesses communistes juives en juin

1940 et a milité à la base dans cette organisation jusqu'à mai 1941, croit-elle se souvenir. Puis, sans qu'elle puisse préciser les dates, elle a été investie d'abord de la responsabilité d'un groupe, puis du matériel.

En tant que responsable du matériel, j'ai été chargée des tracts, brochures et papillons dans les groupes, et tout cela dans le 11<sup>e</sup> arrondissement [...]. C'est au sein de ce groupe que j'ai connu mon ami Georges que vous me dites s'appeler Radzinski. Le 16 juillet 1942, à la suite de l'arrestation de Juifs polonais, j'ai quitté le domicile de ma mère, 141, rue Saint-Maur, et je me suis réfugiée 11, rue Neuve-Popincourt, sous le nom de Raymonde Massé. Avant cette date, j'avais été nommée responsable politique des Jeunesses communistes juives du 11<sup>e</sup> arrondissement et Georges était responsable aux masses. Mon rôle de responsable politique consistait dans le contrôle des groupes qui dépendaient de la 11<sup>e</sup> section. Entre-temps, par l'intermédiaire d'un camarade que je connaissais sous le prénom d'André, j'ai été mise en rapport avec mon responsable, « Charles », qui n'est autre que le nommé Krasucki que vous mettez en ma présence. Dans le courant de septembre 1942, j'ai eu par l'intermédiaire de Charles, si mes souvenirs sont exacts, la carte d'identité au nom de Montignon Fernande qui a été découverte en ma possession au moment de mon arrestation. En octobre 1942, j'ai loué sous ce nom une chambre au 92, rue du Chemin-Vert, où Georges, qui était devenu mon ami, venait me rejoindre de temps en temps.

Elle donne ensuite la composition du triangle de direction : son ami, responsable politique ; Ginette, responsable au matériel, et elle-même, responsable aux masses. En principe, ils ont trois groupes sous leurs ordres, mais ces groupes ne sont pas complets. Son rôle consiste à recruter des camarades et à faire des collectes pour les prisonniers et leurs familles. Un mois auparavant, « Georges » (Sam Radzinski) a été nommé responsable aux masses, « à l'échelon au-dessus du poste que j'occupe », remplacé à son poste précédent par un surnommé « Guy ». Oui, elle sait que le frère de Sam était aux FTP, et que l'intermédiaire pour passer des « militants de la propagande » à cette dernière organisation était « Charles », autrement dit Krasucki.

Lors de leur perquisition, la police a trouvé bien des documents : des brochures, des tracts ou projets de tracts, une machine à écrire, des noms de recrues potentielles, des cartes diverses...

Sam Radzinski, Rita Kurchand, Henri Krasucki seront internés à Fresnes. Le 23 juin, ils seront tirés de leur prison, rajoutés au dernier moment sur la liste de ceux qui partent vers Auschwitz. Ils retrouveront leurs camarades et leurs mères.

Leur moral n'est pas mauvais. Le 2 février, la 6<sup>e</sup> armée allemande de Paulus a capitulé devant Stalingrad, malgré Hitler qui s'y opposait. Cette grande victoire soviétique ouvre l'espoir d'un dénouement rapide pour l'année 1943. Ils en sont sûrs. Ils travailleront un temps dans le camp vers lequel on les envoie. Ne leur a-t-on pas donné à Drancy des reçus indiquant en zloty la contre-valeur de l'argent qu'on

leur a pris ?

Dans son rapport et dans ses lettres, Paulette a prévenu l'organisation de l'importance du matériel saisi. « La perquisition fut faite chez moi. On trouva du mat, des bouquins et beaucoup de documents des cadres, entre autres biographies, fiches de contrôle ; en tout cas il y avait une valise pleine et un paquet, et aussi mon poste de TSF<sup>18</sup>. » L'inventaire complet figure dans les archives de la police. Biographies, fiches de contrôle... Quand on pense qu'Henri Krasucki était le point de passage pour les FTP, on frémit de l'usage que la police eût pu en faire et on s'étonne que l'organisation prévenue n'ait pas sur-le-champ dispersé tous les militants, les FTP en particulier. D'ailleurs, Paulette précise :

D'après mon interrogatoire, j'en ai conclu que les JC sont mêlées aux FTP [...] Chez ma belle-mère [Léa Krasucki], on a trouvé des enveloppes prêtes à être données adressées à Paul : c'étaient des documents en allemand, en italien je crois, et en yiddish, car au commissariat du quartier, les inspecteurs ont lu des nouveaux exemplaires de *J'accuse* et de *Notre Parole* [...]. C'est chez moi que l'on a trouvé une liste de sympas [sympathisants] ; étant donné ma responsabilité, j'avais chez moi des listes de noms en cas d'action pour collectage. Ce sont des adultes en général. Il y avait même, je crois, quelques copains rue Levert [hôtel où habitait, rappelons-le, Évelyne Müller].

Du comportement de ses camarades, Paulette témoigne aussi qu'il fut impeccable. Malgré les coups, aucun ne parla. On voit ici qu'elle est mal renseignée, puisque sa proche amie, Rita, fut très loquace. Paulette prévint aussi l'organisation que quatre camarades qui n'avaient pas été arrêtés étaient recherchés par la police : Mado [probablement la compagne de Jean Capkievitz], Annette [Hanna Kamieniecki], qui doit quitter F. [Fontenay-sous-Bois], la « petite Estelle » [Esther Rozenswajg] et Jeanine Frydman. Jeanine, prévenue, resta chez elle comme si elle souhaitait l'arrestation. Voulait-elle rejoindre ses camarades ? Était-elle lasse de se cacher ? De ces quatre, Jeanine est la seule à avoir été arrêtée et déportée. Elle est revenue.

« Il n'y a pas de mots pour décrire le système concentrationnaire, dit Paulette dont les nuits étaient encore agitées par des cauchemars. Ça dépassait l'entendement d'une personne normale. » Et elle racontera peu de chose, sinon la mort de sa meilleure amie, Rita Kurchand. « Elle a été prise au camp à faire du sabotage. Elle a été envoyée dans un bunker, une prison, où elle a été littéralement massacrée. Ils "nous" l'ont rendue dans un état lamentable. Elle est morte quelques jours après. » Comme Thomas Fogel, ou Henri Kurchand.

« La collectivité, la solidarité, c'était plus que le pain. C'est ce qui nous a permis de survivre », dit encore Paulette.

Victor Zigelman n'a pas été arrêté. Et il s'en sent coupable. Ses

copains pensent peut-être qu'il a trahi ? Pendant des jours, il rêve. On l'arrêterait. On le conduirait à Drancy. Et au camp, les copains lui feraient la fête.

L'organisation des Jeunesses est maintenant exsangue. Certains, comme Hanna Kamieniecki, ont perdu tout contact. Dans une page de son journal intime miraculeusement conservée, Hanna Kamieniecki écrivait :

Henri aussi a été pris, notre « Henri-Golf » qui dirigeait si bien nos actions [...]. Paulette [...] comme tu as dû souffrir. Si je pouvais la voir. Mais c'est impossible, le lit est gardé. Henri, sa mère, le frisé, tous ont été torturés. Et dire que la « question » fut abolie il y a près de deux siècles. Non, je ne peux croire au progrès humain ! Les hommes sont restés les sauvages des temps primitifs. Et encore, je crois que la civilisation n'a fait que raffiner leurs vices et en particulier la cruauté. Les salauds de flics paieront cher leurs crimes. Ce sont de véritables sadistes [*sic*]. Quand je pense à tous nos copains tombés, je frémis. Jean ! qui justement à la dernière réunion nous expliquait comment nous comporter vis-à-vis de la police en cas d'arrestation [...] Gabriel ! pauvre gosse seul au monde [...] Albert, Suzanne et tant d'autres tombés tout dernièrement. Comme je vous plains, mes chers copains. Vous méritez tellement mieux que le sort affreux qui vous est réservé [...] Je pleure amèrement sur l'injustice de notre sort. Mais les larmes ne suffisent pas à entraîner l'amertume qui pèse si lourd sur mon cœur et m'empêche d'oublier. J'ai comme un remords d'être ici. Mon Dieu, pourvu que je ne sois pas arrêtée ! Ma pauvre mère ne supporterait pas ! J. Kojitsky, « Bithur », doit faire une action ce soir. Il doit tuer un Allemand. Pourvu qu'il ne se fasse pas prendre.

Revenons donc sur celle qui est accusée de tous les maux, le *Deus ex machina* des chutes, toutes les chutes, des juifs communistes. Lucienne est entrée dans leur histoire comme une aubaine. Elle cumule toutes les caractéristiques de l'idéal type de la traîtresse. Molle, paresseuse, un brin perverse, lascive, c'est ainsi que la décrivent certains – mais pas tous – de ceux qui l'ont connue à l'école primaire ou dans la rue des Immeubles-Industriels où elle habitait avec sa famille, influencés par la connaissance de sa carrière utlérienne dans la prostitution et le proxénétisme hôtelier. Et rousse, de surcroît, même si la couleur de sa chevelure n'apparaît pas dans les premiers témoignages et qu'il semble bien qu'elle fût alors plutôt blonde. Dans son ouvrage *Réflexions sur la question rousse*<sup>19</sup>, Valérie André montre bien les préjugés s'attachant à la rousseur, identifiant la femme rousse à la prostituée, et rappelant que Judas, emblème de la trahison, était roux.

Après la publication de son récit rédigé par Martin Rolland, *La Rouquine*<sup>20</sup>, l'imagination des survivants s'enflamma. Selon certains témoignages, elle aurait manifesté l'année 1943 une activité débordante, puisqu'elle aurait « donné » successivement Henri Krasucki et son groupe de jeunes, les adultes, le groupe de FTP avec

Marcel Rajman. On la voit se promener triomphante dans une voiture de la Gestapo. Elle aurait quelque deux cents arrestations de résistants juifs sur la conscience. Ce n'est pas rien. Et Nicolas Tandler de s'étonner, dans l'ouvrage qu'il consacre à Henri Krasucki, que le nom d'une traîtresse d'une telle envergure n'ait figuré sur aucune des listes que le parti communiste publia pendant et après la guerre pour désigner à la vindicte de ses militants les traîtres et les renégats, les agents de la Gestapo, qu'aucune tentative d'exécution sommaire n'ait été envisagée dans une période où la justice pouvait être volontiers expéditive. Le temps ayant fait sa réputation, elle devient dans les mémoires une personne qui déjà joue de ses charmes. Ainsi, Adam Rayski la décrit en 1985, ce qui constitue un véritable exploit mémoriel :

Rouquine, un peu rondelette, le visage marqué de taches de rousseur, sans d'autre expression, si ce n'est le coup d'œil prolongé et insistant qu'elle posait de temps en temps sur moi. Trop troublant pour une jeune fille de son âge, et de surcroît, au cours d'un rendez-vous qui n'avait rien de sentimental.

Il lui semble qu'alors qu'ils marchent côte à côte, elle cherche à toucher sa main<sup>21</sup>. Quant à Paulette, dans un récit tardif, elle conte une rencontre dont elle ne fait jamais état dans les rapports envoyés. Lucienne lui aurait montré « de la lingerie en soie rose » comme elle n'en avait jamais vu, cadeau de son ami policier<sup>22</sup>. L'imagination suscitée par Lucienne est sans bornes.

Nous voyons les choses différemment. Lucienne a alors 18 ans. Elle a vécu l'arrestation de son père. Elle a souhaité s'installer à Châteaumeillant, mais la gendarmerie française en a délogé sa mère, son frère et elle-même. Si elle ne l'avait pas fait, peut-être sa vie eût-elle été autre. Il n'est pas exclu qu'elle ait connaissance des arrestations de sa mère et de son jeune frère et qu'elle essaie de les faire sortir de Drancy. Qu'elle y arrive – momentanément – pour Chaïm-Richard, confié un temps à la maison de l'UGIF de la rue Lamarck. Elle est seule, seule au monde. Sans ressources. Piget la protège probablement et lui fournit les vrais faux papiers, ceux de sa belle-sœur, qui lui permettent de passer la guerre en Normandie.

À la Libération, c'est une autre histoire qui commence. Il suffit de dire ici que celle-ci n'était pas inscrite dans les gènes de Kajla Goldfarb et que, si les circonstances avaient été autres, elle eût été certainement différente. Cette histoire, Patricia Tourancheau la raconte dans son ouvrage *Le 36*<sup>23</sup>. Dès 1947, explique la journaliste, Lucienne bénéficie de ce que l'on appelle dans le jargon policier un « condé », c'est-à-dire une permission de se prostituer que donne la mondaine en échange de renseignements, alors qu'elle « tapine » depuis déjà un moment et qu'elle a été arrêtée deux fois pour

racolage. Il y a dans cette acceptation de la protection policière un aspect féministe : elle échappe ainsi aux proxénètes brutaux et avides. Dans ce travail policier qu'elle aime, elle fait preuve d'intelligence et de compétence. Car – elle le redira devant la caméra à l'été 2016 – elle eut dans sa vie deux amours : les flics et l'opéra. Peut-être parce qu'elle dut la vie à un « flic », Piget. En 1958, elle achète son premier hôtel de passe, l'hôtel Del Monaco, qui compte vingt-cinq chambres : « C'était tout petit, mais ça ne faisait rien parce que les filles ne restaient pas longtemps. » Seules, continue-t-elle, les « indépendantes » s'y aventurent. Car les maquereaux le leur défendent. Alors que depuis la loi Marthe Richard, les maisons closes sont interdites, celle de Kajla Goldfarb, dite Lucienne ou Katia la Rouquine, dite la Rouquine, est protégée. Dans ses mémoires, Claude Cancès, ancien patron du 36, quai des Orfèvres, qui a dirigé la brigade mondaine, en dresse un portrait sulfureux : la police la protège en échange de renseignements tous azimuts sur le grand banditisme comme sur tous les trafics. Jusqu'au moment où, dans le sillage de Mai 1968 et surtout des scandales auxquels la presse mêle le nom de sa femme Claude, Georges Pompidou décide de mettre fin aux hôtels de passe.

Le 29 avril 1974, peu après la mort de Pompidou, « à sa plus grande surprise et à sa très vive indignation », le juge Pinseau inculpe Lucienne de proxénétisme hôtelier : elle recevrait régulièrement des prostituées et leurs clients dans son hôtel, le Del Monaco. Pour Lucienne, c'est une trahison. Elle balance, elle doit donc être protégée par les policiers qu'elle arrose copieusement. Elle écrit une longue lettre au procureur de la République qui est lue « au cours d'une audition de six heures devant le chef de la section criminelle du parquet de Paris, le premier substitut François Rabut ». C'est une « grande lessive », un « déballage immense : scandales, noms révélés, sujets tabous répandus ». S'ensuit l'ouverture d'une enquête pour « corruption de fonctionnaires ». Surtout, le 12 juin 1975, devant tant de boue remuée en grande partie par Lucienne, la brigade mondaine est supprimée, remplacée par la Brigade des stupéfiants et du proxénétisme<sup>24</sup>. Il semblerait que la carrière de Lucienne n'en fût pas vraiment entravée. On la retrouve proche de Roland Dumas, qui fut son avocat, avec qui elle partagea sa passion pour l'opéra et créa l'association Operalia, destinée à soutenir les jeunes chanteurs. Elle tient désormais un hôtel un peu spécial, au 10 bis, rue du Débarcadère, club échangiste et lieu de prostitution de luxe.

À l'été 2016, le 10 bis (rue du Débarcadère) fut vendu et transformé en hôtel de luxe. La vieille dame, qui vit désormais dans une maison de retraite – dont, selon Roland Dumas, les frais seraient payés par des chanteurs d'opéra, notamment Plácido Domingo –, accepte une interview filmée. « J'ai passé la vie que j'ai pu, déclare-t-

elle. J'ai vécu comme j'ai voulu [...] J'étais libre, libre libre<sup>25</sup> ! » Elle qui connut la prison à Bourges sait ce que « liberté » veut dire. Cette vie qu'elle a vécue comme elle a pu, sans aucune famille ayant survécu à la Shoah, atteste une forme de résilience, de courage, une grande intelligence qui lui permit – osons le dire – une fulgurante ascension sociale : la fille d'un petit colleur d'imperméables de la rue des Immeubles-Industriels devient une personnalité parcourant les continents pour assister aux opéras qui sont sa passion en compagnie des grands de ce monde. Éclaire-t-elle une trahison ? Nous ne le pensons pas, même si Lucienne conduisit les policiers rue des Immeubles-Industriels. Nous avons montré que les chutes étaient dues à de patientes et professionnelles filatures, facilitées par l'imprudence de ces très jeunes gens, qui gardent de plus dans leurs planques des documents qui les accablent.

Mais tout expliquer par un traître permet de maintenir la fiction de l'infailibilité, la toute-puissance, la justesse des consignes de l'organisation que chacun et chacune aurait respectées.

Tous les survivants de la jeunesse juive communiste sont regroupés à Paris. Ce sont maintenant Jean Capkievitz (dit « Beau Pierre » ou encore « Moustache ») et Robert Endevelt (dit Gaby) qui en ont la responsabilité. Ils ne font pratiquement plus rien. Jacques Adler précise :

On avait des rendez-vous une fois tous les quinze jours, toutes les trois semaines, le moins possible, simplement pour rester en contact pour le moment où on recommencerait à travailler. On a arrêté de travailler, de sortir des tracts, de les distribuer. Mais l'organisation n'a jamais été détruite.



# 11

## Lyon

(1942-octobre 1943)

Un soir de septembre 1941, Jacquot Szmulewicz et quelques copains de Belleville décident de passer la soirée au cinéma Rex. À la sortie, sur le boulevard Bonne-Nouvelle, barrage de police : « Papiers. » Jacquot présente les siens, le fameux accordéon, et un inspecteur note scrupuleusement sur son carnet ses nom et adresse. Sans rien dire. Pour Jacquot, cette simple vérification d'identité, le fait que l'inspecteur ait relevé la sienne et non celle de ses copains cristallise toutes les craintes qu'il avait jusque-là écartées. La nuit, alors qu'il ne peut trouver le sommeil, défilent les images : les juifs allemands qu'on recevait chez lui avant la guerre, leurs récits de la terreur que les SA et les SS faisaient régner ; la convocation que son beau-frère a reçue en mai 1941 et qui l'a conduit à Pithiviers ou Beaune-la-Rolande (Jacquot ne sait pas exactement où) en laissant seuls sa femme, sa fillette et son fils ; la rafle du 11<sup>e</sup> arrondissement. Au petit matin, il est convaincu que son arrestation est imminente et qu'il lui faut rejoindre de toute urgence deux de ses sœurs en zone libre. Son père comprend sa décision et lui donne 10 000 francs. « C'était à la fois beaucoup et très peu. » Jacquot se renseigne à droite et à gauche, obtient l'adresse d'un passeur qui fait franchir la ligne de démarcation à Monceau-les-Mines.

Jacquot a 16 ans. Mais avec sa maigreur, sa petite taille, ses pantalons de golf et son béret basque, il a l'air d'un gosse de 12,

13 ans. Il prend le train. Arrive sans encombre à Monceau-les-Mines où il trouve facilement le café qu'on lui a indiqué à Paris. Comme prévu, le passeur est là, assis à une table.

— Combien ?

— 5 000 francs.

Jacquot fait rapidement ses comptes. Il a déjà déboursé le prix du billet de train. S'il donne ces 5 000 francs, il n'a plus rien pour vivre. Il refuse. Mais il a entendu le passeur donner rendez-vous à la tombée de la nuit à un de ses clients. Et il est là, au rendez-vous. La petite troupe formée, il la suit. Passe la ligne. De l'autre côté, un taxi attend pour charger les clandestins : 1 500 francs, et Jacquot fait partie du voyage qui l'emmène à Chalon-sur-Saône. De là, il gagne Lyon sans difficulté, où il rejoint sa sœur.

Étienne Raczymow a assisté sur le boulevard de Belleville à la rafle du 11<sup>e</sup>. Sa mère prend peur. On prend les hommes, et Étienne sera bientôt un homme. Elle emprunte 5 000 francs, se procure l'adresse d'un passeur, lui prépare une petite valise. Il a 16 ans, a toujours vécu dans le cocon familial. « Ma mère m'a rendu un grand service. Le même lâché avait des chances de survivre. Certes, il pouvait se faire prendre, chez un paysan ou dans la rue, mais il avait aussi des chances de s'en tirer. Il fallait être seul. »

Étienne passe la ligne du côté de Limoges. Il a l'adresse de vagues cousins de sa mère qui habitent Lyon. Il arrive dans la ville : « C'était en novembre ou en décembre 1941. Il faisait froid. J'étais seul. C'était la première fois que j'étais seul, et je ne comprenais pas ce qui m'arrivait. Pas de métier, presque pas d'argent. Il a fallu commencer à réfléchir. Chez ma mère, je n'avais pas besoin de réfléchir. » Les cousins Rapoport l'envoient dormir chez des hassidim. Le lendemain matin, en yiddish, un des gars barbus lui dit : « Tant que tu n'as pas de travail, tu peux dormir et manger ici. » Mais, tout de suite, Étienne retrouve des copains de Belleville. Samy Kanar, de la rue des Couronnes, la famille Owadenko. « Ils étaient partis de Paris et s'étaient installés à Lyon, avec leurs machines à coudre, comme si de rien n'était. » Et Michel Senior, un copain de l'école de la rue Ramponneau, qui lui propose de partager sa chambre. Étienne trouve un travail dans la maroquinerie, commence sa nouvelle vie lyonnaise.

Léon Centner est un jeune communiste. Quand il reçoit le fameux « billet vert », il s'interroge. Doit-il se rendre à la convocation ? Finalement, il y renonce et cherche de faux papiers. « À l'époque, précise-t-il, il n'y avait aucun organisme clandestin qui en délivrait. J'ai dû me débrouiller avec de sympathiques et pittoresques truands. Ça m'a coûté 10 000 francs. Une somme importante pour l'époque. Et comme je ne pouvais plus vivre chez moi, je suis parti pour Lyon. »

C'est après la rafle du 11<sup>e</sup> que Georges Goutchtat parvient à Lyon,

où il retrouve ses copains du YASK. Il faut bien vivre. À Paris, il fabriquait dans la petite entreprise familiale des fermoirs métalliques pour sacs. Le métal manque maintenant. Georges a une idée de génie : il fabriquera des fermoirs en bois. Il se met d'accord avec un menuisier et, avec un « arien » qui prend l'affaire à son nom, monte de nouveau une petite entreprise.

Depuis son arrivée en France en 1938, Jacques Kott vit à Roanne. En Pologne, influencé par les idées sionistes de son père, il avait adhéré à l'*Hashomer Hatzair*. À Roanne, il n'y a pas d'*Hashomer Hatzair*. La communauté juive est restreinte – une quarantaine de familles –, mais la vie juive y est développée, chaleureuse. Jacques se prend de passion pour l'histoire, celle de la Révolution française surtout, à laquelle l'a initié l'œuvre d'Albert Mathiez. Un jour, comme il dévore tout ce qui lui tombe sous la main, il lit un livre de Carlisle, Anglais « contre-révolutionnaire » contemporain des événements de 1789 qu'il décrit avec horreur. Et c'est la révélation. Jacques Kott se rend compte que la description de Carlisle est l'équivalent de celle qu'il lit dans les livres stigmatisant la révolution bolchevique. La Révolution française étant sa référence absolue, il en déduit que la révolution bolchevique est aussi une référence, un bien absolu. Ainsi, alors que les Juifs communistes sont en nombre infime à Roanne, qu'ils ne jouissent pas, surtout dans sa famille, d'une bonne réputation, Jacques Kott devient communiste. À la fin de 1940 ou au début 1941, il est en contact avec les communistes juifs de la ville dont le nombre s'est grossi des réfugiés en zone libre. « Ils étaient attentistes, dit-il. C'était la période du pacte. » Et tout seul, il fabrique des tracts, écrivant à la main des textes que six carbones posés sur des feuilles reproduisent et qu'il place dans les boîtes aux lettres.

Et il discute beaucoup. Il comprend mal, dit-il à ses aînés en communisme, le mot d'ordre du Parti : « Faire la paix avec l'Allemagne par-dessus la tête des dirigeants. » Il est alors décidé que Jacques Ravine, un des dirigeants de la zone libre réfugié à Lyon, va venir pour rendre les choses plus claires.

Le 22 juin 1941, au matin, la petite poignée de communistes juifs de Roanne se réunissent chez un des leurs et écoutent les explications de Ravine : Union des peuples, fraternisation. Soudain, la femme de leur hôte entre dans la pièce où ils sont réunis et leur annonce que la Wehrmacht vient de pénétrer en Union soviétique. Ravine, désespéré, n'a plus d'explications à donner. Jacques Kott passe encore une année à Roanne. Pour échapper aux Groupements de travailleurs étrangers, il a opté pour la seule solution légale : le travail agricole. Il est employé chez un maraîcher. Travail pénible, sale, mal rémunéré, car son patron profite de la précarité de sa situation. En mars 1942, il demande à Schmulek Farber, un des dirigeants de l'organisation communiste en

zone libre, de passer dans la clandestinité. Demande acceptée. Il se confectionne tout seul une carte d'identité d'Alsacien. Débarque à Lyon en juillet 1942. Son point de chute : un pressing à Vaise tenu par des militants.

Nous avons laissé Yanina Sochaczewska au camp pour femmes de Rieucros. Au cours de l'année 1941, le camp est transféré dans le Sud-Ouest, à Brens, près de Gaillac. Un beau jour, elle apprend qu'elle a obtenu un visa et un billet de bateau pour le Mexique par l'intermédiaire du Comité antifasciste de New York. Trois jours avant le départ du bateau qui doit lui faire traverser l'Atlantique, elle est transférée à Marseille, dans un des hôtels annexes du camp des Mille : l'hôtel Bompard, du Levant, Atlantique ou Terminus des Ports, nous ne savons lequel. Ces hôtels ont été réquisitionnés par la préfecture des Bouches-du-Rhône. Et tout de suite, puisque les contacts n'ont jamais été rompus, Yanina rencontre des camarades de la MOI. Si ses souvenirs sont exacts, c'est Estella Longo qui lui parle en ces termes : « Au nom de la direction du Parti, je dois te dire que tu es libre de partir pour le Mexique. » Mais Yanina ne l'entend pas de cette oreille. « À cette époque, j'étais jeune, pleine d'enthousiasme. J'étais une lutteuse et j'ai dit à Estella : tu peux prévenir la direction du Parti que je reste. Je ne suis pas une déserteuse. »

Rendez-vous est pris avec un camarade dont Yanina ignore le nom et qui la conduit dans une villa de Marseille. Elle raconte :

De ce séjour de trois mois, j'ai tout oublié. Pas parce que cela s'est passé il y a plus de quarante ans. J'ai oublié très vite parce qu'on m'a dit de tout oublier. Un jour, il a été question de mon affectation. « Affectation » : notre vocabulaire était militaire. J'avais milité comme permanente de la MOI pendant de longues années parmi les Polonais. Comme je m'occupais de la propagande, j'avais souvent pris la parole dans des réunions ou dans des meetings dans les régions minières du Massif central, du Nord et du Pas-de-Calais. J'étais très connue, et retourner parmi les Polonais était dangereux. Alors j'ai pensé à mon père, à ce qu'il m'avait dit quand j'ai quitté la maison : « Tu peux être communiste, tu peux être sioniste, mais tu resteras juive. » Et j'ai demandé à être affectée parmi les Juifs.

Il est possible que le choix n'ait pas été donné à Yanina, qu'elle ait été autoritairement désignée pour le secteur juif. Peu avant le 1<sup>er</sup> mai 1942, elle arrive à Lyon, où se trouvent aussi Albert Goldman, qui travaille tout tranquillement comme façonnier, Adolphe Rosenfeld, Jacob Tancerman, Léon Habif et bien d'autres.

Avant l'exode, les Juifs étaient relativement peu nombreux dans l'agglomération lyonnaise : de trois à quatre mille dans la ville même, deux mille environ à Villeurbanne, de cent cinquante à deux cents à Saint-Fons. Communauté relativement récente, puisque les plus anciens sont des Alsaciens et des Mosellans ayant quitté leurs

provinces par patriotisme après leur annexion par l'Allemagne en 1870. En 1942, leur nombre s'est considérablement grossi par l'afflux des réfugiés juifs de l'Alsace-Moselle annexée au Reich ou de la zone occupée. C'est là aussi que s'est réplié le consistoire central.

La situation des Juifs dans la zone libre est précaire, certes, mais pas encore désespérée : les Juifs étrangers peuvent, nous l'avons vu, être internés dans des camps ou enrôlés dans les Groupements de travailleurs étrangers. Au cours de l'été 1941 est ordonné le recensement des Juifs en zone non occupée et la grande loi de Vichy de juillet 1941 organise l'« aryanisation » de leurs biens. Serge Klarsfeld donne le chiffre de cent quarante mille juifs pour ceux qui se sont recensés<sup>2</sup>. Est-ce la totalité des juifs passés en zone libre ? Selon Rutkowski, « le recensement, décidé près de un an après [celui de la zone occupée], n'a pas le même effet de surprise et la riposte n'est pas la même : la population juive manifeste nettement sa méfiance et la désobéissance touche près de 30 % du nombre des intéressés<sup>3</sup> ». Une partie de ceux qui ont quitté la zone occupée parce qu'ils ne s'y sentaient pas en sécurité se seraient ainsi dérobés au recensement.

En 1941, à Lyon, il existe déjà une organisation juive communiste dont les premiers militants sont des Parisiens en exil. C'est le Secours populaire, exact équivalent de Solidarité. Parmi les aînés figurent Schmulek Farber, Jacques Ravine, Haïm Slovès, qui occupaient des responsabilités dans la sous-section juive avant la guerre, et des militants plus jeunes comme Gilles Najman, Francis Chapochnik et sa femme Rosine, née Frid<sup>4</sup>, qui ont quitté Paris en décembre 1941 et que Simon, le jeune frère de Rosine, a rejoints après son évasion de Pithiviers ou de Beaune-la-Rolande à l'été 1942. C'est Francis qui procure à Simon, un jeune homme calme, tranquille, travaillant avant la guerre comme culottier à domicile, le contact avec les militants juifs communistes : l'Allemand Albert Kugler, Fred, de son vrai nom Michel Saltzermann, juif bessarabien. Son aspect « zazou à 100 % » séduit Jacques Kott qui a pour lui beaucoup d'estime. Il sera tué lors des combats de la libération de Paris, le 19 août 1944.

Si l'organisation existe, dit Jacques Kott, « ce n'était pourtant pas très bien organisé ». Ils impriment des tracts sur la machine installée au domicile des Chapochnik. C'est souvent Roman Krakus, de son vrai prénom Ignaz, Juif polonais et ancien brigadiste en Espagne, qui les tire. Ils recrutent. Mais tant que la zone est « libre », les juifs réfugiés à Lyon sont plus soucieux de leur vie quotidienne que de résistance.

Jacquot Szmulewicz mène une vie fort peu différente de celle qu'il menait à Belleville. Son beau-frère ne cesse de maugréer : la vie est difficile et il a une bouche de plus à nourrir. Alors, Jacquot « se débrouille », comme il dit, trouve des petits boulots. Un jour, barrage de police. Papiers. C'est toujours l'accordéon, avec le tampon juif. Il ne

peut justifier de moyens d'existence. La police applique les nouvelles lois : elle l'expédie dans un camp pour travailleurs étrangers, à Ruffieux, près de Chambéry. La vie y est dure : ils creusent des canaux, abattent des arbres. La nuit, ils dorment dans des baraques. Et Jacquot, pourtant très petit mangeur, a l'estomac constamment noué par la faim, malgré les colis que lui envoient de temps à autre ses deux sœurs et un oncle et une tante qui vivent à Lyon, où Jacquot retourne parfois en permission. Au camp s'est aussi organisée une vie culturelle, avec toutes sortes de cours. Les Juifs sont nombreux et on peut apprendre à lire et à écrire le yiddish. Jacquot se rappelle aussi l'éducation politique donnée par des militants. Son contenu ? Il l'ignore et, à cette époque de sa vie, il y est totalement insensible.

C'est à Ruffieux qu'il se lie avec Raymond Grynstein, de six mois son aîné, mais tellement plus mûr, plus instruit : n'a-t-il pas son brevet élémentaire ? Raymond et Jacquot deviennent inséparables. Un jour, inspection de la Croix-Rouge. Jacquot et deux frères jumeaux, Jacques et Albert Rubin, arrêtés en même temps que lui, décident de se plaindre : ils n'ont pas 18 ans, ne devraient pas être internés. Effectivement, on les libère, leur donnant un bon d'hébergement pour le centre de réfugiés de la rue de La Fontaine à Lyon. Raymond, qui vient d'avoir 18 ans, reste au camp. Dès lors, ils se « défendent ». Ils vendent leurs tickets de vin, jouent l'argent aux cartes dans un café, le Café Rameau. Là, Jacquot se lie avec Pott (de son vrai nom Sylvestre Potklebnik) et avec Maurice, dit Maurice la Petite Boule parce qu'il a une excroissance sur le visage.

À la fin du mois d'août 1942, Jacquot et ses complices, Pott et Maurice la Petite Boule, tapent la carte comme à l'accoutumée au Café Rameau. Un cousin de Pott, Maurice Mirowsky (Germain dans la Résistance), leur raconte ce qui s'est passé à Paris : la rafle, Drancy, les déportations. Il leur procure des journaux clandestins. « Il faut que vous donniez un coup de main. Distribuer ce genre de journaux, faire des inscriptions sur les murs. » Et tous trois répondent sans hésiter : « Nous sommes tes gars ! »

C'est alors que Raymond Grynstein s'évade de Ruffieux. Se rend au centre de réfugiés. Retrouve Jacquot. Ils ne se quitteront plus. Car l'amitié a toujours été pour Jacquot ce qu'il y a de plus sacré. À quatre, ils forment un groupe solidaire, partageant tout, l'argent gagné un peu au jeu, un peu en faisant du trafic. Ils se lancent dans le marché noir, vont à la campagne, reviennent avec des valises pleines de cochonnailles et d'œufs. Jacquot, qui connaît tout le monde, écoule la marchandise. Et la nuit, pendant que deux d'entre eux font le guet, les deux autres inscrivent des slogans sur les murs.

Fin octobre 1942, Pott et un copain sont à la gare de Lyon-Perrache, avec deux grosses valises pleines de nourriture qu'ils

rapportent d'une expédition à la campagne. Ils ne s'aperçoivent pas que des policiers les ont pris en filature, qu'ils les suivent jusqu'à la petite chambre que Jacquot et Raymond partagent. Dans le couloir, ils arrêtent les deux copains, pénètrent dans la chambre. Jacquot est pris. Par chance, Raymond est absent.

Pott n'a pas 18 ans. Il est interné chez les « J3 », comme on dit à l'époque, en reprenant la classification établie pour les rations alimentaires. Jacquot et son copain sont en détention préventive chez les adultes. Deux mois d'emprisonnement atroces. Et Jacquot se fait la promesse de ne jamais retourner en prison.

C'est pendant leur séjour en prison que les Allemands occupent la zone libre.

Entre Noël 1942 et le 1<sup>er</sup> janvier 1943, ils passent en jugement. La condamnation est légère : deux mois de prison couverts par la détention préventive, 5 000 francs d'amende à payer collectivement. Ils sont libérés le soir même. « Une grande chance, précise Jacquot. Car le lendemain, les Allemands étaient à la porte de la prison, contrôlant les identités, arrêtant les Juifs ! »

En effet, le 11 novembre 1942, jour anniversaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale que Vichy a interdit de célébrer publiquement, les Allemands pénètrent en zone sud. Ils entendent ainsi répondre au débarquement anglo-américain qui a eu lieu trois jours plus tôt en Afrique du Nord.

À 9 h 40, les Allemands sont sur la place des Terreaux, en plein centre de Lyon. « Tout s'est passé dans le calme complet », écrit le préfet Angeli dans son rapport à Vichy, grâce à « l'importance d'un service d'ordre qui a parfaitement fonctionné ». L'entrée des Allemands « n'a donné lieu dans la ville à aucun incidents ».

Georges Goutchtat, son frère et un copain du YASK, Ceslav Krzentowski, assistent au défilé. Ils se disent : « On ne pourra plus vivre, il faut faire quelque chose. » Car l'occupation de la zone libre a changé la donne pour les Juifs, en particulier pour ceux qui s'étaient réfugiés à Lyon précisément pour ne pas se sentir sous la botte nazie. Mais les événements de la fin 1942 transforment aussi le cours de la guerre : l'initiative militaire est désormais dans les mains des Alliés, en Afrique du Nord, sur le front de l'Est où les Soviétiques lancent le 19 novembre leur contre-offensive de Stalingrad, à El-Alamein où les Anglais ont brisé fin octobre 1942 le dispositif défensif de Rommel qui sera contraint à la retraite.

Situation nouvelle où le poids des armées alliées s'avère décisif. Staline s'en rend compte : désormais il ne compte plus, comme en 1942, sur le soulèvement révolutionnaire des peuples dirigé par les communistes, mais sur les Anglais et les Américains. Désormais, les communistes devront s'allier aux autres forces, accepter

éventuellement de se mettre sous leur direction. En tout état de cause, les partis communistes doivent sortir de leur isolement. Et c'est ce que fait le PCF : « Du 15 novembre 1942 au 15 janvier 1943, le PCF a pris un tournant décisif. Il est sorti de son isolement et s'est prononcé pour une politique d'alliance avec la résistance "bourgeoise" et d'union nationale<sup>6</sup>. »

Politique d'alliance qui se double d'un retour à la lutte syndicale classique, la lutte revendicative, abandonnée par les communistes au profit de l'exaltation de la seule lutte armée. Et là encore, le tournant communiste en général se marque dans la modification de la ligne politique des Juifs communistes telle qu'on la discerne en lisant la presse des six premiers mois de l'année 1943.

Dès décembre 1942, *Notre Parole* publie un numéro consacré dans sa quasi-totalité (recto et verso) aux « nouvelles mesures antijuives et antifrançaises ». Ce journal reprend la litanie habituelle, qui unit toujours Juifs et Français dans un malheur commun : « Les boches vont essayer de se venger sur les Juifs et sur les patriotes français des difficultés de toutes sortes qu'ils rencontrent sur tous les secteurs de la guerre. De nouvelles mesures antijuives sont prises. » Mais cette fois, des consignes concrètes sont données : « *Que pas un Juif ne donne suite aux mesures antijuives ordonnées par la police aux ordres de la Gestapo*<sup>7</sup>. » Il faut remarquer qu'avant même que des consignes soient données, les juifs avaient spontanément et massivement désobéi à ces mesures, se déroband en particulier au recensement ordonné en zone sud.

Comme les mesures antijuives sont analysées comme étant parallèles aux mesures antifrançaises (n'ont-elles pas été rendues publiques, précise *Notre Parole*, le jour même du décret réquisitionnant les travailleurs français célibataires ou sans enfant pour les envoyer en Allemagne ?), les Juifs doivent passer à l'action avec les Français. Et cette fois, ce sont *tous* les Juifs : « LES JUIFS DE TOUTES CATÉGORIES SOCIALES, DE TOUTES NATIONALITÉS<sup>8</sup> », et non les seuls travailleurs.

En mars 1943, le numéro 55 de *Notre Parole*, qui porte en épigraphe une phrase du message d'Albert Einstein à Staline à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Armée rouge – « Nous serions maintenant de misérables esclaves si l'Armée rouge n'avait pas repoussé les barbares nazis » –, précise les consignes pour sauvegarder la vie des Juifs. « Ne pas attendre les bandits nazis à la maison. Prendre toutes mesures de camouflage. En premier lieu, mettre les enfants à l'abri avec l'aide de la population française solidaire. » Mais cette sauvegarde ne doit pas être la sauvegarde pour une simple survie. La deuxième consigne est claire : « Ayant assuré sa propre sécurité, se joindre à une organisation patriotique de combat afin de frapper l'ennemi sanguinaire. » Et le même numéro de *Notre Parole* reprend l'appel aux Juifs du monde entier du Comité antifasciste juif



de l'URSS, créé en avril 1942 et qui groupe, est-il indiqué, toutes les organisations juives de l'Union soviétique. Cet appel exalte l'Armée rouge qui apporte avec elle « la liberté, la vie, le bonheur ». Bonheur tout relatif puisque, l'appel le précise, « des centaines de milliers, des millions d'hommes, fils et filles de notre peuple, ont été exterminés par les fascistes hitlériens dans les territoires occupés ». Pour venger ces morts, « *où que vous soyez, frappez l'ennemi partout et par tous les moyens*<sup>9</sup>, que ce soit dans les rangs des armées alliées ou dans les rangs de tous ceux qui combattent contre l'ennemi commun ». Suivent l'éloge de combattants juifs dans l'Armée rouge et, de nouveau, l'appel à la lutte. Une lutte où l'unité entre les Juifs, tous les Juifs, doit être réalisée. Le numéro du 15 avril 1943 de *Notre Parole* porte pour la première fois en sous-titre : *Organe du rassemblement des Juifs contre le fascisme oppresseur*. En effet, « l'unification de toutes les organisations de la Résistance française et l'institution du CNR obligent les militants juifs à hâter l'union de toutes les formations de la Résistance juive et à créer un corps représentatif habilité à exposer au CNR les problèmes et les aspirations de la population juive<sup>10</sup> », écrit Jacques Ravine, dirigeant de l'organisation communiste juive pour la zone sud, qui fait état de contacts à Lyon, fin 1942, entre les représentants de la Fédération des sociétés juives de France et ceux des communistes, Léon Gordon et lui-même. Contacts cordiaux, mais sans suite.

Pour être en position de force, essayer d'unifier sous le contrôle communiste toutes les organisations juives, il faut créer une nouvelle organisation, pendant juif du Front national. Ce sera l'UJRE, l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide.

« Au printemps 1943, écrit Jacques Ravine, une conférence strictement secrète, réunissant des représentants des centres de résistance juifs des deux zones, eut lieu à Paris<sup>11</sup>. [...] Cette nouvelle organisation de résistance ne venait pas s'ajouter aux précédentes, précise-t-il. L'UJRE groupait toutes les organisations illégales juives résistantes<sup>12</sup> », celle des jeunes Juifs, devenue UJJ (Union de la jeunesse juive), le MNCR, le Mouvement des femmes. L'UJRE impulsera aussi la création d'une nouvelle organisation, les groupes de combat, et dirigera, en théorie seulement, les FTP juifs. C'est l'UJRE qui négociera l'unité avec les organisations juives non communistes. Tout cela prendra réellement forme au deuxième semestre 1943 pour aboutir, en janvier 1944, à la création du CRIF, le Conseil représentatif des israélites de France.

Pour la première fois, les organisations des Juifs de l'immigration siégeaient dans le même organisme que celles des Juifs français. Les communistes juifs ne ménagèrent pas leurs efforts pour construire cette instance fédérant tous les mouvements juifs. Ils poursuivaient un double objectif : le premier, d'unité, car Staline et le PCF l'exigeaient ;

le deuxième, de création, face à l'UGIF d'un contre-pouvoir. « Si le CNR était le “pendant” de Vichy, le CRIF devait être le “pendant” résistant de ce qu'était l'UGIF [...] Antithèse conjoncturelle de l'UGIF, il en était le pendant, le pôle opposé, mais dans le même ordre<sup>13</sup>. »

Le Consistoire était un écueil sur lequel butaient les communistes. Il avait déjà refusé toute participation à l'UGIF, hostile à « toute entité politique pour les citoyens de confession mosaïque [...]. Il s'agissait, en s'en tenant obstinément à la seule définition de la communauté juive qui avait une légitimité républicaine – celle d'une communauté religieuse –, d'éviter d'entrer, si peu que ce fût, dans la logique d'une définition et d'une démarche raciale ». Et les communistes durent accepter, concession exorbitante concevable seulement dans le contexte du moment, que le président du CRIF soit, comme l'article 8 de sa charte le précise, le président du consistoire. Quel chemin pour ceux qui n'avaient cessé de vouloir éradiquer toute trace de religion mosaïque chez les militants, allant jusqu'à purger la langue yiddish de son lexique hébraïque ! Mais ces subtiles variations de la ligne politique échappent probablement aux militants de base.

Après sa libération de prison, Jacquot Szmulewicz retrouve son ami Grynstein qui lui enjoint de prendre une nouvelle identité. Il achète l'acte de naissance d'un Alsacien de 16 ans, Abel Jailliet. Jacquot, plutôt chétif, se rajeunit un brin. Avant 18 ans, la carte d'identité n'est pas obligatoire.

La vie continue comme avant la prison. Système D pour se nourrir, inscriptions sur les murs, distributions de tracts dans les boîtes aux lettres et dans les tramways. Pour Solidarité, dont ils connaissent le nom mais ignorent ce qu'elle est, ils « font » (selon l'expression de Jacquot) les tickets d'alimentation. Le principe est simple : il faut échanger chez les commerçants les tickets du mois qui se termine contre ceux du mois qui commence. C'est en procédant à cet échange que Jacquot se fait de nouveau arrêter. Passe chez le même juge d'instruction que dans son affaire de marché noir. Par chance, celui-ci ne le reconnaît pas. Et Jacquot raconte à ce juge, qu'il trouve tout à fait gentil, un mélodrame familial : un père remarié, une belle-mère qui le hait. Il est obligé de se « défendre » tout seul. Un gars lui a proposé d'échanger ses tickets contre un peu d'argent. Le juge le laisse libre. Il doit se présenter le lendemain matin.

Les récits de ceux qui ont survécu sont truffés d'anecdotes de ce type. Ce sont celles qui sont racontées avec le plus de détails, le plus de plaisir aussi, le plus de verve. Parce qu'ils se sont montrés plus malins que ceux qui leur donnaient la chasse. Parce qu'ils ont « eu de la chance ». La chance, intervention du surnaturel dans leur vie, la manifestation du destin où les dieux leur sont favorables. Une bonté du sort dans un univers qui, sans qu'ils puissent comprendre pourquoi,

leur était devenu totalement hostile.

Le lendemain de cet incident, Jacquot demande à Germain (de son vrai nom Maurice Mirowsky), son contact avec Solidarité, de lui procurer de nouveaux faux papiers.

Avec Raymond, les discussions sont serrées. Raymond Grynstein trouve dérisoires leurs distributions de tracts, leurs inscriptions. « Par les tracts que nous distribuions, dit Jacquot, nous savions que les Allemands exterminaient les juifs. » Ils veulent faire davantage. Ils ont entendu parler des « sportifs », les FTP qui font sauter les usines et tuent les officiers nazis. Ils veulent en faire partie, posent leur candidature, toujours par l'intermédiaire de Maurice Mirowski. Celle de Raymond est acceptée. Raymond Grynstein devient Antoine. Celle de Jacquot est refusée. « Chez moi, dit Jacquot qui donne raison à l'organisation, il y avait une inconscience qui faisait qu'on ne pouvait pas m'accepter. »

À Antoine (nous l'appelons désormais ainsi) sont données les consignes classiques : clandestinité absolue. « Tu ne dois plus habiter avec Jacquot. » Ils ont 19 ans, leurs parents sont loin. Pas de travail, aucune insertion sociale. La chaleur de leur amitié est la chose la plus précieuse, la seule chose qu'ils possèdent. Et les deux amis prennent ensemble, malgré les consignes, un logement au 5, cours du Sud, à Villeurbanne. Jacquot reste, suivant ses termes, « un bénévole luttant dans la clandestinité pour une idée ». Un « auxiliaire ». Antoine est un permanent, touchant en principe un salaire, qui arrive, au début, de façon très irrégulière. Alors, Jacquot se « débrouille » pour faire bouillir la marmite. Quand il « fait un chemin de fer », Antoine maraude quelques pommes de terre, quelques fraises qui améliorent le quotidien.

Au printemps 1943 – Jacquot ne se rappelle plus la date exacte –, il est accepté dans les groupes de combat. Car la résistance juive commence à se diversifier, comme nous le verrons plus loin. Son contact reste Germain (Maurice Mirowsky). Mais il méprise un peu ce qu'on lui fait faire. « Je continuais à mener une vie normale. J'ai dû faire deux ou trois actions. Une mairie, par exemple, pour récupérer des tickets d'alimentation. » Pendant ce temps, Antoine participe aux « vraies » actions, notamment celles qui « célèbrent » le 1<sup>er</sup> Mai 1943 et sont inscrites à l'ordre de bataille de Carmagnole, le bataillon des FTP-MOI de Lyon.

Action contre la centrale électrique de Jonage.

À 5 h 25 : destruction d'un pylône de la Compagnie OTL, avenue du Maréchal-Lyautey.

À 5 h 50 : destruction d'un poteau électrique, 18, quai Arloing.

À 6 h 45 : endommagement d'un transformateur rue des Ateliers, à la Mulatière.

À 7 heures : endommagement du funiculaire de la Croix-Rousse, rue Terme. Le funiculaire ne put fonctionner pendant trois heures.

Antoine fait dérailler des trains, lance des grenades sur les convois allemands. Et, pendant ce temps, Jacquot en est réduit à écrire « Stalingrad » sur les murs. Il écoute avec envie les récits d'Antoine.

Un jour d'octobre 1943, les FTP se réunissent dans la chambre qu'il occupe avec Antoine. Ils sont tous là.

Le chef, Roman Krakus, le plus prestigieux que Lyon ait connu, selon Jacquot : « Il était yid, mais il parlait mal le yiddish. Il avait fait la guerre d'Espagne, mais parlait mal l'espagnol. Le français, il le massacrait. Il parlait un mélange de toutes ces langues. Le mètèque accompli. Mais un sens aigu de l'organisation, une force de caractère incroyable. »

Ezjer Najman, dit Gilles. Il a d'abord fait partie de Solidarité, distribuant des tracts, collant des affiches, prenant la parole devant les usines pour inciter les ouvriers à la résistance. En juillet 1943, il a été admis, comme il en avait fait la demande, dans les FTP-MOI.

Denis Jaroslav, qui revient de loin : par un copain d'école, qui habite Montreuil, il avait trouvé le contact avec la Jeunesse communiste. Au printemps 1941, à Paris, il participe à leurs actions : tracts, collages de papillons. En juin ou en juillet 1941, avec un copain, il distribue des tracts boulevard de Belleville. Manque de chance, ils sont repérés par deux inspecteurs de police. Courte bagarre. Denis Jaroslav parvient à s'échapper. Le copain, arrêté, tabassé au commissariat, donne l'adresse de Denis. Denis est arrêté. Il reste en prison quelque temps et comme il est mineur (il a 17 ans), il est condamné à la maison de correction, à Belle-Île d'abord. Puis, quand les Allemands font évacuer les côtes, il est transféré à la centrale de Fontevault. C'est de là qu'il s'évade, sans grande difficulté : la surveillance est très lâche. Passage à Paris. Il fait sortir son petit frère et sa petite sœur de chez la nourrice que l'UGIF leur avait trouvée, se confectionne une fausse carte d'identité et part avec les enfants pour Lyon, où vit déjà un de ses oncles qui les prend en charge. Mais il a aussi l'adresse d'une jeune militante, Éliane Pejsakowicz. Par elle, il entre en contact avec les FTP.

Colère quand ces FTP constatent la présence de Jacquot. Mais Jacquot et Antoine ne renonceront pas à leur cohabitation.

En octobre 1943, on frappe à leur porte. Ce sont Joseph Halaubauer (dit Robert) et Maurice Gurfinkel (dit André Buisson), miraculeusement libérés du fourgon cellulaire qui les emmenait de la prison de Montluc au siège de la Gestapo. Ils ignorent que dans ce transfert se trouve un chef important des MUR, les Mouvements unis de résistance, Raymond Aubrac, que sa femme Lucie a décidé de faire libérer, comme elle le raconte dans son livre de souvenirs *Ils partirent*

*dans l'ivresse.* Lucie Aubrac ignore très longtemps qu'elle avait libéré deux FTP-MOI, organisation dont elle nous a dit, bien qu'elle vécût à Lyon pendant cette période, ne pas avoir connu alors l'existence.

Que faire de ces deux camarades que la Gestapo recherche sans aucun doute ? Antoine et Jacquot préviennent le grand chef, Roman Krakus, qui prévient à son tour le responsable pour la ville de Lyon, l'Allemand Albert Kugler. Il faut trouver un moyen pour qu'ils quittent la ville, aillent reprendre la lutte ailleurs. En attendant, ils vivent, trois FTP et un militant des groupes de combat, à quatre dans le taudis de Jacquot qui s'occupe de leur ravitaillement.

Le 29 octobre, sans qu'ils sachent comment, la Gestapo est chez eux. Pas question de se laisser prendre. Ils sont armés. Dans le combat, Robert lâche son revolver. Jacquot saute sur l'Allemand. Ils se battent au corps à corps. Jusqu'au moment où Antoine descend l'Allemand. Mais Robert est blessé. Ils sont obligés de l'abandonner. Les trois fugitifs ont trouvé refuge chez Éliane Pejsakowicz. Jeanine Krakus, la femme de Roman, et Odette Kugler, celle d'Albert, s'occupent d'eux. Quelques jours plus tard, Jeanine Krakus emmène Jacquot et Antoine de Lyon, où ils sont grillés, à Grenoble. Maurice Gurfinkel, sonné par l'action, qui, au dire de Jacquot, a « un peu perdu la boule », est envoyé dans un maquis.

# 12

## Paris

(avril 1943-novembre 1943)

Le 23 avril 1943, un mois après les dizaines d'arrestations des membres de la Jeunesse et de leur famille, ainsi que de certains militant parmi les adultes, la filature des communistes juifs a repris, à partir de quelques militants déjà « logés » lors du coup de filet de mars 1943 et qui n'ont pu être appréhendés, précise le rapport de synthèse des Brigades spéciales. Le « jalon » est un certain Éphraïm Lipcer, domicilié impasse du Maroc, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. La police le surnommera « Maroc ».

Les schémas des filatures dessinés par la brigade spéciale obéit à un principe simple et efficace : sont reliés d'un trait le militant repéré et celui qu'il rencontre. Certains apparaissent ainsi comme le centre d'une véritable toile d'araignée, ce qui indique leur rôle de plaque tournante dans l'organisation. C'est le cas de « Maroc » Lipcer, dont la police affirme dans son rapport qu'il fut membre de l'OS communiste.

Or, de « Maroc » Lipcer, nul ne nous a parlé lors des entretiens que nous avons menés pour la première édition de cet ouvrage. Effacé des mémoires comme il a été effacé de la deuxième édition du livre de Diamant, *Combattants, héros et martyrs de la Résistance*, comme d'ailleurs fut effacé du titre le mot « juif ». Dans la première édition, celle de 1952, nous trouvons une brève notice biographique :

Né à Suwalki, en Pologne, en 1910, Éphraïm Lipcer avait fait ses études au

lycée de Radom, d'où il sortit bachelier et il vint en France dans l'espoir de pouvoir y poursuivre ses études universitaires à Montpellier. Mais il se heurta à des difficultés économiques qui entravèrent ses projets et il dut se mettre au travail. Il devint agent de publicité à la *Presse nouvelle*.

Résistant dès les premières heures de l'occupation nazie, il déploya une grande activité de journaliste tant dans le journal antiraciste *J'accuse* édité en français que dans *Notre Parole*, édité en yiddish. En même temps, il était un des membres les plus actifs de l'organisation Solidarité. Arrêté en juin 1943, il fut déporté à Auschwitz. Après bien des souffrances, il devait être tué d'une balle lorsque ce camp fut évacué en janvier 1945<sup>1</sup>.

Si les renseignements donnés par David Diamant sont exacts, le travail de Lipcer l'a immanquablement mis en contact avec l'imprimerie du 22 de l'avenue de Versailles. C'est alors que la police a pu le filer et le « loger ».

Ne construisons pas un roman d'espionnage autour du fait qu'Éphraïm Lipcer a disparu de l'historiographie communiste juive. Ne faisons pas de lui un « Kominternien ». Plusieurs schémas de la filature furent remis après la guerre par un policier à l'un des responsables communistes juifs et se trouvent désormais dans la partie du fonds d'archives de David Diamant qui a été remis au parti communiste<sup>2</sup>. Ils ont été décryptés et David Diamant a pu décider qu'un homme « jalon » principal d'une filature n'avait plus droit au titre de héros<sup>3</sup>.

Car suivre Lipcer fut fructueux. Le 23 avril 1943, à la hauteur du numéro 25 du boulevard Henri-IV, il rencontre Rajgrodzski. Rajgrodzski ? La police est, une fois de plus, mieux renseignée que les militants. Elle connaît la véritable identité de Rajgrodzski : c'est Rayski, comme Idl Korman est Barszczewski. Comment ? Là encore, nul mystère : ces hommes, étrangers, ont eu avant la guerre une activité publique de communistes, notamment dans la *Presse nouvelle*. Si la police n'avait pas constitué de dossiers sur eux, elle aurait failli à sa tâche. Reste pourtant une interrogation : pourquoi, dans aucun de ses écrits, Adam Rayski, s'il indique son véritable prénom – Abraham –, n'évoque-t-il les identités de plusieurs des membres de sa parentèle ? Pourquoi ne livre-t-il jamais son véritable patronyme, lequel ne figure pas non plus sur sa tombe au cimetière du Père-Lachaise ? Pourquoi encore n'a-t-il tenu aucun compte des informations données par Paulette Shlivka selon lesquelles il était filé et les adultes et les jeunes étaient mélangés ?

Ce que nous apprend le rapport des Brigades spéciales, c'est toujours la méticulosité et la patience des policiers, nombreux, qui se relaient et suivent chaque militant jusqu'au moment où ils réussissent à le « loger ». Le policier sent-il la méfiance de celui qu'il suit ? Il lâche la filature. Il sait qu'il retrouvera son gibier, car il connaît l'adresse de sa planque et certaines de ses habitudes, notamment les restaurants ou les cafés que les militants ont coutume de fréquenter.

La police loge ainsi un des dépôts d'armes : celui du 18 de la rue Dauphine. Parmi les dizaines de militants filés figurent des FTP : les très jeunes Roger Engro et Henri Tuchklaper, leurs aînés Charles Mitzflicker, Baruch Lerner et Meyer List, ces deux derniers étant des anciens brigadistes. Meyer List est une proie de choix : n'est-il pas responsable politique du 2<sup>e</sup> détachement FTP-MOI, le détachement juif ?

Le 29 juin 1943, la police se décide à arrêter Barszczewski (Korman), alors que Sarah Rosenblum vient de lui remettre un paquet contenant des tickets d'alimentation. Les autres arrestations suivront. Les militants arrêtés sont très vite conscients du mécanisme qui a amené à leur arrestation et le font savoir en faisant parvenir lettre ou rapport à leurs dirigeants. Dans son ouvrage *Par-delà les barbelés* (1986), David Diamant a publié l'un d'entre eux, envoyé par A. Roj, sans doute Alfred Besserman, le 30 septembre 1943, quelques jours avant son départ de Drancy pour Auschwitz.

J'ai été arrêté le 3 juillet dans mon logement illégal. C'est arrivé dans les circonstances suivantes. Après avoir constaté l'absence du camarade Yidel [Idl Korman], la question essentielle n'était pas de continuer notre travail et de préparer la conférence des militants syndicaux. J'ai vu le camarade Sch. et je lui ai annoncé que Yidel n'était pas là et que nous devions quitter nos logements. Chacun a fait ainsi. Je n'ai pas dormi à la maison. Jeudi soir, je devais voir la camarade T. [Teszka Tenenbaum]. Comme elle n'est pas venue et a envoyé un camarade, alors j'ai pensé que c'était un hasard au sujet de Yidel, car on l'avait pris dans la maison de Guitel [Ginette Sosnowsky]. Comme son fils [Kaddish] a été fusillé, il est possible que la maison était observée.

Ce militant ignore que la chambre de la rue Saint-Blaise est maintenant occupée par Teszka Tenenbaum et que Idl vient souvent y dormir. Était-il bien prudent qu'une responsable comme Teszka, membre fondatrice de Solidarité, puis de l'UJRE, habite le logement d'une femme dont le fils a été pris les armes à la main ? Ont-ils véritablement le choix ? Il n'est pas si facile de trouver un lieu où habiter en toute sécurité.

A. Roj (Alfred Besserman ?) raconte ensuite comment il s'est de nouveau senti filé, et comment il a fait part de son sentiment à Sch. (nous n'avons pas réussi à l'identifier), qui n'a pas cru à une filature. « Tout est donc normal. »

Voulant calmer ma femme, je vais dans le quartier de mon logement. Arrivé chez moi après tant de détours différents, je m'approche de l'endroit où était posée ma clé. Je trouve tout à sa place, j'entre chez moi. Trois types m'attendaient là. À la préfecture, je me persuade que ce n'est pas un hasard mon adresse. Il y avait déjà trente camarades, hommes et femmes. D'après les questions posées, il s'est avéré qu'ils m'avaient vu pour la première fois avec Francis [Éphraïm Lipcer] le 23 juin. Ils m'ont vu le même soir avec Yidel et



encore une fois avec Francis chez Rex [Puterflam] [...]. Des questions posées, il s'avère que la police connaît notre activité, cela donne à réfléchir. Est-ce que quelqu'un des nôtres leur aurait donné des renseignements, ou bien ils ont remonté d'après les documents lors des perquisitions de nos camarades et ils cherchent à compléter leurs connaissances ?

Ce sont de bonnes hypothèses.

Et le rapport insiste de nouveau sur le militant qui a servi de « jalon » :

Comme ils avaient suivi Francis un temps assez long et grâce à sa filature, ils ont touché un grand nombre pour faire le coup pour le pouvoir allemand<sup>4</sup>.

C'est ainsi qu'est exprimée l'idée que les policiers des Brigades spéciales travaillent en réalité pour les nazis.

Ainsi la direction de l'UJRE est-elle au courant dès septembre 1943 de la façon dont l'organisation a été filée, comme elle l'avait été en avril 1943 grâce aux missives envoyées par Paulette Shlivka de l'hôpital Rothschild. Elle connaît l'homme qui a conduit innocemment les policiers des Brigades spéciales chez chacun des militants. Un homme irréprochable. Et là encore, nul besoin de faire surgir tel un *Deus ex machina* un traître (Joseph Dawidowitch, nous ont dit certains, l'inusable Lucienne Goldfarb, nous ont dit d'autres). Le seul travail policier et la légèreté de dirigeants prévenus qu'une grande masse de documents avait été saisie lors des arrestations de mars 1943 suffisent.

Dès lors, la question que nous posons n'est plus : « Comment se fait-il que ces résistants aient été arrêtés ? », mais : « Par quel miracle certains en ont-ils réchappé ? »

Quand Teszka Tenenbaum rentre chez elle, au 11 de la rue Saint-Blaise, une planque fournie, rappelons-le, par Ginette Sosnowsky où Idl Korman vient souvent dormir, la patronne du café la hèle : la police est là. Pendant deux heures, Teszka erre. Puis elle se rend chez une amie non militante, une femme de prisonnier de guerre, mère de cinq enfants, qui lui fera une place dans le grand lit. Elle a réussi, dit-elle, à prévenir l'organisation.

Si A. Rayski échappe à l'arrestation, il le doit, selon lui, à sa femme. C'est elle qui s'aperçoit que la chambre habitée depuis peu par le couple square de Bresse est surveillée. « Nous sommes convenus que chacun sortirait seul et que nous nous retrouverions dans l'après-midi. Pour cela, nous nous sommes fixé deux rendez-vous à des heures et à des endroits différents<sup>5</sup>. »

Ce jour-là, A. Rayski a rendez-vous rue de la Convention. Il se sent suivi, jette un regard derrière lui. « Deux hommes avançaient à pas rapides sur les berges [...]. Ce n'est pas une filature, ils veulent me

prendre. » Chance inouïe, il passe quai de Javel à midi, quand les portes s'ouvrent pour laisser sortir le flot des ouvriers de Citroën. A. Rayski se mêle à eux. Il arrive à son lieu de rendez-vous, jette à la camarade qui l'attend un « Fous le camp ! » comminatoire, se dirige vers la station de métro Quai-de-Javel. Deux hommes sont postés au carrefour, à l'entrée du pont Mirabeau, d'où ils peuvent contrôler toute la place. À l'évidence, ils n'ont pas renoncé. Ils le cherchent.

Arrivé devant la poinçonneuse – une seule pour les deux directions –, je pris le couloir de gauche menant vers la porte d'Auteuil. Au même moment, la rame s'engageait sur le quai. Mais voici que sur le quai opposé arrivaient en courant les deux hommes qui s'arrêtèrent net et me regardèrent de leurs yeux plus qu'étonnés [...]. Le réflexe des policiers n'était pas faux. Logiquement, je ne devais pas retourner vers la porte d'Auteuil ou la porte de Saint-Cloud d'où je venais.

Les policiers le savent d'autant mieux qu'ils filent A. Rayski depuis deux mois et qu'ils connaissent ses itinéraires.

Au moment des arrestations, Sophie Szwarc est hospitalisée, ce que tous ignorent. C'est ainsi qu'elle en réchappera.

Dans l'organisation, les pertes sont sévères. Questionnés, battus, les militants qui ne sont pas FTP sont déportés avec les membres de leurs familles arrêtés dans la foulée. La destination de ces résistants : Auschwitz-Birkenau. Car, dans la déportation, leur qualité de « politiques » à laquelle les communistes tiennent si fort n'a aucune existence pour les nazis. Ils ne sont plus que des Juifs, destinés pour les plus faibles à être gazés dès leur arrivée. Seront ainsi déportés : Sarah Rosenblum, arrêtée le 2 juillet, quelques jours après Idl Korman, pour avoir obéi à l'ordre de son chef : remonter dans sa chambre, la vider de documents compromettants ; Alfred Besserman et sa femme ; le docteur Bacicurinski et sa famille... Plus de cent personnes. L'organisation communiste juive de la région parisienne n'existe pratiquement plus.

Sans être sacrilège, avais-je écrit dans la première mouture de cet ouvrage, on pouvait penser que tous ne restèrent pas muets sous les coups. Grâce aux archives policières, on sait aujourd'hui que, molestés ou non, torturés ou non, beaucoup ont livré aux policiers ce qu'ils savaient. On sait aussi que, comme lors des arrestations de mars 1943, bien des documents – tracts, journaux, mais aussi listes de noms ou fausses cartes d'identité – furent retrouvés dans les planques ou sur les personnes arrêtées.

Décision fut alors prise de disperser les responsables de l'UJRE rescapés de la rafle. Par permutation d'abord : Leibl Gordon et Yanina Sochaczewska quittent Lyon pour Paris. Sophie Szwarc les remplace. La direction nationale de l'UJRE se repliera définitivement à Lyon en

septembre 1943. Teszka Tenenbaum est envoyée comme interrégionale dans l'Est, chargée de la direction des groupes de langue italienne (pour l'essentiel des cheminots) et polonaise (pour l'essentiel des mineurs). « J'étais blonde. J'avais des yeux qui pouvaient tromper les Polonais. » Teszka travaille dans l'Est jusqu'au 6 janvier 1944, où elle est arrêtée par les Allemands, gardée soixante-dix jours au secret dans une cellule de la prison de Dijon où elle a été transférée, puis au fort de Romainville. Le 18 avril 1944, elle est déportée au camp de Ravensbrück. Les Allemands n'ont pas su qu'elle était juive, ce qui lui a épargné Auschwitz. « Une chance, précise-t-elle, car de Ravensbrück, on revenait. »

Sont mutés encore hors de Paris Gilbert Weissberg, un des tout premiers artificiers des FTP juifs, ou Esther Rozencwajg, dite Estelle.

J'ai été désignée comme responsable des jeunes filles polonaises du Nord et du Pas-de-Calais à qui on a dit : une grande responsable politique arrive de Paris pour expliquer pourquoi il faut entrer dans la résistance. C'est Beau Pierre [Jean Capkiewitz] qui m'a présentée. Avait-il eu certaines responsabilités dans cette région ? Je l'ignore<sup>6</sup>. Lors de mon séjour dans le Nord-Pas-de-Calais, je l'ai revu épisodiquement. Je garde un mauvais souvenir de ce séjour. C'étaient des chicanes sur qui devait payer mes frais de séjour. La jeunesse polonaise disait que c'était Paris, Paris disait que c'était elle. J'allais de réunion en réunion sur un vieux vélo sans freins qu'on m'avait procuré. Je dormais chez des militants polonais.

Esther-Estelle doit parler polonais, une langue qu'elle a partiellement oubliée.

Alors, ils me disaient : « Tu ne t'appelais pas plutôt Esther ? » Je leur répondais : « Mais non, je m'appelle Kowalski. » C'était le seul nom de famille dont je me souvenais, l'équivalent de Durand. « C'est pas plutôt Cohen ? », répliquaient-ils. Je sentais une certaine animosité et j'ai reçu avec soulagement l'ordre de revenir à Paris par mes propres moyens. Ce devait être au moment du débarquement en Normandie.

Nous avons cherché dans ces mutations une logique politique. Pourquoi certains restaient-ils à Paris alors que d'autres étaient envoyés dans l'Est ou le Nord ? Gardait-on à Paris, la ville la plus dangereuse, des militants que l'on sacrifiait ? Envoyait-on en province ceux que la direction tenait à sauver ? Rien ne l'indique. Le seul point commun que nous avons trouvé entre ces militants mutés, c'est la connaissance du polonais ou du russe, deux langues utiles soit pour mobiliser les mineurs, soit pour organiser des maquis avec des déserteurs soviétiques qui avaient été incorporés dans la Wehrmacht ou des prisonniers russes évadés. Cette mobilité qui permet de faire passer un militant du groupe juif à un autre groupe démontre pourtant que la direction de la MOI ne se souciait pas au premier chef d'un

combat juif ; que ce qui comptait pour elle, c'était la résistance communiste dans son ensemble.

Mais, à l'exception de Gilbert Weissberg et d'Abraham Lissner, aucun FTP ne fut muté, alors que la police avait pu mettre la main sur leur biographie.

Revenons aux FTP du 2<sup>e</sup> détachement. Si certains ont été arrêtés dans le vaste coup de filet de juin 1943 (sauf Charles Mitzflicker), c'est qu'ils sont reliés à l'organisation juive qui leur procure probablement la logistique. Ainsi voyons-nous Henri Tuchklaper, dit « le Plombier », rencontrer Rajgrodzski-Rayski. Les Brigades spéciales savent faire la différence entre un militant politique et un FTP. Si le premier est déporté (et garde une chance, si minime soit-elle, de survivre), le FTP, considéré comme un terroriste qui a du sang sur les mains, est fusillé.

Nous avons laissé le 2<sup>e</sup> détachement juif en juin 1942, après la mort d'Élie Wallach et de Léon Pakin. C'était la fin d'une époque, celle où la lutte armée des Juifs visait aussi des cibles juives. A. Rayski écrit dans ses Mémoires :

En ce mois de juin 1942, j'éprouvais le besoin d'une réflexion approfondie sur la fonction du combat armé en considérant à la fois l'histoire juive et les persécutions qui allaient s'amplifiant<sup>7</sup>.

De cette réflexion naît un long texte en yiddish, *Le Chemin vers la liberté. Comment est née la lutte des partisans et quel est son rôle*, qui reprend la ligne politique du moment. Du Clausewitz revu par Lénine, mis au goût du jour de la ligne politique du Parti et traduit en yiddish. Ce texte manifeste aussi la superbe propre au communiste : la connaissance du marxisme donne la Connaissance absolue. Elle permet à qui n'a pas la moindre formation militaire de se poser en spécialiste de la guerre, énonçant principes stratégiques et visées tactiques. Or, en juin 1942, tout cela n'est pas un simple exercice de style : il s'agit d'entraîner des jeunes dans un combat où ils risquent leur vie.

« Dans l'époque actuelle, dit ce texte, la lutte de guérilla est la forme appropriée de la lutte pour la Libération nationale. » Et de faire avec *maestria* l'historique de cette lutte : petit tour en Espagne où le peuple mène la guérilla contre Napoléon, long arrêt en Russie aux côtés des partisans russes en guerre contre ce même Napoléon, puis aux côtés de ceux qui sont à l'origine de la création de l'Armée rouge. Un petit détour par la Chine, où Zhu De dirige l'Armée populaire de Libération, avant de revenir à la situation française.

Une originalité pourtant dans ce texte par rapport à la littérature du Parti de l'époque : les précurseurs de la guerre de partisans seraient les Maccabées. L'épisode des Maccabées est ainsi revisité à la lumière

du marxisme-léninisme et traduit dans la novlangue des années 1940. Il est ainsi attendu du rappel de cette histoire des effets sur le présent des combattants.

Étant seulement un petit groupe, les héros juifs ne pouvaient accepter des combats ouverts avec les armées d'Antiochos. Vingt ans durant, les Maccabées employèrent la tactique des partisans. Ils se cachaient dans les grottes de berger, dans de petits bois, derrière des rochers, attendant le passage des divisions ennemies précisément dans des endroits où ceux-ci s'attendaient le moins à être attaqués. L'attaque était si inattendue et violente que l'ennemi abandonnait ses armes et son ravitaillement. Les actes héroïques des Maccabées d'une part démoralisaient l'ennemi, l'obligeant même à abandonner certains territoires, d'autre part entraînaient des couches de plus en plus grandes du peuple juif.

L'analyse historique est suivie de celle du rôle de la guerre des partisans et des facteurs qui en déterminent l'issue. Et d'abord le facteur politique. « Les partisans seront invincibles si leur but politique est identique à celui du peuple en lutte. Dans le travail politique, le plus important est la liaison des secteurs de partisans avec les masses populaires. » Ensuite, le facteur économique. Il faut détruire l'infrastructure économique de l'ennemi, se procurer « dans toutes les couches de la population les moyens financiers et matériels comme l'argent, la nourriture, les vêtements, le logement, etc. Le peuple ne leur refusera certainement pas lorsqu'ils seront à leur service ».

Cessons ici les citations de ce très long texte. Il atteste le décalage vertigineux entre la réalité de la situation en France et les principes prétendument soutenus par les grandes leçons de l'histoire. Il montre aussi le décalage entre les forces si minces des FTP-MOI et le récit ronflant de leur lutte, de leurs « actions » – terme sous lequel on regroupe tant un lancer de tracts qu'un lancement de grenade ou un attentat contre un membre des troupes d'occupation –, qui s'installe dès la guerre.

Or, après les chutes de la première moitié de l'année 1942, il est urgent de recruter de nouveaux FTP juifs. Le choc de la rafle du 16 juillet 1942 rendra évidente pour certains la décision de participer à la lutte armée.

« À cette époque, dit Jacques Farber, le camarade Sevek Kirchenbaum est venu me voir. Il m'a proposé de me payer pour que je sois libre et à l'entière disposition du Parti. » La femme de Jacques Farber et sa petite fille Rosa ont été déportées vers Auschwitz. Solidarité a mis son fils Maxime en sécurité dans la Nièvre. Le désespoir de Jacques est immense. Mais il est aussi libre de toute sa solitude. Il n'était pas allé en Espagne pour ne pas abandonner sa femme alors enceinte et sa petite fille, et il en avait éprouvé du remords. Aujourd'hui, la sinistre liberté dont il jouit lui permet de

participer à un combat auquel, nous dit-il, il était préparé dès l'âge de 15 ans comme ouvrier communiste.

« On m'a proposé de tuer un Allemand, la nuit, avec un marteau. J'ai dit : « Je ne peux pas. C'est contre ma nature. Je ne peux pas tuer quelqu'un que je ne connais pas et qui ne m'a rien fait [sic]... » Ils ont compris qu'il y a des camarades qui ne peuvent pas. Et ils m'ont dit : « On te donnera des bombes. » » Charles Mitzflicker ou Jacques Farber sont alors adultes, mariés, pères de famille, militants depuis de nombreuses années dans les organisations syndicales communistes juives. Ils retrouvent, au 2<sup>e</sup> détachement de la MOI, le détachement juif, des adolescents passés dans cette même période de l'organisation de la Jeunesse aux FTP : Henri Tuchklaper, Maurice Radzinski, Kaddish Sosnowsky, Léon Goldberg, dont les parents ont été déportés et que Gilbert Weissberg a recruté, Jean Lemberger, Marcel Rajman. Lors des entretiens préliminaires à la réalisation du film *Des « terroristes » à la retraite*, Raymond Kojitsky a expliqué à Mosco :

Un jour, j'ai eu rendez-vous au parc Montsouris avec Henri Krasucki. Il m'a dit : « Tu entres dans les FTP. Rendez-vous demain au métro Arsenal » avec un type qui devait avoir un journal plié dans un livre. Ce type dont je ne connais que le prénom qu'il m'a alors donné, Jean, m'a fixé un rendez-vous ultérieur pour parler, se voir. Ma première action, c'était avec Jean Lemberger : une grenade contre un garage allemand, rue de Cambronne.

D'août 1942 à juin 1943, les FTP juifs multiplient ce qu'ils appellent, comme d'ailleurs les historiens élevés dans le sérail communiste et qui en ont gardé la langue de bois sans jamais l'interroger, les « actions », même si elles sont de consistance très différente : bombe à retardement dans un hôtel allemand près du métro Iéna le 11 août 1942, bouteille incendiaire dans un bureau d'embauche pour les Allemands près de la gare de Lyon, incendies de voitures et de camions allemands rue Choron, etc. Grenades lancées sur un détachement allemand passant place de la Nation le 2 décembre 1942, attaque à la grenade d'un camion plein d'Allemands porte Dauphine le jour de Noël 1942. Vingt-sept « actions » entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 27 mai 1943, si l'on en croit les communiqués du 2<sup>e</sup> détachement<sup>8</sup>.

Mais ce que ne disent pas les communiqués, c'est l'ampleur des pertes chez ces jeunes gens et la minceur des dégâts qu'ils occasionnent. Car si la cible de « l'action » est indiquée, son résultat ne l'est pas toujours.

Le mois de novembre 1942 est un mois particulièrement néfaste pour la MOI. À la suite d'une arrestation, c'est la chute en série. Le détachement roumano-hongrois, constitué à 90 % de juifs, est décimé. Une vingtaine de partisans sont arrêtés. Les Brigades spéciales mettent

la main sur le laboratoire central dirigé par un Espagnol<sup>9</sup>. C'est probablement la chute du laboratoire central qui explique la surcharge de travail confiée à Gilbert Weissberg. Écoutons-le :

C'était après la grande rafle de juillet 1942. On m'a fixé un rendez-vous avec le responsable de la résistance juive devant le métro Villiers. C'était Adam Rayski qui m'a rencontré et il m'a proposé la chose suivante : « Tu sais bien que le Parti a proposé de verser 10 % de ses effectifs dans les FTP, on te propose d'en faire partie. » Quelques jours plus tard, on m'a donné un rendez-vous avec un certain camarade espagnol de l'Armée républicaine qui s'appelait Manuel [...] et qui avait pour tâche de m'enseigner la fabrication des bombes. On est entré dans un café et, sur la table, il m'a fait un petit dessin de comment cela se faisait. J'ai vu que ce n'était pas du tout sorcier, on ne s'est pas arrêtés longtemps ; quelques jours plus tard, je louais un petit appartement qui avait une cuisine à peu près de cette grandeur-là<sup>10</sup>.

En une leçon, l'ouvrier fourreur est devenu l'artificier du détachement juif.

Le 3 décembre, il est pressé. Deux bombes doivent être prêtes à 16 heures. Or, à midi, il est dérangé dans son travail. Ordre lui est donné de se rendre au Palais-Royal, où la personne présente lui commande une nouvelle bombe. Il est de retour à son « laboratoire » du 223, rue Saint-Charles à 14 heures. Il ne lui reste que deux heures, au lieu des trois nécessaires à la confection des bombes.

La première bombe est promptement achevée. Gilbert est fier de sa rapidité. La deuxième le sera bientôt et c'est la catastrophe. L'explosion, la fumée, les vêtements et les cheveux qui flambent. Gilbert a réussi à éteindre le feu sur lui. Il s'élance dans les flammes. Se ravise : il a laissé deux pistolets. Traverse la fournaise. Sort de nouveau. Miracle : il a réussi à se faufiler dans la foule de badauds qui contemple l'immeuble en flammes. Il longe une rue déserte. Croise le regard d'une femme debout sur le seuil d'une boutique. Il y lit la frayeur et comprend qu'il n'ira pas loin. Le premier flic croisé l'arrêtera. Il entre alors dans la boutique. « Je suis un patriote, dit-il avec son accent étranger. Il m'est arrivé quelque chose. Gardez-moi une heure ou deux. » La femme le cache dans l'arrière-boutique. Le soigne. Le panse. Gilbert entend une cliente raconter : l'étage est entièrement détruit, la déflagration a fait sauter les vitres des immeubles voisins.

Il est 18 heures. La nuit tombe tôt à la fin de l'automne et Gilbert décide de quitter l'arrière-boutique protectrice pour se rendre chez une amie rue Saint-Martin. Dans son état, il n'est pas question de prendre le métro, où les contrôles d'identité sont permanents. Trois heures durant, il traîne son corps brûlé par les rues de Paris. Il arrive, il frappe. Il est introduit dans l'appartement. Il s'évanouit.

Grâce au docteur Léon Chertok, dit Alex, Gilbert Weissberg peut

être hospitalisé. L'infatigable Sophie, présente à toute détresse, lui rend visite. Au bout de quelques jours, le docteur Léon Chertok apprend que son malade a éveillé la suspicion. Il faut le sortir de la clinique où on le soigne. Gilbert est transféré chez une militante qui le soignera trois mois durant avec un dévouement exemplaire. Il reprendra un temps le combat à Paris comme FTP : ses mains ont perdu leur agilité, il ne peut plus fabriquer de bombes. Plus tard, après avoir repris un temps son activité au 2<sup>e</sup> détachement, il sera muté dans le Nord.

Nous ne raconterons pas en détail les « actions » des FTP juifs dont quelques ouvrages font le récit<sup>11</sup> et dont certaines ont été reconstituées dans le film de Mosco Levi Boucault, *Des « terroristes » à la retraite*. Nous ne donnerons ici que quelques récits que les rares survivants nous ont faits.

Communiqué du 2<sup>e</sup> détachement (juif) :

Le 23 février 1943, à 6 heures du matin, trois partisans armés de pistolets ont attaqué une sentinelle boche et l'ont abattue. Dans sa retraite, le partisan André a été touché d'une balle à la jambe. Malgré sa blessure, a regagné sa base.

André, c'est Jacques Farber. Très tôt le matin du jour anniversaire de la création de l'Armée rouge, Jacques Farber se prépare. Avec Jules Kerbel, il doit attaquer un hôtel où logent des Allemands, que les camarades du service de renseignements ont repéré. Il fait encore nuit. Jacques n'a pratiquement pas dormi. Son estomac noué ne supporte qu'un peu de lait chaud. Il est vêtu d'une sorte de bleu de travail.

Au métro Havre-Caumartin, il attend la copine de liaison, Anka Richtiger, qui lui remet une grenade. Jules Kerbel le rejoint. Ils sont devant l'hôtel gardé par une sentinelle en armes qui n'a pas été prévue au programme. Jacques raconte :

On fait le tour du pâté de maisons. Si elle est encore là, on l'abat. On a fait le tour, on l'a retrouvée à la même place, j'ai tiré. Jules a lancé la grenade. Je suis parti en courant à gauche, lui à droite. J'entends un coup de revolver. Je tombe. Je veux me relever. Je ne peux pas. Je me suis dit : « J'ai reçu une balle dans la cuisse. » J'avais très mal, mais j'ai réussi à me relever, à rejoindre au métro Anka Richtiger à qui je devais remettre mon arme après l'action. Je lui ai dit : « J'ai reçu une balle dans la cuisse. » Elle m'a répondu : « Ce n'est rien. Va au métro. » Elle ne m'a pas accompagné. Elle ne s'était pas rendu compte...

Je suis allé au métro. Le ticket qui était dans ma poche était gluant de sang. Je l'ai léché avant de le tendre au poinçonneur. Dans le métro, je sentais le sang couler. Mais on était en février, et je portais des caleçons longs qui en épongeaient la plus grande partie et qui canalisaient le reste dans ma chaussure. Je me suis traîné jusqu'à la rue du Cloître-Notre-Dame, chez mes amis. C'est une de leurs cousines, une étudiante en médecine, qui m'a donné les premiers soins. Le soir, Meyer List et David Vilner que j'avais fait prévenir sont venus me voir



et m'ont transporté dans une planque, rue Saint-Jacques.

Jacques Farber mettra du temps à se rétablir. Grâce à un médecin ami, il pourra être soigné pendant une quinzaine de jours à l'hôpital Tenon. Puis il retrouvera sa chambre rue Saint-Jacques jusqu'au jour où la concierge frappe à la porte : on est venu la questionner. Il serait un terroriste. Il répond, avec l'accent yiddish qu'il n'a jamais perdu : « Non, madame, je ne suis pas un terroriste. Je suis un patriote. Je ne tue pas les Français. Je tue les boches. »

La date de cette alerte ? Jacques Farber ne s'en souvient plus, probablement l'été 1943.

Jacques Farber quitte immédiatement sa chambre pour une planque que des amis lui ont trouvée à Aulnay-sous-Bois. « L'organisation ne m'a jamais rien donné. Tout ce que j'ai eu, je l'ai toujours eu par moi-même. » Et il poursuit : « De la gare d'Aulnay à chez moi, ma blessure me faisait terriblement souffrir. Un jour, j'ai regardé le train. Je me suis demandé s'il ne valait pas mieux finir ma vie. J'étais fatigué de marcher. »

Au début de 1944, Jacques Farber est muté à Lyon où il rejoint les groupes de combat. Il ne peut toujours pas bien marcher ni courir. Il ne participera plus à aucune action.

Le mois de mars 1943 est particulièrement néfaste aux FTP juifs. Le 10 mars à Suresnes, rue Pasteur probablement, deux partisans, Jules Kerbel et Maurice Radzinski, le frère de Sam le Rouquin, sont tués par l'explosion de leur grenade. Seul Jacques Kojitsky, le frère aîné de Raymond, en réchappe. Dans son rapport expédié de l'hôpital Rothschild, Paulette Shlivka précisera qu'il fut demandé à la mère de reconnaître le corps de son fils. Elle en aurait perdu la raison. Le 16 mars, c'est Paul Silberman, un Juif bessarabien de 33 ans, qui est mortellement blessé alors qu'il lance une grenade contre le cinéma Rex. Le 18 mars, après avoir lancé une grenade dans une cantine militaire allemande près de la gare de l'Est, Kaddish Sosnowsky est poursuivi, blessé, fait prisonnier. Le 16 mai 1943, il est condamné à mort et fusillé le 26 mai 1943 au mont Valérien. Il n'a pas 18 ans.

Les « actions » se poursuivent néanmoins. Quinze en avril et mai 1943. Le 27 mai 1943, Raymond Kojitsky, dit Pivert, est blessé.

Communiqué du 2<sup>e</sup> détachement :

Le 27 mai 1943 à 7 heures du matin, deux partisans armés ont jeté une grenade sur une section boche de passage rue de Courcelles ; la bombe est tombée en plein milieu, exterminant une quinzaine de boches. Dans leur retraite, les deux partisans ont été poursuivis. Le jeune Pivert âgé de 17 ans a été touché d'une balle dans le ventre, il s'est présenté chez plusieurs médecins du quartier qui ont refusé de le secourir. Malgré cela, il a regagné sa maison et les soins lui ont été donnés par notre médecin.

On nous a fixé pour objectif un groupe de vingt ou trente Allemands qui passaient au pas chaque matin rue Daru. Je devais assurer la protection, Roger Engro lancer la grenade. À ce moment, ce n'étaient plus des grenades à mèche qu'on allumait à la cigarette, mais de vraies grenades que l'on dégoupillait et dont Albert [Joseph Dawidowitch] nous avait expliqué le fonctionnement lors d'un rendez-vous aux Buttes-Chaumont.

Le premier jour, planqué dans la porte cochère du 13, rue Daru, je me mets en défense avec mon revolver. Je vois le groupe allemand passer. Mais au coin, un groupe d'enfants va à l'école. Si Roger grenade les Allemands, il touche aussi les enfants. Il renonce. La deuxième fois, au moment de lancer, il y a un Allemand. La troisième fois, je ne sais plus pourquoi, il ne l'a pas fait. Alors, « ils » l'ont changé. « Ils » ont dit : « Raymond, tu lances aussi la grenade. » C'est Albert [Joseph Dawidowitch] qui faisait la défense. On nous a donné une grenade à chacun.

On voit les Allemands qui sortent d'un local. On les suit. Ils ne prennent pas l'itinéraire habituel, par la rue de Courcelles où la défense nous attend. Ils remontent le boulevard de Courcelles. Je dis : « On va faire ça au coin de la rue. » Un coin de rue, c'est un coin de rue. Le premier coin de rue, c'est la rue Marguerite. Les Allemands arrivent. Je dis : « Vas-y. » On enlève les anneaux, on jette les grenades. On court. On entend l'explosion des grenades. Et, tout d'un coup, ça tire. Je me retourne. Trois Allemands, deux à genoux, un debout qui nous tirent dessus. Je cours. Manque de tomber. C'est là que j'ai dû être touché. Heureusement que je ne suis pas tombé. Ils m'auraient achevé à coups de crosse. On court. Je sens que je suis tout mouillé. J'enlève ma veste. C'est tout rouge. Je dis : « Merde ! je suis touché. » Et Roger me fixe avec un de ces regards ! Mais j'avais de l'énergie ! J'ai dit : « Viens. » On est repartis vers la copine qui nous attendait pour qu'on lui rende les armes. Je lui dis : je suis blessé. Mais je ne l'accoste pas. Et tout à coup, une nuée d'Allemands à vélo. Peut-être cinquante. Je dis à Roger : « On est cuits. » On ne voyait plus qu'eux, avec un officier qui gueulait.

Je fais une pause adossé au mur. Et ils sont passés ! On a continué. Mais j'avais peur. J'étais en train de mourir. On est entré dans une clinique. Le médecin m'a dit : « Je n'ai pas le droit de soigner ça. J'appelle police-secours. » J'ai dit non. On a continué. On a vu une plaque de médecin. On est montés. Il tremblait. Alors, je suis rentré chez ma mère, rue de la Mare, et l'organisation m'a envoyé un médecin.

Ce médecin est un Juif hongrois qui a francisé son nom de Andoral Falus en André Faloux. Les quinze Allemands tués semblent bien être le fruit de l'imagination de celui qui a rédigé le communiqué. En vérité, aucun Allemand n'a été touché lors de cette action<sup>13</sup>. Guéri, Raymond Kojitsky reprendra le combat dans l'équipe spéciale, car cette action du 27 mai 1943 est la dernière du détachement dont les compagnons seront provisoirement mis à l'abri.

Les mois de mars, avril et mai 1943 sont des mois difficiles pour l'ensemble de la MOI, politiques et militaires confondus. Louis Gronowski qui, rappelons-le, est à la tête du triangle de direction et qui est le seul en contact, par agents de liaison interposés, avec

Jacques Duclos se trouve menacé. Il est alors abrité dans un pavillon du Perreux par Roger et Simone Moga qui le préviennent. La police est venue s'informer sur leur locataire. À l'aide de son agent Betka, Louis Gronowski déménage la plupart des papiers et se rend chez Nadine Rougeaux, « qui gardait pour [lui] une cachette de réserve ». Mais sa sécurité est précaire.

Tout commença le lendemain de notre conférence nationale organisée pour l'examen de la nouvelle situation créée par l'extension des maquis, l'occupation de la zone sud et la création des FTP de la MOI dans cette zone. Estella Noce-Longo, responsable de la zone sud, avait bien sûr été conviée à cette conférence. La discussion, très animée, se termina si tard que je n'avais plus d'autobus pour me rendre de la porte de Vincennes au Perreux. Betka me proposa alors de me prêter pour la nuit sa planque du 13<sup>e</sup> arrondissement. Nous y soupâmes ensemble, puis elle me quitta pour aller dormir ailleurs. Le lendemain, elle me retrouva pour le petit déjeuner et à 8 h 30 j'étais prêt à partir : « Attends un peu, me dit-elle, nous partirons ensemble, j'ai un rendez-vous à 9 heures. — Non, je préfère partir seul. »

C'était un lundi. Le mercredi suivant, elle ne vint pas. Régine Barszczewski, mon autre agent de liaison, ne vint pas non plus<sup>14</sup>.

Régine Barszczewski, la sœur de Léa Krasucki et d'Idl Korman, avait été arrêtée.

C'est immédiatement après une rencontre fortuite rue Wurtz avec Betka, l'agent de liaison de Gronowski, que Jean Jérôme est arrêté. Jean Jérôme, celui avec qui Gronowski règle les questions financières et à qui il fournit « au besoin des hommes expérimentés dans le travail clandestin<sup>1</sup> », ne travaille plus spécifiquement avec la MOI. Sa grande chance, c'est que le lien ne sera jamais établi entre lui et les « terroristes » et que son « affaire » restera aux mains de la troisième section des RG et non de leurs Brigades spéciales.

En tout, selon Louis Gronowski, seize personnes de l'appareil de direction de la MOI sont arrêtées, dont Guergie Vassilicki-Blajek, membre du triangle de direction où il avait remplacé Artur London (tombé en août 1942, déporté à Mauthausen) et qui sera à son tour remplacé par Kowalski-Tcharny. Ainsi le triangle de direction de la MOI est-il constitué après avril 1943 par trois membres de l'ancienne sous-section juive.

« Au cours des mois d'avril-mai 1943, écrit Abraham Lissner, nous avons découvert des traces de police autour de l'unité juive<sup>15</sup>. »

Raymond Kojitsky a dit son sentiment d'avoir été suivi.

Henri Tuchklaper me donnait rendez-vous devant les cinémas. Il me disait : « Tu ne t'adresses pas directement à moi. Tu regardes les images. Deux personnes qui regardent les images, elles peuvent se parler sans qu'on le remarque. » Un jour, j'avais rendez-vous avec lui devant un cinéma des boulevards. Je le vois qui regarde les images. Je me place à côté de lui. Il me

dit : « Je suis suivi. » À côté de ce cinéma, il y avait une bouche de métro. J'ai vu un mec qui avait l'air de guetter. Le Plombier connaissait bien le quartier. Il a disparu. J'ai vu le type parler avec un autre. Ils devaient être deux.

Raymond Kojitsky et Henri Tuchklaper ont-ils prévenu leurs responsables ? C'est possible. Mais ils peuvent aussi n'avoir rien dit. À 17 ans, on a son orgueil. Ils ont peut-être eu la certitude, comme Paulette Shlivka trois mois auparavant, d'avoir « semé » la filature. Ils ont peut-être aussi eu peur de se faire « engueuler », voire punir par des chefs qui toléraient mal les faiblesses et dont les paroles un peu rudes faisaient fondre en larmes ces FTP par ailleurs si audacieux.

Rappelons ce que Jean Lemberger raconte dans *Des « terroristes » à la retraite* : il a été désigné avec Charles Mitzflicker pour jeter une grenade lors d'une séance aux Folies Bergère réservée à des officiers allemands.

Je devais m'avancer à 20 mètres de la file d'attente, lancer ma grenade et me retirer par la rue Saulnier. La rue Saulnier, c'est une rue longue, sans transversale. Je me voyais tiré comme un lapin et je n'ai pas pu le faire. Je me suis dégonflé [...]. J'ai vu Olivier [Holban] et Olivier m'a traité de tous les noms. Il m'a dit que c'était presque « un crime de ne pas avoir fait cette action ; on va prendre des sanctions contre toi ». Il m'a traité de traître et sur moi la réaction a été forte parce que venant d'une famille de militants... Je me suis mis à pleurer<sup>16</sup>.

Et encore Jacques Farber, suspendu à cause d'une action qu'il n'a pu faire : le matin, il avait renversé du lait bouillant sur sa jambe et il ne pouvait courir. Charles Mitzflicker a été obligé de le dire à son responsable. « On m'a suspendu pendant quinze jours. Au fond, on est un homme. Ça vexe quand vous êtes dans le combat et qu'on vous suspend ; c'est qu'on n'a pas confiance en vous, que vous avez fait une chose grave, irrégulière. » Devant des « chefs » qui ont le pouvoir de sermonner, « d'engueuler », de suspendre, ces combattants redeviennent de petits enfants.

Pourtant, en ce mois de mai 1943, la direction des FTP-MOI se rend compte de la gravité de la situation. Abraham Lissner écrit :

Le danger d'être pris dans le filet était imminent, il fallait agir vite. L'état-major avait alors décidé de dissoudre les groupes et de disperser tous leurs membres dans diverses localités de la banlieue afin de créer chez l'ennemi l'impression que tous les combattants avaient quitté Paris. C'était moi que l'état-major avait chargé de réaliser le stratagème, ce qui signifiait : fournir à chacun des partisans en cause de l'argent, des cartes d'alimentation et, éventuellement, un gîte bien camouflé.

Afin de ne pas perdre le contact avec les hommes, je devais aller voir chacun d'eux tous les jours et, d'autre part, je devais rester en contact avec la direction militaire pour l'informer de la situation de chaque partisan planqué et des moyens mis en œuvre pour accomplir ma mission. Dans le même temps, je

devais également, il est vrai à intervalles plus espacés, maintenir le contact avec les autres unités.

Cet état de choses avait duré plus de trois semaines. Ensuite, je remis chaque homme, séparément, entre les mains de l'état-major et personne ne manquait à l'appel. J'avais accompli tout ce travail sans y avoir été aidé par des femmes – agents de liaison –, inutile d'insister sur l'effort physique et moral qu'il comportait.

C'était sans doute un succès pour l'ennemi d'avoir ainsi mis en veilleuse pour un mois une des meilleures unités MOI de Paris. Il espérait refermer son filet sur l'organisation tout entière et mettre la main sur ses dirigeants, *mais ses plans ont échoué et, tout compte fait, on peut affirmer que la bataille a été gagnée par nous*<sup>17</sup>. »

Quelle bataille gagnée ? Les Allemands occupent toujours la France. Les Juifs continuent à être arrêtés et déportés. « Tout compte fait », écrit Lissner. Or ce compte est en vérité poignant. Une première série de FTP-MOI juifs (Roger Engro, Henri Tuchklaper, Meyer List, Baruch Lerner) sont arrêtés ce même mois de juin. Ils sont condamnés à mort le 20 septembre 1943 et fusillés au mont Valérien le 1<sup>er</sup> octobre. Les autres seront pris de nouveau en filature par les Brigades spéciales au plus tard le 27 juillet 1943, comme l'atteste le rapport de synthèse de leur filature, alors que la direction connaît, nous le savons avec certitude grâce aux documents publiés dans l'ouvrage de Diamant (1984), l'ampleur des informations que détiennent les Brigades spéciales.

Car c'est en ce mois de juin 1943 au plus tard, peut-être même avec la filature des jeunes, en janvier 1943 (et non en novembre), que se noue le drame des condamnés de *L'Affiche rouge*. Pourquoi remettre au combat à Paris des militants dont la direction peut raisonnablement penser qu'ils ont été repérés par la police ? Pourquoi ne pas les muter en province ? Ne pas les envoyer dans les maquis qui commencent à s'étendre un peu partout dans le pays ? Pourquoi encore la direction ne procure-t-elle pas à ces combattants de nouvelles planques ? Marcel Rajman conserve la sienne du 68, boulevard Soult, alors que sa mère occupe celle qu'il avait trouvée avant le 16 juillet 1942, au 296, rue de Belleville, rue juive s'il en est ! Avec d'autres, comme Fabien, la direction fera preuve de plus de prudence. Grillé à un endroit, il est affecté ailleurs. Dans la zone sud, à la moindre alerte, le FTP-MOI change de ville.

C'est donc en ce mois de juin 1943 que la direction de la MOI ou du parti communiste commet l'erreur, une erreur que l'on peut estimer criminelle, de maintenir à Paris des combattants ayant été à l'évidence repérés précédemment par la police. Les années 1980 furent celles de toutes les hypothèses, de toutes les accusations.

*Première hypothèse*, celle de Ganier-Raymond dans son livre *L'Affiche rouge*.

La direction du parti communiste a voulu, l'heure de la Libération approchant, se débarrasser de combattants étrangers aux patronymes imprononçables pour que le Parti apparaisse aux seules couleurs de la France. La direction tirait de leur combat un double bénéfice : celui de leurs actions et celui de leur élimination. Ce raisonnement s'appuie sur le sort qui fut fait aux dirigeants de la MOI devenus de hauts personnages dans les démocraties populaires après la guerre.

Le raisonnement par récurrence, ou téléologique, n'est pas de mise en histoire. La période 1948-1952 ne peut expliquer celle de juin-novembre 1943. Pourtant, l'idée que le Parti, éventuellement sur ordre de Moscou, ait donné ces militants, anticipant ainsi les purges stalinienne de l'après-guerre, a séduit une fraction de l'opinion publique et même certains FTP-MOI ayant quitté le parti communiste et devenus, suivant la formule, « anticomunistes ». L'étonnant, c'est qu'en acceptant ce raisonnement, ils ne se rendent pas compte qu'ils gratifient le parti communiste et Staline d'un pouvoir divinatoire. Sur le mont Sinaï, Dieu a révélé la Torah à tout le peuple juif réuni, générations passées, présentes et futures, de celles vivant à l'époque du patriarche Abraham jusqu'à celles de la fin des temps historiques. Sur la place Rouge, Staline aurait révélé l'histoire à tous les peuples, histoire passée, histoire présente, histoire à venir. En juin 1943, lui-même et ses prophètes, Jacques Duclos, Louis Gronowski, Adam Rayski, auraient prévu le procès d'Artur London, l'arrestation des médecins juifs, le rapport Khrouchtchev, la mise à l'écart des Juifs en Pologne, l'antisémitisme, nouvelle figure de l'antisémitisme.

Affirmer que le parti communiste a volontairement donné ces militants, c'est en dernière analyse incorporer l'image que les communistes veulent donner d'eux-mêmes : omniscients et infaillibles, extralucides et tout-puissants. Image diabolique, revers de l'image divine. Or ils ont été tout simplement des êtres humains, et comme tels faillibles.

L'affaire communément appelée « affaire Manouchian » est le résultat de la faiblesse des FTP, notamment MOI, et non de leur force.

Rien ne permet d'affirmer que le Parti voulait se débarrasser de ces hommes, de tout petits cadres, insignifiants sur le plan politique. C'est que l'opinion publique confond deux niveaux : le héros, le résistant qui a accompli des actions d'éclat n'est pas nécessairement promis à un grand avenir politique. Ceux de Lyon, les Gilles Najman, Jacquot Szmulewicz, Paul Mossovic, ceux de Paris, les Jacques Farber, Gilbert Weissberg, Jean Lemberger, Jacques et Raymond Kojitsky, n'ont jamais bénéficié d'une quelconque promotion dans l'appareil du Parti, au contraire des « politiques », les Jean Capkievitz, Robert Endevelt ou Henri Krasucki. Peut-être ne le souhaitaient-ils pas ? Peut-

être n'avaient-ils pas les « qualités » requises ? Penser que Marcel Rajman, Léon Goldberg, Jonas Geduldig auraient « mérité » une « position » après la guerre relève d'une idéalisation, d'une sujétion à l'image que le Parti donne de son héros : un homme total, réunissant en lui toutes les qualités – intelligence, courage, dévouement, sens politique, discipline.

Or, le colonel Toulpanov, parlant de la guerre en Union soviétique, montre bien l'incompatibilité entre l'héroïsme au combat et la vie politique en temps de paix. « L'armée est une école d'héroïsme, mais, la paix venue, l'héroïsme – qui est un coup de folie – mène plus souvent en prison qu'à la gloire. Après les années de guerre, il nous faut attendre que nos héros redeviennent des citoyens, c'est-à-dire tout le contraire<sup>18</sup> ! » Ou des militants, c'est-à-dire aussi le contraire.

*Deuxième hypothèse, celle émise par Stéphane Courtois<sup>19</sup>.*

Juin 1943 : il n'y a plus personne à Paris pour conduire la politique d'action directe à laquelle Staline et le parti communiste tiennent si fort. Or Paris a toujours été le symbole de la France révolutionnaire – du 14 juillet 1789 à la Commune de Paris, en passant par les Trois Glorieuses et les journées de Février et Juin 1848. Il est hors de question que le parti communiste ne marque pas sa présence dans la capitale. Les FTP-MOI sont dans une situation d'une extrême précarité ? Qu'importe. Pour les communistes, l'homme ne fut jamais le capital le plus précieux. Ces hommes étaient des Juifs, des Italiens, des Espagnols, des Arméniens. Ils auraient été sénégalais, algériens, bretons ou auvergnats, le problème eût été le même. Trois douzaines d'hommes à sacrifier à la politique de Staline ? On y avait déjà sacrifié des otages par centaines. Il n'y a pas de quoi fouetter une conscience de responsable communiste. Si c'est Jacques Duclos qui prit la décision, on peut douter qu'elle l'ait empêché de dormir.

Et le combat reprit, avec une réorganisation de ces groupes militaires. Les quatre détachements furent dissous. « Dissous ». Le terme semble impropre. Les chutes ont été déjà si nombreuses qu'il n'y a plus de quoi fournir quatre détachements. À leur place, le groupe des dérailleurs, dirigé par Boczov, et l'équipe spéciale, dirigée par Marcel Rajman et par un des Arméniens (Arsène Tchakarian en recense en tout sept) présents dans l'action directe, Missak Manouchian.

Rien ne permet d'étayer cette hypothèse. Les travaux de Franck Liaigre montrent que les FTP-MOI n'étaient pas les seuls FTP à Paris. Et surtout, que le résultat de leurs actions célébrées dans les communiqués était fort mince. La liste des actions de l'équipe spéciale et du groupe des dérailleurs telle qu'elle est entrée dans la légende est impressionnante, en particulier de septembre à novembre 1943.

## Pourquoi ?

C'est de septembre à novembre 1943 que le dispositif politique de la Libération est préparé avec, en septembre, le remplacement de Jean Moulin à la tête du CNR, en octobre la création du Comité parisien de libération et en novembre les négociations pour l'entrée (ratée provisoirement) des communistes au gouvernement du général de Gaulle à Alger. Dans cette période, le PCF a utilisé à fond son image de parti le plus résistant, le plus dynamique, le plus héroïque, le plus exigeant dans son patriotisme. Et c'est en partie sur l'héroïsme, mais aussi sur le désespoir des FTP-MOI que le PCF a construit sa position de force au sein de la Résistance française, face à de Gaulle<sup>20</sup>.

Certes. Mais on ignore le poids de la MOI dans la construction de cette image.

Le commissaire politique est alors Joseph Dawidowitch (pseudonyme Albert), militant syndical juif avant la guerre, FTP probablement depuis la fin de l'été 1942, le responsable militaire Boris Holban, dit Olivier, militant dans l'émigration roumaine et que les militants juifs connaissent mal. En septembre 1943, il quitte son commandement en raison d'un désaccord portant sur la tactique militaire. « Il fallait renoncer aux seuls groupes de trois pour mener des attaques par vagues en équipes plus compactes. Et il fallait aussi attaquer d'autres types d'objectifs, y compris les objectifs financiers auxquels, jusque-là, les FTP-MOI ne touchaient pas<sup>21</sup>. » Cette tactique, Olivier Holban la juge trop coûteuse.

Pourtant, les chutes ne sont pas dues à une quelconque erreur tactique, mais bien au travail des Brigades spéciales. Car à peine formée, l'équipe spéciale et le groupe des dérailleurs sont surveillés, comme le montre le rapport de synthèse de la longue traque qui s'étend du 27 juillet au 16 novembre 1943 :

Nous avons l'honneur de vous rendre compte qu'au cours d'une précédente affaire un militant identifié comme étant Rajman Marcel, né le 1<sup>er</sup> mai 1923 à Varsovie (Pologne), n'ayant pu être appréhendé en raison de sa très grande méfiance, avait été perdu de vue. L'ayant rencontré fortuitement au cours de nos surveillances journalières, selon les instructions reçues, nous l'avons pris en filature. Celles-ci nous ont amené à identifier un certain nombre d'étrangers dont l'activité en faveur du MOI ne faisait aucun doute.

Dans son ouvrage *L'Affaire Manouchian*<sup>22</sup>, Philippe Robrieux, qui s'acharne à démontrer qu'il y eut un traître (Jean Jérôme ou Olivier Holban) à l'origine de la chute du groupe, affirme qu'en langage de police, « fortuitement » signifie « à l'aide d'un indicateur ». Quand bien même cela serait, l'indicateur pourrait être une concierge, un patron de café, un serveur de restaurant, un maître nageur... mais les Brigades spéciales ont pu aussi tout simplement quadriller de temps à



autre les quartiers fréquentés par les juifs communistes : les environs de la Nation, la rue de Belleville.

Car – et c’est ce qui frappe le plus à la lecture d’un rapport qui tait toutes les actions – c’est la vie que mènent ces jeunes. Marcel Rajman, en particulier, semble mener la vie « normale » d’un jeune passant l’été à Paris. Son jeune frère Simon, André Terreau (un militant de la JC du 11<sup>e</sup>, qui habitait aussi rue des Immeubles-Industriels) et lui forment un trio inséparable. Malgré les consignes de sécurité, ils fréquentent toujours les mêmes restaurants (Les Platanes, 39, avenue de la Porte-de-Pantin ou Chez Bouboule, 80, boulevard Diderot), se rendent les uns chez les autres. Au 68, boulevard Soult, au 296, rue de Belleville, chez la mère des frères Rajman, ou encore passage Stinville, dans le quartier de Picpus, non loin de la rue des Immeubles-Industriels où les frères Rajman ont passé la plus grande partie de leur enfance. Ils vont à la piscine, la piscine municipale de Saint-Mandé ou celle des Tourelles. Car la natation, où il excellait, fut la passion de Marcel. Toute enquête policière de routine ne pouvait ignorer ce hobby. La plupart de ces fréquentations figurent déjà dans le rapport de filature qui a amené à l’arrestation des membres de l’organisation de la Jeunesse.

À partir de Marcel Rajman, les FTP étrangers sont filés, « logés » les uns après les autres. Des policiers des Brigades spéciales ont dû être présents lors de leurs actions, l’attentat contre la voiture de von Schaumburg ou celui contre Ritter, le représentant en France de Sauckel, le 28 septembre 1943 à 9 heures du matin. Ce jour-là, le rapport de police note simplement que Missak Manouchian sort de chez lui à 10 h 10 (ainsi est confirmé le fait qu’il n’a pas participé à l’attentat contre Ritter), alors que Rajman, qui aurait perpétré cet attentat en compagnie de l’Espagnol Alfonso et du juif allemand Marcel, rentre chez sa mère à 10 h 40. Une mère avec laquelle il n’a jamais rompu, malgré les consignes : « Je ne puis te dire qu’une seule chose, lui écrira-t-il dans sa dernière lettre, c’est que je t’aime plus que tout au monde et que j’aurais voulu vivre rien que pour toi. »

Un exemple de la précision de la filature :

21 octobre à 10 h 45, Stanzani sort de nouveau de chez lui, à 10 h 45. On l’a vu auparavant rencontrer Bocsov, un dénommé Lerouge, non identifié, Wajsbrot. Il porte un panier d’osier. Il prend le métro à la porte de Choisy et à 11 h 45 sort à la gare de l’Est. À 12 h 20, il s’installe sur un banc dans le hall. À ce moment, nous apercevons Bocsov qui circule, puis Goldberg, Martiniuk, Fingerweig et Elek qui arrivent successivement. Goldberg porte sur le dos un sac de camping paraissant lourdement chargé. Fingerweig porte une musette bourrée, Elek un sac de camping. Nous apercevons également Wajsbrot qui circule dans le hall avec une musette pleine sur le dos.

Le détachement des dérailleurs au grand complet avec, à leur

tête, Joseph Boczov, dont le rapport de police du 3 décembre 1943 rendant compte de l'arrestation de soixante-sept militants<sup>23</sup> établira le *curriculum vitae* :

Né le 3 août 1905 en Hongrie, célibataire sans enfants, ébéniste sans travail, domicilié 9, rue Caillaux à Paris 13<sup>e</sup>, militant depuis 1942, assurait la mise au point et l'essai d'engins de toutes natures. Les bombes cylindriques à couvercle embouti du type « Claude Tillet » sont de sa conception et de sa fabrication. Il était connu sous le nom de Torok François. Il était porteur d'une fausse carte d'identité française à son nom.

C'est lui encore qui contrôlait le dépôt de matériel du 1 bis, rue Lanneau, où la police mettra la main sur des armes et des documents. Goldberg, Fingercweig, Elek prennent donc le train de 11 h 45 ce 21 octobre pour Troyes.

Boczov paraît surveiller l'opération. Wajsbrot et Stanzani ne prennent pas le train de 11 h 45. Après la gare de Nangis, Fingercweig parcourt le train. Nous arrivons à Troyes à 14 h 45. Tous descendent et sortent de la gare par équipes de deux. Martiniuk, Goldberg, Elek se rejoignent devant la Brasserie du Lion-de-Belfort où ils pénètrent. Fingercweig se rend dans une rue voisine où il est rejoint par Goldberg qui le quitte aussitôt pour rejoindre ses compagnons au Lion-de-Belfort où ils déjeunent. À 15 h 20, Fingercweig rejoint les autres à la brasserie. À 16 h 20, ils ressortent. Tous prennent la route de Dijon, marchant par équipes de deux séparés d'une centaine de mètres. Ils traversent Saint-Julien-les-Villas et passent la Seine, Goldberg prenant la direction de la troupe. [...] Nous les perdons de vue à la sortie de Saint-Julien-les-Villas à un endroit où se trouve une villa portant le n° 2 après avoir passé un pont de bois à proximité d'un barrage.

Le 22 octobre, vers 6 heures du matin, nous apercevons Goldberg et ses camarades arriver deux par deux. Le sac de Goldberg paraît moins chargé, de plus Fingercweig porte en travers de sa musette un objet cylindrique de 40 centimètres de long. Nous apprenons par la suite qu'un attentat a eu lieu dans la nuit à Chaumont.

Le 26 octobre 1943, le commissaire aux effectifs des FTP-MOI est arrêté. Robert Dassonville, commissaire interrégional aux effectifs de tous les FTP, rend compte, dans un rapport destiné à René Camphin, de la disparition de Joseph Dawidowitch. Il l'a rencontré pour la dernière fois en gare de Conflans-Sainte-Honorine ce même jour. Tous deux étaient filés par deux hommes (il s'agissait des inspecteurs de la BS2 André et Constant). Ils ont marché de la gare à la porte Montigny. Lui-même a échappé à la filature<sup>24</sup>.

Pourquoi les Brigades spéciales ne procèdent-elles pas à l'arrestation des membres de l'équipe spéciale ou du groupe des dérailleurs alors qu'ils sont filés et logés ? Espèrent-elles un coup de filet total, qui permettrait d'éradiquer définitivement les FTP de la région parisienne, voire de remonter jusqu'aux chefs, Gronowski et,

par lui, Duclos ?

Les arrestations commencent apparemment par celle de Dawidowitch, commissaire politique. Le 15 novembre, le rapport dit :

Faisant connaître qu'à la suite de Dawidowitch, les individus semblant être les responsables importants de l'organisation font preuve d'une très grande méfiance et que leur surveillance est de ce fait rendue très délicate. En conséquence, nous déposons à notre cabinet le résultat de nos filatures au cours desquelles nous sommes parvenus à établir avec certitude le domicile des individus surveillés.

Les arrestations sont donc massives. Parmi elles, deux membres de l'équipe spéciale, Celestino Alfonso et Marcel Rajman, dont nous rappelons qu'il est filé depuis janvier 1943 !

La surveillance policière suffit à expliquer la chute des FTP-MOI. Ils étaient filés et logés. En revanche, les arrestations de Joseph Epstein lors de son rendez-vous à la gare d'Évry-Petit-Bourg avec Missak Manouchian est sans doute le fruit de la trahison de Dawidowitch. Mais cette « affaire » est en marge de la destinée des communistes juifs dont nous suivons la vie et l'action. Grâce à l'arrestation d'Epstein, qui reconnaîtra ses fonctions et donnera l'adresse de ses planques, comme le montre Franck Liaigre, la BS2 poursuit ses arrestations au-delà des FTP-MOI.

Dawidowitch a effectivement beaucoup parlé, et très vite. Il fut remis en liberté par les Brigades spéciales.

C'est lui qui connaissait tout le monde. Il s'occupait de tout ce qui touchait au moral des combattants, il intervenait dans le choix des hommes et c'est par lui que transitaient l'argent, la littérature, les cartes d'alimentation<sup>25</sup>.

Sa libération est le signe indubitable de sa trahison et de l'origine de la chute. Il devait servir aux Brigades spéciales de nouveau « jalon ».

Si l'on en croit Boris Holban dans son livre de mémoires *Testament*<sup>26</sup>, un commissaire de police « patriote » a averti qu'il avait parlé. La note a suivi un circuit compliqué passant par le PCF et redescendant vers les responsables de la MOI encore en liberté. Or Dawidowitch s'est évadé et propose de réintégrer le combat. Holban organise une rencontre le 28 décembre dans une maison de Bourg-la-Reine. Abraham Lissner est lui aussi présent. Après un interrogatoire serré, Dawidowitch est exécuté, son cadavre jeté dans un terrain vague.

Le 19 février 1944 s'ouvrait le « procès des 23 ». Pourquoi ce procès ? La logique n'en est pas à rechercher dans la lutte des communistes, mais chez les nazis dont la situation est de plus en plus désespérée sur tous les fronts et qui tentent de montrer que la

Résistance, c'est la « libération par l'armée du crime » – une opération de propagande comme il y en eut d'autres, par exemple lors du premier procès de FTP, celui dit de la « Maison de la chimie ». Quel fut l'impact de « l'affiche rouge » collée sur les murs de toutes les villes de France ? La légende véhiculée par le poème d'Aragon chanté par Léo Ferré veut qu'une main ait écrit « morts pour la France ». Rien ne le prouve. Seul Maurice Benadon, parmi ceux avec je me suis entretenue, a le souvenir d'une telle inscription.

Lionel Rochman, dans *La Belle Âge*, se souvient d'une tout autre réaction :

[...] Où il y a légende, et légende édifiante, c'est dans le récit flatteur qui prévaut aujourd'hui de la façon dont les Français – et moi-même – *reçurent le coup de l'Affiche rouge en mars 1944*<sup>27</sup>. Notre vérité de mars 1944, courte et momentanée il est vrai, Dieu merci, fut que nous eûmes honte de cette affiche – et j'ai honte d'écrire ici que j'ai eu honte alors. Une trop pieuse hagiographie a depuis idéalisé pour la postérité ce qui fut ressenti en réalité sur le moment [...] cette image d'une main inconnue écrivant la nuit sur l'Affiche rouge : « Martyrs... »

Une main ? Une *seule* main<sup>28</sup>. Quel faible pourcentage... Une main, peut-être. À Paris, peut-être. À Guéret, non, dans aucun Guéret, malgré la Résistance montante. Oui, même moi qui ne savais pas encore que j'étais maquisard, j'avais honte d'être juif, et honte que ces combattants (mais je ne savais même pas que c'étaient des combattants) non pas aient tué des Allemands, bien sûr au contraire ; mais honte qu'ils fussent juifs, ou étrangers. Ou les deux.

Se fussent-ils appelés Martin ou Durand, j'aurais communiqué dans leur mort et dans leur martyre. Mais ils s'appelaient Grzywacz et Wajsbrot et Fingercweig et c'était imprononçable. Oui, les propagandistes firent bien leur besogne en imprimant l'Affiche rouge. Oui, après des années de martèlement antijuif, même les résistants se devaient d'être de bons Français de souche, bien de chez nous. Les nazis de France nous avaient entraînés là sur leur terrain. Dans le maquis, Bloch s'appela lieutenant Jules et Grynbaum lieutenant Adolphe, et ainsi de suite [...] Le pieux mensonge d'une France communiant secrètement dans la douleur au moment où fut apposée l'Affiche rouge, mensonge entretenu par notre « bonne conscience nationale », a trop longtemps masqué que la propagande (on dirait aujourd'hui la désinformation) a le pouvoir de créer de toutes pièces une vérité seconde qui peu à peu supplante la vérité tout court<sup>29</sup>.

Quant à Simone de Beauvoir, témoin méticuleux s'il en est, elle écrit simplement dans ses Mémoires :

À Paris, les occupants ne collaient plus d'Avis aux murs ; cependant, ils affichèrent la photographie des « terroristes étrangers » qu'ils condamnèrent à mort le 18 février et dont vingt-deux furent exécutés le 4 mars : malgré la grossièreté des clichés, tous les visages qu'on proposait à notre haine étaient émouvants et même beaux. Je les regardai longtemps, sous les voûtes du métro, pensant avec tristesse que je les oublierais<sup>30</sup>.

Si l'Affiche rouge ne servit probablement ni à retarder la chute du III<sup>e</sup> Reich ni à renforcer la Résistance, elle eut une fonction essentielle,

celle d'être un objet de mémoire, comme l'a bien vu Mélinée Manouchian :

Il y a des jours où je ne peux pas m'empêcher de penser que peut-être, si les nazis n'avaient pas fait cette Affiche rouge, personne n'aurait parlé de Manouchian, de Boczov, de Rajman, d'Alfonso et des autres combattants étrangers. On les aurait enterrés et oubliés. Regardez les survivants, qu'est-ce qu'ils sont devenus<sup>31</sup> ?

Manouchian, Boczov, Rajman, Alfonso. La mémoire communiste, celle de l'Affiche rouge, se focalisa-t-elle délibérément sur Missak Manouchian ? Les éditions Messidor choisirent d'éditer en 1986, en réponse au film de Mosco dont le PCF échoua à interdire la diffusion, un livre sans grand intérêt lui donnant la caution d'un agrégé de l'université, Roger Bourderon, qui le préfaça. C'est que ce livre était signé d'un Arménien, Arsène Tchakarian. Or, il y a une Arménie soviétique et possibilité de récupérer la mémoire de ces combattants en les inscrivant et dans l'histoire du parti communiste et dans celle de l'Arménie soviétique, où Mélinée Manouchian vécut de nombreuses années après la guerre. Les Juifs sont d'un maniement plus délicat.

Les membres de l'équipe spéciale et des groupes de dérailleurs, des « terroristes », sont donc condamnés à mort et exécutés. Les membres de leur famille arrêtés en même temps ou les militants qui n'avaient pas fait d'actions armées connaîtront un sort différent suivant le sexe. Les femmes seront déportées à Auschwitz. C'est le cas de la mère de Marcel et Simon Rajman, qui n'est pas revenue. Les hommes, de tout jeunes gens parfois, comme Simon Rajman qui n'a pas 16 ans ou l'inséparable André Terreau, furent déportés au camp de Buchenwald, d'où ils sont revenus.

Dans sa thèse sur les FTP, Franck Liaigre établit que, contrairement à ce que certains historiens ont écrit, les FTP-MOI ne constituèrent jamais à Paris la majorité des FTP : 7,5 % à l'été 1942, 25 % en décembre 1942, 45 % – c'est le maximum – en février 1943, pour redescendre à 22 % à l'été 1943. Il montre aussi que les FTP-MOI auraient pu continuer le combat : Léo Kneler, à la tête de l'équipe spéciale, n'avait pas été arrêté, et les services techniques, dont le service de renseignements de Cristina Boico, étaient intacts. Il en fut décidé autrement par la direction du PCF, peut-être parce que les Italiens furent transférés dans leur pays. Franck Liaigre montre encore que le niveau des attentats pendant les quatre premiers mois de 1944 fut identique à ceux des mois ayant précédé la grande chute, perpétrés par les seuls FTP.

## 13

### **Lyon, capitale de la résistance communiste juive**

Après la chute de l'organisation de jeunes juifs et celle de leurs aînés, puis la grande chute des FTP-MOI de novembre 1943, il n'y a pratiquement plus de résistance juive communiste à Paris.

Lyon est désormais la capitale de la Résistance communiste juive. Certains « cadres » – c'est le cas de Sophie Szwarc – y ont été transférés dès le mois de juin ou juillet 1943. En septembre 1943, la direction des organisations juives, et à sa tête Adam Rayski, y est officiellement établie.

L'Union des juifs pour la résistance et l'entraide existe depuis quelques mois. En décembre 1943, un « rapport d'activité » de dix pages, signé Marcel (c'est le nom de guerre de Rayski), permet d'analyser sa ligne politique, son action et ses objectifs<sup>1</sup>. C'était, au début des années 1980, le seul rapport d'activité à la disposition des chercheurs. Désormais, des dizaines d'autres rapports peuvent être consultés. S'ils permettent d'affiner notre connaissance de l'organisation, en donnant par exemple l'état de ses effectifs, ils montrent une constance de l'analyse politique et des difficultés rencontrées. L'histoire est une construction par traces. Nous ne disposons jamais de toutes les archives. Mais comme en archéologie, une pièce peut parfois permettre de reconstituer le tout.

Le rapport dresse d'abord un bilan de la persécution dont sont victimes les juifs de la part d'un Sipo-SD toujours plus féroce et sauvage. Comme « il n'existe plus de grandes concentrations de Juifs »,

les méthodes ont changé : moins de rafles, davantage de dénonciations de juifs. Comme les Juifs vivent souvent avec de faux papiers, la police procède, lors des contrôles d'identité, à des déculottages pour identifier ceux qui sont circoncis. À l'action de la Gestapo et de la police s'ajoute celle de la Milice qui a attaqué des Juifs pendant leurs prières dans les synagogues de Lyon, Nice et Marseille. De fait, Rayski n'a ni tout à fait raison ni tout à fait tort. En zone sud, la police française ne fait plus de rafles ; mais, comme le montrent les travaux de Tal Bruttman<sup>2</sup>, on est passé à la « chasse aux Juifs » par les membres du SD et les ultras de la collaboration. Les fichiers, aux mains de Français, ne jouent plus le rôle qui fut le leur en zone occupée lors des grandes arrestations de masse de 1941 et 1942.

L'analyse des communistes juifs n'a guère évolué depuis 1941. La politique antijuive est toujours décrite comme ayant pour objectif de diviser les Français. En effet, la Milice et la police de Vichy auraient, selon Rayski, envisagé ces actes comme « un prélude à une grande action pogromiste qui peut être pour eux un point de départ pour le déclenchement d'une guerre fratricide en France en vue de contrecarrer l'insurrection nationale ».

Le rapport affirme que la population juive ne donne aucun signe d'affolement : les Juifs de Grenoble, par exemple, auraient quitté la ville (occupée par les Allemands depuis le départ des Italiens en septembre 1943) et se seraient dispersés dans des chalets de montagne. Là encore, les travaux de Tal Bruttman montrent que s'il y a dispersion, d'autres Juifs arrivent encore à Grenoble.

Le premier problème abordé dans ce rapport est celui de l'unité entre toutes les organisations juives. Il faut signaler qu'à Lyon existe déjà un organisme coordonnant tous les mouvements d'immigrés : Bund, Fédération des sociétés juives de France, différents mouvements sionistes, à l'exception des groupes communistes. En juillet 1943, l'UJRE rencontre les représentants de ce comité de coordination à Lyon.

La discussion porta principalement sur l'aide à la population juive et sur sa protection, mais aussi sur la résistance armée. Sur la nécessité de développer l'assistance, l'accord fut immédiat et unanime. Sur la lutte armée, les vieilles oppositions resurgirent. La FSJF (Fédération des sociétés juives de France) refusa d'admettre la thèse de l'UJRE. Comme Solidarité en août 1941, l'UJRE soutenait que la sauvegarde des Juifs était inséparable de la lutte armée et que la condition du salut était d'assurer au plus vite la défaite de l'Allemagne. Les Juifs devaient absolument participer au combat non seulement pour affirmer leur propre dignité nationale, mais aussi pour prouver à l'ensemble des Français qu'ils prenaient part à la bataille pour la Libération<sup>3</sup>.

Pour les autres organisations, l'objectif doit être de sauver le

maximum de personnes, et la lutte armée ne peut qu'entraîner de nouvelles représailles.

La divergence entre les communistes et les autres est donc de taille. Mais l'unité est un impératif pour tous les communistes. Et les communistes juifs acceptent que les groupes armés ne dépendent pas du Comité général de défense des Juifs, le nouvel organisme unitaire et national, dans lequel les communistes juifs ont leur place, comme les communistes ont gagné la leur dans le CNR.

Pourtant, les communistes n'auront de cesse que d'amener les autres organisations qualifiées de « partis et groupements de la petite bourgeoisie » à leurs positions. Car ces organisations sont « attentistes », injure suprême dans cette période de lutte à outrance. Mais d'un attentisme différent de celui de certaines formations françaises du fait de « son caractère particulier juif ». Et pour expliquer ce caractère particulier, Adam Rayski s'appuie sur un tract que distribuent les sionistes et qui s'intitule « Les Juifs et la guerre ». Que dit ce tract, selon la direction communiste ? Que les sacrifices des Juifs dans la lutte contre Hitler sont inutiles car les Juifs n'ont reçu aucune garantie pour l'avenir ; ainsi, commente Adam Rayski, cette position « tend à semer parmi les masses juives l'idée de non participation à la lutte contre Hitler ».

Adam Rayski développe cette idée dans un autre texte, daté lui aussi de décembre 1943, « Les Juifs *dans* la guerre ». Ce texte pose clairement le problème du salut pour les Juifs et y répond non moins clairement :

Une seule voie s'imposait, la voie d'une lutte à outrance, sans merci, contre l'ennemi sanguinaire pour débarrasser le monde de ce danger mortel. Cette lutte, les Juifs la mènent aux côtés des peuples des pays qu'ils habitent. Les Juifs des États-Unis, d'Angleterre, d'Union soviétique et de Palestine combattent dans les rangs des armées de leurs pays respectifs. Pour ce qui concerne les Juifs des pays opprimés, leur place est parmi les troupes des partisans et dans les organisations de résistance et de lutte. D'une manière générale, les Juifs ne peuvent mener la lutte contre l'ennemi hitlérien qu'en liant leurs forces aux forces armées ou politiques de chaque pays.

Participation sans calcul, sans condition, pense Adam Rayski, car la destruction de la « bête hitlérienne » est vitale pour les Juifs. Et de s'appuyer sur une déclaration de Ben Gourion indiquant que les juifs de Palestine combattent dans les rangs de la 8<sup>e</sup> armée, alors que la Grande-Bretagne n'a donné aucune garantie quant à l'avenir de la Palestine.

On ne saurait être en désaccord avec une telle analyse. Le sort des Juifs dépend, en dernier ressort, de la fin de la guerre. Mais Rayski n'évoque pas une seconde le coût de la politique de lutte armée suivie par son parti : otages juifs communistes fusillés, combattants FTP-MOI



décimés en zone nord par une répression impitoyable. Ni d'ailleurs les difficultés que son organisation eut à recruter des combattants, difficultés évoquées dans chacun de ses rapports<sup>5</sup>. Et pour quels résultats ? Quel apport à l'effort de guerre des Alliés, quand des batailles mettent en ligne des combattants par centaines de milliers et quand le poids des armes – chars, aviation, sous-marins – est autrement décisif ? Étudiant les FTP dans leur ensemble, et non les seuls FTP-MOI, Franck Liaigre dresse le même constat : un recrutement très difficile, des effectifs toujours très restreints, une répugnance à la lutte armée, des résultats fort minces sur le plan militaire<sup>6</sup>.

Quarante ans plus tard, Adam Rayski avancera une idée belle et forte :

Sur l'horloge de l'histoire, les aiguilles avançaient plus vite pour les Juifs que pour les autres populations de l'Europe occupée. Le temps des autres n'était pas exactement le nôtre. [...] Cela tenait au décalage qui ne cessait de se creuser entre le rythme relativement lent des opérations militaires [...] et la vitesse diabolique avec laquelle progressait « cette guerre dans la guerre » déclenchée par le national-socialisme contre les Juifs. Le temps qui passait montrait même que plus le sort des armées penchait du côté des Alliés, plus les opérations de génocide s'accéléraient et s'intensifiaient<sup>7</sup>.

Cette idée qui aurait animé l'action des communistes juifs pendant la guerre n'est jamais présente dans les textes de l'époque. Les Juifs sont *dans* la guerre, un point c'est tout.

Aujourd'hui des combattants juifs s'inscrivent au tableau d'honneur de l'armée anglaise, de l'armée des États-Unis, de l'armée française de l'Afrique du Nord et des troupes de partisans de Pologne, Yougoslavie, Grèce, etc. Ici, en France, devant nos yeux, des partisans juifs se battent côte à côte avec leurs amis français. Ils ne se posent pas la question : quelles garanties on leur donne, ils ne s'adressent pas aux prophètes pour leur faire présager l'avenir. Ils savent qu'ils accomplissent leur devoir de Juifs et de citoyens. Ils savent qu'ils ont à venger des millions de Juifs déportés et massacrés, ils savent qu'il n'y a pas un autre chemin de salut en dehors de la lutte contre les barbares nazis<sup>8</sup>.

La critique des sionistes par Adam Rayski englobe dans un même mouvement « l'attentisme » et la méfiance qu'ils expriment envers l'Union soviétique « en essayant de démontrer qu'il y a là-bas un retour de l'antisémitisme<sup>9</sup> ». Les sionistes s'appuient sur un discours d'Ilya Ehrenbourg, membre du Comité juif antifasciste, qui glorifie les combattants juifs de l'Armée rouge et propose l'édition d'un livre-album relatant leurs faits d'armes pour répondre à ceux qui, « dans les Républiques lointaines de l'Union soviétique », précise Rayski, demandent « pourquoi [on ne voit] pas les Juifs au front ». La question de l'Union soviétique ne doit pas être une source de division, ni l'objet

d'un débat, précise Rayski. Car, ne l'oublions pas : l'heure pour *tous* les communistes est à l'unité. D'ailleurs, il ne peut y avoir de débat, puisqu'il s'agit d'un « fait historique ».

En URSS, l'antisémitisme et le racisme ont été extirpés jusque dans leurs racines et leur retour est impossible. C'est le seul pays où les Juifs ont vu garantir leurs droits d'hommes et de citoyens, où la crainte des pogromes et des persécutions a disparu pour toujours, où la discrimination antijuive n'a pas de raison d'être.

La méfiance envers l'URSS et l'attentisme ne sont pas moins « dangereux et néfastes que la passivité ». Car c'est de l'URSS que sont venus « l'exemple et la lumière ».

Aurions-nous encore pu résister sans l'exemple de cette volonté farouche de résister et de vaincre ? Les peuples opprimés, et avant tout notre malheureux peuple, auraient déjà succombé sous ce déchaînement de barbarie et de sauvagerie bestiale si nos cœurs n'étaient pas, dans les heures les plus sombres de notre martyrologe, réchauffés par les rayons d'espoir émanant de l'exemple du peuple soviétique, de nos frères soviétiques<sup>10</sup>.

Si les sionistes récusent la lutte armée, l'organisation communiste se fixe, elle, pour objectif d'« assurer la participation de la majorité de la population juive dans les batailles pour la libération de la France<sup>11</sup> ». Et Adam Rayski explique l'action des représentants de l'UJRE au deuxième plénum du comité d'unité qui vient de se réunir. Les communistes ont réussi à faire prendre une décision « d'aide au FTP » et la « décision que les secours aux hommes valides seront de plus en plus réduits, les poussant ainsi à prendre part aux combats<sup>12</sup> ». La fin, en l'occurrence le renforcement des FTP, justifie tous les moyens. C'est dans cette perspective, l'exaltation de la lutte armée, la contribution indispensable des juifs à l'effort de guerre des Alliés, qu'il faut comprendre l'importance donnée par la presse juive à l'insurrection du ghetto de Varsovie présentée comme un modèle. Or Varsovie n'est ni Paris ni Lyon.

Le rapport d'activité passe ensuite en revue la situation des différents mouvements créés par les communistes : groupes de combat, MNCR, UJJ. Et d'abord les groupes de défense et de combat qui ont été créés à l'été 1943, quand le problème s'est posé de faire passer des masses plus importantes à la lutte armée. Ainsi, « notre direction a envisagé la création d'une formation large, englobant des éléments sans parti, désirant participer aux combats, si ce n'est pas actuellement, au moins plus tard ». En décembre 1943, ces groupes existent à Marseille et dans la région lyonnaise, où ils regroupent, selon Rayski, quatre-vingt-dix adhérents, ce qui est un chiffre modeste au regard de la population juive.

En 1943, avec Winny et Roman Lesch, j'ai été chargé de former à Lyon les groupes de combat. Je tenais à être dans une organisation juive. Je ne me sentais pas tellement juif, mais on rendait les Juifs responsables de tous les maux de la terre. On a d'abord recruté les anciens militants éprouvés et on a commencé à faire de la propagande. Pour convaincre ceux à qui je m'adressais, je leur faisais honte en tant que Juif. Je leur disais qu'il ne faut pas se laisser faire, laisser les autres se battre. Beaucoup ont été sensibles à ce raisonnement. C'étaient des jeunes, absolument pas politisés. Le premier travail que l'on faisait avec eux, c'était l'instruction militaire dont Winny avait la responsabilité.

Léon Habif avait quitté Paris en 1941, sous la pression de ses parents, conscients du danger. Son pronostic de l'époque : la guerre va durer six mois. Il a un peu d'argent et décide de passer le temps le plus agréablement possible à Cannes. Passent les semaines, passent les mois. À l'évidence, son pronostic est erroné. La guerre va durer longtemps. Et son ami Maurice Benadon lui conseille de « monter à Lyon », d'y contacter Oscar Centner, « un très bon copain », qui pourra l'aider à s'installer et à trouver du travail. L'accueil d'Oscar est chaleureux. L'appartement et la table lui sont ouverts. « En ce temps-là, dit Léon Habif, c'était la vraie camaraderie. » Un beau jour, des copains avec qui Oscar Centner l'avait mis en contact lui annoncent : « On forme un groupe de résistants. Un groupe de Juifs. Pour la plupart, des étrangers qui n'ont jamais tenu une arme. Est-ce que tu peux leur faire un peu d'instruction ? » Léon Habif s'est bien battu en 1940, rappelons-le. Il a reçu la croix de guerre. Il accepte tout de suite.

On m'a donné un petit pistolet, un 6.35. Le pistolet dans la poche, un petit bouquin d'instruction que j'avais conservé de l'armée, j'ai entrepris la tournée de gens qu'on m'indiquait pour les initier au maniement d'armes. J'admirais beaucoup ces gens qui sont devenus mes amis. Ils n'avaient jamais vu une arme de leur vie et la vue du petit revolver les terrifiait. Ils ne comprenaient pas qu'on puisse s'en servir. Plus tard, je les ai vus, comme Maumau [Maurice Benadon], faire des actes extraordinaires.

Maurice Benadon, dont Léon Habif nous dit : « Il avait tout de l'intellectuel. Il était gaucher et si maladroit que je lui disais : "Tu es gaucher des deux mains." Pourtant, il s'est bien battu. »

Léon Habif, dont tous m'ont dit qu'il était sans conteste le meilleur combattant des groupes de combat, ne s'est jamais intéressé à la politique, ne s'y intéressera jamais. « Ce qui me motivait, c'était l'action. On m'attaquait, je me défendais. »

Comme Léon Habif, Maurice Benadon s'était réfugié en zone libre. Comme le père est mort, son frère et lui sont responsables de leur mère, dont la santé est chancelante, et de leur petite sœur. Les

économies fondent et Maurice Benadon trouve du travail à la gare de marchandises de Cannes-La-Bocca. Il n'a alors aucun contact avec le Parti. Tout seul, il tente de faire de la propagande auprès des soldats italiens et de saboter des envois allemands à destination de Gênes, un des principaux ports de l'Axe. Les Italiens le repèrent, l'arrêtent, le morigènent, le relâchent : qu'on ne l'y reprenne plus.

Pendant le séjour à Cannes, Maurice trouve le contact avec un réseau qui emmène sa jeune sœur en Suisse. Mais, la santé de sa mère se détériorant, il décide de gagner Nice où les réfugiés juifs sont nombreux. Et c'est l'armistice séparé, signé entre le gouvernement de Badoglio et les Alliés. L'armée allemande entre dans la zone d'occupation italienne. Les Juifs sont pris comme dans une souricière. Les rafles sont sauvages, implacables. Maurice Benadon fait ce qu'il peut : des Juifs lui ont confié la tâche d'apporter des fausses cartes d'identité à des familles pour qu'elles tentent de se sauver. Peu après, par des gaullistes, il trouve le contact avec des communistes. Tout de suite, on lui donne une tâche : descendre quelqu'un le soir même : « Je n'avais jamais touché une arme de ma vie. J'ai dit : "Ce n'est pas pour moi." » Et il décide de rejoindre son frère à Lyon.

Maurice Benadon a déjà derrière lui un passé de militant communiste. Nous avons vu que, quoique ne se sentant aucunement juif, il avait accepté d'être affecté à l'organisation juive. Tout de suite, on lui propose des responsabilités qu'il refuse : « Les hommes qu'on commande ne croient pas aux hommes qui donnent des ordres d'en haut et ne se battent pas. Il faut d'abord se battre. Ensuite commander. »

Maurice Benadon comme Léon Habif ou Albert Goldman deviennent très vite des permanents. Ils touchent un salaire alors que la majorité des combattants des groupes de combat subviennent à leurs besoins, ont conservé un travail.

Charles Jacobson vit à Lyon sous son vrai nom jusqu'au jour où il reçoit une convocation pour aller travailler du côté de Saint-Nazaire, dans le cadre de l'organisation Todt, à la construction du Mur de l'Atlantique. Le soir même, il prend ses valises, déménage. « Pendant l'Occupation, dit-il, il y avait ceux qui dormaient dans leur lit et ceux qui ne pouvaient plus y dormir. » Ne pouvant plus dormir dans son lit, il est mûr, nous dit-il, pour la Résistance. « On m'obligeait à me cacher, à changer de nom, à me défendre. » Par des copains, il est invité à une réunion présidée par l'avocat Charles Lederman. C'est là qu'il apprend la décision de former les groupes de combat.

« On a démarré à vingt-cinq ou trente, dit Charles Jacobson. On a formé des groupes de trois, en principe isolés. Puis chaque responsable des groupes de trois formait un autre triangle de direction. » C'est la structure habituelle de la Résistance communiste. Mais leur isolement

est tout théorique : la plupart des premiers combattants, comme Georges Goutchat, Albert Goldman, membres du YASK, se connaissent de l'avant-guerre. Charles Jacobson (Denis dans la Résistance) sera responsable aux effectifs, qu'il évalue à soixante-dix ou quatre-vingts combattants (chiffre légèrement inférieur à celui donné par A. Rayski dans son rapport).

Quelles sont les tâches de ces groupes ?

Des tâches de propagande, encore et toujours. Des tâches de sabotage effectuées de concert avec les FTP du bataillon Carmagnole (en particulier celle de faire sauter des transformateurs alimentant des usines), mais aussi des tâches spécifiquement juives. En tout et pour tout, quatre actions effectuées en 1944 : une attaque du bureau de l'UGIF à Lyon ; l'exécution d'un Juif « traître » ; le sauvetage de six enfants détenus à l'hôpital de l'Antiquaille et, en juillet 1944, l'exécution du directeur régional de la SEC, la Section d'enquête et de contrôle du Commissariat général aux questions juives de Lyon, Carrel.

La première attaque d'un bureau de l'UGIF, « une action courageuse et pleine d'importance politique pour nous », écrit A. Rayski dans le rapport d'activité de décembre 1943, a eu lieu à Marseille où les groupes de combat ont attaqué en plein jour la direction centrale de zone sud de l'UGIF, ligoté les gardiens et détruit tous les documents et les fichiers contenant les adresses de milliers d'enfants et de familles juifs qui devaient tomber dans les mains de la Gestapo, laquelle s'apprêtait à prendre possession du local après la fuite de la direction.

Cette action a eu tout de suite une résonance énorme dans la ville et même dans toute la zone et a montré nos groupes de combat aux yeux de la masse juive comme des sauveteurs de vies juives des griffes de la Gestapo, à un moment où ses méfaits deviennent de plus en plus désastreux pour les masses juives ; grâce à nos groupes de combat, des milliers de Juifs sont sauvés d'une arrestation certaine.

L'affirmation triomphale d'avoir sauvé ainsi des milliers de Juifs, comme d'ailleurs la description de l'impact de cette action sur l'opinion publique, ne correspondent malheureusement pas à la réalité. Serge Klarsfeld écrit :

Partout en France, les Juifs qui furent arrêtés le furent essentiellement au fait qu'ils avaient été recensés et que, depuis octobre 1940 et depuis juillet 1941, en zone sud, les autorités françaises détenaient l'état civil d'environ 90 % des Juifs soigneusement répertoriés au siège de chaque préfecture par nom, par nationalité, par profession et par domicile, informations recueillies dans les sous-préfectures et redistribuées aux gendarmeries locales et aux commissariats des grands centres urbains. La police du Commissariat général aux questions juives a eu souvent accès à ces renseignements qui lui permirent de constituer

Y a-t-il de la part des communistes juifs une simple erreur de cible due à leur ignorance de la façon dont sont arrêtés les Juifs ou un « choix politique », l'important étant de déconsidérer l'UGIF tout en se présentant comme les sauveurs ? Nous ne saurions trancher. Ce qui est certain, c'est qu'en attaquant l'UGIF, l'organisation communiste poursuit le but qui l'obsède, comme il obsède tous les communistes : le renforcement de la lutte armée dans la perspective de l'insurrection nationale. Le rapport d'Adam Rayski est tout à fait explicite à cet égard : « Les actions de caractère national nous aideront aussi à faire voir à la masse juive l'importance de la lutte armée tant pour la sauvegarde et la défense des Juifs que pour accélérer la défaite de l'ennemi. Elles nous permettront certainement d'élargir les bases de nos groupes de combat qui nous serviront de réservoir où nous pourrions puiser pour les FTP. »

Et en janvier 1944, les groupes de combat de Lyon suivront l'exemple de ceux de Marseille en attaquant à leur tour les bureaux de l'UGIF. Pour cette opération, une dizaine d'hommes sont désignés. Léon Habif raconte :

On est entrés dans le bureau masqués, avec des masques de carnaval et des pistolets. La première réaction du personnel, ça a été le fou rire. On disait : « haut les mains ! » et elles – c'étaient des femmes – ne bougeaient pas. Il a fallu qu'on se fâche, qu'on donne des coups de matraque, qu'on hurle : « Couchez-vous ! » pour qu'elles comprennent et se couchent à plat ventre.

Un des camarades attend dehors avec son vélo et une remorque. Ils chargent les dossiers et trois machines à écrire. L'opération a réussi.

La deuxième opération spécifiquement juive des groupes de combat de Lyon, c'est l'exécution d'un « traître », un « donneur de Juifs ». Le « premier gros coup » pour Léon Habif. Car « gros coup » signifie confrontation avec la mort : celle qu'on donne ou que l'on risque de recevoir dans une action armée. La cible a été désignée par le service de renseignements. « C'était un gros bonhomme, qui allait à la synagogue, qui était très croyant et qui donnait. » Léon Habif ne s'occupe pas de vérifier ces renseignements. Cela ne dépend pas de lui. Il ne s'occupe que du militaire.

La troisième opération « juive », après l'attaque du bureau de l'UGIF et l'exécution du « mouchard », est le sauvetage des six enfants détenus à l'hôpital de l'Antiquaille, tous appartenant à la même famille. Elle mérite qu'on s'y arrête. En effet, quand on discute avec les militants de l'époque des actions entreprises pour sauver des enfants juifs, ils racontent toujours deux actions, les deux mêmes, ce qui pourrait amener à penser que ce sont des exemples parmi

beaucoup d'autres de ce qui fut fait. Or ces actions ne sont pas des exemples. Ce sont les seules actions de sauvetage de groupes d'enfants, si l'on excepte bien sûr la mise à l'abri des enfants des militants. La première eut lieu à Paris, le 16 février 1943, organisée par Sophie Szwarc. Lily Berger et Teshka Tenenbaum qui y participèrent nous l'ont racontée en des termes à peu près semblables. Rue Lamarck, à Paris, se trouvait un des foyers de l'UGIF où avaient été placés des gosses dont les parents avaient été raflés le 16 juillet 1942 ou à d'autres dates. Il fut décidé par l'organisation communiste de faire sortir le maximum d'entre eux. Pour ce faire, par l'intermédiaire du MNCR, des contacts furent pris avec des non-juifs : Suzanne Spaak, le pasteur Vergara et d'autres. L'opération était relativement simple : il était possible de faire sortir les enfants pour une promenade, le jeudi après-midi.

Une liste de soixante-trois noms d'enfants fut dressée, grâce à une des éducatrices travaillant dans le foyer. Une quarantaine de femmes, juives (parmi lesquelles Rachel Vilner-Fansten, Macha Ravine) et non juives, furent chargées de réclamer un ou deux enfants. Les enfants furent ensuite réunis dans la salle du patronage protestant La Clairière, rue Greneta, où un goûter leur fut servi. Des femmes avaient été rassemblées par le pasteur Vergara qui leur demanda de loger les enfants pour la nuit. Ce qui fut fait. Le lendemain, les enfants furent conduits à la campagne, dans l'Aisne surtout, chez des paysans dont les adresses avaient été trouvées par Nelly et Suzanne Dat. Une liste des enfants était conservée par une autre militante du MNCR, Madeleine Capitaine. Un double fut enterré dans le jardin d'un pavillon de Goussainville. C'est Sophie Szwarc qui avait la responsabilité de confier chaque mois à une femme française le soin de porter la pension à la nourrice et de s'assurer que les enfants étaient bien traités. Le succès de cette opération exemplaire fut total. À la Libération, tous les gosses étaient vivants.

Pourtant, aucune autre action de cette envergure ne fut envisagée. Car l'enlèvement des enfants de l'hôpital de l'Antiquaille est dû à l'initiative de quelques militants agissant sans ordre de l'organisation.

Écoutons Georges Goutchtat qui y participa :

C'est Oscar Centner qui nous signala la présence à l'hôpital de l'Antiquaille de six enfants en instance de déportation. Avec Léon Habif, on s'est demandé : « Qu'est-ce qu'on fait ? Ils peuvent être déportés d'un moment à l'autre. Soit on passe par toute la hiérarchie, et ça risque de prendre du temps, soit on agit de notre propre initiative. » Et on a décidé de le faire. Nous avons pris avec nous Malou, la compagne de Léon Habif, une ancienne infirmière, et Rosa, qui est devenue ma femme. Un détail : aucune de ces jeunes femmes n'était juive. Oscar devait entrer avec elles dans l'hôpital où une des sœurs, celle qui nous avait procuré les renseignements, était complice, et se faire donner les enfants.

Léon Habif et moi-même, armés, assurions la couverture. Ça s'est très bien passé, d'autant qu'au moment précis où le groupe sortait de l'hôpital, il y a eu une alerte. On était le 23 juin 1944 et les alertes étaient fréquentes. On s'est mis à l'abri dans une cave avec les gosses, puis on est ressortis et on a ramené les gosses. Rosa s'en est occupée un moment avant de les confier à Charlotte Winny qui s'est occupée de les placer.

Et Georges Goutchtat conclut :

On s'est fait engueuler après : « Comment ! Vous avez agi sans ordres ! Et la prudence ? La sécurité ? » Mais c'est l'action dont je suis sinon le plus fier, du moins le plus heureux.

La dernière opération « juive » eut lieu le 26 juillet 1944. Ce fut l'exécution de Carrel, le délégué régional de la SEC, un antisémite fanatique. Trois hommes ont été désignés : Albert Goldman, Ceslav Krzentowski, Léon Habif. Un des trois devait tirer. Tous trois souhaitaient le faire. Léon Habif raconte :

Avec des bouts de laine, on a tiré à la courte paille. C'est moi qui ai gagné ! Les renseignements qu'on nous avait fournis étaient de très bons renseignements. Carrel était à la tête d'un groupe qui arrêtaient les juifs, les assassinait, pillait leurs appartements. On connaissait les horaires de l'individu, on savait notamment qu'il allait chaque jour se baigner dans une piscine au bord de la Saône. Au départ, nous devions faire le coup à pied.

Charles Jacobson, qui assure dans cette phase finale des combats la liaison avec l'AS, l'Armée secrète, réussit à se procurer une traction. « On a cassé la glace arrière, dit Léon Habif. Un des nôtres, un excellent chauffeur, conduisait le véhicule. L'exécution s'est produite sans aucun problème. Les passants n'ont absolument pas réagi. »

On peut se demander s'il s'agissait, à cette date tardive (le Débarquement a déjà eu lieu depuis un mois), d'une opération visant à empêcher cet homme de nuire ou d'une opération d'épuration.

Mais revenons au rapport d'activité d'Adam Rayski de décembre 1943. Parmi les critiques qu'il fait aux communistes des groupes de combat, il en est une qui montre que l'avenir du communisme reste l'horizon de la pensée des dirigeants juifs.

Le fait qu'au cours du mois de décembre il n'y ait pas eu du tout de recrutement montre une grave négligence sur le terrain. Dans les groupes de combat, il y a quatre-vingts sympathisants du Parti et aucun d'entre eux n'a donné son adhésion au Parti. Comment expliquer ce fait, sinon par le manque d'un effort de recrutement de la part des communistes qui militent dans cette organisation de masse ?

Ainsi, vivier pour les FTP et pour le recrutement du Parti, les



groupes de combat se servent de leurs actions non pour la sauvegarde des intérêts juifs, mais pour utiliser la persécution comme un levier pour d'autres combats. Illustration de ce que Georges Lavau appelle la fonction tribunitienne du Parti : être les défenseurs de tous les opprimés, de tous les persécutés, pour garder ou augmenter son potentiel révolutionnaire. Fonction qui n'a pas disparu pendant la guerre, même si certains militants, comme ceux qui ont sauvé les enfants de l'Antiquaille, agissent selon ce que leur dicte leur conscience.

Car certains militants, en particulier ceux qui travaillent au MNCR, le Mouvement national contre le racisme, n'ont pas bien compris le sens de ce mouvement. Naïvement, ils croient peut-être que le MNCR a été créé pour aider à sauver les Juifs. Erreur qu'Adam Rayski veut corriger, comme il l'explique dans son rapport de décembre 1943 où il analyse la ligne de ce mouvement :

Il y a de la confusion qui se manifeste dans la discussion : est-ce que nous devons mettre au premier plan la question juive ou la question des déportations des Français et des réfractaires ? [...] Le fait même qu'il y ait une telle discussion montre que les camarades de ce secteur ne saisissent pas la liaison organique qu'il y a entre les différentes manifestations de la barbarie raciste, tant envers les populations générales qu'envers la population juive.

Ainsi, les Français sont eux aussi... victimes de la barbarie raciste !

La tendance que nous avons discernée dès 1941 est maintenue : ne jamais isoler un malheur juif ; montrer qu'il a toujours son équivalent chez les non-Juifs. « Il ne s'agit pas d'établir un règlement et une gradation concernant les faits d'atrocité commis par les nazis, il s'agit de se saisir au moment donné du fait le plus frappant et le plus apte à émouvoir la masse et à renforcer la colère contre l'envahisseur. » On ne saurait mieux illustrer la fonction tribunitienne dont nous parlions précédemment. Et de mettre les points sur les *i* pour ceux qui n'auraient pas compris :

Ce n'est pas la tâche du MNCR de lutter uniquement contre les déportations. Sa tâche est plutôt de démontrer à la population la fausseté de la propagande antisémite et raciste, le danger que présente, pour la *population française*<sup>14</sup>, la politique raciale et de division ; de faire connaître les atrocités commises contre la population juive et *en profiter* pour remuer les couches les plus larges et arriérées de la population pour pouvoir les amener à lutter pas seulement pour la défense des Juifs, mais à les entraîner à un *niveau supérieur*, c'est-à-dire de lutte contre les déportations en général et contre toute oppression de la part de l'ennemi.

À un « niveau supérieur » ! Pas d'égoïsme juif ! À ceux qui sont menacés de périr dans les chambres à gaz, on propose de lutter contre

la « déportation en général », c'est-à-dire contre le STO, le Service du travail obligatoire nommé, répétons-le, en yiddish comme en français : déportation.

Un autre texte non daté explique d'ailleurs où sont les priorités :

Nos comités (les comités du MNCR) qui se sont constitués pour lutter idéologiquement contre l'emprise nazie et pour venir en aide aux premières victimes du nazisme ont immédiatement élargi leur activité dès que fut posée la question de la relève forcée et de la déportation des jeunes.

À l'heure actuelle, c'est l'aide aux réfractaires et à ceux du maquis qui constitue une de leurs tâches principales, les autres tâches étant :

- la solidarité envers les familles de ceux qui ont gagné le maquis ;
- le parrainage des enfants dont les parents ont été déportés ;
- la solidarité envers les Juifs persécutés ;
- l'aide aux patriotes qui se trouvent dans les prisons et dans les camps de concentration<sup>15</sup>.

On notera que « la solidarité envers les Juifs persécutés » vient au troisième rang parmi les « autres tâches ».

Car, pour les MNCR, à partir de l'instauration du STO, en février 1943, qui incitera de très nombreux jeunes à rejoindre la Résistance ou le maquis, la tâche contre cette « déportation » devient, en théorie, prioritaire, comme elle l'est pour d'autres mouvements de Résistance<sup>16</sup>. Un exemple : le 1<sup>er</sup> juin 1943, *Notre Voix* a publié une nouvelle brève :

Les francs-tireurs et partisans sont à l'avant-garde de la lutte contre les déportations. Au cours de la semaine écoulée, ils ont fait sauter les bureaux de recrutement allemands à Annemasse et au Mans. Imitiez cet exemple et vous contribuerez à battre le fascisme et à libérer la France.

Ou cet exemple donné en mai 1943 par *Fraternité*, un journal du MNCR :

Romans, Drôme. Deux mille ouvriers ont manifesté contre les déportations des jeunes. Des femmes se sont couchées sur des rails pour empêcher le départ d'un train de relève.

Si aucune action de ce type ne fut entreprise, fût-ce symboliquement, pour s'opposer à la déportation des juifs, la raison n'est pas à chercher dans la modestie des forces des organisations communistes juives, mais bien dans la ligne politique qu'elles s'étaient fixée, ou que la direction du Parti leur avait fixée.

Concrètement, que font les militants du MNCR ?

Tout d'abord, ils éditent des tracts, des journaux (*J'accuse*, *Fraternité*), pour mener la lutte idéologique contre le racisme. Racisme. Car dans le sigle de l'organisation, le mot est préféré à celui

d'antisémitisme (ne pas trop isoler un malheur juif) et permet à l'occasion de dénoncer le sort fait aux populations slaves ou aux Noirs dans les colonies. Des textes théoriques dénoncent l'inanité des théories nazies, que ce soit dans le domaine social ou dans celui de la biologie. Ils informent de l'extermination des juifs avec toute la précision possible : utilisation de gaz toxiques, crématoires pour brûler les corps. L'analyse de la cause de ces massacres est le décalque de l'analyse communiste, ce qui ne saurait étonner, puisque le MNCR est une émanation des organisations communistes.

Des journaux ou des tracts presque entièrement consacrés à cette « barbarie raciste », c'est-à-dire aux massacres des juifs, alternent avec d'autres publications aux thèmes variés. Un exemple : ce numéro de *Fraternité* de mai 1943 qui porte en épigraphe une nouvelle brève montrant d'où vient la tolérance :

À Moscou, le couvre-feu a été exceptionnellement supprimé le jour de la Pâque orthodoxe pour permettre aux fidèles de se rendre à la messe de minuit.

Au recto de ce numéro d'une seule feuille, comme l'est souvent la littérature clandestine, un premier article : « L'indignation mondiale que soulèvent les atrocités nazies contraint la propagande allemande à de nouveaux mensonges ». Un autre article, « Les nazis contre la jeunesse française », indique que 33 % des enfants français ont subi un arrêt de leur croissance du fait de la sous-alimentation. Encore un autre article est celui que nous avons signalé sur les manifestations à Romans contre la déportation des jeunes. Au verso, *Fraternité* s'élève contre la « déportation des étudiants belges », appelle les étudiants français « à ne pas se laisser déporter », c'est-à-dire à ne pas se laisser envoyer en Allemagne pour le Service du travail obligatoire, le STO. Enfin, un article encadré au centre du verso appelle l'opinion publique « Au secours des enfants juifs » :

Tissons autour de ces victimes un réseau de solidarité qui soit à la fois un geste de secours envers les malheureux et une protestation indignée à l'encontre des barbares massacreurs d'enfants.

Ce numéro de *Fraternité* nous semble bien représentatif de la ligne que souhaite imposer la direction communiste : mettre sur le même plan toutes les exactions nazies. Et en particulier les « déportations ». Car « dès les premiers jours, il [le MNCR] a alerté l'opinion publique contre la menace de la déportation en Allemagne qui avait comme prélude la déportation des hommes, des femmes et des enfants<sup>17</sup> ». Que les uns partent pour travailler dans les usines ou dans les champs allemands et les autres pour être exterminés, ce que cette même presse a justement expliqué, n'empêche pas que leur sort soit ici amalgamé.

Hors les tâches de rédaction et de diffusion de la littérature du mouvement, les membres du MNCR se préoccupent de la sauvegarde des enfants. Nous avons vu l'opération menée pour sauver les enfants du foyer de l'UGIF de la rue Lamarck. Écoutons maintenant Pierre Grinberg, un des responsables du mouvement dans la zone sud. Nous l'avons vu quitter Paris, puis militer à Montpellier. Il est ensuite à Grenoble.

En octobre 1943, il commence sa vie lyonnaise. Une de ses tâches : sauver les enfants. Tâche ardue : comment convaincre les mères juives de se séparer de leurs enfants, de les confier à des inconnus ? Ensuite, il faut trouver des organismes officiels français, des maisons d'enfants, des pensionnats qui acceptent de prendre ces enfants, ou des familles où les mettre en nourrice. Il faut encore les convoier. Tout un réseau regroupant, au dire de Pierre Grinberg, dix ou quinze personnes est chargé de convoier les enfants. Il faut aussi de l'argent pour payer les pensions. Le lieu où est gardé l'enfant est tenu secret, de la mère surtout qui aurait pu ne pas résister à la tentation d'aller voir son enfant et qui, en se rendant au village, avec son accent juif polonais, aurait compromis la sécurité de son enfant et celle des autres. Des listes portant le faux nom de chaque enfant, ses vrais nom et adresse sont cachées. Elles permettront, la Libération venue, de retrouver tous les enfants – de cent à cent cinquante, selon Pierre Grinberg. C'est beaucoup et très peu à la fois. Très peu au regard du nombre d'enfants déportés – au moins onze mille. C'est aussi très peu au regard du nombre de ceux qui furent sauvés, dans un travail totalement désintéressé, je veux dire non inséré dans une stratégie de lutte politique, par l'OSE, l'Œuvre de secours à l'enfance, évalué à cinq mille.

Car un nombre infime de militants communistes a été affecté à cette tâche qui n'a jamais été une priorité de l'organisation. Pour la région lyonnaise, par exemple, on est loin d'un enfant sauvé par militant. Car si le slogan « À chacun son boche » fut lancé, « À chacun son enfant juif à mettre à l'abri » ne le fut jamais. Question de ligne politique, répétons-le. Et certains militants dont la jeunesse excluait qu'ils puissent imaginer d'autres tâches que celles que leur avait fixées leur organisation éprouvaient, quand je me suis entretenue avec eux, un regret, un remords. Ils me l'ont dit.

La troisième organisation de masse évoquée par Adam Rayski dans son rapport est celle de la jeunesse, l'UJJ, Union de la jeunesse juive. Quand nous avons décrit l'activité de l'organisation des jeunes juifs communistes à Paris, nous ne lui avons donné aucun nom. C'est qu'elle n'en avait pas. Au milieu de l'année 1943, dans la réorganisation qui suit la création de l'UJRE est donc créée cette organisation. Le mot « communiste » n'apparaît pas, car d'emblée,

c'est l'union qui est recherchée. Et par le biais de cette organisation, les jeunes juifs français, ne parlant que le français, n'ayant pour certains jamais entendu de yiddish à la maison, seront rattachés à la MOI. Ce qu'ils ignoreront le plus souvent, parfois même jusqu'à aujourd'hui.

« L'année 1943 a été celle de la restructuration », dit Jacques Kott, à qui échoit la responsabilité de la jeunesse pour toute la zone sud. Il voyage, prend des contacts, avec Grenoble notamment, où se trouvent Julien Zerman, Antoine et Jules Borker, Annie Becker, qui deviendra Kriegel. « C'est à l'automne 1942, écrit cette dernière, que mon professeur de philosophie, Simone Devouassoux, qui n'était pas juive elle-même, me donna le contact avec Jules, aujourd'hui l'avocat Jules Borker. » Très vite, Annie Becker, qui a alors 16 ans, devient membre des triangles de direction de l'UJJ de l'Isère.

Mais voilà, dans le triangle j'étais, comme on disait à l'époque, le « technique ». Autrement dit, j'avais la responsabilité de procurer la logistique : papier, encre, ronéo, machine à écrire, jeux de tickets d'alimentation, papiers d'identité vierges, séries diversifiées de tampons, faux papiers, vrais papiers, fausses identités, vraies identités, argent, armes, planques, dépôts et entrepôts, moyens de transport, réseaux de communication et distribution, etc. C'était là, compte tenu des conditions de l'époque – il ne suffisait pas d'aller, même sous un faux nom, chez le papetier d'en face –, un travail très absorbant, très minutieux, très complexe bien que répétitif, qui occupait toutes mes heures et mes pensées<sup>18</sup>.

À cette époque sont arrivés à Grenoble quatre militants de choix : Charles Wolmarck et sa femme Marguerite, Maurice Bursztyn et sa femme Anna.

Rappelons-nous : nous avons laissé Charles Wolmarck et Maurice Bursztyn en prison, arrêtés lors d'une virée résistante, en Normandie. Condamnés à cinq ans de travaux forcés, ils avaient été conduits par les Allemands au fort de Villeneuve-Saint-Georges. Là, mêlés aux prisonniers de droit commun, ils sont enfermés, une quarantaine par grandes chambrées transformées en cellules. Ils tentent de reconnaître ceux qui, comme eux, sont internés pour faits de résistance. À l'intérieur de la forteresse, les couloirs, les portes verrouillées, les accès sont surveillés par des gardiens français. Mais le dispositif extérieur de l'enceinte et l'entrée sont gardés par des Allemands.

Or, très vite, Charles et Maurice apprennent qu'une évasion se prépare, organisée par les « droit commun ». Par chance, c'est dans leur chambrée qu'elle a été décidée. Ils ne laissent pas échapper l'occasion. Le plan : en prétextant la maladie d'un détenu, attirer les gardiens dans la cellule et les maîtriser. Le 6 décembre 1941, à 23 heures, les prisonniers appellent. Comme prévu, le gardien pénètre dans la chambrée, est sans peine mis hors d'état de nuire. Les

candidats à la belle ouvrent les portes des autres cellules et une nuée de détenus se précipitent dans le long corridor, vers l'unique porte verrouillée qui bloque la sortie. La serrure est rapidement crochétée. Ils sont à l'air libre, mais à l'intérieur du fort.

La sirène mugit. Des coups de feu claquent. Alors que la plupart des détenus se précipitent vers l'entrée de la forteresse, Charles, Maurice et quelques autres prennent la direction opposée. Mais, à l'arrière du fort, pas de porte. Deux fossés : le premier peu profond, le second plus difficile à franchir. Dans la nuit, ils tâtonnent et trouvent finalement un endroit praticable. Ils sont dehors. Libres.

À pied, par petites étapes successives, se gardant des voitures allemandes qui patrouillent à la recherche des évadés, ils atteignent Brunoy. Quel est le juif issu de l'immigration qui ne connaît pas Brunoy, la « datcha juive », comme l'appelle Jeanne List ? Charles avait rendu visite peu de temps auparavant à un ami de sa femme qui y réside. Son extraordinaire sens de l'orientation lui permet de retrouver la maison. Les deux jeunes gens se lavent, se changent et prennent le train pour Paris.

Les journaux leur apprendront que sur les deux cents évadés, seuls vingt-sept n'ont pas été retrouvés.

Leur séjour à Paris est dominé par l'angoisse. Maurice change fréquemment de domicile. Neuf jours après son évasion, son père est extrait de Drancy, fusillé comme otage. Finalement, Maurice se procure « de mauvais faux papiers » avec lesquels il parvient en zone libre. Sa femme et lui résident un temps à Morzine, où ils avaient passé des vacances avant la guerre. Le couple n'a plus aucun contact avec la Résistance, mais ils se sont fait des amis qui leur procurent du travail et qui, un jour, les préviennent : la photo de Charles et de Maurice figure à l'hôtel de ville de Thonon. On les recherche. Anna est enceinte. Pas question de prendre des risques. Maurice achète de « vrais faux papiers », ceux d'un homme qui vit en Suisse. Cap sur Castres, où ils retrouvent Charles et Marguerite. C'est dans cette ville que naît la fille de Maurice.

À Castres, Marguerite a trouvé du travail. Charles est en contact avec l'organisation de résistance de Toulouse. Tout va bien jusqu'au jour où Charles reçoit une convocation pour le STO. Il décide de quitter Castres pour Grenoble, encore occupée par les Italiens. Peu de temps après, la famille Bursztyn l'y rejoint. Alors que Charles Wolmarck est devenu tout de suite un « cadre » de l'UJJ, Maurice Bursztyn entre à son tour de nouveau dans la Résistance. Une résistance qui commence vraiment à Grenoble, dit-il, avec l'entrée des Allemands.

Le travail de Maurice : l'imprimerie. Il fabrique une ronéo en bois. « Elle a fini au musée de Grenoble, précise-t-il, avec la poussette

de ma fille que j'avais bricolée et qui servait à toutes sortes de transports. » Et il imprime. Pour Lyon et Grenoble, pour le MNCR :

J'ai même fait *L'Huma*. C'est moi qui tapais les stencils avec deux doigts. J'ai dû réapprendre le français, le participe passé, le participe présent. Les fautes de français étaient impardonnables.

Maurice Bursztyn poursuit :

On s'est installés dans une fermette, à 18 kilomètres de Grenoble, entre Voiron et La Buisse. Une pétainiste convaincue nous a loué le premier étage de sa maison. J'ai fabriqué un énorme coffre à bois et un plus petit où je rangeais la ronéo que je dissimulais avec des bûches. J'étais censé être un étudiant et Charles était mon frère. Le soir, il m'apportait les textes que je devais tirer. On ronéotypait sans arrêt. Avec une remorque à double fond, j'allais à Voiron acheter du papier par rames entières. Et on tirait les journaux, feuille par feuille, à la manivelle.

Un jour, Charles m'a dit : « Il faut trouver un local à Grenoble. Débrouille-toi. » Je me suis débrouillé. J'ai trouvé le local, dans un immeuble de neuf étages. Là, j'avais une imprimerie complète. Et ça a duré jusqu'en juillet 1944.

Ce sont sans doute Maurice et Anna Bursztyn qui impriment l'organe de l'UJJ, *Jeune Combat*, dont Jacques Kott est responsable. Une dizaine de numéros de sa création, en juin 1943, à la Libération. Un journal devant mobiliser la jeunesse, toute la jeunesse juive dont l'unité est recherchée. Ce journal se fait en particulier l'écho des difficultés rencontrées dans l'union avec la jeunesse sioniste. Mais les thèmes restent les mêmes que ceux de toute la presse communiste juive à l'époque et les objectifs sont toujours identiques : la propagande. Une propagande qui vise surtout à recruter pour la lutte armée. D'ailleurs, à Lyon, au début de 1944, l'UJJ passera sous la direction des groupes de combat.

Car, en dernière analyse, toute cette activité doit soutenir, expliquer la lutte des FTP et l'UJJ, et permettre le recrutement pour la lutte armée.

# 14

## Carmagnole et Liberté

### Lyon et Grenoble, 1943-1944

C'est après l'entrée des Allemands à Lyon que s'organise le groupe de FTP-MOI qui prendra le nom de Carmagnole : la référence à l'aspect populaire de la Révolution française est explicite. La généalogie dans laquelle souhaitent s'inscrire ces combattants FTP relève de l'histoire révolutionnaire du pays qui les a accueillis.

Les débuts de ce bataillon sont timides. Si l'on en croit l'ordre de bataille des actions homologuées à la Libération, il y aurait eu de novembre 1942, date de l'apparition de ce groupe, à février 1943, quatre actions couronnées de succès : un sabotage d'aiguillage de tramway à Vaise (10 novembre 1942), une bombe déposée au Placement allemand, rue Cuvier (décembre 1942), un sabotage de transformateurs quai Serin (12 décembre 1942), une bombe au groupe scolaire Jacquart, où des soldats allemands sont cantonnés (4 janvier 1943).

Et, d'emblée, un problème se pose à nous. Est-il légitime d'inclure le combat des Francs-tireurs partisans de la main-d'œuvre immigrée de Lyon et de Grenoble dans un ouvrage dont nous avons fixé le cadre : la Résistance dans les organisations communistes *juives* ? Ni Carmagnole ni Liberté ne sont des organisations juives. Elles ne sont pas rattachées au groupe de langue juif de la MOI. Dans leurs rangs combattent des Italiens, des Espagnols. Jamais elles ne se fixeront de cibles ayant un rapport proche ou lointain avec la situation spécifique



des Juifs pendant la guerre. Car les FTP-MOI agissent dans le cadre d'une stratégie élaborée par le commandement militaire national des FTPF, dont le Yougoslave Lioubomir Ilic est le membre permanent pour la MOI.

Et pourtant, Carmagnole et Liberté, par leur recrutement, sont reliées aux organisations juives qualifiées de masse par le parti communiste, l'UJJ ou les groupes de combat dont nous venons de parler.

L'itinéraire de Jacquot Szmulewicz est, à cet égard, exemplaire, qui le conduit du Belleville juif et communiste de l'enfance au travail de propagande au sein de Solidarité, puis dans les groupes juifs de combat et enfin aux FTP. Un chemin que les communistes auraient souhaité voir prendre à tous les jeunes Juifs de Belleville. Or Carmagnole ne fut jamais une organisation très nombreuse, comme d'ailleurs l'ensemble des FTP. Une poignée de jeunes à ses débuts, une quarantaine à l'été 1944 si l'on en croit Henri Krischer, qui a consacré de longues années, la retraite venue, à rassembler documents et témoignages. Mais, parmi ces quelques dizaines de combattants, la majorité sont des Juifs.

Car prendre le chemin des FTP était prendre un chemin qui conduisait potentiellement à la mort. Une mort dans une relative solitude. Contrairement à ce que claironne avec constance depuis 1942 la propagande communiste, la France n'est saisie d'aucune fièvre insurrectionnelle. Contrairement à ce que dit la presse communiste toute l'année 1942, la victoire n'est pas pour l'année 1942, ni même pour l'année 1943. Mais aussi, contrairement à ce qu'avancent certains, continuant à prendre la théorie de la guerre populaire pour la réalité du combat en France, nulle part et à aucun moment, sinon dans les derniers combats de la Libération, les FTP français ou MOI ne seront « dans les masses comme un poisson dans l'eau ». Jamais la population française ou juive ne constitua cette mer protectrice se refermant sur le résistant l'action accomplie, le nourrissant, le réconfortant. Aussi fallait-il une motivation puissante pour accepter ce combat de David contre Goliath.

Le chemin de Jacquot ou celui de Simon Frid part d'une affirmation juive, d'un militantisme dans une organisation juive, pour aboutir à la fusion avec d'autres dans une organisation qui ne l'est plus. Et c'est cette fusion qui, paradoxalement, éclaire la véritable fonction des organisations dites de masse créées pendant la guerre : partir de l'oppression spécifique que subissent les Juifs, leur faire comprendre la nécessité de la lutte. Cette prise de conscience effectuée, les amener à la certitude qu'il y a un combat « supérieur » à mener, en l'occurrence la libération de la France selon la stratégie élaborée par le parti communiste.

Or quelle est la ligne du parti communiste en septembre 1943, alors que le détachement Carmagnole multiplie, à Lyon, les sabotages d'usines, les destructions de transformateurs, qu'il a lancé sa première bombe contre un détachement allemand le 27 février 1943 (Grande-Rue-des-Charpennes), abattu, le 18 juillet à Villeurbanne, à l'angle du cours de la République et du cours Émile-Zola, son premier officier allemand, et que Liberté commence à Grenoble ses activités ?

La guerre est entrée dans une phase nouvelle. La bataille de Kursk, la plus gigantesque bataille de chars de toute la guerre, marque réellement la fin de toute initiative allemande sur le front de l'Est. L'Armée rouge peut maintenant passer à la contre-attaque. À la suite du débarquement en Sicile, Mussolini a été démis de ses fonctions par le Grand Conseil fasciste. Les Anglo-Américains sont bientôt sur le sol italien, sur le continent européen. En septembre, alors que la Wehrmacht envahit le territoire de son allié défaillant, un armistice séparé est signé entre le gouvernement Badoglio et les Alliés.

Mais ce second front n'est pas celui que Staline souhaite voir s'ouvrir en Europe occidentale et qui serait seul capable de détourner de l'Union soviétique les forces les plus vives de la Wehrmacht. Staline, pourtant, se veut un allié respectable, n'ayant en tête qu'un objectif : gagner la Grande Guerre patriotique. Son pays, dont l'hymne n'est plus *L'Internationale*, mais un chant patriotique, y a engagé toutes ses forces. En mai 1943, il a dissous le Komintern qui, depuis l'exil dans l'Oural de ses représentants, l'Italien Togliatti ou le Français Thorez, est déjà sur la touche. Cette dissolution pourtant reste formelle : l'appareil en place continue de fonctionner, même au ralenti.

En France, avec la création sous l'égide du général de Gaulle du CNR (le Conseil national de la Résistance), l'unification de la Résistance est accomplie. Par ailleurs, à Alger, le Comité français de la libération nationale, le CFLN, vient d'être créé. En août 1943, les Soviétiques le reconnaîtront comme « le seul organisme dirigeant et le seul représentant qualifié de tous les patriotes français en lutte contre l'hitlérisme ». Un gouvernement provisoire, en somme.

Bien que très présent à Alger – le Kominternien André Marty l'y représente –, le parti communiste dispose en métropole de « ses atouts essentiels : les organisations solides du PCF et du Front national, des FTP, des Jeunesses communistes, de la CGT, ainsi que la présence envahissante dudit PCF au sein du CNR et de ses organismes (comités départementaux de libération, comités locaux, COMAC, milices patriotiques, etc.). Ces forces sont appuyées par un formidable réseau de presse clandestin national, homogène dans sa pensée et diversifié dans sa forme<sup>2</sup> ».

Et le parti communiste entend bien faire triompher sa propre conception de la libération nationale, différente de celle du général de Gaulle et qui doit être « un long processus de mûrissement de la situation française, de renversement du rapport des forces entre le peuple français et l'occupant », mûrissement sans relation avec l'évolution générale de la guerre, entretenu et accéléré dans toute la mesure du possible, et grâce à l'action immédiate « dont la "forme noble", supérieure, est la lutte armée, l'action immédiate à force ouverte contre l'ennemi. Cette action, généralisée dans tout le pays, doit aller *crescendo* jusqu'au point de rupture, jusqu'à l'explosion de l'insurrection nationale<sup>3</sup> ».

Dans un document du Comité central intitulé « Le Parti communiste dans la lutte : l'organisation des FTP<sup>4</sup> », daté probablement de septembre 1943, est défini ce que doivent être les FTP nouvelle façon. Bref historique de l'organisation des Francs-tireurs patriotes (on remarquera qu'en septembre 1943 le *p* de partisans devient soudain celui de patriotes, à moins qu'il ne s'agisse d'une coquille), née dans les derniers mois de 1941, nous dit ce document, dans « une certaine incompréhension des masses » qui aurait été « vite dissipée ». Le rôle politique de cette organisation est important, précise le texte, car ils (les FTP) ont montré « leur volonté indomptable de faire la guerre à tout prix sur le sol national, posant ainsi le problème de la libération nationale comme tâche de la nation tout entière et non comme l'attente d'une marque bienveillante de la part de l'étranger ». Ainsi, la libération nationale, l'insurrection nationale ne doivent-elles pas dépendre du débarquement, contrairement à ce que pense de Gaulle. De la même façon, la nouvelle armée française, ce ne sont pas les forces regroupées autour de De Gaulle et commandées par le général Giraud, mais bien les FTP. « Les communistes, avec leur témérité, ont donné aux FTP le prestige qui leur permet de prétendre au rôle de créateurs de la nouvelle armée nationale de la France. »

Or les FTP traversent, selon le Comité central, une crise de croissance qui risque de les empêcher de jouer le rôle qui leur est maintenant dévolu : celui de « rassembleurs et organisateurs militaires des patriotes susceptibles de passer à l'action armée ». Comment se manifeste cette crise de croissance ? « Par un arrêt presque général et souvent un recul du recrutement. » Tout ceci cachant, selon la direction du Parti, une maladie qui semble chronique, « l'attentisme ». Un attentisme qui, selon ce texte, a existé dès le début de l'action armée, jugée prématurée, dangereuse, et qui amène, en septembre 1943, certains FTP à ne pas faire d'actions.

Aujourd'hui, dans la mémoire collective, l'action armée des communistes ressortit de l'évidence. La légende, soigneusement

entretenu, de milliers de héros sacrifiant leur vie à un idéal supérieur (le communisme ou la libération de la patrie) continue de fasciner. Comme si la dignité, le courage, la résistance ne se manifestaient que dans l'abolition de sa propre personnalité, dans l'aspiration à la mort. Homme de marbre comme le héros de *Et l'acier fut trempé* que traduit en français Valentin Feldman, professeur de philosophie, communiste et résistant, fusillé le même jour que Pakin et dont la tombe à Ivry jouxte celle de celui-ci jusqu'à la rénovation du cimetière, Valentin Feldman qui écrivit que le jour de sa mort serait le plus beau jour de sa vie, exaltant ainsi son martyre comme les saints de toutes les religions. Héros qui jalonnent la geste communiste.

À lire les documents internes, les seuls à évoquer la réalité des problèmes, on retire pourtant l'impression que la lutte armée rencontra constamment des réticences, que les vocations au martyre ne furent jamais très nombreuses et que bien des dirigeants communistes eurent quelques hésitations à immoler leurs hommes sur l'autel d'une conception de l'insurrection nationale que les faits, têtus, s'obstinaient à ne pas vérifier. En cette fin d'année 1943, affirme le Comité central, les choses doivent changer. « Le moment est venu où il faut donner aux FTP les bases, le moule d'une organisation militaire de masse. La base d'une armée, c'est le nombre. Il faut entendre par organisation de masse pour les FTP le recrutement de patriotes sans distinction d'origine, de tendance et d'appartenance. »

Le temps où des militants comme Jacquot Szmulewicz étaient écartés pour « conscience politique » insuffisante est révolu. Désormais, *tout le monde* sera recruté, sans aucune période probatoire. Des tout jeunes gens dont les premières journées de FTP seront aussi celles de leur mort. Nous en reparlerons.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager la place dévolue à la MOI. En novembre 1943, *La Vie du Parti* consacre un supplément au travail de la MOI<sup>5</sup> probablement rédigé par Louis Gronowski, qui travaille en liaison constante avec Jacques Duclos. Ce document s'ouvre sur une analyse de la situation mondiale qui commence, bien évidemment, par le rappel des victoires, cette fois bien réelles, de l'Armée rouge. Puis il analyse la situation en France :

« La nation a retrouvé son unité dans la constitution du CFLN et du Conseil national de la Résistance, siégeant sur le territoire même de la France [...]. Tout le peuple de France se prépare à l'insurrection nationale inséparable de la libération nationale. » Le Parti doit être à la tête de cette insurrection, en mobilisant « des couches les plus larges de la population dans la lutte contre l'ennemi. Une des forces qui doit être mobilisée à côté de notre peuple dans la lutte commune est constituée par les travailleurs immigrés en France ».

Suit un historique de l'immigration en France et de la politique

du Parti à l'égard des immigrés avant la guerre, un éloge de la participation des immigrés au Front populaire, à la guerre d'Espagne, à la Résistance enfin. « Ils sont nombreux dans les groupes de Francs-tireurs et partisans et leur sang généreux coule à côté de celui des meilleurs fils de la France dans la bataille sacrée pour la libération de notre Patrie. Aussi est longue la liste des martyrs immigrés tombés pour que vive la France », et de citer des Polonais, des Juifs fusillés comme otages : Mounie Nadler, Josef Bursztyn... Ceux condamnés à mort pour avoir participé aux manifestations ou aux luttes des FTP comme Tyszelman, Léon Pakin, Élie Wallach, Kaddish Sosnowsky, Marcel Langer guillotiné le 23 juillet 1943 et qui cria à ses bourreaux : « Je sais bien que ce n'est pas la France qui condamne » et qui est mort aux cris de « Vive la France ! Vive le Parti communiste français ! ».

Ce qui ne laisse pas d'étonner, c'est la précision donnée par le texte : ce ne sont pas les immigrés qui doivent être fiers de leurs héros... mais le Parti qui a permis l'émergence de ces héros. « Notre Parti peut être fier d'avoir aidé par une activité inlassable à amener cette masse d'immigrés à la lutte commune à côté de notre peuple et nos régions et nos sections doivent tout faire pour encadrer les masses et les mobiliser dans la préparation de l'insurrection nationale. » Pour que la mobilisation soit large et efficace, il ne faut pas se contenter d'entraîner les meilleurs des immigrés dans les organisations de combat, mais « *se servir*<sup>6</sup> de ces militants pour organiser les masses des immigrés et les entraîner à la lutte [...]. Un bon camarade immigré d'un groupe FTP doit être *utilisé*<sup>6</sup> pour organiser un groupe FTP de son immigration ».

Ces groupes, le texte y insiste, ne doivent jouir d'aucune autonomie. « La direction d'un groupe de langue nous adresse la question suivante : "N'est-il pas nécessaire qu'à la suite de la dissolution de l'IC<sup>7</sup> le PCF change ses formes de liaison et de contrôle des groupes de langue ?" Et ces camarades oublient que le PCF est sur le territoire de la France, le Parti du Peuple, des déshérités, des opprimés, le Parti des hommes de progrès, c'est-à-dire le Parti de l'immense masse de la nation. Il est aussi le Parti des travailleurs immigrés en France qui ne constituent nullement une force indépendante, autonome, mais dont les conditions de vie, de travail, dont l'existence et le sort même sont intimement liés à l'action et à la lutte du peuple français. »

Et d'expliquer tout à fait clairement comment a fonctionné la MOI et comment elle fonctionne et doit continuer à fonctionner. Avant la guerre, rappelle le texte, le militant était tout à la fois membre d'une cellule du Parti et de son groupe de langue, ce que les conditions de la clandestinité interdisent. Aujourd'hui, le militant

immigré ne dépend plus que de la MOI, dirigée par la Commission centrale, elle-même sous le contrôle du Comité central. Dans la phase nouvelle, précise le supplément de *La Vie du Parti*, il est nécessaire que dans les régions les responsables du parti communiste prennent contact avec la MOI. Ainsi, le rôle dirigeant du PCF sur la MOI est-il réaffirmé. Aucune tâche réellement « nationale » n'est donnée aux groupes de langue. La seule qui relève du groupe juif, c'est encore et toujours la lutte contre ce qui reste de l'UGIF et contre les traîtres juifs :

« Pour faciliter la déportation des Juifs des différentes couches, les nazis ont, avec l'aide de Vichy, créé une sorte de représentation des Juifs, l'UGIF. Leur but était d'endormir la vigilance de certaines couches, que les boches devaient déporter seulement plus tard. Actuellement, quand cette organisation n'est plus utile, la Gestapo et la police dite française s'emploient à recruter des espions parmi les éléments faibles qu'elles libèrent des camps et se servent d'eux pour faire le racolage de leurs coreligionnaires qui se cachent. Nos camarades juifs doivent donc redoubler de vigilance et tout faire pour mettre hors d'état de nuire les individus traîtres et lâches tout en unissant tous les Juifs dans la lutte pour la libération de la France. »

Avec le débat engagé autour du film de Mosco Levi Boucault, *Des « terroristes » à la retraite*, une idée s'est répandue pour expliquer le silence qui s'est abattu, la guerre finie, sur le rôle des combattants de la MOI. La MOI aurait été directement dirigée par Moscou. Elle n'aurait été que le bras armé du Komintern. Tout militant disparu dont la biographie n'est pas transparente (comment le serait-elle alors que toute la famille a été anéantie ? que l'on ne peut recueillir que des témoignages lacunaires ?) est *ipso facto* transformé en agent du Komintern. La MOI n'aurait servi qu'à des tâches obscures : liquidation de communistes plus en odeur de sainteté à Moscou, espionnage. Certains militants de la MOI ont probablement servi à ces tâches, notamment dans le service B<sup>8</sup>. Mais ils furent peu nombreux. Car les tâches imparties aux FTP-MOI, que ce soit à Paris, à Grenoble, à Lyon, sont exactement les mêmes que celles des FTPF. Si « main de Moscou » il y eut, elle est à rechercher tout banalement dans les directives que Jacques Duclos recevait, qu'il transmettait à Louis Gronowski, qui les transmettait à son tour aux différents groupes de langue. Et en particulier les tâches d'action directe que le Parti communiste français eut tant de mal à faire accepter à ses militants et que réaliseront des Juifs, peu nombreux au regard de l'ensemble de la population juive répétons-le, car ils partageaient ces réticences.

Pourquoi et comment ? Pour le comprendre, les archives, si elles renseignent sur les effectifs, la répression policière, les « actions », ne sont qu'un faible recours : il convient de revenir au récit des témoins.

Une histoire totale, une histoire incarnée, doit marcher sur ses deux jambes : l'archive et le témoin.

Dès leur arrivée en gare de Grenoble, Antoine et Jacquot sont pris en charge. On leur a procuré des chambres. « C'était organisé de façon valable », commente Jacquot.

Jacquot, qui a gagné ses galons de FTP en se battant, est versé dans un groupe de huit, après une brève instruction militaire : une sortie en forêt pendant laquelle on lui montre un revolver, une mitraillette, la détente, le cran d'arrêt, comment on démonte et on remonte. Le chef est Raymond Sacks, Juif polonais, un des tout premiers FTP-MOI de Grenoble : n'a-t-il pas participé aux deux premières opérations du bataillon Liberté, le sabotage de la voie ferrée Grenoble-Chambéry (1<sup>er</sup> mai 1943) et l'attaque contre la biscuiterie Brun qui travaille pour les Allemands et où Marcel Gaist, un Juif roumain fraîchement arrivé de Montpellier, a trouvé la mort ? Le « technicien » du groupe : Herbert Hertz (Raoul). À l'arrivée de Hitler au pouvoir, sa famille a quitté l'Allemagne. La déclaration de guerre le trouve à Dijon, où il est lycéen. Son père vient de mourir, son frère aîné est interné : le gouvernement français ne distingue pas les réfugiés de l'ensemble des Allemands susceptibles de collaborer avec l'ennemi. En juin 1940, Herbert gagne la zone libre et reprend ses études au lycée de Riom. L'été 1942, les choses se gâtent. Il est assigné à résidence à Châteauneuf-les-Bains, dans le Puy-de-Dôme, où les premières rafles de Juifs étrangers se déroulent le 26 août 1942. Arrêté, il est relâché. Il apprendra bien après qu'il le doit à une intervention du principal de son collège auprès du capitaine de gendarmerie. Désormais, il est clandestin. Bref séjour dans le Lot-et-Garonne, avec un rêve : gagner l'Espagne et rejoindre les Alliés. C'est pendant ce séjour qu'il apprendra par une lettre de sa mère que son frère, qui avait réussi à gagner la Suisse, a été refoulé, livré à la police française, interné à Rivesaltes et à Drancy avant d'être déporté.

En juin 1943, le paysan chez qui il travaille le prévient : la gendarmerie s'intéresse à lui, probablement parce qu'il a l'âge du STO. Herbert part pour Grenoble, « ville réputée relativement sûre pour les Juifs puisque occupée par les Italiens et qui m'attirait aussi parce que je voulais y faire plus tard mes études d'ingénieur ».

À Grenoble, Herbert trouve sans peine travail et logement, fréquente l'Auberge de jeunesse, « un vrai foyer de subversion [...] ». Un dimanche de juillet, au retour d'une excursion à vélo au lac d'Aiguebelette, un camarade, Charles Wolmarck, vient rouler à côté de moi et se met à me parler sérieusement. « Ne crois-tu pas qu'il faut faire quelque chose pour résister activement aux Allemands ? » Le terrain était favorable, il me recrute pour les Jeunesses communistes.

Je n'ai fait que transiter dans cette organisation clandestine, car très rapidement, fin août 1943, j'ai été versé au bataillon Liberté où je suis devenu permanent après quelques semaines <sup>9</sup> ».

Le troisième de la triade de direction, le « politique », c'est Étienne Goldberger, dit Jacques, un « vieux » de 25 ans, un Juif de Transylvanie, province hongroise qui redeviendra roumaine la guerre finie. Car les Juifs hongrois sont nombreux à Liberté. Tibor Weisz, dit Yves, le benjamin, et André Katz, dit Gaston, dans le même groupe que Jacquot, mais aussi Georges Grünfeld (dit Lefort, il prendra, la guerre finie, le nom de Filip), Imre Boc (de son vrai nom Brüll) et, plus tard, Thomas Timar, Irwin Bodnar. Ils ont quitté leur pays pour poursuivre à l'Institut électrotechnique de Grenoble des études que le *numerus clausus* compromettait. En août 1942, quand commencent les rafles de Juifs étrangers en zone non occupée, ils sont arrêtés, mais immédiatement relâchés grâce à l'intervention du consul de Hongrie. Dès lors, ils souhaitent « faire quelque chose ». Si Georges Grünfeld rejoint d'abord l'organisation Combat, ses amis ont contacté la Jeunesse communiste, puis la section hongroise de la MOI. En septembre 1943, ils sont tous mutés au bataillon Liberté, où Georges Grünfeld les rejoint. Imre Boc se souvient du premier rendez-vous avec son contact, Maurice Grandowicz, alors responsable du bataillon. Il doit le retrouver à l'angle de la rue Thiers et de la rue Condorcet. Imre aura un livre à la main, son contact un mégot aux lèvres. Il lui demandera : « Où est la rue de la Liberté ? » Il répondra : « Elle est en construction. »

La rencontre dura dix minutes pendant lesquelles Imre dut choisir son nom de guerre : Pierre Berthier, celui d'un professeur de l'IEG de la fille de qui il est un peu amoureux. Un autre rendez-vous est pris pour se rendre à Sassenage et, de là, dans les bois, où Maurice Grandowicz lui montre une grenade, lui explique comment s'en servir et énonce quelques consignes : prendre l'habitude d'appeler le pistolet « mouchoir », la grenade « fleur », la mitraillette « flûte ». Ne jamais rencontrer les copains en dehors des rendez-vous, ne pas aller les uns chez les autres. Ne pas se saluer si on se croise dans la rue. Rompre toute relation avec sa famille, ses amis. Il recevra chaque mois une solde et des tickets d'alimentation.

Peu après l'arrivée de Jacquot et d'Antoine, Liberté doit préparer le 11 Novembre. Car les dates célébrées par les FTP-MOI sont celles de la Révolution française, de l'histoire de la France ou du mouvement ouvrier. On cherchera en vain dans toute la Résistance communiste juive la moindre célébration de fêtes qui ressortissent à une autre généalogie, à l'exception d'anniversaires d'événements de la guerre : rafle du 16 juillet 1942, insurrection du ghetto de Varsovie d'avril 1943.



La nuit du 10 au 11 novembre, tous les combattants de Liberté se retrouvent dans une forêt, à l'extérieur de la ville, pour réorganiser les groupes. C'est la première fois que Jacquot voit un tel rassemblement. Ils sont vingt-cinq, trente peut-être. Un vrai détachement, puisque le détachement est en principe constitué de trois groupes de huit.

Le « chef de ville », c'est-à-dire le chef du détachement de Grenoble, Maurice Grandowicz, annonce son départ. C'est Isy Shernetsky, un Juif d'origine russe de 35 ans, un ancien d'Espagne, chef du détachement Carmagnole jusqu'en mai 1943, qui le remplace.

Trois groupes sont constitués : un groupe de Français de souche, curieusement rattaché à la MOI ; le groupe de Raymond Sacks, qui reste presque inchangé, mais Antoine est versé dans le troisième groupe, dont le responsable est Rafaël, un Italien dont nous reparlerons.

La nuit se passe à écouter des cours politiques, à discuter, à chanter, à prendre la mesure de sa force. Et aussi à préparer la grande manifestation qui doit se dérouler le lendemain. Au matin, ils redescendent en ville. On les installe à certains endroits clefs : ils sont le bras armé chargé de protéger les manifestants.

Ils attendent. Rien ne se passe.

En effet, les Allemands ont organisé une rafle gigantesque : 400 arrestations, 80 déportations. Liberté s'est trouvé totalement épargné. Ses militants n'ont rien vu. C'est pourquoi l'ordre de bataille du bataillon est vierge de toute action ce 11 novembre, alors que celui de Carmagnole précise : « Lors de la commémoration, nos combattants assurent la protection des manifestants. »

La répression a frappé les mouvements de résistance plus anciens. Ceux de la MOI n'ont pas été repérés, ce qui explique leur rôle fondamental dans la Résistance communiste de l'Isère. Hubert Desvages indique que, de septembre 1943 à mars 1944, le détachement FTP-MOI-Liberté sera pratiquement le seul à se battre à Grenoble : les cinq attaques contre l'occupant, c'est Liberté. Sur 59 sabotages, 54 furent le fait de Liberté. D'avril à juin 1944, alors que la lutte s'intensifie, que la mobilisation se généralise, sur les 80 actions, 20 seulement sont le fait de Liberté. Les FTP-MOI ne sont plus aussi seuls dans la lutte. Mais, indique encore Hubert Desvages<sup>1</sup>, quand on fait le bilan total de la lutte des FTP à Grenoble de septembre 1943 à juillet 1944, on constate que Liberté a accompli à lui tout seul 75 pour cent des actions, « sous-tendant presque seul cette résistance jusqu'en mars 1944, restant à la pointe de la lutte jusqu'à la Libération<sup>10</sup> ».

Nous ne raconterons pas toutes les actions de Liberté ; ce serait fastidieux pour le lecteur : sabotages d'usines travaillant pour les Allemands, déraillements de trains de marchandises, attaques de troupes allemandes et, enfin, exécution d'Allemands, de miliciens.

Bornons-nous à quelques exemples :

Le 17 novembre 1943, Raymond Sacks informe Jacquot : « Une colonne allemande passe chaque jour à la même heure cours Jean-Jaurès. On va l'attaquer. Jacquot, tu lanceras la grenade avec Gaston. Tu ne l'as pas encore fait. Pierre (Imre Boc) et Antoine protégeront votre retraite. »

6 heures du soir. La nuit tombe. La colonne avance. Se rapproche de l'endroit fixé pour l'action, au croisement du cours Jean-Jaurès et de la petite rue qui doit assurer la retraite. Jacquot et Gaston lancent les grenades. Enfourchent les vélos que leur tendent Pierre et Antoine. Pédalent calmement jusqu'à leur planque. « C'était facile », dit Jacquot, qui a la réputation de n'avoir jamais peur. Absence de peur qui lui semble, quarante ans après les événements, bien étrange, comme si elle le rendait un peu anormal. « À chaque action, nous dit-il, j'avais froid et la chair de poule. C'est peut-être ça la peur ? »

À partir de décembre 1943, les exécutions doivent se faire plus nombreuses. Le 6 décembre 1943, c'est celle du milicien Casseron-Mammes, à la suite de laquelle le chef de groupe rassemble ses hommes : « Il y aura un bel enterrement, beaucoup de miliciens et de gens de la LVF. Vous allez choisir un chef de préférence, et le suivre pour une action future. »

Pendant des jours, Jacquot et un copain suivent un milicien, connaissent toutes ses habitudes.

Raymond Sacks désigne Antoine pour abattre l'homme. Abattre un homme ressemble à un rite initiatique, un rite de passage qui signe la véritable appartenance aux FTP. Antoine, dont le palmarès de combattant est déjà impressionnant, doit maintenant tuer de sang-froid. Pierre (Imre Boc) l'assiste. Raoul (Herbert Hertz) et Jacquot sont chargés de la protection.

Une première fois, une femme et un gosse passent. Antoine renonce à tirer. Le jour suivant, il y a un Allemand sur le trottoir d'en face. L'action est remise. À quatre reprises, Antoine trouve une bonne raison de ne pas tirer. Raymond en conclut qu'il n'en est pas capable. Contrairement à ce qui s'est passé à Paris, où la défaillance d'un combattant entraînait critiques et parfois mise à l'écart du combat pendant un certain temps, à Grenoble et à Lyon pas de drames. Les « chefs » semblent plus proches de leurs hommes.

Finalement, c'est Jacquot qui descendra le milicien Roux. Gaston, qui est chargé de le seconder, n'a pas eu à intervenir. Antoine et Pierre sont là, tenant les vélos de la retraite.

Au moment d'enfourcher sa bicyclette, Jacquot entend un coup de feu. La balle tirée par un policier qui se trouve à quelques dizaines de mètres s'est logée dans sa cuisse. Antoine tire. Le képi du policier valdingue. Il s'enfuit. Tirer pour défendre un copain n'a posé aucun

problème à Antoine.

Jacquot, installé sur son vélo, ne peut pédaler, met la main sur l'épaule de son camarade, se laisse tracter jusqu'à une petite chambre où un médecin viendra le soigner, précisant qu'il est indispensable de lui faire une piqûre antitétanique. Le lendemain, Antoine et Raymond, armés, escortent le blessé à la clinique de la rue Thiers. Dans le hall, sur un chariot, ils croient reconnaître le milicien qu'ils ont descendu. Pour le médecin, ils ont inventé toute une histoire : leur ami a été blessé lors d'une rafle où les Allemands ont tiré. Après avoir longtemps hésité (toute blessure par balle doit être déclarée à la police), le médecin accepte de faire la piqûre sans rien noter. Il tape sur l'épaule de Jacquot : « Au revoir, petit gars. » « Il n'a pas compris qu'il venait de soigner un terroriste », dit Jacquot. Qui sait ?

Jacquot a été conduit chez Jeanine Krakus. La piqûre antitétanique a déclenché une crise d'urticaire. Elle lui attache les mains pour l'empêcher de se gratter, le nourrit. Elle lui a laissé son lit et dort par terre. Au bout de huit jours, Jacquot, rétabli, rejoint ses camarades.

L'entrée de Jacquot dans la Résistance, au-delà de ses faits d'armes qui montrent un courage physique hors du commun, est le début d'une transformation profonde, presque d'une nouvelle naissance. Il se fait d'abord une promesse qu'il a tenue : jamais plus il ne jouera pour piquer l'argent des copains. Mais surtout, il a le sentiment d'accéder à la culture. « Quand j'étais enfant, ma seule lecture, c'était les illustrés avec leurs héros comme Mandrake le magicien. Des surhommes qui triomphaient de tous les dangers. Nous étions des primaires et n'avions pas l'habitude de lire des livres sérieux. » Déjà, à Lyon, des copains lui avaient prêté *La Mère*, de Maxime Gorki. « J'ai admiré ces héros, la mère et le fils. J'aurais voulu être comme eux. »

Après avoir « fait un chemin de fer », c'est-à-dire déboulonné les rails pour provoquer le déraillement d'un train de marchandises, ils sont là, assis dans l'herbe, attendant que le jour se lève pour regagner la ville. Rafaël parle. Un « vieux » de 44 ans qui porte l'auréole d'un passé exemplaire. Cet Italien n'a-t-il pas descendu son premier fasciste en 1923 ? (Légende ? Vérité ? Rafaël est mort en Union soviétique. Nous ne le saurons jamais.) Ensuite, il s'est réfugié en Union soviétique, où il épouse une institutrice juive. Son enfant a deux ans quand il s'engage dans les Brigades internationales.

Interné dans un camp de la zone sud d'où il s'est évadé, il est maintenant membre du détachement Liberté. Il explique, Jacquot s'en souvient avec acuité, la plus-value. C'est la première fois qu'on lui parle de « ça ». À lui, même pas un vrai prolétaire, un gars du *lumpen* sans « éducation politique ». Dans le groupe de Jacquot, quelques

« intellectuels », les Hongrois surtout. Ils discutent. Jacquot boit littéralement ces débats dans lesquels il n'intervient jamais. Ils évoquent des points de marxisme, mais aussi des questions qui touchent leur action : en faisant dérailler ce train, ils ont probablement causé la mort du cheminot. En avaient-ils le droit ? Petit à petit, la « conscience politique » vient à Jacquot. Petit à petit, il devient communiste. Il pourrait faire sienne cette exclamation de Pierre Villon, de son vrai nom Ginsburger : « Voilà ce que le communisme fait d'un Juif malingre<sup>11</sup> ! »

Jacques Kott a vécu une expérience analogue. « Certains militants de la MOI avaient une culture politique étonnante, et les discussions étaient passionnantes. Au début, j'étais un communiste autodidacte. Quand je suis sorti de la Résistance, j'étais devenu un communiste pur et dur, un de ceux qui méprisent un peu les autres car ils se sentent porteurs de la Vérité. » C'est surtout avec une jeune femme, Perrine, une non-Juive dont il a vite perdu la trace et dont il ignore le vrai nom, qu'il apprend. « Une personnalité hors du commun, un personnage comme Plisnier en dépeint dans *Faux passeports*. Des nuits durant, nous discussions, de la dissolution du Komintern notamment. Ça la travaillait énormément. »

Mais en dehors des « actions », les FTP, retrouvent la solitude, l'angoisse, la peur. Rappelons leur jeunesse : la plupart ont à peine plus de dix-huit ans, l'âge des bandes, des copains. Imre Boc, qui vit en Hongrie depuis la fin de la guerre, a confié à Henri Krischer un long récit de sa participation à la Résistance, écrit pour l'essentiel en 1947 et dont une partie est consacrée à une journée sans action<sup>12</sup>.

« Je me réveille. Une journée de sursis. Mes yeux se posent sur la tapisserie de la chambre meublée. De petites fleurs sur fond bleu. Des œillets. Œillet viendrait-il du mot œil ? Une multitude d'yeux qui me regardent, moi, couché sur le matelas affaissé posé sur un lit de fer. Vivant. Dans une chambre étrangère d'un pays étranger pris dans une guerre étrangère. Une guerre étrangère ? Non. Elle se mène contre moi. Et je me défends. Je me défends en attaquant – ou j'attaque en me défendant. Si nous attaquons, nous sommes les plus forts. Pourtant, beaucoup sont déjà tombés et, somnolant à demi, je vois leurs visages dans la tapisserie. Leurs yeux me regardent ; des yeux œillets.

« Face à mon, lit, une tache aux contours vagues, tranchant sur le fond bleu, s'étend du plafond jusqu'au milieu du mur. Souvenir de celui qui a habité ici avant moi ? Quelle trace laisserai-je ? Celle des pieds de mon réchaud à alcool sur la table peinte que je dissimule au moyen de livres pour que la propriétaire ne les remarque pas ? Ce n'est pas une méchante femme. Elle me demande un prix modeste. Mais je suis prudent. En ne me déclarant pas à la police, elle a pris des

risques. Aussi cette adresse n'est-elle pas mentionnée sur mes faux papiers. Si on m'arrête, on ne retrouvera pas cette chambre.

« L'amitié me lie à la tache sur la tapisserie. Une tache bizarre, extraordinaire. Je l'ai vue pour la première fois il y a six mois, quand j'ai loué ma chambre, et elle m'a fait peur. C'était l'automne. Sa tête de gestapiste grinçait des dents. Ma chambre, symbole de mon passage dans l'illégalité, me faisait peur. Et si on venait m'arrêter ? Me laisserais-je emmener en espérant m'évader ? Non, je me collerais au mur, sortirais mon revolver, tirerais. Ils tireraient à leur tour et une nouvelle tache maculerait le mur. Quelle serait sa forme ?

« Au début, je ne me sentais en sécurité que dehors et je répugnais à réintégrer ma chambre. Aujourd'hui, il n'y a que dans ma chambre de banlieue, loin de la ville, de ses rues, des chemins de fer, des usines, que ma peur s'apaise. J'ai échappé une fois encore.

« Un jour la tache a perdu sa forme de gestapiste. Elle avait maintenant la forme du saillant de Koursk où j'avais fixé avec des épingles la ligne du front.

« Le jour où Alex a été arrêté, la tache est devenue une tête de mort.

« Tour à tour, elle est devenue la coupole du Parlement de Budapest, la grenade à main italienne que j'avais eue dans ma poche, un oiseau déployant ses ailes, prenant son envol vers le beau ciel du papier peint, la baignoire de la Gestapo.

« Aujourd'hui, la tache ne prend aucune forme. Tache banale pour une journée banale, une journée sans action. Une journée reçue en cadeau. Je peux aller au cinéma, prendre un bain, aller chez le coiffeur, au restaurant, me promener au hasard des rues. Une journée vide, aux heures qui s'étirent alors que le temps lors des actions se démultiplie, se divise à l'infini [...].

« Je descends lentement l'escalier, seize marches jusqu'au premier étage où habite la famille hongroise qui m'a indiqué cette chambre. Vingt-deux marches encore jusqu'au palier des propriétaires. Un nombre pair. Celui de la chance.

« Le tramway m'arrête au cœur de la ville. Il ne se passe rien. La caserne allemande est gardée par une sentinelle immobile. Des passagers montent, descendent, yeux vides, visages moroses. Les queues s'allongent devant les boutiques d'alimentation.

« Je descends au terminus, sur la place carrée presque fermée encadrée de maisons comme les bâtiments encadrent la cour d'une caserne. Pratique pour une rafle. Il suffit de barrer les rues qui partent des quatre coins de la place. Mais cette maison avec un café s'ouvre par un passage sur une autre maison qui donne sur la Grand-Rue. Je connais presque toutes les maisons de la ville qui disposent d'une double entrée.

« Je prends la rue de la Poste. Une mauvaise rue, étroite, sans transversale sur une longue distance. Pour moi la ville n'est plus qu'un terrain militaire. Où peut-on organiser une action ? décrocher sans problème ? Quel bureau de distribution de tickets peut être attaqué ? Sur quel banc, à quelle terrasse de café peut-on organiser un rendez-vous ? [...]

« J'ai faim. Je connais un petit restaurant, avec une salle au fond, où on peut manger sans tickets. Cher, certes, mais de la vraie viande, de vraies pommes de terre, des portions copieuses.

« Sur le trottoir d'en face, j'aperçois Jacquot. Il m'a vu, ralentit son pas, hésite. Les consignes sont strictes... Ne pas se saluer quand on se rencontre dans la rue, ne pas se voir en dehors des actions. Je lui fais un tout petit signe bien discret. Je lis sur son visage le combat qui se livre entre la discipline et la souffrance de la solitude. La discipline a perdu. Jacquot traverse la rue. Il est d'excellente humeur : il a rencontré hier une fille épatante, vendeuse aux Nouvelles Galeries, et il a rendez-vous avec elle dans l'après-midi.

« Veut-il déjeuner avec moi ? Il veut bien, mais il est fauché. Les 10 francs qu'il a en poche doivent servir à boire un verre avec son "rendez-vous". Je l'invite [...].

« Jacquot fume tranquillement une cigarette. L'angoisse m'a repris. Et s'il y avait une descente dans ce restaurant de marché noir ? Je voudrais être dehors.

« Jacquot qui s'est rendu compte de ma nervosité, met sa main sur la mienne. Je me calme et commande un café. Un vrai café. Avec du vrai sucre. C'est bon.

« En sortant, bref coup d'œil des deux côtés de la rue. Tout est tranquille. Jacquot va à son rendez-vous. J'ai devant moi le vide de l'après-midi. Vacuité, inutilité de cette journée. Ma vraie vie serait-elle devenue les actions ? J'ai dans ma chambre des livres dont je n'ai même pas coupé les pages, car je suis devenu incapable de me concentrer. Dès la première ligne, mes pensées s'échappent vers l'action accomplie ou à venir.

« Je décide finalement d'aller au cinéma voir un nouveau film : *Les Visiteurs du soir*. Une surprise. Comment la censure a-t-elle pu laisser passer ce film qui est un appel à la Résistance ? »

Solitude, peur, angoisse. Quelle que soit l'importance de l'action, elle peut toujours se solder par la mort.

Le 29 mai 1943, à Lyon, une équipe doit récupérer des tickets d'alimentation dans le centre de distribution du 187, avenue Félix-Faure. Tickets destinés pour une part aux FTP, pour une autre part à être revendus.

« 14 h 30. Quatre individus armés chacun de deux revolvers

faisaient successivement irruption dans le local [...]. Le premier de ces individus bondit sur le garde Sauton (le gardien de la paix en service), le désarma, le coucha sur la table. Deux autres, qui avaient tenu en respect le personnel à l'aide de leurs revolvers, se joignirent au premier pour frapper le garde à coups de crosse sur la tête [...].

« Les agresseurs firent coucher tous les assistants à terre, tandis que l'un d'eux ramassait dans une musette 381 jeux complets de titres d'alimentation qui se trouvaient entre les guichets. La scène ayant duré une minute, tous s'enfuirent, deux à l'aide de bicyclettes qu'ils avaient entreposées dans la cour. Les employés Cart et Audinoz, puis le garde Bru se lancèrent à leur poursuite<sup>13</sup>. »

Lors de cette poursuite, le garde Bru, qui se trouvait par hasard dans le bureau pour renouveler sa carte d'alimentation, est blessé d'un coup de feu à la poitrine. Simon Frid à son tour tombe, atteint à la jambe. Sur lui, deux pistolets 7.65 et une fausse carte d'identité. Il ne parlera pas. De la lecture du réquisitoire du procureur, il ressort qu'il fut difficile de lui faire admettre sa véritable identité, mais qu'une fois celle-ci établie, la police put remonter à ses sœurs jumelles, mariées toutes deux à des FTP, Marcel Amselem et Maurice Chapochnik. Perquisition au domicile des Amselem. Un carton est trouvé, portant une adresse à Montluçon. C'est là que la police arrête Lola Frid, épouse Amselem. Interrogatoire de cette femme, mère d'un petit garçon. Elle ne semble pas au courant des activités de son mari et de ses beaux-frères, mais indique qu'une réunion s'est tenue chez elle, ce même 29 mai, vers 16 heures, avec son mari Amselem Marcel, Chapochnik, un certain Drakous<sup>14</sup>, un certain Redji, enfin un individu se faisant appeler « Alain » ou « Pierre », réunion où il fut décidé<sup>15</sup> de l'envoyer avec son bébé à Montluçon et probablement de mettre à l'abri ceux qui avaient participé à l'action.

Ainsi, la chute de Simon Frid est une affaire « propre ». Un jeune – il a 21 ans – qui ne parle pas, alors qu'il est dans l'organisation depuis ses débuts et qu'il connaît tout le monde. Le chef, Roman Krakus, qui prend toutes les mesures pour mettre à l'abri ceux qui risquent d'être arrêtés dans le sillon de leur camarade. Le hasard a voulu pourtant que le sort de deux FTP de Carmagnole, Léon Rabinovitch et Léopold Rabinovitch, fût lié à celui de Simon Frid.

En août 1943, les deux frères Rabinovitch sont arrêtés « sur dénonciation ». Au domicile de Léopold (108, route de Vienne) est trouvé le pistolet 853 « MAB » soustrait au garde Sauton lors de l'attaque.

Léon et Léopold nieront toute participation à cette action, tout en reconnaissant leur appartenance aux FTP. La police n'a-t-elle pas retrouvé au domicile de Léon des pièces de comptabilité de l'organisation ?

Dans son réquisitoire, le procureur demandera que Léopold Rabinovitch, reconnu par des témoins, soit jugé ainsi que Simon Frid par la Section spéciale.

Le 23 novembre 1943, la Section spéciale de la cour d'appel de Lyon condamne à mort Simon Frid. Le 4 décembre, il est guillotiné. Sa dernière lettre adressée à ses sœurs (ses parents ont été déportés), écrite dans un français totalement phonétique, est émouvante dans sa simplicité et sa brièveté : « Mes chères sœurs, je vous écris au moment de mon exécution. Je meurs pour la cause pour laquelle j'ai combattu. Ne m'oubliez pas. Vengez-moi. »

Lola Frid-Amselem se suicide à la nouvelle de la mort de son jeune frère dont elle se sent responsable. Ce qu'est devenu le bébé, nul ne le sait.

La mort de Simon Frid sera vengée, comme il le réclamait dans sa dernière lettre. Très vite, la direction de l'interrégion prend la décision d'abattre le président de la Section spéciale, Faure-Pinguely.

Le récit détaillé de l'action figure dans plusieurs publications<sup>16</sup>. Y participent l'interrégional FTP Albert Kügler ainsi que le chef de ville Roman Krakus. Participation inhabituelle de « chefs » à l'action directe : en règle générale, la vie des cadres est jugée trop précieuse pour la pérennité de l'organisation pour qu'ils risquent de la perdre. Mais il semble que Krakus ait souvent contrevenu à cette règle. Participent-ils par amitié et respect pour Simon Frid, un compagnon des débuts ? Pour calmer un remords ? De l'avis de plusieurs combattants, la vie de Simon aurait été épargnée si l'action de récupération des tickets avait été mieux préparée : rien n'était prévu pour la retraite. Ou, plus prosaïquement, parce que en ce mois de décembre 1943, les effectifs de Carmagnole sont insuffisants pour une opération de cette importance ? Quelle que soit la raison de la présence d'Albert Kügler et de Roman Krakus aux côtés de leurs camarades, elle leur vaut leur respect. Les FTP de Paris, comme Jean Lemberger et certainement Missak Manouchian, ont eu le sentiment que les chefs, en particulier Boris Holban, se contentaient de « commander » et les envoyaient à la mort alors qu'eux étaient à l'abri. Ceux de Lyon et Grenoble ont conservé admiration et affection pour des « supérieurs » ayant risqué leur vie à leurs côtés.

Résumons brièvement l'exécution de Faure-Pinguely. Albert Kügler s'est déguisé en parfait gestapiste. Il est accompagné de Fred, supposé être de la police française, de Roman Krakus et Gilles Najman, qui ont revêtu des uniformes allemands récupérés lors d'une action à Grenoble. Les autres copains de Carmagnole assurent la protection.

Faure-Pinguely, qui a ouvert lui-même la porte de sa villa, accepte d'avoir avec les « Allemands » une discussion sur « les



terroristes ». Il les conduit dans son bureau, où il affirme sa totale collaboration dans la lutte contre les « terroristes ». N'a-t-il pas fait condamner à mort Simon Frid, qui vient d'être guillotiné ? Roman Krakus ne se retient plus, sort une matraque, commence à cogner sur le crâne d'un Faure-Pinguely qui n'y comprend rien et répète : « Pourquoi ? Pourquoi ? » Le pistolet de Fred s'étant enrayé, Krakus pose sa matraque, sort le sien et tue Faure-Pinguely d'une balle dans la nuque.

À Lyon, la Section spéciale ne prononcera plus de condamnations à mort.

La vie de Léopold Rabinovitch est sauvée. Il sera « simplement » déporté, comme Léon, transféré à la centrale d'Eysse, puis à Compiègne, sera à son tour déporté à Dachau le 2 juillet 1944, puis à Buchenwald. Des camps de concentration pour « politiques » qui ne sont pas des centres de mise à mort et d'où les chances de revenir, comme Léon précisément, rapatrié le 7 mai 1945, sont infiniment plus grandes.

À la fin du mois de décembre, Étienne Raczymow ne se sent plus en sécurité à Lyon. Il a l'âge du STO, et les rafles qui visent à arrêter les nombreux réfractaires se multiplient. Il est passé au travers de plusieurs contrôles, mais la chance peut tourner. Cap sur Grenoble.

À la même époque, Jacquot apprend que les Koutzner sont à Sassenage. Les Koutzner, c'est la rue Bisson où le père tient une boutique de coiffeur à côté de la boucherie du père Szmulewicz. Fanny Koutzner, la fille du coiffeur, est liée d'amitié avec Blanche Szmulewicz, la fille du boucher.

Jacquot monte donc à Sassenage. Là, il retrouve toute une communauté de Juifs. Certains, comme Charles Wolmarck, ont des responsabilités à l'UJJ. D'autres sont là, simplement, attendant dans une sécurité relative la fin de la guerre. Comme Daniel Kaftal et Étienne Raczymow, qui vient de retrouver un copain d'école de la rue Ramponeau, Guy Landowicz. Rue Bisson, école Ramponeau dans l'exil isérois.

Chacun raconte l'odyssée qui l'a amené jusque-là. Jacquot crâne : « Un jeune, ça se vante », dit-il aujourd'hui. Sa mitraillette, ses actions. À Sassenage, on l'admire. Ne l'a-t-on pas convié, en sa qualité de FTP, à assister à une réunion des groupes de combat ! Jacquot propose à Daniel Kaftal, Guy Landowicz et Étienne Raczymow de se joindre à lui et, à Étienne qui s'inquiète, il répond : « Tu verras, c'est bien. On va au cinéma, on travaille un peu. » Et Jacquot remet tout de suite à Étienne 500 francs, lui réclame une photo pour sa nouvelle carte d'identité. Les candidatures des trois garçons sont tout de suite acceptées. Les temps sont révolus, rappelons-le, où on demandait aux impétrants FTP

une « conscience politique », en clair, l'appartenance au Parti ou à la Jeunesse communiste.

Étienne Raczymow a rendez-vous, pour sa première action, tout en haut du cours Jean-Jaurès. « On m'a donné un grand pistolet à barillet que j'ai placé dans ma ceinture. C'était l'hiver. Ça m'a fait froid comme un glaçon à même le corps. Et j'avais si peur ! » Il faut faire sauter un gazomètre. Étienne avec Jacquot est à la protection. « Les gars ont mis leurs petits pois. C'est comme ça qu'on appelait les boîtes de conserve bourrées d'explosifs, avec une mèche en amadou allumée avec une cigarette. Trois minutes après, ça saute. Un bruit terrifiant. Je ne savais plus où j'étais. Il devait être 8 heures du matin et c'était encore la nuit noire. »

Autre action : le sabotage à Voreppe de la ligne de chemin de fer Grenoble-Lyon. La date ? Étienne ne s'en souvient pas. Le 6 janvier 1944 ou le 7 février 1944 ? Car Liberté s'est fait une spécialité des sabotages de voies ferrées, devenus très nombreux.

Voreppe, c'est à 20 kilomètres de Grenoble. On prend le tramway au centre de la ville. On descend à Sassenage, le terminus. Le reste de la route s'effectue à pied.

Hors de la ville, Étienne se sent en sécurité. « Ma place aurait été au maquis, entouré par les copains. Pas tout seul dans ma petite chambre. » La petite troupe marche. Est-ce Lefort (Grünfeld, devenu Filip) qui les commande ? C'est possible. Il est toujours difficile de reconstituer l'identité des participants aux différentes actions. Les plus costauds portent les sacs avec des barres de fer. Il est minuit quand ils arrivent au lieu choisi. Ils ont une demi-heure pour déboulonner les rails. Quatre boulons à un bout, quatre à l'autre. Puis faire levier avec la barre de fer pour déplacer le rail et rendre le déraillement inévitable.

Lefort demande des volontaires pour rester et contrôler le succès de l'action. Jacquot se propose, coopte Étienne. Les copains se replient. Jacquot et Étienne attendent, tapis au bas du talus, leur mitraillette posée à côté d'eux. Le bruit saccadé du train. Les brindilles rouges dans la colonne de vapeur qui s'échappe de la locomotive. Soudain, elle se couche sur le flanc alors que, dans un bruit d'apocalypse, les wagons se précipitent contre elle. Ils ont vu. Ils peuvent rejoindre les autres. Se reposer en attendant l'heure où le premier tramway les ramènera de Sassenage à la ville.

Vers 8 heures du matin, Étienne est de retour dans sa planque. Il se couche. Dans l'après-midi, il a rendez-vous avec Jacquot pour aller au cinéma. C'est interdit. C'est dangereux : il y a souvent des rafles à la sortie, pour arrêter surtout les réfractaires au STO. Mais n'oublions jamais leur extrême jeunesse, leur goût tout à fait normal pour les plaisirs que la vie offre maintenant si chichement, ce qui les rend

d'autant plus attrayants. Jacquot a fait promettre : « Tu ne dis rien à personne. »

Le 3 mars 1944 fut pour Étienne une journée terrible, terrifiante. Celle qui revint pendant une dizaine d'années dans d'horribles cauchemars. Une journée dont il ne parla pas.

Regardons l'ordre de bataille de Carmagnole :

« 3 mars 1944. Exécution de trois membres de la famille Mamis, agents de la Gestapo, à leur domicile, 20, chemin de Washington. » La chose est inscrite, imprimée, publiée dans la brochure éditée par l'Amicale des anciens de Carmagnole-Liberté. Publique. Étienne peut parler, retrouvant l'horreur, intacte.

« J'avais rendez-vous avec Jacquot. On m'a remis un 7.65 et on nous a indiqué la rue où nous devons nous rendre. Une petite rue, pleine d'immigrés, à la limite de Grenoble, près de Gière. On devait faire une "décomposition". Décomposer, c'est-à-dire descendre quelqu'un.

« À l'époque, précise Jacquot, nous avions de la haine. On nous avait dit que les sœurs avaient donné un des résistants. Tout le groupe a participé à l'action<sup>17</sup>. »

« C'était un immeuble de trois étages, se souvient Étienne, où n'habitaient pratiquement que des Grecs. Dans l'appartement, une fille enceinte, une autre, la vingtaine d'années, arrogante. Elle m'a fait presque peur, un jeune homme, vingt et un ans peut-être, et les parents.

« Jacquot m'a demandé où je souhaitais être. Je ne savais pas trop. J'ai proposé de garder les parents. »

Un copain a été chargé d'enfermer tous les jeunes dans la même chambre. Étienne garde les parents dans une autre pièce. « La mère se doutait. Elle s'est mise à genoux, a enlacé mes jambes et les a embrassées. C'était horrible. » Mais, commente-t-il, « on ne peut pas impunément donner. »

Des coups de feu dans la chambre où se trouvent Jacquot et Pierre Katz, un Juif français de Montluçon, agrégé de philosophie, le seul de cette origine sociale à Carmagnole. La mère s'est mise à hurler. Étienne, fou de terreur, s'est collé à la porte de la chambre où les comptes se règlent. « Le premier qui avançait, je lui tirais dessus. »

Dans cette opération, Jacquot a utilisé quatre balles sur les huit que son chargeur contient. Le détail a son importance. Il déjeunera avec Étienne avant l'action de l'après-midi. Étienne Goldberger doit être jugé pour s'être fait prendre stupidement avec un vélo volé qu'il n'avait pas maquillé. S'il est condamné, les copains doivent le faire évader à la sortie du palais de justice.

Armés, tous les membres de Liberté sont disséminés aux alentours

du palais de justice, attendant les ordres. Après deux heures d'attente, on vient les prévenir. Étienne Goldberger a été jugé simplement pour vol de vélo. Sa condamnation est couverte par la détention provisoire. Il sort libre.

Mais cette journée, éprouvante pour les nerfs, n'est pas terminée pour autant. Ils doivent encore procéder à une récupération de ces armes qui leur font si cruellement défaut. Frénésie d'action, au détriment de la prudence. Car en ce mois de mars 1944, croient-ils, Liberté est seule à Grenoble à manifester la présence FTP et elle doit compenser la faiblesse des effectifs par la multiplication des actions faites par chaque combattant.

« La récupération, explique Étienne, c'est simple. Tu marches dans la rue en formation de combat. Deux devant. Deux derrière. Sur les quatre, nous étions trois anciens élèves de l'école de la rue Ramponeau. Jacquot, Guy Landowicz et moi. Le quatrième, c'était Daniel Kaftal, que Jacquot avait aussi recruté à Sassenage. Tu rencontres un flic. S'il donne son arme de bon gré, tu la prends. Un milicien, un Allemand, tu le tues. »

Ils marchent dans une petite rue, à à peine cent mètres du palais de justice. Quatre gars arrivent en face : « Papiers. » « Jacquot, le plus gonflé, a sorti les siens. Je me suis dit : si c'est comme ça, je les sors aussi. Mais l'homme, un policier en civil, a pris mes papiers d'une main, a fourré l'autre dans ma poche. Ça a été très vite. Jacquot a reculé, a crié "haut les mains ! résistance !". Guy Landowicz a pris une grenade dans sa poche. Mais avant qu'il ait pu la dégoupiller, le deuxième flic avait la main dessus. Daniel Kaftal n'a pas réussi à sortir son revolver.

« J'ai vu qu'un inspecteur prenait son revolver, dit Jacquot. J'ai tiré. Je l'ai descendu. J'en ai touché un deuxième. Mais j'avais tiré mes quatre balles. J'ai crié aux autres : Sauvez-vous ! »

Étienne : « Jacquot a crié : Barrez-vous ! J'ai couru, couru. Ça tirait. Et puis, je n'ai plus pu courir. Et je suis tombé (la chance !) sur deux copains, des Juifs hongrois, qui m'ont emmené chez eux. C'est après que j'ai appris ce qui s'est passé pour Guy Landowicz. »

Il aurait couru longtemps, très longtemps. Épuisé, il se serait arrêté. Un simple flic lui aurait mis la main à l'épaule.

« Tout ce qui est possible sera fait pour délivrer Guy Landowicz », affirme Lefort, devenu chef de ville.

Mais la rapidité de la police a été extrême. Transféré tout de suite à la prison Saint-Paul, à Lyon, condamné par la cour martiale, il est exécuté le 13 mars 1944, dix jours après son arrestation. Il venait d'entrer aux FTP et n'avait pas vingt ans.

À l'été 1985, le cinéaste Hervé Liotard-Vogt a tourné un film sur le Paris yiddish<sup>18</sup> de l'entre-deux-guerres. Étienne l'a piloté dans

Belleville et l'a conduit dans la cour de l'école de la rue Ramponeau. Pour la première fois, Étienne a vu la plaque à la mémoire de son copain. Et il a eu une hallucination. Il y avait une deuxième plaque : Étienne Raczymow.

Dans l'incident, Étienne et Jacquot ont laissé leurs faux papiers, avec leurs vraies photos. Celle de Jacquot est établie au nom et à l'adresse de son copain Gaston Largeault, alors au STO. Les policiers se rendent au 55 de la rue Bisson, montrent la photo d'un « terroriste abattu ». Le père Largeault affirme ne pas le connaître, mais il prévient le père de Jacquot, qui vit caché dans une cave, rue Vilin, et à qui il apporte parfois de quoi manger, que son fils est mort.

« La guerre finie, quand mon père m'a vu arriver dans mon uniforme de l'armée française, un gros fusil sur l'épaule, il s'est évanoui. »

Le FTP-MOI « grillé » sur Grenoble est immédiatement envoyé dans une autre ville (Toulouse, Marseille, Lyon). Jacquot ne veut pas entendre parler de Marseille et Toulouse. Il préfère retourner à Lyon, retrouver ses copains et une ville qui lui est familière. Il y rejoindra Raymond Sacks, Étienne Goldberger, Tibor Weisz. Avant de se disperser, les huit camarades de leur premier groupe s'étaient donné rendez-vous, la guerre finie, place de la République. Sur les huit, ils ne seront que quatre : Herbert Hertz, Pierre, Gaston et Jacquot. Raymond Sacks, bien qu'en vie, n'est pas venu. Antoine (Raymond Grynstein), l'ami si cher, est mort le 24 avril 1944. « Au retour d'un sabotage d'usine dans la banlieue de Grenoble, les copains sont tombés sur un barrage allemand. Il y a eu un accrochage. Antoine a été blessé. Comme il ne voulait pas tomber vivant entre les mains des Allemands, il s'est fait sauter avec sa grenade, entraînant dans la mort plusieurs soldats ennemis. La nouvelle de sa mort m'a causé un chagrin infini », dit Jacquot. Yves (Tibor Weisz) et Jacques (Étienne Goldberger) sont « tombés » dans « l'affaire des Hongrois », peu avant le retour de Jacquot à Lyon.

Raymond Sacks est tombé au cours d'une récupération d'armes. Il était prévu de « désarmer » jusqu'à 20 heures. De cesser ensuite. Raymond Sacks a transgressé la règle. À 20 h 30, il désarme le dernier flic qui se défend, blesse Raymond à la mâchoire, l'arrête.

Quand un copain est arrêté, les consignes sont claires. Il doit tenir sous la torture pendant quarante-huit heures. Délai nécessaire pour déménager sa planque et couper tous les contacts.

Raymond aurait tenu. En vérité, nous n'en savons rien. Car les copains chargés du déménagement ont opéré trop tard : la Gestapo a déjà installé sa souricière et Simon Tokar et Félix Pfeffer se font prendre. Interrogé, torturé, Simon Tokar, de son vrai nom Grajewski, a parlé.

Il faut avoir le courage de fixer quelques minutes la photo d'Étienne Goldberger que Carmagnole a récupérée, prise après l'interrogatoire, alors qu'il serait resté muet, le visage tuméfié où l'œil n'est qu'une fente. Et suspendre tout jugement sur ceux qui ont parlé.

Mais si l'on veut comprendre quelque chose aux chutes en chaîne qui ont parfois décimé des groupes, il faut admettre que certains héros ont craqué, récuser le postulat implicite qui sous-tend certaines descriptions de la Résistance : on peut choisir le chemin de la lutte quand la « masse » est passive, se battre avec un courage exemplaire et ne pas supporter que son corps soit martyrisé. Les chutes en chaîne ne sont pas nécessairement dues à la volonté perverse du Parti, à un homme « retourné » par la Gestapo. Elles peuvent être la manifestation de la faiblesse de ces hommes qui n'étaient pas tous de marbre devant la souffrance.

Simon Tokar a donné le lieu de son prochain rendez-vous, au cimetière de La Guillotière, où la police cueille « Henri Dalloz », Tibor Weisz et Paul Laurent.

Lisons le procès-verbal de la confrontation entre Simon Tokar et ses camarades<sup>19</sup>.

1474 A 140/4

Confrontation entre Tokar Simon d'une part, et Weisz Tibor, Dalloz Henri et Laurent Paul d'autre part. 13 mars : Cazenave Armand, commissaire à la section Lyon.

Continuant notre enquête, vu les déclarations du nommé Tokar Simon en ce qui concerne les accusations portées par lui sur les nommés Weisz Tibor, Dalloz Henri et Laurent Paul, vu d'autre part les dénégations de ces derniers, procédons à une confrontation générale au cours de laquelle chacun de ces individus déclare respectivement :

*Tokar Simon :*

Je confirme en tous points mes précédentes déclarations. Je maintiens et affirme une seconde fois que l'individu que vous me présentez et me dites se nommer Weisz Tibor fait partie du groupe Carmagnole où je le connaissais sous le prénom d'Yves. Je confirme également que cet individu a pris part avec mon groupe à plusieurs attentats par explosifs contre les usines de Lyon et de la région ainsi qu'à plusieurs agressions dans la nuit du 9 au 10 mars 1944 commises contre des gardiens de la paix. Il était certainement armé lors de toutes ces expéditions.

Le second individu que vous présentez sous le nom de Paul Laurent faisait également partie du groupe Carmagnole où je le connaissais sous le prénom d'Henri. J'affirme et je maintiens que ce dernier a pris part aux agressions commises contre les gardiens de la paix dans la nuit du 9 au 10 mars. Je précise encore qu'il faisait partie du premier groupe de trois individus chargés de désarmer lesdits gardiens de la paix. Bien entendu, Henri était armé.

Le troisième individu que vous me présentez sous le nom de Dalloz Henri faisait partie depuis trois jours de notre organisation, où je le connaissais sous le prénom de Jacques.

Cet individu n'a pris part en ma compagnie et celle de ses autres camarades à

aucun attentat ou agression. Je ne sais pas depuis quand il fait partie des mouvements de résistance ni de quelle région il venait.

*Weisz Tibor :*

Je ne connais pas l'individu que vous me présentez et me dites se nommer Tokar Simon. Je crois l'avoir vu pour la première fois dans vos services, après mon arrestation. Je nie avoir participé à des attentats ou agressions en compagnie de Tokar. Je nie également faire partie du groupe Carmagnole et je n'ai jamais répondu au prénom d'Yves.

*Dalloz Henri :*

Je ne connais pas l'individu que vous me présentez et me dites se nommer Tokar Simon. Je ne l'ai jamais vu autre part que dans vos locaux. Je nie faire partie d'une organisation terroriste et je n'ai jamais répondu au prénom de Jacques.

*Laurent Paul :*

En ce qui concerne ce dernier, nous constatons qu'il se refuse encore à toute déclaration et qu'il continue à simuler la folie.

Le commissaire de police  
signé : Cazenave.

Mentionnons qu'au cours de cette confrontation, le nommé Dalloz Henri, appelé brusquement par-derrrière par le prénom de « Jacques » s'est, comme le nommé Weisz au cours de son interrogatoire, brusquement retourné, prouvant ainsi qu'il répondait, pris à l'improviste, au prénom de « Jacques » sous lequel il est connu dans l'organisation par le nommé Tokar<sup>20</sup>.

Le 27 mars 1944, au fort de La Duchère, à Lyon, sont fusillés Félix Pfeffer, Juif polonais, ancien des Brigades internationales, Tibor Weisz, Simon Tokar et « Henri Dalloz », qui n'a rien dit sous la torture et dont les bourreaux ignorent le vrai nom : Étienne Goldberger.

Paul Laurent simule la folie avec une constance et un talent qui lui vaudront d'être interné jusqu'à la Libération à l'asile d'aliénés de Bron.

Raymond Sacks nie toute participation à l'organisation FTP. Il est toujours à l'infirmerie de la prison Saint-Paul, d'où ses camarades le feront évader quelque temps plus tard.

Les vides causés par les chutes sont comblés par l'arrivée de nouvelles recrues. Jacquot, chargé du premier contact, connaît souvent le nouveau : il l'a déjà rencontré à Lyon ou bien, et c'est le cas de Bruno Kipman, ils ont fréquenté ensemble le cours complémentaire de la rue Julien-Lacroix. Un beau jour, on lui présente quelqu'un qu'il ne connaît ni de Paris ni de Lyon et qui montera avec une vitesse fulgurante dans la hiérarchie de Carmagnole : Henri Krischer.

Henri Krischer a définitivement quitté Nancy en juillet 1942, après la rafle qui est l'équivalent de celle du Vélodrome d'hiver, mais à laquelle la plupart des Juifs nancéens ont échappé. La veille, la police n'a-t-elle pas prévenu systématiquement tous les Juifs

étrangers ? « Dans ce pays, on n'aimait pas beaucoup l'Allemand », précise Henri Krischer.

En ordre dispersé, sa famille a passé la ligne de démarcation et se retrouve à Châlus, à une trentaine de kilomètres de Limoges.

En août 1942, Henri Krischer part pour Lyon. « À cette époque, je n'étais pas à la recherche de la Résistance. J'étais à la recherche d'une planque et de vrais faux papiers. » Pourtant, il est en contact avec un Juif communiste. « C'était en septembre 1942. Je lui ai dit : Je voudrais entrer au Parti. Mais le Parti ne courait pas après moi. Je ne leur convenais peut-être pas. Du temps a passé et mon contact m'a demandé une "bio". Je la lui ai remise avant de partir faire les vendanges à Rivesaltes.

« De retour à Lyon, j'ai revu mon contact et je lui ai dit que je venais de Rivesaltes. "Tu as vu le camp ?" Je n'avais rien vu. Il m'a alors annoncé que j'étais accepté au Parti et m'a demandé de retourner à Rivesaltes pour tenter de faire sortir du camp deux camarades. »

Rappelons : jusqu'au printemps 1942, la politique du Parti à l'égard des Juifs internés est claire : qu'ils s'organisent dans les camps, qu'ils restent « dans les masses ». Avec le début des déportations, en mars 1942, après les rafles de juillet 1942 en zone occupée, le Parti infléchit sa politique : les communistes internés doivent maintenant tout faire pour s'évader.

« Ma mission était informelle, poursuit Henri Krischer. J'ai acquitté moi-même les frais du voyage. À Rivesaltes, j'ai fait très vite connaissance avec une secrétaire du camp qui m'y a introduit sans aucun problème. Et là, j'ai rencontré des gens que je connaissais. Le père d'un ami d'enfance, Silberstein, qu'on appelait Shloïmé *der Grepser*, Shloïmé le Bavard, le baratineur. Il avait été arrêté alors qu'il n'avait pas de papiers et se sentait en sécurité dans le camp. "Je sors. Avec ma tête de Juif, on m'arrête. Je n'ai pas de papiers. Alors ? Pas question de quitter le camp." Pourtant, dans la chaleur, presque sans eau, la vie était loin d'être agréable. J'ai aussi fait la connaissance des deux camarades que j'étais censé faire sortir. Quand j'ai appris à la secrétaire qu'ils avaient été volontaires dans l'armée française, que c'étaient des anciens combattants, elle m'a dit : "Normalement, ça ne devrait pas poser de problème. On laisse en principe sortir les engagés volontaires. Il suffit d'en faire la demande à la préfecture." Ce qui fut fait. Les deux copains purent quitter le camp. »

Henri Krischer remonte alors à Lyon. Il ne se sent pas « dans la Résistance », malgré cette première action facilement couronnée de succès. Arrive l'hiver, et sa passion pour le ski s'empare à nouveau de lui. Des amis de Nancy ont loué un chalet à Saint-Bon-en-Tarentaise, un hameau alors perdu qui deviendra plus tard la station huppée de



Courchevel. Henri Krischer part avec eux.

Dans cette montagne hors de la guerre, Henri Krischer rencontre Simone, une jeune fille de la bourgeoisie juive de Metz. Et c'est l'amour fou. « Rien n'existait plus. » Sa vie, Henri Krischer l'organise maintenant en fonction de son amie. Elle le présente à ses parents, qui sont cachés à Fontaine. Il trouve du travail à Gap. Simone et Henri se retrouvent aussi souvent que possible. Jusqu'au jour où elle lui annonce que ses parents ont trouvé une filière pour passer en Suisse. Viendra-t-il avec eux ?

Pourquoi Henri Krischer a-t-il refusé ? Parce qu'il se sentait mal accepté par cette famille d'une autre condition sociale que la sienne ? Parce qu'il répugnait à quitter le pays alors que sa mère, toujours à Châlus, y restait ? Il ne le sait pas lui-même.

Mais son univers s'effondre brutalement. Il n'a plus aucune raison de vivre à Gap et il redescend à Lyon, où il trouve tout de suite le contact, par l'intermédiaire d'un couple, Georges et Félicie Weinstein, avec les communistes juifs.

En novembre 1943, Henri Krischer entre aux groupes de combat, où il travaille en contact avec Léon Habif. Léon Habif l'instruit. Il enseigne à son tour aux autres ce qu'il a appris. « L'activité militaire des groupes de combat était très limitée. Mais j'ai entendu parler des "sportifs" et j'ai demandé à les rejoindre. »

Or, chose curieuse, dans cette période où, comme le montrent le rapport d'Adam Rayski de décembre 1943 et *La Vie du Parti*, la direction se plaint du manque de recrutement pour les FTP, la candidature de Krischer est refusée. Pourquoi ? Rivalité entre FTP et groupes de combat refusant de lâcher un élément intéressé par la chose militaire ? Volonté inconsciente des chefs de ne pas envoyer un des leurs dans une organisation où l'on « tombe » facilement ? Tcharny (Kowalski) a suggéré, la guerre finie, une autre interprétation : « La bataille finale approchait. Tu parlais le yiddish. Tu étais membre du Parti. On savait qu'on aurait besoin de cadres pour l'après-guerre. »

Henri Krischer a insisté. En avril 1944, il reçoit l'autorisation d'entrer à Carmagnole, où il est intégré au début du mois de mai. « Je suis entré parmi les derniers. Ce moment, je l'avais idéalisé. Les copains l'ont senti et ils se sont moqués de moi. De ma tenue d'abord. J'avais gardé le style campeur-Auberge de jeunesse : knickers, grosses chaussettes de laine, chaussures de montagne. De ma naïveté ensuite. Un des jumeaux, Nat ou Robert Szynekman, m'a dit : "Nous sommes une armée avec des tanks, des mitrailleuses", et je l'ai cru. C'est vrai, nous étions une armée... mais avec de si pauvres armes ! »

Outre Jacquot, Henri Krischer est mis en contact avec Gaby (de son vrai nom Max Schulewicz), « l'antithèse de ce qu'il faisait. Un

garçon petit, mince, gracile, avec des cheveux lisses très bruns, vêtu d'un complet noir élimé avec des poches si remplies que souvent, comme pour s'alléger, il les soulevait, dans un geste devenu un tic ». Gaby s'est installé en Australie.

Ce mois de mai, le premier mois de FTP de Krischer, est riche en actions : sabotages de voies ferrées, destructions de camions et de motos allemands, lancements de bombes contre des soldats allemands.

Car le Débarquement est maintenant imminent. Et les communistes doivent être plus actifs que jamais s'ils veulent que leur prédiction sans cesse renouvelée depuis 1942 se réalise enfin : la libération du territoire national par l'insurrection, et non par la grâce de l'intervention d'armées venues d'ailleurs.

## 15. La Libération

Dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, une longue procession silencieuse de milliers de bâtiments glisse sur la Manche en direction de la côte français.

C'est le jour J. L'opération Overlord est engagée. Les premiers avions de combat américains et britanniques engagés dans cette opération sans précédent lancent leurs bombes au-dessus des côtes normandes et jusque dans l'arrière-pays.

Dans les jours et les semaines qui suivent, une noria de soldats, avec armes et bagages, prennent pied sur le territoire français. La libération de la France a commencé.

Entre le Débarquement et la libération presque totale du territoire métropolitain se sont écoulés des mois terribles. Dans un climat de guerre civile, l'administration de Vichy se décompose, tandis que les Allemands, qui savent la fin prochaine et se sentent pris au piège, massacrent avec sauvagerie.

Depuis avril 1944, les communistes Fernand Grenier et François Billoux sont membres du Comité français de la libération nationale, qui deviendra bientôt le Gouvernement provisoire de la République française. L'autorité du général de Gaulle est donc acceptée, bien que des divergences subsistent quant à la conception de ce que doit être une insurrection nationale.

Pour les communistes, elle se doit d'être populaire et révolutionnaire. Ainsi le PCF cherche-t-il à accélérer le processus de formation des milices patriotiques entamé depuis le début de l'année 1944. Là encore, l'UJRE a calqué sa politique sur celle du Parti, en organisant, dès le mois de février 1944, les Milices patriotiques juives,

les MPJ. Or, l'UJRE rencontre à Paris un problème spécifique : il n'y a plus de FTP juifs depuis la chute de l'équipe spéciale et du groupe des dérailleurs. Les organisations de la jeunesse et des adultes, exsangues, vivent.

La direction de l'UJRE désigne Jacob Tancerman (dit Jean Drappier) pour se rendre à Paris et faire un rapport sur la situation dans la capitale. S'il a été choisi, nous dit-il, c'est pour sa double compétence, militaire et politique : FTP dans les tout premiers temps du bataillon Carmagnole, il a ensuite contribué à former les responsables des groupes de combat de l'UJRE à Marseille et à Grenoble.

À Paris, j'ai vu Youdine et Leibl Gordon. On m'a donné le contact avec les responsables de l'UJJ : Gaby Endevelt, Tachnov, Jean-Claude Schwarz, Guy Birenbaum, Jacques Adler. Dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, j'ai remarqué pas mal de jeunes qui se baladaient avec l'étoile. On pouvait les mobiliser. Je suis rentré à Lyon faire mon compte rendu et j'ai reçu l'ordre de revenir à Paris pour y réorganiser une activité militaire.

À Paris, les jeunes Juifs communistes n'ont pratiquement pas d'armes. La première directive de Jacob Tancerman : s'en procurer en les prenant sur les Allemands. Écoutons Jacques Adler :

À partir de 1944, c'est devenu plus sérieux. On organisait les milices patriotiques. J'avais 17 ans. Mais on prend vite de la maturité dans ces circonstances. J'étais responsable des cadres pour la jeunesse. Je devais m'entretenir avec chaque nouvelle recrue : qui l'a recrutée ? Pourquoi est-elle entrée ? D'où vient-elle ? Qui étaient ses parents ? [Remarquons l'imparfait en ce qui concerne les parents : la plupart ont été déportés.] Comment a-t-il vécu jusqu'à présent ? On voulait savoir à qui on avait affaire, parce qu'on ne voulait pas de mouchards. Ensuite, je devais organiser des groupes de trois ou quatre pour qu'ils reçoivent l'instruction militaire dont était chargé un Hongrois, ancien d'Espagne. On prenait la ligne de Sceaux. On descendait à Chevreuse, par exemple. Tu arrivais à la station où tu devais rencontrer quelqu'un arrivant exactement au même moment. On n'avait pas le droit d'attendre et on devait suivre la personne à cent pas. Même un aveugle y aurait vu quelque chose de louche ! Il fallait avoir de la chance !

Et Jean-Claude Schwarz :

Après l'arrivée de Jacques Tancerman, quand on a commencé à créer les milices patriotiques dont j'étais un des responsables, on nous a confié une première tâche : récupérer des armes. Notre première idée, ça a été d'aller dans les piscines très fréquentées par les Allemands, de pénétrer dans les cabines où ils s'étaient déshabillés et de piquer leur arme. On a essayé les Tourelles. Ça a foiré. On n'arrivait pas à ouvrir les cabines ! À Molitor, aucun succès : nous avons eu le même problème de porte. Alors, on a décidé d'essayer les bords de Marne où les Allemands allaient en galante compagnie.

Jean-Claude Schwarz s'y rend avec André Radzinski (un de ses frères, Maurice, est mort en manipulant une bombe et un autre, Sam, a été déporté) et Simon Bec-de-lièvre. Ces deux derniers ont un pistolet. Ils doivent assurer la protection et tenir un vélo prêt pour permettre la fuite de Jean-Claude. Jean-Claude voit un gars de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF) qui se déshabille, plonge dans l'eau, nage jusqu'à une petite île. Il a laissé l'arme à sa compagne qui s'allonge, revolver et ceinturon sous la tête. Jean-Claude les lui arrache. Elle crie. Il court, enfourche le vélo que lui tendent les copains. La chaîne saute. Simon Bec-de-lièvre et André Radzinski, l'arme au poing, hurlent : « Nous sommes des patriotes ! » pendant que Jean-Claude détale, gardant serrée contre lui l'arme qu'il vient de se procurer. Il longe une rue bordée de pavillons qui donnent sur une voie ferrée. Frappe à la porte de l'un d'eux. « Je suis un patriote. Je lutte contre l'occupant. » Le propriétaire le laisse traverser son jardin. Il passe de l'autre côté de la voie ferrée. Il est sauvé.

Le soir, il a rendez-vous dans un restaurant, de marché noir précise-t-il – c'est-à-dire, où il est possible de manger vu ces temps d'extrêmes restrictions –, avec Gaby Endevelt. Tout heureux, il lui montre l'arme. « C'était un Mauser d'officier. » De retour dans sa planque où il habite avec Sarah (Élise dans la Résistance), il le cache dans un trou creusé dans le sommier.

« C'est après l'arrivée de Jacob Tancerman, explique Guy Birenbaum, qu'on a commencé les "actions de masse". Détruire les panneaux indicateurs pour égarer les Allemands, par exemple. Une fois, en pleine journée, à la porte de Montreuil, on en a cassé une vingtaine sous les applaudissements. »

Car le Débarquement a eu lieu et, avec lui, comme le dit un tract non signé adressé aux communistes juifs, « l'heure de la délivrance a sonné ».

Le débarquement des forces armées doit déclencher l'insurrection nationale du peuple de France qui résiste et combat l'envahisseur depuis quatre ans. Aujourd'hui, il ne manquera pas de se lever en masse pour prendre les armes pour conquérir sa liberté, pour aider les armées alliées et pour raccourcir la durée des batailles qui doivent se dérouler sur le territoire français [...]. Nous lançons donc à tous les Juifs de France un appel : qu'ils se considèrent comme mobilisés, qu'ils prennent leur place, s'ils ne l'ont pas fait jusque-là, dans les formations de combat, comme les FTP, milices patriotiques, qu'ils s'arment et passent à l'action, ensemble avec leurs frères français.

Tous les communistes juifs doivent se mettre au premier rang de la lutte et servir d'exemple, comme des centaines des nôtres le font chaque jour en luttant les armes à la main dans les Forces françaises de l'intérieur. C'est leur devoir de donner les directives pour l'action à tous les Juifs de leur quartier et de leur localité qui doivent, plus que jamais, se grouper autour des Comités unis de défense sans distinction d'opinion, c'est leur devoir d'organiser les masses juives à leur participation dans la lutte libératrice du pays.

Suit l'énumération des tâches fixées aux Juifs : résister aux mesures d'internement, se procurer des armes, déclencher la grève générale, attaquer les troupes ennemies, occuper les bâtiments publics...

Ainsi, pour les derniers combats, les mots d'ordre encore et toujours ne contiendront rien de spécifiquement juif. Aucune mention précise, par exemple, du camp de Drancy où les nazis regroupent l'essentiel des juifs, d'où ils partent en déportation. Seuls sont à libérer « les patriotes se trouvant dans les prisons et les camps de concentration ».

Récupérer des armes, détruire les panneaux indicateurs sont les deux tâches principales attribuées aux milices patriotiques juives.

Julien Feldhandler raconte :

Nous nous sommes rendus au parc de Sceaux avec en tête l'idée de récupérer des armes sur les Allemands qui se prélassaient au soleil. C'était quelques semaines avant la Libération. Mais l'action a été mal organisée. Dans notre groupe, il y avait Maurice Fajwisiewicz dit Lucien le Rouquin qui, très vite, a été repéré. On s'est rendu compte qu'un gars en civil nous surveillait. On n'a rien pu faire et on a pris à pied le chemin du retour. On devait être une dizaine. Sur un trottoir, Maurice, Bernard Bornstein (dit Bob) et moi, nous arrachions des panneaux.

Maurice est armé d'un Mauser allemand ; Julien, qui possède un 6.35, s'est de plus enroulé un nerf de bœuf autour des reins ; Bernard Bornstein, le plus costaud, n'a pas d'arme.

De l'autre côté du trottoir marche le groupe chargé de la protection avec, notamment, Hanna Kamieniecki et Michel Ferszt.

Soudain, un *side-car* jaillit d'une rue latérale avec trois feldgendarmes à son bord. L'un braque une mitraillette sur le ventre de Julien. Les autres fouillent Bernard d'abord, le laissent passer. Passent à Julien. Ne trouvent pas le 6.35 pourtant sagement placé dans sa poche. Julien s'est légèrement déplacé : la mitraillette n'est plus braquée sur son ventre. C'est au tour de Maurice. Le feld-gendarme met la main sur son revolver et se met à hurler : « Terroriste ! terroriste ! » Julien détale. Court en zigzag. Le deuxième groupe, en face, n'a pas bougé. Comme souvent, la protection se révèle illusoire. Julien saute un mur « comme Zátópek », précise-t-il, court jusqu'à la porte d'Italie. Reprend son souffle, marche doucement. Une femme lui conseille de cacher ce qui dépasse de sa ceinture : son nerf de bœuf.

Maurice Fajwisiewicz est emmené au commissariat de Montrouge. « C'étaient des Allemands. J'ai fait tout le tour de la salle à coups de pied. » Puis il passe une journée à Fresnes, d'où on le sort pour le conduire rue des Saussaies. Il raconte :

Je connaissais de renom. Là, on m'a laissé accroché au mur pendant un temps interminable. Une heure ? Deux heures ? Je ne sais pas. On m'a fait le coup de la baignoire. J'ai pas sorti un mot. On m'avait dit : « Si tu commences, c'est foutu ! » On m'a ramené en cellule et dans la soirée, on est venu me chercher et on m'a conduit dans un grand bureau où il y avait deux officiers SS. Sur la table, tout ce qu'ils avaient trouvé dans mes poches : beaucoup d'argent, pas loin de 100 000 francs que je devais donner à des membres de mon groupe, quelques cartes d'identité vierges. Un des officiers m'a dit : « T'es juif ? » J'ai dit oui. Et on m'a ramené à Fresnes.

Et puis, un beau jour, je n'ai jamais compris exactement pourquoi – il s'agissait probablement d'un échange de prisonniers –, on nous a fait sortir, deux ou trois cents gars. Une femme de la Croix-Rouge internationale nous a annoncé que nous étions placés sous sa responsabilité. Le lendemain, nous étions évacués rue Quentin-Bauchart, dans les locaux de la Croix-Rouge.

Seul Maurice Zylber a mentionné la journée du 14 juillet 1944 qui « fournit l'occasion d'une grande manifestation populaire, au point que les historiens communistes n'ont pas tort de faire partir de cette journée le combat pour la libération de Paris<sup>1</sup> ».

Quatre FTP-F ont été désignés pour protéger la manifestation qui doit partir de Censier-Daubenton et remonter le boulevard Saint-Marcel. Parmi eux, outre un dénommé Rousseau dont nous ignorons tout, trois Juifs : Gérard Spitzer, Thomas, un Juif polonais retourné en Pologne et dont Maurice Zylber, le troisième, n'a plus eu de nouvelles. C'est Thomas qui, avec son accent juif polonais, prévient Maurice : « Daquin [c'est son nom de guerre], ils arrêtent les patriotes. »

Maurice s'approche du car de police où sont déjà enfermés quelques manifestants, braque son pistolet sur le policier : « Tu dis à ton copain d'ouvrir la porte ou je te fais la peau. » Le policier ne bouge pas. Maurice tire sur les pneus du car. Les flics ouvrent la porte. C'est la joie. Les manifestants qui n'ont pas vu la scène croient que les policiers ont obéi au mot d'ordre lancé par un responsable JC : « La police avec nous ! » Qu'ils ont volontairement libéré les patriotes. Et la manif reprend dans la joie : « La police avec nous ! »

C'est pendant le mois de juillet que se noue le drame des enfants abrités dans les maisons de l'UGIF.

Depuis le Débarquement, les transports sont totalement désorganisés. Aloïs Brünner, commandant SS du camp de Drancy, ne peut plus alimenter par des arrivées de province les convois qui partent de Drancy. Or, en pleine débâcle, alors que le III<sup>e</sup> Reich est étranglé de tous côtés, que les troupes de la Wehrmacht sont partout en déroute et que les trains manquent pour transporter hommes et armes, il n'est pas question de cesser de transporter les Juifs vers les lieux de leur extermination. Hitler gagnera au moins la guerre contre les Juifs, condition selon lui de sa victoire. Les Juifs ne peuvent plus arriver de province ? Qu'on cherche ceux qui demeurent encore dans la région parisienne. Les enfants en particulier.

Du 20 juillet au 24 juillet, trois nuits durant, des autobus sont venus prendre livraison des enfants des centres des rues Vauquelin, Secrétan et des Rosiers, de Louveciennes, de Montreuil. Cinq cents enfants de 1 à 15 ans, accompagnés des directrices et assistantes sociales. Le 31 juillet 1944, trois cents d'entre eux seront déportés vers Auschwitz. La lecture de leurs noms suivis de leurs dates de naissance inscrits dans le Mémorial de la déportation est insupportable.

Pourquoi rien ne fut-il tenté pour cacher ces enfants ? Depuis janvier 1944 existe à Paris un Comité d'union formé de représentants des différents groupes juifs : Alpérine pour la rue Amelot, le docteur Minkowski pour l'OSE, Toni Stern, du Conseil parisien de l'UGIF, Rabinowicz, du service juridique de l'UGIF, Griner, de l'UJRE. Ce comité est partisan de l'autodissolution de l'UGIF. Les dirigeants de l'UGIF pensent que cela est prématuré, que l'UGIF est encore utile.

Il y avait des milliers de juifs dans les camps des environs de Paris, plus de vingt mille vivaient légalement chez eux, et l'on ne pouvait mettre à l'abri du jour au lendemain tous ceux qui se trouvaient dans les institutions. Le Conseil parisien de l'UGIF se refusait à prendre de telles responsabilités avant d'en avoir soigneusement étudié les conséquences<sup>2</sup>.

En juillet, faire disparaître les enfants, c'est risquer que des représailles allemandes s'abattent sur le personnel de l'UGIF. Pourtant, Georges Edinger, le président de l'UGIF, eut un sursaut. Il donna l'ordre de disperser les vingt-huit enfants de la maison de Neuilly en les confiant à des particuliers, à des œuvres, à des prêtres. Mais alors que les enfants étaient déjà en sécurité, la crainte des représailles fut la plus forte. Ordre fut envoyé à la maison de Neuilly de faire réintégrer de toute urgence les enfants. Un autobus vint alors les chercher, les conduisit à Drancy. En cette circonstance, certains dirigeants de l'UGIF manifestèrent une lâcheté coupable.

Mais ce qui fait aussi problème, c'est l'absence de réaction du Comité d'unité. Pourquoi n'a-t-il rien tenté pour sauver les enfants ? Pourquoi n'a-t-on pas envoyé les jeunes des milices patriotiques juives dans ces maisons avec ordre de faire sortir les gosses et de tenter de les planquer, au lieu de les lancer dans des expéditions aléatoires et périlleuses pour tenter de voler des armes aux Allemands ou casser des poteaux indicateurs ? Là encore, rien ne fut tenté. Là encore, les raisons ne sont pas à rechercher dans une quelconque faiblesse des organisations juives – aucune de ces maisons n'était un bastion inexpugnable et les jeunes combattants, ils l'ont montré, faisaient ce qu'on leur disait de faire. Elles sont à rechercher dans la ligne politique.

Un texte daté de juillet 1944, adressé par la Direction des communistes juifs au Comité central de défense<sup>3</sup>, insiste sur les



terribles nouvelles qui parviennent des pays de l'Est « où très peu de nos frères et sœurs ont le bonheur de jouir de la victoire, l'atroce massacre dépasse toutes les prévisions ». Les Juifs continuent à être arrêtés, est-il encore précisé. Et de formuler des propositions parmi lesquelles : « Dans un délai très court, mettre tous les enfants juifs hors du danger de déportation. » Pourtant, rien de concret ne fut tenté. Jacques Adler écrit :

Pour lui [le Comité d'unité], la question de la dispersion des enfants était indissociable de l'ensemble du débat sur la cessation des activités de l'UGIF. Le Consistoire central ne voulant pas se rallier à cette solution, le Comité s'abstint d'agir par crainte que les représailles prévisibles n'entraînaient la rupture de l'unité si récemment acquise.

On peut remarquer que les communistes juifs, capables de toutes les manœuvres pour entraîner les autres sur leur position de lutte armée, capables de faire cavalier seul sur ce point constamment jugé par eux fondamental, ne jugèrent pas nécessaire de risquer la rupture sur la question d'un sauvetage jamais important en lui-même, toujours intégré dans la politique du moment.

Début août 1944, Maurice Zylber a reçu l'ordre de ne plus participer à aucune action armée, car on allait lui donner de nouvelles responsabilités. Il aurait à s'occuper de la réception d'armes parachutées. Maurice commente :

Mon copain Kaminski vient me chercher là où il savait me trouver. On n'aurait pas dû ! Il me dit : « Depuis quatre ou cinq jours, je me balade avec mon groupe. On n'a pas tiré un seul Allemand ! » Le mot d'ordre de l'époque, c'était un fridolin par jour. Je lui réponds : « J'ai rendez-vous à 11 heures près de la gare d'Austerlitz. D'ici là, je peux aller chercher une arme, te rejoindre avec ton groupe et vous montrer comment faire. »

Je suis allé chercher une arme là où je n'aurais pas dû, chez mon camarade Bataille, responsable d'un autre groupe. J'ai rejoint Marcel Kaminski sur le quai en contrebas du boulevard Henri-IV. On voit un fridolin. Il se dirigeait du Jardin des Plantes vers la gare d'Austerlitz. Je m'approche de lui, me colle à lui. Le menace. On le désarme, il hurle : « *Nicht kaputt !* » Je dis à mes copains : « Partez, je reste derrière. » Malheureusement, les deux jeunes FTP se sauvent sur le quai de la Seine. Je leur cours après, les fais remonter. On se sauve par la rue des Chantiers. Avant d'arriver rue du Cardinal-Lemoine, j'entends une voiture arriver et crier en allemand. Je me retourne. Je dégaine. Ils me tirent dessus à coups de mitraillette. Mes camarades ont réussi à se sauver. J'ai appris que les Allemands avaient bouclé le quartier, fouillé toute la journée et qu'eux sont restés planqués dans une cave.

Ce 11 août, Maurice Zylber est transporté à l'Hôtel-Dieu, hospitalisé, opéré. « Marcel Kaminski a ameuté tous les responsables, pris des contacts avec Police et Patrie. » Le 15 août, le chirurgien décide qu'il est urgent de le faire évader. Les Brigades spéciales sont

venues la veille. Elles ont promis qu'elles repasseraient. Après un simulacre d'évasion (policiers endormis par les infirmiers au chloroforme), Maurice est transféré à l'hôpital Saint-Antoine, où il reste jusqu'à la Libération. En septembre, il sera transféré à l'hôpital militaire Bégin.

Très vite, l'insurrection est à l'ordre du jour. Louis Gronowski écrit :

À l'ordre du jour du Conseil national de la Résistance fut posée la question de l'insurrection du peuple de Paris. Nous participâmes à sa préparation. Exceptionnellement, Lecœur m'avait fixé rendez-vous à l'orée d'un bois dans la banlieue parisienne. « Je t'emmène chez moi où tu pourras passer la nuit », me dit-il. La route fut assez longue. Il habitait un pavillon d'un étage ; nous nous sommes installés dans la salle de séjour du rez-de-chaussée. Il s'agissait de faire le compte exact de nos forces armées et de créer des milices patriotiques qui participeraient à l'insurrection parisienne. Nous passâmes en revue chaque arrondissement de la capitale et les localités de banlieue. Après ce long recensement, nous nous préoccupâmes du moral de nos camarades et des directives d'actions. Celles-ci étaient simples : dans tous les quartiers, dans toutes les banlieues, les immigrés se mettraient à la disposition des responsables des Forces françaises de l'intérieur [...]. Au cours d'une réunion entre Jacques Kaminski, le général Ilic et moi-même, nous ajoutâmes aux dispositions générales une tâche spécifique : chaque groupe national désignerait des équipes armées pour libérer les consulats et autres bâtiments officiels de leurs gouvernements respectifs<sup>4</sup>.

Quel serait le « gouvernement » pour les Juifs de la MOI ? À Paris, en ce mois d'août 1944, beaucoup de militants sont français. Ceux qui sont polonais ou ex-polonais, s'ils ne sentent probablement pas d'attaches avec leur pays d'origine, n'ont aucun lieu, aucune institution particulière à libérer : depuis 1939, il n'y a plus de Pologne. De toute façon, la tâche spécifique attribuée aux Juifs ne relève pas de leur nationalité : ce sera l'occupation des locaux de l'UGIF. Jacob Tancerman témoigne :

Les événements ont été très vite. On a vu les placards appeler à l'insurrection. J'habitais à Bondy, mais j'avais différentes planques. Je circulais à bicyclette. Je leur disais : « Partout où on se bagarre, vous vous mêlez, vous participez au nom des MPJ, les milices patriotiques juives. » Je crois qu'il y a de cent cinquante à deux cents Juifs, surtout des jeunes, qui ont participé à la libération de Paris.

Le QG de Jacob Tancerman est très vite installé rue des Tournelles, dans un bâtiment qui jouxte la synagogue. Les jeunes Juifs se promènent dans leurs quartiers, les 4<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements, se mêlent à l'action partout où ils le peuvent, partout où on les accepte. Julien Feldhandler raconte :

On a essayé de participer au tunnel de Ménilmontant. Un train allemand était bloqué par les FFI [Forces françaises de l'intérieur] à Ménilmontant, sur la petite ceinture, des deux côtés du tunnel. Nous, on était un petit groupe, commandé par Tachnov, malheureusement très peu nombreux. Et ils n'ont pas voulu de nous.

Esther Rozencwajg vient d'arriver du Nord en autostop : les chemins de fer sont totalement désorganisés par la bataille du rail. Tout de suite, elle se retrouve sur la barricade de la rue des Archives.

Victor Zigelman, qui s'était écarté de l'organisation après les chutes de 1943, jugeant la situation beaucoup trop dangereuse, est de nouveau présent sur une des barricades du boulevard des Filles-du-Calvaire et à la mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement.

Hanna Kamieniecki, qui a son brevet de secouriste de la Croix-Rouge, est chargée de former un groupe de secouristes. Elle se souvient des leçons de Victor, début 1943, qui vérifiait ses compétences et qui lui demanda :

— Un copain est blessé. Il a une balle dans le corps, qu'est-ce que tu fais ?

— Je tâche de trouver un médecin, répondit-elle.

— Non, rétorqua Victor. Un communiste doit savoir tout faire !

Dans la nuit du 24 au 25 août, Jacob Tancerman est dans son QG de la rue des Tournelles. Quelqu'un vient de prévenir : les premiers chars de la colonne Leclerc arrivent à l'Hôtel de Ville. « Comme j'étais pas loin, j'y suis allé. »

Plusieurs se souviennent d'un char s'appelant Teruel et se rappellent que, parmi les premiers soldats venus libérer Paris, beaucoup parlaient espagnol. Pour eux, la boucle qui allait de la guerre d'Espagne à la libération de Paris était bouclée.

Après l'arrivée des premiers chars de la colonne Leclerc, Jean-Claude Schwarz et Robert Birenbaum partent. Ils vont d'abord au métro La Villette (aujourd'hui Stalingrad), où ils voient les Allemands passer à toute vitesse, puis à la mairie du 19<sup>e</sup>. Avenue Jean-Jaurès, il y a des barricades : « On défend les contours des Buttes-Chaumont et la mairie du 19<sup>e</sup>. On attaque les Allemands qui passent rue Manin. »

Robert Birenbaum reste sur place. « Je n'ai pas fait grand-chose, dit-il. Je me suis promené d'un endroit à un autre sans participer à l'action. Je portais des sandwiches aux gars qui se battaient et je les encourageais à tenir. »

Jean-Claude Schwarz quitte le 19<sup>e</sup>. Il se rend d'abord à son QG rue des Tournelles. De là, par les boulevards Beaumarchais et Filles-du-Calvaire, il arrive place de la République. Un attroupement, police en tête.

— Qu'est-ce qui se passe ?

— On va attaquer l'Hôtel moderne et la caserne.

La foule se sépare en deux groupes. Jean-Claude est dans celui de la caserne. Les policiers tirent dans la serrure du portail. « La première chose qu'on a vue, c'est, dans la cour, des tas de voitures chargées de soieries, de parfums... On nous a répartis par groupes de vingt et on nous a chargés d'aller dans les salles de garde et dans les appartements. On a forcé les portes, fouillé les chambres. »

Jean-Claude a fait prisonniers six Allemands. Il a récupéré trois fusils et un fusil-mitrailleur. « Je voulais prendre des soieries, comme tout le monde, mais les flics me l'ont interdit. Les armes, on avait le droit. Mais pas de pillage. » Avec les armes, il est retourné rue des Tournelles. Très peu de temps après, Jean-Claude fut appelé au QG de Rol-Tanguy. Là, on lui demande ce qu'il a fait. « On m'a dit : "On va demander pour toi la croix de guerre." Et quand de Gaulle est venu à l'Arc de triomphe, j'ai été décoré. »

Hanna Kamieniecki, Julien Feldhandler et Bernard Bornstein sont chargés d'arrêter, rue de Téhéran, un responsable de l'UGIF. Ils arrivent à l'heure de sortie des bureaux, attendent que tout le monde soit parti, montent. C'est Bernard qui a « la pipe » (le revolver). Hanna fouille le bureau et tombe sur le double d'une correspondance entre l'UGIF et les autorités allemandes. Une lettre, la dernière, concerne la « livraison » aux Allemands des enfants de la maison de Neuilly. L'horreur absolue. Elle la montre aux copains. Il faut descendre cet homme. Lui, très calme, Légion d'honneur à la boutonnière : « Quelle guerre vous faites ? Moi, j'ai fait celle de 14-18. Vous êtes des voyous ! » Mais, raconte Hanna Kamieniecki, Bernard, qui avait le revolver, était un militant discipliné. « J'attends les directives. » Les directives sont arrivées. « Ordre de remettre cet homme aux autorités FFI de la mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement. »

Tous les locaux juifs sont maintenant occupés. Tachnov et Hanna Kamieniecki occupent le dispensaire de la rue Julien-Lacroix. Robert Birenbaum et Jean-Claude Schwarz, l'école de l'ORT de la rue des Saules ; Victor Zigelman occupe le local de la rue Amelot ; dans l'école de la rue des Rosiers a été ouverte une cantine où de cinquante à cent jeunes se retrouvent midi et soir.

Et Drancy ?

« Dans la confusion et l'agitation des jours qui précédèrent la bataille, le comité et sa commission oublièrent Drancy<sup>5</sup> », écrit Jacques Adler.

Nous ne pensons pas que « l'oubli » de Drancy soit à mettre sur le compte de l'excitation et de la confusion. Car cet « oubli » n'apparaît plus fortuit quand on le réinsère dans la ligne générale qui fut celle des communistes juifs pendant toute la guerre : faire entrer les Juifs dans le combat communiste pour la libération de la France ; privilégier comme action spécifiquement juive la lutte contre les

« collaborateurs », contre l'UGIF. On peut « oublier » Drancy, on n'oubliera pas l'UGIF.

Ce furent les FFI locaux, aidés par l'organisation de résistance du camp, qui libérèrent les internés le 18 août, sans effusion de sang. La veille de son départ, Aloïs Brünner avait ordonné aux gendarmes de garder les détenus jusqu'à son retour. Mais la libération venait trop tard pour quarante des internés juifs résistants : Brünner les avait mis dans un wagon qu'il réussit à faire accrocher au dernier train de l'armée allemande en retraite, contre la fourniture de cochons nourris dans le camp.

Parmi eux, le très jeune résistant juif Alain Fischer parvint à s'évader avec Jacques Lazarus et retrouva ses camarades dans Paris insurgé<sup>6</sup>.

À Grenoble aussi, les mois qui précèdent la Libération sont terribles. Les murs ont déjà été couverts d'affiches, avec la tête de Charles Wolmarck mise à prix. Des tractions pleines d'ultras de la collaboration arrivent dans la ville, ramassant tous les suspects : ceux qui ont des têtes de Juifs, ceux qui ont l'âge d'être au STO. Le travail politique, celui auquel se consacrent les Bursztyn et les Wolmarck, a-t-il encore du sens ? Marguerite, sa veuve, précise :

Charles Wolmarck pensait qu'il fallait passer à la lutte armée dans le maquis. Il avait demandé à partir pour le maquis. Mais il fallait que sa demande arrive à la direction ; que celle-ci prenne une décision. Il fallait du temps. On était des gens disciplinés. Le Parti nous avait habitués à une discipline de fer que nous acceptions.

À cette époque, précise-t-elle encore, on avait constitué le Front unifié de la jeunesse patriotique qui réunissait tous les jeunes, ceux de l'AS, les jeunes catholiques... Le Parti était le maître des opérations, parce qu'il avait eu l'intelligence de créer tellement de groupes de son obéissance – l'UJJ, les jeunes du MNCR, les JC, etc. – qu'il était majoritaire dans les réunions. De toutes les façons, nous, communistes, nous étions persuadés que les jeunes de l'AS ou d'autres mouvements gaullistes, ce n'étaient pas de vrais combattants : des petits bourgeois qui faisaient ça en amateurs.

Au début du mois de mai 1944, Imre Boc est muté au service B, le service de renseignements. On lui communique des listes de sympathisants et de collaborateurs, de miliciens, de membres du PPF, des plans d'usines, des horaires de trains. Le travail de ce service B : préparer les actions des groupes, mais aussi faire des rapports sur l'état de l'opinion, sur le rapport de force dans la ville.

À Grenoble, le groupe de FTP-MOI Liberté est fortement lié à un bataillon de FTP-F, a des contacts avec l'AS ; FTP-F et FTP-MOI préparent ensemble le soulèvement de la ville. Le commandant FTP est un certain Luc. Imre Boc écrit :

Il avait déjà son projet. L'insurrection commencera aux banlieues et s'étendra vers le centre. On occupera les points stratégiques : les usines, la gare, les PTT. On élèvera des barricades. Les Allemands se retrancheront dans leurs casernes. L'insurrection vaincra. Luc me décrivait si bien le déroulement que je m'y croyais<sup>7</sup>.

Marguerite raconte encore :

Vers le 20 juillet, Charles Wolmarck et moi occupions le premier étage d'une villa à la sortie de Grenoble. Nous avions déjà déménagé plusieurs fois. Le matin, nous partions chacun à nos rendez-vous et nous nous retrouvions à midi. Un jour, je reviens de mes rendez-vous. Il n'est pas là. Une heure passe. Toujours rien. Je m'inquiète. Je décide d'aller voir Maurice Bursztyn à l'imprimerie, au dernier étage d'un immeuble de neuf étages, avec un accès à une terrasse qui lui permettait de sortir par un autre bâtiment. Très peu de gens connaissaient ce local : Charles Wolmarck, Annie Kriegel et moi. Je file chez Maurice. « Charles n'est pas rentré, qu'est-ce qu'on fait ? » Il me répond : « Quoi qu'il arrive, tu sais bien qu'il ne parlera pas. Retourne à la maison. » Je suis allée prévenir Gérard [Victor], les copains, puis je suis rentrée à bicyclette. On avait l'habitude, avant d'entrer, de regarder de tous côtés. Je regarde, et je vois Maurice Bursztyn les bras en l'air.

Maurice Bursztyn :

Après la visite de Marguerite, j'ai décidé d'aller chez eux. Je n'y étais pas depuis dix minutes qu'arrivent une poignée de miliciens qui montent tout de suite à l'étage. Comment connaissaient-ils cette adresse ? On ne l'a jamais compris. Si Charles avait parlé, ils auraient su où était l'imprimerie.

Marguerite :

On devait être filés depuis un certain temps. C'est probablement comme ça qu'ils connaissaient notre adresse.

Maurice :

Ils m'ont pris. C'étaient des doriotistes. Ils m'ont d'abord laissé en bas pour piller paisiblement l'appartement de Charles et de Marguerite. Et puis, ils ont eu un scrupule : « La Micheline, a dit l'un d'eux, va venir. » Ils connaissaient le nom de guerre de Marguerite. « Il vaut mieux le remonter. » Ils m'ont fait mettre les mains en l'air juste le temps de me conduire en haut et de m'emmener gardé par deux miliciens, dans une chambre.

Marguerite :

Et je suis passée devant la maison pendant le court laps de temps où il avait les mains en l'air. C'est difficile à raconter, parce que c'est difficile à croire.

Les deux miliciens chargés de garder Maurice Bursztyn sont plus occupés à fouiller la chambre et à se partager ce qu'ils trouvent qu'à

surveiller leur prisonnier. L'un d'eux est en train d'essayer un pull-over tandis que l'autre fouille dans une armoire.

J'ai entrebâillé la fenêtre, enjambé l'appui, sauté en biais. J'étais dans le jardin, derrière la maison, la cheville foulée... Ils ont sauté à leur tour, ne m'ont pas vu, ont couru partout comme des fous en hurlant.

La nuit tombée, Maurice s'est traîné hors de la ville :

Depuis quelque temps, on avait prévu qu'il faudrait faire quitter la ville à tous ceux qui n'étaient pas des FTP pour leur faire effectuer une préparation militaire avec le 9<sup>e</sup> bataillon de FTP-F. J'avais passé une quinzaine de jours dans ce maquis. Et c'est là que je souhaitais aller. Après une nuit passée à la belle étoile, j'ai marché pendant des heures pour trouver un bout de maquis. C'étaient des gens de l'AS et ils m'ont conduit jusqu'au 9<sup>e</sup> bataillon. Comme personne ne me connaissait, ils m'ont fait prisonnier avec des miliciens ! Heureusement, très vite sont arrivés des gars de Liberté qui m'ont reconnu. Ensuite, on a fait des jours et des jours de marche forcée dans la montagne et on a participé à la libération des alentours de Grenoble.

Car d'insurrection dans la ville il n'y eut guère. Les Américains s'approchent par la route Napoléon d'une ville évacuée par les Allemands dans la nuit du 21 au 22 août 1944. La population leur fait fête. Grenoble ne s'est pas libérée par elle-même. Un émissaire venu de Lyon au moment de l'insurrection de Villeurbanne viendra donner l'ordre au bataillon Liberté de descendre sur Lyon.

Revenons un peu en arrière.

À Lyon. En même temps qu'est connue la nouvelle du Débarquement, une rumeur circule : les Allemands vont boucler la ville, se livrer à des représailles. Les résistants seront exterminés. Il faut donc créer un maquis. Un repérage a déjà eu lieu, à une vingtaine de kilomètres de Lyon. Le 6 juin au matin, tout Carmagnole se retrouve. Une quarantaine de personnes, très jeunes pour la plupart, attendent, avant de quitter la ville, que les dépôts soient déménagés et que le matériel soit chargé sur le dos. Il pleut à torrent. Arrivée aux monts d'Or, la troupe s'arrête pour passer la nuit. Une nouvelle marche, le lendemain, les mène à la Croix-du-Ban, près de Saint-Pierre-la-Palud où vivent de nombreux mineurs polonais avec qui ils sont en contact et qui leur ont déjà procuré des cordons Bickford, de la poudre... Là est établi le maquis. Au bout de deux jours, des émissaires arrivent de la ville : tout y est calme. Ils redescendent, laissant un petit groupe qui s'élargira au fil des jours et dont Roman Krakus assure le commandement.

Deux ou trois jours après, on frappe à la porte de Henri Krischer. Une minute d'appréhension. Mais on frappe doucement, alors que les Allemands cogent. C'est Schloïmé, l'apprenti de l'oncle d'Henri, qu'il

considérait comme son fils et qu'il avait emmené à Châlus. Là, il s'est amouraché de la fille de l'adjutant de gendarmerie. Quand ce dernier s'en est rendu compte, il a menacé sa fille : « Si tu continues à sortir avec ce Juif, je le dénonce à la Gestapo. » Schloïmé a préféré quitter Châlus. L'oncle a demandé à la mère d'Henri l'adresse de son fils. Elle l'a donnée, malgré la promesse solennelle de ne la communiquer à personne.

Henri est embarrassé par ce visiteur. Finalement, il est obligé de lui avouer qu'il ne fait pas un travail ordinaire : il est dans la Résistance.

— Je veux entrer dans la Résistance. Mes parents ont été déportés. Je veux les venger, répond Schloïmé.

Il tient exactement le langage qu'il faut tenir. Pourtant, Henri Krischer, doué d'une certaine finesse psychologique, a le sentiment que Schloïmé n'est pas fait pour ce type de résistance.

— Tu sais, tient-il à préciser, c'est une résistance où l'on tue et où tu risques ta peau.

— Je n'ai pas peur.

À ce moment-là, Krischer est l'adjoint politique de Gaby Schulewicz, à qui il raconte le jour même l'histoire de Schloïmé.

— Tu le connais bien ?

— Oui, on a été élevés ensemble.

— Tu réponds de lui ?

— Ce n'est pas le gars à aller nous dénoncer à la Gestapo. Mais s'il est pris...

Schloïmé est accepté dans le groupe. Le soir même, on l'emmène « faire un chemin de fer ». Aucun problème. Le lendemain, 11 juin 1944, patrouille sur les quais de l'Université. Car, depuis le Débarquement, ils sont mobilisés en permanence.

Les actions ne sont plus préparées. Ils se promènent en patrouille. C'est là qu'ils ont le plus peur. Huit copains : deux sur le trottoir de gauche, deux sur celui de droite, encore deux à gauche et deux de nouveau décalés à droite. Henri Krischer explique :

Un Allemand arrive sur un trottoir, les deux devant le laissent passer. Les deux suivants le descendent. Ceux de l'autre trottoir assurent la protection. On ne souhaitait qu'une chose, malgré notre haine : ne pas rencontrer d'Allemands ou, à la rigueur, qu'ils soient de l'autre côté. On n'était pas des tueurs. Abattre un homme de chair et de sang, un homme vivant qui marche, qui sourit, le tuer à bout portant, c'est très difficile.

Ce 11 juin, on devait trouver un Allemand, un officier de préférence, pour prendre son arme, et à proximité de la Gestapo pour montrer son courage et son culot. De l'intox psychologique.

Un officier est là, tournant le dos à la rue. Assis sur un banc, il dessine le Rhône. Gaby Schulewicz se tourne vers Schloïmé :



— Tes parents ont été déportés. On va te faire un grand honneur. Tu vas tuer cet officier allemand et venger tes parents.

— N'aie pas peur, je vais avec toi, lui dit Henri Krischer.

Schloïmé s'approche. Il est tout près de l'officier. Se tourne vers moi : « Je ne peux pas. » Alors, je prends son revolver, je tue l'Allemand. Bruno Kipman, un juif polonais qui aurait eu 18 ans le 27 août, est un peu en retrait. Il a ordre de retirer le revolver et surtout la petite sacoche si difficile à enlever qui contient le chargeur sans lequel le revolver est bon à jeter.

Ils n'ont pas vu qu'à quelques centaines de mètres, sur le pont de l'Université, des militaires allemands armés de fusils à longue portée sont en train de réparer la voie ferrée. Bruno est touché. Et c'est la débâcle. Jacquot, qui assure la protection, dit à ses camarades : « On se tire. »

Plus tard, ils apprendront que Bruno Kipman n'est pas mort sur le coup, qu'il s'est traîné jusqu'à la place Ollier où il a été achevé à coups de pied par les militaires allemands fous de rage. Jacquot garde encore le remords de n'avoir rien tenté.

Quand Schloïmé retrouve Henri Krischer, il lui dit :

— Je ne peux pas faire ce métier. Je préfère affronter le gendarme. Tant pis. Je renonce à sa fille.

Mais on ne peut le laisser partir.

— Il faut le fusiller, dit Gaby.

— Pas possible, réplique Henri Krischer. Qu'il donne sa parole de ne pas parler.

Petit sermon de Henri :

— Je te sauve la vie. Chez nous, on ne s'en va pas comme ça. Normalement, c'est une balle dans la peau. Alors, tiens ta langue !

Quelques jours plus tard, Henri reçoit un télégramme. « Un télégramme, c'est terrible. En ces temps de guerre, pour l'expédier, il fallait une autorisation du maire et du médecin. »

TRÈS MALADE. DOIS ME FAIRE OPÉRER. VIENS TOUT DE SUITE. MAMAN.

Henri Krischer va immédiatement voir Gaby. Il n'est pas réellement inquiet pour la santé de sa mère, il connaît sa capacité à ruser pour imposer sa volonté, mais il se demande ce que Schloïmé a raconté.

— Il faut que je m'en aille. Si tu ne me laisses pas partir, je déserte.

— Si tu désertes, tu seras fusillé.

— À mon retour, tu me feras fusiller.

Et Henri Krischer part. Deux jours de train jusqu'à Limoges. La « bataille du rail » a désorganisé les transports. Il descend à Bussière-Galant, sur la ligne de Périgueux. Parcourt à pied les 11 kilomètres qui séparent la gare du village perché de Châlus, là où Richard Cœur de

Lion a trouvé la mort. D'en bas, Henri Krischer reconnaît sa mère, ses cheveux noirs, son teint mat mis en relief par un caraco rouge. Elle est en train de bavarder avec une voisine à qui elle déclare, triomphante, en apercevant Henri :

— Je vous avais bien dit que mon fils viendrait !

Et d'abord, elle le nourrit. « L'Occupation était douce dans le village, dit Henri. Jamais d'Allemands. Des victuailles en veux-tu, en voilà. » Et puis, elle attaque :

— Comme je t'ai élevé, comment peux-tu tuer des gens ? Tu es devenu un meurtrier.

Il a beau expliquer, elle ne veut rien comprendre.

— Tu restes. La Résistance, tu peux la faire ici. Je connais des paysans qui en font. Tu deviendras vite leur chef.

Henri ne cède pas. Il a le sentiment d'avoir déserté, d'avoir abandonné des amis très chers à un moment difficile. Le lendemain, il reprend la route de Lyon. Comme sanction, il perd son poste d'adjoint politique et est ramené à la base. Pas pour très longtemps.

Le 29 juin 1944, Maurice Benadon et Julien Winny sont arrêtés par des dorioteurs qui les conduisent dans une voiture pilotée par un Allemand. Les deux copains sont à l'arrière de la voiture.

On est arrivés place Bellecour, une place très fréquentée. Winny était assis côté Saône, moi côté place. On a ouvert les portes et commencé à cavalier. Le chauffeur allemand a tiré, mais Winny s'est dissous dans la foule. J'ai été repris par un Allemand en civil. Dans la cour de la Gestapo, on m'a littéralement piétiné. Ils étaient fous furieux parce qu'ils n'avaient pas repris Winny. Et puis, on m'a conduit à l'étage, battu presque à mort et emmené au fort de Montluc dans une baraque : il n'y avait plus de place en cellule. Dans la baraque, mes compagnons m'ont donné une ampoule de remontant. Il y avait de la solidarité.

Cette « baraque » devait être celle « aux Juifs », évoquée par André Frossard au procès de Klaus Barbie. Maurice Benadon poursuit :

Ce qui me tarabustait, c'était l'idée que je pourrais parler. Je connaissais beaucoup de noms et d'adresses. J'ai tenté de me suicider. Mais, par chance, je n'ai pas été rappelé à l'interrogatoire. Du dehors, grâce à des contacts avec le médecin ou des infirmiers de la prison, mes camarades m'ont fait passer des lunettes. Sans lunettes, je ne vois pratiquement pas. C'est ce qui m'a sauvé la vie. J'ai pu les conserver – un vrai miracle – jusqu'à ma libération.

Maurice Benadon est transféré à Drancy, déporté le 31 juillet 1944 dans le même convoi que les trois cents enfants de l'UGIF.

J'ai été numéroté et tatoué, mais je portais le triangle rouge, celui de résistant. À Auschwitz, on a su que Paris était libéré. Le soir, malgré tout ce que nous subissions, on a défilé fièrement. Un officier allemand nous a dit, je m'en souviens très bien : « Ne vous en faites pas, malgré tout cela, vous finirez tous

Deux pensées ont soutenu Maurice Benadon : voir son enfant qui allait naître onze jours après son arrestation et sur lequel les copains, Sophie Szwarc surtout, veilleront. Revoir Salonique. Car, curieusement, ce qui le préoccupe le plus, ce sur quoi il interroge les autres déportés, c'est le destin des juifs de sa ville natale qu'il a quittée enfant.

Julien Winny sera mis à l'écart : celui qui réchappe à une arrestation devient suspect. Il ne participera pas à l'insurrection de Villeurbanne.

Dans la frénésie d'action qui marque la période qui suit le Débarquement, un groupe d'une douzaine de FTP-MOI doit attaquer un garage, rue Gambetta, pour y détruire les nombreux véhicules allemands qui y stationnent. Armand Schkolnyk mène l'action. Jeanine Sontag est chargée de faire ouvrir la porte. C'est une jeune fille de 19 ans, séduisante, que beaucoup courtisent. Née en Suisse le 14 mai 1925 dans une famille juive aisée, elle vit à Strasbourg jusqu'à l'Occupation, puis à Lyon. Un temps, elle participe à l'Armée secrète, mais trouve qu'on y manque d'activité. Aussi rejoint-elle la MOI où elle est intégrée à un groupe. C'est exceptionnel pour une femme.

Ce 3 juillet vers midi, Jeanine Sontag sonne à la porte du garage. Le directeur ouvre sans méfiance. Jeanine sort son revolver. Les FTP entrent, arrêtent sur-le-champ le directeur. À l'extérieur, des gars, comme Léon Landini, Italien, assurent la protection. À l'intérieur, Gaby Schulewicz, Émery Hoch, Jacquot... commencent à placer les boîtes d'explosifs sous les camions. Soudain, un cri : « On est encerclés. » Devant la grande porte vitrée, ils voient des silhouettes de GMR (Groupes mobiles de réserve) et d'Allemands. L'un d'eux suggère : « On prend un camion. On fonce dedans. » Un autre a repéré une échelle : « On sort par les toits. » L'échelle est placée dans un renforcement où sont garées les motos d'estafettes allemandes. En haut de l'échelle, il faut marcher sur une poutrelle pour atteindre la lucarne. Jeanine, comme toutes les filles de l'époque, porte des chaussures en bois. Elles lui ont esquiné les pieds et elle a du mal à marcher.

Les gars commencent leur ascension. Les premiers passent sans difficulté. Gaby, Émery et Jacquot s'effacent pour que Jeanine les précède. Elle est déjà sur la poutrelle, trébuche, tombe, se relève. Alors que Jacquot s'apprête à aller la chercher, elle lui dit : « Prends mon revolver et pars. Je redescends. Je passerai par le couloir où on a enfermé le directeur. Ne vous occupez pas de moi. » Ils sont partis, ont marché sur les toits, pénétré par une lucarne dans une chambre vide, trouvé un escalier. Ils sont saufs.

Ils ont appris plus tard que Jeanine avait rejoint le couloir et demandé refuge au directeur. Mais quand les Allemands sont entrés, il l'a dénoncée. « Je ne me suis jamais pardonné de ne pas être redescendu, nous dira Jacquot. On aurait pu... Mais il fallait aussi faire vite. » Jeanine Sontag est internée à Montluc. Le 20 août 1944, avec cent dix-neuf codétenues, elle est extraite de sa prison et massacrée à Saint-Genis-Laval. À la Libération, un petit groupe, à sa tête Raymond Sacks, ira fusiller le directeur. « Pour cette histoire, Raymond Sacks a été inquiété par la police, dit Jacquot. Il avait connu la prison et avait peur d'y retourner. Il est parti pour Israël. Mais jusqu'à sa mort, il n'a pas vraiment pardonné aux copains et à l'Amicale des anciens de Carmagnole de ne pas l'avoir suffisamment défendu. »

Les chutes se multiplient. L'atmosphère devient intenable. Dès que trois jeunes gens sont ensemble, on les arrête. Ainsi les FTP décident-ils d'organiser leurs rendez-vous tôt le matin, aux portes des usines, comme s'ils étaient eux-mêmes des ouvriers. Ce matin-là, Gaby, Julien de Bruxelles (de son vrai nom Charles Kupfermunz) et Henri Krischer sont au premier rendez-vous de ce type, près de la place du Pont, un endroit très populaire. Hirondelles. Papiers. Les papiers de Henri Krischer sont impeccables. Pourtant, ils le questionnent. L'adresse de sa carte d'identité n'est pas lyonnaise. Henri dit qu'il vient d'arriver, qu'il ne sait pas son adresse par cœur, mais qu'il peut les y conduire. Son idée : balader les flics en faisant le tour de tous les rendez-vous pour que les copains le voient, sachent qu'il est arrêté... Passe devant Jacquot, devant Léon Landini... Les copains comprennent, lui emboîtent le pas. Une cinquantaine de mètres, et un policier les rejoint : les deux autres, Julien et Gaby, se sont emparés de deux vélos pour tenter de fuir, mais ils ont échoué. Henri Krischer est mené au commissariat où il retrouve ses copains dont les cartes sont visiblement fausses. Krischer, interrogé par le commissaire, lui dit :

— Nous sommes un groupe de résistants.

— Je m'en rends compte. Mais vos copains ne sont pas très adroits. Ils n'auraient jamais dû avouer devant les hommes que leurs cartes sont fausses. Je veux bien vous relâcher, mais je ne peux relâcher vos amis.

Gaby et Julien de Bruxelles resteront internés à la prison Saint-Paul jusqu'à l'insurrection de Villeurbanne.

Henri Krischer est mal à l'aise. Il connaît la règle : le copain qui s'en sort, c'est qu'il est suspect. De plus, il est grillé. Le commissaire a pu relever son identité. Or, justement, il a son premier rendez-vous avec Lefort, qu'il n'a jamais vu. C'est l'interrégional qui coiffe les activités des détachements Carmagnole et Liberté. « Pour nous, dit

Henri Krischer, c'était la personne la plus gradée qui soit. » D'emblée, Henri Krischer le prévient :

— Je suis grillé. Pour ma sécurité et celle des copains, il faut que j'aille ailleurs.

Lefort semble ne pas entendre. Il se promène avec Krischer, le questionne, l'interroge sur ses positions politiques :

— Tu vas devenir chef de ville.

— Mais je ne sais pas !

— Tu apprendras.

« Tant de gens étaient tombés, commente Henri Krischer. Il y avait tellement de jeunes à encadrer. » Lefort a insisté :

— Il n'y a personne d'autre.

— Mais je suis brûlé !

— Quelle importance. Je te donne de l'argent. Tu vas dans une teinturerie t'acheter un nouveau costume [en ces temps de pénurie, on achetait souvent des vêtements d'occasion], lunettes, chapeau, serviette à la main. On te fait de nouveaux papiers de représentant de commerce.

Les six dernières semaines, celles où Henri Krischer est chef de Carmagnole, sont des temps d'activité intense. Trois groupes se battent en ville et Krischer les supervise tous les trois. Il est dans un état second. « L'excitation était telle, l'activité si dense que j'ai perdu la mémoire de cette époque dont seules des bribes me reviennent. Un chemin de fer par jour et par groupe. Les patrouilles. Et plus aucun rapport écrit, on n'avait plus le temps. »

La situation devient difficile pour les Allemands qui appellent en renfort toutes les forces de l'ordre, en particulier les GMR destinés en principe à la lutte contre les maquis des Alpes et qui sont casernés en plein centre de Lyon. Le 16 août, en fin de matinée, les groupes de combat et Carmagnole sont chargés de leur faire rallier la Résistance. Dans la caserne, Henri Krischer, dont la voix est puissante et l'éloquence convaincante, leur tient à peu près ce discours : « Vous avez fait beaucoup de saloperies. Mais vous avez une occasion unique de retrouver votre honneur en entrant maintenant dans la Résistance. »

Un officier le conduit à son chef. Devant Krischer pistolet au poing, le capitaine se met au garde-à-vous : « Capitaine de... » Un nom grand comme le bras. « Je me suis senti ridicule. Mes copains m'appelaient tout simplement André. Soudain, le surnom de mes équipées nautiques m'est revenu : "Capitaine André Lamiral." » Henri Krischer propose alors au capitaine de monter un maquis avec ses propres troupes dont il continuerait à assurer le commandement. Le capitaine demande un délai pour régler la situation des femmes et prend rendez-vous deux jours plus tard sur une place de Lyon.

« Je ne me suis pas rendu au rendez-vous moi-même, dit Henri Krischer. À l'heure dite, des copains étaient là pour surveiller la place noire de miliciens. Dans cette bagarre, on a perdu deux copains dont je ne me souviens pas des noms. Ils venaient d'entrer à Carmagnole. »

Mais dès le 16 août, un certain nombre de GMR, une quarantaine peut-être, ont suivi. C'est Jacquot et deux autres copains qui, avec trois camions de GMR, les conduiront au maquis de la Croix-du-Ban. Ces GMR participeront aux combats de la Libération.

Le 15 août 1944, les Alliés ont débarqué en Provence. Par la route Napoléon, ils remontent vers le nord. Les Allemands vont quitter Lyon, ce n'est plus qu'une question de délai. Mais avant, ils risquent de massacrer les prisonniers, pensent les responsables des FTP et des groupes de combat. Ce raisonnement n'est pas le fruit d'une paranoïa excessive. Depuis le début de l'année 1944, si des Juifs sont toujours arrêtés et transférés à Drancy, d'autres en très grand nombre sont fusillés sur place. Tal Bruttman évalue à quelque trois mille les exécutions sommaires de l'année 1944 dans la région, dont environ sept cents en juin et juillet. Il y avait eu le 10 juin 1944 Oradour-sur-Glane et le 20 août Saint-Genis-Laval où est morte l'une des leurs. Des copains sont internés à la prison Saint-Paul : Max Schulewicz, Raymond Sacks, Charles Kupfermunz.

Une réunion est organisée le 22 août chez Oscar Centner. « Oscar, c'était un personnage, dit Henri Krischer. Il faisait la résistance comme on fait des affaires. Il était très introduit, avait énormément de tuyaux, des contacts avec d'autres groupes comme ceux de l'AS qu'à Carmagnole nous n'avions pas. Chez les FTP-MOI, tout était tellement hiérarchisé que seuls les chefs supérieurs avaient le contact. » À cette réunion assistent, entre autres, Georges Goutchtat et Albert Goldman pour les groupes de combat qui ont des contacts avec des policiers et se font fort de se procurer des paniers à salade pour sortir les prisonniers politiques. Pour la première fois, il est décidé qu'ils porteront des brassards et agiront à découvert.

Le 23 août, ils sont chez Isy Shernetsky pour préparer leur plan et fabriquer les brassards. Pendant cette réunion, ils écoutent la radio, apprennent que Paris est en train de se libérer. « On devrait bien faire comme eux et libérer Lyon », dit Isy Shernetsky. Mais ce n'est qu'une boutade. Ce qu'ils préparent le 23 août, c'est l'évasion des prisonniers. Un point c'est tout. Lefort précise :

Le commandement avait reçu mission d'étudier plusieurs variantes en vue de l'éventualité de l'insurrection (Vénissieux, où se trouve le dépôt principal, Bron, mais pas Villeurbanne), en général dans les banlieues populaires imbriquées à Lyon, bordant la route de Grenoble, pour ne pas se couper du bataillon Liberté, et par où on attendait les Alliés<sup>8</sup>.

La préparation d'une insurrection aurait supposé des contacts avec les maquis autour de Lyon, par exemple. « Nous n'étions qu'un petit groupe, plutôt mal armé : quelques revolvers, quelques mitraillettes peut-être, quelques armes lourdes récupérées sur les GMR, précise Henri Krischer. Nous pouvions être un abcès de fixation, mais n'avions pas les moyens d'éliminer les Allemands. Même si nous parvenions à mobiliser la population, nous étions incapables de l'armer. »

Le 24 au matin, tout le groupe a rendez-vous au garage Son-Tay, le garage de la police, où se trouvent les fameux paniers à salade, à la limite de Lyon et de Villeurbanne, à proximité du parc de la Tête-d'Or qui sert de parking et de réserve d'essence pour les détachements allemands qui traversent Lyon. Le chemin de fer Perrache-Tête-d'Or passe au-dessus de la rue et transporte du matériel allemand.

Il est 8 heures. Les hommes de Carmagnole et des groupes de combat, sous la direction de Henri Krischer et d'Isy Shernetsky, sont tous là. Une cinquantaine peut-être. Ils attendent devant le garage qu'arrivent ceux qui sont chargés de leur ouvrir les portes et de leur donner des chauffeurs. Henri Krischer s'impatiente. L'attente est source de danger. Ils ont déjà sorti leurs brassards FFI-FTP-F, « oubliant » à l'heure de la victoire le sigle MOI qui fut le leur. Et tout à coup, on vient avertir Krischer : les prisonniers ont été libérés. La nouvelle n'était pas tout à fait exacte : l'un d'eux, Raymond Sacks, s'est évadé.

Raymond Sacks avait été condamné à mort. Or la loi prévoit qu'on ne fusille pas un homme malade. Et le médecin de Carmagnole, le docteur Josef Konigsberg, avait soudoyé un infirmier qui, en injectant de la térébenthine, lui entretenait un phlegmon à la jambe. L'infirmier réussit aussi à leur passer une arme et Raymond Sacks, en compagnie de onze autres prisonniers, s'était évadé le 22 août.

L'action n'a plus aucune raison d'être. Or, au moment où l'ordre de dispersion est donné, un train militaire allemand passe au-dessus de la rue. Des coups de feu éclatent. Édouard (Jean Ottavi) se précipite sur le fusil-mitrailleur. Une balle lui traverse la cuisse. Il sera amputé. C'est le premier blessé de l'insurrection. La fusillade durera un moment. Là, les versions de Lefort et de Krischer divergent. Version de Lefort :

Le commandant Lefort, de son PC proche des Brotteaux, donne l'ordre de repli et de se diriger, en contournant Cusset et Bron, vers Vénissieux, dans l'esprit de l'une des variantes préalablement étudiées et approuvées. Mais deux colonnes sur quatre, dans leur lente progression, en passant par les Charpennes où un accrochage a lieu (rue Ronsard), atteignent Villeurbanne<sup>9</sup>.

Tout à coup, Serge Kamienny crie : « Allons aux gratte-ciel ! » Les « gratte-ciel », ce sont ceux de Villeurbanne où mène une rue assez large, bordée de petits pavillons entourés de jardins. Nous avançons dans cette rue sans objectif précis.

Cette version nous paraît d'une part plus conforme à la réalité de ce que furent les derniers combats à Lyon où l'improvisation semble bien dominer sur l'organisation. Il nous semble d'autre part improbable que, de son poste de commandement, Lefort ait pu donner des ordres. Avec quels moyens techniques ? De plus, à Lyon, il n'y a pratiquement plus de FTP, hors Carmagnole, depuis la grande chute où sont tombés, le 15 mai 1944, tous les responsables<sup>10</sup>. Les FTP ne pourront plus se reconstituer dans la ville, ils ne seront réorganisés réellement que dans une dizaine de maquis, surtout sur les collines de la rive droite de la Saône. Henri Krischer raconte :

Sur le chemin vers les gratte-ciel, des gens se mettent aux fenêtres et crient : « Vive la Résistance ! Vive le maquis ! Vivent nos libérateurs ! » Ils savent, eux aussi, que Paris est en train de se libérer. Les hommes de Carmagnole entonnent *La Marseillaise*. Nous sommes rejoints par beaucoup qui sortent des armes, des barres de fer, des fusils de chasse.

Car sur ce point Henri Krischer et Lefort sont d'accord : l'insurrection a été spontanée. Elle a été déclenchée par la population de Villeurbanne sans qu'aucun mot d'ordre fût donné, juste parce que le climat était à l'insurrection. C'est l'euphorie. Henri Krischer, dans son costume de représentant de commerce, chapeau mou sur la tête, marche en tête d'une foule qui grossit à vue d'œil. La solitude qui fut la leur est soudain brisée. La peur s'est évanouie. Le mirage d'un peuple se soulevant pour se libérer est devenu réalité. Du moins le croient-ils.

Dans la foule quelqu'un crie :

— À la mairie !

Quand ils arrivent à la mairie, le conseil municipal est en train de siéger. Henri Krischer et Philippe Daudy, un des « rares Français de souche de Carmagnole<sup>11</sup> », entrent dans la salle. Krischer s'adresse au maire :

— Votre tâche est terminée. Je vous demande de quitter cet endroit et de rentrer chez vous.

« Il n'y avait aucune trace d'agressivité dans ces paroles, commente Krischer. Et pourtant, ces hommes étaient des collaborateurs. J'étais porté par le courant. Je n'avais aucune directive. J'avais le sentiment de faire une connerie. »



La foule est massée devant la mairie. Elle attend. Lamiral (c'est sous ce nom que ceux qui ont participé à l'insurrection de Villeurbanne appellent Krischer) prend la parole. Son discours n'est pas préparé. Il n'a pas de micro. Sa voix puissante résonne dans le silence recueilli de ces gens qui attendent qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire. Krischer leur dit qu'il faut attendre, rentrer chez soi et revenir tous devant la mairie à 5 heures. « Pourquoi 5 heures ? dit Krischer. Parce qu'à 4 heures, j'avais rendez-vous avec Lefort. En attendant mes hommes, ceux des groupes de combat et de Carmagnole restent sur place. » Lefort aurait dit à Krischer :

— Tu leur as dit 5 heures. Il faut retourner à 5 heures et organiser des barricades.

Alors qu'Albert Kugler, dirigeant des FTP-MOI pour toute la zone sud, aurait été réticent :

— Qu'un char allemand arrive, et il culbutera toutes les barricades. Un détachement suivra, et il se protégera en faisant marcher devant lui un cordon de femmes. Vous ne pourrez rien faire.

Décision est néanmoins prise d'envoyer des émissaires dans les maquis pour leur donner ordre de descendre sur la ville.

À 5 heures, plusieurs milliers de personnes sont rassemblées sur la grande esplanade, entre le théâtre et la mairie de Villeurbanne. Et Lamiral, qui a trouvé sa vocation de tribun, parle. Ignorant l'arrivée décisive de la colonne Leclerc, il évoque la façon dont Paris vient de se libérer, par elle-même, seule. Villeurbanne et Lyon suivront l'exemple de la capitale.

Alors que depuis le matin il semble bien que la confusion règne, la soirée voit un début d'organisation. Chaque combattant de Carmagnole, homme de base, reçoit une promotion immédiate. Il devient chef de détachement pour encadrer les volontaires. Certains, comme Jacquot Szmulewicz, Gaby Schulewicz, Serge Kamienny, deviennent chefs de compagnie.

Les barricades ont-elles poussé de façon anarchique, comme le pense Krischer ? Y a-t-il eu un plan d'ensemble élaboré dans le bureau de l'ancien maire où Lefort a installé son poste de commandement ? Selon Lefort<sup>12</sup>, Raymond Sacks arrivé à Villeurbanne aurait décidé « de l'installation et de l'emplacement du premier cercle des barricades comprenant essentiellement les cours Lafayette, Tolstoï, Émile-Zola, la cité Lafayette et jusqu'à Cusset ». Barricades qui portent le nom des combattants MOI : « barricade Jacquot », « Serge », « Frédéric », chaque barricade disposant de femmes agents de liaison allant tous les quarts d'heure voir ce qui se passe sur les autres barricades et maintenant le contact avec la mairie.

« Des tireurs d'élite sont placés en aval des barricades (en est responsable une femme, Simone Motti), avec des armes automatiques

afin de prendre les éventuels assaillants sous un feu croisé<sup>13</sup>. » Un bureau de ravitaillement est installé à la mairie, ainsi qu'une infirmerie dirigée par Konigsberg, le médecin de Carmagnole. Des camarades sont envoyés à la prison Saint-Paul, porteurs d'une lettre comminatoire de Krischer enjoignant de libérer immédiatement Max Schulewicz (Gaby) et Charles Kupfermunz (Julien). À l'asile Vinatier, ils vont rechercher Paul Laurent, un des leurs qui s'était fait passer pour fou pour avoir la vie sauve.

Les renforts ne sont pas venus. Après le Débarquement, l'ensemble des maquis de l'Azergues, dont celui de la Croix-du-Ban, sont placés sous le commandement FTP-F du colonel Lepetit (Tourné). Ils ne sont pas descendus. Roman Krakus a-t-il jugé l'opération trop aventureuse ? L'insurrection n'ayant pas été préparée, a-t-il pensé qu'on ne pouvait à l'improviste transférer toute une structure qui se voulait militaire ? A-t-il tout simplement obéi à son chef ?

Le 25 août, alors que Lyon et son agglomération sont paralysées par la grève générale, les combats commencent. Philippe Daudy (dit Frédéric) est blessé. Ce ne sont pourtant que des escarmouches. Mais le 26 au petit matin, les tanks allemands donnent l'assaut. Que pèse une barricade devant un tank ? Les combattants pourtant se battent avec des bouteilles d'essence ou des grenades. Certains sont blessés. On relève des morts. Les armes manquent. « Ça a été une bataille sauvage », dit Henri Krischer. Ordre a été donné de décrocher et, pour les combattants, de tenter d'étendre l'insurrection ailleurs. « On m'a envoyé à Vaux-en-Velin, dit Jacquot. Mon agent de liaison, c'était Marguerite Wolmarck, qui était arrivée de Grenoble où elle était "grillée" depuis la chute de Charles. J'ai eu un accrochage avec un tank et j'ai perdu des hommes. On a dû se débiter. »

Claude Collin a revu le bilan de l'insurrection à la baisse. En 1984, nous l'évaluions à une centaine de soldats allemands tués et blessés, quatre-vingts faits prisonniers, des tanks détruits. Claude Collin évoque quelques dizaines de morts allemands et une quinzaine de prisonniers<sup>14</sup>. Il y eut aussi des morts du côté des insurgés.

Lyon ne fut en définitive libérée que le 3 septembre 1944 par le départ des Allemands qui réussirent à replier toute leur armée et à faire sauter tous les ponts, sauf deux.

Avec celle de Paris, la seule insurrection urbaine, même si elle n'aboutit pas à chasser les Allemands, fut celle de Villeurbanne. Exemple de ce que souhaitait le PCF à l'époque, elle n'eut pas l'heur d'entrer dans la très sélective mémoire collective communiste. Parce que ses acteurs étaient dans l'ensemble juifs et/ou étrangers ?

Lyon libérée, Marguerite, accompagnée de Ceslav Krzentowski qui, devenu militaire, a pu se procurer un *side-car*, parcourt la région

grenobloise pour retrouver la trace de son mari. C'est à Charnècles qu'elle apprendra sa mort.

À Voreppe, en cette fin du mois de juillet, les accrochages des occupants allemands avec le maquis sont constants. Ils y répondent par une répression sauvage. Des résistants sont tirés de la prison, chargés sur des camions pour être fusillés. Ce sera au lieu-dit Penon, une prairie du village de Charnècles. Un témoin oculaire, M. Géraud, domestique agricole, raconte :

Je me trouvais dans un champ situé à 100 mètres du lieu de la fusillade. Les prisonniers marchaient en colonne gardée seulement par trois soldats allemands. Tout à coup, j'ai vu un prisonnier traverser la haie sur ordre des Allemands, un soldat lui mettre le canon de son fusil derrière la tête et le tuer à bout portant. La même opération s'est reproduite pour douze prisonniers. À cette vue, je me suis enfui dans un champ de topinambours où je me suis caché. Quand les Allemands se sont éloignés, je me suis approché. Un seul respirait encore, il est décédé par la suite à l'hôpital de Rives. Les boîtes crâniennes étaient en partie emportées par la balle et les cervelles se trouvaient sur le sol [...]. Je précise que c'est le même soldat qui a commis toutes les exécutions<sup>15</sup>.

Après le départ des Allemands, les gens du pays ont pieusement mis dans des cercueils en bois blanc les corps de ceux dont ils ignoraient l'identité. Ils les ont numérotés, ont mis dans de petits sacs portant le même numéro ce qu'ils ont trouvé dans les poches et des échantillons du tissu de leurs vêtements, inscrit dans le registre d'état civil le signalement des victimes. Le cercueil n° 11 est celui d'Isaac Baumol, responsable adulte de l'UJRE, probablement arrêté lors d'un rendez-vous avec Charles Wolmarck. Le numéro 2 est celui de Charles. Sur le registre de la mairie, Marguerite peut lire : « Mort pour la France... 25 ans, 1,70 m, cheveux bruns, bonne dentition. Vêtu de sandalettes de cuir à lanières rouges, pantalon laine gris rayures rouges, chemise Lacoste coton gris-beige. »

Selon les souhaits de sa famille, le corps de Charles Wolmarck fut transféré au Père-Lachaise, à l'ombre du mur des Fédérés. À l'entrée de Charnècles, un monument rappelle les noms des victimes de ce massacre et chaque 30 juillet, l'Association des anciens combattants rend hommage aux fusillés parmi lesquels figurent les deux résistants juifs et communistes, Isaac Baumol et Charles Wolmarck. Annie Kriegel dédiera son livre *Les Communistes français*<sup>16</sup> à la mémoire de Charles Wolmarck. « Il m'avait enseigné tout ce qu'il savait : la classe ouvrière, le communisme, le Parti, Staline, la France, le courage, le malheur. Fidèlement, sans lui et contre lui, j'ai dû continuer à apprendre. "Ce n'est pas gai", dirait-il en riant, car il riait toujours. Du moins, je crois. Ou peut-être était-ce moi en ce temps-là ? »

À Paris, les communistes juifs ne participèrent pas à l'épuration. À Lyon, si. Les témoignages sur cet épisode sont contradictoires, réticents. Le poste de commandement des groupes de combat et de Carmagnole se trouve au consulat du Japon. Le groupe de Jacquot est chargé d'arrêter les gens qu'on lui désigne, alors que les groupes de combat, Charles Jacobson en tête, sont chargés des interrogatoires. Le groupe de Jacquot ne se chargera d'aucune exécution : « Nous, on en avait fait assez pendant la guerre. Mais il y en a eu », affirme Jacquot, sans vouloir avancer un chiffre.

Grenoble, Paris, Lyon sont libérées. La guerre n'est pas finie pour autant. Et cette guerre, ils veulent en être partie prenante. Jacob Tancerman explique :

À la caserne Reuilly, on formait le premier régiment de Paris, avec Fabien. On y formait une compagnie d'immigrés de la MOI. Beaucoup de ceux qui s'engageaient, comme Victor Zigelman, Robert Birenbaum, Jean-Claude Schwarz, étaient pourtant français.

Jacob Tancerman, qui a le grade de lieutenant, fait fonction de commandant de compagnie. Il a cent soixante soldats sous ses ordres. La compagnie, qui prend le nom de Rajman, est la première compagnie juive. L'afflux de volontaires fera qu'il s'en créera une seconde, la compagnie Markus (du nom de guerre de Meyer List). Le supérieur hiérarchique de Tancerman, Olivier Holban, qui est bientôt muté au ministère de la Guerre où il doit représenter les immigrés, est remplacé par Alfred Yerushem, de son vrai nom Yarosh Kleshelsky, un FTP du deuxième détachement juif.

Tous les rescapés des organisations juives, jeunes, adultes, FTP, à l'exception des « cadres », trop précieux pour la reconstruction politique pour aller risquer leur vie au combat, comme Louis Gronowski ou Adam Rayski, se sont engagés dans la compagnie Rajman. Le benjamin, André Radzinski, a dû maquiller son âge pour être accepté : il n'a pas 18 ans, comme d'ailleurs Jacques Adler. Victor Zigelman, Bernard Bornstein, Émile Sommer, Jean-Claude Schwarz, Julien Feldhandler, Robert Birenbaum, Alain Fischer, Charles Mitzflicker sont là. Raymond Kojitsky passe deux ou trois jours à la caserne, mais devant la gabegie et l'inaction, il décide de rentrer chez lui.

Ce qu'ils ont fait ? Rien. Strictement rien. D'abord, ils restent à la caserne Reuilly à traîner et à garder quelques soldats allemands pieds nus : ils leur ont piqué leurs bottes. Pendant deux ou trois mois, ils restent là, apprenant à marcher au pas alors que la guerre continue vers l'Est et qu'ils sont sans nouvelles des déportés. Un jour, Victor et un groupe de copains décident d'aller au ministère de l'Air pour s'engager dans les parachutistes. Car les parachutistes, au moins, c'est

efficace. La réponse : « Si vous n'étiez pas engagés, on vous engagerait tout de suite. Mais comme vous êtes engagés, vous devez faire une demande de mutation par voie hiérarchique. »

Quand la compagnie dirigée par Fabien qui, comme eux, a piétiné, mais quelques jours seulement, à la caserne Reuilly, est partie au front et qu'elle a demandé des volontaires, ceux de la compagnie Rajman qui se sont proposés ont été immédiatement rabroués : pourquoi partir avec Fabien ? On va bientôt partir nous aussi. « J'avais le mauvais rôle, dit Jacob Tancerman que les combattants de la Rajman appellent le lieutenant Jean. On pensait qu'on nous armerait et qu'on nous adjoindrait à la 1<sup>re</sup> armée française pour aller combattre. Je devais maintenir des gars qui voulaient s'en aller. »

Commence alors une grande balade absurde : les casernes de Coulommiers, de Fontainebleau, de Compiègne, de Provins. Avec des petites tâches ridicules : garder une poudrière à Fontainebleau, par exemple. Quand ils arrivent à la caserne, rien n'est prêt pour les accueillir : pas de charbon, pas de feu, rien à manger. Alors, une fois encore, ils se débrouillent. La première semaine, ils forcent la serrure du magasin de la cuisine, volent des couteaux, des masses pour casser les os, et vont échanger les outils contre de la viande dans les boucheries de la ville. Ils cassent les armoires pour faire du feu et griller la viande. Un jour – est-ce à Fontainebleau ou à Coulommiers ? –, revue par un colonel. Question d'usage :

— Vous êtes contents ?

L'un d'eux sort du rang :

— Mon colonel, je voudrais savoir quand nous allons partir pour le front.

— Ne vous inquiétez pas, mon gaillard. Avant de partir pour le front, il faut apprendre à être soldat, à combattre. Vous êtes d'origine polonaise. Les Polonais sont de très bons soldats. On fera de vous de très bons soldats.

Ils ne sauront jamais s'ils seraient devenus de bons soldats. À Compiègne, la compagnie Rajman sera dissoute, ils seront disséminés et incorporés dans des bataillons de l'armée régulière, puis démobilisés sans avoir vu un Allemand à la fin de l'année 1945.

Pourquoi cette mise à l'écart de la compagnie Rajman ? Elle s'explique aisément. Comment de Gaulle n'aurait-il pas éprouvé de la méfiance à l'égard d'une compagnie formée de communistes, dirigée par un Jacob Tancerman ou un Boris Holban, dont les nationalités sont respectivement polonaise et roumaine, alors que le PCF n'a cessé d'affirmer que la future armée de la France naîtrait des FTP ? Le 28 octobre 1944 d'ailleurs est publié le décret portant sur la dissolution des milices patriotiques (devenues depuis la Libération « gardes civiques »), suivi, le 6 novembre, de celui amnistiant Maurice

Thorez, qui, déserteur en temps de guerre, risquait de se retrouver en prison.

Pourtant, pour les autres compagnies formées essentiellement de FTP, une solution fut trouvée, celle de l'amalgame, et elles purent aller combattre. Gageons que le Parti communiste français ne s'est pas beaucoup battu pour que les immigrés aillent au front. Il était de la première importance, au moment de la Libération, de s'affirmer patriote. On n'allait pas mettre en avant ceux qui s'étaient battus dans les rangs de la MOI. L'occultation, commencée pendant la guerre, avec le consentement des Juifs communistes eux-mêmes, comme nous l'avons noté à plusieurs reprises, se manifeste pour la première fois de façon évidente avec le refus de laisser combattre une compagnie dont certains sous-officiers, comme Charles Mitzflicker, avaient été de valeureux FTP.

Curieusement, les ouvrages écrits par les communistes juifs, que ce soient ceux d'Alfred Grant, de Ravine, de David Diamant, évoquent la compagnie Rajman et donnent les noms de ceux qui s'y sont engagés, mais « oublient » de mentionner que personne ne souhaita vraiment qu'elle se battît, et de préciser que leurs « campagnes » se limitèrent au Bassin parisien.

La première mission de Jacquot Szmulewicz, une fois Lyon libérée par l'arrivée des Alliés, fut de convoyer des responsables de la MOI de Lyon à Paris. Parmi eux, Kowalski-Tcharny.

« Je suis arrivé à Paris au début du mois de septembre, dit Jacquot. On se battait encore sur les toits. J'ai retrouvé mon père. » Au bout de huit jours, Jacquot retourne à Lyon. La guerre n'est pas terminée. Il fait maintenant partie de l'Armée française. « Au lendemain de la Libération, c'était la belle vie. Gaby Schulewicz, Serge Kamienny et moi, on ne se quittait pas. On s'amusait, on courait les filles. » En octobre 1944, avec trois autres copains, Gaby, Serge et Robert Szykman, qui avait un frère jumeau, Nat, il a l'honneur d'être choisi pour faire une école d'officiers à Saint-Genis-Laval. Et puis, ils sont envoyés au front. Jacquot participe ainsi à la prise de Belfort et à la campagne d'Alsace. Alors qu'il était lieutenant FFI, il a été rétrogradé comme aspirant, mais est malgré tout nommé chef de section. En mai 1945, il est démobilisé, comme ses camarades.

Sitôt Lyon libérée, Étienne Raczymow remonte à Paris.

Il était arrivé à minuit à la gare de Lyon. Comme il n'y avait plus de transports en commun, il gagna Belleville à pied, monta la rue Oberkampf, longea le boulevard de Belleville, passa par la rue des Couronnes [...] Il était chaussé de fortes godasses allemandes à semelles cloutées. Le bruit de ses propres pas martelant le macadam lui fit peur. Il se vit, sans savoir pourquoi, sous les traits d'un Allemand [...] Quelques années plus tard, quand il

entendrait Charles Trenet chanter *Retour à Paris – Revoir Paris / Et me retrouver chez moi / Seul sous la pluie / Parmi la foule des Grands Boulevards* –, il retrouverait chaque fois intacte l'émotion qu'il ressentit ce matin-là, peu de temps après la Libération, de retrouver Paris. Mais seul<sup>17</sup>.

# Épilogue

Un après-midi de juin 2017, je me suis rendue boulevard Ney, en bordure du périphérique, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement parisien. La journaliste Patricia Tourancheau, grande spécialiste ès affaires policières, qui m'avait précédée, avait eu la gentillesse de me communiquer cette adresse. Elle avait lu l'interview de Lucienne Goldfarb par un journaliste de l'AFP, le 23 décembre 2015, après la mort de Madame Claude. La première y disait son infini mépris pour la seconde et déclarait avec vigueur : « J'ai vécu comme j'ai voulu. J'ai gagné beaucoup d'argent, j'étais libre, libre comme l'air et je disais merde à tout le monde. » Lucienne affirmait encore avoir eu dans la vie deux amours, l'opéra et les flics. Après une mauvaise chute, la vente de ce qu'il faut bien appeler son bordel de luxe, ou un peu vulgairement son claque, ou son lupanar, au 10 bis, rue du Débarcadère où elle résidait, désormais transformé en hôtel quatre étoiles, Lucienne Goldfarb avait rejoint un EHPAD privé luxueux, la Résidence de Sèvres, rue Vaneau, puis un autre EHPAD, la Résidence des Issambres, plus modeste. Le 9 juillet 2016, Patricia Tourancheau s'y était rendue, bien décidée à lui faire évoquer ses amis policiers. Elle ne put rien en tirer : « Je ne connais personne. Je n'ai rien à dire. » Presque un an après elle, je m'y suis donc rendue à mon tour. Je pensais naïvement que Lucienne Goldfarb serait heureuse, comme le sont généralement les personnes très âgées, d'évoquer son enfance rue des Immeubles-Industriels, ses parents, son frère. J'espérais aussi qu'elle m'en dirait davantage sur l'année 1943, en lui montrant les documents qui attestaient qu'elle n'avait pas autant menti que d'aucuns avaient dit.

À l'accueil du 111, boulevard Ney, j'ai demandé Mme Goldfarb. Troisième étage, m'a-t-on répondu, en me faisant remplir le cahier de visite. La maison était très bien tenue, très propre, et dans l'ascenseur des affichettes proposaient aux pensionnaires toutes sortes d'activités et de services : coiffeur, esthéticienne, gymnastique douce... J'ai traversé la salle commune du troisième, elle-même impeccablement tenue, les pensionnaires somnolant dans des fauteuils roulants, l'une



appelant désespérément : « Alice ! Alice ! » Ce n'était pas sordide, comme le sont certaines maisons de retraite, simplement poignant.

Je suis entrée dans la chambre de Lucienne Goldfarb. Une chambre d'angle spacieuse, claire, avec au mur deux grandes photos en couleur de Plácido Domingo, dont l'une avec Lucienne. Menue, Lucienne Goldfarb gisait sur son lit, en chien de fusil, bien habillée, bien soignée, mains et pieds manucurés, la chevelure, qui est son signe distinctif, toujours rousse. Je me suis présentée en criant mon nom. Elle n'entendait pratiquement pas. Je me suis installée sur le fauteuil à côté de son lit, en déplaçant une magnifique canne laquée multicolore, celle que l'on voit sur la vidéo postée sur YouTube de son interview de 2015<sup>1</sup>. Je lui en ai fait compliment. Elle m'a précisé qu'elle l'avait elle-même achetée, avec son argent. M'a demandé si on était dimanche. Nous étions mardi. Ce qui, à ce qu'elle m'a dit, n'avait aucune importance. Puis elle m'a demandé de lui rendre sa canne. Nos échanges se sont arrêtés là. Elle est retournée à sa somnolence. J'ai compris qu'elle était définitivement dans un ailleurs auquel nul n'a accès. La personne qui surveillait l'étage, une stagiaire que j'ai questionnée, m'a dit qu'elle allait bien, qu'elle avait mangé et bu. La vieille dame, quand j'ai de nouveau traversé le hall de l'hôtel vingt minutes plus tard, continuait à appeler Alice, désespérément.

Mon amie Jeanne Marchand, psychanalyste, à qui je racontai cette visite qui m'avait déprimée et m'avait inspiré tous les lieux communs possibles sur l'égalité des hommes (et des femmes), riches et pauvres, héros ou salauds devant la maladie, la vieillesse et la mort, m'a fait justement remarquer l'incongruité de la situation. Lucienne Goldfarb n'avait plus de mémoire. Nul, dans la maison, ne semblait savoir qui elle avait été. Je venais pour en savoir plus, mais j'étais la seule à garder le souvenir, même incomplet, de ce qu'elle avait été. C'est peut-être cela aussi, être historien : être le dépositaire de très nombreuses vies que nous confions à l'écrit, impérissable.

Les autres protagonistes de cette histoire, ce printemps 2018 où je termine la réécriture de ce livre, ne sont, pour la plupart d'entre eux, plus parmi nous. Ce livre d'histoire est aussi une sépulture.

Suivons-les une dernière fois, brièvement, la guerre finie.

Le 8 mai 1945, à Reims, l'Allemagne signe la reddition sans condition. La cérémonie se répète le lendemain à Berlin aux mains des Soviétiques. En Europe, la Seconde Guerre mondiale est terminée. Les uns après les autres, les camps ont été ouverts par les Alliés et les rares survivants juifs de la déportation à Auschwitz, transférés dans d'autres camps dans le vieux Reich, sont rapatriés en France, qu'ils soient français ou étrangers.

En France, l'heure est, pour les communistes, au nationalisme.

Annie Kriegel qualifie la position du Parti communiste français de la fin de la guerre et des années qui la suivent de « national-thoréziste ». Ce qui n'empêche pas l'amour pour l'Union soviétique.

Dans la clandestinité, la direction de la MOI polycopiait des cours pour former politiquement ses militants. Certains traitaient de la doctrine de Marx et Engels, Lénine et Staline. D'autres analysaient la « constitution stalinienne de l'Union soviétique » dans le cadre, était-il précisé, des nouvelles institutions françaises qui allaient se mettre en place. Le cours n° 3, malheureusement non daté<sup>2</sup>, porte sur le patriotisme, dont il évoque d'abord les origines révolutionnaires remontant à Jeanne d'Arc « qui nous émerveille encore aujourd'hui par son dynamisme et son génie militaire », puis le passage du « drapeau du patriotisme dans les mains du prolétariat », passage permettant, et c'est la troisième partie du cours, le « rassemblement de la nation ». Une dernière partie, enfin, pose le problème qui intéresse ceux de la MOI : « Patriotisme des travailleurs immigrés en France ».

Il faut populariser dans la plus large mesure la tradition des anciens patriotes italiens, polonais, hongrois, espagnols, etc., qui venaient défendre la liberté de la France parce qu'ils la considéraient comme leur deuxième patrie. Il faut approfondir le sentiment de *double patriotisme* qui existe chez la majeure partie des travailleurs immigrés en France, traduire ce double patriotisme *en acte[s] de guerre* contre l'hitlérisme. Il faut donner à toutes les immigrations la notion de leur MISSION HISTORIQUE à l'époque actuelle qui se résume en ceci : « Ils seront les ambassadeurs de cette amitié internationale des patriotes. »

Intégrer le patriotisme, vertu désormais essentielle des partis communistes, à l'internationalisme, fondement du marxisme et du léninisme, nécessite quelques contorsions linguistiques ! Et comme il s'agit de *cours*, l'élève doit faire ses devoirs.

Dans les milieux de tes compatriotes en France, tu as certainement rencontré l'opinion que les immigrés doivent se tenir tranquilles, c'est-à-dire *ne pas prendre part à la lutte des patriotes français pour l'indépendance de la France*.

Les arguments dont se servent certains hommes et certaines organisations qui conseillent aux immigrés de « rester tranquilles » ne sont pas toujours les mêmes. Les uns disent aux immigrés : « *Il ne faut pas abuser de l'hospitalité de la France.* » Les autres disent : « Il faut ménager nos forces pour notre propre pays. » Il y en a parfois qui affirment : « *Les Français nous sont hostiles et leur lutte ne nous regarde pas.* »

Nous te demandons d'écrire un article (comme si tu le faisais pour un journal) et de répondre dans ton article à tous les arguments. Après que tu auras répondu à ces arguments, il faut que tu expliques dans le même article *à qui est profitable* cette propagande de passivité parmi les immigrés. Ensuite, il faut que tu démontres qui sont *les hommes et les organisations* qui conseillent de se tenir tranquille et quel était leur rôle dans la vie avant la guerre.

Il faut enfin que ton article expose le mal que cette propagande fait à l'avenir de ton immigration et à la lutte de ta patrie d'origine pour *sa propre indépendance*.

Ainsi, dès avant la fin de la guerre, les militants de la MOI sont-ils invités, tout en continuant le combat en France, à tourner leurs regards vers leur patrie d'origine. Et quand cette patrie a été libérée par l'Armée rouge, comme c'est le cas pour la Hongrie, la Roumanie ou la Pologne, à y retourner. Ainsi « patriotisme » pourra-t-il rimer avec « construction du socialisme » et coïncider avec les intérêts de l'Union soviétique.

Pour la plupart des Roumains et des Hongrois, peu de problèmes. En dernière analyse, ils ne sont ni main-d'œuvre ni immigrés. La plupart – des jeunes gens – ont quitté seuls leur pays d'origine peu avant la guerre pour poursuivre en France leurs études devenues là-bas impossibles à cause du *numerus clausus* qui frappait les juifs. Dès que les conditions le permettent, ils retournent à Bucarest ou à Budapest, abandonnant en passant la frontière leur nom juif pour prendre un patronyme roumain ou hongrois. Un extrait du *Moniteur officiel* roumain du 1<sup>er</sup> octobre 1945 nous apprend que celui qui s'appelle Lefort dans la Résistance « a été autorisé à changer son nom patronymique de Grunfeld en Filip afin de se nommer Georghe Filip ». Et très vite, il occupe un poste important. D'abord directeur général de l'industrie électrotechnique de Roumanie, puis directeur du plan d'électrification nationale, il est nommé en 1951 conseiller membre du Comité d'État pour la technique et en 1953 directeur général au ministère des Postes et Télécommunications. Il a 35 ans quand, en 1957, il est conseiller coordinateur de la Commission gouvernementale de coopération, poste équivalent à celui de secrétaire d'État du gouvernement roumain.

Or, en 1967, il écrit dans son *curriculum* : « Je suis resté en France en profitant de l'occasion inespérée fournie par l'anniversaire du réseau de résistance dont j'étais le chef. J'ai obtenu la qualité de réfugié politique résident privilégié. »

Pourquoi ce retour en France alors qu'il jouit d'une situation élevée en Roumanie ? Sent-il le vent tourner ? Est-il las du « socialisme réel » ? Certainement. Mais ce qui est probablement déterminant pour Filip, qui explique son installation définitive dans la région parisienne, c'est sa femme : la guerre finie, Lefort a épousé une camarade de la Résistance, une Française d'origine juive polonaise dont ce qui reste de la famille réside en France. La presse s'est fait l'écho de ce passage à l'Ouest. L'Amicale des anciens de Carmagnole et Liberté, animée en cette année 1967 par des communistes fiers de compter parmi les leurs un ministre roumain, n'a guère apprécié son passage à l'Ouest. Et Lefort s'est retrouvé mis au ban de ses camarades, « oublié » lors de certaines cérémonies, et son rôle d'interrégional a été minimisé.

C'est probablement son rôle militaire de chef des FTP-MOI de la région parisienne, puis de commandant de la compagnie Rajman qui permettra à Borah Bruhman, devenu à jamais Boris Holban après son retour en Roumanie, de porter le képi de général. Ce poste, il le perdra, mais ne sera pas trop inquiété. Son retour en France n'est en rien un « passage à l'Ouest : un simple désir de jouir de sa retraite dans notre pays. Dans le documentaire *Des « terroristes » à la retraite*, Mélinée Manouchian l'avait mis en cause dans l'arrestation de son mari, Missak. La réponse de Boris Holban fut la publication de ses Mémoires, *Testament* (1989). Il est décédé à Étampes en 2004.

Imre Boc, lui, en 2017, vivait toujours à Budapest. Il y était retourné dès le 4 avril 1945, après « un périple long et compliqué » comme il l'explique en novembre 1994 à Claude Collin<sup>3</sup>. Quand il se présente au siège du parti communiste, on lui demande de changer de nom. Brüll devient donc Boc. Fin 1946, il prend un travail dans une société d'import-export liée au parti communiste, et assume des responsabilités dans la section du Parti de son entreprise tout en militant dans l'Association des résistants hongrois, puis quand il reprend des études, à l'Université. Quand, en 1949, dans l'atmosphère de la guerre froide, éclate l'affaire Rajk, ce vieux militant communiste, ancien des Brigades internationales, qui avait dirigé la Résistance sur le territoire de la Hongrie, accusé d'être un traître au service de Tito, il est pris de panique, mais ne doute pas de sa culpabilité. Il comprend la méfiance envers ceux qui ont vécu à l'Ouest et accepte d'être muté du service du Plan où il travaille à un poste d'enseignant. Après la mort de Staline et l'arrivée d'Imre Nagy à la présidence du Conseil, Imre Boc respire, il n'est plus suspect et est nommé à l'important poste de chef de division au Centre des grands magasins. S'il ne se bat pas aux côtés des insurgés de l'automne 1956, il est en sympathie avec eux et soutient la nécessité de réformes. Il est licencié.

Pour moi, ce qui venait de se passer était vraiment tragique, car ce qui avait été le sens de ma vie s'effondrait. Je m'étais battu contre le nazisme. Je m'étais battu pour le socialisme [...]. Ce qui a été le but de ma vie, la construction d'une société nouvelle sur des bases d'égalité et de justice, se révèle une immense tromperie.

La révision est déchirante pour Imre Boc comme pour tant d'autres. Il trouve une place d'ouvrier, qu'il quitte en 1961 pour un emploi à l'Institut de contrôle de la qualité. Surtout il écrit, notamment un récit romancé de sa vie grenobloise traduit en français et publié grâce à Claude Collin<sup>4</sup>. Et affirme se sentir d'abord hongrois.

Pour les Juifs polonais, les choses sont d'emblée plus complexes. La majorité d'entre eux ont rarement considéré que leur patrie était

leur pays d'origine. L'antisémitisme dont eux-mêmes ou leurs parents, pour les plus jeunes, ont souffert ôte de l'attrait à cette terre, fût-elle en train de devenir socialiste. Car elle abrite Birkenau et Treblinka, Bełżec ou Sobibor, et encore beaucoup d'autres lieux de mort. Le territoire polonais est le cimetière de près de 4 millions de juifs. Il fut encore le théâtre, en 1946, de nouveaux pogromes, comme celui de Kielce. De plus, beaucoup de ces juifs polonais, dont le yiddish est la langue maternelle, ne parlent pas le moindre mot de polonais, ou si mal. Comment, dans ces conditions, envisager le retour ? « À la caserne de Reuilly, raconte Jacob Tancerman, le Parti m'a envoyé une militante : "Tu es polonais, ton pays a besoin de toi. À 30 ans, tu seras général." J'ai répondu : "Je ne suis pas polonais, je suis juif." »

En 1947, la même année qu'Henri Krasucki et beaucoup d'étrangers, Jacob Tancerman est naturalisé français.

Un premier départ massif de dirigeants communistes juifs vers la Pologne eut lieu en 1947. Le « rideau de fer » s'est abattu, coupant l'Europe en deux. Dans les pays libérés par l'Armée rouge, la stratégie frontiste a fait long feu. Les partis communistes seuls doivent maintenant tout diriger : la politique, l'économie, l'art, la culture, la propagande. Or le manque de « cadres » est criant. Car, pour les Polonais, le communisme s'identifie à une Russie qui de tout temps menaçait l'indépendance de leur pays. Ils n'ont pas oublié le pacte germano-soviétique qui scella le sort de la Pologne et permit aux Soviétiques d'envahir dès le 17 septembre 1939 sa partie orientale.

En 1937, le Parti communiste polonais avait été dissous par décision du Komintern. Ses dirigeants, appelés à Moscou par Staline, avaient été assassinés. En 1942, peu après l'entrée de la Wehrmacht en URSS, le parti communiste polonais est reconstitué. Il porte désormais le nom de Parti ouvrier polonais, et doit impulser une résistance communiste capable de faire pièce à la résistance nationaliste. Car Staline pense au retour de la Pologne dans le giron de la Russie. En août et septembre 1944, l'Armée rouge impavide, cantonnée dans le faubourg de Praga, sur la rive droite de la Vistule, avait laissé la Wehrmacht anéantir l'insurrection de Varsovie. Elle faisait ainsi à sa place son travail de destruction des nationalistes polonais. Les Soviétiques ont alors les mains libres pour contrôler la Pologne.

Les cadres nécessaires à l'édification du socialisme sont pour certains des juifs, ceux qui avaient passé la guerre en Union soviétique, ceux qui, en France, avaient été à la tête de la MOI, comme Jacques Kaminski (dit Hervé) et Tcharny, devenu Édouard Kowalski, l'équivalent polonais de Martin ou de Durand. Pourquoi sont-ils partis pour la Pologne ? Adam Rayski écrit :

La direction du Parti n'obligeait personne à retourner dans son pays d'origine, mais elle ne manquait pas de nous y inciter en paroles et en actes. D'une part

l'argument qu'on se rendrait plus utiles dans les pays en voie de socialisation où le manque de cadres expérimentés se faisait cruellement sentir, d'autre part le verrouillage de tous les accès à des postes de responsabilité [dans le PCF] pour les cadres d'origine étrangère conditionnaient ces derniers dans le sens du départ<sup>5</sup>.

Il faut entendre « cadre » au sens politique du terme. Ces hommes n'ont aucune compétence professionnelle ou technique particulière. Jacques Kaminski, par exemple, était coiffeur de son état avant de devenir permanent communiste. Tcharny n'avait terminé aucune étude. Ils n'ont jamais travaillé ailleurs que dans l'appareil et la presse du Parti.

Rayski, quant à lui, était à la tête de l'UJRE, l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide. En mai 1945, il participe à New York à une grande conférence nationale sur l'avenir du judaïsme mondial. Jacques Duclos l'aurait aussi chargé de prendre contact avec les communistes américains. Bref, il peut de nouveau songer à une carrière politique. Dans le même temps, Adam Rayski accepte de faire partie d'un réseau d'espionnage au service de la Pologne nouvelle. Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre ont reconstitué ce qu'a été la participation d'anciens résistants de la MOI à l'espionnage communiste, par attachement à leur idéal certes, mais aussi par intérêt pécuniaire<sup>6</sup>. Si Rayski fut bien un espion, trouvant d'autres contacts, en lien direct avec l'ambassade de Pologne en France, il est bien difficile, en lisant l'ouvrage de ces historiens, de se faire une idée précise de ce qu'il apporta aux Polonais, sinon la surveillance des milieux de l'émigration. Parmi ceux dont nous avons retracé le destin, Henri Krischer, d'une autre génération puisqu'il grandit en France, fut aussi membre de ce même réseau. Mais il ne fut jamais tenté par un « retour » en Pologne.

Aider à construire la Pologne signifie donc aider à y construire l'appareil politique et les instruments de propagande. Le Parti communiste français n'a nul besoin de « cadres » d'origine étrangère, sauf – mais ce sera un peu plus tard – pour travailler dans l'import-export avec les pays de l'Est, nouveau moyen de remplir les caisses. La Pologne est une page blanche où l'on peut faire carrière. Et Adam Rayski, avec lucidité, note que cet aspect « carrière » ne fut pas étranger à sa décision de prendre en 1949 le chemin de Varsovie où on lui offrait une importante position gouvernementale : il est à la tête d'un véritable empire de presse, autrement dit de propagande. Il ne dit pas en revanche que c'était probablement le cadeau offert pour ses services de renseignement. Il voyage dans le même train que son chef hiérarchique de la MOI, Louis Gronowski. Tous deux connaissent bien la langue polonaise. Ainsi, cette année-là, le triangle de la direction de la MOI des derniers temps de la guerre, Gronowski-Kowalski-

Kaminski, se retrouve en Pologne, ainsi que plusieurs dirigeants de l'UJRE comme A. Rayski. Ces Juifs joueront un rôle qu'il est difficile d'évaluer, dans la transformation de la Pologne en démocratie populaire selon le modèle d'une Union soviétique qui la domine étroitement.

Le retour au pays se fait aussi en ordre dispersé. Jeanne List, seule pour élever l'enfant de Pakin, estime que son éducation sera plus facile et meilleure dans un pays socialiste. Elle sera parmi les premières à revenir en France dès 1956, quand, avec le retour de Gomułka au pouvoir, le régime se libéralise quelque peu et les portes s'ouvrent. Elle ramène son fils, le laisse dans la maison d'enfants « Le Renouveau », à Montmorency, le temps de régler quelques affaires à Varsovie. En 1957, elle s'installe définitivement en France.

Sa désillusion, sa rupture avec le communisme ne furent pas pour elle une révision déchirante, comme celle que durent opérer sa sœur Lily Berger et son beau-frère Gronowski. C'est, pense-t-elle, parce qu'elle est venue au communisme tardivement et que, par tempérament, elle n'a jamais été ni fanatique ni confinée dans un seul milieu.

La guerre finie, Sophie Szwarc, qui s'est dépensée sans compter pour sauver les enfants juifs, est responsable de la CCE, la Commission centrale de l'enfance, l'organisme dépendant des communistes juifs chargés des maisons d'enfants et des colonies de vacances. Elle raconte :

C'était un travail très dur. Neuf cents gosses sans parents, trois mille enfants dans les colonies de vacances. Il fallait sans cesse collecter de l'argent et je le supportais mal. Certains enfants nous reprochaient de les avoir sauvés : « Il ne fallait pas nous cacher si vous étiez incapables de sauver nos parents. »

Un de ces enfants, qui d'ailleurs ne reprochait rien, René Goldman, s'était particulièrement attaché à elle. Né en 1934 à Luxembourg, il était l'enfant unique de parents émigrés de Pologne. La famille s'était réfugiée à Bruxelles après l'invasion nazie du Luxembourg. À l'été 1942, ils avaient tenté de gagner la zone libre française. Ils avaient été arrêtés en passant la ligne de démarcation, assignés à résidence à Lons-le-Saulnier. Alors que le père était sorti de l'hôtel, les Juifs y avaient été arrêtés, conduits à la gare. Grâce à la bienveillance d'un gendarme, René y avait échappé. Sa mère avait été conduite à Rivesaltes, puis à Drancy d'où elle fut déportée à Auschwitz, probablement assassinée dès son arrivée. Le petit garçon de 8 ans avait ensuite été pris en charge, probablement par l'OSE, et déplacé de cache en cache. D'abord dans une maison d'enfants au Masgelier, dans la Creuse, puis dans diverses familles dans la Creuse ou le Berry, au pensionnat catholique des Besses, et enfin ramené à

Lyon au printemps 1944, où il retrouve un père de longue date communiste et qui a rejoint la MOI sans que l'on sache très bien quelles actions il a menées. Il est bientôt arrêté à son tour. De nouveau placé à la campagne, René est confié à la Libération à une maison d'enfants de l'OPEJ (Œuvre de protection des enfants juifs ; sionisante). C'est pourtant au manoir de Dénouval, à Andrésey, une des « maisons d'enfants de déportés et de fusillés » de la CCE, la Commission centrale à l'enfance auprès de l'UJRE, qu'il s'épanouit. L'éducation communiste qui y est donnée lui convient. Il passe des vacances en Pologne pendant l'été 1949 et décide que sa vie doit être dans ce pays, que ses parents, s'ils avaient vécu, y seraient retournés. En août 1950, avec l'accord de la CCE, il s'installe à Varsovie<sup>7</sup>.

Sophie, de son côté, a fait partie de la délégation venue de Paris pour l'inauguration au printemps 1948 du monument à la mémoire des combattants juifs du ghetto de Varsovie, dû au sculpteur Nathan Rapoport.

J'ai vu Varsovie, cette ville détruite, et j'ai pensé : « Ici il y a du travail pour toi. » À mon retour, j'ai fait une demande à la direction du Parti pour retourner à Varsovie. J'ai attendu l'autorisation deux ans. Il fallait me remplacer à la CCE et me trouver un travail là-bas. René, mon filleul, est parti avant moi. Au retour d'un séjour en Pologne dans le cadre d'un échange CCE-enfants juifs d'un orphelinat de la banlieue de Varsovie, il m'a dit qu'il voulait vivre là-bas : « Mes parents étaient polonais. Et puis j'aurai les moyens d'apprendre. »

Sophie part pour la Pologne en novembre 1950. À Varsovie, elle se voit confier un travail qui la passionne : la responsabilité des clubs de la presse. « Des petits centres Pompidou, dit-elle, avec salles de lecture, d'exposition, des conférences. » René fera des études de chinois.

Depuis son retour de Ravensbrück, Teszka Tenenbaum vit avec Idl Korman qui a passé deux ans en déportation : Auschwitz d'abord, puis, après l'évacuation du camp en janvier 1945, Dora, Nordhausen, Theresienstadt enfin. Sa santé rétablie, il travaille comme permanent à l'UJRE. Très vite, Teszka abandonne son métier de couturière et travaille elle aussi au 14, rue de Paradis pour l'UJRE. En 1954, le couple, accompagné de la nièce d'Idl dont les parents sont morts en déportation, part pour Varsovie. « Le Parti considérait qu'on serait plus efficaces là-bas », dit Teszka. Idl, qui ne connaît pas le polonais, devient membre de la direction du *Farband Fun Yidn in Poïln*, l'Union des juifs de Pologne, et rédacteur de politique étrangère du journal yiddish *Folkshtimme*, *La Voix du peuple*. Teszka est chargée de la rubrique « Courrier des lecteurs » dans un magazine en polonais.

Esther Rozencwajg est probablement une des dernières à rejoindre Varsovie. La guerre finie, ses parents et son frère déportés,



sa vraie famille, c'est le Parti. Il lui a apporté la possibilité de se battre pour défendre la mémoire des siens et une idéologie à laquelle elle adhère totalement. Estelle (elle utilise maintenant ce prénom) se marie avec un communiste issu du même milieu qu'elle. Ils ont très vite deux enfants. Elle milite à la cellule du 10<sup>e</sup> arrondissement. En 1956, elle est proposée pour être membre du comité de section. C'est Marcel Servin, alors responsable aux cadres, qui examine sa candidature. « Mais c'est une camarade polonaise ! Qu'est-ce qu'elle fait ici ? » « Qu'est-ce que nous faisons ici, se demande-t-elle à son tour, alors que là-bas ils construisent le socialisme ? » Et toute la famille décide de partir.

Leur déception est immédiate, massive, totale. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que certains crèvent de faim et sont logés dans des taudis alors que d'autres, les anciens responsables de la MOI par exemple, se gobergent dans des appartements splendides et emploient des nurses pour élever leurs enfants. Pour les Godfryd (c'est le nom de son mari), la lutte pour le communisme était avant tout une lutte pour l'égalité. Ils constatent qu'en Pologne, le contraste entre riches et pauvres est violent. Il n'y a pas, comme en France, la palette des couches sociales intermédiaires qui atténue les contrastes. La réaction du mari d'Estelle est immédiate : « Gardons notre passeport français et rentrons tout de suite en France. » Estelle hésite. « Que vont dire les copains ? » Les copains, le Parti, sa vraie famille, ceux qui l'ont sauvée du désespoir après l'arrestation des siens. « Les copains ne sont pas là à notre place, il faut d'abord penser à nos enfants. »

Estelle ne peut pas, ne veut pas quitter tout de suite la Pologne. Ils y resteront six mois. Six mois pendant lesquels l'impression des premiers jours se confirme et s'affine. S'ajoute la découverte du mensonge. Son mari, un des responsables du syndicat de la confection après la guerre, dont le polonais est la langue maternelle, est en contact avec tous, de la base au Premier ministre Cyrankiewicz. Il a eu entre les mains un exemplaire numéroté du fameux rapport secret de Khrouchtchev au 20<sup>e</sup> Congrès qui dénonce les crimes de Staline et qui circulera relativement largement en Pologne. « C'est en effet par la Pologne que le rapport secret parvint au monde<sup>s</sup>. »

Or, dans le même temps, Estelle lit dans *L'Humanité* que ce rapport « attribué » à Khrouchtchev est un faux. « Le correspondant de *L'Humanité* à Varsovie, Jacques Coubard, discutait franchement avec nous et tenait le même langage. Il pensait que nous étions à vie en Pologne. Il crachait sur la Pologne. » Pendant quelques mois, les Godfryd cachent ce qu'ils pensent. Ils sont provisoirement logés dans un centre de transit et c'est la pénurie de logements qui leur fournit le prétexte du départ. « Vous manquez d'appartements. Vous avez des listes d'attente à n'en plus finir. Nous n'allons pas prendre

l'appartement d'un autre. »

Et c'est le retour à Paris, pénible. Ils n'ont plus ni travail ni logement. Mais avant de partir lui-même en vacances, Jacques Coubard a convoqué le mari. « Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, tu n'existes plus. Tu changes de quartier. Tu t'inscris dans une autre cellule. Et *motus* : vous n'avez rien vu, rien entendu. » « Tu n'existes plus. » Intéressante expression. Le militant suspect est renvoyé au néant.

Mais Estelle et son mari ne militeront plus. Ils ne diront rien aux copains, éviteront même de les rencontrer, comme s'ils étaient, eux, coupables d'avoir vu le mensonge dissimulé par la couverture de la propagande. Les Godfryd ont reconstruit leur vie, élevé leurs enfants, sans s'engager dans aucune organisation. La plupart de leurs amis sont juifs, car Estelle se sent juive avant tout.

Avec la guerre des Six Jours entre Israël et les pays arabes, les choses changent. Comme l'URSS, la Pologne soutient à fond les pays arabes. Sous couvert d'antisémitisme éclate une vague d'antisémitisme. Le 19 mars 1968, dans un discours célèbre, Gomułka accuse les Juifs de mener une campagne antisoviétique et de créer une « cinquième colonne dans notre pays ». La purge, largement engagée dans l'armée et les services de sécurité, va pouvoir commencer « dans les organisations de base du Parti, dans ses écoles, dans les organes de presse, dans l'industrie, etc.<sup>9</sup> ». Vingt mille Juifs sont ainsi contraints de quitter la Pologne pour Israël, la Suède et la France pour ceux qui y ont des attaches. Parmi eux, Louis Gronowski et Lily Berger, Teszka Tenenbaum et Idl Korman, Roman et Jeanine Krakus.

Dans un discours fameux, Gomułka avait distingué trois catégories de Juifs. Ceux liés à Israël n'avaient qu'à émigrer, les cosmopolites « ne devaient pas travailler là où l'affirmation du sentiment national est indispensable<sup>10</sup> ». La troisième catégorie est « loyale ». Jacques Kaminski et Kowalski-Tcharny en font probablement partie, puisque le second mourra à Varsovie en 1978 alors que le premier y demeurerait toujours en 1984.

Yanina Sochaczewska aussi, repartie en Pologne en 1948, ne reviendra en France définitivement qu'en 1978 pour les obsèques de son fils, Pierre Goldman. En 1947, avant son départ, Albert Goldman, le père de Pierre avec qui elle avait si peu vécu, et ses camarades des groupes de combat avaient « enlevé » Pierre, âgé alors de 3 ans. Communiste et polonaise, elle n'avait rien pu faire pour récupérer l'enfant. Yanina vécut en France jusqu'à son décès en décembre 1993.

Ils avaient bien servi le communisme. Le communisme s'était bien servi d'eux. Le citron avait été pressé, on pouvait jeter l'écorce. Staline mort, l'heure n'était plus à fusiller sommairement. En 1948, en URSS, on avait commencé à se débarrasser des animateurs du Comité juif antifasciste. Le metteur en scène Mikhoels avait été assassiné, les

écrivains Peretz Markish, Itzik Feffer, David Bergelson, arrêtés au début 1949, étaient fusillés le 12 août 1952. En 1968, on se contentait de priver de travail ou d'expulser ces hommes et ces femmes dont la vie entière avait été consacrée au communisme. Au cours des entretiens, pourtant, certains déniaient cette réalité, celle de l'expulsion, et revendiquent le départ comme un libre choix.

« En 1968, à la création de l'État d'Israël [sic], il y a eu une campagne antisémite terrible. Idl a dit : “Je n'écrirai pas en ce sens.” Et il a fait toute une première page célébrant la création de l'État d'Israël. » Teszka confond avec insistance la période qui suit la guerre des Six Jours de 1967 et la création de l'État d'Israël en 1948. Confusion significative. Pour elle, comme pour la grande majorité des Juifs de la diaspora, la conscience de l'existence d'Israël date précisément de cette période. « Nous avons décidé de partir. »

Idl Korman, l'oncle d'Henri Krasucki, est mort à Paris en 1977. Teszka fut pratiquement jusqu'à sa mort, le 13 décembre 2001, une militante qui se dépensait sans compter dans le Comité pour la culture yiddish et au Farband, et qui affirmait un attachement profond, vital, à l'État d'Israël. Écoutons Sophie Szwarc :

Quand 1968 est arrivé, on m'a demandé d'organiser des expositions, de faire des conférences sur les atrocités perpétrées par les Juifs parmi les Arabes. Je n'ai pas refusé de front. J'ai été lâche. Mais je me suis dit : « Je ne le ferai pas parce que ce n'est pas vrai. » Mon supérieur hiérarchique m'a convoquée : je devais quitter mon travail sur-le-champ. Un travail que je faisais depuis dix-huit ans, dont seize comme directrice. J'ai réuni tous ceux qui travaillaient avec moi et j'ai annoncé que je devais quitter mon travail. « Pourquoi ? » m'a-t-on demandé. « Vous ne savez pas qu'aujourd'hui un Juif en Pologne ne peut plus travailler dans les institutions ? » Un camarade polonais que je n'oublierai jamais a dit alors : « Encore une fois, la Pologne va résoudre ses problèmes sur le dos des Juifs. »

Le retour fut difficile. Elle et ses camarades attendaient des camarades de l'UJRE qu'ils expliquent, « sinon publiquement, du moins aux militants : “Regardez. Ce sont de bons copains. De très bons copains. S'ils sont rentrés en France, c'est que quelque chose là-bas ne va pas. Il faut être solidaires. Les aider” ». Or l'UJRE ne l'a pas fait.

Sophie l'aurait-elle fait vis-à-vis de camarades comme Estelle ayant quitté la Pologne avant elle, ou aurait-elle changé de trottoir pour ne pas avoir à lui parler ? L'aide et l'amitié, Sophie les trouvera auprès de camarades éloignés du parti communiste depuis les années 1950. Le lien quasi filial avec René Goldman, qui étudia le chinois à Varsovie, puis dans le Pékin des années du Grand Bond en avant, et devint finalement professeur à l'université de Vancouver, ne fut jamais rompu. Sophie a vécu ses dernières années retirée à Grasse, de sa pension de veuve civile de guerre (son mari, volontaire en 1939, est

mort en déportation) et d'une petite retraite versée par les Polonais. En 1975, elle a été naturalisée française. Elle est décédée en 1999. René Goldman lui a consacré un ouvrage, *Une femme juive dans les tourmentes du siècle passé. Sophie Schwartz-Micnik, 1905-1999*<sup>11</sup>.

Les aînés restés en France où ils avaient immigré, parlant et lisant le yiddish mieux que n'importe quelle autre langue, continuèrent à militer dans le milieu juif communiste. La dissolution de la MOI en 1945, sur proposition d'André Marty, n'entraîna pas la disparition de toutes les organisations juives communistes. L'UJRE, créée pendant la guerre, existe toujours. Elle a longtemps été présidée par le sénateur communiste M<sup>e</sup> Charles Lederman jusqu'à sa mort en 1998. La *Naïe Presse* a cessé de paraître en yiddish, remplacée par un mensuel en français de quelques pages, la *Presse nouvelle*, qui paraît encore en 2017. Dès 1945, l'UJRE n'a plus eu aucun rôle politique et s'est cantonnée à des activités sociales qui ont peu à peu disparu. Seules restent quelques activités culturelles. Son fleuron fut incontestablement la CCE, la Commission centrale de l'enfance, avec ses maisons et ses colonies de vacances où des milliers d'enfants reçurent une éducation communiste et yiddish qui les marqua à jamais et fut source d'inspiration pour des réalisateurs comme Jacques Fansten (*Les lendemains qui chantent*), Robert Bober (*La Génération d'après*) et Véra Belmont (*Rouge Baiser*), ou pour des auteurs de théâtre comme Jean-Claude Grumberg ; les écrivains Ania Francos, Claude Gutman, Guy Konopnicki, le réalisateur Maurice Dugowson passèrent aussi par les colonies de la CCE et ses patronages, notamment celui de la rue de Paradis, ou encore les « Jeunes Bâtisseurs », sur le boulevard de Belleville.

Pendant les années qui suivirent la guerre, l'UJRE comptait un nombre relativement important de permanents : Abraham Lissner, Alfred Grant, Idl Korman, Teszka Tenenbaum, Adam Rayski, Sophie Szwarc, jusqu'à leur départ pour la Pologne. Mais jamais elle ne réussit à intégrer réellement une génération autre que celle de l'immigration. Elle fut membre du CRIF et anima l'AJAR, Amicale juive des anciens résistants, présidée jusqu'à sa mort par Gilbert Weissberg, qui organisa des cérémonies commémoratives, notamment pour l'anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie. L'essentiel de ses activités consiste à commémorer, en reprenant l'histoire telle qu'elle est pieusement racontée, celle de héros sans peur et sans reproche.

Pour les juifs communistes issus de l'immigration, l'UJRE – la « rue de Paradis », comme ils disent, car c'est là que ses locaux sont installés – avait été vitale. Annie Kriegel a décrit la société communiste comme une contre-société. La société communiste yiddishiste constitua une micro-contre-société, d'autant plus

nécessaire qu'elle était plus petite, le seul lieu où ses membres pouvaient se sentir à l'aise avec d'autres qui avaient le même passé et surtout la même langue : le yiddish. Si certains, comme Alfred Grant ou Abraham Lissner, sont restés jusqu'à leur mort des communistes d'une orthodoxie d'acier, épousant toutes les positions du parti communiste, se désolidarisant du CRIF quand il appelle à manifester pour la libération du *refuznik* Chtcharanski ou faisant circuler des pétitions pour demander l'interdiction d'antenne du film de Mosco, d'autres, comme Jacques Farber, ont été calmement critiques.

Jacques Farber, la guerre finie, a repris son travail dans la confection et est resté membre du Parti « parce que je crois qu'il y a beaucoup à faire. J'ai cru qu'on allait faire la révolution, mais ça n'est pas arrivé ». Mais il disait aussi que l'Union soviétique devait laisser sortir ses juifs, que le Parti avait mal agi en voulant faire interdire le film de Mosco, qu'Israël était un pays qui devait vivre à n'importe quel prix. Et il précisait, non sans humour, que s'il était juif depuis sa naissance, il n'était devenu communiste que vers 15 ans, qu'il avait toujours milité dans le milieu juif. « Comment ne pas être juif quand c'est en yiddish que l'on écrit ? », dit Alfred Grant, écartant ainsi toute contestation de sa judéité. Jacques Farber expliquait encore que son fils Maxime, aujourd'hui lui aussi décédé, n'était plus communiste. « Mais moi, c'est ma vie. Je n'accepte pas tout, mais je suis dans le mouvement depuis que j'ai l'âge de 15 ans. Je ne peux pas casser avec ma vie. »

Pour les jeunes, les problèmes se sont posés en termes tout à fait différents. Étienne Raczymow disait :

Le Parti, c'était important à la Libération. Les Juifs étaient de bons militants. Ils ne se posaient aucun problème. Staline était le libérateur, nous on avait été FTP, on avait lutté. C'était clair. On militait maintenant à l'UJJ, l'Union de la jeunesse juive. Un jour, la JC nous convoque, tous les Juifs du 20<sup>e</sup> : « Camarades, on laisse tomber l'UJJ, on fait l'UJRF [l'Union de la jeunesse républicaine de France]. *Zol zein azoi*, c'était bien comme ça aussi. »

Jacquot Szmulewicz, la Résistance terminée, cesse d'en parler. Il a été un bon FTP, il devient un bon militant. Il a adhéré au parti communiste et fait partie aussi de l'UJJ :

Un beau jour, on nous a dit : « L'UJJ, c'est fini. Maintenant, c'est l'UJRF. » L'UJJ s'est volontairement dissoute pour que tous ses éléments entrent à l'UJRF. Elle suivait les directives du Parti : pas de groupes spécifiques.

Jacques Kott, qui dirige *Jeune Combat*, l'organe de l'UJJ tant que cette dernière existe, ne manifeste aucune humeur particulière face à la dissolution.

Adam Rayski seul dit avoir protesté :

Il nous a été demandé de dissoudre l'Union de la jeunesse juive [...]. On nous disait carrément que, la Résistance terminée, elle n'avait plus de raison d'être. Raisonnablement contestable et inacceptable. D'autant plus que nous n'étions aucunement pressés de renoncer à l'activité parmi les jeunes que garantissait l'avenir même de notre mouvement<sup>12</sup>.

Qui est ce « nous » ? Adam Rayski ne le précise pas. Mais en aucun cas il ne s'agit des intéressés eux-mêmes, qui se sentent à l'évidence, la guerre finie, communistes par le sang versé, comme ceux de la guerre 14-18 se sentaient Français par le sang versé. L'intervention qu'Adam Rayski fit auprès de Jacques Duclos ne parvint qu'à reculer la dissolution de quelques mois.

Jacquot est devenu responsable d'un des deux cercles du 20<sup>e</sup> arrondissement de l'UJRF, le cercle Vaillant-Couturier. L'autre prend le nom d'un résistant juif communiste parmi les premiers fusillés, Fernand Zelnikov. Le cercle de Jacquot s'est beaucoup développé. De quelques adhérents lors de sa création, il en compte très vite une centaine.

Simon Rajman n'est rentré en France qu'en mai 1945, après la libération du camp de Buchenwald. La situation, comme il dit, est déjà normalisée. Le logement de sa famille, rue des Immeubles-Industriels, est occupé par ce que l'on appelle alors un « locataire de bonne foi ». Simon fait un procès, le gagne, mais n'arrive pas à expulser le nouveau locataire. Il habite alors chez sa tante. Il est revenu avec « des convictions communistes absolues ». « J'avais trouvé parmi mes camarades du camp une solidarité, une camaraderie, une manière de faire qui m'a permis de rester un homme et de ne pas devenir un numéro. » Aussi milite-t-il à l'UJRF du 11<sup>e</sup> arrondissement, où il est choisi pour être le délégué au Congrès de la région parisienne à Issy-les-Moulineaux en 1948. Ses camarades l'ont proposé pour les représenter au Comité fédéral. Avant l'élection, deux responsables, un de la région parisienne, un de la Direction nationale, viennent lui parler. « “Tu sais, Simon, on ne peut pas te prendre parce que tu n'es pas représentatif.” J'ai dit : “Bon. Je ne suis pas représentatif de la jeunesse française.” » De ce « pas représentatif », Simon se refuse à donner une interprétation, mais il commente : « J'ai été dans la Résistance. J'ai été déporté. J'ai fait tout ce que je pouvais avec tout le monde et jamais, pendant toute cette période, on ne m'a dit ça. Ça ne m'a pas plu. » Et tout doucement, Simon désinvestit le militantisme. Il se consacre à monter une affaire de confection avec son ami Jean Lemberger. Au lieu de passer ses journées, ses soirées, ses dimanches à militer, il se jette dans le travail. Sa réussite professionnelle a été totale. En 1953, avec la chorale Guy-Môquet, il participe encore au quatrième festival de la Jeunesse à Bucarest. Pour lui, la rupture se

fait au moment des « médecins juifs ». Les « médecins juifs » : c'est ainsi que tous ceux avec qui nous nous sommes entretenus nomment le « complot des blouses blanches » qui aurait visé à assassiner Staline et dont, par un curieux hasard, la presque totalité des protagonistes étaient juifs.

« À Belleville, dit Étienne Raczymow qui est très vite entré au Parti, les plus actifs, c'étaient les juifs. Les meilleurs vendeurs de *L'Huma*, les meilleurs souscripteurs pour les élections. Si la Résistance organise une kermesse, ils passent des journées à collecter les lots, les soirées à les étiqueter. » Mais, raconte encore Étienne, à la conférence de section où il est délégué, le copain qui a tout pour être élu au comité de section ne l'est pas. Le doute s'insinue. « Au moment des "blouses blanches", on nous a dit : "Les gars, dimanche matin, vous allez sur le boulevard de Belleville discuter avec les Juifs." » Étienne commente : « Le Parti ne peut pas se tromper, tout ce qui se passe en URSS c'est bien. » Et Étienne et Jacquot, sur le boulevard de Belleville, expliquent avec passion que l'Union soviétique est victime d'une provocation réactionnaire. Beaucoup de petites choses qui s'accumulent et qui, pour Étienne, prendront leur sens avec le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Dès lors, il cesse de militer, s'éloigne sur la pointe des pieds. Monte lui aussi son affaire.

Dans les années d'après-guerre arrivent en France des gens qui ont passé la guerre en Union soviétique. Ils racontent. « La vérité commençait à poindre. La misère. L'antisémitisme. Les camps. Au début, on disait : "On les paye pour raconter ça." Et puis, on s'est posé des questions », dit Simon Rajman.

Pour Victor Zigelman, le doute s'installe au moment du procès Slánský. Par hasard, tous les condamnés étaient juifs ! Et puis, dit-il, des Juifs arrivaient de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie. Léa, que Victor a épousée et qui travaille dans un atelier, parle avec des femmes. « C'est la CIA qui les paye », affirme Victor. Mais elles parlent avec tellement de conviction de ce qu'elles ont vu qu'il sent bien qu'il doit y avoir du vrai. Alors qu'il aurait bien aimé être permanent (on ne le lui a jamais proposé), que, secrétaire à l'organisation de la section du 11<sup>e</sup>, il a, à Bagnolet, suivi les cours à l'école de la fédération, il quitte le Parti, lui aussi, sur la pointe des pieds au moment des « blouses blanches ».

« Mes parents étaient partis en Pologne, volontairement, pour construire le socialisme, explique Jean Lemberger. Il a fallu les y rechercher. J'ai dû intervenir auprès de l'ambassadeur de France en Pologne, exhiber ma Légion d'honneur, me mettre à plat ventre. » Henri Krasucki fit, lui aussi, revenir sa mère. Comme d'autres, Jean Lemberger se définit comme anticommuniste :

En 1945, si le parti communiste avait pris le pouvoir, j'aurais pu devenir agent du KGB. J'étais tellement inconditionnel, le Parti ne pouvait pas se tromper. J'étais un assassin en puissance. On m'avait transformé en un être qui ne pensait pas par lui-même. On aurait pu se servir de moi. J'aurais pu faire un sale travail. Il me reste une certitude : le communisme est la plus grosse escroquerie de tous les temps. La religion a la pudeur de dire que le royaume de Dieu est aux cieux. Ce n'est pas contrôlable. Les communistes ont dit que c'était sur terre. Là, on peut contrôler !

Jacquot Szmulewicz, lui, a quitté le Parti pour des raisons qu'il appelle affectives. Sa naturalisation lui est refusée à plusieurs reprises. « Pourtant, j'avais fait une école d'officier[s], obtenu la croix de guerre, combattu au front pendant les combats de 1944-1945. Je ne deviendrai[s] français qu'en 1970. » En 1958, au moment du rappel de De Gaulle au pouvoir, les communistes, qui se mobilisent contre un coup d'État qu'ils estiment inévitable, s'apprêtent à manifester. Jacquot raconte :

J'étais un très bon militant. Mais ma femme était enceinte. J'ai demandé à une responsable si je devais participer quand même aux manifestations contre de Gaulle.

— Oui ! m'a-t-elle répondu.

— Mais si on m'arrête, que l'on m'expulse, que deviendront ma femme et mon gosse ?

— On s'en occupera. Et on fera une campagne autour de toi.

« Écœuré » par cette réponse, il quitte le Parti. Mais, dit-il :

Encore aujourd'hui, le Parti représente quelque chose pour moi. Les hommes qui y sont passés ont une valeur que n'ont pas les hommes qui ne s'occupent de rien. Il faut des organisations de ce genre, à condition qu'elles ne prennent pas le pouvoir, pour créer des individus un peu plus purs, un peu plus propres. J'estime plus mes copains que les gens qui n'ont rien fait. Je suis un sentimental.

Parmi les tout jeunes résistants, certains, une minorité, sont restés militants communistes. Paulette Shlivka est revenue d'Auschwitz. Elle a retrouvé toute sa famille qui a échappé à la déportation. Elle se marie avec un copain d'enfance de Belleville qui, après avoir milité un temps dans la Résistance juive communiste à Lyon, est passé en Espagne, de là en Afrique du Nord, s'est battu en Tunisie, a rejoint Londres et a débarqué en Normandie avec l'armée Leclerc. Son nom juif est imprononçable. Le couple le change. Ils ont maintenant un nom français. Tous deux sont restés militants et en cette année 2017, où Paulette, désormais veuve, est encore en vie, elle reste communiste. « Je ne peux oublier que c'est l'Armée rouge qui a libéré Auschwitz », dit Paulette, qui voue un attachement indéfectible à l'Union soviétique. Elle ressent de l'amertume vis-à-vis de ses anciens



camarades qui ont rompu l'ancienne fidélité et qui se revendiquent aujourd'hui comme Juifs d'abord. Mais sur l'activité professionnelle qui fut celle du couple, une grande discrétion.

Sam Radzinski, lui aussi resté communiste, est lui aussi discret sur son travail. Il semble bien qu'ils aient travaillé dans des sociétés d'import-export en rapport avec les pays de l'Est. Car, parmi les « jeunes » qui avaient dans la Résistance des activités politiques, il semble bien que la plupart de ceux qui sont restés fidèles sont ceux à qui le Parti a fourni gagne-pain et promotion sociale. Le mécanicien dans la confection pour dames Robert Endevelt était, avant de prendre une retraite toute théorique, collaborateur au Comité central. Roger Trugman, devenu Trugnan (la simple suppression d'un jambage et le nom fleure bon le terroir), était, lui aussi, collaborateur permanent au Comité central pour les questions de politique extérieure. Jean Capiévic (un *k*, un *z* qui sautent et le nom sonne presque breton) fut sénateur communiste du Rhône, maire de Vaux-en-Velin. Quant à Henri Krasucki, si à son retour des camps il reçut une formation professionnelle dans une école du syndicat des métaux d'où il sortit ajusteur, il n'exerça pas ou très peu le métier. Très vite, il allait devenir permanent et faire la carrière que l'on sait. Après son décès, en janvier 2003, il est enterré au Père-Lachaise, non loin du mur des Fédérés et du caveau collectif érigé par une des sociétés d'originaires, celle d'obédience communiste, de sa ville natale, Wołomin. L'année suivante, une place à son nom fut inaugurée à Belleville et, en juin 2017, le lycée Voltaire donna le nom de cet ancien élève à l'une de ses salles.

Les combattants de la Résistance communiste juive, en particulier ceux des FTP-MOI, se sont trouvés dans les années 1980 devant un problème qui les tourmentait : un problème de mémoire. « Nous sommes des *mamzer* », disait Étienne Raczymow. Des *mamzer*. Des bâtards. Et le bâtard, dans la tradition juive, est celui qui ne trouve plus sa place dans la communauté. Le PCF se refuse, depuis la Libération, à intégrer ces combattants juifs, certains étrangers, dans sa mémoire collective très sélective. Du temps de leur communisme, il faut le dire, ils n'en étaient guère gênés. Mais quand la plupart d'entre eux ont renoué avec une judéité qui avait été le moteur de leur entrée en communisme pour les aînés (n'allait-il pas faire disparaître de la terre l'antisémitisme dont ils avaient eux-mêmes souffert ?), dans la Résistance pour les plus jeunes – ceux que nous avons appelés la génération de la rafle –, ils auraient aimé que les Juifs les reconnaissent comme une composante de la Résistance juive. Or, tout au long de ce livre, nous avons montré que si leur motivation fut sans aucun doute juive, ils furent intégrés dans une Résistance communiste qui ne se souciait guère d'objectifs juifs. La dissolution de l'UJJ, la

guerre finie, suffit à montrer comment, pour le PCF, la création d'une Résistance juive organisée à côté de la Résistance du PCF n'avait qu'une fonction instrumentale. Ces questions ont été brûlantes. Le temps passant, elles ont perdu de leur acuité.

Faut-il pour autant « exclure de la Résistance juive la Résistance des Juifs communistes – notamment de ses groupes armés – dont les objectifs proclamés, même en admettant qu'ils furent légitimes, n'avaient strictement aucun rapport avec les exigences immédiates du combat pour la survie des Juifs ? », se demande Annie Kriegel. Sa réponse, nous la faisons nôtre, et nous continuons à la faire nôtre :

Ce n'est pas une question facile : la primauté absolue des clivages de classe [...] dans la thématique communiste, son extériorité radicale à tout ce qui peut fonder une identité dont le principe est à la racine religieux, l'effort obstiné d'« éducation » pour purger chez les militants tout élément résiduel provenant d'une autre sphère d'appartenance (sauf pour des raisons instrumentales) et, par là, purifier et donner l'exclusivité à la sphère de l'appartenance communiste, tous ces facteurs s'opposent à ce que le rapport entre la dimension communiste et la dimension juive chez les communistes, quand ils sont devenus des communistes juifs, soit autre chose que celui, au mieux, du cheval et de l'alouette. Mais comme la vie et la réalité sont toujours plus fines, résistantes et rusées que les principes, les logiques et les projets [...], rien, dans ce domaine, n'est irréversible : l'alouette, même quand on a scié la branche sur laquelle elle perchait, continue à chanter<sup>13</sup>.

# Éléments de bibliographie et filmographie

Nous ne donnons ici que les références concernant étroitement notre sujet, excluant ainsi les ouvrages généraux sur le communisme, sur la Résistance, sur la persécution des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

## ÉTUDES

ADLER Jacques, *Face à la persécution. Les organisations juives à Paris de 1940 à 1944*, Calmann-Lévy, 1985, collection Diaspora.

BERLIÈRE Jean-Marc et LIAIGRE Franck, *Le Sang des communistes. Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée*, Fayard, 2004.

—, *Camarade, la lutte continue ! De la résistance à l'espionnage communiste*, Robert Laffont, 2015.

BRUTTMANN Tal, *La Logique des bourreaux (1943-1944)*, Hachette-Littérature, 2003.

—, *Au bureau des affaires juives. L'administration française et l'application de la législation antisémite. 1940-1944*, La Découverte, 2006.

COLLIN Claude, *24-26 août 1944. L'insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu ?*, PUG, Grenoble, 1994.

—, « Imre Boc : Hongrie, 1945-1956. De la libération à l'insurrection de Budapest. Propos recueillis et mis en forme par Claude Collin en novembre 1994 à Budapest », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2006/4, n° 224, p. 81-93

Commission intersyndicale juive auprès de la CGT, in *Kampf far freiheit* (« Combattants de la liberté » en yiddish), Paris, 1948.

COURTOIS Stéphane, « Le groupe Manouchian : sacrifié ou trahi ? », *Le Monde*, dimanche 2 et lundi 3 juin 1985.

COURTOIS Stéphane, PESCHANSKI Denis et RAYSKI Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Fayard, 1989.

CDJC, *Le Soulèvement du ghetto de Varsovie et son impact en Pologne et en France*, Paris, 1983, CDJC.

DIAMANT David, *Les Juifs dans la Résistance française, 1940-1944. Avec armes, sans armes*, Paris, Roger Maria, le Pavillon, 1971.

HILBERG Raul, *La Destruction des Juifs d'Europe*, traduit de l'anglais par Marie-France

- de Palomara et André Charpentier, Fayard, 1985.
- JARREAU Patrick et PLENEL Edwy, « La chute des résistants FTP-MOI parisiens de 1943 », *Le Monde*, 2 juillet 1985.
- JOLY Laurent, *Louis Sadosky, Berlin 1942. Le voyage d'un collabo au cœur de la Gestapo*, CNRS Éditions, 2009.
- KLARSFELD Serge, *Calendrier de la persécution des juifs de France, 1940-1942*, Fayard, 2001.
- KNOUT David, *Contribution à l'histoire de la Résistance juive en France*, Paris, CDJC, 1947.
- KRIEGEL Annie, « De la résistance juive », *Pardès*, n° 2, 1985, p. 190-209.
- , « Résistants communistes et juifs persécutés », *Réflexions sur la question juive*, Paris, Hachette, 1984, p. 28-58.
- LAFFITTE Michel, *Un engrenage fatal ? L'UGIF (Union générale des israélites de France) face aux réalités de la Shoah, 1941-1944*, Liana Levi, 2003.
- LANGEAIS Christian, *Henri Krasucki, 1924-2003*, Cherche Midi, 2012.
- LAROCHE Gaston (MATLINE Boris), *On les nommait les étrangers. Les Immigrés dans la Résistance*, Les Éditions français réunis, 1965.
- LEVY Claude, *Les Parias de la Résistance*, Calmann-Lévy, 1970.
- LIAIGRE Franck, *Les Francs-tireurs et partisans (FTP) face à la répression. Une autre histoire de la Résistance*, thèse de doctorat d'histoire. Version abrégée : *Les FTP. Nouvelle histoire d'une résistance*, Perrin, 2015.
- PENNETIER Claude, BESSE Jean-Pierre, POUTY Thomas et LENEVEU Delphine, *Les Fusillés (1940-1944). Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages ou guillotins en France pendant l'Occupation*, L'Atelier, 2015.
- POZNANSKI Renée, « La résistance juive en France », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 137, janvier 1985, p. 3-32.
- , *Propagandes et persécutions. La Résistance et le problème juif*, Fayard, 2008.
- RAJSFUS Maurice, *L'An prochain la Révolution. Les Communistes juifs dans la tourmente stalinienne, 1930-1945*, Mazarine, 1985.
- RAVINE Jacques, *La Résistance organisée des Juifs de France, 1940-1944*, Julliard, 1973.
- RAYSKI Adam ou Abraham, « Paris face à la grande rafle. Comment plus de douze mille juifs ont pu échapper à la mort », in A. RAYSKI et G. WELLERS, « Les rafles des 16 et 17 juillet 1942 », *Le Monde juif*, supplément, 12 (46), p. 56-62.
- , « La Résistance en France et le soulèvement du ghetto de Varsovie », *Le Monde juif*, 49, nouvelle série, janvier-mars 1968, p. 56-62.
- , « La fondation du comité représentatif des juifs de France », *Le Monde juif* nouvelle série, 51, juillet-septembre 1968, p. 32-37.
- , « Le comité juif de défense, son rôle dans la résistance juive en France », *Le Monde juif*, nouvelle série, octobre-décembre 1968.
- , « Gestapo contre résistants juifs à Paris. Le front invisible », *Le Monde juif*, nouvelle série, juillet-septembre 1969, p. 11-20.
- , « Les immigrés dans la Résistance », *Les Nouveaux Cahiers*, 37, été 1974, p. 10-17.
- RHICOJ, *Les Juifs dans la Résistance et la Libération. Histoire, témoignages, débats*, Paris, Éditions du Scribe, 1985.

- ROBRIEUX Philippe, *L’Affaire Manouchian. Vie et mort d’un héros communiste*, Paris, Fayard, 1986.
- STEINBERG Lucien, *La Révolte des justes. Les Juifs contre Hitler, 1933-1945*, Paris, Fayard, 1970.
- SLEZKINE Yuri, *Le Siècle juif*, traduit de l’anglais (États-Unis) par Marc Saint-Upéry, La Découverte, 2009.
- TANDLER Nicolas, *Un inconnu nommé Krasucki*, Paris, la Table ronde, 1985.
- TOURANCHEAU Patricia, *Le 36. Histoire de poulets, d’indics et de tueurs en série*, Seuil-Les Jours, 2017.
- WIEVIORKA Annette, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l’oubli*, Plon, 1992.
- , « “Je est un autre” : l’identité transférée. Communisme et judéité », *Pardès*, n° 7, 1988, p. 157-166.
- WIEVIORKA Annette et LAFFITTE Michel, *À l’intérieur du camp de Drancy*, Perrin, 2012, rééd. Tempus, 2015.

## RÉCITS

- GANIER-RAYMOND Philippe, *L’Affiche rouge*, Paris, Fayard, 1975.
- ISRAËL Gérard, *Heureux comme Dieu en France, 1940-1944*, Paris, Robert Laffont, 1975.
- ZANTMAN Claude-Andrée, *Le Passage du témoin*, Paris, éditions Opta, 1977.

## TÉMOIGNAGES, SOUVENIRS, MÉMOIRES

- BOC Imre, *Grenoble, de l’Occupation à la liberté. Roman historique*, préface de Claude Collin, traduit en français par l’auteur, Presses universitaires de Grenoble, 2012.
- DELGADO Castro, *J’ai perdu la foi à Moscou*, traduit et adapté de l’espagnol par Jean Talbot, Gallimard, 1950.
- DIMITROV Georges, *Journal 1939-1945*, Belin, 2005.
- GOLDMAN René, *Une femme juive dans les tourmentes du siècle passé. Sophie Schwartz-Micnik (1905-1999)*, éd. Guy Grinberg, 2006.
- , *A Childhood Adrift*, Montréal, The Azrieli Fondation, 2017.
- GRANT Alfred, *Paris a Shtet Fun Front*, Paris, Oifsnei Farlag, 1958 (en yiddish).
- GRONOWSKI-BRUNOT Louis, *Le Dernier Grand Soir. Un juif de Pologne*, Paris, Seuil, 1980.
- HOLBAN Boris, *Testament. Après quarante-cinq ans de silence, le chef militaire des FTP-MOI de Paris parle*, Calmann-Lévy, 1994.
- JÉRÔME Jean, *La Part des hommes*, Paris, Acropole, 1983.
- , *Les Clandestins, 1940-1944*, Paris, Acropole, 1986.
- KOJITSKY Raymond, *Pivert. Histoire d’un résistant ordinaire*, écrit par Daniel Goldenberg, Calmann-Lévy, 1991.
- KRASUCKI Henri, « Témoignage », *Jawischowitz annexe d’Auschwitz*, Paris, Amicale d’Auschwitz, section de Jawischowitz, 1985, p. 218-239.

- KRIEGLER Annie, *Ce que j'ai cru comprendre*, Robert Laffont, 1991.
- LISSNER Abraham, *Un franc-tireur juif raconte*, Paris, 1969.
- MANOUCHIAN Mélinée, *Manouchian*, Paris, Éditeurs français réunis, 1974.
- Le Monde juif*, table ronde sur la Résistance communiste juive, n° 118, avril-juin 1985.
- RADZINSKI Sam, « Témoignage », *Jawischowitz annexe d'Auschwitz*, Paris, Amicale d'Auschwitz, section de Jawischowitz, 1985, p. 317-334.
- RAYSKI Adam ou Abraham, *Nos Illusions perdues*, Balland, 1985.
- TCHAKARIAN Arsène, *Les Francs-Tireurs de l’Affiche rouge*, Paris, Messidor-Éditions sociales, 1986.
- TRUGNAN Roger, « Témoignage », *Jawischowitz annexe d'Auschwitz*, Amicale d'Auschwitz, section de Jawischowitz, 1985, p. 378-384.
- SARCEY Paulette, avec Karen Taieb, *Paula : survivre obstinément*, Tallandier, 2015.

## DOCUMENTS

- DIAMANT David, *Héros juifs de la Résistance française*, Renouveau, Paris, 1962.
- , *Combattants héros et martyrs de la Résistance*, Renouveau, Paris, 1984.
- , *Par-delà les barbelés*, témoignages recueillis et présentés par David Diamant, édités par les rescapés et les familles de fusillés, distribution par Aron Arlich, 168, rue de Belleville, 75020 Paris, 1986.
- KLARSFELD Serge, *Le Livre des otages. La politique des otages menée par les autorités allemandes d'occupation de 1941 à 1943*, Paris, Éditeurs français réunis, 1979.
- Pages de gloire des vingt-trois*, édité par « Immigration », du Comité français pour la défense des immigrés, Paris, 1951.
- La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944*, recueil de journaux, tracts, appels, proclamations et brochures édités par les organisations juives de la Résistance et divers autres mouvements pendant l'occupation de la France 1940-1944, Centre de documentation de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide, Paris, 1950.
- Dos vort fun vidershtant un zieg*, recueil de publications clandestines en yiddish, 1940-1944, Paris, Centre de documentation de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide, 1949.

## QUELQUES FILMS

- LILENSTEIN Nat, *Les Révolutionnaires du Yiddishland*, Kuiv Production et Antenne 2.
- GRUMBERG Jean-Claude et FANSTEN Jacques, *Les Lendemain qui chantent*, Antenne 2.
- LEVI BOUCAULT Mosco, *Des « terroristes » à la retraite*, Antenne 2, 1985. Disponible en DVD, Arte, 2014 (VF).
- LIOTARD-VOGT Hervé, *Traces d'un Paris yiddish*, vidéothèque de Paris.

# Notes

## Avant-propos

1. La liste des entretiens figure en annexe. J'ai déposé en décembre 2015 les enregistrements de ces cassettes, ainsi que leur décryptage manuscrit, aux Archives nationales. Ils sont donc désormais disponibles.

2. Voir bibliographie.

3. Centre de documentation juive contemporaine.

4. Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

5. Toulouse fut le troisième centre important de cette résistance. Claude Levy lui a consacré un ouvrage (voir bibliographie).

6. Du Bund, autre nom de l'Union générale des travailleurs juifs, socialiste, créée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'Empire russe.

7. Antoine Prost et Jay Winter, *René Cassin*, Fayard, 2011.

## 1. Le pacte

1. D'après Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, Seuil, 1980, p. 117-118.

2. Adam Rayski, « Être communiste et juif en France au temps du pacte germano-soviétique », *Nouveaux Cahiers*, n° 68, printemps 1982, p. 34.

3. Cité par Nicole Racine, « Jean-Richard Bloch ou les épreuves de la fidélité », in Annie Angremy et Michel Trebisch (dir.), *Jean-Richard Bloch ou l'écriture et l'action*, BnF, 2002, p. 145.

## 2. Les acteurs

1. Yuri Slezkine, *Le Siècle juif*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Marc Saint-Upéry, La Découverte, 2009.

2. David Weinberg, *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939*, Calmann-Lévy, 1974, p. 55.

3. Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, *op. cit.*, p. 13.

4. *Ibid.*, p. 23.

5. *Ibid.*, p. 21.

6. En yiddish. Pourrait se traduire par « mendigot ».

7. Voir *Combattant de la liberté*, commission intersyndicale juive auprès de la CGT, Paris, 1948, p. 158.

8. Yuri Slezkine, *Le Siècle juif*, op. cit., p. 248.
9. Aujourd'hui Vilnius.
10. Raymond Kojitsky, *Pivert. Histoire d'un résistant ordinaire*, écrit par Daniel Goldenberg, Calmann-Lévy, 1991, p. 14.
11. *La Rouquine*, propos recueillis par Martin Rolland, Balland, 1976.
12. Patricia Tourancheau, *Le 36. Histoire de poulets, d'indics et de tueurs en série*, Seuil-Les Jours, 2017, p. 179.
13. L'expression est d'Henri Krasucki, « Des sardines Suzette au château d'Automne : les œuvres sociales de la Bellevilloise », in Jean-Jacques Meusy (dir.), *La Bellevilloise (1877-1939). Une page d'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*, CREAPHIS, Paris, 2001, p. 139
14. Littéralement « école complémentaire ».
15. Carpe farcie.
16. David Weinberg, *Les Juifs à Paris de 1933 à 1939*, p. 159.

### 3. Dans la guerre de 1939-1940

1. *Naïe Presse*, 2 septembre 1939 (traduit du yiddish). Aby Wieviorka, décédé le 26 décembre 1991, m'avait aidée à traduire les textes yiddish.
2. *Naïe Presse*, 26 août (traduit du yiddish).
3. Il s'agit bien évidemment de la Pologne.
4. A. Rossi, *Les Communistes français pendant la drôle de guerre*, Les Îles d'or, 1951, p. 25.
5. *Ibid.*, p. 27.
6. Voir Annette Wieviorka, *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, Fayard, 2010, p. 257 et suivantes.
7. Enrique Castro Delgado, *J'ai perdu la foi à Moscou*, traduit et adapté de l'espagnol par Jean Talbot, Gallimard, 1950, p. 51-53.
8. Pour un récit détaillé et une chronologie fine, voir Annette Wieviorka, *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, op.cit., p. 257 et suivantes.
9. Adam Rayski, « Être communiste et juif en France au temps du pacte germano-soviétique », op. cit., p. 67.
10. Cité in Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980, p. 49.
11. Henri Amoureux, *Le Peuple du désastre*, Laffont, 1976, p. 129.
12. « Visite du centre de Rieucros (Lozère) le 1/4/40 par Félix Chevrier », Archives CDJC, CCLXXIII 70.
13. Boris Holban, *Testament. Après 45 ans de silence, le chef militaire des FTP-MOI de Paris parle...*, Calmann-Lévy, 1989, p. 58.
14. Boris Holban, op. cit.

### 4. Les débuts de l'occupation allemande

1. Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, op. cit., p. 120.
2. Louis Gronowski-Brunot, op. cit., p. 125.
3. Henri Michel, *Paris allemand*, Albin Michel, 1971, p. 27.
4. Claudie Hunzinger, *Elles vivaient d'espoir*, J'ai lu, 2012 (1<sup>re</sup> éd. Grasset, 2010).
5. *Ibid.*, p. 22.
6. Claudie Hunzinger, op. cit., p. 181-182.
7. Pour les débuts de la législation de Vichy concernant les juifs, voir Tal



Bruttman, *Au bureau des Affaires juives. L'administration française et l'application de la législation antisémite, 1940-1944*, La Découverte, 2006.

8. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, Balland, 1985, p. 75-81.

9. Maurice Tréand, chargé de la demande de réparation légale de *L'Humanité*, sera mis à l'écart d'un parti qui fut toute sa vie. « Le Gros », comme on l'appelait, se laissera mourir de chagrin (cf. Annie Kriegel, *Les Communistes français*, Paris, Seuil, 1968 ; Jean Jérôme, *Les Clandestins, 1940-1944*, Paris, Acropole, 1986 ; et surtout Jean-Pierre Besse et Claude Penner, *La Négociation secrète*, L'Atelier, 2006).

10. In Maurice Rajsfus, *L'An prochain la Révolution*, Mazarine, 1985, p. 135.

11. *La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944*, Paris, 1952, p. 15.

12. *La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne*, op. cit., p. 25.

13. Rapport de police daté du 7 octobre 1940.

14. Il s'agit des Biélorusses.

15. Voir notamment l'article d'Aleksander Smolar, « Les Juifs dans la mémoire polonaise », *Esprit*, juin 1987 ; et Andrzej Zbikowski, « Le début de la Seconde Guerre mondiale dans les témoignages de réfugiés juifs (*biezency*) des confins de l'est de la Pologne (Krezy) », in Jean-Charles Szurek et Annette Wiewiorka (sous la dir. de), *Juifs et Polonais. 1939-2008*, Albin Michel, 2009, p. 95-108.

16. Andrzej Zbikowski, *ibid.*, p. 97.

17. Rapport de police du 7 octobre 1940 reproduisant les « passages essentiels » d'*Unzer Wort* du 29 septembre 1940.

18. Rapport de police du 28 octobre 1940 reproduisant les passages essentiels d'*Unzer Wort* du 29 septembre.

19. Rapport de police du 11 février 1941 reproduisant les passages essentiels d'*Unzer Wort* du 30 janvier 1941.

20. Rapport de police du 30 janvier 1941 reproduisant les passages essentiels d'*Unzer Wort* du 28 octobre 1941.

21. Rapport de police du 28 octobre 1940 rendant compte d'*Unzer Wort* du 20 octobre 1940.

22. Rapport de police du 11 février 1941 rendant compte d'*Unzer Wort* du 30 janvier 1941.

23. Rapport de police du 8 mars 1941 présentant des extraits d'*Unzer Wort* du 1<sup>er</sup> mars 1941.

24. Rapport de police du 16 janvier 1941 reproduisant *Unzer Wort* de fin décembre 1940.

25. Rapport de police du 17 mars 1941 reproduisant *Unzer Wort* du 14 mars 1941.

26. Cité par Eugène Claudius-Petit in *La France et la Question juive*, p. 373.

27. In Mosco Levi Boucault, *Des « terroristes » à la retraite*, film cité.

28. Richard L. Rubenstein, *L'Imagination religieuse. Théologie juive et psychanalyse*, Gallimard, 1971, p. 253.

29. Sigmund Freud, *Moïse et le monothéisme*, Gallimard, 1968, p. 127.

30. Marcel Prenant, *Toute une vie à gauche*, Encre, Paris, 1980, p. 168.

31. Michael Marrus et Robert Paxton, *Vichy et les juifs*, Calmann-Lévy, 1981, p. 226.

32. *Vichy et les juifs*, op. cit.

33. Les travaux de la mission d'étude sur la spoliation des biens des juifs de France ont analysé les divers types de spoliation et de pillage. Ses rapports sont disponibles sur internet :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/984000110/index.shtml> (consultés le 11 avril 2017).

34. Recueil de tracts et de journaux publiés par les communistes juifs en 1952

(voir bibliographie).

35. Annie Kriegel, *Réflexions sur les questions juives*, Hachette, 1984, p. 33.

36. *La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944*, p. 263.

37. 2 et 3, texte cité, p. 264 et p. 265.

38. Annie Kriegel, *Réflexions sur les questions juives*, op. cit., p. 34.

## 5. Mai 1941 : un tournant

1. André Chamson, « Au-devant de la vie », vendredi 21 août 1936, in Louis Bodin, Jean Touchard, *Front populaire 1936*, Paris, 1972, p. 153.

2. Gabriel Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, traduit de l'anglais par Isabelle Rozenbaumas, Les Belles Lettres, 2000. Nous utilisons ici l'édition Tempus-Perrin de 2011.

3. Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, op. cit., p. 188.

4. *Ibid.*, p. 189.

5. Adam Rayski, op. cit., p. 81-82.

6. *Ibid.*, p. 81-82.

7. *Ibid.*, p. 84.

8. Annie Kriegel, *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, « Idées », Gallimard, 1972, p. 23. Annie Kriegel résume ce que dit A. London dans *L'Aveu*.

9. Archives CDJC, LXXVII 7 et suivants. Ces rapports des RG figurent dans la version allemande qui a été transmise à l'*Ober-Militärbefehlshaber*. Nous remercions Valérie Faure de nous les avoir traduits.

10. Rapport du 8 mai 1941 sur « la surveillance des milieux juifs ».

11. Rapport du 8 mai 1941.

12. Sur Louis Sadosky, voir Laurent Joly, *Louis Sadosky, Berlin 1942. Le voyage d'un collabo au cœur de la Gestapo*, CNRS Éditions, 2009.

13. Serge Klarsfeld, *Le Livre des otages*, Paris, les Éditeurs français réunis, 1979 ; et notice de Daniel Grason in Claude Pannetier, Jean-Pierre Besse, Thomas Pouty et Delphine Leneveu, *Les Fusillés (1940-1944). Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages ou guillotins en France pendant l'Occupation*, L'Atelier, 2015.

14. Rapport de police de mai 1941.

15. Notice Wikipédia, consultée le 11 novembre 2017. Voir aussi le film de Thomas Pendzel, *5-7, rue Corbeau*, Forum des images, 2007.

16. Dans *L'Affaire de la section spéciale*, « Folio », Gallimard, 1973, Hervé Lamarre-Villeret a reconstitué l'itinéraire d'Abraham Trzebrucki. On lira aussi sa notice dans Claude Pannetier, Jean-Pierre Besse, Thomas Pouty et Delphine Leneveu, *Les Fusillés (1940-1944)...*, op. cit.

17. *In Kampf far Freiheit*, 1948, p. 148.

18. Rapport de police du 31 mai 1941.

19. Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, op. cit., p. 70.

20. David Diamant, *Le Billet vert*, Renouveau, 1977.

21. Cité in Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz (1943-1944)*, Fayard, 1983, p. 15.

22. Annie Kriegel, « De la résistance juive », *Pardès*, n° 2, Paris, 1985, p. 193.

23. Raoul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, traduit de l'anglais par Marie-France de Palomara et André Charpentier, Fayard, 1985, p. 237.

24. Plusieurs exemplaires de ce tract existent à la Bibliothèque nationale, au CDJC, Document CCXXXVIII 193.

25. Cité in Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz (1943-1944)*, op. cit., p. 15.

## 6. Avec l'URSS (juin-août 1941)

1. La version que donne Louis Gronowski-Brunot dans ses souvenirs (*Le Dernier Grand Soir*, op. cit., p. 131) est légèrement différente. Sa femme et lui passent un simple week-end à Brunoy où ils sont invités par des amis.
2. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 87-88.
3. *Notre Parole* [Unzer Wort], édition spéciale, 25 juin 1941.
4. Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, op. cit., p. 131.
5. C'est nous qui soulignons.
6. Albert Ouzoulias, *Les Bataillons de la jeunesse*, Éditions sociales, 1967, p. 87. Voir aussi Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Le Sang des communistes. Les Bataillons de la jeunesse dans la lutte armée*, Fayard, 2004.
7. Henri Michel, *Paris résistant*, Albin Michel, 1982, p. 29.
8. *Ibid.*
9. Albert Ouzoulias, *Les Bataillons de la jeunesse*, op. cit., p. 96 et suivantes.
10. Linda Kayat, notice Maurice Bursztyn : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php>, article18202, consulté en ligne le 14 octobre 2016.
11. Charles Tillon, *Les FTP*, Julliard, 1962, p. 105.
12. Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz (1943-1944)*, op. cit., p. 26-27.
13. Sur cette rafle comme sur le camp de Drancy, voir Annette Wieviorka et Michel Laffitte, *À l'intérieur du camp de Drancy*, Perrin, 2012, rééd. Tempus, 2015.
14. *La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne*, numéro spécial de *Notre Parole*, 1<sup>er</sup> septembre 1941, p. 31, tract p. 37 en yiddish. *Dos Vort fun viderstand un zig*, p. 51-52.
15. C'est nous qui soulignons.
16. Souligné dans le texte.
17. Walter Laqueur, *Le Terrifiant Secret. La « solution finale » et l'information étouffée*, traduit de l'anglais par Antoinette Roubichou-Stretz, Paris, Gallimard, 1981, p. 154.
18. Psaume 118, verset 17.
19. Georges Dimitrov, *Journal. 1933-1949*, Belin, 2005, p. 486.

## 7. Juif contre Juif

1. Il y a eu en fait deux types de travail antiallemand. Celui de Maurice Fajwisiewicz, qui consistait à distribuer des tracts dans les casernes, et celui auquel fut affectée Irma Mico, qui devait recruter des soldats allemands, les organiser pour qu'ils effectuent des tâches d'espionnage et de propagande, rattaché à la MOI. Les Juifs y furent nombreux. Mais l'étude de ce travail antiallemand dépasse le cadre de cet ouvrage.
2. Henri Moraud, *Jawischowitz, une annexe d'Auschwitz*, Paris, Amicale d'Auschwitz, Section de Jawischowitz, 1985, p. 321. Sam Radzinski, Robert Endevelt et Roger Trugman ont refusé l'interview.
3. Raymond Kojitsky, *Pivert. Histoire d'un résistant ordinaire*, écrit par Daniel Goldenberg, Calmann-Lévy, 1991, p. 47.
4. Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, op. cit., p. 227.
5. Jacques Adler, *Face à la persécution*, Calmann-Lévy, 1985, p. 164.
6. *Face à la persécution*, p. 164.
7. *Ibid.*, p. 176.
8. Voir Annette Wieviorka, *Maurice et Jeannette*, op.cit., p. 299.
9. In Serge Klarsfeld, *Le Livre des otages*, op. cit., p. 22 et suivantes.

10. *Ibid.*
11. Entre autres, les livres de David Diamant, de Jacques Ravine, le recueil de textes yiddish publié par la commission intersyndicale juive auprès de la CGT (voir bibliographie).
12. Cité in Jacques Adler, *Face à la persécution*, op. cit., p. 180.
13. C'est nous qui soulignons.
14. Alfred Grant, *Paris, a Shtet Fun Front* (« Paris, ville de front »), traduction manuscrite inédite, Paris, 1958, p. 95.
15. Alfred Grant, op. cit.
16. Christian Langeois, *Henri Krasucki. 1924-2003*, Cherche Midi, 2012.
17. Nicolas Tandler, *Un inconnu nommé Krasucki*, La Table ronde, Paris, 1985.
18. Christian Langeois, *Henri Krasucki. 1924-2003*, op. cit., p. 37.
19. Notre récit s'inspire de Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund, un mouvement révolutionnaire juif*, Austral, 1995.
20. Abraham Lissner, *Un franc-tireur juif raconte*, chez l'auteur, 1969, p. 11 et suivantes.
21. *Un franc-tireur juif raconte*, p. 17.
22. *Un franc-tireur juif raconte*, p. 17.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*, p. 20.
25. Jacques Adler, *Face à la persécution*, op. cit., p. 186.
26. Nous avons interrogé des voisins d'alors de M. Rosenberg au début des années 1980. Ils nous ont affirmé que cet homme était au-dessus de tout soupçon. Son poste de contremaître a pu suffire à le désigner à la vindicte communiste.
27. Archives Diamant, documents de police, CMXXV 43.
28. Serge Klarsfeld, *Le Livre des otages*, op. cit., p. 85 et suivantes. Documents de police conservés dans les archives Diamant, CDJC, CMXXV 43.
29. Jacques Ravine, *La Résistance organisée des Juifs de France*, Julliard, 1973, p. 93.
30. David Diamant, *Le Billet vert*, op.cit., 1962.
31. C'est-à-dire de tuberculose.

## 8. La génération de la rafle

1. Michael Marrus et Robert Paxton, *Vichy et les juifs*, op. cit., p. 221.
2. *Unzer Wort*, non daté.
3. *Unzer Wort*, février 1942.
4. Tract du Mouvement des femmes, 8 mars, pour la Journée internationale de la femme.
5. *Unzer Wort*, 17 mars 1942.
6. *Solidarité*, n° 4, début mai 1942.
7. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Service B*, Fayard, 1985.
8. *Solidarité*, mars 1942.
9. *Solidarité*, SNO, février 1942.
10. Jacques Adler, *Face à la persécution*, op. cit., p. 84-85.
11. *Unzer Wort*, février 1942.
12. Raymond-Raoul Lambert fut administrateur délégué, puis président par intérim de l'UGIF. Son journal intime a été publié en 1985 : Raymond-Raoul Lambert, *Carnet d'un témoin, 1940-1943*, présenté et annoté par Richard Cohen, Fayard.
13. Annie Kriegel, « De la résistance juive », article cité. Voir aussi Michel

Laffitte, *Un engrenage fatal ? L'UGIF (Union générale des israélites de France) face aux réalités de la Shoah, 1941-1944*, Liana Levi, 2003.

14. Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz (1943-1944)*, op. cit., p. 141.

15. *Unzer Wort*, 17 mars 1942, ZNO.

16. Annie Kriegel, *Réflexion sur les questions juives*, op. cit., p. 39.

17. Le mot est difficilement lisible.

18. Souligné dans le texte.

19. Souligné dans le texte.

20. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 94.

## 9. Paris (juillet 1942-mars 1943)

1. Nous empruntons ces chiffres à Jacques Adler, *Face à la persécution*, op. cit., p. 17 et suivantes.

2. L'expression est de Viktor Klemperer.

3. Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, op. cit., p. 167.

4. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 105.

5. C'est nous qui soulignons.

6. Serge Klarsfeld, *Le Mémorial de la déportation des Juifs de France* (livre non paginé).

7. Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, op. cit., p. 268 et suivantes.

8. Sur ces questions, nous nous permettons de renvoyer à Annette Wiewiorka, « Qu'est-ce qu'un déporté », in *Déportation et génocide*, Plon, 1992, p. 24-30.

9. Annie Kriegel, *Réflexions sur la question juive*, op. cit., p. 55.

10. Exemplaire conservé à la Bibliothèque nationale.

11. *Paris, a Shtet Fun Front*, op. cit., p. 83.

12. Henri Krasucki, in *Jawischowitz, une annexe d'Auschwitz*, op. cit., p. 219.

13. Annie Kriegel, *Réflexions...*, op. cit., p. 53.

14. C'est nous qui soulignons.

15. Henri Krasucki, in *Jawischowitz, une annexe d'Auschwitz*, op. cit., p. 221.

16. Lettre de Drancy de Paulette Shlivka à Anna Neustadt, le 29 mai 1943, in David Diamant, *Par-delà les barbelés*, Erlich, 1986, p. 171.

17. Sam Radzinski, in *Jawischowitz, une annexe d'Auschwitz*, op. cit., p. 32.

## 10. Filer les jeunes résistants

1. Ce rapport a été publié par David Diamant. L'original est conservé dans la partie de ses archives déposées au CDJC sous la cote CMXXV 9/1/4. Quant à Adam Rayski, il est resté dans ses Mémoires muet sur ces correspondances et sur le fait que, selon Paulette, il fut le premier à être filé.

2. Tous ces documents se trouvent aux Archives départementales du Cher. Ils m'ont été transmis par Didier Arnold. Qu'il soit ici remercié.

3. APP CB 9033.

4. La source est APP KB 85 ; sur Jean Lemberger, APP BA 2440. La citation figure dans Sylvain Boulouque et Franck Liaigre, *Les Listes noires du PCF*, Calmann-Lévy, 2008, p. 241.

5. Cité in Sylvain Boulouque et Franck Liaigre, *Les Listes noires du PCF*, op. cit., p. 242. Rapport en APP QG 125. Pour la mort de Maurice Radzinsky : APP GB 116 ; et pour Sosnowski : BA 1751. Christian Langeois, avec une grande générosité, m'a communiqué le dactylogramme de cette filature. Qu'il trouve ici l'expression de ma

gratitude.

6. Alfred Grant, *Paris, une ville de front*, manuscrit inédit en français.
7. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 113.
8. Sam Radzinski, in *Jawischowitz, une annexe d'Auschwitz*, op. cit., p. 321.
9. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 114.
10. La femme de Hersh Zimmerman, de son vrai nom Paula Dzierzgowska.
11. Alfred Grant, *Paris, une ville de front*, p. 87-88.
12. *Ibid.*, p. 99.
13. David Diamant, *Par-delà les barbelés*, op. cit., p. 119.
14. Archives de la préfecture de police GB 125.
15. « Premier rapport de Paulette Shlivka de l'hôpital Rothschild », in David Diamant, *Par-delà les barbelés*, op. cit., p. 117.
16. Ces documents ont été publiés par David Diamant (*Par-delà les barbelés*, op. cit.). Paulette a appris le signalement de la « donneuse » et son nom de la bouche de la mère de Sam Radzinski, et non de celle du commissaire David.
17. Patrick Jarreau et Edwy Plenel, « La chute des résistants FTP-MOI parisiens de 1943 », *Le Monde*, 2 juillet 1985.
18. In David Diamant, *Par-delà les barbelés*, op. cit., p. 117.
19. Valérie André, *Réflexions sur la question rousse*, Tallandier, 2007.
20. Martin Rolland, *La Rouquine*, Balland, 1976.
21. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 116-117.
22. Paulette Sarcey (avec Karen Taïeb), *Paula. Survivre obstinément*, Tallandier, 2015, p. 32.
23. Patricia Tourancheau, *Le 36. Histoires de poulets, d'indics et de tueurs en série*, Seuil-Les Jours, 2017.
24. Véronique Willemin, *La Mondaine. Histoire et archives de la police des mœurs*, Hoëbeke, 2009, p.167-168.
25. Consultable sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=k8GigoZu1U>

## 11. Lyon (1942-octobre 1943)

1. *Hashomer Hatzair* (« Jeune Gardien ») : important mouvement de jeunesse sioniste socialiste fondé en Pologne avant la Première Guerre mondiale pour éduquer la jeunesse à la vie de kibboutz en Eretz-Israël.
2. Serge Klarsfeld, *Calendrier de la persécution des juifs de France, 1940-1942*, Fayard, 2001, p. 260.
3. *La Lutte des juifs en France sous l'Occupation (1940-1944)*, CDJC, p. 17.
4. Le nom de Frid est souvent orthographié Fryd. Les renseignements sur Simon Frid proviennent de la brochure éditée par *Carmagnole*.
5. Cité par Gérard Chauvy, *Lyon 40-44*, Payot, 1985, p. 13-14.
6. Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, op. cit., p. 309.
7. Souligné dans le texte.
8. En majuscules dans le texte.
9. Souligné dans le texte.
10. Jacques Ravine, *La Résistance organisée des Juifs de France*, op. cit., p. 147.
11. *Ibid.*
12. *Ibid.*
13. Annie Kriegel, « Pouvoir politique et expression communautaire : le CRIF », *Pardès*, n° 3, 1986, p. 205.

## 12. Paris (avril 1943-novembre 1943)

1. David Diamant, *Héros juifs de la Résistance française*, Renouveau, 1962, p. 129.
2. Ce fonds fait partie des fonds privés des archives du PCF conservées aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis, à Bobigny.
3. David Diamant nous a affirmé ne pas s'être rendu compte de la suppression de la notice concernant Éphraïm Lipcer dans la deuxième édition de son livre. Il s'agirait d'un simple oubli technique. Oubli ou acte manqué ?
4. David Diamant, *Par-delà les barbelés*, op. cit., p. 167 et suivantes.
5. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 120 et suivantes.
6. Ancien sénateur, maire communiste de Vaux-en-Velin, Jean Capiévic n'a pas accepté de me rencontrer. Il m'a renvoyée aux ouvrages d'Ouzoulias et d'Alain Guérin.
7. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 131.
8. Communiqué du 2<sup>e</sup> détachement (juif), CDJC, CDXLXV 18.
9. Abraham Lissner, *Un franc-tireur juif raconte*, op. cit., p. 39.
10. Gilbert Weissberg, *Des « terroristes » à la retraite*, film de Mosco.
11. Voir bibliographie.
12. Entretien avec Mosco Levi Boucault.
13. Franck Liaigre, *Les Francs-tireurs et partisans (FTP) face à la répression. Une autre approche de l'histoire de la Résistance*, thèse de doctorat d'histoire, université de Dijon, 2012, p. 386. Nous remercions l'auteur de nous l'avoir transmise.
14. Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, op. cit., p. 176 et sq.
15. Abraham Lissner, *Un franc-tireur juif raconte*, op. cit., p. 58-59.
16. Jean Lemberger, dans *Des « terroristes » à la retraite*.
17. Abraham Lissner, *Un franc-tireur juif raconte*, op. cit., p. 58-59. C'est nous qui soulignons.
18. Cité in Dominique Desanti, *Les Staliniens*, Fayard, 1975, p. 28.
19. Dans le film *Des « terroristes » à la retraite* et dans *Le Monde* : « Le groupe Manouchian : sacrifié ou trahi ? », dimanche 2-lundi 3 juin 1985.
20. Stéphane Courtois, « Le groupe Manouchian : sacrifié ou trahi ? », *Le Monde*, dimanche 2-lundi 3 juin 1985.
21. Boris Holban, interview dans *Libération*, mardi 7 juillet 1985.
22. Philippe Robrieux, *L'Affaire Manouchian*, Fayard, 1986. Ce livre s'appuie essentiellement sur ce rapport de synthèse dont il cite de très larges extraits.
23. Ce rapport peut être consulté à l'Institut d'histoire sociale.
24. Ce rapport est cité par Franck Liaigre dans sa thèse, *Les Francs-tireurs et partisans (FTP) face à la répression. Une autre approche de l'histoire de la Résistance*, op. cit., p. 253.
25. Olivier Holban, interview dans *Libération*, 2 juillet 1985.
26. Boris Holban, *Testament. Après quarante-cinq ans de silence, le chef militaire des FTP-MOI de Paris parle...*, Calmann-Lévy, 1989, p. 192 et suivantes.
27. C'est l'auteur qui souligne.
28. C'est l'auteur qui souligne.
29. Lionel Rochman, *La Belle Âge*, Encre, 1984, p. 254 et suivantes.
30. Simone de Beauvoir, *La Force de l'âge*, Gallimard, 1960, p. 581.
31. *Des « terroristes » à la retraite*.

## 13. Lyon, capitale de la résistance communiste



# juive

1. Une copie de ce rapport qu'Adam Rayski a authentifiée le 25 avril 1984 est conservée au CDJC.
2. Notamment *La Logique des bourreaux (1943-1944)*, Hachette-Littérature, 2003.
3. Jacques Adler, *Face à la persécution*, op. cit., p. 206.
4. C'est nous qui soulignons.
5. Les rapports d'Adam Rayski ont été conservés par David Diamant et peuvent être consultés dans la partie des archives déposées dans le fonds du PCF aux Archives départementales de Seine-Saint-Denis à Bobigny.
6. Frank Liaigre, *Les Francs-tireurs et partisans (FTP) face à la répression. Une autre approche de l'histoire de la Résistance*, thèse citée.
7. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, op. cit., p. 91.
8. « Les juifs dans la guerre », *La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944*, p. 127.
9. Rapport d'activité, document cité, p. 127.
10. « Les Juifs dans la guerre », *La Presse antiraciste sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944*, p. 127.
11. Rapport d'activité.
12. *Ibid.*
13. Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz (1943-1944)*, op. cit., p. 168.
14. C'est nous qui soulignons.
15. « Qu'est-ce que le racisme ? », archives CDJC, XXII 12.
16. Annette Wieviorka, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Plon 1992, p. 27-30.
17. *J'accuse*, n° 14, Paris, juin 1943.
18. Annie Kriegel, *Réflexion sur les questions juives*, op. cit., p. 31.

## 14. Carmagnole et Liberté. Lyon et Grenoble, 1943-1944

1. On pourra se reporter à Annette Wieviorka, « Ouïa-Moscou-Paris », *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, p. 305- 342, et au Journal de Dimitrov.
2. Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre...*, p. 371.
3. *Ibid.*, p. 379.
4. Reproduit dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, n° 22, 1985, p. 13 et sq.
5. Reproduit dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, art. cit.
6. C'est nous qui soulignons.
7. Internationale communiste, c'est-à-dire le Komintern.
8. Le service de renseignements des FTP. Voir le livre de Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Service B*, Fayard, 1985.
9. Raoul Hertz, « Mon itinéraire vers la Résistance », archives Carmagnole.
10. Raoul Hertz, texte cité, p. 307.
11. Cité in Kriegel-Valrimont, *La Libération : les archives du COMAC*, Paris, éd. de Minuit, 1964, p. 19.
12. Nous avons simplement raccourci et réécrit ce récit rédigé dans un français parfois approximatif.
13. Réquisitoire du procureur de la République, Lyon, 20 octobre 1943,



archives Carmagnole.

14. Il s'agit de Roman Krakus.

15. Réquisitoire. Texte cité.

16. Voir Claude Zentman, *Le Passage du témoin*, Paris, 1977, p. 130 et sq., et Gilles Najman, *Les Juifs dans la Résistance et la Libération*, Paris, éd. du Scribe, 1985, p. 169 et sq.

17. Sur tous ces gens qualifiés de « mouchards », de « donneurs », de « collaborateurs », nous ne disposons d'aucun renseignement. Les FTP abattent avec discipline celui qu'on leur désigne.

18. Ce film, coproduit par Hervé Liotard-Vogt et la Vidéothèque de Paris, est passé sur F.R. 3 le 29 avril 1986.

19. Archives Carmagnole.

20. Archives Carmagnole.

## 15. La Libération

1. Henri Michel, *Paris résistant*, Albin Michel, 1982, p. 308.

2. Jacques Adler, *Face à la persécution*, *op. cit.*, p. 209.

3. CDJC, XXII 12.

4. Louis Gronowski-Brunot, *Le Dernier Grand Soir*, *op. cit.*, p. 187-188.

5. Jacques Adler, *Face à la persécution*, *op. cit.*, p. 211.

6. Cette histoire est racontée in Jean-François Chaigneau, *Le Dernier Wagon*, Julliard, 1981.

7. Imre Boc, *Grenoble, de l'Occupation à la liberté. Roman historique*, préface de Claude Collin, traduit en français par l'auteur, Presses universitaires de Grenoble, 2012.

8. Lefort, « L'insurrection de Villeurbanne et autres combats pour la libération de Lyon », texte dactylographié déposé à la BDIC.

9. Lefort, « L'insurrection de Villeurbanne... », texte cité.

10. Cette chute constitue une des histoires obscures, une des « affaires » que tentent de démêler Kauffer et Faligot. « Qui a livré à Barbie les chefs militaires de la résistance communiste en zone sud ? », *Le Monde*, 27-28 avril 1986.

11. Claude Collin, *24-26 août 1944. L'insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu ?*, PUG, Grenoble, 1994, p. 42.

12. Lefort, « L'insurrection de Villeurbanne et autres combats pour la libération de Lyon », *op. cit.*

13. *Ibid.*

14. Claude Collin, « Imre Boc : Hongrie, 1945-1956. De la libération à l'insurrection de Budapest. Propos recueillis et mis en forme par Claude Collin en novembre 1994 à Budapest », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2006/4, n° 224, p. 92-93.

15. Ce document m'a été transmis par Tal Bruttman.

16. Annie Kriegel, *Les Communistes français*, *op. cit.*

17. Henri Raczymow, *Un cri sans voix*, Gallimard, 1985, p. 191. L'auteur utilise ici, dans son roman, un épisode de la vie de son père.

## Épilogue

1. Voir note 25, chapitre 10.

2. Ce cours est conservé à la BDIC.

3. Claude Collin, « Imre Boc : Hongrie, 1945-1956. De la libération à l'insurrection de Budapest. Propos recueillis et mis en forme par Claude Collin en novembre 1994 à Budapest », *op. cit.*, p. 81-93. Tout ce qui suit provient de cet entretien.

4. Imre Boc, *Grenoble, de l'Occupation à la liberté. Roman historique*, *op. cit.*

5. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, *op. cit.*, p. 193.

6. Jean-Marc Berlière, Franck Liaigre, *Camarade, la lutte continue ! De la Résistance à l'espionnage communiste*, Robert Laffont, 2015.

7. René Goldman, *A Childhood Adrift*, Montréal, The Azrieli Foundation, 2017.

8. Hélène Carrère d'Encausse, *La Déstalinisation commencée*, Bruxelles, éditions Complexe, 1984, p. 59.

9. Michel Wieviorka. *Les Juifs, la Pologne et Solidarnosc*, Denoël, Paris, 1984, p. 137.

10. Cité in Michel Wieviorka, *ibid.*.

11. C'est un ouvrage à compte d'auteur, publié en 2006, et que l'on peut lire au CDJC, cote 225823.

12. Adam Rayski, *Nos Illusions perdues*, *op. cit.*, p. 169.

13. Annie Kriegel, « De la résistance juive », article cité, p. 203.

# Index

- Adler (famille) : [1](#), [2](#).  
Adler Jacques : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#),  
[22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#).  
Aldersztein Szimon : [1](#).  
Alfonso Celestino : [1](#), [2](#), [3](#).  
Alpérine Abraham : [1](#).  
Alter Victor : [1](#).  
Aman : [1](#), [2](#).  
Amouroux Henri : [1](#).  
Amselem Marcel : [1](#), [2](#).  
André, inspecteur : [1](#), [2](#), [3](#).  
André Valérie : [1](#).  
Angeli Alexandre, préfet : [1](#).  
Antiochos : [1](#).  
Antoine : voir Grynstein Raymond.  
Arager Stéphanie, docteur : [1](#).  
Aragon Louis : [1](#), [2](#).  
Aubrac Lucie : [1](#).  
Aubrac Raymond : [1](#).  
  
Babule Raymonde : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
Bacicurinski, docteur : [1](#).  
Badoglio Pietro, maréchal : [1](#), [2](#).  
Bakounine Mikhaïl : [1](#).  
Balsam : [1](#).  
Barbie Klaus : [1](#), [2](#).  
Barbusse Henri : [1](#).  
Barszczewski Julian : voir Korman Idl.  
Barszczewski Léa : voir Krasucki Léa.  
Barszczewski Régine : [1](#), [2](#).  
Bastard Émile : [1](#).  
Baumol Isaac : [1](#).  
Beauvoir Simone de : [1](#).  
Becker Annie : voir Kriegel Annie.  
Beckerman Aron : [1](#).  
Beckerman Henri : [1](#), [2](#), [3](#).  
Beck Józef : [1](#).  
Beethoven Ludwig van : [1](#).  
Beller Ilex : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).

Belmont Véra : 1.  
Benadon Maurice : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.  
Ben Gourion David : 1.  
Bergelson David : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.  
Berger Lily : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.  
Berlière Jean-Marc : 1.  
Berthier Pierre : 1.  
Besserman Alfred : 1, 2, 3.  
Betka : 1, 2.  
Billoux François : 1.  
Birenbaum (famille) : 1, 2, 3.  
Birenbaum Robert, dit Guy : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.  
Bizoire Lucien, commissaire : 1.  
Blat Mordho : 1, 2.  
Bloch Jean-Richard, dit lieutenant Jules : 1, 2, 3.  
Blum Isy : 1.  
Bober Robert : 1.  
Boc Imre, dit Pierre : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.  
Boczov Joseph : 1, 2, 3, 4, 5.  
Bodnar Irwin : 1.  
Boico Cristina : 1.  
Borenheim Albert : 1.  
Borker Antoine : 1.  
Borker Jules : 1.  
Bornstein Bernard, dit Bob ou Bobby : 1, 2, 3, 4, 5, 6.  
Bot Saül : 1, 2.  
Botte, inspecteur : 1, 2.  
Bourderon Roger : 1.  
Bourgeois Mme : 1.  
Brajlowski Zygmunt : 1.  
Brechet André : 1.  
Bremaud : 1.  
Bruhman Borah : voir Holban Boris.  
Brun Félix : 1.  
Brünner Aloïs : 1, 2.  
Brunswick Charles, duc de : 1, 2.  
Brustlein Gilbert : 1.  
Bruttman Tal : 1, 2, 3.  
Bucard Marcel : 1.  
Buchwald Ernest : 1.  
Buck Pearl : 1.  
Bursztyn Anna : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.  
Bursztyn Israël : 1, 2.  
Bursztyn Josef : 1.  
Bursztyn Maurice : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.  
Bursztyn Szmuel : 1.  
Buzeau, inspecteur : 1, 2.

Camphin René : 1.  
Cancès Claude : 1.  
Capievic Jean, voir Capkievitz Jean : 1.  
Capitaine Madeleine : 1.  
Capkievitz Jean, dit Beau Pierre, dit Moustache : 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Carlisle Thomas : 1.  
Carrel Marc : 1, 2, 3.  
Carteron Pierre : 1, 2.  
Cassin René : 1.  
Castro Delgado Enrique : 1, 2.  
Catelas Jean : 1.  
Cazenave Armand : 1.  
Celgoh Fanny : 1, 2.  
Centner Annette : 1, 2.  
Centner Léon : 1.  
Centner Oscar : 1, 2, 3, 4.  
Chajmowicz Zysla, voir Szwarc Sophie.  
Chamberlain Neville : 1, 2.  
Chamson André : 1.  
Chapochnik Francis : 1, 2, 3.  
Chapochnik Maurice : 1.  
Chapochnik Rosine : 1.  
Chertok Léon docteur : 1, 2.  
Chevrier Félix : 1.  
Chirac Jacques : 1, 2.  
Cholem Aleikhem : 1.  
Chostakovitch Dmitri : 1.  
Chtcharanski Anatoli : 1.  
Churchill Winston : 1.  
Cohen Marcel : 1.  
Collin Claude : 1, 2, 3, 4.  
Colonne : 1.  
Constant, inspecteur : 1, 2.  
Coubard Jacques : 1.  
Courtois Stéphane : 1.  
Crenner François : 1.  
Cripps Richard Stafford : 1.  
Cukier Simon : voir Grant Alfred.  
Cyrankiewicz Józef : 1.  
Cytryn Marcel : 1, 2, 3, 4, 5, 6.

Daladier Édouard : 1, 2.  
Dalloz Henri : voir Goldberger Étienne.  
Dannecker Theodor : 1.  
Daquin : voir Zylber Maurice.  
Darquier de Pellepoix Louis : 1, 2.  
Dat Nelly : 1.  
Dat Suzanne : 1.  
Daudy Philippe, dit Frédéric : 1, 2.  
Dauman Sali : 1, 2.  
David, commissaire : 1.  
Davidson Anja : 1.  
Dawidowitch Joseph, dit Albert : 1, 2, 3, 4, 5, 6.  
Del Pra Robert : 1.  
Demont Fernand : 1.  
Denecke : 1.  
Desvages Hubert : 1.  
Devouassoux Simone : 1.

Diamant David : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).  
Dimitrov Georges : [1](#), [2](#).  
Domingo Plácido : [1](#), [2](#).  
Drappier Jean : voir Tancerman Jacob.  
Duclos Jacques : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).  
Duclos Jean : [1](#).  
Dugowson Maurice : [1](#).  
Dumas Roland : [1](#), [2](#).  
Dvoïre : [1](#), [2](#), [3](#).  
Dyskin Nathan : [1](#).  
Dzierzowska Paula : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

Edinger Georges : [1](#).  
Ehrenbourg Ilya : [1](#), [2](#).  
Eichmann Adolf : [1](#).  
Einstein Albert : [1](#).  
Eisenstein Sergueï : [1](#).  
Elek Thomas : [1](#), [2](#).  
Ely, inspecteur : [1](#).  
Endevelt Robert, dit Gaby : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).  
Engels Friedrich : [1](#).  
Engro Roger : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).  
Epstein Joseph : [1](#).  
Erlich Henryk : [1](#).  
Erlichmann Abraham : [1](#), [2](#).  
Évelyne : voir Müller Myriam.

Fabien colonel : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
Fajwisiewicz Maurice, dit Lucien le Rouquin : [1](#), [2](#), [3](#).  
Faloux André, voir Falus Andoral : [1](#).  
Falus Andoral : [1](#).  
Fansten Jacques : [1](#).  
Farber (famille) : [1](#).  
Farber Jacques : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#),  
[21](#), [22](#), [23](#), [24](#).  
Farber Maxime : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).  
Farber Rosa : [1](#), [2](#), [3](#).  
Farber Schmulek : [1](#), [2](#).  
Fauconnet, brigadier : [1](#).  
Faure-Pinguely Jacques : [1](#), [2](#).  
Feffer Itzik : [1](#).  
Feldhandler Julien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).  
Feldman Riwka : voir Lissner Riwka.  
Feldman Valentin : [1](#).  
Ferré Léo : [1](#).  
Ferszt Michel : [1](#).  
Fingerweig Maurice : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
Fischer Alain : [1](#), [2](#).  
Flicourt, inspecteur : [1](#), [2](#).  
Fogel Thomas : [1](#), [2](#), [3](#).  
Franco Francisco, général : [1](#).  
Francos Ania : [1](#).  
Fred (Zalterman ?) : [1](#).

Freud Sigmund : 1.  
Frid Lola, épouse Amselem : 1, 2.  
Frid Simon : 1, 2, 3, 4, 5.  
Fridman Josef : 1, 2, 3.  
Frid Simon : 1, 2.  
Fried Eugen : 1.  
Friedländer Saul : 1.  
Frossard André : 1.  
Frydman Henri : 1, 2.  
Frydman Jeanine : 1, 2, 3.  
Führer Isidore : 1, 2.

Gaist Marcel : 1.  
Gamzon Denise : 1.  
Ganier-Raymond Philippe : 1.  
Gaulle Charles de, général : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.  
Gautherot Henri : 1, 2, 3.  
Geduldig Jonas, dit Martiniuk : 1, 2, 3.  
Georges Pierre : voir Fabien colonel.  
Géraud, M. : 1.  
Germain : voir Mirowski Maurice.  
Ginette : voir Zinfogel Golda.  
Ginsburger Pierre : 1.  
Giraud Henri, général : 1.  
Gluzman Cypa : 1, 2, 3, 4.  
Godfryd Estelle : voir Rozencwajg Esther.  
Goldberg (famille) : 1.  
Goldberg Kajla, dite Lucienne, dite la Rouquine : voir Goldfarb Lucienne.  
Goldberg Léon : 1, 2, 3, 4, 5.  
Goldberger Étienne, dit Jacques : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.  
Goldfarb Chaïm-Richard : 1, 2, 3, 4, 5.  
Goldfarb Fiszal : 1, 2.  
Goldfarb Lucienne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23.  
Goldfarb Sura : 1, 2, 3.  
Goldman Albert : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.  
Goldman Pierre : 1, 2.  
Goldman René : 1, 2, 3.  
Goldziuk Szloma, voir Tcharny : 1.  
Gomułka Władysław : 1, 2, 3.  
Gordon Léon ou Leibl : 1, 2, 3.  
Gordon Youdine : 1.  
Gorki Maxime : 1.  
Gorodetsky Gabriel : 1.  
Gotthelf Léa : 1.  
Goutchtat Georges, dit Grand Georges : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.  
Goutchtat Rosa : 1.  
Grajewski : voir Tokar Simon.  
Grandowicz Maurice : 1, 2.  
Grant Alfred (Cukier Simon) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.  
Grenier Fernand : 1.  
Grinberg Pierre, docteur : 1, 2, 3, 4.  
Griner Gaston : 1.

Gronowski ou Gronowski-Brunot Louis, dit Lulke : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#).

Grumberg Jean-Claude : [1](#).

Grünfeld Georges, dit Lefort, puis Filip Georghe : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#).

Grynbaum, dit lieutenant Adolphe : [1](#).

Grynberg Isidore : [1](#).

Grynstein Raymond, dit Antoine : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).

Grzywacz Szlama : [1](#).

Gurfinkel Maurice, dit Buisson André : [1](#), [2](#).

Gutman Claude : [1](#).

Gutmann Sonia : [1](#), [2](#).

Gutwilik Haïa Rifka : [1](#).

Guyot Raymond : [1](#).

Habif Léon : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#).

Halaubaumer Joseph, dit Robert : [1](#), [2](#).

Hanna Kamieniecki : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#).

Harris André : [1](#).

Heine Heinrich : [1](#).

Hertz Herbert, dit Raoul : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Hilberg Raul : [1](#), [2](#), [3](#).

Hitler Adolf : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#).

Hoch Émery : [1](#).

Hoffmann, adjudant : [1](#).

Holban Boris (Bruhman Borah), dit Holban Olivier : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#).

Holcman Marguerite (Wolmarck Marguerite) : [1](#).

Hollande François : [1](#).

Hugo Victor : [1](#).

Hunzinger Claudie : [1](#).

Ilic Lioubomir, général : [1](#), [2](#).

Jacobson Charles, dit Denis : [1](#), [2](#), [3](#).

Jaillet Abel : [1](#).

Jaroslav Denis : [1](#), [2](#).

Jeanne d'Arc : [1](#), [2](#).

Jérôme Jean : [1](#), [2](#), [3](#).

Joanovici Joseph : [1](#).

Jolles Léon : [1](#).

Julien de Bruxelles : voir Kupfermunz Charles.

Kaftal Daniel : [1](#), [2](#).

Kalinsky Annette : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Kallaï Tibor : [1](#).

Kamieniecki Hanna, dite Annette : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

Kamienny Serge : [1](#), [2](#), [3](#).

Kaminski Jacques : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Kaminski Marcel : [1](#), [2](#).

Kanar Samy : [1](#).

Katz André, dit Gaston : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Keitel Wilhelm, maréchal : [1](#), [2](#).



Kerbel Jules : [1](#), [2](#), [3](#).  
 Khrouchtchev Nikita : [1](#), [2](#).  
 Kipman Bruno : [1](#).  
 Kirchenbaum Sevek : [1](#), [2](#), [3](#).  
 Klarsfeld Serge : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).  
 Kleshelsky Yarosh, dit Yerushem Alfred : [1](#).  
 Kneler Léo : [1](#).  
 Knop : [1](#).  
 Kojitsky Jacques, dit Bithur : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).  
 Kojitsky Raymond, dit Pivert : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#).  
 Konigsberg Josef, docteur : [1](#).  
 Konopnicki Guy : [1](#).  
 Koper : [1](#).  
 Korman Idl : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).  
 Kott Jacques : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).  
 Koutzner Fanny : [1](#).  
 Kowalski Édouard : voir Tcharny Édouard, dit Kowalski.  
 Krakus Jeanine : [1](#), [2](#), [3](#).  
 Krakus Roman : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#).  
 Krasucki Henri : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#),  
[21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#),  
[42](#), [43](#), [44](#).  
 Krasucki Isaac : [1](#).  
 Krasucki Léa : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).  
 Krasucki Liliane, dite Lili : [1](#), [2](#).  
 Kriegel Annie : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#).  
 Kriegel-Valrimont Maurice : [1](#).  
 Krischer (famille) : [1](#).  
 Krischer Henri, dit Lamiral André : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#),  
[17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#).  
 Kropotkine Pierre : [1](#).  
 Krzentowski Ceslav : [1](#), [2](#), [3](#).  
 Kugler Albert, dit Norbert : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).  
 Kugler Odette : [1](#).  
 Kupfermunz Charles, dit Julien de Bruxelles : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
 Kurchand Henri : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
 Kurchand Rita : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).  
 Kurchand Sevek : [1](#), [2](#).  
 Kurck Bernard : [1](#), [2](#).  
 Kurck Maurice : [1](#), [2](#).

Lacroix, inspecteur : [1](#).  
 Laffitte Michel : [1](#).  
 La Laurencie Benoît-Léon, général de : [1](#).  
 Lambert Raymond-Raoul : [1](#).  
 Lamiral André : voir Krischer Henri.  
 Landini Léon : [1](#).  
 Landowicz Guy : [1](#), [2](#).  
 Langeois Christian : [1](#).  
 Langer Marcel : [1](#).  
 Laqueur Walter : [1](#).  
 Largeault Gaston : [1](#), [2](#), [3](#).  
 Laurent Paul : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Laval Pierre : 1, 2.  
Lavau Georges : 1.  
Lazarus Jacques : 1.  
Lebrun Albert : 1.  
Lecki Bronislaw : 1.  
Lederman Charles, maître : 1, 2.  
Lefort : voir Grünfeld Georges.  
Lekert Hirsh : 1, 2, 3.  
Lemberger (famille) : 1, 2, 3.  
Lemberger Jean : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.  
Lénine Vladimir Ilitch : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.  
Lepetit, colonel : 1.  
Lerner Baruch : 1, 2.  
Leroi Jean : 1.  
Lesch Roman : 1.  
Levi Boucault Mosco : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8.  
Lew Macha : 1, 2.  
Liaigre Franck : 1, 2, 3, 4, 5.  
Liotard-Vogt Hervé : 1.  
Lipa Jacques : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.  
Lipcer Éphraïm, dit Francis, dit Maroc : 1, 2, 3, 4.  
Lissner Abraham : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13.  
Lissner Bernard : 1, 2.  
Lissner Riwka (née Feldman) : 1.  
List Jeanne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20.  
List Meyer, dit Markus : 1, 2.  
Loï Maurice : 1.  
Lola : 1.  
London Artur : 1, 2, 3, 4.  
London Jacques : 1.  
Longo Estella : 1, 2.

Maimonide Moïse : 1.  
Mamis (famille) : 1.  
Manouchian Mélinée : 1, 2.  
Manouchian Missak : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.  
Manouïlski Dimitri : 1.  
Marchandean Paul : 1.  
Marchand Jeanne : 1.  
Markish Peretz : 1.  
« Maroc » : voir Lipcer Éphraïm.  
Marrus Michael : 1.  
Martiniuk, voir Geduldig Jonas : 1.  
Marty André : 1, 2, 3, 4, 5.  
Marx Karl : 1, 2, 3.  
Mathiez Albert : 1.  
Maurice la Petite Boule : 1.  
Melchior : 1.  
Mendelssohn Moses : 1.  
Meyer List : 1, 2.  
Michel Henri : 1.  
Micnik Leizer : 1.  
Mico Irma : 1, 2, 3, 4.

Mikhoels Solomon : [1](#), [2](#).  
Milo : voir Sommer Émile.  
Minkowski Eugène, docteur : [1](#).  
Minsky Yankel : [1](#), [2](#), [3](#).  
Mirowsky Maurice, dit Germain : [1](#), [2](#), [3](#).  
Mitterrand François : [1](#).  
Mitzflicker Charles : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).  
Moga Roger : [1](#).  
Moga Simone : [1](#).  
Molotov Viatcheslav : [1](#), [2](#).  
Montignon Fernande : voir Kurchand Rita.  
Moser Alfons, aspirant : [1](#), [2](#), [3](#).  
Mossovic Paul : [1](#).  
Motti Simone : [1](#).  
Mounié : voir Nadler Samuel.  
Mouquin Fernand, maître : [1](#).  
Müller Myriam, dite Évelyne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).  
Müller Paula : [1](#).  
Müller Sarah : [1](#).  
Mussolini Benito : [1](#), [2](#).

Nadler Samuel, dit Mounié : [1](#), [2](#).  
Nagy Imre : [1](#).  
Najman Ezjer : voir Najman Gilles.  
Najman Gilles, dit Najman Ezjer : [1](#), [2](#), [3](#).  
Napoléon : [1](#), [2](#), [3](#).  
Neustadt Anna : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
Nicolas II : [1](#).  
Noce-Longo Estella : voir Longo Estella.  
Nowicki Charles : voir Pakin Léon.

Oïstrakh David : [1](#).  
Ottavi Jean, dit Édouard : [1](#).  
Ouzoulis Albert : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
Owadenko (famille) : [1](#).

Pakin Léon, dit Nowicki Charles : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#).

Paulus Friedrich, maréchal : [1](#).  
Paxton Robert : [1](#).  
Pejsakowicz Éliane : [1](#), [2](#).  
Perelman Chaskiel : [1](#), [2](#).  
Perelman Chawa : [1](#).  
Perelman Rachel : [1](#).  
Peretzl Simon : [1](#), [2](#).  
Péri Gabriel : [1](#), [2](#), [3](#).  
Pétain Philippe, maréchal : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
Pfeffer Félix : [1](#), [2](#).  
Pierre Thérèse : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).  
Piget Pierre, inspecteur : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).  
Pinsseau Claude, juge : [1](#).  
Plisnier Charles : [1](#).  
Politzer Georges : [1](#).

Pompidou Claude : 1.  
Pompidou Georges : 1.  
Potklebnik Sylvestre, dit Pott : 1, 2.  
Prechner Nathan : 1, 2.  
Prenant Lucy : 1.  
Prenant Marcel : 1.  
Puterflam Guta : 1.  
Puterflam Minna : 1.  
Puterflam Rex : 1.

Rabinovitch Léon : 1, 2.  
Rabinovitch Léopold : 1, 2.  
Rabinowicz Jacques : 1.  
Rabut François : 1.  
Racine Nicole : 1.  
Raczymow Étienne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21.  
Raczymow Szlama : 1, 2.  
Radzinski André : 1, 2.  
Radzinski Maurice : 1, 2.  
Radzinski Sam, dit le Rouquin : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.  
Rafaël : 1, 2.  
Rajgrodzki : voir Rayski Adam (Abraham).  
Rajman (compagnie) : 1, 2, 3, 4, 5.  
Rajman (famille) : 1, 2.  
Rajman Marcel : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21.  
Rajman Simon : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18.  
Rapoport Nathan : 1, 2.  
Ravine Jacques : 1, 2, 3, 4, 5.  
Ravine Macha : 1.  
Rayski Adam (Abraham) : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56.  
Rayski Jeanne : 1.  
Ribbentrop Joachim von : 1, 2.  
Richtiger Anka : 1.  
Ritter Julius : 1.  
Robrieux Philippe : 1.  
Rochman Lionel : 1.  
Roj A., voir Besserman Alfred : 1.  
Rolland Martin : 1.  
Rolnikas Michel maître : 1.  
Rol-Tanguy Henri, colonel : 1.  
Rosenberg : 1, 2, 3.  
Rosenblum Sarah : 1, 2.  
Rosenfeld Adolphe : 1.  
Röthke Heinz : 1.  
Rothschild : 1, 2, 3, 4.  
Rougeaux Nadine : 1.  
Rouquin, le : voir Radzinski Sam.  
Rouquine, la : voir Goldfarb Lucienne.

Rozencwajg Esther, dite Estelle : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16.

Rozencwajg Maurice : 1, 2.

Rubenstein Richard L. : 1.

Rubin Albert : 1.

Rubin Jacques : 1.

Sachs Maurice : 1.

Sacks Raymond : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

Sadosky Louis : 1.

Saint-Saëns Camille : 1.

Sauckel Fritz : 1.

Schaumburg Ernst von, général : 1.

Schkolnyk Armand : 1.

Schloïmé : 1, 2, 3, 4, 5.

Schulewicz Max, dit Gaby : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Schwarz Jean-Claude : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Sédouy Alain de : 1.

Senior Michel : 1.

Servin Marcel : 1.

Shernetsky Isy : 1, 2, 3.

Shlivka (famille) : 1.

Shlivka Paulette : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42.

Shlivka Robert : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7.

Silberstein, dit Shloïmé : 1.

Simon Bec-de-lièvre : 1.

Skurnik Marcel : 1.

Slánský Rudolf (procès) : 1.

Slezkine Yuri : 1.

Slovès Haïm : 1, 2.

Sochaczewska Yanina : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11.

Solignac, inspecteur : 1, 2.

Sommer Émile, dit Milo : 1, 2, 3.

Sontag Jeanine : 1, 2.

Sosnowsky Ginette : 1, 2.

Sosnowsky Kaddish : 1, 2, 3, 4, 5.

Souef Olivier : 1.

Spaak Suzanne : 1.

Spinoza Baruch : 1, 2.

Spitzer Gérard : 1.

Staline Joseph : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30.

Stavisky Alexandre (affaire) : 1.

Stern Toni : 1.

Szkolnikov Mendel : 1.

Szmulewicz (famille) : 1, 2.

Szmulewicz Blanche : 1.

Szmulewicz Jacquot : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63.

Szmulewicz Nadia : 1.

Szwarc Sophie : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#).

Szynkman Nat : [1](#).

Szynkman Robert : [1](#), [2](#).

Tachnov Georges : [1](#), [2](#), [3](#).

Taittinger Pierre : [1](#).

Tancerman Jacob : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#).

Tandler Nicolas : [1](#).

Tchakarian Arsène : [1](#), [2](#).

Tcharny Édouard, dit Kowalski : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#).

Tenenbaum Teszka : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#).

Tenine Maurice, docteur : [1](#).

Terreau André : [1](#), [2](#), [3](#).

Thill Georges : [1](#).

Thorez Maurice : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).

Tillon Charles : [1](#).

Timar Thomas : [1](#).

Tito Josip Broz : [1](#).

Togliatti Palmiro : [1](#).

Tokar Simon : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Toporek Albert : [1](#).

Toporowski Stanislav : [1](#).

Toulpanov Sergueï, colonel : [1](#).

Tourancheau Patricia : [1](#), [2](#).

Tréand Maurice : [1](#).

Trenet Charles : [1](#).

Trugman David : [1](#).

Trugman Germaine : [1](#), [2](#), [3](#).

Trugman Roger : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#).

Trugnan Roger : voir Trugman Roger.

Trzebrucki Abraham : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

Tuchklaper Henri, dit le Plombier : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).

Tulard André : [1](#).

Tyszelmann Samuel : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#).

Vaillant-Couturier Paul : [1](#), [2](#).

Vallat Xavier : [1](#), [2](#).

Valle : [1](#).

Vasseur Mme : [1](#).

Vassilicki-Blajek Guergie : [1](#).

Veil Simone : [1](#).

Vergara Paul, pasteur : [1](#), [2](#).

Villon Pierre : voir Ginsburger Pierre.

Vilner David : [1](#).

Vilner-Fansten Rachel : [1](#).

Wachman Gabriel : [1](#).

Wahl Ernst von, général : [1](#), [2](#).

Waisman, docteur : [1](#).

Wajsbrot Wolf : [1](#), [2](#), [3](#).

Wallach Dora : [1](#).

Wallach Élie : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#).

Ways Moïshe : [1](#), [2](#).

Weissberg Gilbert : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#).

Weisz Tibor, dit Yves : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#).

Winnny Charlotte : [1](#).

Winnny Julien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#).

Wolmarck Charles : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#).

Wolmarck Marguerite (née Holcman) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#).

Yerushem Alfred : voir Kleshelsky Yarosh.

Zalcman Moshe : [1](#).

Zalnikov Fernand : [1](#), [2](#).

Zelmanovitch Léon : [1](#), [2](#), [3](#).

Zelmanovitch Rachel : [1](#), [2](#).

Zerman Julien : [1](#), [2](#).

Zigelman Victor : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#).

Zilbenberg Serge : [1](#).

Zimmerman Hersh : [1](#), [2](#).

Zinfogel Golda, dite Ginette : [1](#), [2](#).

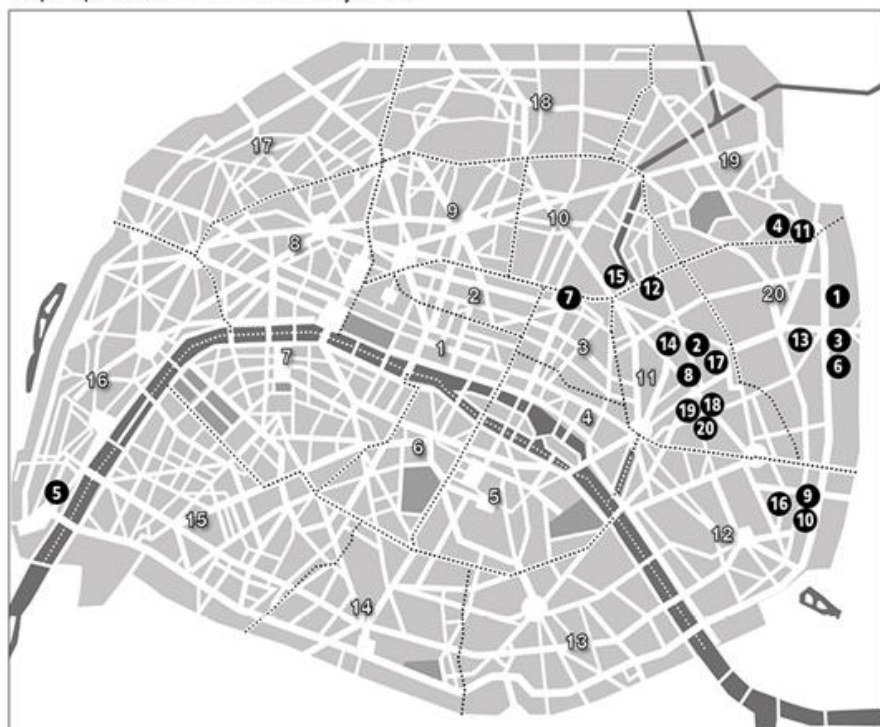
Zola Émile : [1](#).

Zylber (famille) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#).

Zylber Maurice, dit Daquin : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#).

# Carte





1. Henri Krasucki et Paulette Shlivka, 8, rue Stanislas-Meunier. XX<sup>e</sup>.
2. Albert Toporek, 9, rue Saint-Ambroise. XI<sup>e</sup>.
3. Esther Rozencwajg, 4, rue Louis-Ganne. XX<sup>e</sup>.
4. Anna Neustadt et Thomas Fogel, 8, rue du Dr-Potain. XIX<sup>e</sup>.
5. « Imprimerie » de l'avenue de Versailles. XVI<sup>e</sup>.
6. Victor Zigelman, rue Veber. XX<sup>e</sup>.
7. « Lucien », rue Beaubourg, probablement Jacques Lipa. IV<sup>e</sup>.
8. Rita Kurchand et Sam Radzinski, 92, rue du Chemin-Vert. XI<sup>e</sup>.
9. Jean Lemberger, boulevard Soult. XII<sup>e</sup>.
10. Marcel Rajman, 68, boulevard Soult. XII<sup>e</sup>.
11. La mère de Simon et Marcel Rajman, 296, rue de Belleville. XX<sup>e</sup>.
12. « Brosse » (non identifié), 5, rue de la Fontaine-au-Roi. XI<sup>e</sup>.
13. « Belgrand » (non identifié), 29, rue Belgrand. XX<sup>e</sup>.
14. « Réunion », 11, rue Neuve-Popincourt. XI<sup>e</sup>.
15. « Foulard », 33, rue de l'Entrepôt.
16. « Radeau » (probablement Robert Endelvet), 36, rue Sibuet. XII<sup>e</sup>.
17. « Ginette », 18, cité Joly. XI<sup>e</sup>.
18. « Basfroï », 22, rue Basfroï. XI<sup>e</sup>.
19. « Juive » (porte l'étoile juive), 22, rue Basfroï. XI<sup>e</sup>.
20. Dallery, 48, rue Basfroï. XI<sup>e</sup>.

## **Illustrations**



Jacquot Szmulewicz, groom dans un grand hôtel  
de Bordeaux à l'été 1940. © Coll. part./DR



Estelle Rozencwajg (à gauche sur la photo) en 1942,  
avant son entrée dans la Résistance. © Coll. part./DR



Groupe de jeunes gens photographié à l'été 1939 sur le perron d'une maison au Terron-Séguret (Vaucluse). Parmi eux Thomas Fogel, Ruth et Sevek Kurchand, Roger Trugman, tous quatre déportés. Seul Roger Trugman est revenu. © Mémorial de la Shoah



22 juin 1941 au parc de Saint-Cloud.

En haut et en partant de la gauche : 2<sup>e</sup> Ida Ekchaz ;  
3<sup>e</sup> Marcel Cytryn. En bas : à gauche Henri Frydman ;  
à droite Victor Zigelman. © Coll. part./DR

La compagnie Rajman : en haut, avant d'avoir touché les uniformes ;  
en bas, après avoir touché des uniformes américains. © Coll. part./DR



14. Bernard Bornstein  
15. Robert Birenbaum  
16. Jean-Claude Schwarz

22. Raymond Tachnov  
24. Charles Miltlicker  
37. Julien Feldhandler

54. Victor Zonchain  
67. Victor Zigelman  
68. Jacques Adler

69. André Radzinski  
70. Émile Sommer





1. André Radzinski  
7. Jean-Claude Schwarz  
8. Jacob Tancerman

12. Robert Birenbaum  
16. Raymond Tachnov  
43. Bernard Bornstein

50. Émile Sommer  
58. Charles McFlickier  
61. Julien Feldhandler



Henri Krischer, dit Lamiral, en 1942.

© Coll. part./DR



Charles Wolmarck, fusillé  
à Charnècles en juillet 1944.

© Coll. part./DR





Idl Korman en juin 1943 quelques jours  
avant son arrestation et... le 2 juillet 1943,  
pendant son interrogatoire par la B.S.

© Coll. part./DR



1. Imre Boc
2. Maurice Bursztyn
3. Anna Bursztyn
4. Georghe Filip
5. Herbert Hertz

6. Étienne Pejsakowicz
7. Denis Jaroslay
8. André Katz
9. Jeanine Krakus
10. Maurice Mirowsky

11. Paul Mossovic
12. Gilles Najman
13. Sylvestre Potklebnik
14. Étienne Raczymow
15. Rafael

16. Raymond Sacks
17. Isy Shernetsky



Tombe de Léon Pakin  
au carré des fusillés  
du cimetière d'Ivry avant  
qu'il soit transformé  
en cimetière militaire.

© Coll. part./DR



Inauguration  
le 6 mai 1945 de  
la maison d'enfants  
de déportés de  
Montreuil-sous-Bois.  
Jeanne List est  
à gauche, conversant  
avec le réalisateur  
Henri Diamant-Berger.

© Mémorial de la Shoah







Devant la caserne de Cusset (Allier), groupe de FTP-MOI devenus FFI.

Au premier rang, de gauche à droite : Max Szulewicz (dit Gaby) et Dina Lipka (devenue Krischer).

Deuxième rang : Serge Kamienny, Eliane Pessak, Henri Krischer, Thérèse Szykman et Nathan Sachs.

Troisième rang : Cario, Gilbert Bataille, Matricia Motti, Lefort. Quatrième rang : Jean-Pierre Perelman, Raphael, Henri Hoch (dit Émery), Jacquot Szmulewicz. © Mémorial de la Shoah



À l'entrée du camp principal d'Auschwitz, quelques mois après l'arrivée de troupes soviétiques qui les libérèrent, et avant leur rapatriement.

De gauche à droite : Annette Lecointe, Revka Grinberg, un soldat, Bajla Kirman-Malamud (qui a cousu la faucille à l'envers), Cypora Gutnik, Rose Besserman portant la bannière où l'on peut lire : Parti communiste français/section d'Auschwitz et Birkenau, Guina Goldstein, Macha [?], Macha Spetter Ravin et Mira Honel. © Mémorial de la Shoah

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur  
[www.editions-perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

PERRIN

Nous suivre sur

